

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités

*Traités et Engagements internationaux
enregistrés par le Secrétariat de la
Société des Nations*

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Treaties and International Engagements
registered with the Secretariat of the
League of Nations*

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités

*Traités et Engagements internationaux
enregistrés par le Secrétariat de la Société des Nations*

VOLUME CLXXXIII

1937-1938

N^{os} 4225-4238

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
N^o 4225. — Etats-Unis d'Amérique et Roumanie :	
Arrangement entre l'Administration des postes des Etats-Unis d'Amérique et l'Administration des postes de Roumanie concernant l'échange des colis postaux, et règlement d'exécution y annexé. Signés à Bucarest, le 12 mars 1937, et à Washington, le 10 août 1937	7
N^o 4226. — Estonie et France :	
Accord sur les paiements commerciaux. Signé à Paris, le 16 octobre 1937	37
N^o 4227. — Estonie et France :	
Convention de commerce, avec protocole de signature et annexes. Signés à Paris, le 16 octobre 1937	41
N^o 4228. — Hongrie et Norvège :	
Echange de notes comportant un arrangement relatif à l'abolition réciproque des droits de visa des passeports entre les deux pays, Stockholm, les 7 juillet et 5 octobre 1937, et Oslo, les 28 août et 26 novembre 1937; et échange de notes relatif à l'interprétation de l'arrangement susmentionné, Stockholm, le 31 mars 1938, et Oslo, le 11 avril 1938	81
N^o 4229. — Estonie et Finlande :	
Second Accord additionnel au Traité de commerce et de navigation du 11 avril 1931 entre les deux pays, avec protocole de signature, signés à Helsinki, le 2 septembre 1937, et échange de notes de la même date, et protocole, signé à Tallinn, le 11 septembre 1937	93
N^o 4230. — Union Sud-Africaine, Australie, Grande-Bretagne, Danemark, Estonie, etc. :	
Arrangement concernant la suppression des visas consulaires sur les patentes de santé. Signé à Paris, le 22 décembre 1934	145

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Treaties and International Engagements
registered with the Secretariat of the League of Nations*

VOLUME CLXXXIII

1937-1938

Nos. 4225-4238

TABLE OF CONTENTS.

	Page
No. 4225. — United States of America and Roumania :	
Agreement between the United States Post Office Department and the Roumanian Postal Administration concerning the Exchange of Parcel Post, and Regulations of Execution annexed thereto. Signed at Bucharest, March 12th, 1937, and at Washington, August 10th, 1937... ..	7
No. 4226. — Estonia and France :	
Agreement regarding Commercial Payments. Signed at Paris, October 16th, 1937	37
No. 4227. — Estonia and France :	
Commercial Convention, with Protocol of Signature and Annexes. Signed at Paris, October 16th, 1937	41
No. 4228. — Hungary and Norway :	
Exchange of Notes constituting an Agreement for the Reciprocal Abolition of Visa Fees on Passports between the Two Countries, Stockholm, July 7th and October 5th, 1937, and Oslo, August 28th and November 26th, 1937; and Exchange of Notes regarding the Interpretation of the above-mentioned Agreement, Stockholm, March 31st, 1938, and Oslo, April 11th, 1938	81
No. 4229. — Estonia and Finland :	
Second Additional Agreement to the Treaty of Commerce and Navigation of April 11th, 1931, between the Two Countries, with Protocol of Signature, signed at Helsinki, September 2nd, 1937, and Exchange of Notes of the same Date, and Protocol, signed at Tallinn, September 11th, 1937... ..	93
No. 4230. — Union of South Africa, Australia, Great Britain, Denmark, Estonia, etc. :	
Agreement for dispensing with Consular Visas on Bills of Health. Signed at Paris, December 22nd, 1934	145

	Pages
N° 4231. — Union Sud-Africaine, Australie, Grande-Bretagne, Danemark, Estonie, etc. :	
Arrangement concernant la suppression des patentes de santé. Signé à Paris, le 22 décembre 1934	153
N° 4232. — Suède et Uruguay :	
Convention de commerce et de navigation, avec protocole additionnel. Signés à Montevideo, le 13 août 1936	161
N° 4233. — Etats-Unis d'Amérique et Grèce :	
Traité d'établissement. Signé à Athènes, le 21 novembre 1936	169
N° 4234. — Allemagne et Danemark :	
Protocole prorogeant jusqu'au 31 décembre 1938 l'Accord germano-danois du 1 ^{er} mars 1934 relatif aux échanges réciproques de marchandises, l'échange de lettres N° 1 du 1 ^{er} mars 1934 concernant la forme des certificats pour les œufs salés de cycloptère, ainsi que le protocole final à l'Accord germano-danois du 30 janvier 1936. Signé à Copenhague, le 27 novembre 1937... ..	175
N° 4235. — Etats-Unis d'Amérique et Liechtenstein :	
Traité d'extradition. Signé à Berne, le 20 mai 1936	181
N° 4236. — Hongrie et Lituanie :	
Accord relatif aux règlements des échanges commerciaux entre les deux pays. Signé à Kaunas, le 12 novembre 1937	197
N° 4237. — Hongrie et Lettonie :	
Accord relatif aux règlements des échanges commerciaux entre les deux pays. Signé à Riga, le 16 novembre 1937	205
N° 4238. — Pologne et Tchécoslovaquie :	
Convention de commerce et de navigation, avec annexes A, B, C, D, E et F (convention vétérinaire et protocole final), et protocole final. Signés à Prague, le 10 février 1934	213
Protocole additionnel (1) à la convention de commerce et de navigation susmentionnée. Signé à Varsovie, le 8 février 1935	336
Protocole additionnel (2) à la convention de commerce et de navigation susmentionnée. Signé à Varsovie, le 5 septembre 1935	338
Protocole additionnel (3) à la convention de commerce et de navigation susmentionnée. Signé à Varsovie, le 12 août 1936	340
Protocole additionnel (4) à la convention de commerce et de navigation susmentionnée. Signé à Varsovie, le 18 février 1937	342

	Page
No. 4231. — Union of South Africa, Australia, Great Britain, Denmark, Estonia, etc. :	
Agreement for dispensing with Bills of Health. Signed at Paris, December 22nd, 1934 ...	153
No. 4232. — Sweden and Uruguay :	
Convention of Commerce and Navigation, with Additional Protocol. Signed at Montevideo, August 13th, 1936	161
No. 4233. — United States of America and Greece :	
Treaty of Establishment. Signed at Athens, November 21st, 1936	169
No. 4234. — Germany and Denmark :	
Protocol extending until December 31st, 1938, the Duration of the German-Danish Agreement of March 1st, 1934, regarding the Reciprocal Exchange of Goods, the Exchange of Notes No. 1 of March 1st, 1934, concerning the Form of Certificates for Salted Roe of Lump-fish, and also the Final Protocol to the German-Danish Agreement of January 30th, 1936. Signed at Copenhagen, November 27th, 1937	175
No. 4235. — United States of America and Liechtenstein :	
Extradition Treaty. Signed at Berne, May 20th, 1936	181
No. 4236. — Hungary and Lithuania :	
Agreement concerning Payments in respect of Commercial Transactions between the Two Countries. Signed at Kaunas, November 12th, 1937	197
No. 4237. — Hungary and Latvia :	
Agreement concerning Payments in respect of Commercial Transactions between the Two Countries. Signed at Riga, November 16th, 1937	205
No. 4238. — Poland and Czechoslovakia :	
Convention of Commerce and Navigation, with Annexes A, B, C, D, E and F (Veterinary Convention and Final Protocol), and Final Protocol. Signed at Prague, February 10th, 1934	213
Additional Protocol (1) to the above-mentioned Convention of Commerce and Navigation. Signed at Warsaw, February 8th, 1935	337
Additional Protocol (2) to the above-mentioned Convention of Commerce and Navigation. Signed at Warsaw, September 5th, 1935	339
Additional Protocol (3) to the above-mentioned Convention of Commerce and Navigation. Signed at Warsaw, August 12th, 1936	341
Additional Protocol (4) to the above-mentioned Convention of Commerce and Navigation. Signed at Warsaw, February 18th, 1937	343

N° 4225.

**ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET ROUMANIE**

Arrangement entre l'Administration des postes des États-Unis d'Amérique et l'Administration des postes de Roumanie concernant l'échange des colis postaux, et règlement d'exécution y annexé. Signés à Bucarest, le 12 mars 1937, et à Washington, le 10 août 1937.

**UNITED STATES OF AMERICA
AND ROUMANIA**

Agreement between the United States Post Office Department and the Roumanian Postal Administration concerning the Exchange of Parcel Post, and Regulations of Execution annexed thereto. Signed at Bucharest, March 12th, 1937, and at Washington, August 10th, 1937.

N^o 4225. — ARRANGEMENT ¹ ENTRE L'ADMINISTRATION DES POSTES DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET L'ADMINISTRATION DES POSTES DE ROUMANIE CONCERNANT L'ÉCHANGE DES COLIS POSTAUX. SIGNÉ A BUCAREST, LE 12 MARS 1937, ET A WASHINGTON, LE 10 AOUT 1937.

Textes officiels anglais et français communiqués par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire des Etats-Unis d'Amérique à Berne. L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 6 décembre 1937.

Les soussignés, munis des pleins pouvoirs de leurs gouvernements respectifs ont, d'un commun accord et sous réserve de ratification par l'autorité supérieure compétente, arrêté l'arrangement suivant :

Article premier.

OBJET DE L'ARRANGEMENT.

1. Entre les Etats-Unis d'Amérique (y compris l'Alaska, Puerto-Rico, les îles Vierges, Guam, Samoa et Hawaï) d'une part, et la Roumanie d'autre part, il peut être échangé, sous la dénomination de colis postaux, des envois jusqu'à concurrence de 22 livres (10 kilogrammes). Dans la direction Etats-Unis d'Amérique-Roumanie, ces colis ne doivent pas dépasser les dimensions suivantes :

Longueur maximum de 4 pieds (120 centimètres), à condition que les colis de plus de 42 pouces (105 centimètres) mais ne dépassant pas 44 pouces (110 centimètres) de longueur, n'excèdent pas 24 pouces (60 centimètres) de pourtour ; les colis de plus de 44 pouces (110 centimètres), mais ne dépassant pas 46 pouces (115 centimètres) de longueur, n'excèdent pas 20 pouces (50 centimètres) de pourtour ; les colis dépassant 46 pouces (115 centimètres) jusqu'à 4 pieds (120 centimètres) de longueur, n'excèdent pas 16 pouces (40 centimètres) de pourtour ; les colis jusqu'à 3 ½ pieds (105 centimètres) de longueur n'excèdent pas 6 pieds de longueur et pourtour ensemble.

2. La manière de voir du bureau expéditeur, en ce qui concerne le calcul exact du poids et des dimensions, doit être considérée comme prévalant, sauf erreur évidente.

Article 2.

LIBERTÉ DE TRANSIT.

1. Chaque administration garantit la liberté de transit sur son territoire, dans les relations avec les pays avec lesquels elle entretient un échange de colis, pour tout colis originaire ou à destination de l'autre administration contractante.

2. Les administrations se notifient la nomenclature des pays à destination desquels elles acceptent des colis en transit.

3. Pour être acceptés au transit, les colis doivent être conformes aux prescriptions du pays intermédiaire.

¹ Entré en vigueur le 1^{er} septembre 1937.

No. 4225. — AGREEMENT¹ BETWEEN THE UNITED STATES POST OFFICE DEPARTMENT AND THE ROUMANIAN POSTAL ADMINISTRATION CONCERNING THE EXCHANGE OF PARCEL POST. SIGNED AT BUCHAREST, MARCH 12TH, 1937, AND AT WASHINGTON, AUGUST 10TH, 1937.

English and French official texts communicated by the Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the United States of America at Berne. The registration of this Agreement took place December 6th, 1937.

The undersigned, provided with full powers by their respective Governments, have, by common consent and subject to ratification by the competent superior authorities, drawn up the following Agreement :

Article 1.

OBJECT OF THE AGREEMENT.

1. Between the United States of America (including Alaska, Puerto Rico, the Virgin Islands, Guam, Samoa, and Hawaii) on one hand, and Rumania on the other hand, there may be exchanged, under the denomination of parcel post, parcels up to the weight limit of 22 pounds (10 kilograms), and the following maximum dimensions :

Greatest length 4 feet (120 centimeters) on condition that parcels over 42 inches (105 centimeters) but not over 44 inches (110 centimeters) long do not exceed 24 inches (60 centimeters) in girth ; that parcels over 44 inches (110 centimeters) but not over 46 inches (115 centimeters) long do not exceed 20 inches (50 centimeters) in girth ; that parcels over 46 inches (115 centimeters) but not over 4 feet (120 centimeters) long do not exceed 16 inches (40 centimeters) in girth ; and that parcels up to 3 ½ feet (105 centimeters) in length do not exceed 6 feet (180 centimeters) in length and girth combined.

2. The viewpoint of the dispatching office in regard to the exact calculation of the weight and dimensions must be considered as prevailing, except in case of obvious error.

Article 2.

LIBERTY OF TRANSIT.

1. Each Administration guarantees liberty of transit over its territory, in relations with countries with which it maintains an exchange of parcels, for every parcel originating in or destined for the other contracting Administration.

2. The Administrations notify each other as to the countries of destination for which they accept parcels in transit.

3. To be accepted in transit, parcels must be in conformity with the provisions of the intermediate country.

¹ Came into force September 1st, 1937.

Article 3.

AFFRANCHISSEMENT. TAXES.

1. L'administration du pays d'origine est autorisée à percevoir sur l'expéditeur de chaque colis, suivant les prescriptions en vigueur dans son service, les taxes de transport, les taxes à la valeur, ainsi que les droits pour les avis de réception et les recherches.

2. Les taxes et droits prévus au paragraphe 1 doivent être payés d'avance sauf en cas de réexpédition ou de renvoi des colis.

3. Il ne peut être perçu aucun droit et aucune taxe autres que ceux prévus par le présent arrangement ou par son règlement d'exécution.

Article 4.

CONDITIONNEMENT DES COLIS.

Chaque colis doit être emballé d'une manière qui réponde à la durée du transport et qui préserve le contenu, ainsi qu'il est prescrit par le règlement d'exécution.

Article 5.

INTERDICTIONS.

1. Il est interdit d'insérer dans les colis postaux :

a) Des communications ou des notes ayant le caractère de lettres. Il est cependant permis d'insérer dans l'envoi la facture ouverte réduite à ses énonciations constitutives, de même qu'une simple copie de l'adresse du colis, avec mention de l'adresse de l'expéditeur.

b) Un objet portant une adresse autre que celle du destinataire de l'envoi ;

c) Des animaux vivants, à l'exception des sangsues ;

d) Des objets dont l'admission est interdite par les lois ou règlements de douane ou autres de l'un ou l'autre des pays ;

e) Des matières explosibles ou inflammables et, d'une manière générale, des objets dont le transport est dangereux ; y compris les objets qui, par leur nature ou par leur emballage, peuvent constituer une source de danger pour les employés de la poste, ou salir ou endommager des autres colis ;

f) Les objets obscènes ou immoraux ;

g) En outre, la transmission des pièces de monnaie, du platine, de l'or ou de l'argent, fabriqué ou non, des pierres précieuses, des bijoux, ou d'autres objets précieux est interdite dans les colis pas assurés.

2. Si des colis tombant sous l'une de ces interdictions ont été admis à tort à l'expédition, l'administration qui en fait la constatation les traite suivant sa législation et ses règlements intérieurs.

Les matières explosives ou inflammables, ainsi que les documents, portraits, ou autres objets portant atteinte aux bonnes mœurs du public, peuvent être détruits sur place par l'administration qui les a trouvés dans les courriers.

Le fait qu'un colis contient une lettre ou une communication ayant le caractère d'une lettre ne peut en aucun cas entraîner le retour à l'expéditeur d'un colis. La lettre est toutefois taxée en vue de la perception du destinataire de l'affranchissement dû, selon le tarif régulier.

3. Les deux administrations se communiquent, au moyen de la « Liste des objets interdits » publiée par le Bureau international de l'Union postale universelle, la nomenclature de tous les objets interdits. Toutefois, elles n'assument de ce chef aucune responsabilité envers les organes de la douane ou de la police ou envers l'expéditeur.

Article 3.

POSTAGE AND OTHER CHARGES.

1. The Administration of the country of origin is authorized to collect from the sender of each parcel, in accordance with the provisions in force in its service, the postage charges and insurance fees, as well as the fees for return receipts and inquiries.

2. The charges and fees provided for in Section I must be paid in advance, save in case of reforwarding or return of parcels.

3. No fee or postage charge other than those provided for by the present Agreement or its Regulations of Execution may be collected.

Article 4.

PREPARATION OF PARCELS.

Every parcel shall be packed in a manner adequate for the length of the journey and the protection of the contents as set forth in the Regulations of Execution.

Article 5.

PROHIBITIONS.

1. It is forbidden to inclose in parcels :

(a) Communications or notes having the character of letters. It is permissible, however, to enclose in the parcel the open invoice reduced to its essential features, as well as a simple copy of the address of the parcel with mention of the address of the sender ;

(b) An article bearing an address other than that of the addressee of the parcel ;

(c) Live animals except leeches ;

(d) Articles whose admission is forbidden by the Customs or other laws or regulations of either country ;

(e) Explosive or inflammable articles, and, in general, all articles whose transportation is dangerous, including articles which from their nature or packing may be a source of danger to postal employees, or may soil or damage other parcels ;

(f) Obscene or immoral articles ;

(g) It is, moreover, forbidden to send coin, platinum, gold, or silver (whether manufactured or unmanufactured), precious stones, jewels or other precious articles in uninsured parcels.

2. If parcels coming under one of these prohibitions have been wrongly accepted for mailing, the Administration detecting them treats them in accordance with its domestic laws and regulations.

Explosive or inflammable articles, as well as documents, pictures or other articles injurious to public morals, may be destroyed on the spot by the Administration which has found them in the mails.

The fact that a parcel contains a letter or a communication having the nature of a letter may not in any case entail the return of the parcel to the sender. The letter is, however, marked for the collection of postage due from the addressee at the regular rate.

3. The two Administrations advise each other, by means of the List of Prohibited Articles published by the International Bureau of the Universal Postal Union, of all prohibited articles. However, they do not assume, on that account, any responsibility toward the Customs or police authorities or the sender.

Article 6.

ASSURANCE.

Les colis peuvent être assurés jusqu'au montant de 500 francs-or ou l'équivalent en monnaie du pays d'origine. Cependant, les chefs des administrations postales des deux pays contractants peuvent, d'un commun accord, augmenter ou diminuer ce montant maximum d'assurance.

Un colis ne peut donner lieu au paiement d'une indemnité supérieure à la valeur réelle de son contenu, mais il est loisible de l'assurer pour une partie de cette valeur seulement.

Article 7.

RESPONSABILITÉ. INDEMNITÉ.

1. Les administrations postales des deux pays contractants ne seront pas responsables de la perte, de l'abstraction ou du dommage d'un colis ordinaire ; mais l'une ou l'autre des administrations est libre de payer une indemnité pour la perte, l'abstraction ou le dommage qui a eu lieu dans son service, sans recours contre l'autre administration.

Sauf dans les cas mentionnés au paragraphe suivant, les administrations sont responsables de la perte des colis assurés déposés dans l'un des deux pays contractants pour être livrés dans l'autre, et pour la perte, l'abstraction ou le dommage de leur contenu ou une partie de tel contenu. L'expéditeur ou un autre ayant droit a le droit, de ce chef, à une indemnité qui corresponde au montant réel de la perte, de l'abstraction ou du dommage. Le montant de l'indemnité est calculé sur la base de la valeur réelle (le prix courant, ou, à son défaut, la valeur ordinaire appréciée) au lieu et à l'époque où le colis a été accepté au transport ; pourvu que l'indemnité ne puisse en aucun cas être supérieure à la somme pour laquelle le colis a été assuré, sur laquelle la taxe à la valeur a été perçue, ni au maximum de 100 dollars (500 francs-or).

Dans le cas où l'indemnité est payable pour la perte d'un colis ou pour la destruction ou abstraction de son contenu entier, l'expéditeur a le droit à la restitution des taxes postales, sur demande. Toutefois, les droits d'assurance ne sont remboursés dans aucun cas.

Sauf arrangement spécial contraire entre les pays intéressés, aucune indemnité ne sera payée par l'un ou l'autre des pays pour la perte de colis assurés en transit originaires d'un pays qui ne participe pas à cet arrangement, à destination de l'un des deux pays contractants.

Lorsqu'un colis avec valeur déclarée provenant d'un pays et destiné à être remis dans l'autre pays est réexpédié de là sur un tiers pays ou y est renvoyé à la demande de l'expéditeur ou du destinataire, l'ayant droit à l'indemnité, en cas de perte, de spoliation ou d'avarie survenue subséquentement à la réexpédition ou au renvoi du colis par le pays de l'adresse primitive, ne peut prétendre, le cas échéant, qu'à l'indemnité que consent à verser ou — suivant l'entente intervenue entre les pays intéressés directement à la réexpédition ou au renvoi — que doit payer le pays où le fait s'est produit. Chacun des deux pays signataires du présent arrangement qui réexpédie à tort un colis avec valeur déclarée sur un tiers pays, est responsable envers l'expéditeur dans la même mesure que le pays d'origine, donc dans les limites du présent arrangement.

2. Les administrations sont dégagées de toute responsabilité :

a) En cas de colis dont les destinataires ont pris livraison sans réserves ;

b) En cas de perte ou d'avarie due à la force majeure ; bien que chacune des administrations puisse, de son gré et sans recours contre l'autre administration, payer indemnité pour la perte ou l'avarie due à la force majeure, même si l'administration du pays dans le service duquel la perte ou l'avarie a eu lieu reconnaît que le dommage a été causé par la force majeure ;

c) Lorsqu'elles ne sont pas à même de se rendre compte des colis à la suite de la destruction des documents officiels due à la force majeure ;

Article 6.

INSURANCE.

Parcels may be insured up to the amount of 500 gold francs or its equivalent in the currency of the country of origin. However, the Chiefs of the Postal Administrations of the two contracting countries may, by mutual consent, increase or decrease this maximum amount of insurance.

A parcel cannot give rise to the payment of an indemnity higher than the actual value of its contents, but it is permissible to insure it for only part of that value.

Article 7.

RESPONSIBILITY. INDEMNITY.

1. The Postal Administrations of the two contracting countries will not be responsible for the loss, abstraction or damage of an ordinary parcel ; but either Administration is at liberty to pay indemnity for the loss, abstraction or damage which may occur in its service, without recourse to the other Administration.

Except in the cases mentioned in the Section following, the Administrations are responsible for the loss of insured parcels mailed in one of the two contracting countries for delivery in the other and for the loss, abstraction of or damage to their contents, or a part thereof. The sender, or other rightful claimant, is entitled on this account to an indemnity corresponding to the actual amount of the loss, abstraction or damage. The amount of indemnity is calculated on the basis of the actual value (current price, or, in the absence of current price, the ordinary estimated value) at the place where and the time when the parcel was accepted for mailing, provided in any case that the indemnity may not be greater than the amount for which the parcel was insured, and on which the insurance fee has been collected or the maximum amount of \$100 (500 gold francs).

In the case where indemnity is payable for the loss of a parcel or for the destruction or abstraction of the whole of the contents thereof, the sender is entitled to the return of the postal charges, if claimed. However, the insurance fees are not in any case returned.

In the absence of special agreement to the contrary between the countries involved, no indemnity will be paid by either country for the loss of transit insured parcels originating in a country not participating in this Agreement and destined for one of the two contracting countries.

When an insured parcel originating in one country and destined to be delivered in the other country is reforwarded from there to a third country or is returned to a third country, at the request of the sender or of the addressee, the party entitled to the indemnity in case of loss, rifling or damage occurring subsequent to the reforwarding or return of the parcel by the original country of destination, can lay claim, in such a case, only to the indemnity which the country where the loss, rifling or damage occurred consents to pay, or which that country is obligated to pay in accordance with the agreement made between the countries directly interested in the reforwarding or return. Either of the two countries signing the present Agreement which wrongly forwards an insured parcel to a third country is responsible to the sender to the same extent as the country of origin, that is, within the limits of the present Agreement.

2. The Administrations are relieved of all responsibility :

(a) In case of parcels of which the addressee has accepted delivery without reservation.

(b) In case of loss or damage through *force majeure* (causes beyond control) although either Administration may at its option and without recourse to the other Administration pay indemnity for loss or damage due to *force majeure* even in cases where the Administration of the country in the service of which the loss or damage occurred recognizes that the damage was due to *force majeure*.

(c) When they are unable to account for parcels in consequence of the destruction of official documents through *force majeure*.

d) Lorsque le dommage s'est produit par la faute ou la négligence de l'expéditeur, du destinataire, ou du représentant de l'un ou l'autre, ou lorsqu'il est dû à la nature de l'envoi ;

e) Pour les colis qui contiennent des objets interdits ;

f) Au cas où l'expéditeur d'un colis assuré, avec intention frauduleuse, déclare le contenu avec une valeur supérieure à sa valeur réelle ; cette règle ne porte préjudice à aucune poursuite judiciaire nécessitée par la législation du pays d'origine ;

g) Pour les colis saisis par la douane à la suite d'une fausse déclaration de leur contenu ;

h) Lorsqu'une réclamation ou une application d'indemnité n'a pas été présentée par le réclamant ou son agent dans la période d'un an à compter du lendemain du dépôt du colis assuré ;

i) Pour les colis qui contiennent des objets sans valeur intrinsèque ou des objets périssables, ou des objets qui ne remplissaient pas les stipulations de cet arrangement, ou qui n'avaient pas été mis à la poste de la manière prescrite ; mais le pays responsable de la perte, la spoliation ou l'avarie pourra payer indemnité du chef de tels colis sans recours contre l'autre administration.

3. Il n'est pas payé d'indemnité pour les dommages indirects ou les bénéfices non réalisés résultant de la perte, de la spoliation, de l'avarie, de la non-livraison, de la remise à une fausse adresse ou du retard d'un colis assuré expédié d'après les conditions du présent arrangement.

4. Le paiement de l'indemnité pour un colis assuré sera effectué à l'ayant droit aussitôt que possible, et au plus tard dans le délai d'un an à compter du lendemain du jour où la réclamation est présentée.

Toutefois, l'administration postale payeuse peut exceptionnellement différer le paiement de l'indemnité pour une période plus longue que celle stipulée si, à l'expiration dudit délai, elle n'a pu établir le sort de l'objet dont il s'agit ni la responsabilité encourue.

5. Sauf les cas où le paiement est exceptionnellement différé en conformité avec le deuxième alinéa du paragraphe précédent, l'administration postale qui se charge du paiement de la compensation est autorisée à payer l'indemnité pour le compte de l'office qui, ayant été dûment notifié de la demande d'indemnité, a laissé s'écouler neuf mois sans donner de solution à l'affaire.

6. L'obligation de payer l'indemnité incombe à l'administration postale dont dépend le bureau d'origine, pourvu qu'au cas où l'indemnité est payée au destinataire selon le premier alinéa du paragraphe 1, elle incombe à l'administration postale de destination.

L'administration payeuse se réserve le droit de soumettre une demande de remboursement à l'administration responsable.

Par le fait du paiement de l'indemnité, et jusqu'à concurrence du montant de telle indemnité, l'administration responsable est subrogée dans les droits de la personne qui l'a reçue, pour tout recours éventuel, soit contre le destinataire, soit contre l'expéditeur ou contre des tiers.

Cependant, si des colis considérés comme perdus sont retrouvés, totalement ou partiellement, la personne à qui l'indemnité a été payée sera avisée qu'elle peut reprendre possession de l'envoi contre restitution du montant de l'indemnité qui lui a été payée.

7. Jusqu'à preuve du contraire, la responsabilité pour un colis assuré incombe à l'administration qui, ayant reçu le colis sans formuler de réserves et étant mise en possession de tous les moyens réglementaires d'investigation, ne peut établir le sort du colis.

8. Lorsque la perte, la spoliation ou l'avarie d'un colis avec valeur déclarée est constatée lors de l'ouverture du récipient par le bureau d'échange réceptionnaire et a été signalée régulièrement au bureau d'échange expéditeur, la responsabilité incombe à l'administration dont dépend ce dernier bureau, à moins qu'il ne soit prouvé que le fait s'est accompli sur le territoire de l'administration réceptionnaire.

(*d*) When the damage has been caused by the fault or negligence of the sender or the addressee or the representative of either, or when it is due to the nature of the article.

(*e*) For parcels which contain prohibited articles.

(*f*) In case the sender of an insured parcel, with intent to defraud, shall declare the contents to be above their real value ; this rule, however, shall not prejudice any legal proceedings necessitated by the legislation of the country of origin.

(*g*) For parcels seized by the Customs because of false declaration of contents.

(*h*) When no inquiry or application for indemnity has been made by claimant or his representative within a year commencing with the day following the posting of the insured parcel.

(*i*) For parcels which contain matter of no intrinsic value or perishable matter or which did not conform to the stipulations of this Agreement or which were not posted in the manner prescribed, but the country responsible for the loss, rifling or damage may pay indemnity in respect of such parcels without recourse to the other Administration.

3. No indemnity is paid for indirect damages or loss of profits resulting from the loss, rifling, damage, non-delivery, mis-delivery or delay of an insured parcel dispatched in accordance with the conditions of the present Agreement.

4. The payment of compensation for an insured parcel shall be made to the rightful claimant as soon as possible and at the latest within a period of one year counting from the day following that on which the application is made.

However, the paying Postal Administration may exceptionally defer payment of indemnity for a longer period than that stipulated if, at the expiration of that period, it has not been able to determine the disposition made of the article in question or the responsibility incurred.

5. Except in cases where payment is exceptionally deferred as provided in the second paragraph of the foregoing Section, the Postal Administration which undertakes the payment of compensation is authorized to pay indemnity on behalf of the Office, which, after being duly informed of the application for indemnity, has let nine months pass without settling the matter.

6. The obligation of paying the indemnity shall rest with the Postal Administration to which the mailing office is subordinate, provided that in cases where the indemnity is paid to the addressee in accordance with the second paragraph of Section 1, it shall rest with the Postal Administration of destination.

The paying Administration retains the right to make a claim against the Administration responsible.

By the fact of the payment of the indemnity, and up to the amount of such indemnity, the responsible Administration is subrogated to the rights of the person who has received the indemnity for all eventual recourse against either the addressee, the sender or third parties.

However, if parcels considered as lost are subsequently found again, in whole or in part, the person to whom the indemnity has been paid will be informed that he may regain possession of the recovered article by repaying the amount of the indemnity which has been paid to him.

7. Until the contrary is proved, responsibility for an insured parcel rests with the Administration which, having received the parcel without making any reservations, and being put in possession of all the regulation means of investigation, cannot establish the disposition of the parcel.

8. When the loss, rifling or damage of an insured parcel is detected upon opening the receptacle at the receiving exchange office and has been regularly pointed out to the dispatching exchange office, the responsibility falls on the Administration to which the latter office belongs, unless it be proved that the irregularity occurred on the territory of the receiving Administration.

9. Si la perte, la spoliation ou l'avarie s'est produite en cours de transport, sans qu'il soit possible d'établir sur le territoire ou dans le service de quel pays le fait s'est accompli, les offices en cause supportent le dommage par parts égales.

10. Le pays responsable de la perte, de la spoliation ou de l'avarie et pour le compte duquel le paiement est effectué, est tenu de rembourser le montant de l'indemnité au pays ayant effectué le paiement. Ce remboursement doit avoir lieu sans retard et, au plus tard, dans le délai de 9 mois après notification du paiement.

11. Ces remboursements au pays créateur doivent être effectués sans frais pour cet office, soit par mandat de poste, soit par traite, en monnaie ayant cours dans le pays créateur ou par tout autre procédé à convenir mutuellement par voie de correspondance.

12. Le remboursement des indemnités doit s'effectuer sur la base de la monnaie-or.

13. Sauf entente contraire entre les pays intéressés, entente qui peut intervenir par voie de correspondance, aucune indemnité ne sera payée pour la perte, la spoliation ou l'avarie de colis avec valeur déclarée en transit, c'est-à-dire pour des colis avec valeur déclarée originaires de l'un des deux pays contractants à destination d'un pays ne participant pas au présent arrangement, ou pour des colis originaires d'un pays ne participant pas à cet arrangement à destination de l'un des deux pays contractants.

14. L'expéditeur est responsable des défauts de l'emballage et de l'insuffisance de la fermeture et des cachets des colis avec valeur déclarée. D'autre part, les deux administrations sont dégagées de toute responsabilité en cas de perte, de spoliation ou d'avarie causée par des défauts non remarqués au moment du dépôt.

Article 8.

CERTIFICAT DE DÉPÔT. RÉCÉPISSÉS.

Sur demande, l'expéditeur d'un colis ordinaire peut obtenir un certificat au moment du dépôt du colis. Chaque pays a le droit de percevoir une taxe raisonnable pour tel certificat.

L'expéditeur d'un colis avec valeur déclarée recevra, sans charge, au moment du dépôt, un récépissé y relatif.

Article 9.

AVIS DE RÉCEPTION ET FEUILLE DE RECHERCHES.

1. L'expéditeur d'un colis avec valeur déclarée peut obtenir un avis de réception contre paiement du droit prévu dans le pays d'origine, et dans les conditions établies par le règlement.

2. Un droit, que l'administration d'origine fixe à sa convenance, peut être perçu pour toute réclamation présentée après l'expédition soit d'un colis ordinaire, soit d'un colis avec valeur déclarée, à moins que l'expéditeur n'ait déjà acquitté le droit spécial pour un avis de réception.

Le pays d'origine a également la faculté de percevoir un droit lorsqu'il s'agit de redresser une irrégularité qui n'est pas imputable à la poste.

Article 10.

RETRAIT ET MODIFICATION D'ADRESSE.

Tant qu'un colis n'a pas été remis au destinataire, l'expéditeur peut le retirer ou faire modifier l'adresse. L'administration postale du pays d'origine peut percevoir et retenir, pour ce service, le droit fixé par ses règlements. Les demandes de retrait ou de modification d'adresse des colis à destination des Etats-Unis, seront adressées à l'Administration centrale à Washington ; ceux qui se rapportent aux colis à destination de la Roumanie seront adressées à l'Administration centrale à Bucaresti.

9. If the loss, rifling or damage has taken place in the course of transportation, without its being possible to establish on the territory or in the service of which country the act took place, the Offices involved bear the loss in equal shares.

10. The country responsible for the loss, rifling or damage, and on whose account the payment is effected, is bound to repay the amount of the indemnity to the country which has effected the payment. This reimbursement must take place without delay, and at the latest within the period of 9 months after notification of payment.

11. These repayments to the creditor country must be made without expense for that Office, by money order or draft, in money valid in the creditor country or in any other way to be agreed upon mutually by correspondence.

12. The reimbursement of the indemnities must be effected on the basis of gold money.

13. Barring contrary agreement between the countries concerned, which agreement may be made by correspondence, no indemnity will be paid for the loss, rifling or damage of an insured parcel in transit, i. e., for insured parcels originating in one of the two contracting countries and destined for countries not participating in the present Agreement, or for parcels originating in a country not participating in this Agreement and destined for one of the two contracting countries.

14. The sender is responsible for defects in the packing and insufficiency in the closing and the seals of insured parcels. Moreover, the two Administrations are released from all responsibility in case of loss, rifling or damage caused by defects not noticed at the time of mailing.

Article 8.

CERTIFICATE OF MAILING. RECEIPTS.

On request, the sender of an ordinary parcel may obtain a certificate at the time of mailing the parcel. Each country has the right to collect a reasonable fee therefor.

The sender of an insured parcel receives without charge at the time of posting a receipt for his parcel.

Article 9.

RETURN RECEIPTS AND INQUIRIES.

1. The sender of an insured parcel may obtain a return receipt upon payment of the fee provided for in the country of origin, and under the conditions laid down in the Regulations.

2. A charge, which the Administration of origin fixes at its convenience, may be collected for every inquiry presented after mailing an ordinary or insured parcel, unless the sender has already paid the special fee for a return receipt.

The country of origin also has the option of collecting a fee when it is a question of correcting an irregularity which is not the fault of the postal service.

Article 10.

RECALL AND CHANGE OF ADDRESS.

So long as a parcel has not been delivered to the addressee, the sender may recall it or cause its address to be changed. The Postal Administration of the country of origin may collect and retain, for this service, the charge fixed by its regulations. The requests for recall or change of address of parcels to be delivered in the United States of America shall be addressed to the Central Administration at Washington; those relating to parcels for delivery in Rumania shall be addressed to the Central Administration at București.

Article 11.

DROITS DE DOUANE.

1. Les colis sont soumis à toutes les prescriptions et dispositions douanières en vigueur dans le pays de destination. Les droits exigibles de ce chef sont perçus sur le destinataire lors de la remise du colis, suivant le règlement des douanes.

2. Les administrations peuvent s'entendre spécialement par voie de correspondance pour l'échange de colis avec bulletin d'affranchissement.

Article 12.

ANNULATION DES DROITS DE DOUANE.

Si les formalités exigées par l'autorité douanière ont été remplies, les droits de douane proprement dits sont annulés, en Roumanie et aux Etats-Unis d'Amérique, sur les colis renvoyés à l'origine ou réexpédiés sur un tiers pays.

Article 13.

DROITS DE DÉDOUANEMENT, DE FACTAGE ET DE MAGASINAGE.

1. L'administration du pays de destination peut percevoir sur le destinataire, pour l'accomplissement des formalités en douane et la remise à domicile, un droit qui ne peut excéder 100 centimes-or par colis, ainsi qu'un droit supplémentaire jusqu'à concurrence de 50 centimes-or par colis pour chaque nouvelle présentation, lorsque la première présentation est restée infructueuse.

2. Chaque administration est autorisée à percevoir un droit de magasinage convenable pour les colis adressés « Poste restante » ou pour ceux qui ne sont pas retirés dans le délai qu'elle a fixé. Ce droit ne peut toutefois excéder 5 francs-or par colis.

Article 14.

COLIS ENVOYÉS EN FAUSSE DIRECTION.

Les colis ordinaires envoyés en fausse direction sont réexpédiés sur leur véritable destination par la voie la plus directe dont peut disposer l'administration réexpéditrice. Ils ne peuvent pas être frappés de droits de douane ou autres par cette administration. Les colis avec valeur déclarée envoyés en fausse direction ne peuvent être réexpédiés que comme tels sur leur destination. En cas d'impossibilité, ils sont renvoyés à l'origine.

Lorsque la réexpédition entraîne le retour du colis au bureau d'origine, l'administration réexpéditrice rembourse audit bureau les bonifications reçues et signale l'erreur par un bulletin de vérification.

Quand la réexpédition entraîne l'acheminement d'un colis à un pays tiers, et si le montant crédité à l'administration réexpéditrice est insuffisant pour couvrir les frais de la réexpédition qu'elle doit payer, l'administration réexpéditrice alloue à l'administration sur laquelle elle réexpédie le colis les bonifications qui sont dues à celle-ci ; ensuite elle recouvre le montant de l'insuffisance en le réclamant du bureau d'échange duquel le colis en fausse direction a été reçu. La raison de cette réclamation est notifiée audit bureau d'échange au moyen d'un bulletin de vérification.

Article 15.

RÉEXPÉDITION.

1. Un colis peut être réexpédié à la suite du changement d'adresse du destinataire dans le pays de destination, sur la demande soit de l'expéditeur soit du destinataire.

Article 11.

CUSTOMS DUTIES.

1. The parcels are subject to all Customs laws and regulations in force in the country of destination. The duties collectible on that account are collected from the addressee on delivery of the parcel, in accordance with the Customs regulations.

2. The Administrations may come to a special agreement, by way of correspondence, for the exchange of parcels with prepayment bulletins.

Article 12.

CANCELLATION OF CUSTOMS DUTIES.

If the formalities required by the Customs authorities have been fulfilled, the Customs duties properly so called are canceled, both in Rumania and the United States of America, on parcels returned to origin or reforwarded to a third country.

Article 13.

CUSTOMS CLEARANCE, DELIVERY AND STORAGE CHARGES.

1. The Administration of the country of destination may collect from the addressee, for the fulfillment of Customs formalities and delivery at his residence, a charge not exceeding 100 gold centimes per parcel, as well as a supplementary charge of 50 gold centimes per parcel for each new presentation when the first presentation has been unsuccessful.

2. Each Administration is authorized to collect a suitable storage charge for parcels addressed "Poste Restante" or which are not withdrawn within the period which it has fixed. This charge may not, however, exceed 5 gold francs per parcel.

Article 14.

MISSENT PARCELS.

Ordinary parcels when missent are reforwarded to their correct destination by the most direct route at the disposal of the reforwarding Administration. They must not be charged with Customs or other charges by that Administration. Insured parcels, when missent, may not be reforwarded to their destination except as such. If this is impossible, they are returned to origin.

When the reforwarding involves the return of the parcel to the office of origin, the retransmitting Administration refunds to that office the credits received and reports the error by a Bulletin of Verification.

When the reforwarding involves the dispatch of a parcel to a third country and if the amount credited to the retransmitting Administration is insufficient to cover the expenses of retransmission which it has to defray, the retransmitting Administration allows to the Administration to which it forwards the parcel the credits due it; it then recovers the amount of the deficiency by claiming it from the office of exchange from which the missent parcel was directly received. The reason for this claim is notified to the latter by means of a Bulletin of Verification.

Article 15.

FORWARDING.

1. A parcel may be redirected in consequence of the addressee's change of address in the country of destination, at the request of either the sender or the addressee.

La réexpédition d'un colis dans l'intérieur d'un des pays contractants donne lieu à la perception des taxes supplémentaires prévues par l'administration de ce pays. Il en est de même, le cas échéant, en ce qui concerne la remise de ce colis à une autre personne au lieu de destination primitif. Ces taxes ne seront pas annulées, même au cas où le colis est renvoyé à l'origine ou réexpédié sur un autre pays.

2. Si un colis doit être réexpédié sur un des deux pays signataires du présent arrangement, il est passible des nouvelles taxes de transport et, le cas échéant, de la taxe à la valeur, à moins que ces taxes n'aient pas été payées d'avance. Les nouveaux droits sont perçus sur le destinataire par l'administration qui effectue la remise. Les colis avec valeur déclarée doivent être réexpédiés comme tels.

3. Sur demande de l'expéditeur ou du destinataire, les colis peuvent aussi être réexpédiés sur un autre pays ou y être renvoyés. Les colis avec valeur déclarée ne peuvent cependant être réexpédiés ou renvoyés que comme tels. Les expéditeurs peuvent revêtir les colis de la mention « Ne pas réexpédier sur un tiers pays ». Dans ce cas, les colis ne doivent être réexpédiés sur aucun autre pays. En cas de perte, de spoliation ou d'avarie d'un colis avec valeur déclarée réexpédié sur un tiers pays ou renvoyé par ce pays, l'indemnité est déterminée exclusivement d'après les dispositions de l'article 7, paragraphe 1, 5^e alinéa, du présent arrangement.

Article 16.

NON-LIVRAISON.

1. Les colis tombés en rebut, renvoyés à l'expéditeur, sont passibles des nouveaux frais de transport, ainsi que, le cas échéant, de la taxe à la valeur, et sont renvoyés comme colis de la même catégorie qu'à l'aller. Les taxes sont exigibles de l'expéditeur et perçues par l'administration qui lui rend les colis.

2. Au moment du dépôt, l'expéditeur peut demander, pour le cas de non-remise :

- a) Que le colis lui soit immédiatement renvoyé ;
- b) Qu'il soit considéré comme abandonné ;
- c) Qu'il soit remis à une autre personne dans le pays de destination.

Si l'expéditeur use de cette faculté, il doit revêtir le colis et le bulletin d'expédition d'une des mentions suivantes :

- « En cas de non-remise, le colis doit être renvoyé immédiatement » ;
« En cas de non-remise, le colis doit être considéré comme abandonné » ;
« En cas de non-remise, le colis doit être délivré à ».

Aucune mention autre que celles prévues ci-dessus n'est admise.

3. Sauf disposition contraire, les colis tombés en rebut sont renvoyés à l'origine sans avis préalable 30 jours après leur arrivée au bureau de destination. Les colis que le destinataire refuse d'accepter doivent être renvoyés immédiatement. Dans tous les cas le motif de la non-remise doit être indiqué sur le colis ainsi que sur le bulletin d'expédition.

4. Les colis sujets à détérioration ou à corruption peuvent être vendus immédiatement, même en route, à l'aller ou au retour, sans avis préalable, et sans formalité judiciaire, au profit de qui de droit.

Si, pour une cause quelconque, la vente est impossible, les objets détériorés ou corrompus sont détruits. La vente ou la destruction donne lieu à l'établissement d'un procès-verbal qui est envoyé à l'administration d'origine.

5. Les colis tombés en rebut dont l'expéditeur a fait abandon, peuvent, à l'expiration du délai de 30 jours, être vendus au profit de l'administration du pays de destination. Toutefois, s'il s'agit d'un colis avec valeur déclarée, il est dressé un procès-verbal qui doit être envoyé à l'administration du pays d'origine. De même, l'administration du pays d'origine doit être avisée, lorsqu'un colis avec valeur déclarée tombe en rebut, n'est pas renvoyé à l'origine.

The reforwarding of a parcel within one of the contracting countries gives rise to the collection of the supplementary charges provided for by the Administration of that country. The same is true, if occasion arises, in regard to the delivery of such parcel, to another person at the original place of destination. These charges shall not be cancelled even in case the parcel is returned to origin or reforwarded to another country.

2. If a parcel must be reforwarded to one of the two countries signatory to the present Agreement, it is liable to new postage charges, and, if occasion arises, new insurance fees, unless such charges and fees have been paid in advance. The new fees are collected from the addressee by the Administration effecting the delivery. Insured parcels must be reforwarded as such.

3. At the request of the sender or addressee, parcels may also be reforwarded or returned to another country. Insured parcels may not, however, be reforwarded or returned except as such. The senders may mark the parcels: "Do not forward to a third country". In that case the parcels must not be reforwarded to any other country. In case of loss, rifling or damage of an insured parcel reforwarded to another country, or returned by that country, the indemnity is decided upon exclusively in accordance with the provisions of Article 7, Section I, 5th paragraph.

Article 16.

NON-DELIVERY.

1. Undeliverable parcels returned to the sender are liable to new postage charges as well as insurance fees if necessary, and are returned as parcels of the same class in which they were received. The charges are collectible from the sender, and are collected by the Administration delivering the parcels to him.

2. At the time of mailing, the sender may request, in the event of non-delivery:

- (a) That the parcel be returned to him immediately;
- (b) That it be considered as abandoned; or
- (c) That it be delivered to another person in the country of destination.

If the sender makes use of this option, he must mark the parcel and the dispatch note with one of the following notes:

- "In case of non-delivery, the parcel should be returned immediately";
- "In case of non-delivery, the parcel should be considered as abandoned";
- "In case of non-delivery, the parcel should be delivered to".

No note other than those provided for above is permitted.

3. Barring contrary instructions, undeliverable parcels are returned to origin, without previous notification, 30 days after their arrival at the office of destination. Parcels which the addressee refuses to accept shall be returned immediately. In all cases, the reasons for non-delivery must be indicated on the parcel.

4. Parcels liable to deterioration or corruption may be sold immediately, even enroute on the outward or return voyage, without previous notice and without judicial formality, for the profit of the rightful party.

If, for any reason, sale is impossible, the deteriorated or corrupted articles are destroyed. The sale or destruction gives rise to the making of a report which is sent to the Administration of origin.

5. Undeliverable parcels which the sender has abandoned may, at the expiration of a 30-day period, be sold for the profit of the Administration of the country of destination. However, in the case of an insured parcel, a report is made up, which must be sent to the Administration of the country of origin. Likewise, the Administration of the country of origin must be advised when an insured parcel which is undeliverable is not returned to origin.

6. Les stipulations de l'article 17, paragraphe 3, s'appliqueront à un colis qui est retourné à la suite de non-livraison.

Article 17.

BONIFICATION DES TAXES.

1. Pour chaque colis échangé entre les pays contractants, l'Office expéditeur bonifie à l'Office destinataire les quotes-parts revenant à ce dernier, et indiquées dans le règlement d'exécution.

2. Les sommes à bonifier pour un colis en transit, c'est-à-dire, à destination soit d'une possession soit d'un tiers pays, sont indiquées de même dans le règlement d'exécution.

3. En cas de réexpédition ou retour à l'origine d'un colis, si des nouvelles taxes d'affranchissement, et, s'il s'agit de colis assurés, des nouveaux droits d'assurance, sont perçus par l'Office réexpéditeur, le colis est traité comme s'il avait origine dans ce pays. Autrement, l'Office réexpéditeur recouvre de l'autre office la quote-part qui lui est due, c'est-à-dire, suivant le cas :

- a) Les taxes prescrites par le paragraphe 1 ci-dessus ;
- b) Les taxes de réexpédition ou retour ;
- c) Les droits de dédouanement, de remise et de magasinage prévus à l'article 13 ;
- d) Les taxes non postales qui ne peuvent pas être annulées.

En cas de réexpédition ou retour à un tiers pays, les frais totaux, à savoir, celles des taxes mentionnées sous a), b), c) et d) ci-dessus qui sont applicables, suivront le colis, mais au cas où le pays tiers intéressé refuse d'assumer les frais parce qu'ils ne peuvent être perçus du destinataire ou de l'expéditeur, suivant le cas, ou pour une autre raison quelconque, ils seront portés de nouveau à la charge du pays d'origine.

Au cas d'un colis renvoyé ou réexpédié en transit à travers de l'une administration sur l'autre, l'administration intermédiaire pourra exiger aussi la somme qui lui est due pour tout autre service territorial ou maritime effectué, ainsi que tous montants dus à une autre ou des autres administrations quelconques qui sont intéressées.

Article 18.

COLIS-AVION.

Les chefs des administrations postales des deux pays contractants ont le droit de fixer, d'un commun accord, la surtaxe aérienne et les autres conditions, au cas où les colis sont transportés par voie aérienne.

Article 19.

SUSPENSION DU SERVICE.

Lorsque des circonstances extraordinaires justifient la mesure, l'une ou l'autre des administrations peut suspendre, totalement ou partiellement, le service des colis ordinaires et / ou des colis avec valeur déclarée ou peut le restreindre à quelques bureaux, pourvu qu'elle en donne immédiatement avis à l'autre administration, au besoin par télégraphe.

Article 20.

DISPOSITIONS NON PRÉVUES PAR LE PRÉSENT ARRANGEMENT.

1. A moins qu'elles ne soient réglées par le présent arrangement, toutes les questions concernant les demandes de retrait ou de renvoi des colis, et l'établissement et le renvoi des avis de réception et le règlement des demandes d'indemnité pour les colis assurés, seront traitées suivant les dispositions de la Convention postale universelle et de son règlement d'exécution, en tant que celles-ci sont applicables et ne sont pas contraires à celles qui précèdent. Si le cas n'est prévu nulle part,

6. The provisions of Article 17, Section 3, shall be applied to a parcel which is returned in consequence of non-delivery.

Article 17.

CHARGES.

1. For each parcel exchanged between the contracting countries, the dispatching Office credits to the Office of destination the quotas due to the latter, and indicated in the Regulations of Execution.

2. The sums to be paid for a parcel in transit, that is, destined either for a possession or for a third country, are likewise indicated in the Regulations of Execution.

3. In case of reforwarding or return to origin of a parcel, if new postage and new insurance fees (in the case of insured parcels) are collected by the redispaching Office, the parcel is treated as if it had originated in that country. Otherwise, the redispaching Office recovers from the other Office the quota due to it, namely, as the case may be :

- (a) The charges prescribed by Section 1 above ;
- (b) The charges for reforwarding or return ;
- (c) The Customs clearance, delivery and storage charges provided for by Article 13 ;
- (d) The non-postal charges whose cancellation cannot be obtained.

In case of reforwarding or return to a third country, the accrued charges, that is, such of the charges mentioned in (a), (b), (c) and (d) above as are applicable, shall follow the parcel, but in the case that the third country concerned refuses to assume the charges because they cannot be collected from the addressee or sender, as the case may be, or for any other reason, they shall be charged back to the country of origin.

In the case of a parcel returned or forwarded in transit through one of the two Administrations to or from the other, the intermediary Administration may claim also the sum due to it for any additional territorial or sea service provided, together with any amounts due to any other Administration or Administrations concerned.

Article 18.

AIR PARCELS.

The Chiefs of the Postal Administrations of the two contracting countries have the right to fix by mutual consent the air surtax and other conditions in the case where the parcels are conveyed by the air routes.

Article 19.

SUSPENSION OF SERVICE.

In extraordinary circumstances such as will justify the measure, either Administration may suspend, totally or partially, the service of ordinary and/or insured parcels or restrict it to certain offices, on condition of giving immediate notice, if necessary by telegraph, to the other Administration.

Article 20.

MATTERS NOT PROVIDED FOR IN THE PRESENT AGREEMENT.

1. Unless they are provided for in the present Agreement, all questions concerning requests for recall or return of parcels and the obtaining and disposition of return receipts and settlement of indemnity claims in connection with insured parcels shall be treated in accordance with the provisions of the Universal Postal Convention and its Regulations of Execution, insofar as they are applicable and are not contrary to the foregoing provisions. If the case is not provided for at

la législation interne des Etats-Unis d'Amérique ou de la Roumanie, ou les décisions prises par l'un ou l'autre des pays, sont applicables dans le pays respectif.

2. Les détails relatifs à l'application du présent arrangement seront fixés par les deux administrations dans un règlement d'exécution dont les dispositions pourront être modifiées ou complétées d'un commun accord par voie de correspondance. Un même accord par voie de correspondance pourra intervenir en vue de l'échange de colis contre remboursement.

3. Les deux administrations se notifient mutuellement leurs lois, ordonnances et tarifs concernant l'échange des colis postaux, ainsi que toutes les modifications de taxes qui y seraient introduites dans la suite.

Article 21.

DURÉE DE L'ARRANGEMENT.

1. Le présent arrangement entrera en vigueur après avoir été ratifié par les Parties contractantes.

Toutefois, il est loisible aux deux administrations de l'appliquer provisoirement dès le 1^{er} janvier 1936.

2. Il déploiera ses effets aussi longtemps qu'il n'aura pas été dénoncé 6 mois à l'avance par l'une ou l'autre des deux administrations.

Fait en double expédition et signé à Washington, le 10 août 1937 et à București, le 12 mars 1937.

*Le Directeur général des Postes, des
Téléphones et des Télégraphes, București,
Roumanie,*

(Seal) Mg. I. PITULESCU.

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION

DE L'ARRANGEMENT CONCERNANT L'ÉCHANGE DES COLIS POSTAUX CONCLU ENTRE LA ROUMANIE ET LES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

Article premier.

CONDITIONNEMENT DES COLIS.

1. Le nom et l'adresse de l'expéditeur et du destinataire doivent être écrits d'une façon lisible et exacte, si possible sur le colis même ou sur une étiquette fixée solidement à l'envoi.

Il est recommandé d'insérer un double de l'adresse dans chaque colis, surtout lorsque l'usage d'une étiquette volante est rendu nécessaire par le conditionnement ou par la forme de l'envoi.

Les colis dont l'adresse de l'expéditeur ou du destinataire consiste en initiales seulement ne sont pas admis, à moins que les initiales ne soient la raison sociale adoptée de l'expéditeur ou du destinataire, généralement reconnu.

Les adresses au crayon ne sont pas admises. Sont toutefois acceptées les adresses écrites au crayon-encre, sur un fond préalablement mouillé.

2. Chaque colis doit être emballé de manière que le contenu soit préservé pendant toute la durée du transport, et de façon à empêcher le contenu d'endommager des autres colis ou envois, ou blesser les agents postaux. L'emballage doit protéger le contenu suffisamment afin que les traces soient faciles à découvrir en cas de spoliation.

Les colis avec valeur déclarée doivent être scellés par des cachets à la cire, par des plombs ou par un autre moyen équivalent. Pour les colis ordinaires, un ficelage soigneux suffit comme moyen de fermeture, mais ils peuvent aussi être scellés.

all, the domestic legislation of the United States of America or of Rumania, or the decisions made by one country or the other, are applicable in the respective country.

2. The details relative to the application of the present Agreement will be fixed by the two Administrations in Regulations of Execution, the provisions of which may be modified or completed by common consent by way of correspondence. A similar agreement through correspondence may be made with a view to the exchange of parcels with trade charges (C. O. D. parcels).

3. The two Administrations notify each other mutually of their laws, ordinances and tariffs concerning the exchange of parcel post, as well as of all modifications in rates which may be subsequently made.

Article 21.

DURATION OF THE AGREEMENT.

1. The present Agreement will enter into force after having been ratified by the Contracting Parties.

However, it is permissible for the two Administrations to apply it provisionally from January 1st, 1936.

2. It shall remain in effect as long as it has not been terminated six months in advance by one or the other of the two Administrations.

Done in duplicate and signed at Washington, the tenth day of August 1937 and at București, the twelfth day of March, 1937.

(Seal) JAMES A. FARLEY,
*The Postmaster General of the United States of America,
Washington, D. C.*

REGULATIONS OF EXECUTION

FOR THE AGREEMENT CONCERNING THE EXCHANGE OF PARCEL POST CONCLUDED BETWEEN
RUMANIA AND THE UNITED STATES OF AMERICA.

Article 1.

PREPARATION OF PARCELS.

1. The name and address of the sender and of the addressee must be written, legibly and correctly, if possible on the parcel itself, or on a label affixed securely to the parcel.

It is recommended that a duplicate of the address be inserted in every parcel, especially when the use of a tag is rendered necessary by the packing or form of the parcel.

Parcels on which the name of the sender or of the addressee is indicated merely by initials are not admitted unless the initials are the adopted trade name of the sender, or addressee, which is generally understood.

Addresses in pencil are not admitted. However, addresses written in indelible pencil on a previously dampened surface are accepted.

2. Each parcel must be packed in such a manner that the contents are protected over the whole route, and in such a way as to prevent the contents from damaging other parcels or objects or injuring postal agents. The packing must protect the contents sufficiently that, in case of rifling, the traces thereof may be easily discovered.

Insured parcels must be sealed with wax or lead or by some equivalent means. For ordinary parcels, careful tying is sufficient as a mode of closing, but they may also be sealed.

Comme mesure de sécurité, chaque administration peut exiger qu'une empreinte ou marque spéciale de l'expéditeur figure sur les plombs ou cachets de fermeture des colis avec valeur déclarée.

L'administration des douanes du pays de destination est autorisée à ouvrir les colis. A cet effet, les cachets ou toute autre fermeture peuvent être brisés ou rompus. Les envois ouverts par la douane doivent être refermés et, en outre, scellés d'office, si l'expéditeur les avait scellés.

3. Pour les colis avec valeur déclarée le montant de la valeur déclarée doit figurer sur le colis, exprimé dans la monnaie du pays d'origine, en caractères latins. Ce montant doit être converti en francs-or par l'expéditeur ou par le bureau d'origine, et le résultat de la conversion est ajouté au-dessous de l'indication originale. Le montant de la valeur assurée doit aussi être indiqué sur le bulletin d'expédition.

4. Chaque colis avec valeur déclarée doit porter du côté de l'adresse un numéro (*insurance number*) et l'indication « Insured » ou « Valeur déclarée ». Le même numéro d'assurance et la même annotation doivent également figurer sur le bulletin d'expédition.

5. Les étiquettes ou timbres-poste apposés sur les colis avec valeur déclarée doivent être espacés afin qu'ils ne puissent servir à cacher des lésions de l'emballage. Ils ne doivent pas, non plus, être repliés sur deux faces de l'emballage, de manière à couvrir la bordure.

6. Les liquides et les corps facilement liquéfiables doivent être expédiés dans un double récipient. Entre le premier (bouteille, flacon, boîte, etc.) et le second (boîte en métal, en bois résistant, en fibre de solide qualité ou récipient de résistance équivalente), un espace doit être laissé qui sera rempli de sciure, de son ou de toute autre matière spongieuse, en quantité suffisante pour absorber tout le liquide en cas de bris du récipient.

7. Les poudres et les matières colorantes en poudre doivent être emballées dans de fortes boîtes en fer-blanc ou autre métal, qui, après avoir été soudées, seront placées à leur tour dans des emballages extérieurs résistants de manière à exclure tout endommagement d'autres envois.

Article 2.

DÉCLARATIONS EN DOUANE ET BULLETINS D'EXPÉDITION.

1. L'expéditeur doit préparer une déclaration en douane et un bulletin d'expédition pour chaque colis expédié aux États-Unis d'Amérique, et deux déclarations en douane et un bulletin d'expédition pour chaque colis expédié à la Roumanie, sur des formules spéciales fournies à cet effet par le pays d'origine.

La déclaration en douane doit fournir une description générale du colis, une liste exacte et détaillée de son contenu et de sa valeur, la date de sa mise à la poste, le poids réel, le nom et l'adresse de l'expéditeur, et le nom et l'adresse du destinataire ; et elle sera attachée solidement au colis.

Le bulletin d'expédition doit indiquer le bureau d'origine, le nom et l'adresse de l'expéditeur, le nombre de déclarations en douane, le poids du colis, le port payé, le nom et l'adresse du destinataire, et le bureau de destination ; et il sera attaché solidement au colis.

Toutefois, par exception à ce qui précède, lorsque plus d'un colis non assuré est déposé simultanément par le même expéditeur à l'adresse du même destinataire, l'expéditeur ne doit nécessairement préparer qu'une déclaration en douane et un bulletin d'expédition pour chaque lot de trois colis au maximum originaires de la Roumanie ; ou deux déclarations en douane et un bulletin d'expédition pour chaque lot de trois colis au maximum originaires des États-Unis d'Amérique. Telles déclarations en douane et tels bulletins d'expédition doivent indiquer, outre les détails prévus aux deux alinéas précédents, le nombre total de colis constituant le lot entier ; et ils seront attachés solidement à l'un des colis. Dans de tels cas, chaque colis d'un groupe doit être numéroté 1, 2 ou 3, à titre de numéros d'identification ; et lorsque plus de trois colis sont envoyés simultanément chaque groupe est désigné par une lettre (a, b, c, etc.) ; par exemple, lorsqu'il y a deux groupes de trois colis chacun, les colis doivent être marqués « a-1 », « a-2 » et « a-3 » ; et « b-1 », « b-2 » et « b-3 ».

2. Les administrations n'acceptent aucune responsabilité pour l'exactitude des déclarations en douane ni des bulletins d'expédition.

As a protective measure, either Administration may require that a special imprint or mark of the sender appear on the wax or lead seals closing insured parcels.

The Customs Administration of the country of destination is authorized to open the parcels. To that end, the seals or any other fastenings may be broken. Parcels opened by the Customs must be refastened and also officially sealed, if the sender has sealed them.

3. For insured parcels, the amount of insured value must appear on the parcel in the currency of the country of origin and in Roman letters. This amount must be converted into gold francs by the sender or by the office of origin, and the result of the conversion is added below the original indication. The amount of the insured value must also be indicated on the dispatch note.

4. Each insured parcel must bear on the address side an insurance number and the notation "Insured" or "Valeur déclarée". The same insurance number and notation must also be shown on the dispatch note.

5. The labels or postage stamps affixed to insured parcels must be spaced so that they cannot serve to conceal injuries to the packing. Neither must they be folded over two faces of the wrapping so as to cover the edge.

6. Liquids and easily liquefiable substances must be sent in a double receptacle. Between the first (bottle, flask, box, etc.) and the second (box of metal, strong wood, or strong carton of fiber-board, or receptacle of equal strength), there must be left a space to be filled with sawdust, bran or other absorbent material, in sufficient quantity to absorb all the liquid in case that the receptacle is broken.

7. Powders and dyes in powder form must be packed in strong boxes of tin or other metal, which, after soldering, must be placed in turn in substantial outer covers in such a way as to avoid all damage to other articles.

Article 2.

CUSTOMS DECLARATIONS AND DISPATCH NOTES.

1. The sender shall prepare one Customs declaration and one dispatch note for each parcel sent to the United States of America, and two Customs declarations and one dispatch note for each parcel sent to Rumania, upon special forms provided for the purpose by the country of origin.

The Customs declaration shall give a general description of the parcel, an accurate statement in detail of its contents and value, date of mailing, actual weight, the sender's name and address and the name and address of the addressee, and shall be securely attached to the parcel.

The dispatch note shall show the office of mailing, the name and address of the sender, the number of Customs declarations, the weight of the parcel, the postage paid, the name and address of the addressee, and the office of destination and shall be securely attached to the parcel.

However, as an exception to the foregoing, when more than one uninsured parcel is mailed simultaneously by the same sender to the same addressee at the same address, the sender need prepare only one Customs declaration and one dispatch note for each lot of not more than three parcels sent from Rumania, and two Customs declarations and one dispatch note in the case of each lot of not more than three parcels sent from the United States of America, which Customs declarations and dispatch notes shall show, in addition to the particulars set forth in the preceding two paragraphs, the total number of parcels comprising the shipment, and shall be securely attached to one of the parcels. In such case, each parcel in a group must be numbered 1, 2 or 3, as identification numbers, and when more than 3 parcels are sent at the same time each group is indicated by a letter (a, b, c, etc.) ; for example, when there are 2 groups of 3 parcels each, the parcels shall be marked "a-1", "a-2" and "a-3" and "b-1", "b-2" and "b-3".

2. The Administrations accept no responsibility for the correctness of the Customs declarations or dispatch notes.

Article 3.

AVIS DE RÉCEPTION.

1. Quant à un colis pour lequel un avis de réception est demandé, le bureau d'origine fait figurer sur le colis les lettres ou les mots « A. R. », ou « Avis de réception ». Le bureau d'origine, ou un autre bureau quelconque désigné par l'administration expéditrice, doit remplir une formule d'avis de réception et l'attacher au colis. Si la formule ne parvient pas au bureau de destination, celui-ci prépare un duplicata.

2. Le bureau de destination, après avoir dûment rempli la formule d'avis de réception, la renvoie en franchise de port à l'adresse de l'expéditeur du colis.

3. Lorsque l'expéditeur demande un avis de réception postérieurement au dépôt du colis, le bureau d'origine remplit régulièrement une formule d'avis de réception tout en y attachant une formule de réclamation pourvue des détails relatifs à l'expédition du colis, et la transmet au bureau de destination du colis. En cas de livraison régulière du colis, le bureau de destination retire la formule de réclamation, et l'avis de réception est traité de la manière prescrite au paragraphe précédent.

Article 4.

RÉCIPIENTS.

1. Chaque administration pourvoit à l'acquisition des sacs nécessaires pour l'expédition de ses colis. Chaque sac doit être marqué de façon à indiquer le nom du bureau ou du pays auquel il appartient. Les sacs vides doivent être renvoyés au pays d'origine par le prochain courrier.

2. Il y a lieu d'indiquer sur la feuille de route tant le nombre de sacs utilisés pour la confection de la dépêche que celui des sacs vides en retour. A l'aide de ces indications, chaque administration exerce un contrôle sur la rentrée des récipients qui lui appartiennent. Au cas où ce contrôle démontrerait que le dix pour cent du nombre total des sacs utilisés pendant une année n'a pas été renvoyé, la valeur des sacs manquants doit être remboursée à l'office expéditeur.

Article 5.

ECHANGE DES COLIS.

1. Les colis sont échangés dans des sacs clos au moyen de cachets ou de plombs, entre les bureaux désignés par les administrations. Ils sont transmis au pays de destination aux frais du pays d'origine et de la manière qui convient à ce dernier.

Le poids de chaque sac ne doit pas dépasser 40 kilogrammes.

2. Les colis assurés seront compris dans des sacs à part de ceux dans lesquels les colis ordinaires sont insérés, et les étiquettes des sacs qui contiennent les colis assurés doivent être marquées avec tels symboles distinctifs qui seraient adoptés de temps en temps.

Article 6.

INSCRIPTION DES COLIS.

1. Il doit être établi des feuilles de route distinctes pour les colis ordinaires, d'une part, et pour les colis avec valeur déclarée, d'autre part.

Les feuilles de route sont établies en double exemplaire. L'original est expédié par la poste aux lettres, tandis que le duplicata est inséré dans l'un des sacs. Le sac renfermant la feuille de route est désigné par la lettre « F » tracée d'une manière apparente sur l'étiquette.

Article 3.

RETURN RECEIPTS.

1. As to a parcel for which a return receipt is asked, the office of origin places on the parcel the letters or words "A. R." or "Avis de Réception". The office of origin or any other office appointed by the dispatching Administration shall fill out a return receipt form and attach it to the parcel. If the form does not reach the office of destination, that office makes out a duplicate.

2. The office of destination, after having duly filled out the return receipt form, returns it free of postage to the address of the sender of the parcel.

3. When the sender applies for a return receipt after a parcel has been mailed, the office of origin duly fills out a return receipt form and attaches it to a form of inquiry which is entered with the details concerning the transmission of the parcel and then forwards it to the office of destination of the parcel. In the case of the due delivery of the parcel, the office of destination withdraws the inquiry form, and the return receipt is treated in the manner prescribed in the foregoing Section.

Article 4.

RECEPTACLES.

1. Each Administration provides itself with the necessary sacks for the exchange of its parcels. Each bag shall be marked to show the name of the office or country to which it belongs. The empty sacks must be returned to the country of origin by the next mail.

2. It is necessary to indicate in the parcel bill both the number of sacks used for the preparation of the dispatch and the number of empty sacks returned. With the aid of these indications, each Administration exercises a control over the return of the receptacles belonging to it. In case that this control shows that ten percent of the total number of sacks used during a year have not been returned, the value of the missing sacks must be repaid to the dispatching office.

Article 5.

EXCHANGE OF PARCELS.

1. The parcels are exchanged in sacks closed by means of wax or lead seals, between the offices designated by the Administrations. They are transmitted to the country of destination at the expense of the country of origin and in a manner convenient to the latter.

The weight of each sack must not exceed 40 kilograms.

2. Insured parcels shall be enclosed in separate sacks from those in which ordinary parcels are contained, and the labels of sacks containing insured parcels shall be marked with such distinctive symbols as may from time to time be agreed upon.

Article 6.

BILLING OF PARCELS.

1. Separate parcel bills must be prepared for the ordinary parcels on the one hand, and for the insured parcels on the other hand.

The parcel bills are prepared in duplicate. The original is sent in the regular mails, while the duplicate is inserted in one of the sacks. The sack containing the parcel bill is designated by the letter "F" traced in a conspicuous manner on the label.

2. Les colis ordinaires compris dans chaque dépêche à destination de la Roumanie sont inscrits en bloc sur les feuilles de route, mais par catégories d'envois jusqu'à 1 kilogramme, de 1 à 5 kilogrammes, et de 5 à 10 kilogrammes.

Les colis ordinaires compris dans chaque dépêche à destination des Etats-Unis d'Amérique sont inscrits sur les feuilles de route par la seule mention du nombre total des colis et de leur poids net total.

3. Les colis avec valeur déclarée sont inscrits isolément sur les feuilles de route, avec indication du numéro (*insurance number*) et du nom du bureau d'origine.

Pour les colis avec valeur déclarée à destination de la Roumanie, les feuilles de route doivent porter aussi l'indication de la coupure de poids à laquelle les colis appartiennent.

Pour les colis avec valeur déclarée à destination des Etats-Unis d'Amérique, les feuilles de route doivent porter, en outre, l'indication du poids net total des colis.

4. Les colis transmis à découvert doivent être inscrits séparément sur les feuilles de route.

5. Les colis retournés ou réexpédiés doivent être inscrits isolément sur les feuilles de route et être suivis du mot « Retourné » ou « Réexpédié », selon le cas. Une indication des frais dus pour ces colis doit figurer dans la colonne « Observations ».

6. Le nombre total des sacs compris dans chaque dépêche doit aussi figurer sur les feuilles de route.

7. Chaque bureau d'échange expéditeur numérote les feuilles de route à l'angle gauche supérieur d'après une série annuelle. Le dernier numéro de l'année précédente doit être mentionné sur la première feuille de la nouvelle année.

8. Le mode exact d'avis des colis ou des récipients les contenant expédiés par l'une des administrations en transit par l'autre, ainsi que tous les détails en connexion avec la manière d'avis de tels colis ou récipients non prévus par cet arrangement, sera réglé d'un commun accord par voie de correspondance entre les deux administrations.

Article 7.

VÉRIFICATION PAR LES BUREAUX D'ÉCHANGE.

1. A la réception d'une dépêche le bureau d'échange destinataire procède à sa vérification. Les inscriptions sur la feuille de route doivent être vérifiées exactement. Chaque erreur ou omission doit être portée immédiatement à la connaissance du bureau d'échange expéditeur au moyen d'un bulletin de vérification. Une dépêche est considérée comme ayant été trouvée en ordre à tous égards, lorsqu'il n'est pas dressé de bulletin de vérification.

Si l'on constate une erreur ou une irrégularité à la réception d'une dépêche, toutes les pièces pouvant servir de preuves à l'appui en vue de recherches ultérieures ou de l'examen de demandes d'indemnité doivent être conservées.

2. Le bureau d'échange expéditeur auquel un bulletin de vérification est envoyé doit le renvoyer après l'avoir examiné et y avoir apporté ses observations éventuelles. Ce bulletin est alors annexé aux feuilles de route des colis auxquels il se rapporte. Les corrections apportées à une feuille de route qui ne sont pas appuyées par des documents sont considérées comme nulles et non avenues.

3. Si nécessaire, le bureau d'échange expéditeur peut de même être avisé par télégramme, aux frais de l'Office expéditeur de tel télégramme.

4. En cas de manque d'une feuille de route, il en est établi un duplicata dont une copie est envoyée au bureau d'échange expéditeur de la dépêche.

5. Le bureau d'échange qui reçoit d'un bureau correspondant un colis qui se trouve endommagé ou insuffisamment emballé doit réexpédier tel colis après remballage s'il est nécessaire, tout en préservant l'emballage original autant que possible.

2. The ordinary parcels included in each dispatch sent to Rumania are to be entered on the parcel bills in bulk, but by classes of parcels up to 1 kilogram, from 1 to 5 kilograms, and from 5 to 10 kilograms.

The ordinary parcels included in each dispatch sent to the United States of America are to be entered on the parcel bills to show the total number of parcels and the total net weight thereof.

3. Insured parcels shall be entered individually on the parcel bills to show the insurance number and the name of the office of origin.

In the case of insured parcels for Rumania, the parcel bills must also show the indication of the division of weight to which the parcel belongs.

In the case of insured parcels for the United States of America, the parcel bills must also show the total net weight of the parcels.

4. Parcels sent "à découvert" must be entered separately on the parcel bills.

5. Returned or redirected parcels must be entered individually on the parcel bills and be followed by the word "Returned" or "Redirected", as the case may be. A statement of the charges which may be due on these parcels should be shown in the "Observations" column.

6. The total number of sacks comprising each dispatch must also be shown on the parcel bills.

7. Each dispatching exchange office numbers the parcel bills in the upper left-hand corner in accordance with an annual series. The last number of the preceding year must be mentioned on the first bill of the following year.

8. The exact method of advising parcels or the receptacles containing them sent by one Administration in transit through the other together with any details of procedure in connection with the advice of such parcels or receptacles for which provision is not made in this Agreement, shall be settled by mutual agreement through correspondence between the two Administrations.

Article 7.

VERIFICATION BY THE EXCHANGE OFFICE.

1. Upon the receipt of a dispatch, the exchange office of destination proceeds to verify it. The entries in the parcel bill must be verified exactly. Each error or omission must be brought immediately to the knowledge of the dispatching exchange office by means of a bulletin of verification. A dispatch is considered as having been found in order in all regards when no bulletin of verification is made up.

If an error or irregularity is found upon receipt of a dispatch, all objects which may serve later on for investigations, or for examination of requests for indemnity, must be kept.

2. The dispatching exchange office to which a bulletin of verification is sent returns it after having examined it and entered thereon its observations, if any. That bulletin is then attached to the parcel bills of the parcels to which it relates. Corrections made on a parcel bill which are not justified by supporting papers are considered as devoid of value.

3. If necessary, the dispatching exchange office may also be advised by telegram, at the expense of the Office sending such telegram.

4. In case of shortage of a parcel bill, a duplicate is prepared, a copy of which is sent to the exchange office of origin of the dispatch.

5. The office of exchange which receives from a corresponding office a parcel which is damaged or insufficiently packed must redispach such parcel after repacking, if necessary, preserving the original packing as far as possible.

Si le dommage est tel que le contenu du colis aurait pu être soustrait, le bureau doit d'abord ouvrir le colis d'office et en vérifier le contenu.

Dans l'un ou l'autre cas, le poids du colis sera vérifié avant et après le remballage, et indiqué sur l'emballage du colis même. Cette indication sera suivie par la note « Remballé à » (*Repacked at*) ainsi que la signature des agents ayant effectué tel remballage.

Article 8.

BONIFICATION DES QUOTES-PARTS.

1. Les quotes-parts terminales à bonifier par l'Office expéditeur à l'Office destinataire, en vertu de l'article 17, paragraphe 1, de l'arrangement, sont les suivantes :

A. Par la Roumanie aux Etats-Unis d'Amérique :

70 centimes-or par kilogramme, sur la base du poids net en bloc (*bulk net weight*) de chaque dépêche.

Cette taxe s'applique aussi aux colis à destination de l'Alaska. Elle est réduite à 35 centimes-or par kilogramme pour les colis à destination de Puerto-Rico, des îles Vierges, de Guam, de Samoa, et de Hawaï.

B. Par les Etats-Unis d'Amérique à la Roumanie :

Taxe par colis :

Jusqu'à 1 kg.	85 cm.-or.
Au delà de 1 kg. jusqu'à 5 kg.	1,25 fr.-or.
Au delà de 5 kg. jusqu'à 10 kg.	2,25 fr.-or.

En outre, pour les colis assurés expédiés de l'un des pays sur l'autre, il sera bonifié une quote-part terminale d'assurance de 10 centimes-or par colis.

2. Les quotes-parts à bonifier pour les colis expédiés par une administration à l'autre, en vue de leur transmission ultérieure à une possession ou à un pays tiers, seront fixées par l'administration intermédiaire.

3. Les taxes terminales et de transit susmentionnées peuvent être réduites ou majorées, moyennant avertissement donné trois mois à l'avance par l'un pays à l'autre. La réduction ou majoration sera valable pour un an au moins.

Article 9.

DÉCOMPTE.

1. A la fin de chaque trimestre, chaque administration établit un compte sur la base des feuilles de route.

2. Ces comptes, accompagnés des feuilles de route et, le cas échéant, des copies des bulletins de vérification s'y rapportant, doivent être soumis à l'examen de l'administration correspondante dans le courant du mois qui suit le trimestre auquel ils se rapportent.

3. La récapitulation, l'envoi, l'examen et l'acceptation de ces comptes ne doivent pas être retardés et le règlement du solde aura lieu, au plus tard, à l'expiration du trimestre suivant.

4. Le solde résultant de la balance des comptes entre les deux administrations est payé par traite à vue, tirée sur New-York ou par un autre moyen convenu réciproquement par voie de correspondance. Les frais de paiement sont à la charge de l'administration débitrice.

If the damage is such that the contents of the parcel may have been abstracted, the office must first officially open the parcel and verify its contents.

In either case, the weight of the parcel will be verified before and after repacking, and indicated on the wrapper of the parcel itself. That indication will be followed by the note "Remballé à (Repacked at)", and the signature of the agents who have effected such repacking.

Article 8.

PAYMENTS.

1. The terminal quotas to be credited by the dispatching Office to the Office of destination, by virtue of Article 17, Section 1, of the Agreement, are the following :

A. By Rumania to the United States of America :

70 gold centimes per kilogram, based on the bulk net weight of each dispatch.

This rate applies also to parcels for Alaska. The rate is reduced to 35 gold centimes per kilogram for parcels for Puerto Rico, the Virgin Islands, Guam, Samoa, and Hawaii.

B. By the United States of America to Rumania :

Rate per parcel :

Up to 1 kg.	85 gold cms.
From 1 up to 5 kg.	1.25 gold frs.
From 5 up to 10 kg.	2.25 gold frs.

In addition, in the case of insured parcels sent from either country to the other, there shall be paid a terminal insurance credit of 10 centimes gold per parcel.

2. The quotas to be credited for parcels dispatched by one Administration to the other for subsequent transmission to a possession or to a third country will be fixed by the intermediate Administration.

3. The terminal charges and transit rates above specified may be reduced or increased on three months' previous notice given by one country to the other. The reduction or increase shall hold good for at least one year.

Article 9.

ACCOUNTING.

1. At the end of each quarter, each Administration makes up an account on the basis of the parcel bills.

2. These accounts accompanied by the parcel bills, and, if any, copies of verification notes relating thereto, shall be submitted to the examination of the corresponding Administration in the course of the month following the quarter to which they relate.

3. The recapitulation, transmission, examination and acceptance of these accounts must not be delayed and the payment of the balance shall take place, at the latest, at the expiration of the following quarter.

4. The balance resulting from the adjustment of the accounts between the two Administrations is paid by a sight draft drawn on New York, or by some other means mutually agreed upon by correspondence. The expenses of payment are chargeable to the debtor Administration.

Article 10.

NOTIFICATIONS DIVERSES.

Les administrations se communiqueront mutuellement un résumé des dispositions de leurs lois ou règlements applicables aux colis échangés entre les deux pays contractants, ainsi que tous les autres détails nécessaires pour l'exécution de l'échange des colis.

Le présent règlement sera exécutoire à partir du jour de la mise en vigueur de l'arrangement concernant l'échange des colis postaux, et aura la même durée que cet arrangement.

Fait en double expédition et signé à Washington, le 10 août 1937, et à Bucaresti, le 12 mars 1937.

*Le Directeur général des Postes, des
Télégraphes et des Téléphones, Bucaresti,
Roumanie,*

(Seal) Mg. I. PITULESCU.

I hereby certify that this is a true and complete textual copy of the original Agreement between Rumania and the United States of America concerning the exchange of parcel post in all the languages in which the original was signed at Bucaresti on March 12th, 1937, and at Washington on August 10th, 1937.

James A. FARLEY,
Postmaster General.

Article 10.

MISCELLANEOUS NOTIFICATIONS.

The Administrations shall communicate to each other a summary of the provisions of their laws or regulations applicable to the parcels exchanged between the two contracting countries, and other items necessary for carrying out the exchange of parcels.

These Regulations shall come into operation on the day on which the Parcel Post Agreement comes into force and shall have the same duration as the Agreement.

Done in duplicate and signed at Washington, the tenth day of August 1937 and at București, the twelfth day of March 1937.

(Seal) James A. FARLEY,
*The Postmaster General of the United States of America,
Washington, D. C.*

I hereby certify that this is a true and complete textual copy of the original Agreement between Rumania and the United States of America concerning the exchange of parcel post in all the languages in which the original was signed at București on March 12th, 1937, and at Washington on August 10th, 1937.

James A. FARLEY,
Postmaster General.

N° 4226.

ESTONIE ET FRANCE

Accord sur les paiements commerciaux. Signé à Paris, le 16 octobre 1937.

ESTONIA AND FRANCE

Agreement regarding Commercial Payments. Signed at Paris, October 16th, 1937.

N^o 4226. — ACCORD¹ SUR LES PAIEMENTS COMMERCIAUX ENTRE
L'ESTONIE ET LA FRANCE. SIGNÉ A PARIS, LE 16 OCTOBRE 1937.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères d'Estonie. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 6 décembre 1937.

Article premier.

Le clearing institué dans les relations commerciales entre l'Estonie et la France par la Convention² du 26 mars 1932 est supprimé à la date du 30 novembre 1937. A partir du 1^{er} décembre 1937, les paiements commerciaux se feront en devises libres, compte tenu du régime de réglementation sur le commerce des devises en vigueur en Estonie.

Par paiements commerciaux, on entendra le règlement de la valeur de la marchandise ainsi que des frais accessoires (frais de transport, d'assurance, d'entrepôt, de douane, de provision, etc.).

Article 2.

Les soldes existants à la date du 30 novembre 1937 soit au compte « P », soit au compte « T » prévus à la Convention du 26 mars 1932, seront liquidés et transférés dans le plus bref délai possible et au plus tard le 31 décembre 1937.

Article 3.

Le présent accord restera en vigueur un mois à partir du jour de sa dénonciation par une des Hautes Parties contractantes.

PARIS, le 16 octobre 1937.

A. REI.
O. STRANDMAN.
Y. DELBOS.
F. CHAPSAL.

¹ Entré provisoirement en vigueur le 1^{er} décembre 1937.

² Vol. CXXVIII, page 51, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4226. — AGREEMENT² REGARDING COMMERCIAL PAYMENTS
BETWEEN ESTONIA AND FRANCE. SIGNED AT PARIS,
OCTOBER 16TH, 1937.

French official text communicated by the Estonian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Agreement took place December 6th, 1937.

Article 1.

The clearing established for the purpose of commercial relations between Estonia and France under the Convention³ of March 26th, 1932, is hereby rescinded as from November 30th, 1937. As from December 1st, 1937, commercial payments shall be effected in free currencies, without prejudice to the foreign exchange control in force in Estonia.

“ Commercial payments ” shall be deemed to mean payments for the value of goods, including incidental charges (such as freight, insurance, storage, Customs, commission and similar costs).

Article 2.

Balances outstanding at November 30th, 1937, either in the “ P ” account or in the “ T ” account for which the Convention of March 26th, 1932, provides, shall be liquidated and transferred as soon as possible, and in any case not later than December 31st, 1937.

Article 3.

The present Agreement shall remain in force for one month from the date of its denunciation by either one of the High Contracting Parties.

PARIS, *October 16th*, 1937.

A. REI.
O. STRANDMAN.
Y. DELBOS.
F. CHAPSAL.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Came provisionally into force December 1st, 1937.

³ Vol. CXXVIII, page 51, of this Series.

N° 4227.

ESTONIE ET FRANCE

Convention de commerce, avec protocole de signature et annexes.
Signés à Paris, le 16 octobre 1937.

ESTONIA AND FRANCE

Commercial Convention, with Protocol of Signature and Annexes.
Signed at Paris, October 16th, 1937.

N° 4227. — CONVENTION ¹ DE COMMERCE ENTRE L'ESTONIE ET LA FRANCE. SIGNÉE A PARIS, LE 16 OCTOBRE 1937.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères d'Estonie. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 6 décembre 1937.

LE PRÉSIDENT-RÉGENT DE LA RÉPUBLIQUE ESTONIENNE et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ayant reconnu que, pour développer les échanges et la coopération économique entre les deux pays, il était utile de substituer une nouvelle convention commerciale à celle qui avait été conclue le 15 mars 1929² et complétée par les notes³ des 28 septembre et 7 octobre 1929, aux protocoles des 11 juillet 1930⁴, 30 octobre 1930⁵, 16 mars 1932⁶, aux avenants des 27 avril 1933⁷, 27 juillet 1933⁸, notes⁹ du 22 février 1936, ont nommé pour leurs plénipotentiaires respectifs :

LE PRÉSIDENT-RÉGENT DE LA RÉPUBLIQUE ESTONIENNE :

Monsieur Auguste REI, ministre adjoint au Ministère des Affaires étrangères ;
Monsieur Otto STRANDMAN, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire d'Estonie en France ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

Monsieur Yvon DELBOS, ministre des Affaires étrangères ;
Monsieur Fernand CHAPSAL, ministre du Commerce ;

Lesquels, après s'être réciproquement communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, ont convenu des dispositions ci-après :

Article premier.

Les produits naturels ou fabriqués originaires ou en provenance du territoire douanier français bénéficieront à tout moment à leur importation sur le territoire estonien des droits du tarif minimum.

¹ Entrée provisoirement en vigueur le 1^{er} décembre 1937.

² Vol. LXXXIX, page 381, de ce recueil.

³ Vol. CIV, page 193, de ce recueil.

⁴ Vol. C, page 250, de ce recueil.

⁵ Vol. CXVII, page 298, de ce recueil.

⁶ Vol. CXVII, page 299, de ce recueil.

⁷ Vol. CXLI, page 43, de ce recueil.

⁸ Vol. CXLI, page 65, de ce recueil.

⁹ Vol. CLXVIII, page 105, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4227. — COMMERCIAL CONVENTION² BETWEEN ESTONIA AND FRANCE. SIGNED AT PARIS, OCTOBER 16TH, 1937.

French official text communicated by the Estonian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place December 6th, 1937.

THE PRESIDENT-REGENT OF THE ESTONIAN REPUBLIC and THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC, recognising that, with a view to the development of trade and economic co-operation between the two countries, it is desirable that a new Commercial Convention be concluded to supersede the Agreement³ concluded on March 15th, 1929, and supplemented by the Notes⁴ of September 28th and October 7th, 1929, the Protocols of July 11th, 1930⁵, October 30th, 1930⁶, March 16th, 1932⁷, the Additional Agreements of April 27th, 1933⁸, July 27th, 1933⁹, and the Notes¹⁰ of February 22nd, 1936, have appointed as their respective Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT-REGENT OF THE ESTONIAN REPUBLIC :

Monsieur Auguste REI, Deputy Minister for Foreign Affairs ;
Monsieur Otto STRANDMAN, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Estonia in France ;

THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC :

Monsieur Yvon DELBOS, Minister for Foreign Affairs ;
Monsieur Fernand CHAPSAL, Minister of Commerce ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

Natural or manufactured products originating in or coming from French Customs territory shall, on their importation into Estonian territory, be admitted at all times under the minimum Customs tariff.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Came provisionally into force December 1st, 1937.

³ Vol. LXXXIX, page 381, of this Series.

⁴ Vol. CIV, page 193, of this Series.

⁵ Vol. C, page 250, of this Series.

⁶ Vol. CXVII, page 298, of this Series.

⁷ Vol. CXVII, page 299, of this Series.

⁸ Vol. CXLI, page 43, of this Series.

⁹ Vol. CXLI, page 65, of this Series.

¹⁰ Vol. CLXVIII, page 105, of this Series.

Ils ne seront en aucun cas soumis à des droits moins favorables que ceux qui sont ou seraient appliqués par l'Estonie aux produits de même nature originaires et en provenance de tout autre pays.

Article 2.

Les produits naturels ou fabriqués originaires et en provenance d'Estonie repris à la liste A ci-annexée, bénéficieront à tout moment à leur importation sur le territoire douanier français, du tarif minimum, c'est-à-dire des taux les plus réduits que la France accorde ou pourrait accorder à toute autre Puissance, tant en ce qui concerne les droits à l'importation actuellement établis ou ceux que la France pourrait éventuellement leur substituer, qu'en ce qui concerne les surtaxes ou toutes autres majorations que la France a établies ou pourrait établir.

Article 3.

Sans préjudice des dispositions des articles premier et 2 :

Les produits naturels ou fabriqués originaires et en provenance du territoire douanier français, énumérés à la liste B ci-annexée seront admis, à leur importation sur le territoire douanier estonien, au bénéfice des droits stipulés à ladite liste.

Les produits naturels ou fabriqués originaires et en provenance d'Estonie repris à la liste C ci-annexée bénéficieront, à leur importation sur le territoire douanier français, des droits indiqués à ladite liste.

Chacune des Hautes Parties contractantes aura le droit de modifier, pour un ou plusieurs des produits visés aux alinéas précédents, les droits qui figurent aux annexes B et C, par une dénonciation spéciale, comportant un préavis de quinze jours ; après l'expiration de ce délai, les nouveaux droits pourront être immédiatement applicables.

Si l'une des Hautes Parties contractantes vient à user de la faculté qui lui est accordée par le troisième alinéa du présent article, l'autre Partie contractante pourra, sans attendre l'expiration du délai de dénonciation, demander l'ouverture immédiate de négociations en vue de motiver sa réclamation et d'obtenir, le cas échéant, une compensation équitable.

Si un accord n'a pu intervenir dans un délai de dix jours à dater de la mise en vigueur des nouveaux droits, la Partie contractante qui a introduit la réclamation pourra relever les droits de douane afférents à un ou plusieurs des produits visés aux deux premiers alinéas, de manière à n'appliquer, de son propre chef, à l'importation desdits produits, que des mesures dont la répercussion sur les échanges soit d'une même importance relative.

Nonobstant les dispositions qui précèdent, le Gouvernement estonien déclare ne pas avoir l'intention, en ce qui concerne les produits énumérés dans la deuxième partie de l'annexe B, de se prévaloir de la faculté visée aux troisième, quatrième et cinquième alinéas du présent article. Toutefois, au cas où viendrait à être constatée une altération grave dans l'ensemble des échanges commerciaux entre les deux pays, il se réserve la faculté de demander l'ouverture de pourparlers, soit afin d'appliquer même à certaines positions de cette partie de l'annexe B, la procédure envisagée ci-dessus, soit afin de rechercher tout autre moyen de porter remède à la situation nouvelle qui se trouverait ainsi créée.

Article 4.

Les produits ou marchandises exportés du territoire douanier de l'une des Hautes Parties contractantes à destination du territoire douanier de l'autre bénéficieront, en ce qui concerne les droits et taxes à l'exportation, du régime le plus favorable que chacune des Hautes Parties contractantes accorde ou pourrait éventuellement accorder à toute Puissance tierce.

They shall in no case be liable to duties less favourable than those which are or may be applied by Estonia to goods of the same nature originating in and coming from any other country.

Article 2.

The natural or manufactured products, originating in and coming from Estonia, enumerated in Schedule A, shall, on their importation into French Customs territory, be admitted at all times under the minimum tariff, that is, at the lowest rates which are or may be granted by France to any other Power, both as regards the import duties at present applied or those which France may eventually substitute therefor, and as regards the surcharges or other increases which France has introduced or may in future introduce.

Article 3.

Without prejudice to the provisions of Articles 1 and 2 :

The natural or manufactured products originating in and coming from French Customs territory, enumerated in Schedule B, shall, on their importation into Estonian Customs territory, be subject only to the duties set out in the said schedule.

The natural or manufactured products originating in and coming from Estonia, enumerated in Schedule C, shall, on their importation into French Customs territory, be subject only to the duties indicated in the said schedule.

Each of the High Contracting Parties shall have the right to modify the duties set forth in Schedules B and C in respect of one or more of the articles referred to in the preceding paragraphs, by special denunciation, in which case fifteen days' notice shall be given ; on the expiry of this period the new duties may be immediately applied.

Should either of the High Contracting Parties exercise the right provided for in the third paragraph of the present Article, the other Contracting Party may, without awaiting the expiry of the period of notice, request the immediate opening of negotiations to enable it to state the grounds for its objections and, where appropriate, to obtain equitable compensation.

Should no agreement have been reached within ten days from the entry into force of the new duties, the Contracting Party which has raised objections may increase the Customs duties on one or more of the articles covered by the first two paragraphs but only to such an extent that the measures thus applied by it, on its own authority, to imports of the said articles will have the same relative effect on the exchange of goods.

Notwithstanding the foregoing provisions, the Estonian Government declares that it does not intend, in so far as the products enumerated in the second part of Schedule B are concerned, to avail itself of the right referred to in the third, fourth and fifth paragraphs of the present Article. It nevertheless reserves the right, in the event of a serious deterioration in the general character of commercial exchanges between the two countries, to request the opening of negotiations, either with a view to the application of the above-mentioned procedure even to certain items of the said part of Schedule B or for the purpose of seeking some other means of remedying the new situation thus created.

Article 4.

The products or goods exported from the Customs territory of either of the High Contracting Parties to the Customs territory of the other shall be accorded, in respect of export duties and charges, the most favourable treatment which either of the High Contracting Parties accords, or may hereafter accord, to any third Power.

Article 5.

Chacune des Hautes Parties contractantes accordera aux produits du territoire douanier de l'autre le bénéfice des avantages résultant de modifications apportées aux nomenclatures douanières ou aux méthodes de tarification introduites dans les tarifs en vertu de mesures administratives ou légales, ou de conventions conclues avec d'autres Puissances.

Article 6.

Les Hautes Parties contractantes sont d'accord pour limiter les interdictions d'importations et d'exportations aux cas suivants : événements de guerre, mesures sanitaires ou de sécurité publique, protection des animaux ou des plantes, protection de la propriété industrielle, littéraire et artistique, marchandises faisant l'objet d'un monopole d'Etat. Ces prohibitions devront s'appliquer indistinctement à tous les pays étrangers où existent les mêmes conditions et ne pourront en aucun cas déguiser des mesures douanières ou avoir un but purement économique.

Toutefois, rien dans le présent accord ne portera atteinte aux droits de l'une des Hautes Parties contractantes de prendre à l'importation ou à l'exportation toutes mesures nécessaires pour faire face à des circonstances extraordinaires et anormales, et assurer la sauvegarde des intérêts vitaux d'ordre économique ou financier du pays, mais leur durée devra être limitée à la durée des motifs ou des circonstances qui les auront fait naître.

En outre, toute levée de prohibition d'importation actuellement existante qui serait accordée même à titre temporaire ou dans la mesure d'un contingent par une des Hautes Parties contractantes aux produits d'une Puissance tierce s'appliquera dans les mêmes conditions aux produits identiques ou similaires originaires ou en provenance du territoire de l'autre.

Article 7.

Les Hautes Parties contractantes s'accordent mutuellement le traitement de la nation la plus favorisée en ce qui concerne la détermination de l'origine des marchandises importées par chacune d'elles sur le territoire de l'autre.

Article 8.

Les Hautes Parties contractantes pourront exiger que les produits et marchandises importés sur leur territoire soient accompagnés d'un certificat d'origine attestant :

1° S'il s'agit de matières premières proprement dites ou de produits naturels, que ces matières premières ou produits naturels sont originaires de l'autre pays.

2° S'il s'agit de produits manufacturés, que ces produits remplissent, soit en ce qui concerne la matière première incorporée, soit en ce qui concerne le travail subi, les conditions auxquelles le pays importateur subordonne la reconnaissance de la nationalité.

Les certificats d'origine seront délivrés soit par les Chambres de commerce dont relève l'expéditeur, soit par les autorités douanières, soit par toute autre autorité ou groupement économique que le pays destinataire aura agréé. Ils seront légalisés par un représentant diplomatique ou consulaire du pays destinataire, sauf le cas où ils auront été délivrés par le Service des douanes du pays d'origine.

Au cas où l'expéditeur pourrait craindre que, malgré le certificat d'origine accompagnant la marchandise, celle-ci demeure sujette à contestation, il pourra faire confirmer le certificat d'origine par un certificat de vérification établi et signé à la fois par l'auteur du certificat d'origine et par un agent technique que désignera le représentant diplomatique du pays destinataire et dont la désignation sera notifiée au gouvernement du pays expéditeur. Cet agent pourra, pour procéder

Article 5.

Each of the High Contracting Parties shall grant to products of the Customs territory of the other the benefit of any alterations in Customs nomenclature or in the methods of computing duty which may be made in the Customs tariffs by administrative action, legislation or treaties concluded with other Powers.

Article 6.

The High Contracting Parties agree to confine import and export prohibitions to the following cases : war-time measures, measures imposed for reasons of health or public security, the protection of animals or plants, the protection of industrial, literary and artistic rights, goods constituting a State monopoly. These prohibitions shall apply indiscriminately to all foreign countries in which the same conditions prevail ; in no case may they be used by the Parties as a pretext for imposing Customs measures, or have a purely economic aim.

Nevertheless, nothing in the present Agreement shall affect the rights of either of the High Contracting Parties to adopt, in respect of importation or exportation, any measures which may be necessary to meet extraordinary and abnormal circumstances or to protect the vital economic or financial interests of the country ; their duration, however, must be limited to that of the causes or circumstances from which they arise.

Moreover, any removal of an existing import prohibition granted even as a temporary measure or by means of the fixing of a quota by either of the High Contracting Parties in favour of the products of a third Power shall apply under the same conditions to the same or like products originating in or coming from the territory of the other.

Article 7.

The High Contracting Parties shall grant each other most-favoured-nation treatment as regards the determination of the origin of the goods imported by either Party into the territory of the other.

Article 8.

The High Contracting Parties may require products and goods imported into their territory to be accompanied by a certificate of origin attesting :

- (1) In the case of raw materials, in the strict sense of the term, or of natural products, that such raw materials or natural products originated in the other country ;
- (2) In the case of manufactured products, that such products comply, either as regards the raw materials used or the processes they have undergone, with the conditions governing recognition of their nationality in the importing country.

Certificates of origin shall be issued either by the Chamber of Commerce to which the sender belongs or by the Customs authorities or any other authority or economic association approved by the country of destination. They shall be legalised by a diplomatic or consular representative of the country of destination except when issued by the Customs service of the country of origin.

Should the sender fear that, notwithstanding the certificate of origin accompanying them, the character of the goods might still be called into question, he may have the certificate of origin confirmed by a certificate of verification made out and signed by the body issuing the certificate of origin and by a technical agent to be appointed by the diplomatic representative of the country of destination, such appointment being notified to the Government of the exporting country.

à la vérification, exiger toute preuve ou communication expédiente et percevoir une taxe dont le taux sera strictement limité aux frais de vacation et de déplacement nécessités par l'établissement du certificat de vérification. Si la marchandise est accompagnée d'un certificat de vérification, elle ne sera assujettie à l'expertise légale en douane que dans le cas de fraude ou de substitution présumée.

Les colis postaux seront dispensés du certificat d'origine quand il s'agira d'importation ne revêtant pas un caractère commercial.

Les certificats d'origine seront rédigés soit dans la langue du pays d'origine, soit dans la langue du pays de destination.

Dans le premier cas, les deux pays se réservent le droit d'en exiger la traduction.

Dans tous les cas où l'un des deux gouvernements signalera à l'autre, par l'entremise d'un agent autorisé pour ce faire, que des pratiques frauduleuses se sont produites dans la délivrance desdits certificats, le gouvernement auquel l'avis aura été adressé provoquera immédiatement une enquête spéciale sur les faits incriminés, en communiquera les résultats au gouvernement plaignant et prendra, le cas échéant, toutes mesures en son pouvoir pour prévenir la continuation desdites pratiques frauduleuses.

Article 9.

Les Hautes Parties contractantes se garantissent réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée, en ce qui concerne l'accomplissement des formalités de douane relatives au transit, à l'entreposage, à la réexportation, au transbordement des marchandises et à toutes autres opérations que subissent les marchandises importées, exportées ou en transit ainsi qu'en ce qui concerne les taxes afférentes à ces diverses manutentions.

Article 10.

Les taxes intérieures qui, sur le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes frappent, pour le compte de qui que ce soit, la production, la circulation, le conditionnement ou la consommation d'un produit naturel ou fabriqué, ne doivent, sous aucun prétexte, frapper les produits de l'autre Partie à un degré plus élevé ou dans des conditions plus onéreuses que les produits nationaux similaires.

Article 11.

Pour la réglementation du commerce libre, et notamment pour la vente, la mise en vente, la circulation et la consommation du produit, il ne sera pas établi, par l'une des Hautes Parties contractantes, de distinction entre les produits nationaux et les produits de l'autre Partie, sous réserve des mesures que chacun des deux gouvernements pourrait être amené à appliquer pour la répression de la concurrence déloyale.

Article 12.

Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir d'une manière effective les produits naturels ou fabriqués, originaires de l'autre Partie contractante, contre la concurrence déloyale dans les transactions commerciales, notamment à réprimer et à prohiber, par la saisie ou par toutes autres sanctions appropriées, conformément à sa propre législation, l'importation et l'exportation ainsi que la fabrication, la circulation, l'entreposage, la vente et la mise en vente de tous produits portant eux-mêmes ou sur leur conditionnement immédiat, ou sur leur emballage extérieur, sur les factures, lettres de voiture et papiers de commerce, des marques, noms, inscriptions ou signes quelconques comportant directement ou indirectement de fausses indications sur l'origine, l'espèce, la nature ou les qualités spécifiques de ces produits ou marchandises.

The agent may, for the purposes of verification, require the production of any evidence or papers which he may deem necessary and make a charge strictly limited to compensation for the loss of time and travelling expenses entailed by the issue of the certificate of verification. Goods accompanied by a certificate of verification shall not be subject to the usual expert examination on passage through the Customs, except in case of suspected fraud or substitution.

Certificates of origin shall not be required in respect of postal parcels when the importation is not of a commercial character.

Certificates of origin shall be made out in the language either of the country of origin or of the country of destination.

In the former case, both countries reserve the right to require a translation.

Whenever either Government shall notify the other, through an agent authorised for the purpose, that fraudulent practices have occurred in the issue of the said certificates, the Government notified shall immediately institute a special enquiry into the alleged facts, inform the Government making the complaint of the results and, if necessary, take any action in its power to prevent the recurrence of such practices.

Article 9.

The High Contracting Parties guarantee each other most-favoured-nation treatment in the matter of fulfilment of Customs formalities relating to the transit, warehousing, re-exportation and transshipment of goods and all other operations which goods may undergo on importation or exportation or during transit, as well as in the matter of charges connected therewith.

Article 10.

The inland duties levied in the territory of either of the High Contracting Parties, no matter on whose behalf, in respect of the production, movement, making-up or consumption of any natural or manufactured product, shall, on no account, constitute a heavier or more onerous charge on the goods of the other Party than on like native goods.

Article 11.

As regards the regulations concerning trade in other goods, and particularly the sale, offering for sale, movement and consumption of such goods, no distinction shall be made by either of the High Contracting Parties between native products and the products of the other Party, subject to the measures that either Government might find it necessary to apply in restraint of unfair competition.

Article 12.

Each of the High Contracting Parties undertakes to adopt all the necessary measures for the effective protection of natural or manufactured products originating in the territory of the other Contracting Party from unfair competition in commercial transactions, and in particular to punish and prohibit by seizure or other appropriate penalties in conformity with its own law, the importation, exportation, manufacture, distribution, warehousing, sale and offering for sale of all products bearing upon themselves or their immediate make-up or outer wrappings, or on the invoices, waybills and commercial documents, any marks, names, descriptions or devices whatsoever which are calculated to convey directly or indirectly a false indication of the origin, type, nature or specific characteristics of such products or goods.

Article 13.

Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à prendre toutes mesures nécessaires en vue de réprimer sur son territoire l'emploi abusif des appellations géographiques d'origine des produits de l'autre Partie qui tirent du sol et du climat leurs qualités spécifiques y compris les produits vinicoles, pourvu que ces appellations soient dûment protégées dans le pays d'origine et aient été notifiées par son gouvernement.

Sont considérées comme employées abusivement, les appellations d'origine de l'un des deux pays lorsqu'elles sont appliquées à des produits auxquels les dispositions législatives ou réglementaires de ce pays en refusent le bénéfice.

La notification ci-dessus prévue devra préciser notamment les documents délivrés par l'autorité compétente du pays d'origine constatant le droit aux appellations d'origine.

Il sera, en particulier, interdit de se servir d'une appellation géographique d'origine pour désigner les produits autres que ceux qui y ont réellement droit, alors même que l'origine véritable des produits serait mentionnée ou que l'appellation abusive serait accompagnée de certains termes rectificatifs tels que « genre », « façon », « type », ou autres.

De même, aucune appellation géographique d'origine des produits de l'une des Hautes Parties contractantes, si elle est dûment protégée dans le pays de production et si elle a été régulièrement notifiée à l'autre Partie ne pourra être considérée comme ayant un caractère générique.

Les mesures que chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à prendre devront prévoir la répression par la saisie, la prohibition ou toute autre sanction appropriée, notamment de l'importation, de l'exportation, de l'entreposage, de la fabrication, de la circulation, de la vente ou de la mise en vente des produits dans le cas où figureraient sur les fûts, bouteilles, emballages ou caisses les contenant ainsi que sur les factures, papiers de commerce et lettres de voitures, des marques, noms et inscriptions, illustrations ou signes quelconques évoquant des appellations d'origine employées abusivement.

Les dispositions qui précèdent ne font pas obstacle à ce que le vendeur appose son nom et son adresse sur le conditionnement du produit ; toutefois, il sera tenu, à défaut d'appellation régionale ou locale, de compléter cette mention par l'indication, en caractères apparents, du pays d'origine du produit, chaque fois que par l'apposition du nom ou de l'adresse, il pourrait y avoir confusion avec une région ou une localité située dans un autre pays.

La saisie des produits incriminés ou les autres sanctions seront appliquées, soit à la diligence de l'administration, soit à la requête du Ministère public ou de tout intéressé, individu, association ou syndicat, conformément à la législation respective de chacune des Hautes Parties contractantes.

Article 14.

Sans préjudice des dispositions de l'article 17, les négociants, les fabricants et autres industriels de l'une des Hautes Parties contractantes qui prouvent, par la présentation de leur carte de légitimation industrielle, délivrée par les autorités compétentes de leur pays, qu'ils y sont autorisés à exercer leur commerce ou leur industrie et qu'ils y acquittent les taxes et impôts prévus par les lois, auront le droit, soit personnellement, soit par les voyageurs à leur service, de faire des achats dans le territoire de l'autre Partie contractante chez des négociants ou industriels, ou dans les locaux de vente publique. Ils pourront aussi prendre des commandes, même sur échantillons, chez les négociants ou autres personnes qui, pour leur commerce ou leur industrie, utilisent des marchandises correspondant à ces échantillons. Dans l'un et dans l'autre cas, ils jouiront à tous égards du traitement de la nation la plus favorisée.

Les voyageurs de commerce visés à l'alinéa premier, munis d'une carte de légitimation conforme au modèle annexé à la présente convention et délivrée par les autorités de leurs pays respectifs, auront le droit réciproque d'avoir avec eux des échantillons ou modèles, mais non des marchandises.

Article 13.

Each of the High Contracting Parties agrees to take all the necessary steps to make the improper use in its territory of geographical appellations of origin belonging to products of the other Party, including viticultural products, which derive their specific qualities from the soil and climate, a punishable offence, provided that such appellations are duly protected in the country of origin and have been notified by its Government.

The appellations of origin of either country shall be regarded as improperly used when applied to products not entitled thereto under that country's laws or regulations.

The above-mentioned notification shall specify the documents issued by the competent authority of the country of origin certifying that the products are entitled to the appellations of origin.

In particular, the use of a geographical appellation of origin to describe products other than those properly entitled thereto, even when the true origin of the products is mentioned or when the false appellation is accompanied by the expression "kind", "style", "type" or any other similar expression, shall be prohibited.

Similarly, no geographical appellation of origin of the products of either of the High Contracting Parties, provided that it is duly protected in the country of production and has been properly notified to the other Party, may be regarded as a generic description.

The measures which each of the High Contracting Parties agrees to take shall provide for the punishment by confiscation, prohibition or any other appropriate penalty of the importation, exportation, warehousing, manufacture, distribution, sale or offering for sale of the products, if the casks, bottles, wrappings or cases containing them, or the invoices, commercial documents and waybills bear any marks, names, descriptions, illustrations or devices whatsoever constituting false appellations of origin.

The foregoing provisions shall not, however, debar a seller from placing his name and address on the make-up of the product; in the absence of any regional or local appellation he shall, nevertheless, be required to add to his address an indication of the country of origin of the product in conspicuous lettering, whenever the name and address might lead to confusion with a district or locality situated in another country.

Goods contravening this provision shall be seized or the other penalties applied, either at the instance of the Administration or on the application of the Public Prosecutor's Department, or of any interested individual, association or syndicate, in conformity with the respective laws of the High Contracting Parties.

Article 14.

Without prejudice to the provisions of Article 17, the merchants, manufacturers and other industrialists of one of the High Contracting Parties who, by producing a business identity card issued by the competent authorities of their country, prove that they are authorised to carry on their trade or industry in that country and that they pay the taxes and dues laid down by its laws, shall have the right, personally or through travellers in their employ, to make purchases in the territory of the other Contracting Party from merchants or industrialists or in public places of sale. They may also accept orders, on the strength of samples or otherwise, from merchants or other persons who, for the purpose of their trade or industry, use goods corresponding to such samples. In either case, they shall in every respect enjoy most-favoured-nation treatment.

The commercial travellers referred to in the first paragraph, holding identity cards similar to the specimens annexed to the present Convention and issued by the authorities of their respective countries, shall be entitled, subject to reciprocity, to carry with them samples or specimens, but not goods.

Les Hautes Parties contractantes se donneront réciproquement connaissance des autorités chargées de délivrer les cartes de légitimation ainsi que des dispositions auxquelles les voyageurs doivent se conformer dans l'exercice de leur commerce.

Article 15.

Les objets passibles d'un droit de douane, à l'exception des marchandises prohibées à l'importation pour l'une des raisons énumérées à l'article 6, qui sont importés comme échantillons ou modèles par les voyageurs de commerce seront, de part et d'autre, admis en franchise de droits d'entrée et de sortie, à la condition que ces objets, s'ils n'ont pas été vendus, soient réexportés dans le délai réglementaire et que l'identité des objets importés et réexportés ne soit pas douteuse, quel que soit du reste le bureau par lequel ils passent à leur sortie.

La réexportation des échantillons ou modèles devra être garantie dans les deux pays, soit par le dépôt (en espèces) du montant des droits applicables au bureau de douane d'entrée, soit par une caution valable.

Une fois le délai réglementaire expiré, le montant des droits, selon qu'il aura été consigné ou garanti, sera acquis au Trésor ou recouvré à son profit, à moins qu'il ne soit établi que, dans ce délai, les échantillons ou modèles ont été réexportés.

Si, avant l'expiration du délai réglementaire, les échantillons ou modèles sont présentés à un bureau de douane ouvert à cet effet, pour être réexportés, ce bureau devra s'assurer, par une vérification, si les articles qui sont présentés sont bien ceux pour lesquels a été délivré le permis d'entrée. S'il n'y a aucun doute à cet égard, le bureau constatera la réexportation et restituera le montant des droits déposés à l'importation ou prendra toutes les mesures nécessaires pour la décharge de la caution.

En ce qui concerne les droits et taxes exigés à quelque titre que ce soit des importateurs d'échantillons ou de modèles, notamment pour l'apposition des marques destinées à assurer leur identité, les Hautes Parties contractantes s'accordent réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée.

Les autorités douanières de chacune des Hautes Parties contractantes considéreront comme suffisantes, en vue de la reconnaissance ultérieure de l'identité des échantillons ou modèles, les marques qui y auront été apposées par la douane de l'autre Partie contractante, à la condition que ces échantillons ou modèles soient accompagnés d'une liste descriptive certifiée par les autorités douanières de cette Partie. Des marques supplémentaires pourront cependant être apposées sur les échantillons ou modèles par la douane du pays d'importation dans tous les cas où celle-ci jugerait ce complément de garantie indispensable pour assurer l'identification des échantillons ou modèles, lors de la réexportation. Hormis ce dernier cas, la vérification douanière consistera simplement à reconnaître l'identité des échantillons et à déterminer le montant des droits et taxes éventuellement exigibles.

Le délai de réexportation est fixé au maximum à six mois, sauf la faculté de prolongation réservée à l'administration douanière du pays d'importation. Passé le délai imparti, le paiement des droits sera exigé sur les échantillons non réexportés.

Article 16.

Les dispositions des articles 14 et 15 ne sont applicables ni aux métiers ambulants, ni au colportage, ni à la recherche des commandes chez des personnes n'exerçant ni industrie, ni commerce. Chacune des Hautes Parties contractantes réserve à cet égard l'entière liberté de sa législation.

Article 17.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes jouiront, sur le territoire douanier de l'autre Partie, et sous réserve des dispositions générales des lois et règlements relatifs au contrôle et aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en matière de passeports, de permis

The High Contracting Parties shall notify each other of the authorities responsible for issuing the identity cards and of the regulations with which travellers must comply in the pursuit of their calling.

Article 15.

Articles liable to Customs duty, except goods the importation of which is prohibited for one of the reasons enumerated in Article 6, which are imported as samples or specimens by commercial travellers, shall, in both countries, be admitted free of import and export duty, provided such articles, if unsold, are re-exported within the prescribed period, and provided there is no doubt as to the identity of the articles imported and re-exported, irrespective of the office through which they are cleared on leaving the country.

The re-exportation of samples or specimens shall in both countries be guaranteed either by depositing at the import Customs Office the (cash) amount of the duty payable, or by giving valid security.

On the expiry of the prescribed period, the amount of the duty shall either be retained by the Treasury or be collected for its account according to whether it was deposited or guaranteed, unless it is proved that the samples or specimens have in the meantime been re-exported.

If, before the expiry of the prescribed period, the samples or specimens are submitted, with a view to re-export, to a Customs office appointed for the purpose, such office shall ascertain that the articles submitted to it are in reality those in respect of which the import permit was issued. Should there be no doubt in this respect, the office shall record the re-export and refund the amount of the duty deposited on importation, or take the necessary steps to discharge the security.

With regard to the duties and charges payable by importers of samples or specimens, in whatever connection and in particular for the affixing of marks to permit of the identification of such samples or specimens, the High Contracting Parties shall grant each other most-favoured-nation treatment.

The Customs authorities of each High Contracting Party shall consider the marks affixed by the Customs authorities of the other Contracting Party as conclusive for the subsequent identification of the samples or specimens, provided always that the latter are accompanied by a descriptive list certified by the Customs authorities of that Party. Additional marks may, however, be affixed to the samples or specimens by the Customs authorities of the country of import in all cases in which the latter may deem this further guarantee essential for the identification of samples or specimens at the time of their re-exportation. With this exception, the Customs examination shall be confined to recognition of the identity of the samples and to the assessment of the duties and charges that may become payable.

Re-export shall take place within a period not exceeding six months, which shall, however, be subject to extension by the Customs administration of the country of import. On the expiry of the prescribed time-limit duty will be payable on any samples not re-exported.

Article 16.

The provisions of Articles 14 and 15 shall not be applicable to itinerant trading, hawking, or the soliciting of orders from persons not engaged in any trade or industry. Each High Contracting Party reserves its full legislative freedom in this respect.

Article 17.

Subject to the general provisions of the laws and regulations concerning supervision of and the conditions attaching to the entry and residence of foreigners in respect of passports, residence permits (identity cards) and the right of expulsion, the nationals of each of the High Contracting

de séjour (cartes d'identité) et du droit d'expulsion, du traitement de la nation la plus favorisée en ce qui concerne :

- 1^o Le séjour et l'établissement ;
- 2^o L'exercice du commerce et de l'industrie ;
- 3^o Le droit de posséder, d'acquérir, d'occuper, de louer tous biens, meubles et immeubles, et d'en disposer de quelque manière que ce soit ;
- 4^o Le droit de former des sociétés de caractère économique.

En ce qui concerne les mesures d'expropriation pour cause d'utilité publique ou d'intérêt général, ils jouiront, sous condition de réciprocité, du traitement national ou, dans le cas où il serait plus avantageux, du traitement de la nation la plus favorisée.

Ils seront exempts de tout service militaire personnel, de toutes prestations militaires personnelles et de toutes taxes perçues en remplacement de ce service ou de ces prestations.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes seront, sur le territoire de l'autre, entièrement libres de régler leurs affaires comme les nationaux, soit en personne, soit par l'entremise d'intermédiaires qu'ils choisiront eux-mêmes sans être tenus à payer des rémunérations ou indemnités aux agents, commissionnaires, etc., dont ils ne voudront pas se servir, et sans être, sous ce rapport, soumis à des restrictions autres que celles qui sont fixées par les lois générales du pays.

Ils auront, également, libre et facile accès auprès des tribunaux de toute instance et de toute juridiction pour faire valoir leurs droits et pour y défendre.

Ils pourront se servir, à cet effet, d'avocats, de notaires et d'agents qu'ils jugeront aptes à défendre leurs intérêts, et ils jouiront, en général, quant aux rapports judiciaires, des mêmes droits et des mêmes privilèges qui sont ou seront accordés à l'avenir aux nationaux.

L'admission des ressortissants de l'une des Hautes Parties contractantes à des emplois rémunérés, sur le territoire de l'autre, ainsi que le régime applicable aux travailleurs et salariés demeurent réglés par la législation nationale de cette Partie.

Les deux Hautes Parties contractantes s'engagent à conclure, dans le plus bref délai possible, des conventions concernant la dispense de caution *judicatum solvi*, la protection judiciaire et l'assistance judiciaire gratuite.

Article 18.

Les sociétés civiles, commerciales, industrielles, financières, d'assurances et autres de caractère économique, constituées dans l'un des deux pays, conformément aux lois de ce dernier et y ayant leur siège social, seront reconnues comme existant régulièrement par l'autre Partie contractante.

La légalité de leur constitution et leur capacité d'ester en justice seront déterminées d'après leurs statuts et d'après la loi du pays où elles ont été constituées.

Elles pourront, sur le territoire de l'autre Partie, en se conformant aux lois et règlements du pays, exercer toute activité permise aux sociétés de tout autre Etat, y créer des succursales et agences, et jouiront de tous les droits reconnus aux personnes physiques par les stipulations de l'article 17 et de tous autres accords conclus entre les deux Parties.

Les Hautes Parties contractantes déclarent que, sous réserve de l'application de leurs lois nationales concernant l'exercice de l'industrie et du commerce, elles sont d'accord :

1^o Pour ne pas établir par le moyen d'une autorisation spéciale et préalable une entrave à l'établissement des sociétés devant exercer une activité généralement permise aux sociétés de tout autre pays ;

2^o Pour ne pas révoquer l'autorisation une fois donnée, si ce n'est pour contravention aux lois et règlements du pays.

Le présent article ne s'applique pas aux industries faisant l'objet d'un monopole d'Etat.

Parties shall, in the Customs territory of the other, enjoy most-favoured-nation treatment as regards :

1. Residence and establishment ;
2. Carrying on a trade or industry ;
3. The right to possess, acquire, occupy or hire movable and immovable property and to dispose thereof in any manner whatsoever ;
4. The right to form companies for the carrying on of business.

With regard to measures of expropriation on grounds of public utility or the general interest, they shall, subject to reciprocity, enjoy the same treatment as nationals or most-favoured-nation treatment, whichever is the more advantageous.

They shall be exempt from personal military service, from any personal military obligations and from any taxes in lieu of such service or obligations.

The nationals of each High Contracting Party shall, in the territory of the other Party, be completely free to conduct their affairs in the same way as nationals, whether in person or through representatives of their own choice, without being obliged to remunerate or indemnify agents, intermediaries, etc., whose services they do not desire, and without being subject in this connection to other restrictions than those laid down by the general laws of the country.

They shall likewise have free and unrestricted access, for the purpose of enforcing or defending their rights, to all courts of whatever degree or jurisdiction.

For this purpose, they shall be entitled to employ such counsel, notaries and agents as they may think proper for the defence of their interests, and, in general, shall enjoy, in judicial matters, the same rights and privileges as are or may hereafter be granted to nationals.

The admission of the nationals of one of the High Contracting Parties to paid employment in the territory of the other Party, and the regulations applicable to workers and employees, shall continue to be governed by the national legislation of that Party.

The two High Contracting Parties undertake to conclude as soon as possible conventions regarding exemption from *cautio judicatum solvi*, legal protection and free legal assistance.

Article 18.

Civil, commercial, industrial, financial and insurance companies and other companies of a business character, constituted in either country in accordance with the laws of that country, and having their registered head offices in its territory, shall be recognised as properly constituted by the other Contracting Party.

The legality of their constitution and their capacity to appear in the courts as plaintiffs or defendants shall be determined according to their articles of association and the law of the country in which they were constituted.

They shall in the territory of the other Party and subject to compliance with its laws and regulations be entitled to engage in any activities permitted to companies of any other State, establish branches and agencies and enjoy all the rights granted to individuals under Article 17 and any other agreements between the two Parties.

The High Contracting Parties declare that, subject to the application of their national laws concerning the carrying on of industry and commerce, they agree :

(1) Not to hinder by means of a special, preliminary authorisation the establishment of companies intending to engage in any activity generally permitted to companies of any other country ;

(2) Not to withdraw the authorisation once it has been given, except on account of infringement of the laws and regulations of the country.

The present Article shall not apply to industries constituting a State monopoly.

Article 19.

Le présent article, à l'exclusion de tous autres, règle les questions fiscales concernant les ressortissants.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes ne seront pas assujettis, sur le territoire de l'autre, à des droits, taxes et impôts ou contributions, sous quelque dénomination que ce soit, et sans égard pour le compte de qui ils sont perçus, autres ou plus élevés que ceux qui seront perçus sur les nationaux dans des situations identiques.

Cette disposition ne fait pas obstacle à la perception, le cas échéant, soit des taxes dites de séjour, soit des taxes afférentes à l'accomplissement des formalités de police, étant entendu que les ressortissants des deux pays jouiront, en ce qui concerne le taux desdites taxes, du traitement accordé aux ressortissants de la nation la plus favorisée.

Article 20.

Le présent article, à l'exclusion de tous autres, règle les questions fiscales concernant les sociétés remplissant les conditions indiquées à l'article 18.

Les sociétés, ainsi que leurs succursales et agences, ne seront pas soumises, sur le territoire des Hautes Parties contractantes à des droits, taxes, impôts et contributions, sous quelque dénomination que ce soit et sans égard pour le compte de qui ils sont perçus, autres ou plus élevés que ceux supportés par les sociétés du pays.

En ce qui concerne les impôts calculés sur le capital, les revenus ou bénéfices, chacune des Hautes Parties contractantes ne taxera les sociétés de l'autre, selon la nature des impôts, qu'à raison de la part d'actif social qu'elles ont investies sur son territoire, des biens qu'elles y possèdent, des titres qui y circulent, des bénéfices qu'elles y réalisent ou des affaires qu'elles y pratiquent.

Il est, toutefois, entendu, dans le cas où une taxe ne serait pas, en fait, applicable à une société étrangère, que chaque gouvernement conserve le droit de calculer l'impôt sur une base forfaitaire et de recourir à la méthode de l'abonnement.

Par charge fiscale, on entend seulement l'impôt en lui-même, à l'exclusion des garanties de paiement.

Il est, en outre, entendu que les dispositions qui précèdent ne s'appliquent pas aux exceptions réservées aux sociétés françaises aux termes des articles 137, 143 et 153 du Code fiscal français des valeurs mobilières (exonérations spéciales à certaines sociétés françaises consentant des prêts à des sociétés françaises de porteurs de titres étrangers et aux sociétés mères françaises ayant des filiales.)

De même, lesdites dispositions ne dispensent pas les sociétés étrangères de l'application de l'article 6 de la loi française du 12 août 1919 (prise en considération des biens assurés à l'étranger pour la détermination du tarif de la taxe additionnelle sur les capitaux assurés contre l'incendie).

Article 21.

Pour toutes les questions relatives au transit international, les Hautes Parties contractantes se réfèrent à la Convention¹ et au Statut de Barcelone du 20 avril 1921 sur la liberté du transit, auxquels elles sont l'une et l'autre Partie.

¹ Vol. VII, page 11 ; vol. XI, page 406 ; vol. XV, page 304 ; vol. XIX, page 278 ; vol. XXIV, page 154 ; vol. XXXI, page 244 ; vol. XXXV, page 298 ; vol. XXXIX, page 166 ; vol. LIX, page 344 ; vol. LXIX, page 70 ; vol. LXXXIII, page 373 ; vol. XCII, page 363 ; vol. XCVI, page 181 ; vol. CIV, page 495 ; vol. CXXXIV, page 393 ; et vol. CXLII, page 340, de ce recueil.

Article 19.

Fiscal matters concerning nationals shall be governed solely by the present Article, to the exclusion of all others.

The nationals of each of the Contracting Parties shall not be subject, in the territory of the other, to duties, dues and taxes or contributions of whatever description, no matter on whose behalf they are levied, other or higher than those payable by nationals in the same circumstances.

This provision shall not preclude the collection, where appropriate, either of so-called residence taxes or of charges connected with police formalities, provided that, as regards the rate of such charges, the nationals of both countries shall enjoy the treatment granted to nationals of the most-favoured nation.

Article 20.

Fiscal matters concerning companies fulfilling the conditions laid down in Article 18 shall be governed solely by the present Article to the exclusion of all others.

Companies and their branches and agencies shall not be subject, in the territory of the High Contracting Parties, to duties, dues, taxes and contributions of any description whatsoever, no matter on whose behalf they are levied, other or higher than those payable by national companies.

As regards taxes on capital, income or profits, each of the High Contracting Parties shall only assess companies of the other, in respect of the proportion of the company's assets laid out in its own territory, or the property which the company owns, its securities which circulate, its profits made or its business done in that territory, according to the nature of the tax.

It is understood, however, that, should a tax not, in fact, be applicable to a foreign company, each Government shall retain the right to assess such tax on an approximate basis and to have recourse to the method of composition.

By fiscal charge shall be understood the tax alone, exclusive of securities for payment.

It is further understood that the foregoing provisions shall not apply to the exemptions granted to French companies under Articles 137, 143 and 153 of the French Fiscal Code regarding transferable securities (special exemptions accorded to certain French companies granting loans to French companies of holders of foreign securities and to French parent companies with subsidiary companies).

Similarly, the said provisions shall not exempt foreign companies from the application of Article 6 of the French Law of August 12th, 1919 (providing that in the assessment of the additional tax on capital assets insured against fire property insured abroad shall also be taken into account.)

Article 21.

For all matters concerning international transit, the High Contracting Parties refer to the Convention¹ and Statute of Barcelona of April 20th, 1921, on Freedom of Transit, to which both are Parties.

¹ Vol. VII, page 11 ; Vol. XI, page 407 ; Vol. XV, page 305 ; Vol. XIX, page 279 ; Vol. XXIV, page 155 ; Vol. XXXI, page 245 ; Vol. XXXV, page 299 ; Vol. XXXIX, page 166 ; Vol. LIX, page 344 ; Vol. LXIX, page 70 ; Vol. LXXXIII, page 373 ; Vol. XCII, page 363 ; Vol. XCVI, page 181 ; Vol. CIV, page 495 ; Vol. CXXXIV, page 393 ; and Vol. CXLII, page 340, of this Series.

Pour toutes les questions relatives aux transports par voie ferrée, les Hautes Parties contractantes appliqueront dans leurs relations réciproques les dispositions de la Convention¹ et du Statut sur le régime international des voies ferrées établi à Genève le 9 décembre 1923.

Article 22.

Sous réserve des dispositions complémentaires qui suivent, les Hautes Parties contractantes déclarent expressément s'en référer aux dispositions de la Convention² de Genève du 9 décembre 1923 sur le régime international des ports maritimes, y compris ses annexes et protocole, ainsi qu'au Statut sur le régime international des ports maritimes pour toutes les matières réglées par lesdits convention et statut.

Se référant à l'article 9 du Statut de Genève, les Hautes Parties contractantes conviennent que les navires de chacun des pays pourront se rendre dans un ou plusieurs ports de l'autre pays, soit pour y débarquer tout ou partie de leurs passagers ou de leur cargaison en provenance de l'étranger, soit pour y embarquer tout ou partie de leurs passagers ou de leur cargaison à destination de l'étranger.

Pour l'engagement et le transport des émigrants, les Hautes Parties contractantes s'accordent mutuellement le traitement de la nation la plus favorisée.

Article 23.

Sont exceptés des dispositions du présent accord et demeurent exclusivement régis par la législation nationale :

1° Le cabotage national ;

2° L'exercice de la pêche et de la chasse des animaux de mer dans les eaux territoriales et les avantages particuliers dont les produits de la pêche nationale sont ou seront l'objet ;

3° Les avantages que chacune des Hautes Parties contractantes accorde ou pourrait accorder à ses ressortissants en vue de favoriser le développement de sa marine marchande, à titre soit de primes ou de subventions pour la construction ou l'acquisition de navires de commerce, soit de primes ou encouragements quelconques à la marine marchande ;

4° Le service maritime des ports, des rades et des plages, y compris le pilotage, le remorquage et l'organisation des services de sauvetage et d'assistance maritime ;

5° a) Le trafic entre la France et la Tunisie, la France et les colonies françaises, ces colonies entre elles et avec la Tunisie ; toutefois, pour ces trafics, les navires des Hautes Parties contractantes jouiront du traitement de la nation la plus favorisée ;

b) Les avantages particuliers qui seraient accordés en matière de navigation en France, en Tunisie et dans les colonies françaises, aux transports en provenance du Maroc et des pays sous mandat.

Article 24.

Les navires qui, selon les lois et règlements français, justifient de la nationalité française et les navires qui, selon les lois et règlements de l'Etat estonien, justifient de la nationalité estonienne

¹ Vol. XLVII, page 55 ; vol. L, page 180 ; vol. LIX, page 383 ; vol. LXIII, page 417 ; vol. LXIX, page 92 ; vol. LXXVIII, page 472 ; vol. LXXXIII, page 403 ; vol. LXXXVIII, page 336 ; vol. XCII, page 381 ; vol. XCVI, page 191 ; vol. CLVI, page 192 ; vol. CLX, page 338 ; et vol. CLXXVII, page 389, de ce recueil.

² Vol. LVIII, page 285 ; vol. LXIX, page 102 ; vol. LXXII, page 485 ; vol. LXXXIII, page 416 ; vol. CVII, page 491 ; vol. CXVII, page 184 ; vol. CXXII, page 349 ; vol. CXLII, page 342 ; et vol. CXLVII, page 332, de ce recueil.

In all matters concerning rail transport, the High Contracting Parties shall, in their mutual relations, apply the provisions of the Convention¹ and Statute on the International Régime of Railways, drawn up at Geneva on December 9th, 1923.

Article 22.

Subject to the supplementary provisions which follow, the High Contracting Parties expressly declare that they will be governed by the provisions of the Geneva Convention² of December 9th, 1923, on the International Régime of Maritime Ports, including its Annexes and Protocol, and also by the Statute on the International Régime of Maritime Ports in all matters dealt with in the said Convention and Statute.

With reference to Article 9 of the Statute of Geneva, the High Contracting Parties agree that the vessels of either country may enter any port or ports of the other country either to land the whole or part of their passengers or cargo coming from abroad, or to take on board the whole or part of their passengers or cargo for a foreign destination.

With regard to the engagement and transport of emigrants, the High Contracting Parties agree to grant each other most-favoured-nation treatment.

Article 23.

The following shall be governed exclusively by national law irrespective of the provisions of the present Agreement :

- (1) National coasting trade ;
- (2) Fishing and hunting of marine animals in territorial waters and the special advantages already enjoyed, or which may hereafter be enjoyed, by national fishery products ;
- (3) The advantages conferred or which may hereafter be conferred by either of the High Contracting Parties on its nationals with a view to promoting the development of its mercantile marine, in the form of bounties or subsidies for the building or purchase of merchant vessels, or of bounties or assistance of any kind to the mercantile marine ;
- (4) The maritime services of ports, roadsteads and beaches, including pilotage, towage and the organisation of rescue and salvage services ;
- (5) (a) Traffic between France and Tunisia, France and the French Colonies, between the Colonies themselves and between the latter and Tunisia. Vessels of the High Contracting Parties shall, however, enjoy most-favoured-nation treatment in respect of such traffic ;
(b) The special advantages in respect of navigation which may be granted in France, Tunisia and the French colonies to traffic from Morocco and mandated territories.

Article 24.

All vessels which, according to French laws and regulations, are deemed to be of French nationality and vessels which, according to the laws and regulations of Estonia, are deemed to

¹ Vol. XLVII, page 55 ; Vol. L, page 180 ; Vol. LIX, page 383 ; Vol. LXIII, page 417 ; Vol. LXIX, page 92 ; Vol. LXXVIII, page 472 ; Vol. LXXXIII, page 403 ; Vol. LXXXVIII, page 336 ; Vol. XCII, page 381 ; Vol. XCVI, page 191 ; Vol. CLVI, page 192 ; Vol. CLX, page 338 ; and Vol. CLXXVII, page 389, of this Series.

² Vol. LVIII, page 285 ; Vol. LXIX, page 102 ; Vol. LXXII, page 485 ; Vol. LXXXIII, page 416 ; Vol. CVII, page 491 ; Vol. CXVII, page 184 ; Vol. CXXII, page 349 ; Vol. CXLII, page 342 ; and Vol. CXLVII, page 332, of this Series.

seront, en ce qui regarde l'application de la présente convention, considérés comme étant respectivement de nationalité française et estonienne.

Article 25.

Un accord particulier interviendra, le plus tôt possible, entre les Hautes Parties contractantes, en vue de déterminer le régime de jaugeage des navires et d'en assurer l'application. Jusque-là les certificats de jauge délivrés par les autorités de l'une des Hautes Parties contractantes seront considérés par l'autre comme équivalant aux certificats délivrés par les autorités de cette dernière.

Article 26.

Dans les ports de l'une des Hautes Parties contractantes, les capitaines de navires de commerce de l'autre Partie, dont les équipages ne seraient plus au complet, par suite de maladies ou d'autres causes, pourront, en se conformant aux lois et règlements de police locaux, engager les marins nécessaires à la continuation du voyage, étant entendu que l'engagement, toujours librement consenti par le marin, sera conclu en conformité de la loi du pavillon du navire.

Article 27.

Les navires battant pavillon de l'une des Hautes Parties contractantes pourront, en cas de mauvais temps ou autre force majeure, se réfugier dans les eaux, ports ou rades quelconques de l'autre Partie contractante ; ils y auront, dans les mêmes conditions que les navires nationaux, pleine liberté de se procurer les approvisionnements qu'ils jugeront nécessaires, de se réparer et de se mettre en état de continuer leur voyage.

En pareil cas, ne seront pas considérés comme opérations de commerce : le débarquement et le rechargement des marchandises pour permettre la réparation du navire ou sa désinfection, s'il a été mis en quarantaine ; le transbordement sur un autre navire en cas d'innavigabilité du premier ; les opérations nécessaires au ravitaillement du navire et de l'équipage ; la vente des marchandises avariées, si l'administration des douanes en donne l'autorisation, non plus que la vente des marchandises ou les emprunts auxquels le capitaine se verrait contraint de procéder, pour couvrir ses dépenses ou se procurer les fonds nécessaires à la continuation du voyage. Toutefois, le capitaine devra, dans les mêmes conditions que les capitaines de navires nationaux, se conformer aux règlements locaux et acquitter, suivant les tarifs locaux, les droits et taxes afférents aux opérations effectuées.

Article 28.

Si un navire battant pavillon de l'un des deux pays vient à échouer ou à faire naufrage sur les côtes de l'autre pays, les autorités locales devront veiller à ce qu'il puisse recevoir secours et assistance et devront prendre toutes les mesures nécessaires pour la protection des personnes et la conservation des objets qui pourront être sauvés.

L'intervention des autorités locales ne donnera lieu, à cet égard, à la perception de frais d'aucune sorte, sauf toutefois ceux que nécessiteront les opérations de sauvetage ainsi que la conservation des objets sauvés et ceux auxquels seraient soumis en pareil cas les navires nationaux.

Le navire ou ses débris, y compris les machines, agrès, appareils, meubles, accessoires de toute nature et documents sauvés du naufrage, seront remis au propriétaire ou à son représentant dûment autorisé s'il en fait la demande dans les délais prévus par la loi locale.

Il en sera de même des marchandises sauvées. En cas de vente, le produit en sera versé audit propriétaire, déduction faite des frais.

L'autorité consulaire de celle des Hautes Parties contractantes à laquelle ressortissent les propriétaires pourra, à défaut de ceux-ci, requérir la remise des objets sauvés ou de leur produit en cas de vente.

Les marchandises et objets de toute nature qui auront été sauvés du naufrage ne seront assujettis à aucun droit de douane, à moins qu'ils ne soient admis à la consommation intérieure.

be of Estonian nationality, shall, for the purpose of the application of the present Convention, be deemed to be of French or Estonian nationality as the case may be.

Article 25.

A special agreement shall be concluded as soon as possible between the High Contracting Parties laying down rules for the tonnage measurement of vessels and providing for their application. Until then tonnage certificates issued by the authorities of one of the High Contracting Parties shall be considered by the other Party as being equivalent to the certificates issued by its own authorities.

Article 26.

In the ports of either of the High Contracting Parties, the masters of merchant vessels of the other Party whose crews have fallen below their full strength as the result of illness or other causes, may, subject to compliance with the local laws and police regulations, engage seamen to enable them to continue the voyage, it being understood that such engagement shall, in every case, be entered into by the seamen of their own free will and shall be concluded in accordance with the law of the country whose flag is flown by the vessel.

Article 27.

Vessels flying the flag of either of the High Contracting Parties may, when compelled to do so through stress of weather or other *force majeure*, take shelter in any waters, harbours or roadsteads of the other Contracting Party ; they shall have full freedom therein, under the same conditions as national vessels, to procure all necessary stores, refit and make ready to continue their voyage.

In such cases, the following operations shall not be deemed to be of a commercial character ; the unloading and reloading of goods to permit the repair of the ship, or its disinfection if in quarantine ; transhipment to another vessel should the original vessel have become unseaworthy ; operations in connection with the revictualling of the ship and the feeding of the crew ; the sale of damaged goods, if permitted by the Customs administration, and also the sale of other goods or any loans which the master may be compelled to raise to defray his expenses or to obtain funds to continue the voyage. The master shall, nevertheless, comply with the local regulations and pay the duties and charges on the operations effected at the local rates, in the same manner as the masters of national vessels.

Article 28.

Should a vessel flying the flag of either country run aground or be wrecked on the coasts of the other country, the local authorities shall see that it is afforded every assistance and shall take all necessary steps to succour the shipwrecked persons and to preserve such articles as can be saved.

No charges of any kind shall be made for the action of the local authorities, other than the cost of salvage operations, the preservation of the goods saved, and charges to which national vessels would be subject in a like case.

The vessel or its wreckage, including the machinery, tackle, gear, fittings, accessories of every description and documents saved from the wreck shall be restored to the owner or his duly authorised representative if claimed by him within the period allowed by the laws of the country.

The same provision shall apply to goods saved. In the case of sale, the proceeds shall be paid to the said owner, after deducting expenses.

In the absence of the owners, the goods saved or the proceeds of the sale of such goods may be claimed by the consular authority of the High Contracting Party of which the said owners are nationals.

Goods and articles of any kind saved from a wreck shall not be subject to Customs duty unless cleared for internal consumption.

Article 29.

Les dispositions de la présente convention sont applicables à l'Algérie.

Article 30.

Les produits naturels ou fabriqués originaires et en provenance d'Estonie à leur importation dans les colonies françaises dites assimilées, c'est-à-dire ayant en principe le même régime douanier que la Métropole, bénéficieront du tarif minimum, que ce tarif soit le tarif métropolitain ou qu'il s'agisse d'un tarif spécial.

A leur importation sur le territoire douanier estonien, les produits naturels ou fabriqués, originaires et en provenance des colonies françaises dites assimilées, bénéficieront, s'ils sont repris à la liste B, des taux de droits et avantages fixés à ladite liste et, qu'ils soient repris ou non à la liste B, du traitement de la nation la plus favorisée.

Dans les colonies dites non assimilées, c'est-à-dire ayant un régime douanier spécial, et en Tunisie, les produits originaires et en provenance de l'Estonie bénéficieront des tarifs douaniers les plus réduits qui y sont ou pourront y être accordés à toute autre Puissance en vertu de mesures tarifaires ou de conventions commerciales.

Les produits des colonies dites non assimilées, des protectorats et des territoires sous mandat français jouiront, à leur importation en Estonie, du traitement de la nation la plus favorisée.

Article 31.

Les dispositions des articles 4, 5, 7, 8, 9, 10, 33, 34 et 35 s'appliqueront aux colonies, pays de protectorat et pays sous mandat français.

Article 32.

Dans les ports des colonies françaises, les navires de commerce estoniens bénéficieront, en se conformant aux dispositions d'ordre public et de sûreté, ainsi qu'aux lois et règlements locaux, du traitement de la nation la plus favorisée.

Article 33.

Il est entendu que, partout où le traitement de la nation la plus favorisée est prévu dans la présente convention, ce traitement ne s'étend pas :

a) Aux avantages qui ont été ou seraient accordés par une des Hautes Parties contractantes à des pays limitrophes en vue de faciliter le trafic frontalier dans une zone qui, en règle générale, ne peut excéder 15 kilomètres en profondeur de chaque côté de la frontière commune ;

b) Aux avantages préférentiels que l'Estonie a accordés ou accorderait à la Finlande, à la Lettonie, à la Lithuanie et à l'U.R.S.S. ;

c) Au régime préférentiel établi ou à établir dans les relations entre la France et la Tunisie, la France et les colonies françaises, ces colonies entre elles et avec la Tunisie ;

d) Au régime préférentiel que le Gouvernement français accorde ou accorderait à l'avenir au Maroc, et aux territoires sous mandat français ;

e) Aux avantages qu'une des Hautes Parties contractantes aurait accordés ou accorderait à un Etat tiers en vue d'établir un équilibre entre ses propres impositions et celles de cet Etat, et notamment d'éviter une double taxation ;

f) Aux arrangements particuliers conclu ou à conclure en vertu des recommandations de la Conférence de Stresa (5 au 20 septembre 1932).

Article 29.

The provisions of the present Agreement shall apply to Algeria.

Article 30.

Natural or manufactured products originating in and coming from Estonia shall on their importation into the so-called "assimilated" French colonies, that is, those having, in principle, the same Customs system as the mother country, be admitted under the minimum tariff, whether such tariff be that of the mother country or a special tariff.

On importation into Estonian Customs territory, natural or manufactured products originating in and coming from the "assimilated" French colonies shall, if included in Schedule B, be admitted at the rates of duty and with the advantages set forth in the said Schedule and, whether included in Schedule B or not, shall enjoy most-favoured-nation treatment.

In the so-called "non-assimilated" colonies, that is, those having a special Customs system, and in Tunisia, products originating in and coming from Estonia shall be admitted at the lowest rates of duty which are or may be granted to any other Power under tariff measures or commercial agreements.

Products of the "non-assimilated" French colonies, French protectorates and territories under French mandate shall be accorded most-favoured-nation treatment on importation into Estonia.

Article 31.

The provisions of Articles 4, 5, 7, 8, 9, 10, 33, 34 and 35 shall apply to the French colonies, French protectorates and territories under French mandate.

Article 32.

Estonian merchant ships in French colonial ports shall, subject to compliance with the regulations regarding public order and safety and the local laws and regulations, be granted most-favoured-nation treatment.

Article 33.

It is understood that, wherever most-favoured-nation treatment is prescribed by the present Agreement, such treatment shall not apply to :

(a) Any advantages which have been or may be granted by one of the High Contracting Parties to neighbouring countries with the object of facilitating frontier traffic within a zone which, as a general rule, may not exceed 15 kilometres in breadth on either side of the common frontier ;

(b) The preferential treatment granted or to be granted by Estonia to Finland, Latvia, Lithuania and the Union of Soviet Socialist Republics ;

(c) The preferential régime established or to be established between France and Tunisia, France and the French colonies, between the colonies themselves and between those colonies and Tunisia ;

(d) The preferential treatment which the French Government grants or may hereafter grant to Morocco and the territories under French mandate ;

(e) Any advantages which either High Contracting Party has granted or may grant to a third State for the purpose of establishing a proper balance between its own taxation and that of the State concerned, and in particular for the purpose of avoiding double taxation ;

(f) The special arrangements concluded or to be concluded in accordance with the recommendations of the Stresa Conference (September 5th-20th, 1932).

Article 34.

Les différends qui viendraient à s'élever entre les Hautes Parties contractantes sur l'interprétation ou l'application de la présente convention et qui n'auraient pu être résolus par la voie diplomatique dans un délai raisonnable, seront soumis, d'un commun accord, par voie de compromis, soit à la Cour permanente de Justice internationale suivant la procédure prévue par son Statut¹, soit à un tribunal arbitral et suivant la procédure prévue par la Convention² de La Haye du 12 octobre 1907, pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

A défaut d'accord entre les Parties sur le compromis et après préavis d'un mois, l'une ou l'autre d'entre elles aura la faculté de porter directement, par voie de requête, la contestation devant la Cour permanente de Justice internationale.

Article 35.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Tallinn.

La présente convention entrera en vigueur quinze jours après l'échange des ratifications. Néanmoins, les Hautes Parties contractantes sont d'accord pour la mettre en vigueur à titre provisoire le 1^{er} décembre 1937. A cette date, elle se substituera à la Convention du 15 mars 1929 et à ses compléments.

La présente convention est conclue pour un an, ce délai commençant à courir à partir de la date de la mise en vigueur ; elle sera prorogée par voie de tacite reconduction et par périodes trimestrielles ; elle pourra être dénoncée par une des Hautes Parties contractantes après un préavis de six mois pendant la première année et ensuite à tout moment pour prendre fin trois mois après.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente convention et l'ont revêtue de leurs cachets.

Fait à Paris, en double exemplaire, le 16 octobre 1937.

A. REI.
O. STRANDMAN.
Y. DELBOS.
F. CHAPSAL.

PROTOCOLE DE SIGNATURE

Au moment de signer la Convention de commerce franco-estonienne en date de ce jour, le Gouvernement estonien et le Gouvernement français sont tombés d'accord sur les dispositions suivantes :

Ad Article 8.

Les Hautes Parties contractantes déclarent que tout avantage qui serait accordé, par l'une d'elles, à un pays tiers en matière de certificat d'origine s'appliquera immédiatement à l'autre.

¹ Vol. VI, page 379 ; vol. XI, page 404 ; vol. XV, page 304 ; vol. XXIV, page 152 ; vol. XXVII, page 416 ; vol. XXXIX, page 165 ; vol. XLV, page 96 ; vol. L, page 159 ; vol. LIV, page 387 ; vol. LXIX, page 70 ; vol. LXXII, page 452 ; vol. LXXXVIII, page 435 ; vol. LXXXVIII, page 272 ; vol. XCII, page 362 ; vol. XCVI, page 180 ; vol. C, page 153 ; vol. CIV, page 492 ; vol. CVII, page 461 ; vol. CXI, page 402 ; vol. CXVII, page 46 ; vol. CXXVI, page 430 ; vol. CXXX, page 440 ; vol. CXXXIV, page 392 ; vol. CXLVII, page 318 ; vol. CLII, page 282 ; vol. CLVI, page 176 ; vol. CLX, page 325 ; vol. CLXIV, page 352 ; vol. CLXVIII, page 228 ; vol. CLXXII, page 388 ; vol. CLXXVII, page 382 ; et vol. CLXXXI, page 346, de ce recueil.

² DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome III, page 360.

Article 34.

Any disputes which may arise between the High Contracting Parties concerning the interpretation or application of the present Convention and which it shall not have been possible to settle through the diplomatic channel within a reasonable time shall, by common consent, be submitted, by way of a special agreement (*compromis*), either to the Permanent Court of International Justice, under the procedure prescribed by its Statute¹, or to a court of arbitration, under the procedure laid down by the Hague Convention² of October 12th, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

Failing agreement between the Parties regarding the special agreement (*compromis*) and after one month's notice, either Party shall be entitled to submit the dispute directly to the Permanent Court of International Justice by means of an application.

Article 35.

The present Convention shall be ratified and the ratifications exchanged at Tallinn.

The present Convention shall come into force fifteen days after the exchange of ratifications. The High Contracting Parties agree, however, to apply it provisionally as from December 1st, 1937, on which date it shall supersede the Agreement of March 15th, 1929, and its supplementary agreements.

The present Convention is concluded for one year as from the date of its entry into force ; it shall be renewed by tacit consent for three-monthly periods and may be denounced by either of the High Contracting Parties after six months' notice, during the first year, and thereafter at any time, with effect three months later.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries, duly authorised for the purpose, have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate, at Paris, this 16th day of October, 1937.

A. REI.
O. STRANDMAN.
Y. DELBOS.
F. CHAPSAL.

PROTOCOL OF SIGNATURE.

On signing the Commercial Convention between France and Estonia dated this day, the Estonian Government and the French Government have agreed on the following provisions :

Ad Article 8.

The High Contracting Parties declare that any advantage granted by either of them to a third country with regard to certificates of origin shall immediately apply to the other.

¹ Vol. VI, page 379 ; Vol. XI, page 405 ; Vol. XV, page 305 ; Vol. XXIV, page 153 ; Vol. XXVII, page 417 ; Vol. XXXIX, page 165 ; Vol. XLV, page 96 ; Vol. L, page 159 ; Vol. LIV, page 387 ; Vol. LXIX, page 70 ; Vol. LXXII, page 452 ; Vol. LXXXVIII, page 435 ; Vol. LXXXVIII, page 272 ; Vol. XCII, page 362 ; Vol. XCVI, page 180 ; Vol. C, page 153 ; Vol. CIV, page 492 ; Vol. CVII, page 461 ; Vol. CXI, page 402 ; Vol. CXVII, page 46 ; Vol. CXXVI, page 430 ; Vol. CXXX, page 440 ; Vol. CXXXIV, page 392 ; Vol. CXLVII, page 318 ; Vol. CLII, page 282 ; Vol. CLVI, page 176 ; Vol. CLX, page 325 ; Vol. CLXIV, page 352 ; Vol. CLXVIII, page 228 ; Vol. CLXXII, page 388 ; Vol. CLXXVII, page 382 ; and Vol. CLXXXI, page 346, of this Series.

² *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 298.

Les certificats d'origine délivrés par le Ministère de l'Economie nationale d'Estonie seront assimilés en tous points à ceux délivrés par les autorités douanières.

Ad Article 13.

La protection assurée par l'article 13 de la présente convention (appellation d'origine des produits vinicoles) est étendue aux fromages de Roquefort, c'est-à-dire aux fromages définis par la loi française du 26 juillet 1925.

PARIS, le 16 octobre 1937.

A. REI.
O. STRANDMAN.
Y. DELBOS.
F. CHAPSAL.

ANNEXE A L'ARTICLE 14 DE LA CONVENTION

MODÈLE DE LA CARTE DE LÉGITIMATION FRANCE OU ESTONIE.

CARTE DE LÉGITIMATION POUR VOYAGEURS DE COMMERCE

(Valable pendant douze mois à compter de la date de délivrance.)

Bon pour { la France
l'Estonie

Il est certifié par la présente que le porteur de cette carte, M.
né à _____ demeurant à _____ N° de la carte,
possède (1) _____ rue N° _____
à _____
sous la raison de commerce
(2) est commis-voyageur au service { de la maison
des maisons
à _____
qui { possède (1)
possède sous la raison de commerce.

Le porteur de cette carte se proposant de recueillir des commandes, dans les pays susvisés et de faire des achats pour la (les) maison (s) dont il s'agit, il est certifié que ladite (lesdites) maison (s) est (sont) autorisée (s) à pratiquer son (leurs) industrie (s) et son (leurs) commerce (s) et y paye (nt) les contributions légales à cet effet.

A _____ le _____ 1937

(Signature légalisée du chef de la (des) maison (s) (2)) :

Signalement du porteur :

Age :

Taille :

Cheveux :

Signes particuliers :



(1) Indication de la fabrique ou du commerce.

N. B. On ne doit remplir que la rubrique 1 du formulaire lorsqu'il s'agit du chef d'un établissement commercial ou industriel et la rubrique 2 lorsqu'il s'agit d'un commis-voyageur.

(Cette pièce doit être établie en double expédition.)

Certificates of origin issued by the Ministry of National Economy of Estonia shall be assimilated in every respect to those issued by the Customs authorities.

Ad Article 13.

The protection provided by Article 13 of the present Convention (appellation of origin of viticultural products) shall be extended to Roquefort cheese, that is to the cheese defined by the French Law of July 26th, 1925.

PARIS, October 16th, 1937.

A. REI.
O. STRANDMAN.
Y. DELBOS.
F. CHAPSAL.

ANNEX TO ARTICLE 14 OF THE CONVENTION.

SPECIMEN IDENTITY CARD FOR FRANCE OR ESTONIA.

COMMERCIAL TRAVELLER'S IDENTITY CARD.

(Valid for twelve months from the date of issue.)

Valid for { France
Estonia

No. of card

It is hereby certified that the holder of this card, M.
born at _____ residing at _____
owns (I) _____
at _____

Street

No.

carrying on business under the style of

(2) is a commercial traveller in the employment of { (name of firm
or firms)

at

which { owns (I)
carrying on business under the style of

Whereas the holder of this card intends to solicit orders in the above-named countries and to make purchases for the above-mentioned firm(s), it is hereby certified that the said firm(s) is (are) authorised to carry on its (their) industry and trade and pays (pay) the appropriate legal dues.

At _____ the _____ 193

(Legalised signature of head of firm(s) (2)) :

Description of holder :

Age :

Height :

Hair :

Distinctive marks :



(I) Factory or business.

N. B. Only Head I of this form should be completed in the case of the head of a commercial or industrial establishment, and only Head 2 in the case of a commercial traveller.

(This document must be made out in duplicate.)

LISTE A

Liste des produits du territoire douanier estonien bénéficiant à leur importation en France, du tarif minimum et de la clause de la nation la plus favorisée.

1^{re} section :

1 ; 4 à 14 inclus ; 14 ter ; 14 quinquès à 18 ter inclus ; 18 quinquès à 22 inclus ; 24 et 25 ; ex 26 (plumes à lit) ; 29 à 34 inclus ; 34 ter à 38 inclus ; 40 à 47 inclus ; 51 ; 64 bis ; 66 et 67.

2^e section :

68 à 74 inclus ; 75 ter ; 75 quinquès ; 76 bis ; 76 ter ; 80 ; 80 bis ; 83 ; ex 84 A (pommes de table et fruits de table non dénommés, y compris les prunelles, les baies de myrtilles et d'airelles) ; ex 85 (autres fruits y compris les baies de myrtilles et d'airelles) ; 86 à 89 inclus ; 93 bis ; 94 ; 94 bis ; 95 ; 95 bis ; 98 ; 98 bis ; 109 ; ex 110 A (huiles fixes pures de lin) ; 115 ; 115 bis ; 115 ter ; 116 ; ex 126 (autres racines fraîches ou sèches) ; 126 bis ; 127 à 137 inclus ; ex 141 (ouate de cellulose) ; 141 bis à 142 bis inclus ; 146 ; 147 ; 158 à 158 ter inclus ; 160 à 164 bis inclus ; 164 quater à 166 inclus ; 167 à 170 bis inclus ; 172 bis à 172 ter ; 173 ; 173 bis ; 174 et 174 bis.

3^e section :

175 ; 177 à 177 ter inclus ; 179 ter A à 186 inclus ; 188 bis ; 192 à 194 inclus ; 196 à 202 inclus ; 218 à 221 inclus.

4^e section :

034 ; 059 ; 069 ; 069 bis ; 0150 ; 0179 à 0182 inclus ; 0192 bis à 0205 inclus ; 0222 à 0223 inclus ; 0263 ; 0375 ; 0376 ; 0379 ; 0380 ; 0381 ; 311 ; 312 ; 315 bis à 319 inclus ; 319 ter ; 321 à 329 inclus ; 331 à 346 bis inclus ; 350 A ; 351 A à 351 bis inclus ; 359 à 359 ter inclus ; 363 à 373 inclus ; 375 ; 376 ; 382 A à 401 inclus ; 404 à 431 inclus ; 437 à 458 inclus ; 459 bis à 461 ter inclus ; 461 quater B à 476 ter inclus ; 478 à 494 inclus ; 510 A à 525 octiès B inclus ; 526 quinquès A ; 527 bis ; 533 A et B ; 533 quinquès ; 533 sexiès ; 549 (I) ; 562 bis A et B ; 563 à 566 quater inclus ; 576 ter ; 576 quater ; 579 bis A et B (I) ; 590 à 605 ; 618 bis ; 620 ; 630 ; 630 bis ; 630 ter ; 634 ter A à 634 quater B inclus ; 641 bis (I) ; 644 à 645 inclus ; 646 B. 1. (I) ; 648 ; 648 bis C ; 653 ; 654.

(I) Ces produits ne bénéficieront du tarif minimum qu'à partir du jour où ils auront soit fait l'objet de mesures de contingentement, soit été soumis, dans un but de protection du marché français, à des droits de douane plus élevés que ceux auxquels ils sont actuellement assujettis.

Au cas où certains de ces produits n'auraient pas été touchés, au 1^{er} février 1938, par une des deux mesures ci-dessus envisagées, le Gouvernement français est disposé à procéder à un nouvel examen de la question.

A. R.

Y. D.

SCHEDULE A.

List of products of Estonian Customs territory to be admitted, on their importation into France, under the minimum tariff and the most-favoured-nation clause.

Section 1 :

1 ; 4 to 14 inclusive ; 14 ter ; 14 quinques to 18 ter inclusive ; 18 quinques to 22 inclusive ; 24 and 25 ; ex 26 (bed feathers) ; 29 to 34 inclusive ; 34 ter to 38 inclusive ; 40 to 47 inclusive ; 51 ; 64 bis ; 66 and 67.

Section 2 :

68 to 74 inclusive ; 75 ter ; 75 quinques ; 76 bis ; 76 ter ; 80 ; 80 bis ; 83 ; ex 84 A (table apples and table fruit not otherwise mentioned, including plums, bilberries and whortleberries) ; ex 85 (other fruits including bilberries and whortleberries) ; 86 to 89 inclusive ; 93 bis ; 94 ; 94 bis ; 95 ; 95 bis ; 98 ; 98 bis ; 109 ; ex 110 A (pure fixed linseed oils) ; 115 ; 115 bis ; 115 ter ; 116 ; ex 126 (other fresh or dried roots) ; 126 bis ; 127 to 137 inclusive ; ex 141 (wadding of cellulose) ; 141 bis to 142 bis inclusive ; 146 ; 147 ; 158 to 158 ter inclusive ; 160 to 164 bis inclusive ; 164 quater to 166 inclusive ; 167 to 170 bis inclusive ; 172 bis to 172 ter ; 173 ; 173 bis ; 174 and 174 bis.

Section 3 :

175 ; 177 to 177 ter inclusive ; 179 ter A to 186 inclusive ; 188 bis ; 192 to 194 inclusive ; 196 to 202 inclusive ; 218 to 221 inclusive.

Section 4 :

034 ; 059 ; 069 ; 069 bis ; 0150 ; 0179 to 0182 inclusive ; 0192 bis to 0205 inclusive ; 0222 to 0223 inclusive ; 0263 ; 0375 ; 0376 ; 0379 ; 0380 ; 0381 ; 311 ; 312 ; 315 bis to 319 inclusive ; 319 ter ; 321 to 329 inclusive ; 331 to 346 bis inclusive ; 350 A ; 351 A to 351 bis inclusive ; 359 to 359 ter inclusive ; 363 to 373 inclusive ; 375 ; 376 ; 382 A to 401 inclusive ; 404 to 431 inclusive ; 437 to 458 inclusive ; 459 bis to 461 ter inclusive ; 461 quater B to 476 ter inclusive ; 478 to 494 inclusive ; 510 A to 525 octies B inclusive ; 526 quinques A ; 527 bis ; 533 A and B ; 533 quinques ; 533 sexies ; 549¹ ; 562 bis A and B ; 563 to 566 quater inclusive ; 576 ter ; 576 quater ; 579 bis A and B¹ ; 590 to 605 ; 618 bis ; 620 ; 630 ; 630 bis ; 630 ter ; 634 ter A to 634 quater B inclusive ; 641 bis¹ ; 644 to 645 inclusive ; 646 B 1¹ ; 648 ; 648 bis C ; 653 ; 654.

¹ These products shall only be entitled to admission under the minimum tariff as from the date on which they become the subject of quota restrictions or on which, for the purpose of protecting the French market, they are made subject to higher Customs duties than those to which they are at present liable.

Should any of these products be still unaffected by either of the above-mentioned measures on February 1st, 1938, the French Government is prepared to re-examine the matter.

A. R.

Y. D.

LISTE B

PREMIÈRE PARTIE

Consolidations à l'entrée en Estonie sous réserve d'une dénonciation avec préavis de 15 jours.

N° du tarif douanier estonien	Désignation des marchandises	Unité de perception	Couronnes estoniennes
Ex par. 15 ex p. 4	Epices : Poivre	kg. n.	0,30
Ex par. 19 p. 1	Cacao en fèves et pellicules de cacao : En fèves, brut	kg. n.	0,08
Ex par. 78 p. 1	Verre à glaces et glaces :		
	Verre à glaces travaillé, c'est-à-dire tout verre en feuille de plus de 5 mm. d'épaisseur, adouci, poli ou maté, ainsi que verre de feuilles de 5 mm. d'épaisseur ou moins, poli ou adouci :		
p. 1 a)	Ayant cumulativement en longueur et en largeur 125 cm. ou moins	kg. n.	0,30
p. 1 b)	Ayant cumulativement en longueur et en largeur plus de 125 cm., jusqu'à 250 cm.	kg. n.	0,55
p. 1 c)	Ayant cumulativement en longueur et en largeur plus de 250 cm.	kg. n.	0,80
<i>Remarque.</i>	Le verre à glaces travaillé, d'une épaisseur inférieure à 5 mm., suit le régime des litterae correspondants du par. 1 du précédent numéro, avec une surtaxe de 50%.		
Ex par. 88 ex p. 1	Caoutchouc et gutta-percha travaillés :		
Ex p. 1 b)	Gomme élastique molle : Ouvrages non spécialement dénommés au tarif des douanes non combinés avec des matières filamenteuses	kg. n.	1,00
par. 120 p. 1	Savons et savons à laver en poudre :		
	Savons cosmétiques et de toilette, à l'état liquide, solide ou en poudre (de même « Pixavon » et similaires), ainsi que savons médicaux	kg. n.	4,00
par. 120 p. 2	De toute espèce, autres que les savons de toilette et médicaux, à l'état liquide, solide ou en poudre.	kg. n.	0,40
<i>Remarque.</i>	Sous la dénomination « savons de toilette » on n'entend pas seulement des savons parfumés, mais tous savons en petits morceaux, faciles à manier, de même qu'en barres composées de plusieurs pièces, et emballés dans du papier vélin, du papier imprimé, des boîtes en carton ou d'une autre manière semblable.		
Ex par. 124 ex p. 3	Matières à tanner : Extraits tannants de toutes espèces, y compris les artificiels, conformément à la liste mise en vigueur par le Ministère des Affaires économiques ou, dans un cas particulier, moyennant un certificat du même ministère	kg. br.	0,015
Ex par. 167	Machines ou appareils complets ou non, montés ou non :		
ex p. 13	Machines agricoles non spécialement dénommées et tracteurs de toute espèce; locomobiles avec batteuses nettoyant entièrement le blé	kg. n.	0,015
ex p. 14	Tarares, trieuses et semoirs de blé à la volée	kg. n.	0,05

SCHEDULE B.

PART I.

Consolidated duties payable on imports into Estonia, subject to denunciation at 15 days' notice.

No. in the Estonian Customs Tariff	Description of Goods	Unit	Estonian Crowns
Ex par. 15 ex p. 4	Spices : Pepper	kg. net	0.30
Ex par. 19 p. 1	Cocoa in the bean and cocoa husks : In the bean, raw	kg. net	0.08
Ex par. 78 p. 1	Plate glass and mirrors : Plate glass, worked, namely glass in sheets exceeding 5 mm. in thickness, ground, polished or dulled, also plate glass 5 mm. or less in thickness, polished or ground :		
p. 1 (a)	The length and width added together being 125 cm. or less	kg. net	0.30
p. 1 (b)	The length and width added together being over 125 and up to 250 cm.	kg. net	0.55
p. 1 (c)	The length and width added together exceeding 250 cm.	kg. net	0.80
Note :	Plate glass, worked, less than 5 mm. in thickness shall be subject to the duties indicated under the appropriate letters of par. 1 of this number, together with a surcharge of 50%.		
Ex par. 88 ex p. 1	Rubber and gutta-percha, manufactured :		
Ex p. 1 (b)	Soft india-rubber : Articles not specially mentioned in the Customs tariff, without admixture of fibrous materials	kg. net	1.00
par. 120 p. 1	Soap and washing soap in powder : Cosmetic soap and toilet soap in liquid or solid form or in powder (including "Pixavon" and the like), also medicinal soap	kg. net	4.00
par. 120 p. 2	Soaps of all kinds other than toilet and medicinal soaps in liquid or solid form or in powder	kg. net	0.40
Note :	The term "Toilet soap" includes not only scented soaps but all soaps in small cakes easily handled and in bars consisting of several sections, packed in parchment paper, printed paper, cardboard boxes and the like.		
Ex par. 124 ex p. 3	Tanning materials : Tanning extracts of all kinds, including artificial, in accordance with the list issued by the Ministry of Economic Affairs or, in particular cases, subject to a certificate from the said Ministry.	kg. gross	0.015
Ex par. 167 ex p. 13	Machines or apparatus complete or not, assembled or in parts : Agricultural machines not specially mentioned and tractors of all kinds; traction engines with threshing machines capable of thoroughly cleaning the grain . .	kg. net	0.015
ex p. 14	Winnowers, sorters and broadcast wheat-sowing machines.	kg. net	0.05

N° du tarif douanier estonien	Désignation des marchandises	Unité de perception	Couronnes estoniennes
Ex par. 177 ex p. 2 p. 2 f)	Articles de papeterie : Papier : Papier à cigarettes, blanc ou de couleur en carnets ou rouleaux, y compris les enveloppes et anneaux intérieurs	kg. n.	0,30
Ex par. 195 ex p. 2	Tissus de soie ou de soie artificielle et gaze pour tamis : Rubans de soie naturelle, tissés jusqu'à 20 cm. de largeur.	kg. n.	50,00
Ex par. 197 ex p. 1	Tissus de demi-soie naturelle ou artificielle de toute sorte : Etoffes de demi-soie naturelle, tissées, non spécialement dénommées	kg. n.	20,00
ex p. 2	Rubans de demi-soie naturelle, tissés jusqu'à 20 cm. de largeur	kg. n.	25,00
Ex par. 199 p. 1	Tissus de laine non spécialement dénommés : Contenant au plus 5 m ² au kg.	kg. n.	7,30
par. 207 p. 1	Dentelles et ouvrages en dentelles, n. s. d. ainsi que tulle à dessins (à l'exception de tulle ordinaire pour rideaux) : Non spécialement dénommés	kg. n.	25,00
p. 2	De soie naturelle ou artificielle ou tulle broché (brocart) ; combinés avec de la soie naturelle ou artificielle ou contenant des fils de clinquant d'or ou d'argent ou des fils d'or ou d'argent	kg. n.	75,00
Ex par. 209 ex p. 4	Objets d'habillement : Vêtements de toute sorte pour femmes et enfants (autres que ceux de dessus), tels que : costumes, jaquettes et similaires — en tissus de toute espèce à l'exception de tissus de soie ou de demi-soie :		
ex p. 4 a)	Confectionnés, sans garniture	kg. n.	12,00
Ex par. 213 p. 1	Plumes de parure et fleurs artificielles : Plumes et peaux avec plumes de toute sorte, apprêtées (d'oiseaux de valeur et communs) ; plumages et tissus en plumes	kg. br.	160,00
p. 2	Fleurs artificielles et leurs parties, n.s.d. ; plantes artificielles décoratives, mêmes avec fleurs, combinées avec des matières précieuses	kg. br.	80,00
Ex par. 215	Articles de mercerie et de toilette, n.s.d., montés ou leurs parties, séparées, ainsi qu'articles non dénommés ailleurs et fabriqués en matières dénommées au présent numéro : Articles de mercerie et de toilette et parties de ces articles, ordinaires, en aluminium, corne, os ordinaire, bois, porcelaine, verre, carton, papier, écume de mer, fanon de baleine, jais, celluloïd, corne artificielle, lave ou autres matières ordinaires similaires ; ouvrages n.s.d. en corne, os ordinaire, écume de mer, fanon de baleine, jais, lave, cire, gélatine, de même en viscose, celluloïd ou autres matières artificielles similaires	kg. n.	8,00

A. R.

Y. D.

No. in the Estonian Customs Tariff	Description of Goods	Unit	Estonian Crowns
Ex par. 177 ex p. 2 p. 2 (f)	Paper manufactures : Paper : Cigarette paper, white or coloured, in booklets or rolls, including the wrappers and inner tubes	kg. net	0.30
Ex par. 195 ex p. 2	Fabrics of silk or of artificial silk and sieve gauze : Ribbons of silk (natural), woven up to 20 cm. in width.	kg. net	50.00
Ex par. 197 ex p. 1	Fabrics of half-silk or of half-artificial silk of all kinds : Stuffs of natural half-silk, woven, not specially mentioned	kg. net	20.00
ex p. 2	Natural half-silk ribbons, woven up to 20 cm. in width .	kg. net	25.00
Ex par. 199 p. 1	Woollen fabrics not specially mentioned : Not containing more than 5 sq. m. to the kg.	kg. net	7.30
par. 207	Lace and manufactures of lace, not specially mentioned, also tulle with designs (except common tulle for curtains) :		
p. 1	Not specially mentioned	kg. net	25.00
p. 2	Of silk, artificial silk or brocade ; combined with silk or artificial silk or containing threads of gold or silver tinsel, or gold or silver threads	kg. net	75.00
Ex par. 209 ex p. 4	Wearing apparel : Women's and children's apparel of any kind (other than outer wear), such as costumes, coats and the like — all fabrics of all kinds other than of silk or half-silk :		
ex p. 4 (a)	Made up without trimming	kg. net	12.00
Ex par. 213 p. 1	Ornamental feathers and artificial flowers : Dressed feathers and skins with feathers adhering of all kinds (of rare or common birds) ; plumage and tissues of feathers	kg. gross	160.00
p. 2	Artificial flowers and parts thereof, not specially mentioned ; artificial decorative plants, even with flowers, combined with precious materials	kg. gross	80.00
Ex par. 215	Fancy and toilet articles, not specially mentioned, mounted or detached parts thereof, as well as articles not elsewhere mentioned, and manufactured with the materials mentioned under the present number : Fancy and toilet articles, also parts of the same, ordinary, of aluminium, horn, ordinary bone, wood, porcelain, glass, cardboard, paper, meerschaum, whale bone, jet, celluloid, artificial horn, lava and similar common materials ; manufactures not specially mentioned, of horn, ordinary bone, meerschaum, whale bone, jet, lava, wax, gelatine, viscose, celluloid and other like artificial materials	kg. net	8.00

A. R.

Y. D.

LISTE B

DEUXIÈME PARTIE.

Produits français dont les droits restent consolidés à l'importation en Estonie, sous réserve de nouveaux pourparlers.

N° du tarif douanier estonien	Désignation des marchandises	Unité de perception	Couronnes estoniennes
Ex § 15	Epices :		
p. 2	Vanille	kg. n.	8,00
Ex § 27	Alcool et boissons alcooliques fortes :		
Ex p. 1	Alcool de baies, de grains et de pommes de terre, ainsi qu'autres alcools éthyliques, de tout degré, rectifiés ou non, de même qu'arrak, rhum, cognac, gin et whisky, eaux de vie de raisin, de fruits et leurs marcs — en fûts ou barils :		
Ex p. 1 b)	Arraks, armagnacs, cognacs et rhums, en fûts	kg. br.	2,00
Ex p. 2	Les mêmes, en bouteilles ou en récipients autres que les fûts et barils :		
Ex p. 2 b)	Arraks, armagnacs, cognacs, rhums d'une teneur alcoolique allant jusqu'à 50° Gay-Lussac	kg. br.	2,60
Ex p. 2 c)	Arraks, armagnacs, cognacs, rhums, d'une teneur alcoolique dépassant 50° Gay-Lussac.	kg. br.	4,00
<i>Remarque.</i>	Les marchandises ci-dessus dénommées ne sont admises à l'importation que moyennant autorisation du Ministère des Affaires économiques.		
Ex § 28	Vins de raisin, de baies et de fruits :		
Ex p. 1 a)	Vins de raisin en fût ne titrant pas plus de 16° d'alcool .	kg. br.	0,68
Ex p. 2	Vins de raisin en bouteilles et en récipients autres que les fûts :		
Ex p. 2 a)	Non mousseux	kg. br.	0,80
Ex p. 2 b)	Vins mousseux	kg. br.	0,90
Ex § 35	Fromage et fromage artificiel de toute espèce :		
p. 1	Fromage à pâte tendre de l'espèce de Roquefort, fabriqué uniquement avec du lait de brebis	kg. n.	0,80
Ex § 37	Poissons :		
ex p. 2	Poissons de toute sorte marinés, à l'huile ou préparés d'une autre manière analogue ; poissons de toute sorte, en contenants hermétiquement fermés n.s.d. :		
p. 2 a)	Sardines cuites dans l'huile d'olive	kg. br.	2,50
Ex § 86	Térébenthine (raffinée)	kg. n.	0,15
Ex 88	Caoutchouc et gutta-percha travaillés :		
ex p. 4 b)	Pneumatiques et chambres à air pour les automobiles, motocyclettes, vélocipèdes, ainsi que bandages pour tous autres véhicules à l'exception des bandages pour les camions automobiles et les tracteurs	kg. n.	0,73
Ex § 117	Huiles végétales :		
ex p. 1	Huiles d'olive	kg. n.	0,10

SCHEDULE B.

PART 2.

French products the duties payable on which, on importation into Estonia, shall remain consolidated, subject to further negotiations.

No. in the Estonian Customs Tariff	Description of Goods	Unit	Estonian Crowns
Ex par. 15 p. 2	Spices :		
	Vanilla	kg. net	8.00
Ex par. 27 ex p. 1	Spirits and strong alcoholic beverages : Berry, grain and potato alcohol as well as other ethylic alcohol of all degrees of strength, rectified or not ; also arrack, rum, cognac, gin and whisky, grape alcohol, fruit alcohol and pressed residues thereof, in casks or barrels :		
ex p. 1 (b) ex p. 2	Arrack, armagnac, cognac and rum in casks The same in bottles or in receptacles other than casks and barrels :	kg. gross	2.00
ex p. 2 (b)	Arrack, armagnac, cognac and rum with an alcoholic content of not more than 50° Gay-Lussac	kg. gross	2.60
ex p. 2 (c)	Arrack, armagnac, cognac and rum with an alcoholic content of over 50° Gay-Lussac	kg. gross	4.00
Note :	The importation of the goods specified above is subject to the authorisation of the Ministry of Economic Affairs.		
Ex par. 28 ex p. 1 (a)	Grape, berry and fruit wine : Grape wine in casks, containing not more than 16 per cent of alcohol	kg. gross	0.68
ex p. 2	Grape wine in bottles and receptacles other than casks :		
ex p. 2 (a)	Non-sparkling	kg. gross	0.80
ex p. 2 (b)	Sparkling wines	kg. gross	0.90
Ex par. 35 p. 1	Cheese and artificial cheese of all kinds : Soft cheese, Roquefort kind, made solely from ewe's milk	kg. net	0.80
Ex par. 37 ex p. 2	Fish : Fish of all kinds, pickled, preserved in oil or prepared in any other similar manner ; fish of all kinds in airtight vessels not specially mentioned :		
p. 2 (a)	Sardines boiled in olive oil	kg. gross	2.50
Ex par. 86	Turpentine (refined)	kg. net	0.15
Ex 88 ex p. 4 (b)	Rubber and gutta-percha, manufactured : Pneumatic tyres and inner tubes for automobiles, motor-cycles, bicycles, also tyres for all other vehicles except those for motor lorries and tractors	kg. net	0.73
Ex par. 117 ex p. 1	Vegetable oils : Olive oil	kg. net	0.10

N° du tarif douanier estonien	Désignation des marchandises	Unité de perception	Couronnes estoniennes
Ex § 119 p. 1	Préparations cosmétiques et substances aromatiques : Poudres, fards blancs et rouges, compositions pour teindre les cheveux, pastilles odorantes pour brûler, préparations et substances cosmétiques non spécialement dénommées, sans alcool	kg. br.	10,00
ex p. 2	Préparations de parfumerie et cosmétiques de toute sorte, contenant de l'alcool telles que parfums, eaux aromatiques, élixirs, etc.	kg. br.	35,00
Ex § 125 ex p. 2	Matières colorantes naturelles : Minérales :		
ex p. 2 a)	Ocres	kg. n.	0,015
Ex 195 ex p. 1	Tissus de soie ou de soie artificielle et gazes pour tamis : Tous ces articles autres que ceux dénommés au p. 2 du présent § :		
ex p. 1 a)	Etoffes de soie naturelle tissées, non spécialement dénommées	kg. n.	40,00

A. R.

Y. D.

LISTE C

Consolidations à l'entrée en France sous réserve d'une dénonciation avec préavis de quinze jours.

N° du tarif français	Désignation des marchandises	Unité de perception	Droits en francs français
21	Peaux brutes, fraîches ou sèches, grandes ou petites . . .	100 kg. br.	exemptes
142	Lin brut, taillé, peigné ou en étoupe	»	»
168	Pâtes de cellulose :		
	Pâtes mécaniques :		
	Sèches	»	6,50
	Humides	»	3,25
	Pâtes chimiques :		
	Sèches	»	13
	Humides	»	6,50
318	Amidons (bruts ou imparfaits et autres liquides, en pâte ou autrement) non parfumés :		
	De froment, d'épeautre ou méteil	100 kg. n.	184,50
	D'autres grains	100 kg. br.	153,80
590 bis	Meubles :		
	Fonds de sièges ou dossiers, palmette, banquette, etc., plaqués :		
	Vernis, imprimés, cirés, pyrogravés, sculptés, moulurés ou thermoplastiques	»	129,20
	Autres	»	84,50

No. in the Estonian Customs Tariff	Description of Goods	Unit	Estonian Crowns
Ex par. 119 p. 1	Cosmetic preparations and aromatic substances : Toilet powder, rouge, hair dyes, scented pastilles for fumigating, cosmetic preparations and substances not specially mentioned and not containing spirit	kg. gross	10.00
ex p. 2	All kinds of perfumery preparations and cosmetics containing spirit such as scents, aromatic waters, elixirs, etc.	kg. gross	35.00
Ex par. 125 ex p. 2	Dyestuffs, natural : Mineral :		
ex p. 2 (a)	Ochres	kg. net	0.015
Ex 195 ex p. 1	Fabrics of silk or artificial silk and sieve gauze : All these articles other than those mentioned under p. 2 of the present paragraph :		
ex p. 1 (a)	Natural silk material, woven, not specially mentioned.	kg. net	40.00

A. R.

Y. D.

SCHEDULE C.

Consolidated duties on imports into France, subject to denunciation at 15 days' notice.

No. in the French Customs Tariff	Description of Goods	Unit	Duty in French Francs
21	Hides, raw, green or dried, large or small	100 kg. gross	Free
142	Flax, raw, hackled, combed or as tow	"	"
168	Cellulose pulp :		
	Treated by mechanical pressure :		
	Dry	"	6.50
	Moist	"	3.25
	Treated chemically :		
	Dry	"	13
	Moist	"	6.50
318	Starch (raw or imperfect and other, liquid, in paste or otherwise), not scented :		
	Of wheat, spelt or meslin	100 kg. net	184.50
	Of other grain	100 kg. gross	153.80
590 bis	Furniture :		
	Seats or backs of chairs, ornaments, mouldings, etc., veneered :		
	Varnished, printed, waxed, pyrograved, carved, moulded or thermoplastic.	"	129.20
	Other	"	84.50

N° du tarif français	Désignation des marchandises	Unité de perception	Droits en francs français
Ex 602	Boissellerie :		
	Bobines pour filatures et tissages ayant une longueur ne dépassant pas 10 cm.	100 kg. br.	119,20
	Ayant une longueur supérieure à 10 cm.	»	79,50
	Petites bobines à dévider pour fil à coudre, en bois commun, ni verni, ni teinté	»	35,70
Ex 603	Feuilles et feuillets de placages en bois commun, sciés, d'une épaisseur égale ou inférieure à 2 mm. ainsi qu'en bois des mêmes espèces déroulés ou tranchés de toute épaisseur sans assemblage, planés ou non :		
quater A	En aulne, peuplier, pitchpin, platane, sapin ou tremble	»	19,90
	Autres essences	»	29,80
	Peints, vernis ou cirés en toutes essences	»	35,70
	Découpés en vue d'une destination particulière.	»	Droits ci-dessus selon l'espèce majorés de 50%
			105,40
603	Placages et contre-placages	»	55,70
quater B			
603	Autres ouvrages en bois	»	
quater C			

A. R.

Y. D.

No. in the French Customs Tariff	Description of Goods	Unit	Duty in French Francs
ex 602	Small wooden wares : Bobbins for spinning and weaving, not exceeding 10 cm. in length Over 10 cm. in length Small reels of common wood for sewing thread, not varnished or painted	100 kg. gross " "	119.20 79.50 35.70
Ex 603 d. A.	Veneers (large and small sheets) of common wood, sawn, 2 mm. or under in thickness, also wood of the same kinds unrolled or cut to any thickness, not put together, whether planed or not : Alder, poplar, pitch-pine, plane, fir or aspen. Other kinds. Painted, varnished or waxed, of all kinds Cut into pieces for special purposes.	" " " "	19.90 29.80 35.70 Duties as above according to kind, increased by 50%
603 d. B.	Veneers and plywood	"	105.40
603 d. C.	Other wooden wares	"	55.70

A. R.

Y. D.

N° 4228.

HONGRIE ET NORVÈGE

Echange de notes comportant un arrangement relatif à l'abolition réciproque des droits de visa des passeports entre les deux pays, Stockholm, les 7 juillet et 5 octobre 1937, et Oslo, les 28 août et 26 novembre 1937; et échange de notes relatif à l'interprétation de l'arrangement susmentionné, Stockholm, le 31 mars 1938, et Oslo, le 11 avril 1938.

HUNGARY AND NORWAY

Exchange of Notes constituting an Agreement for the Reciprocal Abolition of Visa Fees on Passports between the Two Countries, Stockholm, July 7th and October 5th, 1937, and Oslo, August 28th and November 26th, 1937; and Exchange of Notes regarding the Interpretation of the above-mentioned Agreement, Stockholm, March 31st, 1938, and Oslo, April 11th, 1938.

N^o 4228. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS HONGROIS ET NORVÉGIEN COMPORTANT UN ARRANGEMENT RELATIF A L'ABOLITION RÉCIPROQUE DES DROITS DE VISA DES PASSEPORTS ENTRE LES DEUX PAYS. STOCKHOLM, LES 7 JUILLET ET 5 OCTOBRE 1937, ET OSLO, LES 28 AOUT ET 26 NOVEMBRE 1937.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent de la Norvège près la Société des Nations et le chef de la délégation royale hongroise près la Société des Nations. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 8 décembre 1937.

I.

LÉGATION ROYALE DE HONGRIE.

N^o 24/1937.

STOCKHOLM, le 7 juillet 1937.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant à la correspondance qui avait lieu au cours des derniers mois entre M. le directeur général Malthé Johannessen et M. le consul général T. de Pözel, chef du bureau des passeports au Ministère royal hongrois des Affaires étrangères, au sujet du régime des visas de passeports, et conformément aux instructions reçues de mon gouvernement, j'ai l'honneur de proposer au Gouvernement royal norvégien l'abolition réciproque des droits de visa.

Il y a lieu de faire remarquer que l'abolition éventuelle des droits de visa n'affecterait pas la perception de la « taxe de manipulation » comportant par passeport :

- 1 Pengö : visa de transit,
- 2 Pengös : visa d'entrée,
- 3 Pengös : visa permanent,

perception de laquelle le Gouvernement royal hongrois par raisons de principe ne pourrait se départir. De même, le Gouvernement royal hongrois tient à percevoir le droit de visa au cas où le visa est accordé ultérieurement.

Si le Gouvernement norvégien croit pouvoir accepter cette proposition, je le prie de bien vouloir me communiquer son adhésion par voie d'une note. Notamment, selon l'avis de mon gouvernement, on pourrait éviter la conclusion d'un accord formel et l'arrangement nouveau pourrait être considéré conclu par l'échange des deux notes.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma plus haute considération.

Son Excellence,
Monsieur Halvdan Koht,
Ministre royal des Affaires étrangères,
etc., etc., etc.,
Oslo.

(Signé) MATUSKA.

Pour copie certifiée conforme :
Budapest, le 9 avril 1938.

Békássy,
pour le Chef de la Section des Traités.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4228. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE HUNGARIAN AND NORWEGIAN GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT FOR THE RECIPROCAL ABOLITION OF VISA FEES ON PASSPORTS BETWEEN THE TWO COUNTRIES. STOCKHOLM, JULY 7TH AND OCTOBER 5TH, 1937, AND OSLO, AUGUST 28TH AND NOVEMBER 26TH, 1937.

French official text communicated by the Permanent Delegate of Norway to the League of Nations and by the Head of the Royal Hungarian Delegation to the League of Nations. The registration of this Exchange of Notes took place December 8th, 1937.

I.

ROYAL HUNGARIAN LEGATION.
No. 24/1937.

STOCKHOLM, July 7th, 1937.

YOUR EXCELLENCY,

With reference to the correspondence which has passed in recent months between Director-General Malthe Johannessen and Consul-General T. de Pözel, Head of the Passport Office in the Royal Hungarian Ministry of Foreign Affairs, on the subject of visas to passports, I am instructed by my Government to propose to the Royal Norwegian Government that charges for visas should be abolished by both Parties.

I am to add that, in the event of abolition of such charges, the collection of the "manipulation fee" (amounting to :

- 1 pengö for a transit visa,
- 2 pengö for an entrance visa,
- 3 pengö for a permanent residence visa,

per passport), which the Royal Hungarian Government is unable on grounds of principle to forego, would remain unaffected. The Royal Hungarian Government further desires to make a charge for visas granted retrospectively.

I am to suggest that, in the event of the above proposal meeting with the Norwegian Government's approval, a communication to that effect should take the form of a note in reply to the present note. My Government is of opinion that a formal agreement is not needed in this connection, and that the new arrangement might be taken as concluded by the exchange of the two notes.

I have the honour to be, etc.

His Excellency,
Monsieur Halvdan Koht,
Norwegian Minister for Foreign Affairs,
Oslo.

(Signed) MATUSKA.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

II¹.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
14688.

OSLO, le 28 août 1937.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre note datée du 7 du mois passé, par laquelle vous avez bien voulu me faire savoir que le Gouvernement royal de Hongrie propose au Gouvernement norvégien l'abolition réciproque des droits de visa.

En même temps vous avez eu l'obligeance de remarquer que l'abolition éventuelle des droits de visa n'affecterait pas la perception de la « taxe de manipulation » de 1 à 3 pengös pour les différents visas, de laquelle, par raisons de principe, le Gouvernement royal hongrois ne pourrait se départir.

Egalement, vous avez tenu à me signaler que de même, le Gouvernement royal hongrois tient à percevoir le droit de visa au cas où le visa est accordé ultérieurement.

Avant d'accepter définitivement au nom de mon gouvernement, la proposition du Gouvernement royal, je vous serais très reconnaissant de vouloir bien me préciser la signification de cette dernière réserve que votre gouvernement tient à faire quant à la perception du droit de visa au cas où le visa est accordé ultérieurement.

En vous remerciant d'avance de votre réponse obligeante, je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

(Signé) Trygve LIE.

Son Excellence
Monsieur le D^r de Matuska,
Envoyé extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire de Hongrie,
etc., etc.

Pour copie certifiée conforme :

Budapest, le 9 avril 1938.

Békássy,

pour le Chef de la Section des Traités.

III¹.

LÉGATION ROYALE DE HONGRIE.
N^o 360/1937.

STOCKHOLM, le 5 octobre 1937.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Par votre note de 28 août a. c., concernant l'abolition réciproque des droits de visa, vous avez bien voulu exprimer le désir d'être renseigné sur la réserve que le Gouvernement royal hongrois tient à faire quant à la perception du droit de visa où le visa est accordé ultérieurement.

¹ Les notes II et III ont été communiquées uniquement par le chef de la délégation royale hongroise près la Société des Nations.

II¹.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.
14688.

OSLO, August 28th, 1937.

SIR,

I have the honour to acknowledge the receipt of your note dated July 7th, 1937, in which you were good enough to inform me that the Royal Hungarian Government proposes to the Norwegian Government the reciprocal abolition of charges for visas.

At the same time you said that, in the event of the abolition of such charges, the collection of the "manipulation fee" of from 1 to 3 pengö according to the type of visa, which the Royal Hungarian Government is unable on grounds of principle to forego, would remain unaffected.

You also informed me that the Royal Hungarian Government further desired to make a charge for visas granted retrospectively.

Before finally accepting on behalf of my Government the proposal of the Royal Hungarian Government, I should be very grateful if you would kindly enlighten me as to the meaning of the latter reservation which your Government desires to make with regard to the collection of the charge for visas *granted retrospectively*.

I have the honour to be, etc.

(Signed) Trygve LIE.

His Excellency
Dr. de Matuska,
Hungarian Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary,
etc., etc.

III¹.

ROYAL HUNGARIAN LEGATION.
No. 360/1937.

STOCKHOLM, October 5th, 1937.

YOUR EXCELLENCY,

In your note of August 28th, 1937, concerning the reciprocal abolition of charges for visas, you expressed a desire to be enlightened as to the reservation which the Royal Hungarian Government wishes to make with regard to the collection of the charge for visas *granted retrospectively*.

¹ Notes II and III were only communicated by the Chief of the Royal Hungarian Delegation to the League of Nations.

N'ayant pas manqué de prendre les renseignements nécessaires à ce sujet, je me permets d'ordre de mon gouvernement, de fournir à Votre Excellence les éclaircissements suivants :

Conformément au caractère naturel de visa, celui-ci doit être obtenu *au préalable*, c'est-à-dire avant le franchissement de la frontière hongroise des représentations diplomatiques et consulaires hongroises compétentes.

Les dispositions hongroises en vigueur réglant le régime de visa prévoient cependant des cas exceptionnels (événements touristiques importants : Foire de Budapest, la Semaine de Saint-Etienne, voyages en groupe) où — comme une faveur spéciale — le visa peut être obtenu ultérieurement, c'est-à-dire après le franchissement de la frontière hongroise, au Bureau central pour le contrôle des étrangers (Budapest, IX. Fővámház). Dans ces cas le droit de visa monte à 0,50 pengös par personne.

Dans le cas où le voyageur arrive à la frontière hongroise sans que son passeport soit muni — par n'importe quelle raison — du visa nécessaire, il est traité de la même manière ; c'est-à-dire les autorités frontières lui permettent d'entrer au pays, mais il est tenu de se procurer le visa ultérieurement à Budapest de l'autorité précitée au dernier alinéa.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma plus haute considération.

(Signé) MATUSKA.

Son Excellence
Monsieur Halfdan Koht,
Ministre des Affaires étrangères,
à Oslo.

Pour copie certifiée conforme :

Budapest, le 9 avril 1938.

Békássy,

pour le Chef de la Section des Traités.

IV.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

J. N° 20826.

OSLO, le 26 novembre 1937.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Donnant suite à vos lettres en dates du 7 juillet et du 5 octobre de cette année et faisant suite à la lettre de ce ministère du 28 août dernier, au sujet de l'abolition réciproque des droits de visa, j'ai l'honneur d'accepter, au nom du Gouvernement du Roi, la proposition du Gouvernement royal de Hongrie d'abolir réciproquement les droits de visas des passeports.

Toutefois, il est entendu que l'abolition des droits de visa n'affecte pas la « taxe de manipulation » de 1 à 3 Pengös pour les différents visas, de laquelle, par raisons de principe, le Gouvernement royal hongrois ne pourrait se départir.

Egalement, le Gouvernement royal hongrois tient à percevoir le droit de visa au cas exceptionnel où le visa est accordé ultérieurement, c'est-à-dire après le franchissement de la frontière hongroise.

Having obtained the necessary information on this matter, I have the honour, under instructions from my Government, to communicate the following explanations to Your Excellency.

In accordance with its natural character, a visa should be obtained from the competent Hungarian diplomatic and consular representatives *beforehand*, that is to say, before the Hungarian frontier is crossed.

Nevertheless, the Hungarian provisions in force governing the visa system provide for exceptional cases (important tourist events : the Budapest Fair, St. Stephen's week, group journeys) in respect of which — as a special favour — the visa may be obtained retrospectively, that is to say, after the crossing of the Hungarian frontier, at the Central Office for Supervision of Foreigners (Budapest, IX. Fővámház). In such cases, the charge for the visa amounts to 0.50 pengő per person.

Should a traveller arrive at the Hungarian frontier with a passport which, for any reason, does not bear the necessary visa, he is treated in the same manner, that is to say, the frontier authorities allow him to enter the country, but he is required to obtain a retrospective visa at Budapest from the authority mentioned in the previous paragraph.

I have the honour to be, etc.

(Signed) MATUSKA.

His Excellency,
Monsieur Halfdan Koht,
Minister for Foreign Affairs,
Oslo.

IV.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.
J. No. 20826.

OSLO, November 26th, 1937.

SIR,

In reply to your letters of July 7th and October 5th, 1937, and with reference to the letter of August 28th last from this Ministry, on the subject of the reciprocal abolition of charges for visas to passports, I have the honour on behalf of the Royal Norwegian Government to accept the Royal Hungarian Government's proposal for the abolition of the said charges by both Parties.

It is at the same time understood that the abolition of these charges does not affect the "manipulation fee" of one to three pengő, according to the type of visa, which the Royal Hungarian Government is unable on grounds of principle to forego.

Further, the Royal Hungarian Government desires to make a charge in the exceptional case of visas granted retrospectively, *i.e.*, after the passage of the Hungarian frontier.

Il restera entendu que le présent échange de notes constituera l'accord formel de nos deux gouvernements à ce sujet.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

(Signé) Halvdan KOHT.

Monsieur le D^r de Matuska,
Envoyé extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire de Hongrie,
etc., etc., etc.

Pour copies certifiées conformes :
Ministère des Affaires étrangères,
Oslo, le 2 décembre 1937.

*Le Directeur des Affaires
de la Société des Nations,*
R. B. Skylstad.

Pour copie certifiée conforme :
Budapest, le 9 avril 1938.
Békássy,
pour le Chef de la Section des Traités.

ÉCHANGE DE NOTES

ENTRE LES GOUVERNEMENTS HONGROIS ET NORVÉGIEN RELATIF A L'INTERPRÉTATION DE L'ARRANGEMENT RELATIF A L'ABOLITION RÉCIPROQUE DES DROITS DE VISA DES PASSEPORTS ENTRE LES DEUX PAYS. STOCKHOLM, LE 31 MARS 1938, ET OSLO, LE 11 AVRIL 1938.

Enregistré le 13 juillet 1938 à la demande du chef de la délégation royale hongroise près la Société des Nations.

I.

LÉGATION ROYALE
DE HONGRIE.
278/1938.

STOCKHOLM, le 31 mars 1938.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Par la lettre en date du 26 novembre 1937 Votre Excellence a bien voulu accepter, au nom du Gouvernement royal norvégien, la proposition du Gouvernement hongrois d'abolir réciproquement les droits de visa des passeports. Ce nouveau système est déjà en vigueur.

Pour rectifier un malentendu qui s'est glissé dans l'échange de notes y relatif, je m'empresse de vous informer qu'au cas exceptionnel, où le visa est accordé ultérieurement, c'est-à-dire après le

It is agreed that the present exchange of notes constitutes a formal Agreement between our two Governments in this connection.

I have the honour to be, etc.

(Signed) Halvdan KOHT.

Dr. de Matuska,
Hungarian Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary,
etc., etc., etc.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

EXCHANGE OF NOTES

BETWEEN THE HUNGARIAN AND NORWEGIAN GOVERNMENTS REGARDING THE INTERPRETATION OF THE AGREEMENT FOR THE RECIPROCAL ABOLITION OF VISA FEES ON PASSPORTS BETWEEN THE TWO COUNTRIES. STOCKHOLM, MARCH 31ST, 1938, AND OSLO, APRIL 11TH, 1938.

Registered on July 13th, 1938, at the request of the Head of the Royal Hungarian Delegation to the League of Nations.

I.

ROYAL LEGATION
OF HUNGARY.

278/1938.

STOCKHOLM, *March 31st, 1938.*

YOUR EXCELLENCY,

In your letter dated November 26th, 1937, you were good enough to accept, on behalf of the Royal Norwegian Government, the Hungarian Government's proposal for the reciprocal abolition of visa charges for passports. The new system has already come into force.

To rectify the misunderstanding which has arisen out of the exchange of notes on the matter, I would inform you that in the exceptional cases where a visa is granted subsequently, that is to

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

franchissement de la frontière hongroise, la somme de 0,50 pengö ne constitue pas un droit de visa, mais une *taxe supplémentaire*, laquelle doit être payée à part la taxe de manipulation de 1 à 3 pengös pour les différents visas.

En priant Votre Excellence de bien vouloir porter ce qui précède à la connaissance des autorités compétentes, je saisis cette occasion pour vous renouveler les assurances de ma plus haute considération.

(s) MATUSKA.

Son Excellence
Monsieur Halvdan Koht,
Ministre des Affaires étrangères,
Oslo.

Pour copie certifiée conforme :

Budapest, le 21 juin 1938.

P. Sébestyén,
Chef de la Section des Traités.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

Jnr. 6897/38.

OSLO, le 11 avril 1938.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de la lettre datée le 31 du mois passé, par laquelle vous avez bien voulu me faire savoir qu'au cas exceptionnel où le visa des passeports est accordé ultérieurement, c'est-à-dire après le franchissement de la frontière hongroise, la somme de 0,50 pengö ne constitue pas un droit de visa, mais une *taxe supplémentaire*, laquelle doit être payée à part la taxe de manipulation de 1 à 3 pengös pour différents visas.

Je n'ai pas manqué de porter le contenu de cette lettre à la connaissance des autorités intéressées.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances renouvelées de ma haute considération.

(Signé) Halvdan KOHT.

Monsieur le Dr Pierre de Matuska,
Ministre de Hongrie,
etc., etc., etc.

Pour copie certifiée conforme :

Budapest, le 21 juin 1938.

P. Sébestyén,
Chef de la Section des Traités.

say, after the Hungarian frontier has been crossed, the sum of 0.50 pengö does not constitute a visa charge, but a *supplementary fee* to be paid in addition to the manipulation fee of 1 to 3 pengö for the various visas.

In requesting you to be good enough to bring the above to the notice of the competent authorities, I avail myself of this opportunity, etc.

(Signed) MATUSKA.

His Excellency
Monsieur Halvdan Koht,
Minister for Foreign Affairs,
Oslo.

II.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

Jnr. 6897/38.

OSLO, April 11th, 1938.

SIR,

I have the honour to acknowledge receipt of your letter of the 31st ultimo, in which you were good enough to inform me that in the exceptional cases where a passport visa is granted subsequently, that is to say, after the Hungarian frontier has been crossed, the sum of 0.50 pengö does not constitute a visa charge, but a *supplementary fee* to be paid in addition to the manipulation fee of 1 to 3 pengö for the various visas.

I have brought the contents of this letter to the notice of the competent authorities.

I have the honour to be, etc.

(Signed) Halvdan KOHT.

Dr. Pierre de Matuska,
Minister of Hungary,
etc., etc., etc.

N° 4229.

ESTONIE ET FINLANDE

Second Accord additionnel au Traité de commerce et de navigation du 11 avril 1931 entre les deux pays, avec protocole de signature, signés à Helsinki, le 2 septembre 1937, et échange de notes de la même date, et protocole, signé à Tallinn, le 11 septembre 1937.

ESTONIA AND FINLAND

Second Additional Agreement to the Treaty of Commerce and Navigation of April 11th, 1931, between the Two Countries, with Protocol of Signature, signed at Helsinki, September 2nd, 1937, and Exchange of Notes of the same Date, and Protocol, signed at Tallinn, September 11th, 1937.

TEXTE ESTONIEN. — ESTONIAN TEXT.

N^o 4229. — TEINE LISAKOKKULEPE¹ EESTI JA SOOME VAHEL
 11. APRILLIL 1931 SÕLMITUD KAUBANDUS- JA LAEVANDUSLE-
 PINGULE. HELSINGIS, 2. SEPTEMBRIL 1937.

*Textes officiels estonien et finnois communiqués par le ministre des Affaires étrangères d'Estonie.
 L'enregistrement de cet accord additionnel a eu lieu le 10 décembre 1937.*

EESTI VABARIIGI RIIGIVANEM ja SOOME VABARIIGI PRESIDENT on otsustanud teha järgmised muudatused ja lisandused 11. aprillil 1931² allakirjutatud kaubandus- ja laevanduslepingus ning selle 5. juulil 1934³ allakirjutatud lisakokkuleppes :

Artikkel 1.

Eesti ja Soome vahel 11. aprillil 1931 sõlmitud kaubandus- ja laevanduslepingu XVI artikli punkt b ning kokkuleppe lõpp-protokolli mainitud artiklile liidetud seletused kustutatakse.

Artikkel 2.

Lisakokkuleppe nimekirjas A kustutatakse nimik 32, nimik 60-da juurde käiv märkus ning nimikud 62, 93 ja ex 741.

Artikkel 3.

Lisakokkuleppe loetelus A mainitud nimikud 13, 30, 48, 677 a ja 811 b muudetakse järgmisteks :

Soome tollitariifi nimik		Toll Smk.	Alandus %
13	Liha, eriti nimetamata, välja arvatud õhukindlates kinnistes nõudes : teistsugune. 1 kg <i>Märkus.</i> 70-pennilise tolli alla arvestatakse 400-tonniline aastakontingent, millest võib sisse vedada 50 tonni kuus jaanuari-, veebruari-, märtsi-, aprilli-, mai-, juuni-, juuli- ja detsembrikuudel. Kui mõnel nimetatud kuul seda kontingenti täiesti ära ei kasutata, võidakse järgmise kuu esimese nädala jooksul sisse vedada eelmise kuu kasutamata jäänud osa, kuid mitte suuremal määral kui 20% kuu kontingendist.	—70	
30 a	Rukis, jahvatamata.	tollivaba	

¹ Entré en vigueur le 10 décembre 1937.

² Vol. CXXIV, page 217, de ce recueil.

³ Vol. CLIII, page 167, de ce recueil.

TEXTE FINNOIS. — FINNISH TEXT.

N^o 4229. — TOINEN LISÄSOPIMUS¹ SUOMEN JA VIRON KESKEN 11 PÄIVÄNÄ HUHTIKUUTA 1931² TEHTYYN KAUPPA- JA MERENKULKUSOPIMUKSEEN. HELSINGISSÄ, 2 PÄIVÄNÄ SYYSKUUTA 1937.

Estonian and Finnish official texts communicated by the Estonian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Additional Agreement took place December 10th, 1937.

SUOMEN TASAVALLAN PRESIDENTTI ja VIRON TASAVALLAN PRESIDENTTI ovat päättäneet tehdä seuraavat muutokset ja lisäykset 11 päivänä huhtikuuta 1931² allekirjoitettuun kauppa- ja merenkulkusopimukseen ja sen 5 päivänä heinäkuuta 1934³ allekirjoitettuun lisäsopimukseen :

1 artikla.

Suomen ja Viron kesken 11 päivänä huhtikuuta 1931 tehdyn kauppaja merenkulkusopimuksen XVI artiklan b-kohta ja sopimuksen loppupöytäkirjan mainittuun artiklaan liittyvät selitykset poistetaan.

2 artikla.

Lisäsopimuksen luettelosta A poistetaan nimike 32, nimikkeeseen 60 kuuluva muistutus sekä nimikkeet 62, 93 ja 741.

3 artikla.

Lisäsopimuksen luettelossa A mainitut nimikkeet 13, 30, 48, 677 a ja 811 b muutetaan seuraavan laisiksi :

Suomen tullitariffin nimike		Tulli Smk.	Alennus %
13	Liha, erikseen mainitsematon, paitsi ilmanpitävästi suljetuissa pakkauksissa : muunlainen 1 kg <i>Muist.</i> 70 pennin tullia sovelletaan 400 tonnin vuosikiintiöön, josta saadaan tuoda 50 tonnia kuukaudessa, tammi-, helmi-, maaliskuu-, huhti-, touko-, kesä-, heinä- ja joulukuussa. Jollei jonakin edellämaituista kuukausista tätä kiintiötä kokonaan käytetä, saadaan seuraavan kuukauden ensimmäisen viikon kuluessa tuoda edellisen kuukauden kiintiöstä käyttämättä jäänyt osa, ei kuitenkaan enempää kuin 20% kuukausikiintiöstä.	—70	
30 a	Ruis, jauhamaton	vapaa	

¹ Came into force December 10th, 1937.

² Vol. CXXIV, page 217, of this Series.

³ Vol. CLIII, page 167, of this Series.

Soome tollitariifi nimik		Toll Smk.	Alandus %
48 a	<p><i>Märkus.</i> Tollivabadus on jõus nii kaua kui rukki toll Soomes on kuni 50 penni kilogrammilt. Kui toll on suurem kui 50 penni, kuid mitte üle 1 marga, on tollialandus Eesti rukkist 50 penni kilolt. Tolli tõustes üle 1 marga, on tollialandus 50%.</p> <p>Tollihõlbustus maksab 10000 tonni kohta saagi-aastal 1937/38 ja 9000 tonni kohta järgmisil saagi-aastail.</p> <p>Kartulijahu (kartulitärklis)</p> <p><i>Märkus.</i> Tööstuse toorainena võidakse Soome sisse vedada iga aasta 300 tonni kartulijahu tolliga 50 penni per kg Soomes maksvate määruste kohaselt.</p>		33 1/3 %
677 a	Raadioaparaadid ja nende eraldi nimetama osad 1 kg .	13.—	
811 b	<p><i>Märkus.</i> 13-margaline toll maksab 5-tonnilise aasta-kontingendi kohta.</p> <p>Põlevkivi ja bensiin</p> <p><i>Märkus.</i> Bensiini tollivabadus maksab aastakontingendi kohta mis on 15% Soome kogu bensiini sisseveost eelmisel aastal. See tollisoodustus on maksev 10 aastat.</p>	tollivabad	

Artikkel 4.

Lisakokkuleppe loetelule A tehtakse järgmised lisandused :

Soome tollitariifi nimik		Toll Smk.	Alandus %
ex 17 76 a	<p>Silmud</p> <p>Õunad, kuivad või kuivatatud, viiludes või tükkides .</p> <p><i>Märkus.</i> 75-penniline toll maksab 30-tonnilise aasta-kontingendi kohta.</p>	—75	50 %
ex 142	Silmud		50 %
ex 299	Kunstiidist kindad		50 %
ex 301	Kunstiidist kindad		50 %
ex 317	<p>Vihmamantlid, kautšukit sisaldavad, täiesti või osalt siidist</p> <p><i>Märkus.</i> Tollialandus maksab 1 tonni aastakontingendi kohta.</p>		50 %
ex 318	<p>Vihmamantlid, kautšukit sisaldavad, puuvillased . . .</p> <p><i>Märkus.</i> Tollialandus maksab 1 tonni aastakontingendi kohta.</p>		50 %
ex 394	Korvmööbel, polstrita ja päalistamata		75 %
ex 395	Korvmööbel polsterdatud ja päalistatud		75 %
	<p><i>Märkus.</i> Nimikute 394 ja 395 alla käivaid kaupu võidakse sisse tuua alandatud tolliga kokku 5 tonni aastas.</p>		
ex 489	Käima- ja transportrihmad		55 %
ex 735	Kaltsiit	tollivaba	
ex 785	Põllutorud ja nende osad	tollivabad	
	<p><i>Märkus.</i> Tollivabadus on maksev 4000 tonni kontingendi kohta ning ainult aastal 1938.</p>		
ex 862	Tehnilised lahud (« lahustaja »)	tollivabad	

Suomen tullitariffin nimike		Tulli Smk.	Alennus %
48 a	<i>Muist.</i> Tullivapaus on voimassa niin kauan kuin rukiin tulli Suomessa on enintään 50 penniä kilolta. Jos tulli on suurempi kuin 50 penniä, mutta ei yli 1 markan, on tullialennus Viron rukiista 50 penniä kilolta. Tullin noustessa yli 1 markan on tullialennus 50%. Tullietu koskee 10000 tonnin kiintiötä satovuotena 1937/38 ja 9000 tonnia seuraavina satovuosina. Perunajauho (perunatärkkelys)		33 1/3 %
677 a	<i>Muist.</i> Teollisuuden raakaaineeksi saadaan Suomeen vuosittain tuoda 300 tonnia perunajauhoa 50 pennin tulliin kilolta Suomessa voimassa olevien määräysten mukaisesti. Radiokoneet ja niiden erikseen mainitsemattomat osat 1 kg	13.—	
811 b :stä	<i>Muist.</i> 13 markan tulli koskee 5 tonnin vuosikiintiötä. Polttokiviöljy ja bensiini <i>Muist.</i> Bensiinin tullivapaus koskee vuosikiintiötä, joka on 15% Suomen koko bensiinin tuonnista kunakin edellisenä vuotena. Tämä tullietu on voimassa 10 vuotta.	vapaat	

4 artikla.

Lisäsopimuksen luetteloon A tehdään seuraavat lisäykset :

Suomen tullitariffin nimike		Tulli Smk.	Alennus %
17 :sta 76 a	Nahkaiset Omenat, kuivat tai kuivatut, viipaleina tai palasina . . <i>Muist.</i> 75 pennin tulli koskee 30 tonnin vuosikiintiötä.	—75	50 %
142 :sta 299 :stä 301 :stä 317 :sta	Nahkaiset Tekosilkkiset käsineet Tekosilkkiset käsineet Sadetakit, kautsua sisältävät, kokonaan tai osaksi silk- kiset <i>Muist.</i> Tullialennus koskee 1 tonnin vuosikiintiötä.		50 % 50 % 50 % 50 %
318 :sta	Sadetakit, kautsua sisältävät, puuvillaiset <i>Muist.</i> Tullialennus koskee 1 tonnin vuosikiintiötä.		50 %
394 :sta 395 :stä	Korihuonekalut ilman täytettä ja verhousta Korihuonekalut, täytteellä tai verhouksella varustetut . <i>Muist.</i> Nimikkeisiin 394 ja 395 kuuluvia tavaroita saadaan alennettuun tulliin tuoda yhteensä 5 tonnia vuodessa.		75 % 75 %
489 :stä 735 :stä 785 :stä	Käyttö- ja kuljetushinnat Kalsiitti Salaajitusputket ja niiden osat <i>Muist.</i> Tullivapaus koskee 4000 tonnin kiintiötä ja ainoastaan vuonna 1938.	vapaa vapaat	55 %
862 :sta	Teknilliset liuottimet (« lahustaja »)	vapaat	

Artikkel 5.

Lisakokkuleppe loetelule B tehakse järgmised muudatused ja lisandused :

Eesti tollitariifi §		Toll Ekr.	Alandus %
	LIIK I.		
	<i>Toitained, taimesaadused ja loomad.</i>		
Ex § 18. ex pkt. 2.	Kohv : kohv põletatud, ubadena kg n. <i>Märkus.</i> Selle § pkt. 2 nimetatud kaup kuni 2 kg rasketes pakides tollitakse ühes pakisega.	1.20	—
Ex § 21. ex pkt. 4.	Tubakas : sigarid <i>Märkus.</i> See soodustus käib 1 tonni aastakontingendi kohta.	—	75 %
	LIIK II.		
	<i>Väetised, looma- ja muud toorained ja nende saadused.</i>		
Ex § 55. pkt. 4. ex pkt. 5α.	Nahad pargitud, ka värvitud : ševroo ja ševrett, igasugune seemishahn igasugune ja igas suuruses ; glaseenahn kg n.	— 10.—	25 % —
ex pkt. 5β. ex pkt. 8.	lakknahn igasugune ja igas suuruses kg n. . . . Tallanahn. <i>Märkus.</i> Soomele kindlustatakse aastakontingent 2 tonni.	5.—	—
Ex § 57. ex pkt. 6.	Nahast teosed : masinarihmad, õmmeldud või õmblemata, ka mitmekordsed kg n.	—50	—
	LIIK III.		
	<i>Taimed, puu ja nende saadused.</i>		
Ex § 61. ex pkt. 6.	Puuteosed, eraldi nimetamata : sporditarbed, nagu : suusad, suusakepid, viskeodad, murutennise-reketid keeltega või ilma, hokikepid, õngeridvad ja -tarbed jne	—	25 %
	LIIK IV.		
	<i>Mineraaltoorained, igasugused kivistused ja nende saadused.</i>		
Ex § 72. pkt. 4.	Isolatsioonplaadid : isolatsioonplaadid turbast, õlest või teistest lihtsatest materjalidest, peale korgipuuukoore ja asbesti	—	80 %
Ex § 73. pkt. 4.	Keraamilised torud ja teosed piserdatud (kivi-) massist, ka plaadid : tahvlid seinte katmiseks igavärvilisest kivimassist, siledad või reljeefiga, vaabatud : ühvärvilised mitmewärvilised maaliga, kullatud ja teisiti ilustatud	— — —	50 % 50 % 50 %

5 artikla.

Lisäsopimuksen luetteloon B tehdään seuraavat muutokset ja lisäykset :

Viron tullitariffin nimike		Tulli Ekr.	Alennus %
	RYHMÄ I.		
	<i>Ravintoaineet, kasvituotteet ja eläimet.</i>		
18 :stä	Kahvi : kahvi, paahdettu, papuina 1 kg n <i>Muist.</i> Tämän nimikkeen kohdassa 2 mainittu tavara, joka on enintään 2 kg :n painoisissa pakkauksissa tulla- taan pakkausten kera.	1.20	—
21 :stä	Tupakka : sikaarit <i>Muist.</i> Tämä alennus koskee 1 tonnin vuosikiintiötä.	—	75 %
	RYHMÄ II.		
	<i>Lannoitteet, eläin- ja muut raaka-aineet sekä niistä valmistetut tuotteet.</i>		
55 :stä kohta 4 kohd. 5α	Nahkat, parkitut, myös värjätyt : ševroo ja ševretti, kaikenlainen ja -kokoinen säämiskä, kaikenlainen ja -kokoinen ; glaseenahka I kg n.	—	25 %
kohd. 5β kohd. 8	kiiltonahka, kaikenlainen ja -kokoinen 1 kg n. Pohjanahka. <i>Muist.</i> Suomelle taataan 2 tonnin vuosikiintiö.	10.— 5.—	— —
57 :stä kohd. 6	Nahkateokset : koneihnat, ommellut tai ompelemattomat, myös moninkertaiset 1 kg n.	—,50	—
	RYHMÄ III.		
	<i>Kasvit, puu ja niistä valmistetut teokset.</i>		
61 :stä kohd. 6	Puuteokset, erikseen mainitsemattomat : urheilutarpeet, kuten sukset, suksisauvat, keihäät, verkkipallomailat jänteiden kera tai ilman, jääpallo- mailat, ongenvavat, onkitarpeet j.n.e.	—	25 %
	RYHMÄ IV.		
	<i>Kivennäisraakaaineet, kaikenlaiset kivilajit ja niistä valmistetut teokset.</i>		
72 :stä kohd. 4	Eristyslevyt : eristyslevyt, turpeesta, oljista tai muista yksinker- taisista aineista, paitsi korkkipuunkuoresta ja asbes- tista	—	80 %
73 :stä kohta 4	Keramiset putket ja teokset sintratusta (kivi-) massasta, myös levyt : seinälaatat, kaikenvärisestä kivimassasta, sileät tai korkokuvilla varustetut :		
kohta 4 a	yksiväriset	—	50 %
kohta 4 b	useampiväriset	—	50 %
kohta 4 c	maalatut, kullatut tai muuten koristetut	—	50 %

Eesti tollitariifi §		Toll Ekr.	Alandus %
Ex § 75. ex pkt. 3—a.	Fajanss- (valgest savist) teosed, välja arvatud isolaatorid: vaasid eluruumide või laua kaunistamiseks, valged ja ühevärvilised, maalita, hõbetamata, kuldamata ja metallist või metallisulatistest ilustusteta	—	60 %
ex pkt. 3—b. ex pkt. 4—a.	tuhatsoosid vaasid eluruumide või laua kaunistamiseks, mitmevärvilised, ka ühenduses teiste lihtsate materjalidega, kuid maalita, hõbetamata ja kuldamata	—	90 % 60 %
ex pkt. 4—b. Ex § 76. ex pkt. 1—a.	tuhatsoosid Portselanteosed : eraldi, nimetamata, valged ja ühevärvilised, ka värviliste, hõbetatud või kullatud joontega äärtel, servadel, sangadel või suudel (nibudel), kuid muude ilustusteta, ka ühenduses lihtsate materjalidega.	—	90 %
ex pkt. 1—b. ex pkt. 3. ex pkt. 4. Ex § 77. ex pkt. 1.	isolaatorid portselanist, valged ja ühevärvilised tuhatsoosid tuhatsoosid Klaaskaup : nõud vedelikkude ja muude kaupade mahutamiseks ja alalhoidmiseks, nagu : igakujulised lihtsad pudelid, pudelikeseid ja purgid, lihvimata ja poleerimata, ka valatud, puhutud või pressitud tähtede, pealkirjade ja märkidega :	tollivabad — —	60 % — 90 % 90 %
ex pkt. 1—a.	harilikust (rohelisest, oliivi, pruuni ja srn. loomulikku värvi) pudeliklaasist, lihvimata või hõõrumata kaelte, korkide ja kaantega ning töötlemata põhjade ja äärtega :		
ex pkt. 1—aα. ex pkt. 1—b.	purgid kg n. valgest, poolvalgest või värvilisest (massis värvitud), ka piimavärvilisest, klaasist, lihvimata või hõõrumata kaelte, korkide ja kaantega ning töötlemata põhjade ja äärtega :	—09	—
ex pkt. 1—bα. ex pkt. 1—c.	purgid — poolvalgest klaasist kg. n tähe « a » ja « b » all mainitud klaasist, lihvitud või hõõrutud kaelte, korkide ja kaantega, või töötletud põhjade ja äärtega, samuti lihtsate valatud, puhutud või pressitud mustritega tähtede, pealkirjade või vabriku märkide näol ; pudelid patentkorkide jaoks :	—10	—
pkt. 1—cα.	konserveerimispurgid (n.n. « Weckpurgid » ja srn.), ka ühenduses nende osadega kg n.	—15	—
ex pkt. 1—cβ. ex pkt. 1—cβ—a.	kõik teised : muud purgid kg n.	—15	—
pkt. 2.	<i>Märkus.</i> Selles § pkt. 1 nimetatud kaubad, muust lihtsast materjalist osadega, nagu : korgid, sifoonide metalloosad, mähised punutud õlest, pajuviitsadest, traadist ja srn., tollitakse selle pkt. tähe « c » järgi. eraldi nimetamata teosed, valgest või poolvalgest klaasist või loomulikku värvi pudeliklaasist, lihvi-		

Viron tullitariffin nimike		Tulli Ekr.	Alennus %
75 :stä kohd. 3 a	Fajanssi- (valkeasta savesta) teokset, paitsi isolaattorit : maljakot, asuinhuoneiden tai pöydän koristamiseksi, valkeat ja yksiväriset, maalaamattomat, hopeoimat- tomat, kultaamattomat sekä metalli- ja metallile- jerenkikoristeita	—	60 %
kohd. 3 b kohd. 4 a	tuhkakupit maljakot, asuinhuoneiden tai pöydän koristamiseksi, useampiväriset, myös jos niissä on muita yksinker- taisia aineita, mutta maalaamattomat, hopeoimat- tomat ja kultaamattomat	—	90 %
kohd. 4 b 76 :stä	tuhkakupit	—	90 %
kohd. 1 a	Posliiniteokset : erikseen mainitsemattomat, valkeat ja yksiväriset, myös värillisin, hopeoiduin tai kultaisin reuna- -särmä-, sanko- ja nokkaviivoin, mutta ilman muita koristeita, myös jos niissä on yksinkertaisia aineita .	—	60 %
kohd. 1 b	posliiniset eristimet, valkeat ja yksiväriset	vapaat	—
kohd. 3	tuhkakupit	—	90 %
kohd. 4	tuhkakupit	—	90 %
77 :stä kohd. 1	Lasitavarat :		
kohd. 1 a	Nesteiden ja muiden tavaroiden pakkausta ja säilyttä- mistä varten tarkoitettut astiat, kuten kaikenmuo- toiset yksinkertaiset pullot, pienet pullot ja purkit, hiomattomat ja kiillottamattomat, myös sellaiset, joissa on valettuja, puhallettuja tai puristettuja kirjaimia, kirjoituksia ja merkkejä :		
kohd. 1 a	tavallisesta (vihreästä, oliivinvärisestä, ruskeasta ja muusta luonnonvärisestä) pullolasista valmiste- tut, joissa on hiomattomat ja kiillottamattomat kaulat, tulpat ja kannet sekä käsittelemättömät pohjat ja reunat :		
kohd. 1 aα	purkit	— .09	—
kohd. 1 b	valkoisesta, puolivalkoisesta tai värillisestä (massana värjätystä), myös maidonvärisestä lasista valmi- stetut, joissa on hiomattomat ja kiillottamattomat kaulat, tulpat ja kannet sekä käsittelemättömät pohjat ja reunat :		
kohd. 1 bα	purkit — puolivalkoisesta lasista	— .10	—
kohd. 1 c	kohdissa a ja b mainitusta lasista valmistetut, joissa on hiotut tai kiilloitetut kaulat, tulpat ja kannet, tai käsitellyt pohjat ja reunat taikka yksinker- taisia valettuja, puhallettuja tai puristettuja kuvioita, kuten kirjaimia, kirjoituksia tai tehta- anmerkkejä ; patenttikorkilla varustettavat pullot :		
kohta 1cα	säilömispurkit (n.s. « Weckpurkit »), myös osineen 1 kg n.	— .15	—
kohd. 1 cβ	kaikki muut :		
kohd. 1cβa	muut purkit	— .15	—
	<i>Muist.</i> Tämän nimikkeen 1 kohdassa mainitut tavarat, joissa on muista yksinkertaisista aineista valmistettuja osia, kuten tulppia, sifonien metalliosia sekä oljesta, pajunoksista, rautalangasta ja muusta sentapaisesta aineesta punottuja ympäryksiä, tullataan tämän kohdan c-kirjaimen mukaan.		
kohta 2	erikseen mainitsemattomien teokset, valkoisesta tai puolivalkoisesta lasista tai luonnonvärisestä pullo-		

Eesti tollitariifi §		Toll Ekr.	Alandus %
	mata, poleerimata, ka lihvitud või töötletud põhjade, ärte, kaelte, korkidega või kaantega ja valatud, puhutud või pressitud märkide, pealkirjade ja mustritega, kuid muude ilustusteta :		
pkt. 2—a.	pressitud või valatud :		
pkt. 2—aα.	tee-, napsi-, õlle- või veiniklaasid kg n.	—20	—
pkt. 2—aβ.	kõik teised kg n.	—10	—
pkt. 2—b.	puhutud, olgugi vormides :		
pkt. 2—bα.	torud, sirged	—	50 %
pkt. 2—bβ.	kõik teised :		
pkt. 2—bβ—a.	lambiklaasid, tee-, õlle-, napsi- ja veiniklaasid kg n.	—40	—
pkt. 2—bβ—b.	kõik muud kg n.	—20	—
pkt. 4.	eraldi nimetamata teosed, ühevärvilisest (massis värvitud), kahevärvilisest (ülevalatud muu värvilis klaasiga), piimavärvilisest, värvitud, igasugusel viisil tuhmistatud või kortseldatud klaasist, samuti jääklaasist ja srn., ka lihvitud või töötletud põhjade, ärte, korkide, kaantega või puhutud, valatud või pressitud pealkirjade, tähtede ja mustritega, kuid muude ilustusteta :		
pkt. 4—a.	lihvimata ja poleerimata kg n.	—30	—
pkt. 4—b.	lihvitud, ka lihvitud mustritega või poleeritud	tollivabad	—
	<i>Märkus.</i> § 77 pkt. 3 ja 4—b ettenähtud soodustus käib ainult 30-tonnilise aastakontingendi kohta. Juhul, kui Eesti asjaomased ametivõimud võimaldavad sellest suuremat sissevedu, kindlustatakse kontingendi ületavale määrale 50% tollialandus.		
ex pkt. 5.	eraldi nimetamata teosed, igasugusest klaasist, dekoratiivselt välja töötatud, nagu : happega põletatud, joonistatud või graveeritud mustriaga, maali või emailiga kaunistatud, hõbetatud, kullatud või platinkeeritud ; ilustustega igasugustest materjalidest, ka mittekallidest metallidest (ka kullatud või hõbetatud), samuti igasugusel viisil tuhmistatud, või mateeritud mustriaga kg n.	—75	—
	LIIK V.		
	<i>Põletisained, mineraal- ja taimeriigist, asfalt, pigi ja säärased saadused.</i>		
Ex § 88.	Kautšuk ja guttapertš töötletud :		
ex pkt. 1.	pehme kummi :		
ex pkt. 1—a.	pehmest kummist põrandakatted lehtedena, tahvli-tena või kangana kg n.	—50	—
ex pkt. 1—d.	pehmest kummist voolikud ja töökindad kg n.	1.60	—
ex pkt. 2.	jalanõud riide, naha jne. lisandustega ja ilma lisanduseta :		
pkt. 2—a.	kalossid, botikud ja säärсаapad kg n.	—75	—
	<i>Märkus.</i> § 88 pkt. 2—a. ettenähtud soodustus käib ainult 75-tonnilise kalosside ja botikute aastakontingendi kohta. Säärсаabaste sissevedu Soomest jääb piiramata.		

Viron tullitariffin nimike		Tulli Ekr.	Alennus %
kohta 2 a kohta 2 aα. kohta 2 aβ. kohta 2 b kohta 2 bα kohta 2 bβ. kohta 2 bβa.	lasista valmistetut, hiomattomat, kiilloittamattomat, myös sellaiset, joissa on hiomattomat tai käsittelemättömät pohjat, reunat, kaulat, tulpat tai kannet sekä valettuja, puhallettuja tai puristettuja merkkejä, kirjoituksia ja kuvioita, muttei muita koristuksia : puristetut tai valetut : tee-, ryyppy-, olut- ja viinilasit 1 kg n. kaikki muut 1 kg n. puhalletut, vaikkapa muotteihin : putket, suorat kaikki muut : lampunlasit, tee-, olut-, ryyppy- ja viinilasit 1 kg n. kaikki muut 1 kg n.	—.20 —.10 — — —.40 —.20	— — 50 % — —
kohta 2 bβb. kohta 4	erikseen mainitsemattomat teokset yksivärisestä (massana värjätystä), kaksivärisestä (muunvärisellä lasilla verhotusta), maitolasista, värjätystä, millä tavalla hyvänsä himmennetystä tai poimutellusta lasista samoin kuin jäälasista ja muusta sentapaisesta lasista valmistetut, myös jos niissä on hiotut tai käsitellyt pohjat, reunat, tulpat ja kannet tai puhallettuja, valettuja tai puristettuja kirjoituksia, kirjaimia ja kuvioita, muttei muita koristuksia : hiomattomat ja kiilloittamattomat 1 kg n. hiotut, myös hiotuin kuvioin tai kiilloitetut	—.30 vapaat	— —
4 a 4 b	<i>Muist.</i> Nimikkeen 77 kohtiin 3 ja 4 b kuuluva myönnytys koskee vain 30 tonnin vuosikiintiötä. Siinä tapauksessa, että Viron viranomaiset sallivat tätä suuremman tuonnin, taataan kiintiön ylittävälle määrälle 50% :n tullialennus.		
kohd. 5	erikseen mainitsemattomat teokset, kaikenlaisesta lasista valmistetut, koristeellisesti käsitellyt kuten, sellaiset, joissa on hapolla syövytettyjä, piirustettuja tai kaiverrettuja kuvioita, maalilla tai emalilla koristetut, hopeoidut, kullatut tai platinoidut ; joissa on koristuksia mistä aineesta hyvänsä, myös epäjaloista metalleista (myös kullattuja tai hopeoituja) samoin kuin millä tavalla hyvänsä tummennetuin tai himmennetyin kuvioin 1 kg n.	—.75	—
	RYHMÄ V. <i>Kivennäis- ja kasvispolitoaineet, asfaltti, piki y. m. s. tuotteet.</i>		
88 :sta kohd. 1 kohd. 1 a kohd. 1 d kohd. 2 kohta 2 a	Kautsu ja guttaperkka, valmistettu : pehmeä kumi : lattiapäällysteet, pehmeästä kumista, lehtinä, levyinä tai rullina 1 kg n. letkut ja työkäsineet, pehmeästä kumista 1 kg n. jalkineet, kangas-, nahka- y.m.s. lisäkkein ja lisäkkeittä : kalossit, päällyskengät ja saappaat 1 kg n. <i>Muist.</i> Nimikkeen 88 kohdassa 2 a edellytetty etu koskee vain 75 tonnin vuosikiintiötä kalosseille ja päällyskengille. Saappaiden tuonti Suomesta on rajoittamaton.	—.50 1.60 — —.75	— —

Eesti tollitariifi §		Toll Ekr.	Alandus %
ex pkt. 2—b. ex pkt. 2 bα	kõik muud, eraldi nimetamata : suvekingad (välja arvatud murutennise-, supelus-, spordi- ja srn.) kg n.	1.50	—
	<i>Märkus.</i> § 88 pkt. 2—bα ettenähtud soodustus käib ainult 3-tonnilise aastakontingendi kohta.		
ex pkt. 2—bβ ex pkt. 4.	kõik muud, eraldi nimetamata kg n. automobiili-, mootorratta- ja jalgratta mantlid ja õhukummid, ka muu materjaliga ühenduses :	3.25	
ex pkt. 4—b.	kõik teised, seal hulgas ka õhukummid kg n.	—73	—
LIIK VI.			
<i>Keemiatööstuse toorained ja saadused.</i>			
Ex § 117. ex pkt. 8.	Taimeliid ja taimelihipped : männiõli	tollivaba	—
§ 120. pkt. 1.	Seep ja pesemispulber : kosmeetiline ja tualettseep, vedel, kõva ja pulbrina (ka « Pixavon » ja srn.); samuti meditsiiniline seep kg br.	2.60	—
pkt. 2.	igat liiki, peale tualett- ja arstliste seepide, vedelas või kõvas olekus või pulbris kg n.	—13	—
	<i>Märkus.</i> Nimetuse all « tualettseebid » ei arvata mitte üksi parfümeeritud seepe, vaid igasugust seepi väikestes käepärastes tükkides, ka kangides mitmest jaotükist, pakitud pergamentpaberisse, trükitud paberisse, papp- karpidesse ja srn.		
Ex § 121. ex pkt. 2.	Lakid eraldi nimetamata : tärpentiinlakid ; zapoon-, tselluloid-, tselluloos- ja muud sarnased lakid ka pigmentidega	—	25 %
	<i>Märkus.</i> Selles § nimetatud lakid sisse toodud kuni 2 kg rasketes pakistes tollitakse ühes pakisega.		
LIIK VII.			
<i>Artsid, metallid ja metalliteosed.</i>			
Ex § 149.	Teosed vasest ja vasesulatatistest ja muudest § 143 nime- tatud metallidest ja nende sulatatistest :		
ex pkt. 2—αα. ex pkt. 2—αβ.	keskkütte ventiilid	—	50 %
Ex § 153.	teosed vasest ja vasesulatatistest	—	75 %
	Teosed rauast või terasest, eraldi nimetamata, — viilitud, treitud, freesitud, poleeritud, lihvitud, pronksitud või muul viisil töötletud, ka muust lihtsast materjalist osadega :		
pkt. 1.	eraldi nimetamata :		
pkt. 1—α.	propellerid, jäänaelad (tollid), ukse sulgejad	—	50 %
pkt. 1—b.	teehöövli terad	tollivabad	—
pkt. 1—c.	kõik muud	—	33 ⅓ %
	<i>Märkus 1.</i> §§ 150, 152 ja 153 soodustus, välja arvatud jäänaelte, jahvatuskuulide, lihaveskite ja ukse sulgejate suhtes, käib ainult teoste kohta, millede kaal üle ühe (1) kilogrammi.		
	<i>Märkus 2.</i> §§ 151 ja 153 juurde. Kõik terasvalutooted, mida Eestis ei valmistata, lastakse Majandusministeriumi tunnistuse põhjal sisse tollivabalt.		

Viron tullitariffin nimike		Tulli Ekr.	Alennus %
kohd. 2 b kohd. 2 b α	kaikki muut, erikseen mainitsemattomat : kesäkengät (lukuunottamatta verkkopallo-, uima-, urheilu- y. m. s. kenkiä) 1 kg n. <i>Muist.</i> Nimikkeeseen 88 kohdassa 2 b edellytetty etu koskee vain 3 tonnin vuosikiintiötä.	1.50	—
kohd. 2 b β kohd. 4	kaikki muut, erikseen mainitsemattomat 1 kg n. automobiliin, moottoripyörien ja polkupyörien ulko- ja sisärenkaat, myös muita aineita sisältävät :	3.25	—
kohd. 4 b	kaikki muut, niiden joukossa myös sisärenkaat 1 kg n.	—.73	—
RYHMÄ VI.			
<i>Kemialliset raaka-aineet ja tuotteet.</i>			
117 :stä kohd. 8	kasviöljyt ja kasviöljyhapot : mäntyöljy	vapaa	—
120 :stä kohta 1	Saippua ja pesupulveri : kosmeettinen ja toalettisaippua, nestemäinen, jähmeä ja jauheena (myös « Pixavon » y. m. s.); samoin lääkesaippua 1 kg br.	2.60	—
kohta 2	kaikenlainen, paitsi toaletti ja lääkesaippua, neste- mäisenä, jähmeänä tai jauheena 1 kg n. <i>Muist.</i> 1. Nimitys « toalettisaippua » ei koske yksino- maan hajustettua saippuaa, vaan kaikenlaista pienissä käsikappaleissa olevaa saippuaa, myös kangissa, jotka muodostuvat useasta osakappaleesta, pakattuina perga- menttipaperiin, painettuun paperiin, pahvirasioihin y. m. s. päällysteihin.	—.13	—
121 :stä kohd. 2	Lakat, erikseen mainitsemattomat : tärpättilakat, saponi-, selluloidi-, sellulosa- ja muut samanlaiset lakat, myös pigmentin kera <i>Muist.</i> Tässä nimikkeessä mainitut lakat, jotka tuo- daan enintään 2 kg :n painoisissa pakkauksissa tullataan yhdessä pakkauksen kera.	—	25 %
RYHMÄ VII.			
<i>Malmi, metallit ja metalliteokset.</i>			
149 :stä	Teokset, kuparista ja kuparilejeringeistä sekä muista nimikkeessä 143 mainituista metalleista ja niiden sekoituksista valmistetut :		
kohd. 2 a α kohd. 2 a β	keskuslämmitysventtiilit teokset, kuparista ja kuparilejeringeistä valmistetut	—	50 % 75 %
153 :stä	Teokset, raudasta tai teräksestä valmistetut, erikseen mainitsemattomat, viilatut, sorvatut, hitsatut, kiilloi- tetut, hiotut, pronssatut tai muulla tavalla valmistetut, myös jos niissä on osia muista yksinkertaisista aineista : erikseen mainitsemattomat :		
kohta 1 kohta 1 a kohta 1 b kohta 1 c	propellit, jäänaulat, ovensulkijat tiehöyliä terät kaikki muut	— — —	50 % — 33 1/3 %
<i>Muist.</i> 1. Nimikkeissä 150, 152 ja 153 mainitut edut, lukuunottamatta jäänauloille, jauhinkuulille, lihamylyille ja ovensulkijoille myönnettyjä, koskevat ainoastaan sellaisia teoksia, joiden paino on yli yhden (1) kilon.			
<i>Muist.</i> 2 nimikkeisiin 151 ja 153. Kaikkia teräsvalu- tuotteita, joita Virossa ei valmisteta, saadaan tuoda Talousministeriön todistuksen nojalla tullivapaasti.			

Eesti tollitariifi §		Toll Ekr.	Alandus %
Ex § 154. ex pkt. 2. Ex § 156. ex pkt. 1. ex pkt. 1—b.	raud- ja terasplekist teosed : emailiga kaetud ämbrid Traatteosed : rauast või terasest : traatnaelad, ka lõigatud, rohkem kui 35 mm pikad; rautamisnaelad; needid, splindid, klaveri, keer- pulgad; naelad taotavast malmist; traatkangas ja traatvõrgud :	—	50 %
ex pkt. 1—bα. ex pkt. 1—bβ.	metallkangad, välja arvatud voodipõhjad ja võr- gud; jäänaelad rohkem kui 35 mm pikad . . rautamisnaelad.	—	50 %
Ex § 158. pkt. 1.	Märkus. Soomele kindlustatakse aastakontingent 15 tonni. Noakaup, peale selle tariifi teiste §§ alla kuuluvate ja masinanugade : igasugused, eraldi nimetamata ja otstarbele vaatamata, lihtsast materjalist peaga või tupega, malmist, rauast, terasest, või 143 nimetatud metallidest või metallsulatistest; igasugused käärid ja lõiketangid, peale mokktangide :		
pkt. 1—a. pkt. 1—b. pkt. 1—bα. pkt. 1—bβ.	lambapügamise käärid kg n. kõik teised : hõõvliterad ja plekikäärid kg n. kõik teised kg n.	—,50 —,15 —,50	— — —
Ex § 160. pkt. 2. pkt. 2—a. pkt. 2—b.	labidad, hargid ja rehad (ka heinahangud ja kühvlid) : labidad ja kühvlid kõik teised	— —	75 % 50 %
LIIK VIII.			
<i>Masinad, aparaadid, kaalud, füüsikalised, astronoomilised, matemaatilised, arstlised, ortopeedilised ja säärased aparaadid ja instrumendid; elektritarbeasjad, optilised klaasid, prillid, kellakaup, muusikariistad, liikumisabinõud.</i>			
Ex § 167. pkt. 2.	Masinad ja aparaadid, täielikud või mitte täielikud, tervikutena või osadeks lahtivõetult : puutööstuse masinad, eraldi nimetamata pumbad, käsi- ja mootorvintsid, tõstekraanad, elevaatorid, linttransportöörid, tigud, veskimasinad, tärklis-, viina- ja õllefabrikute masinad ja aparaadid; ventilaatorid ja ekshausterid :		
pkt. 2—a. pkt. 2—aα.	kaalus kuni 200 kg : vakuumpumbad lüpsimasinatele Majandusministeeriumi tunnistuse põhjal	tollivabad —	— 75 %
pkt. 2—aβ. pkt. 2—aγ. pkt. 2—b. pkt. 2—bα.	veskimasinad kõik muud kaalus 200 kuni 1000 kg : vakuumpumbad lüpsimasinatele Majandusministeeriumi tunnistuse põhjal	— — tollivabad	50 % — 75 %
pkt. 2—bβ. pkt. 2—bγ. pkt. 2—c. pkt. 2—cα	veskimasinad kõik muud kaalus üle 1000 kg : vakuumpumbad lüpsimasinatele Majandusministeeriumi tunnistuse põhjal	— — tollivabad	50 % — —

Eesti tollitariifi §		Toll Ekr.	Alandus %
pkt. 2—cβ.	veskimasinad	—	75 %
pkt. 2—cγ.	kõik muud	—	50 %
ex pkt. 11.	elektrimootorid :		
ex pkt. 11—a.	kaalus kuni 10 kg	—	60 %
	<i>Märkus.</i> Selle § pkt. 11-mas nimetatud elektrimootorid igas kaalus töstetoolidele ja lüpsimasinatele Majandusministeeriumi tunnistuse põhjal		
Ex § 169.	Instrumentid ja aparaadid akustiliseks ja elektrotehnisteks otstarveteks, samuti niisuguste instrumendite ja aparaatide osad ; elektrotehnilised tarbed :	tollivabad	—
ex pkt. 5—a.	elektrilüliljad (ka elektrikella nupud), ümberlüliljad, -kaitsed ja käimalaskjad, elektrilambipesad, harutoosid, laerosetid, seinakontaktid ja harklüliljad (stepslid) — portselanist, igasugused	—	60 %
ex pkt. 5—b.	reostaadid ja lüliljad töstetoolidele Majandusministeeriumi tunnistuse põhjal	tollivabad	—
pkt. 9.	elektri hõõglambid ühes lähema ümbrikuga . . . kg n. <i>Märkus.</i> § 169 pkt. 9 ettenähtud soodustus käib ainult 150000 tk. aastakontingendi kohta.	—,25	—
pkt. 10.	raadioaparaadid ja valjuhääldajad — ka mittetäielikud kg n.	I.—	—
pkt. 11.	raadioaparaatide ja valjuhääldajate osad . . . kg n. <i>Märkus.</i> Selle § pkt. 10 ja 11 ettenähtud soodustus käib ainult 5-tonnilise aastakontingendi mõlemi pkt. kogumi kohta.	I.—	—
	LIIK IX.		
	<i>Kaltsud, paberimass, paberikaubad ja trükitöö.</i>		
Ex § 177.	Paberikaup :		
ex pkt. 2.	paber :		
pkt. 2—e.	pergament ja pergamiin	—	75 %
	<i>Märkus.</i> See soodustus käib ainult 200-tonnilise aastakontingendi kogumi kohta.		
	LIIK X.		
	<i>Kiudained ja teosed nendest.</i>		
Ex § 194.	masinarihmad kanepist ja puuvillast, ka kummi lisandiga,		
ex pkt. 3.	ka « Balata » rihmad	—	75 %

Artikkel 6.

Käesolev kokkulepe jõustub 14 päeva pärast seda, kui nõutavad seaduslikud toimingud kummaski maas on sooritatud. See on jõus selles mainitud eranditega kaks aastat. Kui seda üles ei öelda kuus kuud enne selle kaheaastaja lõppemist, jätkub selle jõusolu kuuekuuliste ülesütlemisaegadega.

Kinnituseks on seks otstarbeks vastavalt volitatud sellele kokkuleppele allakirjutanud.

Tehtud kahes eksemplaris, Eesti ja Soome keeles, Helsingis, 2. septembril 1937.

Ed. VIRGO.

K. R. SAVOLAHTI.

Viron tullitariffin nimike		Tulli Ekr.	Alennus %
kohta 2 cβ	jauhatuskoneet	—	75 %
kohta 2 cγ	kaikki muut	—	50 %
kohd. 11	sähkömoottorit :		
kohd. 11 a	paino 10 kg :aan asti	—	60 %
169 :stä	<i>Muist.</i> Tämän nimikkeen kohdassa 11 mainitut, kaikenpainoiset sähkömoottorit hissejä ja lypsykoneita varten Talousministeriön todistuksen nojalla	vapaat	—
kohd. 5 a	Akustisiin ja sähköteknillisiin tarkoituksiin käytettävät laitteet ja kojeet samoin kuin näiden laitteiden ja kojeiden osat ; sähköteknilliset tarvikkeet :		
	sähkövirransulkijat (myös sähkökellon nappulat) ja -kääntösulkijat, varokkeet, käyntiinpanovastukset, sähkölampunpitimet, jakorasiat, kattorusetit, seinä- koskettimet ja pistokytkimet — posliiniset, kaiken- laiset		60 %
kohd. 5 b	vastukset (reostatit) ja virransulkijat hissejä varten Talousministeriön todistuksen nojalla	vapaat	—
kohta 9	sähköhehkulamput lähimmän päällystän kera 1 kg n. <i>Muist.</i> Nimikkeen 169 kohdassa 9 mainittu etu koskee ainoastaan 15000 kappaleen vuosikiintiötä.	—,25	—
kohta 10	radiokoneet ja kovaääniset, kokonaiset . . . 1 kg n.	1,—	—
kohta 11	radiokoneiden ja kovaäänisten osat 1 kg n. <i>Muist.</i> Tämän nimikkeen kohdissa 10 ja 11 mainittu etu koskee ainoastaan 5 tonnin kummallekin kohdalle yhteistä vuosikiintiötä.	1,—	—
	RYHMÄ IX.		
	<i>Lumpu, paperimassa, paperi- ja painotuotteet.</i>		
177 :stä	Paperituotteet :		
kohd. 2	Paperi :		
kohta 2 e	pergamentti ja pergamiini	—	75 %
	<i>Muist.</i> Tämä etu koskee ainoastaan 200 tonnin yhteistä vuosikiintiötä.		
	RYHMÄ X.		
	<i>Kehruuainekset ja niistä valmistetut teokset.</i>		
194 :stä	hampusta ja puuvillasta myös kumia lisäämällä val- mistetut konehihnat, myös balatahihnat	—	75 %

6 artikla.

Tämä sopimus tulee voimaan neljätoista päivää sen jälkeen, kuin asian vaatimat lainsäädäntötoimenpiteet kummassakin maassa on suoritettu. Se on voimassa siinä mainituin poikkeuksin kaksi vuotta. Jollei sitä sanota irti kuutta kuukautta ennen tämän kaksivuotiskauden päättymistä, jatkuu sen voimassaolo kuuden kuukauden irtisanomisajoin.

Vakuudeksi ovat tätä varten asianmukaisesti valtuutetut allekirjoittaneet tämän sopimuksen.

Tehtiin kaksin suomen- ja vironkielisin kappalein Helsingissä 2 päivänä syyskuuta 1937.

Ed. VIRGO.

K. R. SAVOLAHTI.

ALLAKIRJUTAMISPROTOKOLL.

Allakirjutades täna teise lisakokkuleppe Eesti ja Soome kaubandus- ja laevanduslepingule 11. aprillist 1937. a., on volinikud kokku leppinud järgmiste määruste kohta, millised moodustavad lisakokkuleppe olulise osa :

I.

Artikkel 2, nimik 13 :

Liha tuleb müüa Helsingis tööstustooraineks säärasele ostjatele, kellel on Helsingi lihaümbertöötamistehased.

Soome valitsus kohustub andma Eesti lihale sisseveo lube kokkulepitud kuukontingentide määrade piirides.

Artikkel 2, nimik 30 :

Kontingendi-rukist tuleb pakkuda esmalt Soome valitsuse viljaladule. Kui viljaladu rukist ei osta, võib seda müüa teistele. Tehingud peab siiski viljaladu heaks kiitma.

Saagiaasta algab 1. septembrist ja lõpeb 31. augustil.

Artikkel 3, nimik 8II-b :

Bensiinile antud tollihõlbustus on maksev 10 aastat vaid sel tingimusel, et Eesti ja Soome vahel on maksev kaubaleping.

II.

Käesolevas kokkuleppes mainitud kontingentide, välja arvatud rukkikontingent, mille kohta eriti on määratud, kontingendiaastaks on kalendriaasta. 1937. aasta kontingent on suhteline osa kokkuleppes eeldatud kontingendist arvates kokkuleppe jõustumise päevast aasta lõpuni. Eesti tollitariifi § 88-2 a Soomele antud kummijalanõude kontingent on siiski 1937. a. 20 tonni. Peale selle on Soome õigustatud 1938. aasta kummijalanõude ja hõõglampide kontingendist ära kasutama 1937. aastal kõige rohkem 50 %.

Eestist Soome toodav liha, rukis, kartulijahu, kuivatatud õunad, vihmamantlid, korvmööbel, raadioaparaadid ja nende osad, põllutorud ja bensiin loetakse kontingendikaubaks kui saadetisega kaasas on Eesti Majandusministeeriumi päritolutunnistus, millest selgub, et kaup kuulub kontingenti.

Kinnituseks on seks otstarbeks vastavalt volitatud sellele protokollile alla kirjutanud.

Tehtud kahes eksemplaris, Eesti ja Soome keeles, Helsingis, 2. septembril 1937.

Ed. VIRGO.

K. R. SAVOLAHTI.

ALLEKIRJOITUSPÖYTÄKIRJA.

Allekirjoittaessaan tänään toisen lisäsopimuksen Suomen ja Viron kesken 11 päivänä huhtikuuta 1931 tehtyyn kauppaja merenkulkusopimukseen ovat valtuutetut sopineet seuraavista määräyksistä, jotka muodostavat lisäsopimuksen olennaisen osan :

I.

Artiklaan 2, nimikkeeseen 13 :

Liha on myytävä Helsinkiin teollisuuden raaka-aineeksi sellaisille ostajille, joilla on Helsingissä lihanjalostustehdas.

Suomen hallitus sitoutuu antamaan Viron lihalle tuontilupia sovittujen kuukausikiintiöiden määrään asti.

Artiklaan 2, nimikkeeseen 30 :

Kiintiöruus on tarjottava ensin Suomen valtion viljavarastolle. Jollei viljavarasto ruista osta, saadaan se myydä muille. Kaupat on tällöin kuitenkin alistettava viljavaraston hyväksyttäväksi.

Satovuosi alkaa 1 päivänä syyskuuta ja päättyy 31 päivänä elokuuta.

Artiklaan 3, nimikkeeseen 811 b :

Bensiinille myönnetty tullietu on voimassa 10 vuotta vain sillä ehdolla, että Suomen ja Viron kesken on voimassa kauppasopimus.

II.

Tässä sopimuksessa mainittujen kiintiöiden, lukuunottamatta ruiskiintiötä, josta on erikseen määrätty, kiintiövuosi on kalenterivuosi. Vuoden 1937 kiintiö on suhteellinen osa sopimuksen edellyttämästä kiintiöstä laskien sopimuksen voimaantulopäivästä vuoden loppuun. Viron tullitariffin nimikkeessä 88 2 a Suomelle myönnetty kumijalkinekiintiö on vuonna 1937 kuitenkin 20 tonnia. Lisäksi on Suomi vuoden 1938 kumijalkinekiintiöstä ja hehkulamppukiintiöstä oikeutettu vuonna 1937 käyttämään enintään 50 %.

Virosta Suomeen tuotava liha, ruis, perunajauho, kuivatut omenat, sadetakit, korihuonekalut, radiokoneet ja niiden osat, salaojitusputket ja bensiini, luetaan kiintiötavaraksi, jos lähetykseen liittyy Viron Talousministeriön antama alkuperätodistus, josta selviää, että tavara kuuluu kiintiöön.

Vakkuudeksi ovat tätä tarkoitusta varten asianmukaisesti valtuutetut allekirjoittaneet tämän pöytäkirjan.

Tehtiin kaksin suomen- ja vironkielisin kappalein Helsingissä 2 päivänä syyskuuta 1937.

Ed. VIRGO.

K. R. SAVOLAHTI.

I.

HELSINGIS, 2. septembril 1937.

HÄRRA MINISTER,

Tähendades Eesti ja Soome vahel 11. aprillil 1931 sõlmitud kaubandus- ja laevanduslepingule täna allakirjutatud teise lisakokkuleppe asjus peetud läbirääkimiste ajal Teie poolt avaldatud soovile teatan Teile austavalt, et Eesti valitsus astub kõik tarvilikud sammud selleks, et palvete esildamise puhul Eestis viivitamata antaks sisseveo- ja valuutalube kõigile Soome päritoluga kaupadele, millised on mainitud kaubandus- ja laevanduslepingu lisakokkulepete loeteludes neis kokkulepetes määratud tingimusi. Samuti antakse sisseveo- ja valuutalube ka kõigile muile Soomest sisseveetavatele kaupadele, kui nende sissevedu Eestisse üldse pole takistatud.

Võtke vastu, Härra Minister, minu suurima austuse kinnitus.

E. VIRGO.

Härra Minister K. R. Savolahti,
Soome Delegatsiooni Juht,
Helsingis.

ULKOASIAINMINISTERIÖ.

HELSINGISSÄ, 2 päivänä syyskuuta 1937.

HERRA MINISTERI,

Olen saanut Teiltä tänään näin kuuluvan kirjelmän :

« Tähendades Eesti ja Soome vahel 11. aprillil 1931 sõlmitud kaubandus- ja laevanduslepingule täna allakirjutatud teise lisakokkuleppe asjus peetud läbirääkimiste ajal Teie poolt avaldatud soovile teatan Teile austavalt, et Eesti valitsus astub kõik tarvilikud sammud selleks, et palvete esildamise puhul Eestis viivitamata antaks sisseveo- ja valuutalube kõigile Soome päritoluga kaupadele, millised on mainitud kaubandus- ja laevanduslepingu lisakokkulepete loeteludes neis kokkulepetes määratud tingimusi. Samuti antakse sisseveo- ja valuutalube ka kõigile muile Soomest sisseveetavatele kaupadele, kui nende sissevedu Eestisse üldse pole takistatud. »

Kiittäen tästä ilmoituksesta pyydän Teitä, Herra Ministeri, ottamaan vastaan suurimman kunnioitukseni vakuutuksen.

K. R. SAVOLAHTI.

Herra Ministeri E. Virgo,
Viron Neuvottelukunnan Puheenjohtaja,
Helsinki.

II.

HELSINGIS, 2. septembril 1937.

HÄRRA MINISTER,

Tähendades Eesti ja Soome vahel 11. aprillil 1931 sõlmitud kaubandus- ja laevanduslepingule täna allakirjutatud teise lisakokkuleppe asjus peetud läbirääkimiste ajal Teie poolt esildatud soovile,

teatan Teile austavalt, et Eesti valitsus on valmis, kui Soome valitsus seda palub, kaaluma heatahtlikult tollihõlbustuste andmist kunstsüidile, kunstvillale ja tsellofaanpaberile, milliseid Soomes hakatakse valmistama umbes aasta pärast.

Võtke vastu, Härra Minister, minu suurima lugupidamise kinnitus.

E. VIRGO.

Härra Minister K. R. Savolahti,
Soome Delegatsioonid Juht,
Helsingis.

ULKOASIAINMINISTERIÖ.

HELSINGISSÄ 2 päivänä syyskuuta 1937.

HERRA MINISTERI,

Olen saanut Teiltä tänään näin kuuluvan kirjelmän :

« Tähendades Eesti ja Soome vahel 11. aprillil 1931 sõlmitud kaubandus- ja laevanduslepingule täna allakirjutatud teise lisakokkuleppe asjus peetud läbirääkimiste ajal Teile poolt esildatud soovile, teatan Teile austavalt, et Eesti valitsus on valmis, kui Soome valitsus seda palub, kaaluma heatahtlikult tollihõlbustuste andmist kunstsüidile, kunstvillale ja tsellofaanpaberile, milliseid Soomes hakatakse valmistama umbes aasta pärast. »

Kiittäen tästä ilmoituksesta pyydän Teitä, Herra Ministeri, ottamaan vastaan suurimman kunnioitukseni vakuutuksen.

K. R. SAVOLAHTI.

Herra Ministeri E. Virgo,
Viron Neuvottelukunnan Puheenjohtaja,
Helsinki.

III.

ULKOASIAINMINISTERIÖ.

HELSINGISSÄ 2 päivänä syyskuuta 1937.

HERRA MINISTERI,

Viitaten Suomen ja Viron kesken 11 päivänä huhtikuuta 1931 tehdyn kauppaja merenkulkusopimuksen tänään allekirjoitetusta toisesta lisäsopimuksesta käytyjen neuvottelujen aikana lausumaanne toivomukseen ilmoitan Teille kunnioittavasti, että Suomen hallitus on valmis hyväntahtoisesti harkitsemaan Viron salaojituspuktille vuodeksi 1938 myönnetyn tulliedun ainakin osittaista jatkamista, mikäli Suomen oma tuontanto ei voi kysyntää tyydyttää.

Ottakaa vastaan, Herra Ministeri, suurimman kunnioitukseni vakuutus.

K. R. SAVOLAHTI.

Herra Ministeri E. Virgo,
Viron Neuvottelukunnan Puheenjohtaja,
Helsinki.

HELSINGIS, 2. septembril 1937.

HÄRRA MINISTER,

Olen Teilt täna saanud järgmise sisuga kirja :

« Viitaten Suomen ja Viron kesken 11 päivänä huhtikuuta 1931 tehdyn kauppa- ja merenkulkusopimuksen tänään allakirjoitetusta toisesta lisäsopimuksesta käytyjen neuvottelujen aikana lausumaanne toivomukseen ilmoitan Teille kunnioittavasti, että Suomen hallitus on valmis hyväntahtoisesti harkitsemaan Viron salaojituspuktille vuodeksi 1938 myönnetyn tulliedun ainakin osittaista jatkamista, mikäli Suomen oma tuotanto ei voi kysyntää tyydyttää ».

Tänades selle teate eest palun Teid, Härra Minister, vastu võtta minu suurima lugupidamise kinnitus.

E. VIRGO.

Härra Minister K. R. Savolahti,
Soome Delegatsiooniu Juht,
Helsingis.

IV.

ULKOASIAINMINISTERIÖ.

HELSINGISSÄ 2 päivänä syyskuuta 1937.

HERRA MINISTERI,

Viitaten Suomen ja Viron kesken 5 päivänä heinäkuuta 1934¹ tehtyyn omenasopimukseen sekä Suomen ulkoasiainministerin ja Viron Helsingissä olevan lähettilään 19 päivänä heinäkuuta 1935 suorittamaan nootien vaihtoon, jossa sovitaan omenakiintiön korotuksesta 240 tonniin, ilmoitan Teille kunnioittavasti Suomen hallituksen suostuneen siihen, että kiintiö korotetaan 300 tonniin. Tämä korotus koskee jo kuluva vuotta.

Ottakaa vastaan, Herra Ministeri, suurimman kunnioitukseni vakuutus.

K. R. SAVOLAHTI.

Herra Ministeri E. Virgo,
Viron Neuvottelukunnan Puheenjohtaja,
Helsinki.

HELSINGIS, 2. septembril 1937.

HÄRRA MINISTER,

Olen Teilt täna saanud järgmise sisuga kirja :

« Viitaten Suomen ja Viron kesken 5 päivänä heinäkuuta 1934 tehtyyn omenasopimukseen sekä Suomen ulkoasiainministerin ja Viron Helsingissä olevan lähettilään 19 päivänä heinäkuuta 1935 suorittamaan nootien vaihtoon, jossa sovitaan omenakiintiön korotuksesta 240 tonniin, ilmoitan Teille kunnioittavasti Suomen hallitukseen suostuneen siihen, että kiintiö korotetaan 300 tonniin. Tämä korotus koskee jo kuluva vuotta. »

Tänades selle teate eest palun Teid, Härra Minister, vastu võtta minu suurima lugupidamise kinnitus.

E. VIRGO.

Härra Minister K. R. Savolahti,
Soome Delegatsiooniu Juht,
Helsingis.

¹ Vol. CLIII, page 242, de ce recueil.¹ Vol. CLIII, page 243, of this Series.

PROTOKOLL.

Arvestades seda haruldast olukorda, milline on Eesti ja Soome vahel maksev rahvusvahelise kaubanduspoliitika alal ja silmas pidades, et majandusliste suhete usaldusline arendamine on tähtsaks aluseks ka muule hõimurahvaste ühistööle, on alla kirjutatud, kes valitsuste poolt selleks volitatud, valmistanud järgmise protokollid :

Kavatsedes tollikõrgendusi või teistsuguseid sissevedu koormavaid muudatusi tollitariifides, või sisseveo piiramisi, olgu need misnimelised tahes, teatavad kummagi maa valitsused sellest kavatsusest juhul, kui kavatsetud samm puudutab kaupa või kaupu, milliseid eelmisel aastal on teisest lepingu-osalise maast sisse veetud, teineteisele sedavõrd aegsasti, et teate saajal jääb võimalus hiljemalt 10 päeva jooksul, kui selleks on põhjust, märkuste tegemiseks kavatsuste suhtes. Kumbki valitsus kohustub kõige tõsisemalt kaaluma sel kombel esitatud märkusi.

Käesolev protokoll on jõus niisama kaua kui Eesti ja Soome vahel 11. aprillil 1931 sõm litud kaubandus- ja laevandusleping.

Tehtud kahes eksemplaris, Eesti ja Soome keeles, Tallinnas 11. septembril 1937.

K. SELTER.

P. J. HYNNINEN.

PÖYTÄKIRJA.

Ottaen huomioon sen kansainvälisää kauppapoliitisisa suhteissa harvinaisen aseman, jossa Suomi ja Viro ovat keskenään, ja muistaen, että taloudellisten suhteiden luottamuksellinen kehittäminen on tärkeänä perustana heimokansojen muullekin yhteistyölle, allekirjoittaneet, hallituksensa valtuuttamina, ovat laatineet seuraavan pöytäkirjan :

Suunnitellessaan tullikorotuksia tai tuontia rasittavia muunlaisia muutoksia tullitariifeihinsa tai tuontirajoituksia, olkoot ne minkä nimisiä tahansa, kummankin maan hallitus tulee, jos suunniteltu toimenpide kohdistuisi tavaraan tai tavaroihin, joita edellisenä vuotena on tuotu toisesta sopimusmaasta, ilmoittamaan suunnitelmastaan toisen maan hallitukselle niin ajoissa, että tälle jää vähintään 10 päivää aikaa tehdäkseen, jos katsoo siihen olevan aihetta, huomautuksensa suunnitelman johdosta. Kumpikin hallitus sitoutuu mitä vakavimmin harkitsemaan sille tällä tavoin esitettyjä huomautuksia.

Tämä pöytäkirja on voimassa yhtä kauan kuin Suomen ja Viron kesken 11 päivänä huhtikuuta 1931 tehty kauppa- ja merenkulkusopimus.

Laadittiin, suomen- ja vironkielisin kaksin kappalein Tallinnassa 11 päivänä syyskuuta 1937.

K. SELTER.

P. J. HYNNINEN.

¹ TRADUCTION.

N^o 4229. — SECOND ACCORD ADDITIONNEL AU TRAITÉ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION DU 11 AVRIL 1931 ENTRE L'ESTONIE ET LA FINLANDE. SIGNÉ A HELSINKI, LE 2 SEPTEMBRE 1937.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE ont décidé d'introduire les additions et amendements suivants au Traité de commerce et de navigation signé le 11 avril 1931, et à l'Accord additionnel signé le 5 juillet 1934.

Article premier.

L'article XVI, paragraphe *b*), du Traité de commerce et de navigation du 11 avril 1931, conclu entre la Finlande et l'Estonie, ainsi que les déclarations concernant cet article et contenues dans le protocole final du traité, seront supprimés.

Article 2.

La position 32, la note concernant la position 60, et les positions 62, 93 et 741 seront omises de la liste A de l'accord additionnel.

Article 3.

Les positions 13, 30, 48, 677 *a*) et 811 *b*) de la liste A de l'accord additionnel seront amendées comme suit :

Position du tarif douanier finlandais		Droits en marks finlandais	Pourcentage de réduction
13	Viandes non spécifiées, sauf en contenants hermétiquement fermés : Autres par kg. net <i>Note</i> : Le droit de 0,70 Mk. f. est appliqué à un contingent annuel de 400 tonnes qui peuvent être importées à raison de 50 tonnes par mois en janvier, février, mars, avril, mai, juin, juillet et décembre. Au cas où la totalité du contingent mensuel ne serait pas utilisée au cours de l'un quelconque des susdits mois, il sera permis d'utiliser pendant la première semaine du mois suivant la fraction non utilisée du mois précédent, sans, toutefois, que celle-ci puisse dépasser 20 % du contingent mensuel.	—,70	
30 <i>a</i>)	Seigle, non moulu	exempt	

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 4229. — SECOND ADDITIONAL AGREEMENT TO THE TREATY OF COMMERCE AND NAVIGATION OF APRIL 11TH, 1931, BETWEEN ESTONIA AND FINLAND. SIGNED AT HELSINKI, SEPTEMBER 2ND, 1937.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF FINLAND and THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF ESTONIA have decided to introduce the following amendments and additions in the Treaty of Commerce and Navigation signed on April 11th, 1931, and in the Additional Agreement signed on July 5th, 1934.

Article 1.

Article XVI, paragraph (b), of the Treaty of Commerce and Navigation of April 11th, 1931, between Finland and Estonia, together with the declarations regarding that Article contained in the Final Protocol of the Treaty, shall be omitted.

Article 2.

Item 32, the note on Item 60, and Items 62, 93 and 741 shall be omitted from List A of the Additional Agreement.

Article 3.

Items 13, 30, 48, 677 (a) and 811 (b) in List A of the Additional Agreement shall be amended as follows :

Item in the Finnish Customs Tariff		Customs Rate in Finnish Marks	Percentage of Reduction
13	Meat, not specially mentioned, except in hermetically sealed containers : Other per kg. net	—70	
	<i>Note :</i> The rate of FMK 0.70 is applied to an annual quota of 400 tons, which may be imported at the rate of 50 tons a month in January, February, March, April, May, June, July and December. Should the entire monthly quota not be used up in any of the above-mentioned months, the unutilised portion of the quota for the previous month may be used in the first week of the following month, but only to the extent of 20% of the monthly quota.		
30 (a)	Rye, not milled	free	

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Position du tarif douanier finlandais		Droits en marks finlandais	Pourcentage de réduction
48 a)	<p><i>Note</i> : La franchise douanière sera appliquée tant que les droits de douane sur le seigle ne dépasseront pas en Finlande 0,50 Mk. f. par kg. Si le taux est supérieur à 0,50 Mk. f. mais ne dépasse pas un mark, la réduction des droits frappant le seigle estonien sera de 0,50 Mk. f. par kg. Si les droits dépassent un mark, la réduction sera de 50 %.</p> <p>La réduction des droits sera applicable à un contingent de 10.000 tonnes pour la campagne 1937-38 et de 9.000 tonnes pour les campagnes suivantes.</p> <p>Fécule de pommes de terre</p>		33 ⅓ %
677 a)	<p><i>Note</i> : La fécule de pommes de terre destinée à servir de matière première dans l'industrie, pourra être importée en Finlande jusqu'à concurrence d'un contingent de 300 tonnes. Ce contingent acquittera un droit de 0,50 Mk. f. par kg., conformément aux dispositions applicables en Finlande.</p> <p>Appareils de radio ainsi que leurs pièces détachées, non spécialement dénommés par kg.</p>	13,—	
ex 811 b)	<p><i>Note</i> : Le droit de 13 marks sera appliqué à un contingent annuel de 5 tonnes.</p> <p>Huiles de schiste bitumineux et essence</p> <p><i>Note</i> : La franchise douanière, en ce qui concerne l'essence, est limitée à un contingent annuel équivalant à 15 % de la quantité totale importée en Finlande pendant l'année précédente. Cette exemption de droits sera valable pour dix ans.</p>	exemptes	

Article 4.

Les additions suivantes sont apportées à la liste A de l'accord additionnel.

Position du tarif douanier finlandais		Droits en marks finlandais	Pourcentage de réduction
ex 17 76 a)	<p>Lamproies</p> <p>Pommes, sèches ou séchées, en tranches ou en morceaux .</p> <p><i>Note</i> : Le taux de 0,75 Mk. f. s'appliquera à un contingent annuel de 30 tonnes.</p>	—,75	50 %
ex 142	Lamproies		50 %
ex 299	Gants en soie artificielle		50 %
ex 301	Gants en soie artificielle		50 %
ex 317	Manteaux imperméables, partiellement ou entièrement en soie, contenant du caoutchouc		50 %
	<i>Note</i> : La réduction de droits s'applique à un contingent annuel de 1 tonne.		
ex 318	Manteaux imperméables en coton, contenant du caoutchouc		50 %
	<i>Note</i> : La réduction de droits s'applique à un contingent annuel de 1 tonne.		
ex 394	Articles d'ameublement en osier, non rembourrés ni garnis		75 %
ex 395	Articles d'ameublement en osier, rembourrés ou garnis . .		75 %

Item in the Finnish Customs Tariff		Customs Rate in Finnish Marks	Percentage of Reduction
	<p><i>Note</i> : Exemption from duty shall apply so long as the Customs duty on rye in Finland is not more than FMK 0.50 per kg. If the rate is higher than FMK 0.50 but not more than 1 Mark, the reduction in the duty on Estonian rye shall be FMK 0.50 per kg. If the duty rises above 1 Mark, the reduction in the rate shall be 50%.</p> <p>The reduction in duty shall apply to a quota of 10,000 tons during the harvest year 1937-38 and 9,000 tons in the following harvest years.</p>		
48 (a)	Potato meal (potato starch)		33 $\frac{1}{3}$ %
	<p><i>Note</i> : Potato meal intended for use as raw material for industry may be imported into Finland to an amount of 300 tons. The rate of duty shall be FMK 0.50 per kg. in accordance with the provisions applicable in Finland.</p>		
677 (a)	Wireless apparatus and parts thereof, not specially mentioned per kg.	13.—	
	<p><i>Note</i> : The rate of 13 Marks shall apply to an annual quota of 5 tons.</p>		
ex 811 (b)	Bituminous shale oil and petrol	free	
	<p><i>Note</i> : Exemption from duty on petrol shall apply only to an annual quota equivalent to 15% of the total imports into Finland during the previous year. This Customs exemption shall apply for ten years.</p>		

Article 4.

The following additions are made to List A of the Additional Agreement :

Item in the Finnish Customs Tariff		Customs Rate in Finnish Marks	Percentage of Reduction
ex 17 76 (a)	Lampreys Apples, dry or dried, in slices or pieces	—75	50 %
	<p><i>Note</i> : The rate of FMK 0.75 shall apply to an annual quota of 30 tons.</p>		
ex 142	Lampreys		50 %
ex 299	Artificial silk gloves		50 %
ex 301	Artificial silk gloves		50 %
ex 317	Waterproof coats, containing rubber, wholly or partly of silk		50 %
	<p><i>Note</i> : The reduction in duty applies to an annual quota of 1 ton.</p>		
ex 318	Waterproof coats, containing rubber, of cotton		50 %
	<p><i>Note</i> : The reduction in duty applies to an annual quota of 1 ton.</p>		
ex 394	Wicker furniture, not stuffed or upholstered		75 %
ex 395	Wicker furniture, upholstered or stuffed		75 %

Position du tarif douanier finlandais		Droits en marks finlandais	Pourcentage de réduction
ex 489 ex 735 ex 785	<p><i>Note</i> : Les articles rentrant dans les positions 394 et 395 peuvent être importés au taux réduit jusqu'à concurrence d'un contingent annuel total de 5 tonnes par an.</p> <p>Courroies de transmission et de transport.</p> <p>Calcite</p> <p>Tuiles à drainage et leurs parties</p> <p><i>Note</i> : La franchise s'applique à un contingent de 4.000 tonnes et seulement pendant l'année 1938.</p>	exempte exemptes	55 %
ex 862	Solvants techniques (<i>Lahustaja</i>)	exempts	

Article 5.

Les amendements et additions suivants sont apportés à la liste B de l'accord additionnel.

Position du tarif douanier estonien		Droits en couronnes estoniennes	Pourcentage de réduction
	GROUPE I.		
	<i>Denrées alimentaires, produits d'origine végétale et animale.</i>		
ex 18 ex 2	<p>Café :</p> <p>Café, grillé, en grains par kg. net</p> <p><i>Note</i> : Les articles mentionnés au N° 2 de cette position, en paquets de 2 kg. au maximum, sont passibles de droits de douane, y compris le poids de l'emballage.</p>	1,20	—
ex 21 ex 4	<p>Tabac :</p> <p>Cigares</p> <p><i>Note</i> : Cette réduction s'applique à un contingent annuel de 1 tonne.</p>	—	75 %
	GROUPE II.		
	<i>Engrais, produits bruts animaux et autres, ainsi qu'articles fabriqués avec ces produits.</i>		
ex 55 4	<p>Peaux tannées, teintes ou non :</p> <p>Peaux de chevreau et de chevrette de toutes catégories et dimensions</p>	—	25 %
ex 5 α	Peaux de chamois, de toutes catégories et dimensions, cuir glacé par kg. net	10,—	—
ex 5 β	Cuir vernis, de toutes catégories et dimensions, par kg. net	5,—	—
ex 8	Cuir pour semelles.		
	<i>Note</i> : Un contingent annuel de 2 tonnes est garanti à la Finlande.		
ex 57 ex 6	<p>Articles en cuir :</p> <p>Courroies de transmission, cousues ou non, même en plusieurs épaisseurs par kg. net</p>	—,50	—

Item in the Finnish Customs Tariff		Customs Rate in Finnish Marks	Percentage of Reduction
ex 489 ex 735 ex 785	<p><i>Note</i> : Goods coming under Items 394 and 395 may be imported at the reduced rate to a total amount of 5 tons per year.</p> Transmission and conveying belts Calcite Draining tiles and parts thereof	free free	55 %
ex 862	<p><i>Note</i> : Exemption from duty applies to a quota of 4,000 tons and only during the year 1938.</p> Technical solvents (<i>Lahustaja</i>)	free	

Article 5.

The following amendments and additions are made in List B of the Additional Agreement.

Item of the Estonian Customs Tariff		Customs Rate in Estonian Crowns	Percentage of Reduction
	GROUP I.		
	<i>Foodstuffs, Vegetable and Animal Products.</i>		
ex 18 ex 2	Coffee : Coffee, roasted, beans, per kg. net <i>Note</i> : The goods mentioned in No. 2 of this item, in packages of not more than 2 kg., are dutiable, including the weight of the packing.	1.20	—
ex 21 ex 4	Tobacco : Cigars <i>Note</i> : This reduction applies to an annual quota of 1 ton.	—	75 %
	GROUP II.		
	<i>Manures, Raw Animal and Other Products and Manufactures thereof.</i>		
ex 55 4	Hides and skins, tanned, dyed or not : Kid and chevrette of all kinds and sizes	—	25 %
ex 5 α	Chamois skins of all kinds and sizes, glacé leather per kg. net	10.—	—
ex 5 β ex 8	Patent leather of all kinds and sizes, per kg. net Sole leather. <i>Note</i> : Finland is guaranteed an annual quota of 2 tons.	5.—	—
ex 57 ex 6	Leather manufactures : Machine belts, sewn or not, also in several layers per kg. net	— .50	—

Position du tarif douanier estonien		Droits en couronnes estoniennes	Pourcentage de réduction
	GROUPE III. <i>Bois et articles en bois.</i>		
ex 61 ex 6	Ouvrages en bois non spécialement dénommés : Articles de sport tels que skis, bâtons de skis, javelots, raquettes de tennis avec ou sans cordes, bâtons de hockey, cannes à pêche et leurs accessoires	—	25 %
	GROUPE IV. <i>Matières brutes minérales, pierres de toute sorte ainsi qu'ouvrages en ces matières.</i>		
ex 72 4	Plaques isolantes : Plaques isolantes en tourbe, en paille ou en matières ordinaires autres que le liège et l'asbeste	—	80 %
ex 73 4	Tuyaux et produits céramiques en pierre artificielle ainsi que carreaux : Carreaux en pierre artificielle pour revêtements muraux, de toute couleur, unis ou avec ornements en relief :		
4 a)	Unicolores	—	50 %
4 b)	Multicolores	—	50 %
4 c)	Avec peinture, dorure ou autres ornements	—	50 %
ex 75 ex 3 a)	Ouvrages en faïence (argile blanche), sauf les isolateurs : Vases pour orner les appartements ou les tables dans les habitations, blancs ou unicolores, sans peinture ni argenture ou dorure, sans décorations en métal ou en alliage de métaux	—	60 %
ex 3 b)	Cendriers	—	90 %
ex 4 a)	Vases pour la décoration des appartements ou des tables dans les habitations, multicolores, même combinés avec d'autres matières communes, mais sans peinture ni argenture ou dorure	—	60 %
ex 4 b)	Cendriers	—	90 %
ex 76 ex 1 a)	Ouvrages en porcelaine : De toute sorte, blancs ou unicolores, même avec rayures colorées, argentées ou dorées aux bords, côtés, anses ou becs, mais sans autres ornements, même combinés avec d'autres matières communes	—	60 %
ex 1 b)	Isolateurs en porcelaine, blancs ou unicolores	exempts	—
ex 3	Cendriers	—	90 %
ex 4	Cendriers	—	90 %
ex 77 ex 1	Ouvrages en verre : Récipients destinés à l'emballage et à la conservation des liquides ou d'autres marchandises, tels que bouteilles ordinaires de toute sorte ou bouteilles et flacons, non adoucis ni polis, même ornés de lettres, inscriptions ou marques moulées ou soufflées :		
ex 1 a)	En verre à bouteilles ordinaires (de couleur verte, olive, brune ou d'une autre couleur naturelle), avec goulots, bouchons et couvercles non adoucis ni polis, et avec fonds et bords non retouchés :		
ex 1 a) α	Bocaux par kg. net	—,09	—
ex 1 b)	En verre blanc, demi-blanc ou de couleur (coloré en pâte), y compris le verre laiteux, avec goulots, bouchons et couvercles non adoucis ni polis, et avec fonds et bords non retouchés :		
ex 1 b) α	Bocaux de verre demi-blanc par kg. net	—,10	—

Item of the Estonian Customs Tariff		Customs Rate in Estonian Crowns	Percentage of Reduction
	GROUP III. <i>Wood and Manufactures thereof.</i>		
ex 6I ex 6	Wooden manufactures, not specially mentioned : Sports requisites, such as skis, ski-sticks, spears, tennis racquets, stringed or not, hockey-sticks, fishing-rods, anglers' requisites, etc.	—	25 %
	GROUP IV. <i>Mineral Raw Materials, Stone of all kinds, and Manufactures thereof.</i>		
ex 72 4	Insulating sheets : Insulating sheets of peat, straw or common materials other than cork bark and asbestos	—	80 %
ex 73 4	Ceramic pipes and wares of sintered artificial stone, also slabs : Artificial stone tiles for wall-facing, of any colour, smooth or with ornaments in relief :		
4 (a)	Of one colour	—	50 %
4 (b)	Of several colours	—	50 %
4 (c)	With painting, gilding or other ornamentation	—	50 %
ex 75 ex 3 (a)	Earthenware articles (of white clay), except insulators : Bowls for the decoration of rooms or tables in dwellings, white or of one colour, uncoloured, not silvered or gilt, without decorations of metal or metal alloys	—	60 %
ex 3 (b)	Ashtrays	—	90 %
ex 4 (a)	Bowls for the decoration of rooms or tables in dwellings, of several colours, also combined with other common substances, but unpainted and not silvered or gilt	—	60 %
ex 4 (b)	Ashtrays	—	90 %
ex 76 ex 1 (a)	Porcelain wares : Of all kinds, white or of one colour, also with coloured, silvered or gilt lines on the edges, sides, handles or spouts, but without other ornament, also combined with other common materials	—	60 %
ex 1 (b)	Porcelain insulators, white or of one colour	free	—
ex 3	Ashtrays	—	90 %
ex 4	Ashtrays	—	90 %
ex 77 ex 1	Glassware : Receptacles intended for packing and preserving liquids and other goods, such as all kinds of common bottles, small bottles and jars, unground and unpolished, also ornamented with cast, blown or pressed letters, inscrip- tions or marks :		
ex 1 (a)	Made of common (green, olive, brown, or other natural colour) bottle-glass, with unground and unpolished necks, stoppers or lids, and with unworked bottoms and edges :		
ex 1 (a) α	Jars per kg. net	— .09	—
ex 1 (b)	Of white, half-white or coloured glass (coloured in the paste), also milk-white glass, with unground and unpolished necks, stoppers or lids, and with unworked bottoms and edges :		
ex 1 (b) α	Jars, of half-white glass per kg. net	— .10	—

Position du tarif douanier estonien		Droits en couronnes estoniennes	Pourcentage de réduction
ex 1 c)	En verre dénommé sous les lettres <i>a</i>) et <i>b</i>), avec goulots, bouchons et couvercles adoucis ou polis et avec fonds et bords retouchés, ainsi qu'avec simples dessins moulés, soufflés ou pressés, tels que lettres, inscriptions ou marques de fabrique; bouteilles avec bouchons brevetés :		
1 c) α	Bocaux pour conserves (dénommés « Weck ») ainsi que leurs parties par kg. net	—,15	—
ex 1 c) β	Tous autres :		
ex 1 c) β a)	Autres bocaux par kg. net	—,15	—
	<i>Note</i> : Les articles mentionnés à la position 1 de ce numéro, avec parties d'autres matières communes, telles que bouchons, parties métalliques de siphon, revêtements de paille, osier, fil de fer ou autres substances analogues, sont passibles de droits sous la lettre <i>c</i>) de cette position.		
2	Articles non spécialement dénommés en verre blanc, demi-blanc ou en verre à bouteilles naturel, non adoucis ni polis, avec ou sans fonds, bords, goulots, bouchons ou couvercles adoucis ou retouchés, ainsi qu'avec marques, inscriptions ou dessins moulés, soufflés ou pressés, mais sans autres ornements :		
2 a)	Pressés ou moulés :		
2 a) α	Verres à thé, à liqueur, à bière et à vin . par kg. net	—,20	—
2 a) β	Tous autres par kg. net	—,10	—
2 b)	Soufflés, même en moule :		
2 b) α	Tubes, droits	—	50 %
2 b) β	Tous autres :		
2 b) β a)	Verre à lampe, verres à thé, à bière, à liqueur et à vin par kg. net	—,40	—
2 b) β b)	Tous autres par kg. net	—,20	—
4	Articles non spécialement dénommés, unicolores (colorés en pâte), bicolores (avec couche de verre d'une autre couleur), blanc laiteux, peints, dépolis, cannelés ou givrés, et similaires, ainsi qu'avec fonds, bords, bouchons ou couvercles adoucis ou retouchés, ou avec inscriptions, marques et dessins soufflés, moulés ou pressés, mais sans autres ornements :		
4 a)	Non adoucis ni polis par kg. net	—,30	—
4 b)	Adoucis, même avec dessins ou polis	exempts	—
	<i>Note</i> : La concession concernant les Nos 3 et 4 b) de la position 77 ne s'appliquera qu'à un contingent annuel de 30 tonnes. Au cas où l'administration estonienne autoriserait l'importation de quantités plus élevées, il sera accordé une réduction de droits de 50% sur les importations dépassant le contingent.		
ex 5	Ouvrages non spécialement dénommés en verre de toute espèce, décorés, par exemple, d'ornements obtenus à l'acide, gravés ou dessinés, ou décorés avec peinture, émail, argenture, dorure ou platine; avec ornements en matières de toute sorte, même en métaux communs (même dorés ou argentés), ainsi qu'avec ornements de toute sorte, dépolis ou mats. par kg. net	—,75	—

Item of the Estonian Customs Tariff		Customs Rate in Estonian Crowns	Percentage of Reduction
ex 1 (c)	Of glass, mentioned under (a) and (b), with ground or polished necks, stoppers or lids, or with worked bottoms and edges, or simple designs produced by casting, blowing or pressing, such as letters, inscriptions or trade marks; bottles provided with patent stoppers:		
1 (c) α	Jars, for preserving (so-called "Weck" jars), also with parts therefor per kg. net	— .15	—
ex 1 (c) β	All other kinds:		
ex 1 (c) β (a)	Other jars per kg. net	— .15	—
<p><i>Note:</i> Goods mentioned in Item 1 of this number with parts of other common materials, such as stoppers, metal siphon parts, coverings made of straw, wicker, steel wire or other similar substance, are dutiable under letter (c) of this item.</p>			
2	Manufactures, not specially mentioned, of white or half-white glass or of natural bottle-glass, unground, unpolished, with or without ground or worked bottoms, edges, necks, stoppers or lids, also with cast, blown or pressed marks, inscriptions or patterns, but without other ornament:		
2 (a)	Pressed or cast:		
2 (a) α	Tea, liqueur, beer and wine glasses . . . per kg. net	— .20	—
2 (a) β	All other kinds per kg. net	— .10	—
2 (b)	Blown, also in moulds:		
2 (b) α	Tubes, straight	—	50 %
2 (b) β	All other kinds:		
2 (b) β (a)	Lamp glass, tea, beer, liqueur and wine glasses . . . per kg. net	— .40	—
2 (b) β (b)	All other kinds per kg. net	— .20	—
4	Articles, not specially mentioned, of one colour (coloured in the paste), two colours (with a layer of glass of another colour), milk white, coloured, dulled, fluted, or frosted or other similar glass, also with ground or worked bottoms, edges, stoppers or lids or with blown, cast or pressed inscriptions, letters or patterns, but without other ornament:		
4 (a)	Unground and unpolished per kg. net	— .30	—
4 (b)	Ground, also with ground patterns or polished . . .	free	—
<p><i>Note:</i> The concession in respect of Item 77, Nos. 3 and 4 (b), shall apply only to an annual quota of 30 tons. Should the Estonian authorities permit the importation of larger quantities, a reduction of 50% in the Customs duty shall be granted on the quantity exceeding the quota.</p>			
ex 5	Articles, not specially mentioned, of any kind of glass, decorated, for instance, by etched, engraved or designed patterns, decorated with colour or enamel, silvered, gilt or platinum-plated; also ornamented with any kind of material including base metals (also gilt or silvered) or with any kind of dull or dark patterns . . . per kg. net	— .75	—

Position du tarif douanier estonien		Droits en couronnes estoniennes	Pourcentage de réduction
	GROUPE V. <i>Combustibles minéraux et végétaux ; asphalte, poix, produits similaires.</i>		
ex 88	Caoutchouc et gutta-percha, ouvrés :		
ex 1	Caoutchouc mou :		
ex 1 a)	Revêtements de planchers en caoutchouc mou, sous forme de feuilles, plaques ou rouleaux . par kg. net	—,50	—
ex 1 d)	Tuyaux et gants de travail en caoutchouc mou par kg. net	1,60	—
ex 2	Chaussures avec addition de tissu, cuir, etc., ou sans cette addition :		
2 a)	Galoches ; snow-boots et bottes à tige . . . par kg net	—,75	—
	<i>Note : Le privilège accordé au sujet du numéro 2 a) de la position 88 ne s'applique qu'à un contingent annuel de 75 tonnes de galoches et de snow-boots.</i>		
	<i>Il n'y a pas de restrictions en ce qui concerne les importations de bottes à tige en provenance de Finlande.</i>		
ex 2 b)	Toutes autres sortes non spécialement dénommées :		
ex 2 b) α	Chaussures d'été (excepté les chaussures de tennis, de bain, de sport ou similaires) . . par kg. net	1,50	—
	<i>Note : Les privilèges accordés au sujet du numéro 2 b) de la position 88 ne s'appliquent qu'à un contingent annuel de 3 tonnes.</i>		
ex 2 b) β	Toutes autres sortes non spécialement dénommées par kg. net	3,25	—
ex 4	Enveloppes et chambres à air pour automobiles, motocyclettes, bicyclettes, même combinées avec d'autres matières :		
ex 4 b)	Toutes autres sortes comprenant également les chambres à air. par kg. net	—,73	—
	GROUPE VI. <i>Matières brutes pour l'industrie chimique et produits chimiques.</i>		
ex 117	Huiles végétales et acides d'huiles végétales :		
ex 8	Huiles de pin	exemptes	—
120	Savons et poudre de savon :		
1	Savons cosmétiques et de toilette à l'état liquide, solide ou en poudre (y compris le «Pixavon» et similaires) ainsi que les savons médicaux par kg. brut	2,60	—
2	Savons de toute sorte autres que les savons de toilette et médicaux à l'état liquide, solide ou en poudre par kg. net	—,13	—
	<i>Note : La dénomination «savon de toilette» s'entend non seulement des savons parfumés, mais de tout savon en pains ainsi qu'en barres composées de plusieurs pièces, emballés dans du papier parcheminé avec emballage extérieur de papier imprimé, de boîtes de carton et similaires.</i>		
ex 121	Laques non spécialement dénommées :		
ex 2	Laques à la térébenthine, laques zapon, laques de celluloid, laques cellulósiques et autres laques similaires, même pigmentées	—	25 %

Item of the Estonian Customs Tariff		Customs Rate in Estonian Crowns	Percentage of Reduction
GROUP V.			
<i>Fuel obtained from the Mineral and Vegetable Kingdom, Asphalt, Pitch and Similar Products.</i>			
ex 88	Rubber and gutta-percha, manufactured :		
ex 1	Soft rubber :		
ex 1 (a)	Floor covering of soft rubber in the form of leaves, sheets or rolls per kg. net	— .50	—
ex 1 (d)	Hose pipes and working gloves of soft rubber, per kg. net	1.60	—
ex 2	Footwear with the addition of cloth, leather, etc., or without such addition :		
ex 2 (a)	Galoshes, snowboots and top-boots . per kg. net	— .75	—
<i>Note : The privilege granted in respect of Item 88, No. 2 (a), applies only to an annual quota of 75 tons of galoshes and snowboots.</i>			
<i>There are no restrictions on imports of top-boots from Finland.</i>			
ex 2 (b)	All other kinds, not specially mentioned :		
ex 2 (b) α	Summer shoes (not tennis, bathing, sport or similar shoes) per kg. net	1.50	—
<i>Note : The privileges granted in respect of Item 88, No. 2 (b), apply only to an annual quota of 3 tons.</i>			
ex 2 (b) β	All other kinds not specially mentioned . per kg. net	3.25	—
ex 4	Inner tubes and outer covers for motor-cars, motor-cycles and bicycles, also containing other materials :		
ex 4 (b)	All other kinds, also including inner tubes. per kg. net	— .73	—
GROUP VI.			
<i>Chemical Raw Materials and Products.</i>			
ex 117	Vegetable oils and acids of vegetable oils :		
ex 8	Pine oil	free	—
120	Soap and soap powder :		
1	Cosmetic soap and toilet soap, in liquid, solid or powdered form (including "Pixavon" and the like), also medi- cinal soap per kg. gross	2.60	—
2	All kinds other than toilet and medicinal soap, in liquid, solid or powdered form per kg. net	— .13	—
<i>Note : The description "toilet soap" refers not only to perfumed soap but to all kinds of soap in small cakes, also in bars consisting of several divisions, packed in parch- ment paper with an outer covering of printed paper, card- board boxes and the like.</i>			
ex 121	Lacs, not specially mentioned :		
ex 2	Turpentine lacs, zapon lac, celluloid lac, cellulose lac and other similar lacs, also with pigments	—	25 %

Position du tarif douanier estonien		Droits en couronnes estoniennes	Pourcentage de réduction
	<p><i>Note</i> : Lorsque les laques comprises dans cette position sont importées en paquets d'un poids ne dépassant pas 2 kg., elles sont passibles de droits, y compris le poids de l'emballage.</p> <p style="text-align: center;">GROUPE VII.</p> <p style="text-align: center;"><i>Minerais, métaux et ouvrages de ces matières.</i></p>		
ex 149	Ouvrages en cuivre, en alliages de cuivre ou en autres métaux ou alliages dénommés à la position 143 :		
ex 2 a) α	Soupapes pour chauffage central	—	50 %
ex 2 a) β	Ouvrages en cuivre et alliages de cuivre	—	75 %
ex 153	Ouvrages en fer ou acier non spécialement dénommés, limés, tournés, fraisés, polis, adoucis, bronzés ou ouvrés d'une autre manière, même avec parties en autres matières communes :		
I	Non spécialement dénommés :		
I a)	Hélices, pointes et crampons métalliques, ferme-portes	—	50 %
I b)	Tranchoirs pour niveleuses de routes	exempts	—
I c)	Autres sortes	—	33 ⅓ %
	<p><i>Note 1</i> : Les réductions de droits fixées pour les positions 150, 152 et 153 sont applicables uniquement aux articles pesant plus de 1 kg., sauf pour les pointes, billes, machines à hacher la viande, et ferme-portes.</p> <p><i>Note 2</i> : Ad positions 151 et 153. Tous les articles en acier fondu qui ne sont pas fabriqués en Estonie peuvent être importés en franchise sur permis du Ministère de l'Economie nationale.</p>		
ex 154	Ouvrages en tôle de fer et d'acier :		
ex 2	Seaux émaillés	—	50 %
ex 156	Ouvrages en fils métalliques :		
ex I	De fer ou d'acier :		
ex I b)	Clous en fils métalliques, même coupés, d'une longueur de plus de 35 mm. ; clous à ferrer, rivets, goupilles, chevilles pour pianos, clous en métal malléable, toile métallique et treillis en fil métallique :		
ex I b) α	Toile métallique, à l'exception des matelas et filets métalliques, pointes métalliques d'une longueur supérieure à 35 mm.	—	50 %
ex I b) β	Clous à ferrer.		
	<p><i>Note</i> : Un contingent annuel de 15 tonnes est garanti à la Finlande.</p>		
ex 158	Coutellerie, à l'exception des articles rangés sous d'autres positions du présent tarif et des couteaux pour machines :		
I	De toute sorte, non spécialement dénommée, quel qu'en soit l'usage, en fonte, fer, acier ou métaux et alliages dénommés à la position 143, avec manches ou gaines en matières communes ; ciseaux et pinces de toute sorte à l'exception des tenailles :		
I a)	Forces pour moutons par kg. net	—,50	—
I b)	Tous autres :		
I b) α	Lames de rabot, cisailles à métaux . . . par kg. net	—,15	—
I b) β	Tous autres par kg. net	—,50	—
ex 160	Bêches, fourches et râtaeux (y compris les fourches à faner et les pelles) :		
2	Bêches et pelles	—	75 %
2 a)	Tous autres	—	50 %
2 b)			

Item of the Estonian Customs Tariff		Customs Rate in Estonian Crowns	Percentage of Reduction
	<i>Note</i> : Lacs included in this item when imported in packets weighing not more than 2 kg. are dutiable, including the weight of the packing.		
	GROUP VII. <i>Ores, Metals and Manufactures thereof.</i>		
ex 149	Manufactures of copper, copper alloys or other metals or alloys mentioned in Item 143 :		
ex 2 (a) α	Central heating valves	—	50 %
ex 2 (a) β	Manufactures of copper and copper alloys	—	75 %
ex 153	Iron or steel manufactures, not specially mentioned, filed, turned, welded, polished, ground, bronzed, or otherwise worked, also with parts of other common substances :		
	Not specially mentioned :		
I			
I (a)	Propellers, spikes, door-closers	—	50 %
I (b)	Cutters for road levellers	free	—
I (c)	Other kinds	—	33 ⅓ %
	<i>Note 1</i> : The reductions in duty on Items 150, 152 and 153, with the exception of spikes, mill-balls, meat-mincing machines and door-closers, shall apply only to manufactures of a weight exceeding 1 kg.		
	<i>Note 2</i> : <i>Ad Items 151 and 153.</i> All kinds of cast steel goods not manufactured in Estonia may be imported free of duty under permit from the Ministry of Economic Affairs.		
ex 154	Sheet iron and sheet steel manufactures :		
ex 2	Enamelled pails	—	50 %
ex 156	Wire manufactures :		
ex I	Of iron or steel :		
ex I (b)	Wire nails, also when cut, more than 35 mm. in length ; horseshoe nails ; rivets ; pegs, piano pins, nails of malleable metal, wire gauze and wire netting :		
ex I (b) α	Metal gauze, with the exception of mattresses and nets ; spikes more than 35 mm. in length	—	50 %
ex I (b) β	Horseshoe nails.		
	<i>Note</i> : Finland is guaranteed an annual quota of 15 tons.		
ex 158	Cutlery, with the exception of articles coming under other items in the present tariff, and machine knives :		
I	All kinds, not specially mentioned, whatever their use, of cast iron, iron, steel or the metals or metal alloys mentioned in Item 143, with handles or sheaths of common materials ; all kinds of scissors and pincers, with the exception of tongs :		
I (a)	Sheep shears per kg. net	—50	—
I (b)	Other kinds :		
I (b) α	Plane knives and plate shears per kg. net	—15	—
I (b) β	Other kinds per kg. net	—50	—
ex 160			
2	Spades, pitchforks and rakes (including hay forks and shovels) :		
2 (a)	Spades and shovels	—	75 %
2 (b)	Other kinds	—	50 %

Position du tarif douanier estonien		Droits en couronnes estoniennes	Pourcentage de réduction
	GROUPE VIII.		
	<i>Machines et appareils, balances, appareils et instruments de physique, d'astronomie, de mathématiques, de médecine, d'orthopédie et similaires, articles d'électricité, verres optiques, lunetterie, horlogerie, instruments de musique, véhicules.</i>		
ex 167	Machines et appareils complets ou non, montés ou non :		
2	Machines à bois, non spécialement dénommées, pompes, treuils à bras et à moteur, grues, élévateurs, transporteurs à ruban, presses, barattes, machines et appareils pour féculeries, distilleries, et brasseries ; ventilateurs et aspirateurs :		
2 a)	Pesant jusqu'à 200 kg. :		
2 a) α	Pompes à vide pour trapeuses, moyennant permis du Ministère des Affaires économiques	exemptes	—
2 a) β	Barattes	—	75 %
2 a) γ	Tous autres	—	50 %
2 b)	Pesant de 200 à 1.000 kg. :		
2 b) α	Pompes à vide pour trapeuses, moyennant permis du Ministère des Affaires économiques	exemptes	—
2 b) β	Barattes	—	75 %
2 b) γ	Tous autres	—	50 %
2 c)	Pesant plus de 1.000 kg. :		
2 c) α	Pompes à vide pour trapeuses, moyennant permis du Ministère des Affaires économiques	exemptes	—
2 c) β	Barattes	—	75 %
2 c) γ	Tous autres	—	50 %
ex II	Moteurs électriques :		
ex II a)	Jusqu'à 10 kg.	—	60 %
	<i>Note : Moteurs électriques mentionnés au numéro II, quel qu'en soit le poids, pour ascenseurs et trapeuses, moyennant permis du Ministère des Affaires économiques</i>	exempts	—
ex 169	Appareils et instruments utilisés dans l'acoustique et l'électrotechnique ; pièces détachées de ces appareils et instruments ; accessoires électrotechniques :		
ex 5 a)	Disjoncteurs (et boutons de sonnerie électrique), disjoncteurs pour courant alternatif, appareils de sûreté, résistances, douilles électriques, boîtes de dérivation, douilles de plafond, prises de courant et fiches murales, de porcelaine, de toute sorte	—	60 %
ex 5 b)	Rhéostats et commutateurs pour ascenseurs, moyennant permis du Ministère des Affaires économiques	exempts	—
9	Lampes à incandescence, y compris leurs emballages immédiats par kg. net	—,25	—
	<i>Note : La réduction du droit pour le numéro 9 de la position 169 n'est applicable qu'à un contingent annuel de 150.000 lampes.</i>		
10	Appareils de T. S. F. et haut-parleurs complets par kg. net	1,—	—
11	Appareils de T. S. F. et haut-parleurs, pièces détachées par kg. net	1,—	—
	<i>Note : La réduction des droits sur les numéros 10 et 11 ne s'appliquera qu'à un contingent annuel de 5 tonnes pour l'ensemble des deux positions.</i>		

Item of the Estonian Customs Tariff		Customs Rate in Estonian Crowns	Percentage of Reduction
GROUP VIII.			
<i>Machines and Apparatus, Balances, Physical, Astronomical, Mathematical, Medical, Orthopædic and Similar Apparatus and Instruments; Electrical Articles, Optical Glass, Spectacles, Clockmakers' Wares, Musical Instruments, Vehicles.</i>			
ex 167	Machines and apparatus, complete or not, assembled or in parts :		
2	Wood-working machines, not specially mentioned, pumps, hand and motor winches, cranes, elevators, belt conveyors, presses, churning machines, machinery and apparatus for starch factories and for distilleries and breweries; ventilators and aspirators :		
2 (a)	Weighing up to 200 kg. :		
2 (a) α	Vacuum pumps for milking machines, under permit from the Ministry of Economic Affairs	free	—
2 (a) β	Churning machines	—	75 %
2 (a) γ	Other kinds	—	50 %
2 (b)	Weighing 200-1,000 kg. :		
2 (b) α	Vacuum pumps for milking machines, under permit from the Ministry of Economic Affairs	free	—
2 (b) β	Churning machines	—	75 %
2 (b) γ	Other kinds	—	50 %
2 (c)	Weighing more than 1,000 kg. :		
2 (c) α	Vacuum pumps for milking machines, under permit from the Ministry of Economic Affairs	free	—
2 (c) β	Churning machines	—	75 %
2 (c) γ	Other kinds	—	50 %
ex 11	Electric motors :		
ex 11 (a)	Weight up to 10 kg.	—	60 %
	<i>Note : Electric motors mentioned in No. 11 of this item, regardless of weight, for lifts and milking machines, under permit from the Ministry of Economic Affairs</i>	free	—
ex 169	Apparatus and instruments used for acoustic and electro-technical purposes; also parts of such apparatus and instruments; electro-technical accessories :		
ex 5 (a)	Circuit breakers (also pushes for bell circuits), alternating current breakers, safety apparatus, resistances, lamp-holders, junction boxes, ceiling rosettes, wall contacts and plugs, of porcelain, all kinds	—	60 %
ex 5 (b)	Rheostats and current reverses for lifts, under permit from the Ministry of Economic Affairs	free	—
9	Incandescent lamps with immediate wrappers per kg. net	— .25	—
	<i>Note : The reduction in duty on Item 169, No. 9, shall apply only to an annual quota of 150,000 lamps.</i>		
10	Wireless apparatus and loudspeakers, complete. per kg. net	1.—	—
11	Wireless apparatus and loudspeakers, parts. per kg. net	1.—	—
	<i>Note : The reduction in duty on Nos. 10 and 11 shall apply only to an annual quota of 5 tons for the two items together.</i>		

Position du tarif douanier estonien		Droits en couronnes estoniennes	Pourcentage de réduction
ex 177 ex 2 2 e)	<p style="text-align: center;">GROUPE IX.</p> <p style="text-align: center;"><i>Chiffons, pâte à papier, articles de papier et ouvrages typographiques.</i></p> <p>Articles de papier :</p> <p style="padding-left: 20px;">Papier :</p> <p style="padding-left: 40px;">Parchemin et pergamin</p> <p><i>Note</i> : Cette réduction du droit ne s'appliquera qu'à un contingent annuel de 200 tonnes pour l'ensemble de ces articles.</p> <p style="text-align: center;">GROUPE X.</p> <p style="text-align: center;"><i>Matières textiles et ouvrages de ces matières.</i></p> <p>Courroies de transmission en chanvre et en coton, même combinés avec du caoutchouc, ainsi que courroies en balata</p>	—	75 %
ex 194 ex 3	<p>Courroies de transmission en chanvre et en coton, même combinés avec du caoutchouc, ainsi que courroies en balata</p>	—	75 %

Article 6.

Le présent accord entrera en vigueur quatorze jours après l'adoption, dans chaque pays, des mesures législatives nécessaires. Cet accord, avec les exceptions qu'il comporte, devra rester en vigueur pendant deux ans. Si l'accord n'est pas dénoncé six mois avant l'expiration de cette période de deux ans, il demeurera en vigueur sous réserve d'un préavis de dénonciation de six mois.

En foi de quoi, les plénipotentiaires, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent accord.

Fait à Helsinki, en double exemplaire, dans les langues finnoise et estonienne, le 2 septembre 1937.

Ed. VIRGO.

K. R. SAVOLAHTI.

PROTOCOLE DE SIGNATURE

En procédant, ce jour, à la signature du second Accord additionnel au Traité de commerce et de navigation, conclu le 11 avril 1931, entre l'Estonie et la Finlande, les plénipotentiaires sont convenus des dispositions suivantes qui feront partie intégrante de l'accord additionnel :

I.

Ad N° 13 de l'article 2.

Les viandes seront vendues à Helsinki comme matière première industrielle aux acheteurs possédant des usines pour la préparation des viandes à Helsinki.

Le Gouvernement finlandais s'engage à accorder des permis d'importation pour la viande en provenance d'Estonie jusqu'à la limite des contingents mensuels convenus.

Item of the Estonian Customs Tariff		Customs Rate in Estonian Crowns	Percentage of Reduction
ex 177 ex 2 2 (e)	<p style="text-align: center;">GROUP IX.</p> <p style="text-align: center;"><i>Rags, Paper Pulp, Paper Manufactures and Typographic Productions.</i></p> <p>Paper manufactures : Paper : Parchment and pergamin</p> <p style="text-align: center;"><i>Note : This reduction in duty shall apply only to an annual quota of 200 tons for each kind together.</i></p>	—	75 %
ex 194 ex 3	<p style="text-align: center;">GROUP X.</p> <p style="text-align: center;"><i>Textile Materials and Manufactures thereof.</i></p> <p>Transmission belts of hemp and cotton, also with the addition of rubber, also balata belts</p>	—	75 %

Article 6.

The present Agreement shall come into force fourteen days after the necessary legislative measures have been taken in each country. The Agreement, with the exceptions which it contains, shall remain in force for two years. If the Agreement is not denounced six months before the expiry of this two-year period, it shall continue in force subject to six months' notice of denunciation.

In faith whereof the Plenipotentiaries, duly authorised for the purpose, have signed the present Agreement.

Done at Helsinki in duplicate, in the Finnish and Estonian languages, this 2nd day of September, 1937.

Ed. VIRGO.

K. R. SAVOLAHTI.

PROTOCOL OF SIGNATURE.

When proceeding this day to sign the second Additional Agreement to the Treaty of Commerce and Navigation of April 11th, 1931, between Finland and Estonia, the Plenipotentiaries have agreed on the following provisions, which shall form an integral part of the Additional Agreement.

I.

Ad *Article 2, Item 13.*

The meat shall be sold in Helsinki as industrial raw material to such purchasers as have meat preparation factories in Helsinki.

The Finnish Government undertakes to give import permits for Estonian meat up to the quantities of the monthly quotas agreed upon.

Ad N° 30 de l'article 2.

Le contingent de seigle sera d'abord offert aux entrepôts de grains de l'Etat finlandais. Si ces entrepôts ne l'achètent pas, il pourra être vendu à d'autres personnes. La vente devra, dans ce cas, être soumise à l'approbation des entrepôts de grains.

La campagne (année de récolte) commencera le 1^{er} septembre et finira le 31 août.

Ad N° 811 b) de l'article 3.

La réduction de droit sur l'essence ne demeurera en vigueur, pendant une période de dix ans, que s'il existe un traité de commerce entre la Finlande et l'Estonie.

II.

L'année de contingentement, pour les contingents du présent accord, à l'exception du contingent de seigle, lequel est soumis à des dispositions spéciales, sera l'année civile. Le contingentement, pour l'année 1937, sera proportionnel aux contingents prévus dans l'accord ; il sera calculé à partir de la date d'entrée en vigueur de l'accord, et jusqu'à la fin de l'année. Le contingent de galoches accordé à la Finlande au N° 88, 2 a), du tarif douanier estonien s'élèvera toutefois à 20 tonnes pour l'année 1937. En outre, la Finlande est autorisée à n'utiliser au cours de l'année 1937 que 50 % du contingent de 1938 en ce qui concerne les galoches et les lampes à incandescence.

Les viandes, le seigle, la fécule de pommes de terre, les pommes séchées, les vêtements imperméables, les articles d'ameublement en osier tressé, les appareils de T. S. F. et leurs pièces détachées, les tuiles à drainage ainsi que l'essence, importés d'Estonie en Finlande, seront considérés comme articles de contingentement si l'envoi est accompagné d'un certificat d'origine délivré par le Ministère des Affaires économiques d'Estonie et indiquant que les marchandises font partie du contingent.

En foi de quoi les représentants, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent protocole.

Fait à Helsinki, le 2 septembre 1937, en deux exemplaires, rédigés en langues finnoise et estonienne.

Ed. VIRGO.

K. R. SAVOLAHTI.

ÉCHANGE DE NOTES

I.

HELSINKI, le 2 septembre 1937.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant au désir que vous avez exprimé durant les négociations au sujet du second Accord additionnel au Traité de commerce et de navigation du 11 avril 1931, conclu ce jour entre la Finlande et l'Estonie, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement estonien a pris les dispositions nécessaires en vue de la délivrance, en Estonie, sur demande et sans délai, de permis d'importation pour toute marchandise d'origine finlandaise figurant sur les listes contenues

Ad Article 2, Item 30.

The quota rye shall be offered first to the grain stores of the Finnish State. If these grain stores do not purchase it, the rye may be sold to other persons. The sales must in this case be subject to the approval of the grain stores.

The harvest year shall begin on September 1st and end on August 31st.

Ad Article 3, Item 811 (b).

The reduction in duty on petrol shall remain in force for ten years only if a treaty of commerce exists between Finland and Estonia.

II.

The quota year for the quotas mentioned in the present Agreement, with the exception of the rye quota, which is subject to special provisions, shall be the calendar year. The quota for the year 1937 shall be a proportion of the quota provided in the Agreement, counted from the date when the Agreement comes into force until the end of the year. The quota granted to Finland for galoshes under Item 88, 2 (a), in the Estonian Customs tariff shall, however, be 20 tons for the year 1937. In addition, Finland is authorised to use in the year 1937 not more than 50 per cent of the 1938 quota for galoshes and incandescent lamps.

Meat, rye, potato meal, dried apples, waterproof coats, wicker furniture, wireless apparatus and parts thereof and draining tiles and petrol imported into Finland from Estonia shall be regarded as quota goods, if the consignment is accompanied by a certificate of origin issued by the Estonian Ministry of Economic Affairs showing that the goods belong to the quota.

In faith whereof the representatives, duly authorised for the purpose, have signed the present Protocol.

Done at Helsinki in duplicate, in the Finnish and Estonian languages, this 2nd day of September, 1937.

Ed. VIRGO.

K. R. SAVOLAHTI.

EXCHANGE OF NOTES.

I.

HELSINKI, *September 2nd*, 1937.

SIR,

With reference to the desire which you expressed during the negotiations regarding the second Additional Agreement concluded this day to the Treaty of Commerce and Navigation of April 11th, 1931, between Finland and Estonia, I have the honour to inform you that the Estonian Government has made all the necessary arrangements to enable import and foreign exchange permits to be issued in Estonia on application and without delay for all goods of Finnish origin mentioned in the

dans les accords additionnels au Traité de commerce et de navigation, conformément aux conditions stipulées dans ces accords. De même, des permis d'importation seront délivrés pour toutes autres marchandises importées de Finlande, à moins que leur importation en Estonie ne soit, d'une façon générale, interdite.

Veillez agréer, etc.

E. VIRGO.

Monsieur K. R. Savolahti,
Ministre,
Chef de la Délégation finlandaise,
Helsinki.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

HELSINKI, le 2 septembre 1937.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai reçu aujourd'hui votre note libellée comme suit :

« Me référant au désir que vous avez exprimé durant les négociations au sujet du second Accord additionnel au Traité de commerce et de navigation du 11 avril 1931, conclu ce jour entre la Finlande et l'Estonie, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement estonien a pris les dispositions nécessaires en vue de la délivrance, en Estonie, sur demande et sans délai, de permis d'importation pour toute marchandise d'origine finlandaise figurant sur les listes contenues dans les accords additionnels au Traité de commerce et de navigation, conformément aux conditions stipulées dans ces accords. De même, des permis d'importation seront délivrés pour toutes autres marchandises importées de Finlande, à moins que leur importation en Estonie ne soit, d'une façon générale, interdite. »

En vous exprimant mes remerciements pour cette communication, je vous prie d'agréer, etc.

K. R. SAVOLAHTI.

Monsieur E. Virgo,
Ministre,
Chef de la Délégation estonienne,
Helsinki.

II.

HELSINKI, le 2 septembre 1937.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant au désir que vous avez exprimé durant les négociations au sujet du second Accord additionnel au Traité de commerce et de navigation du 11 avril 1931, conclu entre la Finlande et l'Estonie, accord additionnel signé ce jour, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le

lists contained in the Additional Agreements to the Treaty of Commerce and Navigation on the conditions mentioned in those Agreements. Likewise, import and foreign exchange permits will be given for all other goods imported from Finland, unless their importation into Estonia is in general forbidden.

I have the honour to be, etc.

E. VIRGO.

Monsieur K. R. Savolahti,
Minister,
Head of the Finnish Delegation,
Helsinki.

MINISTRY OF
FOREIGN AFFAIRS.

HELSINKI, *September 2nd*, 1937.

SIR,

I have to-day received your note, worded as follows :

“ With reference to the desire which you expressed during the negotiations regarding the second Additional Agreement concluded this day to the Treaty of Commerce and Navigation of April 11th, 1931, between Finland and Estonia, I have the honour to inform you that the Estonian Government has made all the necessary arrangements to enable import and foreign exchange permits to be issued in Estonia on application and without delay for all goods of Finnish origin mentioned in the lists contained in the Additional Agreements to the Treaty of Commerce and Navigation on the conditions mentioned in those Agreements. Likewise, import and foreign exchange permits will be given for all other goods imported from Finland, unless their importation into Estonia is in general forbidden. ”

In expressing my thanks for this communication, I have the honour to be, etc.

K. R. SAVOLAHTI.

Monsieur E. Virgo,
Minister,
Head of the Estonian Delegation,
Helsinki.

II.

HELSINKI, *September 2nd*, 1937.

SIR,

With reference to the desire which you expressed during the negotiations for the second Additional Agreement signed to-day to the Treaty of Commerce and Navigation of April 11th, 1931, between Finland and Estonia, I have the honour to inform you that the Estonian Government

Gouvernement estonien est disposé, sur demande, à examiner l'octroi de facilités d'importation pour la soie artificielle, la laine artificielle et la cellophane, dont la fabrication doit commencer en Finlande dans un délai d'un an environ.

Veillez agréer, etc.

E. VIRGO.

Monsieur K. R. Savolahti,
Ministre,
Chef de la Délégation finlandaise,
Helsinki.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

HELSINKI, le 2 septembre 1937.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai reçu aujourd'hui votre note libellée comme suit :

« Me référant au désir que vous avez exprimé durant les négociations au sujet du second Accord additionnel au Traité de commerce et de navigation du 11 avril 1931, conclu entre la Finlande et l'Estonie, accord additionnel signé ce jour, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement estonien est disposé, sur demande, à examiner l'octroi de facilités d'importation pour la soie artificielle, la laine artificielle et la cellophane, dont la fabrication doit commencer en Finlande dans un délai d'un an environ. »

Veillez agréer, etc.

K. R. SAVOLAHTI.

Monsieur E. Virgo,
Ministre,
Chef de la Délégation estonienne,
Helsinki.

III.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

HELSINKI, le 2 septembre 1937.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant au désir que vous avez exprimé durant les négociations au sujet du second Accord additionnel au Traité de commerce et de navigation du 11 avril 1931, conclu entre la Finlande et l'Estonie, accord additionnel signé ce jour, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement finlandais est disposé à examiner favorablement la question de savoir si les privilèges douaniers concernant les tuiles à drainage estoniennes ne pourraient pas, de toute façon, être partiellement prolongés pour l'année 1938 dans la mesure où la production finlandaise n'est pas en état de satisfaire à la demande.

Veillez agréer, etc.

K. R. SAVOLAHTI.

Monsieur E. Virgo,
Ministre,
Chef de la Délégation estonienne,
Helsinki.

is prepared, on application, to consider the granting of import facilities for artificial silk, artificial wool and cellophane the manufacture of which is to be begun in Finland in about one year's time.

I have the honour to be, etc.

E. VIRGO.

Monsieur K. R. Savolahti,
Minister,
Head of the Finnish Delegation,
Helsinki.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

HELSINKI, *September 2nd, 1937.*

SIR,

I have to-day received your note, worded as follows :

“ With reference to the desire which you expressed during the negotiations for the second Additional Agreement signed to-day to the Treaty of Commerce and Navigation of April 11th, 1931, between Finland and Estonia, I have the honour to inform you that the Estonian Government is prepared, on application, to consider the granting of import facilities for artificial silk, artificial wool and cellophane the manufacture of which is to be begun in Finland in about one year's time. ”

I have the honour to be, etc.

K. R. SAVOLAHTI.

Monsieur E. Virgo,
Minister,
Head of the Estonian Delegation,
Helsinki.

III.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

HELSINKI, *September 2nd, 1937.*

SIR,

With reference to the desire which you expressed during the negotiations regarding the second Additional Agreement signed to-day to the Treaty of Commerce and Navigation of April 11th, 1931, between Finland and Estonia, I have the honour to inform you that the Finnish Government is prepared to give favourable consideration to the question whether the Customs privileges for Estonian draining tiles cannot be at all events partially prolonged for the year 1938 to the extent to which Finnish production is unable to satisfy the demand.

I have the honour to be, etc.

K. R. SAVOLAHTI.

Monsieur E. Virgo,
Minister,
Head of the Estonian Delegation,
Helsinki.

HELSINKI, le 2 septembre 1937.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai reçu aujourd'hui votre note libellée comme suit :

« Me référant au désir que vous avez exprimé durant les négociations au sujet du second Accord additionnel au Traité de commerce et de navigation du 11 avril 1931, conclu entre la Finlande et l'Estonie, accord additionnel signé ce jour, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement finlandais est disposé à examiner favorablement la question de savoir si les privilèges douaniers concernant les tuiles à drainage estoniennes ne pourraient pas, de toute façon, être partiellement prolongés pour l'année 1938 dans la mesure où la production finlandaise n'est pas en état de satisfaire à la demande. »

Veuillez agréer, etc.

E. VIRGO.

Monsieur K. R. Savolahti,
Ministre,
Chef de la Délégation finlandaise,
Helsinki.

IV.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

HELSINKI, le 2 septembre 1937.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Me référant à l'Accord concernant les pommes, conclu entre la Finlande et l'Estonie en date du 5 juillet 1934, et aux notes échangées, en date du 19 juillet 1935, entre le Ministre finlandais des Affaires étrangères et le Ministre d'Estonie à Helsinki, aux termes desquels il a été convenu d'élever le contingent de pommes à 240 tonnes, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement finlandais accepte d'élever ce contingent à 300 tonnes. Cette augmentation sera rendue applicable durant l'année en cours.

Veuillez agréer, etc.

K. R. SAVOLAHTI.

Monsieur E. Virgo,
Ministre,
Chef de la Délégation estonienne,
Helsinki.

HELSINKI, le 2 septembre 1937.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai reçu aujourd'hui votre note libellée comme suit :

« Me référant à l'Accord concernant les pommes, conclu entre la Finlande et l'Estonie en date du 5 juillet 1934, et aux notes échangées, en date du 19 juillet 1935, entre le Ministre finlandais des Affaires étrangères et le Ministre d'Estonie à Helsinki, aux termes desquels il a été convenu d'élever le contingent de pommes à 240 tonnes, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement finlandais accepte d'élever ce contingent à 300 tonnes. Cette augmentation sera rendue applicable durant l'année en cours. »

Veuillez agréer, etc.

E. VIRGO.

Monsieur K. R. Savolahti,
Ministre,
Chef de la Délégation finlandaise,
Helsinki.

HELSINKI, *September 2nd*, 1937.

SIR,

I have to-day received your note, worded as follows :

“ With reference to the desire which you expressed during the negotiations regarding the second Additional Agreement signed to-day to the Treaty of Commerce and Navigation of April 11th, 1931, between Finland and Estonia, I have honour to inform you that the Finnish Government is prepared to give favourable consideration to the question whether the Customs privileges for Estonian draining tiles cannot be at all events partially prolonged for the year 1938 to the extent to which Finnish production is unable to satisfy the demand. ”

I have the honour to be, etc.

E. VIRGO.

Monsieur K. R. Savolahti,
Minister,
Head of the Finnish Delegation,
Helsinki.

IV.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

HELSINKI, *September 2nd*, 1937.

SIR,

With reference to the Agreement regarding apples between Finland and Estonia dated July 5th, 1934, and the exchange of notes dated July 19th, 1935, between the Finnish Minister for Foreign Affairs and the Estonian Minister at Helsinki, in which it was agreed to raise the apple quota to 240 tons, I have the honour to inform you that the Finnish Government agree to raise that quota to 300 tons. This increase will apply during the present year.

I have the honour to be, etc.

K. R. SAVOLAHTI.

Monsieur E. Virgo,
Minister,
Head of the Estonian Delegation,
Helsinki.

HELSINKI, *September 2nd*, 1937.

SIR,

I have to-day received your note, worded as follows :

“ With reference to the Agreement regarding apples between Finland and Estonia dated July 5th, 1934, and the exchange of notes dated July 19th, 1935, between the Finnish Minister for Foreign Affairs and the Estonian Minister at Helsinki, in which it was agreed to raise the apple quota to 240 tons, I have the honour to inform you that the Finnish Government agree to raise that quota to 300 tons. This increase will apply during the present year. ”

I have the honour to be, etc.

E. VIRGO.

Monsieur K. R. Savolahti,
Minister,
Head of the Finnish Delegation,
Helsinki.

PROTOCOLE

Etant donné l'attitude spéciale, adoptée à l'égard l'une de l'autre, par la Finlande et par l'Estonie au point de vue de la politique commerciale internationale, et considérant que la confiance dans le développement des relations économiques constitue, dans d'autres sphères également, une base importante de collaboration entre nations, les représentants soussignés, dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, ont conclu le protocole suivant :

Les gouvernements de l'un et l'autre pays, au cas où ils envisageraient des augmentations des droits de douane ou toutes autres modifications de leur tarif douanier affectant les importations, ou des restrictions quelconques en matière d'importations, s'engagent, si les mesures envisagées visent des marchandises importées, au cours de l'année précédente, en provenance de l'autre pays Partie à l'accord, à informer le gouvernement de l'autre pays de leurs intentions, en temps voulu pour que ce gouvernement dispose d'un délai de dix jours au minimum, afin, s'il y a lieu, de pouvoir présenter ses observations relativement aux mesures envisagées. Les gouvernements de l'un et l'autre pays s'engagent à étudier avec le plus grand soin toutes observations qui leur seraient ainsi soumises.

Le présent protocole demeurera en vigueur pendant la même période que le Traité de commerce et de navigation conclu le 11 avril 1931 entre la Finlande et l'Estonie.

Fait à Tallinn, le 11 septembre 1937, en deux exemplaires, rédigés en langues estonienne et finnoise.

K. SELTER.

P. J. HYNNINEN.

PROTOCOL.

In view of the special attitude adopted by Finland and Estonia towards each other from the point of view of international commercial policy, and bearing in mind that confidence in the development of economic relations is an important basis of co-operation between different nations in other spheres as well, the undersigned representatives, being duly authorised by their respective Governments, have concluded the following Protocol :

The Governments of the respective countries undertake that, when contemplating increases in Customs duties or other changes in their Customs tariffs affecting imports, or when contemplating import restrictions of any kind whatever, if the measures contemplated affect goods imported during the previous year from the other Party to the Agreement, either will inform the Government of the other country of its intentions in sufficient time to allow the latter at least ten days in order, should occasion arise, to make its observations on the measures contemplated. The Governments of the respective countries undertake to give the most careful consideration to any observations so submitted to them.

The present Protocol shall remain in force for the same period as the Treaty of Commerce and Navigation concluded on April 11th, 1931, between Finland and Estonia.

Done at Tallinn in duplicate, in the Finnish and Estonian languages, this 11th day of September, 1937.

K. SELTER.

P. J. HYNNINEN.

N° 4230.

**UNION SUD-AFRICAINE,
AUSTRALIE,
GRANDE-BRETAGNE,
DANEMARK, ESTONIE, etc.**

Arrangement concernant la suppression des visas consulaires sur les patentes de santé. Signé à Paris, le 22 décembre 1934.

**UNION OF SOUTH AFRICA,
AUSTRALIA,
GREAT BRITAIN, DENMARK,
ESTONIA, etc.**

Agreement for dispensing with Consular Visas on Bills of Health. Signed at Paris, December 22nd, 1934.

N^o 4230. — ARRANGEMENT¹ CONCERNANT LA SUPPRESSION DES VISAS CONSULAIRES SUR LES PATENTES DE SANTÉ. SIGNÉ A PARIS, LE 22 DÉCEMBRE 1934.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas. L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 13 décembre 1937.

Les gouvernements mentionnés ci-dessous désirant, conformément à l'esprit de l'article 49 (4) et de l'article 57 de la Convention² sanitaire internationale signée à Paris le 21 juin 1926, réduire autant que possible les formalités auxquelles sont soumis les navires de commerce, les soussignés munis de pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

1. Chacun des gouvernements contractants s'engage à ne pas exiger, dans les ports de son territoire métropolitain, que la patente de santé des navires immatriculés dans les territoires métropolitains des autres gouvernements contractants soit revêtue de visas de ses consuls, quelle que soit la provenance du navire.

2. Chacun des gouvernements contractants s'engage à ne pas exiger des navires visés ci-dessus, qui abordent dans ses ports, des documents tels que patente de santé consulaire ou tout autre certificat ou l'accomplissement de formalités rendant inefficace la dispense prévue à l'article premier.

3. *a)* Chacun des gouvernements contractants peut déclarer, au moment de la signature ou de l'adhésion, qu'il entend rendre le présent arrangement applicable à l'ensemble ou à certains de ses colonies, territoires d'outre-mer, protectorats, territoires sous sa suzeraineté ou sous son mandat.

b) Il aura également la faculté d'adhérer ultérieurement pour l'ensemble ou partie de ces colonies, territoires d'outre-mer, protectorats, territoires sous sa suzeraineté ou sous son mandat, au moyen d'une notification écrite adressée au Gouvernement français. En ce dernier cas, l'adhésion produira effet six mois après la date de la notification.

c) Chaque gouvernement contractant pourra à tout moment après l'expiration de la période de cinq années prévue à l'article 5, par une notification écrite au Gouvernement français, déclarer que le présent arrangement cessera de s'appliquer à l'ensemble ou à certains de ses colonies, territoires d'outre-mer, protectorats, territoires sous sa suzeraineté ou sous son mandat, auxquels il avait été étendu en vertu des dispositions des paragraphes précédents. Cette décision produira effet six mois après la date de ladite notification.

d) Le Gouvernement français informera immédiatement les gouvernements contractants et l'Office international d'Hygiène publique des notifications qu'il aura reçues en vertu des dispositions des deux paragraphes précédents, en indiquant la date de chaque notification.

¹ Entré en vigueur le 1^{er} avril 1935.

² Vol. LXXVIII, page 229 ; vol. XCII, page 409 ; vol. CIV, page 513 ; vol. CVII, page 524 ; et vol. CLXXII, page 411, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4230. — AGREEMENT² FOR DISPENSING WITH CONSULAR VISAS ON BILLS OF HEALTH. SIGNED AT PARIS, DECEMBER 22ND, 1934.

French official text communicated by the Netherlands Minister for Foreign Affairs. The registration of this Agreement took place December 13th, 1937.

The under-mentioned Governments desiring, in accordance with the spirit of Article 49 (4) and of Article 57 of the International Sanitary Convention³, signed at Paris on the 21st June, 1926, to reduce as far as possible the formalities to which merchant vessels are subject, the undersigned, provided with full powers found in good and due form, have agreed to the following provisions :

1. Each of the Contracting Governments undertakes not to require in the ports of its metropolitan territory that the bills of health of vessels registered in the metropolitan territories of the other Contracting Governments, from whatever place arriving, shall bear visas issued by its consular officers.

2. Each of the Contracting Governments undertakes not to require such vessels on calling at its ports to produce any documents such as a consular bill of health or any other kind of certificate or to comply with formalities which would render ineffective the exemption provided for in Article 1.

3. (a) Each of the Contracting Governments at the time of signing or acceding to this Agreement may declare that it intends to make it applicable to all or to any of its colonies, overseas territories, protectorates or territories under its suzerainty or mandate.

(b) It shall likewise have the right subsequently to accede to this Agreement in respect of all or part of its colonies, overseas territories, protectorates or territories under its suzerainty or mandate by notifying the French Government in writing. In this case the accession shall take effect six months after the date of such notification.

(c) At any time after the expiration of the period of five years mentioned in Article 5 any Contracting Government may, by a notification in writing to the French Government, declare that this Agreement shall cease to apply to all or to any of its colonies, overseas territories, protectorates or territories under its suzerainty or mandate, to which it has been extended under the terms of the foregoing paragraphs. Such declaration shall take effect six months after the said notification.

(d) The French Government shall immediately inform the Contracting Governments and the International Office of Public Health of any notifications which it may receive under the provisions of the two preceding paragraphs, indicating at the same time the date of each notification.

¹ Traduction du Foreign Office de Sa Majesté britannique.

¹ Translation of His Britannic Majesty's Foreign Office.

² Came into force April 1st, 1935.

³ Vol. LXXVIII, page 229 ; Vol. XCII, page 409 ; Vol. CIV, page 513 ; Vol. CVII, page 524 ; and Vol. CLXXII, page 411, of this Series.

e) Les navires immatriculés dans des territoires auxquels est applicable le présent arrangement en vertu des précédents paragraphes du présent article auront droit au bénéfice des dispositions des articles 1 et 2.

4. Tout gouvernement non signataire du présent arrangement, autre que le gouvernement d'un des territoires visés à l'article 3, peut ultérieurement y adhérer à tout moment. Les adhésions seront effectuées au moyen d'une notification écrite adressée au Gouvernement français et prendront effet six mois après la date de la notification. Le Gouvernement français informera les gouvernements participants et l'Office international d'Hygiène publique de chaque adhésion et de la date de la notification.

5. Le présent arrangement peut être dénoncé par tout gouvernement contractant à tout moment après l'expiration de cinq années à compter de la date de ce jour. Les dénonciations seront effectuées au moyen d'une notification écrite adressée au Gouvernement français et prendront effet six mois après la date de la notification.

Le Gouvernement français informera immédiatement les gouvernements participants et l'Office international d'Hygiène publique de toutes les dénonciations reçues et de la date de chaque dénonciation.

6. Le présent arrangement ne fait aucun obstacle à la conclusion par les gouvernements contractants d'accords particuliers entre eux ou avec des pays qui n'y sont pas participants, accords portant dispense de visas consulaires sur la patente de santé. Chacun de ces accords sera déposé entre les mains du Gouvernement français, qui en donnera connaissance à l'Office international d'Hygiène publique et aux gouvernements participant au présent arrangement.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent arrangement, qui entrera en vigueur le premier avril mil neuf cent trente-cinq.

Fait à Paris, le 22 décembre 1934 en un seul exemplaire qui restera déposé dans les archives du Gouvernement français.

Pour l'Australie :

(L. S.) George R. CLERK.

Pour la Grande-Bretagne :

(L. S.) George R. CLERK.

Pour le Danemark :

Sous réserve de ratification.

(L. S.) O. SEHESTED.

Pour l'Estonie :

Le présent arrangement entrera en vigueur, en ce qui concerne l'Estonie, dès le moment de la notification au Gouvernement français de sa ratification.

(L. S.) O. STRANDMAN.

Pour la France :

(L. S.) Pierre LAVAL.

Pour la Grèce :

(L. S.) POLITIS.

(e) Vessels registered in any territory to which this Agreement is applicable under the previous paragraphs of this Article shall be entitled to the benefits of the provisions of Articles 1 and 2.

4. Any Government which is not a signatory of the present Agreement, other than the Government of any of the territories mentioned in Article 3, may accede to it hereafter at any time. Such accession shall be effected by notification in writing to the French Government and shall take effect six months after the date of such notification. The French Government shall notify the Contracting Governments and the International Office of Public Health of each accession and of the date of the notification.

5. The present Agreement may be denounced by any Contracting Government at any time after the expiration of five years from this day. Denunciation shall be effected by means of a notification in writing to the French Government and shall take effect six months after the date of notification.

The French Government shall immediately notify the Contracting Governments and the International Office of Public Health of any denunciation received and of the date of each denunciation.

6. The present Agreement shall not prevent any of the Contracting Governments from concluding separate agreements among themselves or with non-contracting countries for dispensing with consular visas on bills of health. Every such agreement shall be deposited with the French Government which shall inform the International Office of Public Health and the Governments Parties to the present Agreement.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Agreement, which shall take effect on the 1st April, 1935.

Done at Paris on the 22nd December, 1934, in a single copy which shall be deposited in the archives of the French Government.

For Australia :

(L. S.) George R. CLERK.

For Great Britain :

(L. S.) George R. CLERK.

For Denmark :

Subject to ratification.

(L. S.) O. SEHESTED.

For Estonia :

The present Agreement will take effect in respect of Estonia from the date of the notification of the Estonian ratification to the French Government.

(L. S.) O. STRANDMAN.

For France :

(L. S.) Pierre LAVAL.

For Greece :

(L. S.) POLITIS.

Pour la Lettonie :

En signant le présent arrangement, le Gouvernement letton tient à déclarer qu'il n'acceptera la dispense du visa que sous la condition que les patentes de santé soient délivrées par des fonctionnaires de gouvernement ou des personnes dûment assermentées.

(L. S.) O. GROSVOLD.

Pour la Lithuanie :

La Lithuanie n'entend pas, par sa signature du présent arrangement, préjuger de son attitude future au regard de la Convention sanitaire internationale du 21 juin 1926.

(L. S.) P. KLIMAS.

Pour la Norvège :

(L. S.) H. H. BACHKE.

Pour la Nouvelle-Zélande :

(L. S.) George R. CLERK.

Pour les Pays-Bas :

Conformément à l'article 3 a) le présent arrangement s'appliquera aux Indes néerlandaises et au Surinam.

(L. S.) J. LOUDON.

Pour la Suède :

(L. S.) Einar HENNINGS.

Pour l'Union de l'Afrique du Sud :

(L. S.) Eric H. LOUW.

Pour l'Union des Républiques socialistes soviétiques :

(L. S.) Marcel ROSENBERG.

Pour la Yougoslavie :

(L. S.) M. SPALAIKOVITCH.

Certifié pour copie conforme :

*Le Secrétaire général
du Ministère des Affaires étrangères
des Pays-Bas,*

A. M. Snouck Hurgronje.

For Latvia :

In signing the present Agreement the Latvian Government declares that it accepts the waiving of the visa only on condition that bills of health are issued by Government officials or persons duly sworn.

(L. S.) O. GROSVOLD.

For Lithuania :

By signing the present Agreement Lithuania does not intend to prejudice her future attitude towards the International Sanitary Convention of the 21st June, 1926.

(L. S.) P. KLIMAS.

For Norway :

(L. S.) H. H. BACHKE.

For New Zealand :

(L. S.) George R. CLERK.

For the Netherlands :

In accordance with Article 3 (*a*), the present Agreement shall apply to the Netherlands East Indies and Surinam.

(L. S.) J. LOUDON.

For Sweden :

(L. S.) Einar HENNINGS.

For the Union of South Africa :

(L. S.) Eric H. LOUW.

For the Union of Soviet Socialist Republics :

(L. S.) Marcel ROSENBERG.

For Yugoslavia :

(L. S.) SPALAIKOVITCH.

N° 4231.

**UNION SUD-AFRICAINE,
AUSTRALIE,
GRANDE-BRETAGNE,
DANEMARK, ESTONIE, etc.**

Arrangement concernant la suppression des patentes de santé. Signé à Paris, le 22 décembre 1934.

**UNION OF SOUTH AFRICA,
AUSTRALIA,
GREAT BRITAIN, DENMARK,
ESTONIA, etc.**

Agreement for dispensing with Bills of Health. Signed at Paris, December 22nd, 1934.

N^o 4231. — ARRANGEMENT¹ CONCERNANT LA SUPPRESSION DES
PATENTES DE SANTÉ. SIGNÉ A PARIS, LE 22 DÉCEMBRE 1934.

*Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas.
L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 13 décembre 1937.*

Les gouvernements mentionnés ci-dessous désirant, conformément à l'esprit de l'article 49 (4) et de l'article 57 de la Convention² sanitaire internationale signée à Paris le 21 juin 1926, réduire autant que possible les formalités auxquelles sont soumis les navires de commerce, les soussignés, munis de pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

1. Tout navire immatriculé dans le territoire métropolitain de l'un des gouvernements contractants sera, dans tous les ports des territoires métropolitains des autres gouvernements contractants, dispensé, quelle que soit sa provenance, de produire une patente de santé.

2. Chacun des gouvernements contractants s'engage à ne pas exiger des navires visés ci-dessus, qui abordent dans ses ports, des documents tels que patente de santé consulaire ou tout autre certificat ou l'accomplissement de formalités rendant inefficace la dispense prévue à l'article premier.

3. a) Chacun des gouvernements contractants peut déclarer, au moment de la signature ou de l'adhésion, qu'il entend rendre le présent arrangement applicable à l'ensemble ou à certains de ses colonies, territoires d'outre-mer, protectorats, territoires sous sa suzeraineté ou sous son mandat.

b) Il aura également la faculté d'adhérer ultérieurement pour l'ensemble ou partie de ces colonies, territoires d'outre-mer, protectorats, territoires sous sa suzeraineté ou sous son mandat, au moyen d'une notification écrite adressée au Gouvernement français. En ce dernier cas, l'adhésion produira effet six mois après la date de la notification.

c) Chaque gouvernement contractant pourra à tout moment après l'expiration de la période de cinq années prévue à l'article 5, par une notification écrite au Gouvernement français, déclarer que le présent arrangement cessera de s'appliquer à l'ensemble ou à certains de ses colonies, territoires d'outre-mer, protectorats, territoires sous sa suzeraineté ou sous son mandat, auxquels il avait été étendu en vertu des dispositions des paragraphes précédents. Cette décision produira effet six mois après la date de ladite notification.

d) Le Gouvernement français informera immédiatement les gouvernements contractants et l'Office international d'Hygiène publique des notifications qu'il aura

¹ Entré en vigueur le 1^{er} avril 1935.

² Vol. LXXXVIII, page 229 ; vol. XCII, page 409 ; vol. CIV, page 513 ; vol. CVII, page 524 ; et vol. CLXXII, page 411, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4231. — AGREEMENT² FOR DISPENSING WITH BILLS OF HEALTH.
SIGNED AT PARIS, DECEMBER 22ND, 1934.

French official text communicated by the Netherlands Minister for Foreign Affairs. The registration of this Agreement took place December 13th, 1937.

The under-mentioned Governments desiring, in accordance with the spirit of Article 49 (4) and of Article 57 of the International Sanitary Convention³, signed at Paris on the 21st June, 1926, to reduce as far as possible the formalities to which merchant vessels are subject, the undersigned, provided with full powers found to be in good and due form, have agreed to the following provisions :

1. All ships registered in the metropolitan territory of one of the Contracting Governments, from whatever place arriving, shall be exempted at any port in the metropolitan territories of the other Contracting Governments from the obligation to produce a bill of health.

2. Each of the Contracting Governments undertakes not to require such vessels on calling at its ports to produce any documents such as a consular bill of health or any other certificate or to carry out formalities which would render ineffective the exemption provided for in Article 1.

3. (a) Each of the Contracting Governments at the time of signing or acceding to this Agreement may declare that it intends to make it applicable to all or to any of its colonies, overseas territories, protectorates or territories under its suzerainty or mandate.

(b) It shall likewise have the right subsequently to accede to this Agreement in respect of all or part of its colonies, overseas territories, protectorates or territories under its suzerainty or mandate by notifying the French Government in writing. In this case the accession shall become effective six months after the date of such notification.

(c) At any time after the expiration of the period of five years mentioned in Article 5, any Contracting Government may, by a notification in writing to the French Government, declare that this Agreement shall cease to apply to all or to any of its colonies, overseas territories, protectorates or territories under its suzerainty or mandate, to which it has been extended under the terms of the foregoing paragraphs. Such declaration shall take effect six months after the said notification.

(d) The French Government shall immediately inform the Contracting Governments and the International Office of Public Health of any notifications which it may receive

¹ Traduction du Foreign Office de Sa Majesté britannique.

¹ Translation of His Britannic Majesty's Foreign Office.

² Came into force April 1st, 1935.

³ Vol. LXXVIII, page 229; Vol. XCII, page 409; Vol. CIV, page 513; Vol. CVII, page 524; and Vol. CLXXII, page 411, of this Series.

reçues en vertu des dispositions des deux paragraphes précédents, en indiquant la date de chaque notification.

e) Les navires immatriculés dans des territoires auxquels est applicable le présent arrangement en vertu des précédents paragraphes du présent article auront droit au bénéfice des dispositions des articles 1 et 2.

4. Tout gouvernement non signataire du présent arrangement, autre que le gouvernement d'un des territoires visés à l'article 3, peut ultérieurement y adhérer à tout moment. Les adhésions seront effectuées au moyen d'une notification écrite adressée au Gouvernement français et prendront effet six mois après la date de la notification. Le Gouvernement français informera les gouvernements participants et l'Office international d'Hygiène publique de chaque adhésion et de la date de la notification.

5. Le présent arrangement peut être dénoncé par tout gouvernement contractant à tout moment après l'expiration de cinq années à compter de la date de ce jour. Les dénonciations seront effectuées au moyen d'une notification écrite adressée au Gouvernement français et prendront effet six mois après la date de la notification.

Le Gouvernement français informera immédiatement les gouvernements participants et l'Office international d'Hygiène publique de toutes les dénonciations reçues et de la date de chaque dénonciation.

6. Le présent arrangement ne fait aucun obstacle à la conclusion par les gouvernements contractants d'accords particuliers entre eux ou avec des pays qui n'y sont pas participants, accords portant dispense de la patente de santé. Chacun de ces accords sera déposé entre les mains du Gouvernement français, qui en donnera connaissance à l'Office international d'Hygiène publique et aux gouvernements participant au présent arrangement.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent arrangement, qui entrera en vigueur le premier avril mil neuf cent trente-cinq.

Fait à Paris, le 22 décembre 1934 en un seul exemplaire qui restera déposé dans les archives du Gouvernement français.

Pour l'Australie :

(L. S.) George R. CLERK.

Pour la Grande-Bretagne :

(L. S.) George R. CLERK.

Pour le Danemark :

Sous réserve de ratification.

(L. S.) O. SEHESTED.

Pour l'Estonie :

Le présent arrangement entrera en vigueur, en ce qui concerne l'Estonie, dès le moment de la notification au Gouvernement français de sa ratification.

(L. S.) O. STRANDMAN.

Pour la Grèce :

(L. S.) POLITIS.

under the provisions of the two preceding paragraphs, indicating at the same time the date of each notification.

(e) Vessels registered in any territory to which this Agreement is applicable under the previous paragraphs of this Article shall be entitled to the benefits of the provisions of Articles 1 and 2.

4. Any Government which is not a signatory of the present Agreement, other than the Government of any of the territories mentioned in Article 3, may accede to it hereafter at any time. Such accession shall be effected by notification in writing to the French Government and shall take effect six months after the date of such notification. The French Government shall notify the Contracting Governments and the International Office of Public Health of each accession and of the date of the notification.

5. The present Agreement may be denounced by any Contracting Government at any time after the expiration of five years from this day. Denunciation shall be effected by means of a notification in writing to the French Government and shall take effect six months after the date of notification.

The French Government shall immediately notify the Contracting Governments and the International Office of Public Health of any denunciations received and of the date of each denunciation.

6. The present Agreement shall not prevent any of the Contracting Governments from concluding separate agreements among themselves or with non-contracting countries for dispensing with bills of health. Every such agreement shall be deposited with the French Government, which shall inform the International Office of Public Health and the Governments Parties to the present Agreement.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Agreement, which shall come into force on the 1st April, 1935.

Done at Paris on the 22nd December, 1934, in a single copy, which shall be deposited in the archives of the French Government.

For Australia :

(L. S.) George R. CLERK.

For Great Britain :

(L. S.) George R. CLERK.

For Denmark :

(Subject to ratification.)

(L. S.) O. SEHESTED.

For Estonia :

The present Agreement will take effect in respect of Estonia from the date of the notification of the Estonian ratification to the French Government.

(L. S.) O. STRANDMAN.

For Greece :

(L. S.) POLITIS.

Pour les Pays-Bas :

(L. S.) J. LOUDON.

Pour la Suède :

(L. S.) Einar HENNINGS.

Pour l'Union de l'Afrique du Sud :

(L. S.) Eric H. LOUW.

Pour l'Union des Républiques socialistes soviétiques :

(L. S.) Marcel ROSENBERG.

Pour la Nouvelle-Zélande :

(L. S.) George R. CLERK.

Certifié pour copie conforme :

*Le Secrétaire général
du Ministère des Affaires étrangères
des Pays-Bas,*

A. M. Snouck Hurgronje.

For the Netherlands :

(L. S.) J. LOUDON.

For Sweden :

(L. S.) Einar HENNINGS.

For the Union of South Africa :

(L. S.) Eric H. LOUW.

For the Union of Soviet Socialist Republics :

(L. S.) Marcel ROSENBERG.

For New Zealand :

(L. S.) George R. CLERK.

N° 4232.

SUÈDE ET URUGUAY

Convention de commerce et de navigation, avec protocole additionnel.
Signés à Montevideo, le 13 août
1936.

SWEDEN AND URUGUAY

Convention of Commerce and Navigation, with Additional Protocol.
Signed at Montevideo, August
13th, 1936.

N^o 4232. — CONVENTION¹ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION ENTRE
LE ROYAUME DE SUÈDE ET LA RÉPUBLIQUE ORIENTALE DE
L'URUGUAY. SIGNÉE A MONTEVIDEO, LE 13 AOUT 1936.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Suède. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 15 décembre 1937.

SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE et SON EXCELLENCE MONSIEUR LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ORIENTALE DE L'URUGUAY, également animés du désir de resserrer les liens d'amitié qui unissent la Suède et l'Uruguay et voulant affermir et étendre les relations commerciales et maritimes entre les deux pays, ont résolu de conclure une convention de commerce et de navigation et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, à savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE :

Monsieur Einar MODIG, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Montevideo ;

SON EXCELLENCE MONSIEUR LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ORIENTALE DE L'URUGUAY :

Monsieur José ESPALTER, docteur en droit, son ministre des Relations extérieures ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

Les Parties contractantes consentent à s'accorder mutuellement le traitement inconditionnel et illimité de la nation la plus favorisée pour tout ce qui concerne les droits de douane et tous droits accessoires, le mode de perception des droits, ainsi que pour la classification et l'interprétation des tarifs et pour les règles, formalités et charges auxquelles les opérations de dédouanement pourraient être soumises.

Article 2.

En conséquence, les produits naturels ou fabriqués originaires de l'une des Parties contractantes ne seront d'aucune manière assujettis, dans la matière susvisée, à leur importation dans le territoire de l'autre Partie, à des droits, taxes ou charges autres ou plus élevés ni à des règles ou formalités autres ou plus onéreuses que ceux auxquels sont ou seront assujettis les produits de même nature ou similaires d'un pays tiers quelconque.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Stockholm, le 26 novembre 1937.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4232. — CONVENTION ² OF COMMERCE AND NAVIGATION BETWEEN THE KINGDOM OF SWEDEN AND THE ORIENTAL REPUBLIC OF URUGUAY. SIGNED AT MONTEVIDEO, AUGUST 13TH, 1936.

French official text communicated by the Swedish Minister for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place December 15th, 1937.

HIS MAJESTY THE KING OF SWEDEN and HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE ORIENTAL REPUBLIC OF URUGUAY, being equally desirous of rendering closer the ties of friendship which unite Sweden and Uruguay, and being anxious to strengthen and develop the commercial and maritime relations between the two countries, have resolved to conclude a Convention of Commerce and Navigation and have appointed for that purpose as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF SWEDEN :

Monsieur Einar MODIG, his Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Montevideo ;

HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE ORIENTAL REPUBLIC OF URUGUAY :

Monsieur José ESPALTER, Doctor of Law, his Minister for External Relations ;

Who, having communicated their respective full powers, found in good and due form, have agreed upon the following Articles :

Article 1.

The Contracting Parties agree to grant unconditional and unlimited most-favoured-nation treatment to each other in everything concerning Customs duties and all accessory duties, and the method of levying duties as well as the classification and interpretation of tariffs and the regulations, formalities and charges connected with Customs clearance operations.

Article 2.

Consequently, the natural or manufactured products of either of the Contracting Parties shall not be subjected, in the matter mentioned above, on importation into the territory of the other Party to any duties, fees or charges other or higher, or to any regulations or formalities other or more onerous, than those to which the products of the same or of a similar nature of any third country are or may be subjected.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Stockholm, November 26th, 1937.

Article 3.

De même, les produits naturels ou fabriqués exportés du territoire de l'une des Parties contractantes à destination du territoire de l'autre Partie ne seront d'aucune manière assujettis, dans la matière susvisée, à des droits, taxes ou charges autres ou plus élevés ni à des règles ou formalités autres ou plus onéreuses que ceux auxquels sont ou seront assujettis les produits de même nature ou similaires destinés au territoire d'un autre pays quelconque.

Article 4.

Tous les avantages, faveurs, privilèges et immunités qui ont été ou seront accordés à l'avenir par l'une des deux Parties contractantes, dans la matière susdite, aux produits naturels ou fabriqués originaires d'un autre pays quelconque ou destinés au territoire d'un autre pays quelconque, seront, immédiatement et sans compensation, appliqués aux produits de même nature ou similaires originaires de l'autre Partie contractante ou destinés au territoire de cette Partie.

Article 5.

Sont exceptées, toutefois, des engagements formulés dans les articles précédents, les faveurs actuellement accordées ou qui pourraient être accordées ultérieurement à des Etats limitrophes pour faciliter le trafic frontalier, ainsi que celles résultant d'une union douanière déjà conclue ou qui pourrait être conclue à l'avenir par l'une des Parties contractantes.

Article 6.

Sont exceptées, également, les faveurs accordées ou qui pourraient être accordées par l'Uruguay aux produits naturels ou fabriqués de l'un ou de plusieurs des pays suivants, à savoir l'Argentine, la Bolivie, le Brésil et le Paraguay, tant que ces faveurs n'auront été accordées à aucun autre Etat.

Sont exceptées, en outre, des stipulations de la présente convention les faveurs accordées ou qui pourraient être accordées par la Suède au Danemark ou à la Norvège ou à ces deux pays, tant que ces faveurs n'auront été accordées à aucun autre Etat.

Article 7.

Chacune des Parties contractantes accordera à la navigation de l'autre, sous tous les rapports un traitement aussi favorable que celui actuellement accordé ou qui pourrait être accordé ultérieurement à la navigation de la nation la plus favorisée.

Il est fait exception toutefois aux stipulations du présent article pour le droit de se livrer au cabotage.

Article 8.

La présente convention sera ratifiée, par S. M. le Roi de Suède et par S. E. M. le Président de la République orientale de l'Uruguay, et les instruments de ratification seront échangés à Stockholm le plus tôt possible. Elle entrera en vigueur quinze jours après l'échange des ratifications.

Article 9.

La convention est conclue pour la durée d'un an à compter du jour qu'elle entrera en vigueur. Cependant, si elle n'est pas dénoncée trois mois avant l'expiration de ce délai, elle sera considérée comme prolongée pour une période indéterminée. Dans ce cas elle pourra être dénoncée à tout moment moyennant préavis de trois mois.

Article 3.

Similarly, natural or manufactured products exported from the territory of either of the Contracting Parties to the territory of the other Party shall not be subjected, in the matter mentioned above, to any duties, fees or charges other or higher, or to any regulations or formalities other or more onerous, than those to which the products of the same or of a similar nature destined for the territory of any other country are or may be subjected.

Article 4.

All advantages, favours, privileges and immunities which have been or which may in future be granted by either of the Contracting Parties, in the matter mentioned above, in respect of the natural or manufactured products of any other country or of such products destined for the territory of any other country shall immediately and without compensation apply to the products of the same or of a similar nature of the other Contracting Party or to such products destined for the territory of that Party.

Article 5.

The undertakings formulated in the preceding Articles shall not, however, apply to any favours which are at present granted, or which may subsequently be granted, to adjacent States for the purpose of facilitating frontier traffic or to those arising out of any Customs union which has already been concluded or which may be concluded in the future by either of the Contracting Parties.

Articles 6.

The undertakings in question shall not apply either to any favours which have been granted, or which may be granted, by Uruguay in respect of the natural or manufactured products of one or more of the following countries, namely, the Argentine, Bolivia, Brazil and Paraguay, provided that such favours have not been granted to any other State.

The stipulations of the present Convention shall also not apply to any favours which have been granted, or which may be granted, by Sweden to Denmark or to Norway or to both those countries, provided that such favours have not been granted to any other State.

Article 7.

Each of the Contracting Parties shall grant as favourable treatment in all respects to the navigation of the other as the treatment which is at present granted, or which may subsequently be granted, to the navigation of the most-favoured nation.

The right to engage in coastal traffic shall, however, constitute an exception to the stipulations contained in the present Article.

Article 8.

The present Convention shall be ratified by His Majesty the King of Sweden and by His Excellency the President of the Oriental Republic of Uruguay, and the instruments of ratification shall be exchanged at Stockholm as soon as possible. It shall come into force fifteen days after the exchange of the ratifications.

Article 9.

The Convention is concluded for a period of one year from the date on which it comes into force.

Nevertheless, if it is not denounced three months before the expiration of this period, it shall be regarded as having been prolonged for an indefinite period. In this case, it may be denounced at any moment by the giving of three months' notice.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Montevideo, en double exemplaire, le treize août mil neuf cent trente-six.

(Signé) Einar MODIG.

(Signé) José ESPALTER.

Certifiée pour copie conforme :

Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 13 décembre 1937.

Le Chef des Archives,
Torsten Gihl.

PROTOCOLE ADDITIONNEL

Au moment de signer la Convention de commerce et de navigation conclue en date de ce jour entre le Royaume de Suède et la République orientale de l'Uruguay, les plénipotentiaires soussignés sont convenus des dispositions suivantes, qui formeront partie intégrante de la convention :

Dans le cas où une mesure restrictive des importations prise ou qui pourrait être prise dans l'un des deux pays entraverait considérablement les exportations de l'autre pays, le gouvernement de ce dernier pays aura le droit de demander l'ouverture immédiate de négociations. Si dans les six semaines à dater du jour de ladite demande, ces négociations n'aboutissent pas à un résultat positif, le gouvernement qui avait demandé l'ouverture de négociations pourra dénoncer la présente convention de commerce et de navigation, qui cessera de porter effet six semaines après sa dénonciation.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ont signé le présent protocole.

Fait à Montevideo, en double exemplaire, le treize août mil neuf cent trente-six.

(Signé) Einar MODIG.

(Signé) José ESPALTER.

Certifiée pour copie conforme :

Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 13 décembre 1937.

Le Chef des Archives,
Torsten Gihl.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Convention and have affixed their seals thereto.

Done at Montevideo, in duplicate, the thirteenth day of August, one thousand nine hundred and thirty-six.

(Signed) Einar MODIG.

(Signed) José ESPALTER.

ADDITIONAL PROTOCOL.

On the occasion of signing the Convention of Commerce and Navigation concluded this day between the Kingdom of Sweden and the Oriental Republic of Uruguay, the undersigned Plenipotentiaries have agreed upon the following stipulations, which shall form an integral part of the Convention :

In the event of any measure restrictive of importation, which has been or which may be adopted in one of the two countries, causing serious difficulty to the export trade of the other country, the Government of the latter country shall be entitled to ask for the immediate opening of negotiations. If within six weeks from the date of such request the said negotiations do not lead to a positive result, the Government which asked for the opening of negotiations may denounce the present Convention of Commerce and Navigation and it shall in that case cease to have effect six weeks after it has been denounced.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Protocol.

Done at Montevideo, in duplicate, the thirteenth day of August, one thousand nine hundred and thirty-six.

(Signed) Einar MODIG.

(Signed) José ESPALTER.

N° 4233.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET GRÈCE

Traité d'établissement. Signé à
Athènes, le 21 novembre 1936.

UNITED STATES OF AMERICA
AND GREECE

Treaty of Establishment. Signed at
Athens, November 21st, 1936.

No. 4233. — TREATY ¹ OF ESTABLISHMENT BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA AND THE KINGDOM OF GREECE. SIGNED AT ATHENS, NOVEMBER 21st, 1936.

English and Greek official texts communicated by the Permanent Delegate of Greece to the League of Nations and by the Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the United States of America at Berne. The registration of this Treaty took place December 18th, 1937.

THE KINGDOM OF GREECE and THE UNITED STATES OF AMERICA being desirous of prescribing the conditions under which the nationals, corporations and associations of each country may settle and carry on business in the territory of the other country have decided to conclude a Treaty for that purpose and have appointed their Plenipotentiaries ;

HIS MAJESTY THE KING OF THE HELLENES :

His Excellency Mr. Nicolas MAVROUDIS, Permanent Under-Secretary of State for Foreign Affairs ;

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA :

His Excellency Mr. Lincoln MAC VEAGH, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Athens ;

Who, having communicated to each other their respective full powers, found to be in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article I.

The nationals, limited liability and other corporations and associations of the United States of America and Greece respectively, shall receive in the territories of the other country treatment with respect to entry, establishment and residence which shall be, in all respects, no less favorable than the treatment which is or shall be accorded to nationals, corporations or associations of the most favored third country.

Nothing in this Treaty shall be construed to affect existing statutes or regulations of either of the High Contracting Parties in relation to the immigration of aliens or the right of either Party to enact such statutes.

¹ The exchange of ratifications took place at Athens, October 22nd, 1937.

TEXTE GREC. — GREEK TEXT.

N^o 4233. — ΣΥΝΘΗΚΗ ¹ ΕΓΚΑΤΑΣΤΑΣΕΩΣ ΜΕΤΑΞΥ ΤΟΥ ΒΑΣΙΛΕΙΟΥ ΤΗΣ ΕΛΛΑΔΟΣ ΚΑΙ ΤΩΝ ΗΝΩΜΕΝΩΝ ΠΟΛΙΤΕΙΩΝ ΤΗΣ ΑΜΕΡΙΚΗΣ. ΥΠΟΓΡΑΦΕΙΣΑ ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ ΤΗΝ 21^η ΝΟΕΜΒΡΙΟΥ, 1936.

Textes officiels anglais et grec communiqués par le délégué permanent de la Grèce près la Société des Nations et l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire des Etats-Unis d'Amérique à Berne. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 18 décembre 1937.

Τὸ Βασίλειον τῆς Ἑλλάδος καὶ αἱ Ἠνωμένα Πολιτεῖαι τῆς Ἀμερικῆς, ἐν τῇ ἐπιθυμίᾳ ὅπως καθορίσασιν τοὺς ὅρους ὑπὸ τοὺς ὁποίους οἱ πολῖται, ἔταιρεῖαι καὶ συνεταιρισμοὶ ἐκάστης χώρας θὰ δύνανται νὰ ἐγκατασταθῶσι καὶ διεξάγωσι τὰς ἐπιχειρήσεις των ἐν τῷ ἐδάφει τῆς ἑτέρας, ἀπεφάσισαν πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον τὴν σύναξιν συνθήκης καὶ διώρισαν τοὺς πληρεξουσίου αὐτῶν ὡς ἔπεται :

Ἡ Αὐτοῦ Μεγαλειότης ὁ Βασιλεὺς τῶν Ἑλλήνων :

Τὴν Αὐτοῦ Ἐξοχότητα τὸν Κύριον Νικόλαον Μαυρουδῆν, Μόνιμον ἐπὶ τῶν Ἐξωτερικῶν Ὑφυπουργόν,

Ὁ Πρόεδρος τῶν Ἠνωμένων Πολιτειῶν τῆς Ἀμερικῆς :

Τὴν Αὐτοῦ Ἐξοχότητα τὸν Κύριον Lincoln MAC VEAGH, Ἐκτακτον Ἀπεσταλμένον καὶ Πληρεξούσιον Ὑπουργὸν ἐν Ἀθήναις,

οἵτινες, ἀνακρινώσαντες πρὸς ἀλλήλους τὰ οἰκεία αὐτῶν πληρεξούσια εὔρον ταῦτα καλῶς ἔχοντα καὶ συνεφώνησαν ἐπὶ τῶν ἐπομένων :

Ἄρθρον Ι.

Οἱ πολῖται, ἀνώνυμοι ἔταιρεῖαι καὶ λοιπαὶ ἔταιρεῖαι καὶ συνεταιρισμοὶ τῶν Ἠνωμένων Πολιτειῶν τῆς Ἀμερικῆς καὶ τῆς Ἑλλάδος θὰ ἀπολαμβάνωσιν ἐν τοῖς ἐδάφοις τῆς ἑτέρας χώρας ὡς πρὸς τὴν εἰσοδὸν, ἐγκατάστασιν καὶ διαμονὴν των μεταχειρίσεως ἀπὸ πάσης ἀπόψεως οὐχὶ ὀλιγώτερον εὐνοϊκῆς τῆς παρεχομένης ἢ παρασχεθισομένης μεταχειρίσεως πρὸς τοὺς πολῖτας, ἔταιρείας ἢ συνεταιρισμοὺς τοῦ μᾶλλον εὐνοουμένου τρίτου κράτους.

Ἡ παρούσα Συνθήκη κατ' οὐδὲν θέλει μεταβάλλει τοὺς ἐν ἰσχύϊ νόμους καὶ κανονισμοὺς ἑκατέρου τῶν ὑψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν σχετικῶς πρὸς τὴν μετανάστευσιν ἀλλοδαπῶν οὐδὲ θέλει παρεμποδίσει τὸ δικαίωμα ἑκατέρου Μέρους ὅπως θέσῃ ἐν ἰσχύϊ τοιούτους νόμους.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Athènes, le 22 octobre 1937.

Article II.

The present Treaty shall be ratified, and the ratifications thereof shall be exchanged at Athens as soon as possible.

It shall take effect on the day of the exchange of ratifications and shall remain in force for three years. After this date it shall remain in force until the expiration of twelve months from the day on which notice of its termination shall have been given by either High Contracting Party to the other Party.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have affixed their seals thereto.

Done in duplicate in the English and Greek languages, both authentic, at Athens this 21st day of November one thousand nine hundred and thirty-six.

(L. S.) N. MAVROUDIS.

(L. S.) Lincoln MACVEAGH.

Pour copie conforme :

P. le Directeur
des Affaires conventionnelles et commerciales
au Min. des Aff. étrangères,
P. Economou.

Certified to be a true and complete textual copy of the original Treaty in all the languages in which it was signed.

For the Secretary of State
of the United States of America :

Edward Yardley,
Chief Clerk and Administrative Assistant.

Ἄρθρον 2.

Ἡ παροῦσα Συνθήκη θέλει κυρωθῆ, αἱ δὲ ἐπικυρώσεις ταύτης θὰ ἀνταλλαγῶσιν ἐν Ἀθήναις ὅσον οἶον τε ταχύτερον.

Θέλει ἰσχύσει ἀπὸ τῆς ἡμέρας τῆς ἀνταλλαγῆς τῶν ἐπικυρώσεων καὶ παραμένει ἐν ἰσχύϊ ἐπὶ τριετίαν. Μετὰ δὲ τὴν πάροδον ταύτης θὰ παραμείνῃ ἐν ἰσχύϊ μέχρι τῆς παρελεύσεως δώδεκα μηνῶν ἀπὸ τῆς ἡμέρας καθ' ἣν ἐκάτερον τῶν Ὑψηλῶν Συμβαλλομένων Μερῶν θέλει εἰδοποιήσῃ τὸ ἕτερον περὶ τοῦ τερματισμοῦ τῆς.

Εἰς πίστωσιν τῶν ὁποίων οἱ πληρεξούσιοι δπέγραψαν τὴν παροῦσαν Συνθήκην καὶ ἐπέθεσαν τὰς σφραγίδας των.

Ἐγένετο εἰς διπλοῦν εἰς τὴν Ἀγγλικὴν καὶ Ἑλληνικὴν, ἀμφοτέρων θεωρουμένων ὡς ἐν πρωτοτύπῳ, ἐν Ἀθήναις τῇ 21ῃ τοῦ μηνὸς Νοεμβρίου τοῦ χιλιοστοῦ ἐνεαεκοσιοστοῦ τριακοστοῦ ἔχτου ἔτους.

N. ΜΑΥΡΟΥΔΗΣ. (Τ. Σ.)

Lincoln MACVEAGH. (Τ. Σ.)

Pour copie conforme :

P. le Directeur
des Affaires conventionnelles et commerciales
au Min. des Aff. étrangères,
P. Economou.

Certified to be a true and complete textual copy of the original Treaty in all the languages in which it was signed.

For the Secretary of State
of the United States of America :

Edward Yardley,
Chief Clerk and Administrative Assistant.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 4233. — TRAITÉ D'ÉTABLISSEMENT ENTRE LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LE ROYAUME DE GRÈCE. SIGNÉ A ATHÈNES, LE 21 NOVEMBRE 1936.

LE ROYAUME DE GRÈCE et LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, désireux de fixer les conditions dans lesquelles les ressortissants, sociétés et associations de chacun des deux pays pourront s'établir et exercer une activité commerciale sur le territoire de l'autre pays, ont décidé de conclure un traité à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI DES HELLÈNES :

Son Excellence M. Nicolas MAVROUDIS, sous-secrétaire d'Etat permanent aux Affaires étrangères ;

LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE :

Son Excellence M. Lincoln MAC VEAGH, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Athènes ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les ressortissants, sociétés à responsabilité limitée et autres sociétés et associations des États-Unis d'Amérique et de Grèce jouiront sur le territoire de l'autre pays, en ce qui concerne l'admission, l'établissement et le séjour, d'un traitement à tous égards au moins aussi favorable que celui qui est ou sera accordé aux ressortissants, sociétés ou associations du tiers pays le plus favorisé.

Aucune disposition du présent traité ne devra être interprétée comme portant atteinte aux lois ou règlements de l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes concernant l'immigration des étrangers ni au droit que possède chacune des deux Parties d'édicter des lois de ce genre.

Article II.

Le présent traité sera ratifié et l'échange des ratifications aura lieu à Athènes aussitôt que possible.

Il prendra effet le jour de l'échange des ratifications et restera en vigueur pendant trois ans. Après cette date, il demeurera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai de douze mois à compter du jour où l'une des Hautes Parties contractantes aura signifié à l'autre son intention d'y mettre fin.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double expédition, en langue anglaise et en langue grecque, les deux textes faisant foi, à Athènes, le vingt et un novembre mil neuf cent trente-six.

(L. S.) N. MAVROUDIS.

(L. S.) Lincoln MACVEAGH.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

ALLEMAGNE ET DANEMARK

Protocole prorogeant jusqu'au 31 décembre 1938 l'Accord germano-danois du 1^{er} mars 1934 relatif aux échanges réciproques de marchandises, l'échange de lettres N° 1 du 1^{er} mars 1934 concernant la forme des certificats pour les œufs salés de cycloptère, ainsi que le protocole final à l'Accord germano-danois du 30 janvier 1936. Signé à Copenhague, le 27 novembre 1937.

GERMANY AND DENMARK

Protocol extending until December 31st, 1938, the Duration of the German-Danish Agreement of March 1st, 1934, regarding the Reciprocal Exchange of Goods, the Exchange of Notes No. 1 of March 1st, 1934, concerning the Form of Certificates for Salted Roe of Lump-fish, and also the Final Protocol to the German-Danish Agreement of January 30th, 1936. Signed at Copenhagen, November 27th, 1937.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N^o 4234. — PROTOKOLL ÜBER DIE VERLÄNGERUNG, BIS ZUM 31. DEZEMBER 1938, DER GELTUNGSDAUER DES DEUTSCH-DÄNISCHEN ABKOMMENS ÜBER DEN GEGENSEITIGEN WARENVERKEHR VOM 1. MÄRZ 1934, DES BRIEFWECHSELS NR. 1 VOM 1. MÄRZ 1934 ÜBER DIE FORM DER ZEUGNISSE FÜR EINGESALZENEN ROGEN VON SEEHASSEN, UND DES SCHLUSSPROTOKOLLES ZUM DEUTSCH-DÄNISCHEN ABKOMMEN VOM 30. JANUAR 1936. GEZEICHNET IN KOPENHAGEN, AM 27. NOVEMBER 1937.

Textes officiels allemand et danois communiqués par le délégué permanent du Danemark près la Société des Nations. L'enregistrement de ce protocole a eu lieu le 20 décembre 1937.

I.

Die unterzeichneten Bevollmächtigten DER DEUTSCHEN REGIERUNG und DER KÖNIGLICH DÄNISCHEN REGIERUNG haben sich darüber verständigt, dass die Geltungsdauer des deutsch-dänischen Abkommens über den gegenseitigen Warenverkehr vom 1. März 1934¹/24. Januar 1935² bis zum 31. Dezember 1938 verlängert wird.

II.

Der Briefwechsel Nr. 1 vom 1. März 1934 über die Form der Zeugnisse für eingesalzene Roggen von Seehasen und das Schlussprotokoll³ vom 30. Januar 1936 werden bis zum 31. Dezember 1938 angewendet.

Geschehen in doppelter Ausfertigung in deutscher und dänischer Sprache in Kopenhagen am 27. November 1937.

VON RENTHE-FINK.
Dr. WALTER.
P. MUNCH.

Pour copie conforme :
O. C. Mohr,
Secrétaire général
du Ministère des Affaires étrangères.

¹ Vol. CL, page 31, de ce recueil.

² Vol. CLX, page 155, de ce recueil.

³ Vol. CLXXIV, page 155, de ce recueil.

TEXTE DANOIS. — DANISH TEXT.

N^o 4234. — PROTOKOL OM FORNYET FORLÆNGELSE, INDTIL DEN 31. DECEMBER 1938, AF GYLDIGHEDSFRISTEN FOR DEN DANSK-TYSKE OVERENSKOMST AF 1. MARTS 1934 VEDRØRENDE DEN GENSIDIGE VAREUDVEKSLING, SAMT BREVVÆKSLING NR. 1 AF 1. MARTS 1934 ANGAAENDE FORMEN FOR CERTIFIKATER FOR SALTET STENBIDERROGN, OG FORLÆNGELSE AF PROTOKOLLEN TIL DEN DANSK-TYSKE OVERENSKOMST AF 30. JANUAR 1936. UNDERTEGNET I KØBENHAVN, DEN 27. NOVEMBER 1937.

German and Danish official texts communicated by the Permanent Delegate of Denmark to the League of Nations. The registration of this Protocol took place December 20th, 1937.

I.

De undertegnede Befuldmægtigede for DEN KGL. DANSKE REGERING OG DEN TYSKE REGERING er blevet enige om, at den dansk-tyske Overenskomst vedrørende den gensidige Vareudveksling af 1. Marts 1934¹/24. Januar 1935² forbliver i Kraft indtil den 31. December 1938.

II.

Brevveksling Nr. 1 af 1. Marts 1934 angaaende Formen for Certifikater for saltet Stenbiderrogn og Slutprotokollen³ af 30. Januar 1936 skal finde Anvendelse indtil den 31. December 1938.

Sket i to Eksemplarer paa Dansk og Tysk i København den 27. November 1937.

VON RENTHE-FINK.

Dr. WALTER.

P. MUNCH.

Pour copie conforme :

O. C. Mohr,

*Secrétaire général
du Ministère des Affaires étrangères.*

¹ Vol. CL, page 31, of this Series.

² Vol. CLX, page 155, of this Series.

³ Vol. CLXXIV, page 155, of this Series.

¹ TRADUCTION.

N^o 4234. — PROTOCOLE PROROGÉANT JUSQU'AU 31 DÉCEMBRE 1938 L'ACCORD GERMANO-DANOIS DU 1^{er} MARS 1934 RELATIF AUX ÉCHANGES RÉCIPROQUES DE MARCHANDISES, L'ÉCHANGE DE LETTRES N^o 1 DU 1^{er} MARS 1934 CONCERNANT LA FORME DES CERTIFICATS POUR LES ŒUFS SALÉS DE CYCLOPTÈRE, AINSI QUE LE PROTOCOLE FINAL A L'ACCORD GERMANO-DANOIS DU 30 JANVIER 1936. SIGNÉ A COPENHAGUE, LE 27 NOVEMBRE 1937.

I.

Les plénipotentiaires soussignés DU GOUVERNEMENT ALLEMAND et DU GOUVERNEMENT ROYAL DANOIS sont convenus de prolonger jusqu'au 31 décembre 1938 la durée de validité de l'Accord germano-danois des 1^{er} mars 1934 /24 janvier 1935 relatif aux échanges réciproques de marchandises.

II.

L'Échange de lettres N^o 1 du 1^{er} mars 1934 concernant la forme des certificats pour les œufs salés de cycloptère ainsi que le Protocole final du 30 janvier 1936 seront appliqués jusqu'au 31 décembre 1938.

Fait en double expédition, en allemand et en danois, à Copenhague, le 27 novembre 1937.

VON RENTHE-FINCK.

D^r WALTER.

P. MUNCH.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 4234. — PROTOCOL EXTENDING UNTIL DECEMBER 31ST, 1938, THE DURATION OF THE GERMAN-DANISH AGREEMENT OF MARCH 1ST, 1934, REGARDING THE RECIPROCAL EXCHANGE OF GOODS, THE EXCHANGE OF NOTES NO. 1 OF MARCH 1ST, 1934, CONCERNING THE FORM OF CERTIFICATES FOR SALTED ROE OF LUMP-FISH, AND ALSO THE FINAL PROTOCOL TO THE GERMAN-DANISH AGREEMENT OF JANUARY 30TH, 1936. SIGNED AT COPENHAGEN, NOVEMBER 27TH, 1937.

I.

The undersigned Plenipotentiaries of THE GERMAN GOVERNMENT and THE ROYAL DANISH GOVERNMENT have agreed to extend the duration of the German-Danish Agreement of March 1st, 1934/January 24th, 1935, regarding the reciprocal exchange of goods until December 31st, 1938.

II.

Exchange of Notes No. 1 of March 1st, 1934, concerning the form of certificates for salted roe of lump-fish, and the Final Protocol of January 30th, 1936, shall remain in force until December 31st, 1938.

Done in duplicate German and Danish texts, at Copenhagen, this 27th day of November, 1937.

VON RENTHE-FINK.

Dr. WALTER.

P. MUNCH.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

N° 4235.

**ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET LIECHTENSTEIN**

**Traité d'extradition. Signé à Berne,
le 20 mai 1936.**

**UNITED STATES OF AMERICA
AND LIECHTENSTEIN**

**Extradition Treaty. Signed at Berne,
May 20th, 1936.**

No. 4235. — EXTRADITION TREATY¹ BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA AND THE PRINCIPALITY OF LIECHTENSTEIN. SIGNED AT BERNE, MAY 20TH, 1936.

English and German official texts communicated by the Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the United States of America at Berne. The registration of this Treaty took place December 24th, 1937.

THE UNITED STATES OF AMERICA and THE PRINCIPALITY OF LIECHTENSTEIN, animated by the desire to promote the cause of justice, have agreed to conclude a Treaty concerning the extradition of fugitives from justice between the two States and have appointed the following Plenipotentiaries for this purpose :

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA :

Mr. Hugh R. WILSON, Minister Plenipotentiary and Envoy Extraordinary of the United States of America in Switzerland;

HIS SERENE HIGHNESS THE RULING PRINCE OF LIECHTENSTEIN :

M. Giuseppe MOTTA, Federal Councillor and Head of the Federal Political Department, Berne;

Who, after exchange of their full powers, found to be in good and due form, have agreed upon and concluded the following Articles :

Article I.

It is agreed that the Government of the United States of America and the Government of Liechtenstein shall, upon requisition duly made in accordance with the provisions of this Treaty, deliver up to justice any person who is charged with or has been convicted of any of the crimes or offenses specified in Article II of the present Treaty, if the punishable act was committed within the jurisdiction of one of the High Contracting Parties and the person seeks asylum in the territory of the other Party or is found there. Such extradition shall take place only on the basis of such evidence of criminality, as according to the laws of the place where the fugitive or the accused is found, would justify his arrest and commitment for trial, if the deed had been committed there.

Article II.

Such persons shall be delivered up, according to the provisions of the present Treaty, who shall have been charged with or convicted of any of the following punishable acts :

1. Murder (including the crimes designated by the terms parricide, poisoning and infanticide), or intentional manslaughter.

¹ The exchange of ratifications took place at Berne, June 28th, 1937.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N^o 4235. — AUSLIEFERUNGSVERTRAG¹ ZWISCHEN DEN VEREINIGTEN STAATEN VON AMERIKA UND DEM FÜRSTENTUM LIECHTENSTEIN. GEZEICHNET IN BERN, AM 20. MAI 1936.

Textes officiels anglais et allemand communiqués par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire des Etats-Unis d'Amérique à Berne. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 24 décembre 1937.

DIE VEREINIGTEN STAATEN VON AMERIKA UND DAS FÜRSTENTUM LIECHTENSTEIN sind, von dem Wunsche geleitet, die Sache der Gerechtigkeit zu fördern, übereingekommen, einen Vertrag über die Auslieferung straffälliger Personen zwischen den beiden Staaten zu schliessen und haben zu diesem Zwecke folgende Bevollmächtigte ernannt :

DER PRÄSIDENT DER VEREINIGTEN STAATEN VON AMERIKA :

Herrn Hugh R. WILSON, ausserordentlichen Gesandten und bevollmächtigten Minister der Vereinigten Staaten von Amerika in der Schweiz,

SEINE DURCHLAUCHT DER REGIERENDE FÜRST VON LIECHTENSTEIN :

Herrn Bundesrat Giuseppe MOTTA, Vorsteher des Eidgenössischen Politischen Departements, Bern,

die nach Austausch ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten die nachstehenden Artikel vereinbart und beschlossen haben :

Artikel I.

Es wird vereinbart, dass die Regierung der Vereinigten Staaten von Amerika und die Regierung von Liechtenstein auf ein nach den Bestimmungen dieses Vertrages gehörig gestelltes Ersuchen der Gerechtigkeit jede Person ausliefern sollen, die eines der im Artikel II des vorliegenden Vertrages aufgeführten Verbrechen oder Vergehen beschuldigt wird oder überführt wurde, sofern die Straftat im Bereiche der Gerichtsbarkeit eines der Hohen Vertragschliessenden Teile begangen wurde und die Person im Gebiete des andern Teiles Zuflucht sucht oder dort angetroffen wird. Eine derartige Auslieferung soll nur auf Grund solcher Schuldbeweise stattfinden, die nach den Gesetzen des Ortes, wo der Flüchtling oder der Beschuldigte angetroffen wird, seine Festnahme und Stellung vor Gericht rechtfertigen würden, wenn die Tat hier begangen worden wäre.

Artikel II.

Nach den Bestimmungen des vorliegenden Vertrages sollen jene Personen ausgeliefert werden, die einer der nachstehenden strafbaren Handlungen beschuldigt werden oder überführt sind :

1. Mord (unter Einschluss der durch die Ausdrücke Elternmord, Giftmord und Kindesmord bezeichneten Verbrechen), vorsätzliche Tötung.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Berne, le 28 juin 1937.

2. Malicious mayhem or serious injury to the body, intentionally committed.
3. Rape, abortion and carnal knowledge of children under 15 years of age.
4. Abduction or detention of women or girls for immoral purposes.
5. Bigamy.
6. Arson.
7. Intentional and unlawful destruction or obstruction of railroads where such acts endanger human life.
8. Crimes committed at sea :
 - (a) Piracy, in the current sense of the word and according to the definition in international or municipal law ;
 - (b) Unlawful sinking or destruction of a ship at sea, or attempt to perform such act ;
 - (c) Mutiny or conspiracy by two or more members of the crew or other persons on board of a vessel on the high seas, for the purpose of rebelling against the authority of the Captain or Commander of such vessel, or to take possession of such vessel by fraud or violence;
 - (d) Assault on board of a ship on the high seas, with intent to do bodily harm.
9. Burglary, breaking into a house.
10. Breaking into or forcing an entrance into the official premises of the Government or public authorities, or into other buildings, other than dwellings, with intent to commit a crime there.
11. Robbery.
12. Forgery of documents or the circulation of forged documents.
13. Forgery or falsification of official documents of the Government or public authorities including the courts, or the circulation or fraudulent use thereof.
14. The fabrication of counterfeit money, whether coin or paper, counterfeit titles or coupons of the public debt created by national, State, provincial, territorial, local or municipal administrations, bank notes or other instruments of public credit, counterfeit seals, stamps, dies and other marks of State or public administration offices and the utterance, circulation or fraudulent use of the above-mentioned objects.
15. Embezzlement.
16. Kidnapping of minors or adults, defined to be the abduction or detention of one or more persons, in order to extort money from them, their families, or one or more other persons, or for any other unlawful purpose.
17. Larceny, that is the theft of articles, movable property or money of the value of twenty-five or more dollars or the equivalent thereof in Liechtenstein currency.
18. Obtaining money, securities or other property by false pretenses or acceptance of money, securities or other property, knowing the same has been unlawfully obtained, when the amount of the money or the value of the property so acquired or accepted exceeds two hundred dollars or the equivalent thereof in Liechtenstein currency.

2. Böswillige Körperverletzung oder vorsätzlich begangene schwere Schädigung des Körpers.
3. Notzucht, Abtreibung und Unzucht mit Kindern unter 15 Jahren.
4. Entführung oder Gefangenhaltung von Frauen oder Mädchen zu unsittlichen Zwecken.
5. Doppelehe.
6. Brandstiftung.
7. Vorsätzliche und gesetzwidrige, das menschliche Leben gefährdende Zerstörung oder Behinderung von Eisenbahnen.
8. Zur See verübte Verbrechen :
 - a) Seeräuberei im landläufigen Sinne des Wortes und nach der völkerrechtlichen oder gesetzlichen Begriffsbestimmung ;
 - b) unrechtmässige Versenkung oder Zerstörung eines Schiffes zur See oder der Versuch hiezu ;
 - c) Meuterei oder Verschwörung zweier oder mehrerer Mitglieder der Besatzung oder anderer Personen an Bord eines auf hoher See befindlichen Fahrzeuges, um sich gegen die Befehlsgewalt des Kapitäns oder Kommandanten eines solchen Fahrzeuges zu empören oder um sich durch List oder Gewalt in den Besitz eines solchen Fahrzeuges zu setzen ;
 - d) Überfall an Bord eines Schiffes auf hoher See in der Absicht, körperlichen Schaden zuzufügen.
9. Einbruch, Eindringen in ein Haus.
10. Das Einbrechen und Eindringen in die Amtsräume der Regierung oder öffentlicher Behörden, oder in sonstige Gebäude, die nicht Wohnhäuser sind, in der Absicht, darin ein Verbrechen zu begehen.
11. Raub.
12. Fälschung von Urkunden oder Verbreitung gefälschter Urkunden.
13. Fälschung oder Verfälschung amtlicher Schriftstücke der Regierung oder öffentlichen Behörden einschliesslich der Gerichte oder deren Verbreitung oder betrügerische Benutzung.
14. Die Erzeugung von Falschgeld, sei es gemünztes oder Papiergeld, von gefälschten Stücken oder Coupons der öffentlichen Schuld, die von Bundes-, Staats-, Provinzial-, Territorial-, Lokal- oder städtischen Verwaltungen aufgenommen wurde, von Banknoten oder anderen öffentlichen Kreditpapieren, gefälschten Siegeln, Stempeln, Prägestempeln und Marken staatlicher oder öffentlicher Verwaltungsstellen und die Ausgabe, Verbreitung oder betrügerische Benützung der oben erwähnten Gegenstände.
15. Veruntreuung.
16. Raub von Minderjährigen oder Erwachsenen, das ist die Entführung oder Gefangenhaltung einer oder mehrerer Personen, um von ihnen, ihren Familien, oder einer oder mehreren andern Personen Geld zu erpressen, oder zu einem andern ungesetzlichen Zweck.
17. Diebstahl, das ist die Entwendung von Sachen, beweglichem Gut oder Geld im Werte von fünfundzwanzig oder mehr Dollar oder deren Gegenwert in liechtensteinischer Währung.
18. Erlangung von Geld, Wertpapieren oder anderem Vermögen auf Grund falscher Vorspiegelungen oder Annahme von Geld, Wertpapieren oder anderem Vermögen in Kenntnis des Umstandes, dass das Angenommene unrechtmässig erworben worden ist, wenn der auf diese Weise erworbene oder angenommene Geldbetrag oder Vermögenswert zweihundert Dollar oder deren Gegenwert in liechtensteinischer Währung übersteigt.

19. Perjury.

20. Fraud or breach of trust by a bailee, banker, agent, factor, trustee, executor, administrator, guardian, director or official of a company or corporation, or by any person in a fiduciary position, when the amount of money or the value of the property misappropriated exceeds two hundred dollars or the equivalent thereof in Liechtenstein currency.

21. Crimes and offenses against the laws for the suppression of slavery or the slave trade.

22. Wilful abandonment or wilful non-support of minor children or those unable to support themselves.

23. Bribery.

24. Crimes or offenses against the bankruptcy laws.

25. Crimes or offenses against the laws for suppression of the narcotics traffic.

26. Use of the mails for fraudulent purposes.

27. Extradition shall also take place for participation in any of the crimes or offenses beforementioned, before or after the commission thereof, or for an attempt to commit one of the beforementioned crimes or offenses.

With respect to the above-enumerated crimes and offenses it is agreed that when one of those crimes or offenses is not designated as such in the laws of one of the States, nevertheless the extradition shall take place when such crime or offense includes as an essential element an act which is designated as punishable, by the laws of the State in whose territory the fugitive is found.

Article III.

The provisions of this Treaty shall not import a claim of extradition for a crime or offense of a political character nor for acts connected with such crimes or offenses, and no person surrendered under this Treaty by or to one of the High Contracting Parties shall be brought to trial or punished on account of a political crime or offense committed before his extradition. The State to which the application is made, or its courts, shall decide whether the act is of a political character. When the punishable act charged includes an accomplished or attempted murder, assassination, or poisoning, the fact that the act was accomplished or attempted against the life of the ruler or the supreme head of one of the High Contracting Parties or against the ruler or the supreme head of a foreign State or against the life of a member of the family of either of them shall not be deemed sufficient to sustain that the crime or offense was of a political character, or was an act connected with crimes or offenses of a political character.

Article IV.

No person shall be tried for any crime or offense committed before his extradition other than that for which he was surrendered, unless he shall have been allowed one month to leave the country after having been tried, or one month in case of conviction after having paid the penalty or having been set at liberty.

Article V.

An accused person shall not be extradited, under the provisions of this Treaty, when, from lapse of time or other lawful cause under the laws of the State asking extra-

19. Meineid.

20. Unterschlagung oder Vertrauensmissbrauch seitens eines Verwahrers, Bankiers, Agenten, Kommissionärs, Treuhänders, Testamentsvollstreckers, Verwalters, Vormundes, Direktors oder Beamten einer Gesellschaft oder Körperschaft oder seitens irgend einer Person in Vertrauensstellung, wenn der Betrag oder Wert des widerrechtlich zugeeigneten Geldes oder Vermögens zweihundert Dollar oder deren Gegenwert in liechtensteinischer Währung übersteigt.

21. Verbrechen und Vergehen gegen die Gesetze zur Unterdrückung der Sklaverei und des Sklavenhandels.

22. Böswilliges Verlassen oder böswilliges Nichterhalten minderjähriger oder nicht selbsterhaltungsfähiger Kinder.

23. Bestechung.

24. Verbrechen oder Vergehen gegen die Konkursgesetzgebung.

25. Verbrechen oder Vergehen gegen die Gesetze zur Unterdrückung des Handels mit Betäubungsmitteln.

26. Benützung der Post zu betrügerischen Zwecken.

27. Die Auslieferung soll auch stattfinden wegen Beteiligung an einem der vorgenannten Verbrechen oder Vergehen vor oder nach seiner Verübung oder wegen Versuchs eines der vorgenannten Verbrechen oder Vergehen.

Mit Bezug auf die vorstehend aufgezählten Verbrechen und Vergehen besteht Einverständnis und Einigung darüber, dass, wenn eines dieser Verbrechen oder Vergehen in den Gesetzen eines der Staaten nicht als solches bezeichnet ist, die Auslieferung wegen des in Frage kommenden Verbrechens oder Vergehens trotzdem stattfinden soll, wenn es als wesentlichen Bestandteil eine Handlung einschliesst, die durch die Gesetze des Staates, auf dessen Gebiet der Verfolgte angetroffen wird, als strafbar bezeichnet wird.

Artikel III.

Die Bestimmungen dieses Vertrages sollen keinen Anspruch auf Auslieferung wegen Verbrechen oder Vergehen politischer Art oder wegen Handlungen, die mit derartigen Verbrechen oder Vergehen im Zusammenhang stehen, geben und keine Person, die kraft dieses Vertrages von einem oder an einen der Hohen Vertragschliessenden Teile ausgeliefert wurde, soll wegen eines vor ihrer Auslieferung begangenen politischen Verbrechens oder Vergehens vor Gericht gestellt oder bestraft werden. Der ersuchte Staat oder dessen Gerichte sollen entscheiden, ob die Tat politischer Art ist. Wenn die zur Last gelegte strafbare Tat einen vollbrachten oder versuchten Mord, Meuchelmord oder Giftmord in sich schliesst, soll der Umstand, dass die Tat gegen das Leben des Herrschers oder Oberhauptes eines der Hohen Vertragschliessenden Teile oder gegen den Herrscher oder das Oberhaupt eines fremden Staates oder gegen das Leben eines Mitgliedes der Familie des einen oder des andern von ihnen vollbracht oder versucht wurde, nicht als hinreichend angesehen werden, um zu behaupten, dass das Verbrechen oder Vergehen politischer Art oder eine Handlung war, die mit Verbrechen oder Vergehen politischer Art im Zusammenhang steht.

Artikel IV.

Keine Person soll wegen eines vor ihrer Auslieferung begangenen Verbrechens oder Vergehens, derentwegen die Auslieferung nicht erfolgt ist, vor Gericht gestellt werden, es sei denn, dass sie während eines Monats, nachdem sie vor Gericht gestellt gewesen war, oder für den Fall einer Verurteilung während eines Monats nach erfolgter Verbüssung der Strafe oder Begnadigung die Freiheit gehabt hat, das Land zu verlassen.

Artikel V.

Eine angeklagte Person soll nach den Bestimmungen dieses Vertrages nicht ausgeliefert werden, wenn wegen Zeitablaufs oder aus einem andern Rechtsgrunde nach den Gesetzen des ersuchenden

dition, he is exempt from prosecution or punishment on account of the punishable act for which extradition is asked.

Article VI.

If an accused person whose extradition may be claimed pursuant to the provisions of this Treaty be actually under prosecution, out on bail, in custody or sentenced for a crime or offense committed in the State to which he has fled, his extradition may be deferred until such proceedings are brought to an end and until he shall have been set at liberty in due course of law.

Article VII.

If the extradition of an accused person, which is requested by one of the two Contracting Parties, is also requested by one or more other Powers, on the ground of treaty provisions, for crimes or offenses committed within their jurisdiction, the person must be surrendered to that State whose request was first received, unless it is withdrawn.

This Article shall not affect treaties which were already concluded by one of the Contracting Parties at a previous period with other States.

Article VIII.

Under the provisions of this Treaty, neither of the High Contracting Parties shall be bound to surrender its own citizens, with the exception of cases in which such citizenship has been acquired after commission of the crime for which extradition is sought. The decision as to whether the person whose extradition is requested is its own citizen, belongs to the State to which the application for requisition is made.

Article IX.

The cost of transporting the fugitive shall be borne by the Government which has made the request for extradition. The competent officials of the country in which the extradition proceedings are to take place shall assist the officials of the Government requesting the extradition before the judges and magistrates by every legal means at their disposal. The Government which requested the extradition is liable for reimbursement of costs only for the subsistence and lodging of the fugitive, which have arisen prior to the extradition through the arrest, detention, the investigation proceedings and the delivery of the fugitive. However, the officials of the surrendering Government who shall in the course of their duty, receive specified fees for the services performed, instead of other compensation or payment, shall be entitled to receive from the Government asking extradition, the customary fees for the acts or services performed by them in the same manner and to the same amount as though such acts or services had been performed in ordinary criminal proceedings under the law of the country of which they are officers.

Article X.

Everything found in the possession of an accused person, at the time of the arrest, if it is the proceeds of the crime or offense, or may be material as evidence, shall so far as practicable under the laws of the two High Contracting Parties be delivered up with his person at the time of surrender. Nevertheless, the rights of third persons with regard to the articles referred to shall be duly respected.

Article XI.

The provisions of the present Treaty shall be applicable to all territory wherever situated, belonging to one of the High Contracting Parties, or in the occupancy or control of one of them, during such occupancy or control.

Staates ihre Verfolgung oder Bestrafung wegen der strafbaren Handlung, derentwegen die Auslieferung verlangt wird, ausgeschlossen ist.

Artikel VI.

Wenn eine angeklagte Person, deren Auslieferung auf Grund der Bestimmungen dieses Vertrages verlangt werden kann, zurzeit wegen eines Verbrechens oder Vergehens, das im Zufluchtsstaate begangen worden ist, verfolgt wird, sich gegen Sicherheitsleistung auf freiem Fuss oder in Haft befindet, oder verurteilt worden ist, so kann ihre Auslieferung aufgeschoben werden, bis dieses Verfahren zu Ende geführt und sie von Rechts wegen auf freien Fuss gesetzt worden ist.

Artikel VII.

Wenn die Auslieferung einer angeklagten Person, die von einem der beiden Vertragsteile begehrt wird, auch von einer oder mehreren andern Mächten auf Grund von vertraglichen Bestimmungen wegen innerhalb ihrer Gerichtsbarkeit begangener Verbrechen oder Vergehen verlangt wird, ist die Person jenem Staate auszuliefern, dessen Begehren zuerst einlangte, es sei denn, dass dieses zurückgezogen wird.

Dieser Artikel soll Verträge nicht berühren, die schon zu einem frühern Zeitpunkte von einem der Vertragschliessenden Teile mit andern Staaten abgeschlossen worden sind.

Artikel VIII.

Nach den Bestimmungen dieses Vertrages soll keiner der Hohen Vertragschliessenden Teile verpflichtet sein, seine eigenen Staatsangehörigen auszuliefern, mit Ausnahme der Fälle, in denen diese Staatsangehörigkeit nach der Begehung des Verbrechens, derentwegen die Auslieferung nachgesucht wird, erworben worden ist. Der Beschluss darüber, ob die Person, deren Auslieferung verlangt wird, sein eigener Staatsangehöriger ist, kommt dem ersuchten Staate zu.

Artikel IX.

Die Kosten für die Überführung des Verfolgten werden von der Regierung getragen, die das Auslieferungsersuchen gestellt hat. Die zuständigen Beamten des Landes, in dem das Auslieferungsverfahren stattzufinden hat, sollen mit allen ihnen zur Verfügung stehenden gesetzlichen Mitteln den Beamten der ersuchenden Regierung Beistand vor den Richtern und Beamten gewähren. Die Regierung, welche die Auslieferung begehrt hat, ist zum Kostenersatz nur für die Verpflegung und Unterkunft des Verfolgten, die vor der Auslieferung durch die Festnahme, Festhaltung, das Prüfungsverfahren und die Übergabe des Verfolgten entstanden sind, verpflichtet. Indessen sollen die Beamten der ausliefernden Regierung, die mitwirken, wenn sie im allgemeinen für ihre Dienstleistungen statt anderer Entschädigung oder Bezahlung feststehende Gebühren für die geleisteten Dienste bekommen, berechtigt sein, von der um Auslieferung ersuchenden Regierung die üblichen Gebühren für ihre Tätigkeit oder die geleisteten Dienste in derselben Weise und in derselben Höhe zu beanspruchen, wie sie sie für eine Tätigkeit oder Dienste, die sie in sonstigen Strafverfahren nach dem Rechte des Landes, in dem sie Beamte sind, erhalten.

Article X.

Alles was zur Zeit der Verhaftung einer angeklagten Person in ihrem Besitze gefunden wird, es mag aus dem Verbrechen oder Vergehen herkommen oder als Beweismittel von Bedeutung sein, soll, soweit dies nach den Gesetzen der beiden Hohen Vertragschliessenden Teile durchführbar ist, zugleich mit seiner Person bei der Auslieferung mitübergaben werden. Die Rechte dritter Personen in Ansehung der angeführten Gegenstände sollen jedoch berücksichtigt werden.

Artikel XI.

Die Bestimmungen des vorliegenden Vertrages sollen auf alle wo immer gelegenen Gebiete anwendbar sein, die einem der Hohen Vertragschliessenden Teile angehören oder unter der Besetzung oder Kontrolle eines von ihnen stehen, solange die Besetzung oder Kontrolle dauert.

Requisitions for the extradition of fugitives from justice shall be made by the diplomatic representatives of the Contracting States. In the event of the absence of such representatives from the country or its seat of Government, or if extradition is sought from a territory outside of the United States of America or the Principality of Liechtenstein, in the manner specified in Article I, the requests may be made by superior consular officers.

The arrest of the fugitive shall take place in accordance with the provisions of the laws of the States concerned. If, after examination on the basis of the provisions of law and the evidence, it is decided that the extradition must be granted under this Treaty, extradition of the fugitive shall be carried out in accordance with the legal regulations provided for such cases.

A person provisionally arrested shall be released, if, within two months counted from the day of opening the proceedings in the United States of America, and in Liechtenstein, from the day of the arrest, the formal requisition for surrender with the documentary evidence hereinafter described has not been made by the diplomatic representative of the Government making the request, or in his absence, by a consular officer thereof, in the above-mentioned manner.

If the accused person has been sentenced for the crime or offense for which his extradition is requested, a duly authenticated copy of the sentence of the court which pronounced the sentence shall be produced. When the accused person is merely charged with a crime, a duly authenticated copy of the warrant for arrest issued in the State where the act was committed, shall be produced, with the proofs of guilt mentioned in Article I of this Treaty.

Article XII.

This Treaty, the English and German texts of which are equally authoritative, shall be ratified by the High Contracting Parties in accordance with the constitutional provisions applicable to them and shall go into effect on the day of the exchange of the instruments of ratification, which shall take place at Berne as soon as possible.

Article XIII.

This Treaty shall remain in force for a period of five years, and in case neither of the High Contracting Parties gives notice a year prior to the expiration of this period of its intention to terminate the Treaty, it shall remain in force until the expiration of a year from the day on which one of the High Contracting Parties denounces it.

In witness whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have signed this Treaty and have hereunto affixed their seals.

Done in duplicate at Berne on May twentieth, nineteen hundred and thirty-six.

(Seal) Hugh R. WILSON.

(Seal) MORRA.

Certified to be a true and complete textual copy of the original Treaty in all the languages in which it was signed.

For the Secretary of State
of the United States of America :

Edward Yardley,

Chief Clerk and Administrative Assistant.

Anträge auf Auslieferung eines Verfolgten sollen von den diplomatischen Vertretern der vertragschliessenden Staaten gestellt werden. Sind solche Vertreter im Lande oder am Regierungssitze nicht vorhanden, oder wird die Auslieferung aus einem ausserhalb der Vereinigten Staaten von Amerika oder des Fürstentums Liechtenstein gelegenen Gebiete der im Artikel I bezeichneten Art nachgesucht, so können die Ersuchen von höhern Konsulatsbeamten gestellt werden.

Die Festnahme des Verfolgten geschieht nach Massgabe der Gesetze der betreffenden Staaten. Wenn nach einer Prüfung auf Grund der gesetzlichen Vorschriften und des Beweisergebnisses entschieden wird, dass die Auslieferung nach diesem Vertrage gewährt werden muss, soll bei der Auslieferung des Verfolgten nach den für solche Fälle vorgesehenen gesetzlichen Bestimmungen verfahren werden.

Der vorläufig Verhaftete soll freigelassen werden, wenn nicht innerhalb von zwei Monaten, und zwar in den Vereinigten Staaten von Amerika vom Tage der Eröffnung des Verfahrens, in Liechtenstein vom Tage der Festnahme an gerechnet, das förmliche Auslieferungsersuchen mit den unten vorgeschriebenen urkundlichen Unterlagen vom diplomatischen Vertreter der ersuchenden Regierung oder in seiner Abwesenheit von einem ihrer Konsularbeamten in der vorerwähnten Weise gestellt wird.

Wenn die angeklagte Person wegen des Verbrechens oder Vergehens, derentwegen ihre Auslieferung verlangt wird, verurteilt worden ist, muss eine gehörig beglaubigte Abschrift des Urteils des Gerichts, das die Verurteilung ausgesprochen hat, beigebracht werden. Wenn aber der Angeklagte eines Verbrechens nur beschuldigt wird, muss eine gehörig beglaubigte Abschrift des in dem Staate, wo die Tat begangen wurde, erlassenen Haftbefehls zusammen mit den in Artikel I dieses Vertrages erwähnten Schuldbeweisen beigebracht werden.

Artikel XII.

Dieser Vertrag, dessen englischer und deutscher Wortlaut in gleicher Weise massgebend sind, soll von den Hohen Vertragschliessenden Teilen gemäss den für sie geltenden verfassungsrechtlichen Vorschriften ratifiziert werden und am Tage des Austausches der Ratifikationsurkunden, der möglichst bald in Bern stattfinden soll, in Kraft treten.

Artikel XIII.

Dieser Vertrag soll für einen Zeitraum von fünf Jahren in Kraft bleiben, und falls keiner der Hohen Vertragschliessenden Teile ein Jahr vor dem Ablauf dieses Zeitraumes seine Absicht kundgibt, den Vertrag zu kündigen, soll er weiter in Kraft bleiben bis zum Ablaufe eines Jahres von dem Tage an, an dem einer der Hohen Vertragschliessenden Teile ihn kündigt.

Zu Urkund dessen haben die oben bezeichneten Bevollmächtigten diesen Vertrag unterzeichnet und mit ihren Siegeln versehen.

Geschehen in doppelter Ausfertigung zu Bern am zwanzigsten Mai neunzehnhundertsechsdreissig.

(*seal*) Hugh R WILSON.

(*seal*) MOTTA.

Certified to be a true and complete textual copy of the original Treaty in all the languages in which it was signed.

For the Secretary of State
of the United States of America :

Edward Yardley,

Chief Clerk and Administrative Assistant.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 4235. — TRAITÉ D'EXTRADITION ENTRE LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LA PRINCIPAUTÉ DE LIECHTENSTEIN. SIGNÉ A BERNE, LE 20 MAI 1936.

LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE et LA PRINCIPAUTÉ DE LIECHTENSTEIN, désirant servir la cause de la justice, ont décidé de conclure un traité réglant l'extradition réciproque des malfaiteurs et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires respectifs :

LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE :

M. Hugh R. WILSON, ministre plénipotentiaire et envoyé extraordinaire des États-Unis d'Amérique en Suisse ;

SON ALTESSE SÉRÉNISIME LE PRINCE RÉGNANT DE LIECHTENSTEIN :

M. Giuseppe MOTTA, conseiller fédéral et chef du Département politique fédéral à Berne ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

Le Gouvernement des États-Unis d'Amérique et le Gouvernement du Liechtenstein conviennent, sur demande adressée conformément aux prescriptions du présent traité, de livrer à la justice tout individu poursuivi ou condamné pour l'un des crimes ou délits mentionnés à l'article II du présent traité, lorsque l'infraction a été commise dans le ressort judiciaire de l'une des Hautes Parties contractantes et que l'individu réclamé a été trouvé sur le territoire de l'autre Partie ou y a cherché asile. L'extradition n'aura lieu qu'autant qu'il existe des présomptions qui, d'après la loi du lieu où le fugitif ou l'accusé a été trouvé, justifieraient une arrestation et des poursuites, si l'infraction y avait été commise.

Article II.

Seront extradés, en vertu des dispositions du présent traité, les individus poursuivis ou condamnés pour l'un quelconque des actes punissables ci-après mentionnés :

- 1^o Meurtre (y compris le parricide, l'empoisonnement et l'infanticide) ou homicide volontaire.
- 2^o Coups et blessures volontaires ayant causé une lésion corporelle grave.
- 3^o Viol, avortement et attentat à la pudeur sur des enfants âgés de moins de 15 ans.
- 4^o Rapt ou séquestration de femmes ou de jeunes filles pour des fins immorales.
- 5^o Bigamie.
- 6^o Incendie volontaire.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

7° Destruction ou obstruction volontaire et illégale de voies ferrées, mettant en danger la vie humaine.

8° Crimes et délits commis en mer :

a) Piraterie, au sens ordinaire du terme, et selon la définition qu'en donne le droit international ou interne ;

b) Baraterie criminelle, ou tentative de baraterie criminelle ;

c) Mutinerie ou entente délictueuse de deux ou plusieurs membres de l'équipage ou d'autres personnes à bord d'un navire en haute mer, aux fins de rébellion contre l'autorité du capitaine ou patron de ce navire, ou en vue de s'emparer du navire par fraude ou violence ;

d) Voies de fait ou violences commises à bord d'un navire en haute mer, dans l'intention de causer une lésion corporelle.

9° Vol avec effraction et fait de pénétrer par effraction dans le domicile d'autrui.

10° Fait de pénétrer par effraction ou par violence dans les locaux officiels du gouvernement ou des autorités publiques, ou dans des locaux autres que les maisons d'habitation, dans l'intention d'y commettre un crime ou délit.

11° Vol à main armée ou par violence.

12° Contrefaçon de titres ou documents ou mise en circulation de titres ou documents contrefaits.

13° Contrefaçon ou falsification d'actes officiels émanant du gouvernement ou des autorités publiques, y compris les actes judiciaires, mise en circulation ou usage frauduleux des actes ainsi contrefaits ou falsifiés.

14° Fabrication de fausse monnaie (pièces ou billets de banque), de faux titres ou coupons de la dette publique émanant de l'administration nationale, de celle d'un Etat, des administrations provinciales, territoriales, locales ou municipales, de billets de banque ou autres instruments de crédit public ; fabrication de faux sceaux, poinçons, timbres ou marques authentiques utilisées dans les bureaux de l'Etat ou des administrations publiques, et émission, mise en circulation ou usage, avec intention frauduleuse, des objets susmentionnés.

15° Détournements.

16° Enlèvement de mineurs ou d'adultes, étant entendu par ce terme l'enlèvement ou la séquestration d'une ou plusieurs personnes dans le but de leur extorquer de l'argent, à elles ou à leurs familles ou à une ou plusieurs autres personnes, ou dans toute autre intention illégale.

17° Vol simple (soustraction d'articles, biens meubles ou deniers d'une valeur minimum de 25 dollars ou l'équivalent de cette somme en monnaie du Liechtenstein).

18° Escroquerie d'espèces, de valeurs ou d'autres biens, ou recel d'espèces, valeurs ou autres biens, en sachant qu'ils ont été obtenus frauduleusement, lorsque le montant des espèces ou la valeur des biens ainsi obtenus ou recelés dépasse 200 dollars ou l'équivalent de cette somme en monnaie du Liechtenstein.

19° Parjure.

20° Fraude ou abus de confiance commis par un dépositaire, banquier, agent, commissionnaire, fidéicommissaire, exécuteur testamentaire, curateur, gérant, tuteur, administrateur ou employé d'une société ou d'une personne morale, ou par un mandataire, lorsque les sommes ou les biens ainsi soustraits ont une valeur dépassant 200 dollars ou l'équivalent de cette somme en monnaie du Liechtenstein.

21° Infraction aux lois visant la répression de l'esclavage et de la traite.

22° Abandon volontaire ou délaissement volontaire d'enfants mineurs ou incapables de se subvenir à eux-mêmes.

23° Corruption.

24° Infractions aux lois sur les faillites.

25° Infractions aux lois visant la répression du trafic des stupéfiants.

26° Utilisation de la poste pour des fins frauduleuses.

27° Donnera également lieu à extradition la participation à l'un quelconque des crimes ou délits précités, soit avant, soit après l'infraction, de même que les tentatives faites en vue de commettre l'un quelconque desdits crimes ou délits.

Il est stipulé, relativement aux crimes et délits susmentionnés, que, si l'un de ces crimes ou délits n'est pas qualifié tel par la législation de l'un des Etats contractants, l'extradition pourra néanmoins avoir lieu lorsque le crime ou délit comportera comme élément essentiel un acte réprimé par les lois de l'Etat sur le territoire duquel le fugitif sera trouvé.

Article III.

Les dispositions du présent traité n'autoriseront pas l'extradition pour crimes ou délits ayant un caractère politique ou pour des faits connexes. Aucune personne remise en vertu du présent traité par l'une des Hautes Parties contractantes ou à l'une des Hautes Parties contractantes ne sera poursuivie ou punie pour un crime ou délit politique commis avant son extradition. L'Etat requis ou ses tribunaux décideront si l'acte en question présente un caractère politique. Lorsque l'acte incriminé comportera un meurtre, un assassinat, un empoisonnement ou une tentative de meurtre, d'assassinat ou d'empoisonnement, le fait que l'acte aura été commis ou tenté contre la vie du chef de l'Etat ou du chef suprême de l'une des Hautes Parties contractantes ou contre le chef d'Etat ou le chef suprême d'un Etat étranger, ou contre la vie d'un membre de leur famille, ne sera pas considéré comme suffisant pour établir que le crime ou délit a un caractère politique ou se rattache à des crimes ou délits présentant un caractère politique.

Article IV.

Aucune personne ne sera poursuivie pour un crime ou délit commis avant son extradition, autre que celui pour lequel l'extradition a été accordée, à moins d'avoir bénéficié d'un délai d'un mois pour quitter le pays après son procès ou d'un délai d'un mois, en cas de condamnation, après avoir purgé sa peine ou après avoir été définitivement élargie.

Article V.

La personne réclamée ne pourra être extradée en vertu du présent traité lorsque, pour cause de prescription ou pour tout autre motif juridique reconnu par les lois de l'Etat requérant, elle ne sera plus susceptible d'être poursuivie ou punie pour l'infraction qui avait provoqué la demande d'extradition.

Article VI.

Lorsqu'un accusé dont l'extradition peut être réclamée en vertu des dispositions du présent traité fait l'objet de poursuites ou se trouve en liberté provisoire sous caution, ou en prison préventive, ou a été condamné pour une infraction commise dans l'Etat où il s'est réfugié, l'extradition pourra être différée jusqu'à ce que lesdites poursuites soient terminées et que l'individu réclamé ait été remis en liberté dans les conditions fixées par la loi.

Article VII.

Si l'extradition d'un accusé, réclamée par l'une des deux Parties contractantes, est également demandée par un ou plusieurs autres Etats, conformément aux traités, pour des crimes ou délits commis dans le territoire soumis à leur juridiction, l'intéressé sera remis à l'Etat dont la demande aura été reçue la première, à moins que cette demande ne soit retirée.

Le présent article n'affectera pas les traités antérieurement conclus par l'une des Parties contractantes avec d'autres Etats.

Article VIII.

Aucune disposition du présent traité n'oblige les Hautes Parties contractantes à livrer leurs propres ressortissants, à l'exception des cas dans lesquels la nationalité a été acquise après l'accomplissement de l'infraction faisant l'objet de la demande d'extradition. Il appartient à l'Etat requis de décider si l'individu dont l'extradition est demandée est un de ses ressortissants.

Article IX.

Les frais de transport de l'extradé sont à la charge du gouvernement requérant. Les fonctionnaires compétents du pays où doit s'accomplir la procédure d'extradition devront assister les fonctionnaires du gouvernement requérant, par tous les moyens légaux en leur pouvoir, devant les tribunaux et les magistrats. Le gouvernement requérant est tenu seulement des frais d'entretien et de logement de l'intéressé qui sont antérieurs à l'extradition et qui résultent de l'arrestation, de la détention, de l'enquête et de la remise de la personne en question. Toutefois, les fonctionnaires du gouvernement requis qui prêteront leur concours seront fondés, lorsqu'ils reçoivent, dans l'exercice de leurs fonctions, une rémunération déterminée en contre-partie des services rendus, au lieu d'autres indemnités ou paiements, à recevoir du gouvernement requérant les redevances habituelles afférentes aux services qu'ils rendent dans les autres instances criminelles, conformément à la loi du pays dont ils sont fonctionnaires.

Article X.

Tous les objets trouvés en la possession de l'accusé lors de son arrestation, qu'ils constituent, soit des produits du crime ou du délit, soit des pièces à conviction, seront remis, autant qu'il sera possible conformément aux lois des deux Hautes Parties contractantes, en même temps que l'intéressé. Toutefois, il ne devra pas être porté atteinte aux droits des tiers sur les objets en question.

Article XI.

Les stipulations du présent traité seront applicables à tous les territoires appartenant à l'une des Hautes Parties contractantes, ou occupés ou administrés par l'une d'elles, où qu'ils se trouvent, pendant la durée de cette occupation ou de cette administration.

Les demandes d'extradition devront être faites par les représentants diplomatiques des Etats contractants. Lorsque ces représentants sont absents du pays ou de la capitale, ou si l'extradition est demandée pour un territoire situé en dehors des Etats-Unis d'Amérique ou de la Principauté de Liechtenstein, de la manière indiquée à l'article premier, la demande d'extradition peut être adressée par les hauts fonctionnaires consulaires.

L'arrestation du fugitif sera opérée conformément aux lois des Etats intéressés. S'il résulte des dispositions légales et de l'administration des preuves que l'extradition doit être accordée aux termes du présent traité, la personne réclamée sera remise selon la procédure prescrite en pareil cas.

Toute personne arrêtée provisoirement sera remise en liberté si, dans un délai de deux mois à compter du jour de l'ouverture des poursuites, aux Etats-Unis d'Amérique, et, au Liechtenstein, à partir du jour de l'arrestation, une demande formelle d'extradition, accompagnée des pièces prescrites ci-après, n'a pas été adressée par le représentant diplomatique du gouvernement requérant ou, en son absence, par un fonctionnaire consulaire dudit gouvernement, de la manière susindiquée.

Lorsque la personne dont l'extradition est demandée a été condamnée en raison de l'infraction qui a motivé la demande d'extradition, cette demande devra être accompagnée d'une expédition authentique du jugement prononcé. Si la personne réclamée est seulement accusée d'un crime ou délit, la demande devra être accompagnée d'une copie dûment certifiée du mandat d'arrêt délivré dans l'Etat où l'acte a été commis, en même temps que des preuves de culpabilité visées à l'article premier du présent traité.

Article XII.

Le présent traité, dont les textes anglais et allemand font également foi, sera ratifié par les Hautes Parties contractantes conformément aux prescriptions en vigueur de leur droit constitutionnel et prendra effet le jour de l'échange des instruments de ratification, qui aura lieu à Berne aussitôt que faire se pourra.

Article XIII.

Le présent traité restera en vigueur pendant cinq années, et, si aucune des Hautes Parties contractantes ne l'a dénoncé un an avant l'expiration de cette période, il continuera à exercer ses effets jusqu'à l'expiration d'une année à compter du jour où l'une des Hautes Parties contractantes l'aura dénoncé.

En foi de quoi, les plénipotentiaires susmentionnés ont signé le présent traité et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double expédition, à Berne, le vingt mai mil neuf cent trente-six.

(Sceau) Hugh R. WILSON.

(Sceau) МОТТА.

N° 4236.

HONGRIE ET LITHUANIE

Accord relatif aux règlements des échanges commerciaux entre les deux pays. Signé à Kaunas, le 12 novembre 1937.

HUNGARY AND LITHUANIA

Agreement concerning Payments in respect of Commercial Transactions between the Two Countries. Signed at Kaunas, November 12th, 1937.

N° 4236. — ACCORD¹ RELATIF AUX RÈGLEMENTS DES ÉCHANGES COMMERCIAUX ENTRE LE ROYAUME DE HONGRIE ET LA RÉPUBLIQUE DE LITHUANIE. SIGNÉ A KAUNAS, LE 12 NOVEMBRE 1937.

Texte officiel français communiqué par le chef de la délégation royale hongroise près la Société des Nations. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 27 décembre 1937.

LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME DE HONGRIE et LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LITHUANIE, désireux de faciliter et de développer les échanges commerciaux entre les deux pays, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Les marchandises d'origine hongroise seront admises à la libre importation en Lituanie, à l'exception toutefois des articles dont l'importation en Lituanie est assujettie à un règlement spécial, généralement appliqué envers tous les pays.

Les marchandises d'origine lithuanienne seront admises à la libre importation dans le Royaume de Hongrie, à l'exception toutefois des articles dont l'importation au Royaume de Hongrie est assujettie à un règlement spécial, généralement appliqué envers tous les pays.

Article 2.

Les paiements commerciaux entre les deux pays doivent s'équilibrer. Dans ce but on procédera à la fin de chaque semestre, entre le ministre de Hongrie accrédité auprès du Gouvernement de la Lituanie et le représentant du Ministère des Affaires étrangères de Lituanie à l'évaluation des comptes relatifs aux échanges commerciaux.

S'il était toutefois constaté qu'un solde actif existe en faveur de l'un des pays contractants, le pays à solde actif s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires afin de faire disparaître la différence au cours de la période suivante, par l'importation de marchandises provenant du pays à déficit d'une valeur égale au montant du déficit. Il est entendu toutefois, qu'en aucun cas le solde actif ne saurait excéder la somme de 3.000 livres sterling de part et d'autre.

Si le pays à solde actif ne parvenait pas à combler cet excédent en sa faveur dans le semestre suivant, le pays à déficit réserve de prendre des mesures pour restreindre les importations du pays à solde actif.

¹ Entré en vigueur le 27 novembre 1937.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4236. — AGREEMENT² CONCERNING PAYMENTS IN RESPECT OF COMMERCIAL TRANSACTIONS BETWEEN THE KINGDOM OF HUNGARY AND THE REPUBLIC OF LITHUANIA. SIGNED AT KAUNAS, NOVEMBER 12TH, 1937.

French official text communicated by the Head of the Royal Hungarian Delegation to the League of Nations. The registration of this Agreement took place December 27th, 1937.

THE GOVERNMENT OF THE KINGDOM OF HUNGARY and THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF LITHUANIA, desirous of facilitating and developing commercial transactions between the two countries, have agreed as follows :

Article 1.

Goods of Hungarian origin shall be admitted to free import into Lithuania, with the exception of articles the import of which into Lithuania is subject to special treatment generally applicable to all countries.

Goods of Lithuanian origin shall be admitted to free import into the Kingdom of Hungary, with the exception of articles the import of which into the Kingdom of Hungary is subject to special treatment generally applicable to all countries.

Article 2.

Payments in respect of commercial transactions between the two countries must balance. The accounts of all such transactions shall be made up accordingly at the end of each half-year by the Hungarian Minister accredited to the Lithuanian Government and the representative of the Lithuanian Ministry of Foreign Affairs.

Should, however, a balance be shown in favour of either contracting country, the country with the balance in its favour shall be bound to take all necessary steps to work off the amount of the balance in the course of the next half-year by the import of goods to that amount from the country with the balance against it, provided always that no such balance shall at any time exceed the sum of £3,000 sterling either way.

Should the country with the balance in its favour fail to work off the amount of the balance within the next half-year, the country with the balance against it shall be free to take steps to restrict imports from the country with the balance in its favour.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Came into force November 27th, 1937.

Article 3.

Le règlement des créances résultant de l'importation des marchandises hongroises en Lithuanie et des marchandises lithuaniennes en Hongrie s'effectuera à la base d'une autorisation spéciale de l'autorité compétente par l'intermédiaire des organismes centraux, qui sont en Hongrie l'Institut hongrois des Echanges commerciaux par compensations S. A. et en Lithuanie la Lietuvos Bankas.

Article 4.

Les acheteurs lithuaniens de marchandises hongroises régleront les créances résultant de leurs achats en versant le prix des marchandises en litas à un fonds spécial à la Lietuvos Bankas en faveur de l'Institut hongrois des Echanges commerciaux par compensations S. A. La Lietuvos Bankas, quelle que soit la monnaie dans laquelle le contrat de vente et les factures ont été libellés, porte les sommes reçues au compte de l'Institut hongrois des Echanges commerciaux par compensations S. A., en les exprimant en livres sterling d'après la moyenne du cours officiel de la Lietuvos Bankas du jour précédent.

La Lietuvos Bankas informera l'Institut hongrois des Echanges commerciaux par compensations S. A. des versements effectués par les importateurs lithuaniens, chaque avis de versement devant contenir les noms et prénoms de l'expéditeur et du destinataire, l'espèce des marchandises expédiées, leur valeur dans la monnaie convenue, les montants versés exprimés en livres sterling et tous les renseignements nécessaires pour permettre d'effectuer les paiements aux vendeurs intéressés.

Article 5.

Les acheteurs hongrois de marchandises lithuaniennes régleront les créances résultant de leurs achats en versant le prix des marchandises en pengös à un fonds spécial à l'Institut hongrois des Echanges commerciaux par compensations S. A. en faveur de la Lietuvos Bankas. L'Institut hongrois des Echanges commerciaux par compensations S. A., quelle que soit la monnaie dans laquelle le contrat de vente et les factures ont été libellés, porte les sommes reçues en pengös au compte de la Lietuvos Bankas en les exprimant en livres sterling d'après la moyenne du cours officiel de la Banque nationale de Hongrie le jour précédent et majoré des primes respectives en vigueur en Hongrie.

L'Institut hongrois des Echanges commerciaux par compensations S. A. informera la Lietuvos Bankas des versements effectués par les importateurs hongrois, chaque avis de versement devant contenir les noms et prénoms de l'expéditeur et du destinataire, l'espèce des marchandises expédiées, leur valeur dans la monnaie convenue, les montants versés exprimés en livres sterling et tous les renseignements nécessaires pour permettre d'effectuer les paiements aux vendeurs intéressés.

Article 6.

Les paiements par l'Institut hongrois des Echanges commerciaux par compensations S. A. aux vendeurs hongrois et par la Lietuvos Bankas aux vendeurs lithuaniens devront être effectués dans l'ordre chronologique des versements prévus aux articles 4 resp. 5 dans les limites des disponibilités des comptes susvisés.

Article 7.

Le règlement des paiements prévus dans cet accord est applicable à tous les paiements résultant du commerce de marchandises entre la Hongrie et la Lithuanie ainsi qu'aux paiements accessoires à l'échange des marchandises.

Article 3.

Payment in respect of imports of Hungarian goods into Lithuania, and of Lithuanian goods into Hungary, shall be made by special permission of the competent authority through the central institutions, that is to say, in Hungary through the Hungarian Compensation Institution for Commercial Exchanges Limited, and in Lithuania through the Lietuvos Bankas.

Article 4.

Lithuanian purchasers of Hungarian goods shall make payment in respect of their purchases in litas to a special account to be opened at the Lietuvos Bankas in favour of the Hungarian Compensation Institution for Commercial Exchanges Limited. The Lietuvos Bankas shall credit the sums received to the account of the Hungarian Compensation Institution for Commercial Exchanges Limited, converted into pounds sterling at the middle official rate of the Lietuvos Bankas on the previous day, whatever the currency in which the contract of sale or invoices may be made out.

The Lietuvos Bankas shall advise the Hungarian Compensation Institution for Commercial Exchanges Limited of all payments received from Lithuanian importers. The advice notes shall specify in the case of each payment the names and first names of the consignor and consignee, the nature of the goods consigned, their value in the currency of the contract, the sterling equivalent of the sums received, and any other particulars required for the purpose of payment out to the creditors concerned.

Article 5.

Hungarian purchasers of Lithuanian goods shall make payment in respect of their purchases in pengő to a special account to be opened at the Hungarian Compensation Institution for Commercial Exchanges Limited in favour of the Lietuvos Bankas. The Hungarian Compensation Institution for Commercial Exchanges Limited shall credit the sums received in pengő to the account of the Lietuvos Bankas, converted into pounds sterling at the middle official rate of the National Bank of Hungary on the previous day, plus the current Hungarian premium, whatever the currency in which the contract of sale or invoices may be made out.

The Hungarian Compensation Institution for Commercial Exchanges Limited shall advise the Lietuvos Bankas of all payments received from Hungarian importers. The advice notes shall specify in the case of each payment the names and first names of the consignor and consignee, the nature of the goods consigned, their value in the currency of the contract, the sterling equivalent of the sums received, and any other particulars required for the purpose of payment out to the creditors concerned.

Article 6.

Payments out to Hungarian creditors by the Hungarian Compensation Institution for Commercial Exchanges Limited, and to Lithuanian creditors by the Lietuvos Bankas, shall be made in the chronological order of the payments received, as provided in Articles 4 and 5 respectively, as and when the necessary funds are available in the above-mentioned accounts.

Article 7.

The system of payments for which the present Agreement provides shall be applicable to all payments arising out of goods transactions between Hungary and Lithuania, as also to all payments accessory to such transactions.

Article 8.

Les deux organismes chargés de l'application du présent accord feront tout leur possible afin que l'échange des marchandises se puisse faire sans entraves de la part des autorités de leur pays.

Article 9.

Pour le règlement des frais du service de paiements, chacune des deux institutions prélèvera sur chaque paiement et versement une commission qui sera établie de commun accord.

Article 10.

Le débiteur ne sera libéré de son obligation qu'au moment où le créancier recevra la contre-valeur intégrale de sa créance. Toute différence de change sera réglée le cas échéant entre les débiteurs et les créanciers d'après les dispositions du présent accord. Il est entendu qu'à cet égard aucune responsabilité ne pourra être mise à la charge des deux Hautes Parties contractantes, ni des deux institutions chargées de l'exécution du présent accord.

Article 11.

Le présent accord est conclu pour la durée d'un an. Il entrera en vigueur le quinzième jour après sa signature. S'il n'est pas dénoncé, il sera réputé prolongé par tacite reconduction, le délai de dénonciation étant de trois mois.

Il est entendu qu'en cas de dénonciation, le pays à solde actif s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires en vue de faire disparaître l'excédent en important des marchandises originaires du pays débiteur.

En foi de quoi, les plénipotentiaires des deux Parties contractantes ont signé le présent accord.

Fait à Kaunas, en double exemplaire, le 12 novembre 1937.

(P. H.) S. LOZORAITIS, s. k.

(P. H.) B. DE TÖRÖK, s. k.

Article 8.

The two institutions charged with the execution of the present Agreement shall do everything in their power to enable goods transactions to take place without hindrance on the part of the authorities of their respective countries.

Article 9.

Each of the two institutions shall make a charge, to be determined by common consent, on all payments in and out, to cover the cost of the operations involved.

Article 10.

Debtors shall be discharged of their obligations as from the time of their creditors' receipt of the full value of their claims, and not before. Exchange differences shall be settled as they arise between debtors and creditors in accordance with the provisions of the present Agreement, provided always that no responsibility in this connection shall rest with the two High Contracting Parties or with the two institutions charged with the execution of the present Agreement.

Article 11.

The present Agreement is concluded for one year. It shall come into force on the fifteenth day after its signature. If not denounced, it shall be deemed to be prolonged by tacit assent ; the period of notice of denunciation shall be three months.

It is understood that, in the event of denunciation, the country with a balance in its favour shall be bound to take all necessary steps to work off the amount of the balance by the import of goods having their origin in the country with a balance against it.

In faith whereof the Plenipotentiaries of the two Contracting Parties have signed the present Agreement.

Done at Kaunas in duplicate, this 12th day of November, 1937.

(L. S.) (Signed) S. LOZORAITIS.

(L. S.) (Signed) B. DE TÖRÖK.

N° 4237.

HONGRIE ET LETTONIE

Accord relatif aux règlements des échanges commerciaux entre les deux pays. Signé à Riga, le 16 novembre 1937.

HUNGARY AND LATVIA

Agreement concerning Payments in respect of Commercial Transactions between the Two Countries. Signed at Riga, November 16th, 1937.

N^o 4237. — ACCORD¹ RELATIF AUX RÈGLEMENTS DES ÉCHANGES COMMERCIAUX ENTRE LE ROYAUME DE HONGRIE ET LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE. SIGNÉ A RIGA, LE 16 NOVEMBRE 1937.

Texte officiel français communiqué par le chef de la délégation royale hongroise près la Société des Nations. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 27 décembre 1937.

LES GOUVERNEMENTS DU ROYAUME DE HONGRIE ET DE LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE, désireux de faciliter et de développer les échanges commerciaux entre leurs deux pays, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Les marchandises d'origine hongroise seront admises à la libre importation en Lettonie, à l'exception toutefois des articles dont l'importation en Lettonie est assujettie à un règlement spécial, généralement appliqué envers tous les pays.

Les marchandises d'origine lettone seront admises à la libre importation dans le Royaume de Hongrie, à l'exception toutefois des articles dont l'importation au Royaume de Hongrie est assujettie à un règlement spécial, généralement appliqué envers tous les pays.

Article 2.

Les paiements commerciaux entre les deux pays doivent s'équilibrer. Dans ce but on procédera à la fin de chaque semestre, entre le ministre de Hongrie accrédité auprès du Gouvernement de la Lettonie et le Ministère des Finances de Lettonie à l'évaluation des comptes relatifs aux échanges commerciaux.

S'il était toutefois constaté qu'un solde actif existe en faveur de l'un des pays contractants, le pays à solde actif s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires afin de faire disparaître la différence au cours de la période suivante, par l'importation de marchandises provenant du pays à déficit d'une valeur égale au montant du déficit. Il est entendu toutefois qu'en aucun cas le solde actif ne saurait excéder la somme de 10.000 livres sterling de part et d'autre.

Si le pays à solde actif ne parvenait pas à combler cet excédent en sa faveur dans le semestre suivant, le pays à déficit se réserve de prendre des mesures pour restreindre les importations du pays à solde actif.

¹ Entré en vigueur le 1^{er} décembre 1937.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4237. — AGREEMENT ² CONCERNING PAYMENTS IN RESPECT OF COMMERCIAL TRANSACTIONS BETWEEN THE KINGDOM OF HUNGARY AND THE REPUBLIC OF LATVIA. SIGNED AT RIGA, NOVEMBER 16TH, 1937.

French official text communicated by the Head of the Royal Hungarian Delegation to the League of Nations. The registration of this Agreement took place December 27th, 1937.

THE GOVERNMENT OF THE KINGDOM OF HUNGARY and THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF LATVIA, desirous of facilitating and developing commercial transactions between the two countries, have agreed as follows :

Article 1.

Goods of Hungarian origin shall be admitted to free import into Latvia, with the exception of articles the import of which into Latvia is subject to special treatment generally applicable to all countries.

Goods of Latvian origin shall be admitted to free import into the Kingdom of Hungary, with the exception of articles the import of which into the Kingdom of Hungary is subject to special treatment generally applicable to all countries.

Article 2.

Payments in respect of commercial transactions between the two countries must balance. The accounts of all such transactions shall be made up accordingly at the end of each half-year by the Hungarian Minister accredited to the Latvian Government and the Latvian Finance Ministry.

Should, however, a balance be shown in favour of either contracting country, the country with the balance in its favour shall be bound to take all necessary steps to work off the amount of the balance in the course of the next half-year by the import of goods to that amount from the country with the balance against it, provided always that no such balance shall at any time exceed the sum of £10,000 sterling either way.

Should the country with the balance in its favour fail to work off the amount of the balance within the next half-year, the country with the balance against it shall be free to take steps to restrict imports from the country with the balance in its favour.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Came into force December 1st, 1937.

Article 3.

Le règlement des créances résultant de l'importation de marchandises lettones en Hongrie et de marchandises hongroises en Lettonie s'effectuera à la base d'une autorisation spéciale de l'autorité compétente par l'intermédiaire des organismes centraux, qui sont en Lettonie la Latvijas Banka et en Hongrie l'Institut hongrois des Echanges commerciaux par compensations S. A.

Article 4.

Les acheteurs lettons de marchandises hongroises régleront les créances résultant de leurs achats en versant le prix des marchandises en lats à un fonds spécial à la Latvijas Banka en faveur de l'Institut hongrois des Echanges commerciaux par compensations S. A. La Latvijas Banka, quelle que soit la monnaie dans laquelle le contrat de vente et les factures ont été libellés, porte les sommes reçues au compte de l'Institut hongrois des Echanges commerciaux par compensations S. A., en les exprimant en livres sterling d'après la moyenne des cours cotés à la Bourse de Riga le jour précédent.

Les acheteurs hongrois de marchandises lettones régleront les créances résultant de leurs achats en versant le prix des marchandises en pengös à un fonds spécial à l'Institut hongrois des Echanges commerciaux par compensations S. A. en faveur de la Latvijas Banka. L'Institut hongrois des Echanges commerciaux par compensations S. A., quelle que soit la monnaie dans laquelle le contrat de vente et les factures ont été libellés, porte les sommes reçues en pengös au compte de la Latvijas Banka en les exprimant en livres sterling d'après la moyenne du cours officiel de la Banque nationale de Hongrie le jour précédent et majoré des primes respectives en vigueur en Hongrie.

Article 5.

Les paiements aux vendeurs des marchandises s'opèrent à la Latvijas Banka en lats et à l'Institut hongrois des Echanges commerciaux par compensations S. A. en pengös d'après les cours de la livre sterling précédant le jour du paiement. Les paiements aux exportateurs ne peuvent avoir lieu que si l'institution effectuant un paiement a été informée par l'autre du versement fait par l'acheteur.

Article 6.

Le règlement des paiements prévu dans cet accord est applicable à tous les paiements résultant du commerce de marchandises entre la Lettonie et la Hongrie, ainsi qu'aux paiements accessoires à l'échange des marchandises.

Au cas d'un accord spécial on pourra inclure dans les comptes prévus à l'article 4 les paiements résultant du trafic de tourisme des deux pays.

Article 7.

Les deux organismes chargés de l'application du présent accord feront tout leur possible afin que l'échange des marchandises puisse se faire sans entraves de la part des autorités de leurs pays.

Article 8.

Le débiteur ne sera libéré de son obligation qu'au moment où le créancier recevra la contre-valeur intégrale de sa créance.

Toute différence de change sera réglée le cas échéant entre les débiteurs et les créanciers d'après les dispositions du présent accord. Il est entendu qu'à cet égard aucune responsabilité ne pourra être mise à la charge des deux Hautes Parties contractantes, ni des deux institutions chargées de l'exécution du présent accord.

Article 3.

Payment in respect of imports of Latvian goods into Hungary, and of Hungarian goods into Latvia, shall be made by special permission of the competent authority through the central institutions, that is to say, in Latvia through the Latvijas Banka, and in Hungary through the Hungarian Compensation Institution for Commercial Exchanges Limited.

Article 4.

Latvian purchasers of Hungarian goods shall make payment in respect of their purchases in lats to a special account to be opened at the Latvijas Banka in favour of the Hungarian Compensation Institution for Commercial Exchanges Limited. The Latvijas Banka shall credit the sums received to the account of the Hungarian Compensation Institution for Commercial Exchanges Limited, converted into pounds sterling at the middle rate quoted on the Riga Stock Exchange on the previous day, whatever the currency in which the contract of sale or invoices may be made out.

Hungarian purchasers of Latvian goods shall make payment in respect of their purchases in pengő to a special account to be opened at the Hungarian Compensation Institution for Commercial Exchanges Limited in favour of the Latvijas Banka. The Hungarian Compensation Institution for Commercial Exchanges Limited shall credit the sums received in pengő to the account of the Latvijas Banka converted into pounds sterling at the middle official rate of the National Bank of Hungary on the previous day, plus the current Hungarian premium, whatever the currency in which the contract of sale or invoices may be made out.

Article 5.

Payments out to creditors shall be made at the Latvijas Banka in lats, and at the Hungarian Compensation Institution for Commercial Exchanges Limited in pengő, at the rates of the pound sterling on the day preceding the date of payment. Payments out to exporters shall not be made unless the institution making the payment has been advised by the institution of the other country of the receipt of the amount from the purchaser.

Article 6.

The system of payments for which the present Agreement provides shall be applicable to all payments arising out of goods transactions between Latvia and Hungary, as also to all payments accessory to such transactions.

It may be decided by special agreement to include payments arising out of the tourist traffic between the two countries in the accounts for which Article 4 provides.

Article 7.

The two institutions charged with the execution of the present Agreement shall do everything in their power to enable goods transactions to take place without hindrance on the part of the authorities of their respective countries.

Article 8.

Debtors shall be discharged of their obligations as from the time of their creditors' receipt of the full value of their claims, and not before.

Exchange differences shall be settled as they arise between debtors and creditors in accordance with the provisions of the present Agreement, provided always that no responsibility in this connection shall rest with the two High Contracting Parties or with the two institutions charged with the execution of the present Agreement.

Article 9.

Pour le règlement des frais du service de paiements, chacune des deux institutions prélèvera sur chaque paiement et versement une commission qui sera établie de commun accord.

Article 10.

Le présent accord est conclu pour la durée d'un an. Il entrera en vigueur le quinzième jour après sa signature. S'il n'est pas dénoncé deux mois avant son expiration, le présent accord sera considéré comme prorogé par tacite reconduction, chacun des deux gouvernements se réservant le droit de le dénoncer à tout moment pour la fin de la prochaine année conventionnelle.

Il est entendu qu'en cas de dénonciation le pays à solde actif s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires en vue de faire disparaître l'excédent en important des marchandises originaires du pays débiteur.

Fait à Riga, en double expédition, le 16 novembre 1937.

B. DE TÖRÖK, *m. p.*

L. EKIS, *m. p.*

Article 9.

Each of the two institutions shall make a charge, to be determined by common consent, on all payments in and out, to cover the cost of the operations involved.

Article 10.

The present Agreement is concluded for one year. It shall come into force on the fifteenth day after its signature. If not denounced two months before its expiry, it shall be deemed to be prolonged by tacit assent, each of the two Governments retaining the right to denounce it at any moment for the end of the next treaty year.

It is understood that, in the event of denunciation, the country with a balance in its favour shall be bound to take all necessary steps to work off the amount of the balance by the import of goods having their origin in the country with a balance against it.

Done at Riga in duplicate, this 16th day of November, 1937.

B. DE TÖRÖK, *m. p.*

L. EKIS, *m. p.*

POLOGNE ET TCHÉCOSLOVAQUIE

Convention de commerce et de navigation, avec annexes A, B, C, D, E et F (convention vétérinaire et protocole final), et protocole final. Signés à Prague, le 10 février 1934.

Protocole additionnel (1) à la convention de commerce et de navigation susmentionnée. Signé à Varsovie, le 8 février 1935.

Protocole additionnel (2) à la convention de commerce et de navigation susmentionnée. Signé à Varsovie, le 5 septembre 1935.

Protocole additionnel (3) à la convention de commerce et de navigation susmentionnée. Signé à Varsovie, le 12 août 1936.

Protocole additionnel (4) à la convention de commerce et de navigation susmentionnée. Signé à Varsovie, le 18 février 1937.

POLAND AND CZECHOSLOVAKIA

Convention of Commerce and Navigation, with Annexes A, B, C, D, E and F (Veterinary Convention and Final Protocol), and Final Protocol. Signed at Prague, February 10th, 1934.

Additional Protocol (1) to the above-mentioned Convention of Commerce and Navigation. Signed at Warsaw, February 8th, 1935.

Additional Protocol (2) to the above-mentioned Convention of Commerce and Navigation. Signed at Warsaw, September 5th, 1935.

Additional Protocol (3) to the above-mentioned Convention of Commerce and Navigation. Signed at Warsaw, August 12th, 1936.

Additional Protocol (4) to the above-mentioned Convention of Commerce and Navigation. Signed at Warsaw, February 18th, 1937.

TEXTE TCHÉCOSLOVAQUE. — CZECHOSLOVAK TEXT.

N^o 4238. — OBCHODNÍ A PLAVEBNÍ ÚMLUVA MEZI REPUBLIKOU ČESKOSLOVENSKOU A REPUBLIKOU POLSKOU. PODEPSANÁ V PRAZE DNE 10. ÚNORA 1934.

Textes officiels polonais et tchécoslovaque communiqués par le délégué permanent de la République tchécoslovaque près la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 28 décembre 1937.

PRESIDENT REPUBLIKY ČESKOSLOVENSKÉ s jedné strany a PRESIDENT REPUBLIKY POLSKÉ se strany druhé, v souhlasném přání podporovati a rozvíjeti obchodní styky mezi oběma státy, rozhodli se uzavřítí obchodní a plavební úmluvu a jmenovali k tomu svými plnomocníky :

PRESIDENT REPUBLIKY ČESKOSLOVENSKÉ :

Pana Dra Edvarda BENEŠE, ministra zahraničních věcí,

PRESIDENT REPUBLIKY POLSKÉ :

Pana Dra Wacława GRZYBOWSKÉHO, mimořádného vyslance a zplnomocněného ministra

a

Pana Mieczysława SOKOŁOWSKÉHO, ředitele departementu ministerstva průmyslu a obchodu,

kteří, předloživše si své plné moci, jež shledány v dobré a náležitě formě, shodli se na těchto člancích :

Článek I.

Příslušníci každé z vysokých smluvních stran budou požívati, pokud jde o nastupování a provozování obchodu a živností na území druhé vysoké smluvní strany všech výsad, svobod a výhod přiznaných příslušníkům státu požívajícího nejvyšších výhod.

Článek II.

S příslušníky jedné z vysokých smluvních stran, kteří se ubírají na veletrhy a trhy na území druhé vysoké smluvní strany, aby tam obchodovali, bude se vzájemně zacházeti jako s vlastními příslušníky, mohou-li předložiti legitimaci podle vzoru přiloženého k této úmluvě, vydanou úřady státu, jehož jsou příslušníky.

Článek III.

S příslušníky každé vysoké smluvní strany bude se na území druhé vysoké smluvní strany zacházeti, pokud jde o jejich právní postavení, jejich majetek movitý i nemovitý, jejich práva

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Varsovie, le 24 février 1937.

La convention et ses annexes ont été mis provisoirement en vigueur le 27 février 1934.

TEXTE POLONAIS. — POLISH TEXT.

N^o 4238. — KONWENCJA HANDLOWA I NAWIGACYJNA MIĘDZY
RZECZĄPOSPOLITĄ POLSKĄ A REPUBLIKĄ CZESKOSŁOWACKĄ.
PODPISANA W PRADZE DNIA 10 LUTEGO 1934.

Polish and Czechoslovak official texts communicated by the Permanent Delegate of the Czechoslovak Republic accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place December 28th, 1937.

PREZYDENT RZECZYPOSPOLITEJ POLSKIEJ z JEDNEJ STRONY i PREZYDENT REPUBLIKI CZESKOSŁOWACKIEJ z drugiej strony, ożywnieni tem samym pragnieniem ułatwiania i rozwijania stosunków handlowych pomiędzy obydwoma Państwami, postanowili zawrzeć Konwencję Handlową i Nawigacyjną i mianowali w tym celu Pełnomocnikami :

PREZYDENT RZECZYPOSPOLITEJ POLSKIEJ :

Pana Dra Wacława GRZYBOWSKIEGO, Posła Nadzwyczajnego i Ministra Pełnomocnego
oraz
Pana Mieczysława SOKOŁOWSKIEGO, Dyrektora Departamentu w Ministerstwie Przemysłu
i Handlu,

PREZYDENT REPUBLIKI CZESKOSŁOWACKIEJ :

Pana Dra Edwarda BENEŠA, Ministra Spraw Zagranicznych,

którzy, po przedłożeniu sobie wzajemnie swych pełnomocnictw, uznanych za dobre i sporządzone w należytej formie, zgodzili się na następujące artykuły :

Artykuł I.

Obywatele każdej z Wysokich Układających się Stron będą korzystać pod względem zakładania i trudnienia się handlem i przemysłem na terytorjum drugiej Wysokiej Układającej się Strony ze wszystkich przywilejów, imunitetów i korzyści przyznanych obywatelom państwa najbardziej uprzywilejowanego.

Artykuł II.

Obywatele jednej z Wysokich Układających się Stron, udający się na jarmarki i targi na terytorjum drugiej Wysokiej Układającej się Strony, celem wykonywania tam handlu, będą wzajemnie traktowani narówni z obywatelami własnymi, o ile będą mogli przedstawić dowód tożsamości zgodny z załączonym do niniejszej Konwencji wzorem, wydany przez władze państwa, którego są obywatelami.

Artykuł III.

Obywatele każdej z Wysokich Układających się Stron będą traktowani na terytorjum drugiej Wysokiej Układającej się Strony, pod względem stanowiska prawnego, dóbr ruchomych i

¹ The exchange of ratifications took place at Warsaw, February 24th, 1937.

The Convention and its Annexes were put provisionally into force on February 27th, 1934.

a zájmová účastenství, stejně příznivě jako s příslušníky kteréhokoli třetího státu. Budou mít volnost spravovati své záležitosti na území druhé vysoké smluvní strany buď osobně, nebo prostředníkem jimi zvoleným, aniž by byli v tomto ohledu podrobena jiným omezením než těm, která jsou stanovena zákony a nařízeními, platnými na příslušném území.

Budou mít právo vystupovati osobně, nebo plnomocníkem před soudy a správními úřady druhé vysoké smluvní strany, a nebudou podléhati jiným omezením než těm, která jsou stanovena zákony a nařízeními, platnými na příslušném území, a bude se s nimi v každém ohledu stejně zacházeti jako s příslušníky kteréhokoli jiného státu.

Článek IV.

Příslušníci jedné z vysokých smluvních stran nebudou přidrženi na území druhé strany k žádné povinné službě, at' ve vojsku pozemním nebo námořním, či v národní gardě nebo milici.

Budou osvobozeni od jakýchkoli dávek, ukládaných náhradou za osobní službu vojenskou, ode všech vojenských plnění a rekvisicí osobních, avšak budou podrobena, pokud jde o jejich movitý nebo nemovitý majetek v zemi, vojenským rekvisicím a břemenům vojenského ubytování za těchž podmínek jako vlastní příslušníci.

Článek V.

Příslušníci žádné vysoké smluvní strany nebudou platiti na území druhé strany za svou osobu a svůj majetek, ani za výkon jakéhokoli obchodu, živnosti, řemesla nebo zaměstnání jakýchkoli daní, dávek a břemen jiných nebo vyšších, než jaké se vybírají od vlastních příslušníků.

Tato ustanovení nejsou na překážku, aby se vybíraly dávky z pobytu nebo dávky, související se splněním policejních formalit. Příslušníci obou vysokých smluvních stran budou v tomto ohledu požívatí nakládání přiznaného příslušníkům státu požívatího nejvyšších výhod.

Článek VI.

Společnosti akciové a jiné společnosti obchodní, průmyslové, finanční, pojišťovací a dopravní, které mají své sídlo na území jedné z vysokých smluvních stran a podle zákonů tohoto státu jsou tam po právu ustaveny, budou právně uznány na území druhé strany. Budou mít volný přístup k soudům a budou moci vystupovati před soudy jako žalobci nebo žalovaní.

Připuštění uvedených společností k provozování jejich obchodu nebo živnosti na území druhé vysoké smluvní strany bude se řídití zákony a nařízeními, které platí nebo budou platiti na tomto území.

Činnost společností ustavených podle zákonodárství jedné z vysokých smluvních stran, pokud se vykonává na území druhé smluvní strany, bude podrobena zákonům a nařízením této strany. V každém ohledu výše jmenované společnosti budou požívatí, jsouce připuštěny, těchž práv, která jsou nebo budou přiznána v tomto oboru společností stejného druhu státu požívatího nejvyšších výhod, což se však nedotýká rozhodnutí činěných na základě koncesního systému nebo podle volného uvážení ve věcech správních.

Jmenované společnosti nebudou platiti na území druhé strany z provozování svého obchodu nebo živnosti žádných daní, dávek nebo poplatků jiných nebo vyšších, než které se vybírají od vlastních společností.

Pokud jde o právní postavení těchto společností, jejich majetek movitý i nemovitý, jejich práva a zájmová účastenství na území druhé strany, platí přiměřeně ustanovení článku III.

nieruchomych, praw i interesów, równie korzystnie jak obywatele jakiegokolwiek trzeciego państwa. Będą oni mieli swobodę załatwiania swych spraw na terytorjum drugiej Wysokiej Układającej się Strony, bądź osobiście, bądź przez pośredników wedle ich własnego wyboru, nie podlegając pod tym względem ograniczeniom innym od tych, które są przewidziane przez ustawy i przepisy, na tem terytorjum obowiązujące.

Będą oni mieli prawo występowania osobiście lub przez pełnomocników przed władzami sądowemi i administracyjnymi drugiej Wysokiej Układającej się Strony i nie będą podlegali innym ograniczeniom, aniżeli tym, które przewidziane są przez ustawy i przepisy obowiązujące na odnośnem terytorjum i będą traktowani pod każdym względem w taki sam sposób jak obywatele jakiegokolwiek innego państwa.

Artykuł IV.

Obywatele jednej z Wysokich Układających się Stron nie będą przymuszani na terytorjum drugiej Strony do żadnej służby obowiązkowej, czy to w armji lądowej lub morskiej, czy to w gwardji lub milicji narodowej.

Będą oni zwolnieni od wszelkich opłat jakiegokolwiek rodzaju, nałożonych w miejsce osobistej służby wojskowej, od wszelkich świadczeń i rekwizycji wojskowych osobistych, jednakże co się tyczy dóbr ruchomych lub nieruchomych, które posiadają w kraju, będą podlegali rekwizycjom wojskowym i obowiązkowi kwaterunku wojskowego na tych samych warunkach, co obywatele własni.

Artykuł V.

Obywatele żadnej z Wysokich Układających się Stron nie będą uiszczali na terytorjum drugiej Strony z tytułu osobistego oraz posiadanego przez nich mienia, jak również z tytułu wykonywania różnego rodzaju handlu, przemysłu, rzemiosł i zawodów, żadnych podatków, opłat i świadczeń jakiegokolwiek rodzaju, innych lub wyższych od tych, które są pobierane od obywateli własnych.

Te postanowienia nie stanowią przeszkody do pobierania opłat za pobyt, bądź opłat związanych z wykonywaniem formalności policyjnych. Obywatele obu Wysokich Układających się Stron będą korzystali pod tym względem z traktowania przyznanego obywatelom państwa najbardziej uprzywilejowanego.

Artykuł VI.

Spółki akcyjne i inne spółki handlowe, przemysłowe, finansowe, asekuracyjne i transportowe, które posiadają swą siedzibę na terytorjum jednej z Wysokich Układających się Stron i które stosownie do ustaw tego państwa są tam prawnie założone, będą uznane na terytorjum drugiej Strony za prawnie istniejące. Będą one miały wolny dostęp do sądów i zdolność do występowania, bądźto w charakterze powodów bądź pozwanych.

Dopuszczenie tych spółek do wykonywania ich handlu lub przemysłu, na terytorjum drugiej Wysokiej Układającej się Strony, odbywać się będzie według ustaw i rozporządzeń, które obowiązują lub będą obowiązywać na tem terytorjum.

Działalność spółek założonych według ustawodawstwa jednej z Wysokich Układających się Stron, o ile dokonywa się na terytorjum drugiej Strony, poddana będzie ustawom i rozporządzeniom tej Strony. W każdym wypadku spółki wyżej wymienione korzystać będą po ich dopuszczeniu do działalności z tychsamych praw, które są lub będą przyznane w tych sprawach, spółkom tegosamego rodzaju państwa najbardziej uprzywilejowanego, co jednakże nie dotyczy rozstrzygnięć wydawanych na podstawie systemu koncesyjnego lub według swobodnego uznania w sprawach administracyjnych.

Powyższe spółki nie będą opłacać na terytorjum drugiej Strony za wykonywanie ich handlu lub przemysłu, żadnych podatków, opłat lub świadczeń, innych lub wyższych jak te, które obciążają spółki krajowe.

Jeśli chodzi o stanowisko prawne tych spółek, ich majątek ruchomy i nieruchomy, ich prawa i interesy na terytorjum drugiej Strony, to obowiązują odpowiednio postanowienia artykułu III.

Článek VII.

Obchodníci, továrníci a jiní živnostníci, kteří prokáží předložením legitimace podle připojeného vzoru, vydané příslušnými úřady svého státu, že jsou tam oprávněni provozovati svůj obchod nebo svoji živnost a že tam platí poplatky a daně zákonem předepsané, budou míti právo osobně nebo svými cestujícími uzavíratí koupě na území druhé vysoké smluvní strany u obchodníků nebo průmyslníků a živnostníků nebo ve veřejných prodejnách. Budou rovněž moci přijímatí zakázky, i podle vzorků, od obchodníků neb jiných osob, které pro svůj obchod nebo svou živnost používají zboží, odpovídajícího těmto vzorkům. Nebudou povinni platiti z tohoto důvodu žádných zvláštních poplatků.

Hořejší ustanovení nevztahují se na osoby provozující kočovná zaměstnání, na podomní obchod, jakož i na vyhledávání zakázek u osob neprovozujících ani živnosti ani obchodu, při čemž si každá z vysokých smluvních stran vyhrazuje v tomto oboru úplnou volnost svého zákonodárství.

Obchodníci, továrníci a obchodní cestující v jejich službě, opatření legitimací, budou míti právo míti s sebou vzorky nebo modely, nikoli však zboží.

Vysoké smluvní strany si vzájemně sdělí, které úřady jsou pověřeny vydávati legitimace, jakož i kterými předpisy shora uvedené osoby se mají řídití při provozování svého obchodu.

Legitimace budou osvobozeny od visa konsulárního nebo jiného.

Při dovozu a zpětném vývozu vzorků a modelů bude používáno ustanovení mezinárodní konvence¹ o zjednodušení celních formalit, podepsané v Ženevě dne 3. listopadu 1923.

V tomto, jakož i v každém jiném ohledu, spadajícím pod tento článek, přiznávají si vysoké smluvní strany vzájemně nakládání podle doložky nejvyšších výhod.

Článek VIII.

Vnitřní dávky, vybírané na účet kohokoli, jež jsou nebo budou uvaleny na těžbu, výrobu, oběh nebo spotřebu některého druhu zboží na území jedné z vysokých smluvních stran, nepostihnou ze žádného titulu výrobků druhé strany více nebo tíživěji, než domácí výrobky téhož druhu nebo, není-li jich, výrobky státu požívajícího nejvyšších výhod.

Článek IX.

Zemské plodiny i průmyslové výrobky, pocházející a přicházející z celního území jedné z vysokých smluvních stran, nebudou podléhati při dovozu do celního území druhé strany jinému nebo méně příznivému nakládání v ohledu celním, než stejné výrobky, pocházející a přicházející ze státu požívajícího nejvyšších výhod, zejména nebudou podléhati jiným a vyšším clům nebo dávkám, včetně všech vedlejších poplatků a přírážek, než jaké se vybírají nebo budou vybíratí ze stejných výrobků kteréhokoli třetího státu.

Nakládání podle doložky nejvyšších výhod, stanovené v prvním odstavci, bude rovněž platiti při vývozu zemských plodin a průmyslových výrobků jedné z vysokých smluvních stran z jejího celního území do celního území druhé strany.

Shora uvedená ustanovení se vztahují rovněž na provádění celních předpisů, celní projednávání zboží, postup při skoumání a rozboru dovážených výrobků, podmínky placení cla a poplatků, jakož i na zaraďování zboží a výklad celního sazebníku.

Výrobky získané na celním území jedné z vysokých smluvních stran zpracováním cizozemských hmot, a to i v záznamním styku, budou považovány rovněž za průmyslové výrobky této strany pod podmínkou, že tyto výrobky doznaly zpracováním značné změny. Hranice změny, jež má za následek uznání výrobku, vyrobeného z cizozemských hmot, za výrobek smluvní

¹ Vol. XXX, page 371 ; vol. XXXV, page 324 ; vol. XXXIX, page 208 ; vol. XLV, page 140 ; vol. L, page 161 ; vol. LIV, page 398 ; vol. LIX, page 365 ; vol. LXIX, page 79 ; vol. LXXXIII, page 394 ; vol. LXXXVIII, page 319 ; vol. XCII, page 370 ; vol. CXI, page 404 ; vol. CXXXIV, page 401 ; et vol. CXLVII, page 322, de ce recueil.

Artykuł VII.

Kupcy, fabrykanci i inni przemysłowcy, którzy dowiodą przez okazanie karty legitymacyjnej, według załączonego wzoru, wydanej przez kompetentne władze ich kraju, że są tam uprawnieni do wykonywania swego handlu lub swego przemysłu i że uiszczają tam podatki i opłaty ustawowo przewidziane, będą mieli prawo osobiście, bądź przez komiwojażerów w ich służbie, czynić zakupy na terytorjum drugiej Wysokiej Układającej się Strony u kupców lub przemysłowców lub w lokalach sprzedaży publicznej. Będą oni mogli również przyjmować zamówienia, także na podstawie próbek, u kupców i innych osób, które w swym handlu lub przemyśle używają towarów odpowiadających tym próbkom. Ani w jednym ani w drugim wypadku nie będą oni zobowiązani do uiszczania z tego powodu żadnych specjalnych opłat.

Powyższe postanowienia nie stosują się do przemysłów wędrownych, do domokrajstwa jak również do poszukiwania zamówień u osób nie trudniących się przemysłem lub handlem, przyczem Wysokie Układające się Strony zastrzegają sobie pod tym względem zupełną swobodę ich ustawodawstwa.

Kupcy, przemysłowcy i komiwojażerowie w ich służbie zaopatrzeni w kartę legitymacyjną, będą mieli prawo posiadania przy sobie próbek lub wzorów, lecz nie towarów.

Wysokie Układające się Strony podadzą sobie wzajemnie do wiadomości, które urzędy mają sobie poruczone wydawać karty legitymacyjne i jakimi przepisami mają się wyżej wymienione osoby kierować, przy wykonywaniu swego handlu.

Karty legitymacyjne są wolne od wizy konsularnej lub innej.

Postanowienia międzynarodowej Konwencji¹ o uproszczeniu formalności celnych, podpisanej w Genewie 3 listopada 1923 r. będą miały zastosowanie przy przywozie i powrotnym wywozie próbek i wzorów.

W tym względzie jak również we wszystkich innych sprawach przewidzianych w tym artykule, Wysokie Układające się Strony zastosują wzajemnie traktowanie na stopie państwa najbardziej uprzywilejowanego.

Artykuł VIII.

Daniny wewnętrzne pobierane na rzecz kogokolwiek, które obciążają lub będą obciążać produkcję, fabrykację, obieg lub spożycie pewnego wytworu na terytorjum jednej z Wysokich Układających się Stron, nie dotkną z żadnego tytułu wytworów Strony drugiej silniej lub uciążliwiej, niż wytwory krajowe tego samego rodzaju, lub w braku tych wytworów, niż wytwory państwa najbardziej uprzywilejowanego.

Artykuł IX.

Wytwory gleby i przemysłu, pochodzące i przychodzące z obszaru celnego jednej z Wysokich Układających się Stron, nie będą podlegać przy przywozie na obszar celny drugiej Strony innemu lub mniej przychylnemu traktowaniu pod względem celnym, niż takie same wytwory pochodzące i przychodzące z państwa najbardziej uprzywilejowanego, w szczególności nie będą podlegać innym lub wyższym cłom lub opłatom, łącznie z wszelkimi ubocznymi opłatami i dodatkami, niż jakie się pobiera lub będzie pobierać od takich samych wytworów jakiegokolwiek państwa trzeciego.

Traktowanie na stopie państwa najbardziej uprzywilejowanego, przewidziane w ustępie pierwszym, będzie również stosowane przy wywozie wytworów gleby i przemysłu jednej z Wysokich Układających się Stron z jej obszaru celnego na obszar celny Strony drugiej.

Powyższe postanowienia odnoszą się również do wykonywania przepisów celnych, celnego traktowania towaru, postępowania przy badaniu i analizie przywożonych towarów, do warunków płacenia celi i opłat oraz do taryfowania towarów i interpretacji taryfy celnej.

Wyroby wyprodukowane na obszarze celnym jednej z Wysokich Układających się Stron przez przeróbkę zagranicznych materiałów także i w obrocie warunkowym, będą uważane również za wyroby przemysłowe tej Strony pod warunkiem, że wyroby te przez przeróbkę uległy poważnej zmianie. Granice zmiany, powodującej uznanie wyrobu wyprodukowanego z materiałów

¹ Vol. XXX, page 371 ; Vol. XXXV, page 325 ; Vol. XXXIX, page 208 ; Vol. XLV, page 140 ; Vol. L, page 161 ; Vol. LIV, page 398 ; Vol. LIX, page 365 ; Vol. LXIX, page 79 ; Vol. LXXXIII, page 394 ; Vol. LXXXVIII, page 319 ; Vol. XCII, page 370 ; Vol. CXI, page 404 ; Vol. CXXXIV, page 401 ; and Vol. CXLVII, page 322, of this Series.

strany, řídí se autonomními předpisy všeobecně platnými na celním území dovozního státu, při čemž se zajišťuje nakládání podle doložky nejvyšších výhod.

Článek X.

Zemské plodiny i průmyslové výrobky, pocházející a přicházející z polského celního území, jež jsou uvedeny v připojené listině A, nebudou při dovozu do celního území československého podléhati vyšším celním sazbám než oněm, jež jsou stanoveny v této listině.

Zemské plodiny i průmyslové výrobky, pocházející a přicházející z československého celního území, jež jsou uvedeny v připojené listině B, nebudou při dovozu do polského celního území podléhati vyšším celním sazbám než oněm, jež jsou stanoveny v této listině.

Ustanovení hořejších odstavců není nikterak na újmu příznivějšímu nakládání, jež by mohlo plynouti z ustanovení článku IX.

Článek XI.

Nakládání podle doložky nejvyšších výhod, upravené v článku IX., se nevztahuje na :

1. výhody, jež jsou nebo budou přiznány jednou z vysokých smluvních stran k usnadnění pohraničního styku se sousedními státy v pásmu nepřesahujícím 15 km s té i oné strany hranice,

2. zvláštní výhody, vyplývající z celní unie,

3. prozatímní celní režim mezi polským a německým Horním Slezskem, zavedený polsko-německou úmluvou o Horním Slezsku, podepsanou v Ženevě dne 15. května 1922¹.

4. výhody neb výsady, které Polsko poskytlo nebo poskytne státům baltickým, a to Lotyšsku, Estonsku, Litvě a Finsku, pokud jich rovněž neposkytne jakémukoli jinému státu.

Článek XII.

Nakládání podle doložky nejvyšších výhod se nevztahuje na zvláštní ustanovení smluv uzavřených mezi jednou z vysokých smluvních stran a třetím státem k dosažení rovnováhy při zdanění v tuzemsku a v cizině, k vymezení daňové výsosti obou států a zejména k zamezení vdíjho zdanění.

Článek XIII.

Po dobu, než nastane úplná volnost obchodu mezi oběma vysokými smluvními stranami, nebude se používati na obchod druhé strany omezení nebo zákazů při dovozu a vývozu, které platí nebo budou platiti na celním území jedné z vysokých smluvních stran, leč že by se tato omezení a zákazy vztahovaly též na všechny jiné státy.

Článek XIV.

Závazky stanovené v článku předchozím nevztahují se na níže uvedené zákazy neb omezení, avšak s podmínkou, že jich nebude používáno jako prostředku k libovolné diskriminaci vůči cizím státům, kde jsou dány stejné předpoklady, ani jako prostředku k zastřenému mezení vzájemné výměny zboží :

1. zákazy nebo omezení, týkající se veřejné bezpečnosti,
2. zákazy neb omezení, vydané z důvodu mravnosti nebo lidskosti,
3. zákazy neb omezení obchodu se zbraněmi, střelivem a válečným materiálem nebo, za mimořádných okolností, s veškerými válečnými potřebami,

¹ Vol. IX, page 465 ; et vol. XIX, page 282, de ce recueil.

zagranicznych, za wyrób Strony Układającej się, określają autonomiczne przepisy każdorazowo obowiązujące na obszarze celnym państwa przywożącego, przyczem zostaje zapewnione traktowanie na stopie państwa najbardziej uprzywilejowanego.

Artykuł X.

Wytwory gleby i przemysłu, pochodzące i przychodzące z polskiego obszaru celnego wymienione w załączonej liście A, będą opłacały przy przywozie na obszar celny czeskosłowacki cła według stawek nie wyższych niż wyszczególnione w tej liście.

Wytwory gleby i przemysłu, pochodzące i przychodzące z czeskosłowackiego obszaru celnego wymienione w załączonej liście B, będą opłacały przy przywozie na obszar celny polski cła według stawek nie wyższych niż wyszczególnione w tej liście.

Postanowienia poprzednich ustępów nie zmieniają w niczem traktowania korzystniejszego, któreby mogło wynikać z zastosowania artykułu IX.

Artykuł XI.

Klauzuli największego uprzywilejowania przewidzianej w artykule IX nie stosuje się :

1. do przywilejów, które są lub mogą być przyznane przez jedną z Wysokich Układających się Stron, w celu ułatwienia ruchu granicznego, z państwami sąsiadującymi, w pasie nieprzekraczającym 15 km z jednej i z drugiej strony granicy,
2. do korzyści wynikających z unji celnej,
3. do tymczasowych przepisów celnych, ustanowionych pomiędzy polskim a niemieckim Górnym Śląskiem przez polsko-niemiecką Konwencję¹ dotyczącą Górnego Śląska, podpisaną w Genewie dnia 15 maja 1922 r.,
4. do przywilejów, korzyści lub imunitetów, które Polska przyznała lub przyzna krajom bałtyckim, a mianowicie Lotwie, Estonji, Litwie oraz Finlandji, dopóki nie przyzna ich również jakimkolwiek innemu państwu.

Artykuł XII.

Klauzuli największego uprzywilejowania nie stosuje się do specjalnych postanowień umów zawartych pomiędzy jedną z Wysokich Układających się Stron a państwem trzecim w celu zrównoważenia opodatkowania w kraju i zagranicą, rozgraniczenia zwierzchnictwa obu państw w dziedzinie podatkowej, a w szczególności w celu uniknięcia podwójnego opodatkowania.

Artykuł XIII.

Dopóki nie będzie mogła być wprowadzona całkowita wolność handlu pomiędzy obu Wysokimi Układającymi się Stronami, zakazy lub ograniczenia przywozu lub wywozu, które są lub będą w mocy na obszarze celnym jednej z Wysokich Układających się Stron, będą mogły być stosowane do handlu Strony drugiej tylko w tym wypadku, jeśli zakazy lub ograniczenia te dotyczyć będą również wszystkich innych państw.

Artykuł XIV.

Zobowiązania wymienione w poprzednim artykule nie mają zastosowania do niżej wyszczególnionych zarządzeń prohibicyjnych lub ograniczających, pod warunkiem jednakże, że nie będą one stosowane w sposób stanowiący dowolną dyskryminację między państwami obcemi, gdzie istnieją te same warunki, ani też w sposób, któryby stanowił ukryte ograniczenie we wzajemnej wymianie towarów :

1. zakazy lub ograniczenia dotyczące bezpieczeństwa publicznego,
2. zakazy lub ograniczenia ustanawiane ze względów moralnych lub humanitarnych,
3. zakazy lub ograniczenia dotyczące handlu bronią, amunicją i materiałem wojennym lub, w okolicznościach wyjątkowych, wszelkiem zaopatrzeniem wojennym,

¹ Vol. IX, page 465 ; and Vol. XIX, page 282, of this Series.

4. zákazy neb omezení, vydané v zájmu veřejného zdravotnictví nebo zajištění ochrany zvířat nebo rostlin před chorobami, hmyzem a škodlivými příživníky, pokud by tyto otázky nebyly upraveny zvláštními úmluvami,

5. zákazy neb omezení vývozu na ochranu národního majetku uměleckého, historického neb archeologického,

6. zákazy neb omezení, týkající se zlata, stříbra, mincí, papírových peněz a cenných papírů,

7. zákazy neb omezení, jimiž se má rozšířiti na cizozemské výrobky režim, který platí nebo bude platiti ve vlastní zemi pro výrobu, obchod, dopravu a spotřebu domácích výrobků téhož druhu,

8. zákazy neb omezení platné pro výrobky, jež jsou nebo budou, pokud jde o výrobu neb obchod, předmětem státního monopolu nebo monopolů provozovaných pod státním dozorem.

Článek XV.

Rozumí se, že předchozí články XIII. a XIV. nedotýkají se nikterak práv obou vysokých smluvních stran učiniti potřebná opatření na ochranu životních zájmů státu za okolností mimořádných a neobvyklých.

Článek XVI.

S podmínkou zpětného vývozu či zpětného dovozu a s výhradou, že budou učiněna nezbytná kontrolní opatření, zachovány platné předpisy a že bude vybrána jistota sloužící k zajištění dávek, jež by podle okolností měly býti zaplacený, bude poskytnuto osvobození ode všech dávek dovozních a vývozních v rámci platných zákonů pro:

1. předměty určené ke správce,

2. náradí, přístroje a strojní pomůcky, které podnikatel nebo firma jedné z vysokých smluvních stran vyváží na území druhé strany, aby tam dala provéstí pracovním personálem montáže, vyzkoušení nebo opravy, ať jsou tyto předměty zasílány dopravním podnikem či dováženy samotným pracovním personálem,

3. předměty zasílané z jednoho státu do druhého k vyzkoušení,

4. zboží (mimo věci spotřebitelné), zasílané na veletrhy, výstavy a soutěže,

5. stěhovací vozy, jež přestupují hranice proto, aby dopravovaly předměty z území jedné z vysokých smluvních stran do území druhé strany, i když se vrací s novým nákladem, bez ohledu na to, kde byl do nich naložen, avšak s podmínkou, že jich nebylo ve mezidobí použito k dopravě výhradně vnitrozemské, při čemž jest shoda v tom, že tyto dopravní prostředky se rozumějí s příslušenstvím, nezbytným k obvyklému používání za dopravy, a že lhůta ke zpětnému vývozu se stanoví šesti měsíci,

6. vzorky a modely, podle mezinárodní úmluvy o zjednodušení celních formalit, podepsané v Ženevě dne 3. listopadu 1923; lhůta ke zpětnému vývozu se stanoví šesti měsíci, při čemž je shoda v tom, že bude na žádost dovozce prodloužena až do dvanácti měsíců.

Článek XVII.

Jestliže zboží, vyvážené ze země jedné, se vrací do země druhé na žádost původního vývozce proto, že ho ten, jemuž bylo určeno, nepřijal, neb z jiných důvodů, upustí se při zpětném

4. zakazy lub ograniczenia ustanawiane ze względu na zdrowie publiczne, ochronę zwierząt lub roślin przeciwko chorobom i szkodnikom, o ile te sprawy nie są uregulowane specjalnymi umowami,

5. zakazy lub ograniczenia wywozu mające na celu ochronę majątku narodowego artystycznego, historycznego lub archeologicznego,

6. zakazy lub ograniczenia stosowane do złota srebra, monet lub pieniędzy papierowych i papierów wartościowych,

7. zakazy lub ograniczenia mające na celu rozciągnięcie na wytwory zagraniczne systemu ustanowionego wewnątrz kraju dla produkcji, handlu, przewozu i spożycia podobnych artykułów krajowych,

8. zakazy lub ograniczenia stosowane do wytworów, które, o ile chodzi o produkcję lub handel, stanowią lub będą stanowiły przedmiot monopolów państwowych lub monopolów wykonywanych pod kontrolą państwa.

Artykuł XV.

Rozumie się, że postanowienia artykułów XIII i XIV nie naruszają w niczem prawa obu Wysokich Układających się Stron do poczynienia koniecznych zarządzeń celem ochrony żywotnych interesów państwa, w okolicznościach wyjątkowych i nadzwyczajnych.

Artykuł XVI.

Pod warunkiem powrotnego wywozu lub powrotnego przywozu i z zastrzeżeniem środków koniecznej kontroli, zachowania obowiązujących przepisów i złożenia zabezpieczenia zapewniającego pobranie opłat, które mogłyby się ewentualnie należeć, będzie udzielone zwolnienie od wszelkich opłat wejściowych i wyjściowych w granicach obowiązującego ustawodawstwa dla :

1. przedmiotów przeznaczonych do naprawy,

2. narzędzi, instrumentów i narzędzi mechanicznych, które przedsiębiorca lub firma jednej z Wysokich Układających się Stron wywozi na terytorjum drugiej, aby tam przedsięwziąć przez personel roboty montażowe, doświadczalne lub naprawy, gdy te przedmioty będą przewożone przez przedsiębiorstwo transportowe lub gdy je przywozi personel osobiście,

3. przedmiotów przesyłanych z jednego państwa do drugiego dla wypróbowania,

4. towarów (z wyjątkiem artykułów spożywczych), które są posyłane na targi, wystawy i konkursy,

5. wozów meblowych (przeprowadzkowych), które przekraczają granicę w celu przewiezienia przedmiotów z terytorjum jednej z Wysokich Układających się Stron na terytorjum drugiej, nawet wtedy gdy wracają z nowym ładunkiem, bez względu gdzie załadowanie miało miejsce, pod warunkiem jednakże, żeby w międzyczasie nie były one użyte do transportu wyłącznie wewnątrz kraju — przyczem zgodzono się, że te środki transportowe rozumie się łącznie z koniecznymi przynależnościami używanymi podczas transportu i że dla powrotnego wywozu będzie dany okres sześciomiesięczny,

6. próbek i wzorów, stosownie do Konwencji międzynarodowej o uproszczeniu formalności celnych, podpisanej w Genewie 3 listopada 1923 r. ; okres dla powrotnego wywozu ustala się na sześć miesięcy, przyczem zgodzono się, że na żądanie przywożącego będzie on przedłużony do dwunastu miesięcy.

Artykuł XVII.

Jeżeli towary wywiezione z jednego kraju do kraju drugiego wracają na żądanie właściwego eksportera dlatego, że je ten dla którego były przeznaczone nie przyjął, lub z innych powodów,

vývozu od vybrání vývozního cla a všech vedlejších dávek a vrátí se dovozní clo i všechny vedlejší dávky již zaplacené, nebo se upustí od vymáhání těchto povinovaných cel a dávek pod podmínkou, že zboží zůstalo až do zpětného vývozu pod dozorem celního úřadu a že zpětný vývoz se uskuteční ve lhůtě tří měsíců od dovozu touže dopravní listinou, aniž zboží doznalo jakékoli změny.

V jiných případech zpětného vývozu zboží, tímto článkem neupravených, bude každá z obou smluvních stran postupovati vůči zásilkám druhé smluvní strany v rámci platných předpisů s největší blahovůlí.

Článek XVIII.

Aby vzájemnému obchodu byly zajištěny výhody zacházení podle této úmluvy, a aby bylo současně vyloučeno jakékoli možné zneužití, bude moci každá vysoká smluvní strana požadovati, aby plodiny zemské nebo výrobky druhé strany byly při dovozu doprovázeny osvědčením původu podle přiložených vzorů.

Osvědčení původu budou vydávána celními úřady, obchodní komorou, k níž přísluší odesílatel, nebo každým jiným státním orgánem, hospodářským sdružením nebo jiným ústavem, jež uzná země určení.

Vláda země určení bude míti právo požadovati ověření osvědčení původu svým diplomatickým nebo konsulárním zástupcem, s výjimkou případů, kdy osvědčení bude vydáno státními orgány.

Článek XIX.

Obě vysoké smluvní strany se shodují v tom, že ve vzájemných stycích budou používatí ustanovení mezinárodní úmluvy o zjednodušení celních formalit, podepsané v Ženevě dne 3. listopadu 1923.

Článek XX.

Každá vysoká smluvní strana zabezpečí na svém území podnikatelům druhé vysoké smluvní strany, v rámci platných zákonů a nařízení, účinnou ochranu proti nekalé soutěži a bude s těmito podnikateli nakládati v tomto směru jako s vlastními.

Každá vysoká smluvní strana se zejména zavazuje, že učiní veškerá nutná opatření, aby potlačila na svém území nesprávné používání okrskového označování původu, zvláště pokud jde o chmel, výrobky z vinné révy, pivo, minerální vody a výrobky z minerálních vod, pokud druhá smluvní strana tato označení řádně chrání a je první straně oznámila.

Výše uvedené oznámení musí zvláště určití ustanovení příslušných zákonů a předpisů tohoto státu, stanovící oprávnění označení původu.

Za nesprávné používání se pokládají okrsková označení původu jednoho z obou států, je-li jich použito pro výrobky, jimž zákonná ustanovení tohoto státu tuto výhodu upírají.

Pod názvem československý chmel, zvláště pod pojmenováním «Český chmel» («Žatecký chmel», «Roudnický chmel», «Úštěcký chmel», «Dubský chmel»), «Moravský chmel» («Tršický chmel») smí se uváděti v Polsku do oběhu jen chmel známkový a provázený ověřovací listinou některé veřejné československé známkovny podle zákonných předpisů o označování původu chmele, platných v republice Československé. Mimo to musí býti takový chmel v původním plnění, to jest v obalu, opatřeném označením původu, pečeti a plombou podle zmíněných československých předpisů.

Ustanovení tohoto článku nevztahují se na zboží průvozní.

zrezygnuje się przy powrotnym wywozie z pobrania cła wywozowego i wszelkich ubocznych opłat i zwróci się cło przywozowe i wszelkie uboczne opłaty już zapłacone, względnie zrezygnuje się z żądania tych należnych cel i opłat, pod warunkiem, że towary pozostaną do czasu powrotnego wywozu pod dozorem urzędu celnego i że powrotny wywóz będzie miał miejsce w terminie trzech miesięcy od przywozu, zapomocą tegosamego listu przewozowego, o ile towary te nie doznały jakiegokolwiek zmiany.

W innych wypadkach powrotnego wywozu towarów w tym artykule nie uregulowanych, każda z obu Układających się Stron traktować będzie przesyłki drugiej Układającej się Strony z największą życzliwością w ramach obowiązujących przepisów.

Artykuł XVIII.

Aby zapewnić wzajemnemu handlowi korzyści z traktowania stosownie do postanowień niniejszej Konwencji i aby wykluczyć jednocześnie wszelkie możliwe nadużycia, każda z Wysokich Układających się Stron będzie mogła żądać, aby wytwory gleby i przemysłu drugiej Strony były zaopatrzone przy ich przywozie w świadectwa pochodzenia według załączonych wzorów.

Świadectwa pochodzenia będą wystawiane przez urzędy celne, izbę handlową do której należy wysyłający, bądź przez każdy inny organ państwowy, związek gospodarczy lub inną instytucję uznaną przez kraj przeznaczenia.

Władze kraju przeznaczenia będą miały prawo żądać uwierzytelnienia świadectwa pochodzenia przez swego dyplomatycznego lub konsularnego zastępcę, z wyjątkiem gdy świadectwa te będą wystawiane przez organy państwowe.

Artykuł XIX.

Obie Wysokie Układające się Strony, zgadzają się co do tego, że we wzajemnych stosunkach kierować się będą postanowieniami międzynarodowej Konwencji o uproszczeniu formalności celnych, podpisanej w Genewie dnia 3 listopada 1923 r.

Artykuł XX.

Każda z Wysokich Układających się Stron zabezpieczy na swem terytorjum przedsiębiorcom drugiej Wysokiej Układającej się Strony, w ramach obowiązujących ustaw i rozporządzeń, skuteczną ochronę przeciwko nielegalnej konkurencji i będzie traktować pod tym względem tych przedsiębiorców jak swoich własnych.

Każda z Wysokich Układających się Stron zobowiązuje się w szczególności przedsięwziąć wszelkie potrzebne kroki, aby przeszkodzić na swem terytorjum fałszywemu używaniu regionalnych oznaczeń pochodzenia, zwłaszcza odnośnie chmielu, produktów z winnej latorośli, piwa, wód mineralnych i produktów z wód mineralnych, jeśli druga Układająca się Strona te oznaczenia ustawowo chroni i podała je do wiadomości Stronie pierwszej.

W powyżej wzmiankowanym podaniu do wiadomości muszą być zwłaszcza przytoczone postanowienia odnośnych ustaw i przepisów tego państwa, ustalające uprawnienie do oznaczania pochodzenia.

Jako fałszywie użyte uchodzą regionalne oznaczenia pochodzenia jednego z obu państw, jeśli zostaną użyte dla wyrobów, którym ustawowe postanowienia tego państwa tego państwa przywileju odmawiają.

Pod nazwą czeskosłowacki chmiel, zwłaszcza pod nazwą « Český chmel » (« Žatecký chmel », « Roudnický chmel », « Ústěcký chmel », « Dubský chmel »), « Moravský chmel » (« Tršický chmel ») może być dopuszczony do obrotu w Polsce tylko chmiel, który stosownie do obowiązujących w Czechosłowacji ustawowych przepisów o oznaczaniu pochodzenia chmielu, posiada znak i certyfikat uwierzytelniający, wydany przez publiczny czeskosłowacki Urząd Kontrolny (znakowania). Prócz tego musi taki chmiel znajdować się w opakowaniu oryginalnem, t. j. stosownie do wspomnianych czeskosłowackich przepisów, ze świadectwem pochodzenia, pieczęcią i plombą.

Postanowienia tego artykułu nie odnoszą się do towarów tranzytowych.

Článek XXI.

Ve všech otázkách, týkajících se železniční přepravy, budou se vysoké smluvní strany řídit ve vzájemných stycích ustanoveními Mezinárodní úmluvy o přepravě cestujících a zavazadel po železnicích (M. Ú. C.)¹, a Mezinárodní úmluvy o přepravě zboží po železnicích (M. Ú. Z.)², podepsaných v Bernu dne 23. října 1924.

Ve všech otázkách, týkajících se mezinárodního průvozu, budou se vysoké smluvní strany řídit ve vzájemných stycích ustanoveními barcelonské úmluvy a statutu o svobodě transitu ze dne 20. dubna 1921³.

Ve snaze uskutečnit v míře možnosti úmysly článku 23, odst. e) úmluvy o Společnosti národů, týkající se zachování svobody přepravy a průvozu, zavazují se vzájemně obě vysoké smluvní strany, mimo to, že se zřetelem na svou zeměpisnou polohu zajistí, pokud jde o přepravy určené do jejich zemí, svobodu přepravy a průvozu, stanovenou barcelonským statutem, tím způsobem, že vysoké smluvní strany nebudou se dovolávat článku 7. uvedeného statutu v případě politického napětí, a že řečená svoboda přepravy a průvozu potrvá i v případě války, za předpokladu však, že tato opatření nebudou směřovat se přičítat jejich právům a povinnostem jako členů Společnosti národů.

Čekoslovensko bere na vědomí odstavec 4. článku XXII. mírové smlouvy, podepsané v Říze dne 18. března 1921⁴.

Článek XXII.

Vysoké smluvní strany se zavazují, že budou provádět vzájemně tarifní politiku prodchnutou duchem co největší blahovůle.

Článek XXIII.

Se zbožím, podaným ku přepravě na celním území jedné z vysokých smluvních stran a přepravovaným do celního území druhé smluvní strany nebo tímto územím do území třetího státu, nebude, budou-li splněny stejné podmínky, se zacházet na železnicích druhé smluvní strany, pokud jde o jeho vypravení, přepravu, výpočet přepravného podle vnitřních (místních anebo svazových) tarifů a veřejné dávky, související s přepravou, nepříznivěji než se zbožím stejného druhu, podaným na celním území druhé smluvní strany a přepravovaným v témže směru a na téže trati.

Obě vysoké smluvní strany shodují se však v tom, že pro přepravu zboží stejného druhu z celního území jedné smluvní strany do celního území druhé smluvní strany nebo tímto územím do třetího státu jsou účinny tyto podmínky pro použití železničních tarifů, slev nebo jinakých výhod :

- a) podmínka, že v určité lhůtě bude přepraveno určité nejmenší množství zboží,
- b) podmínka, že zboží bude zároveň podáno ku přepravě v množství, dostačujícím pro celý vlak nebo jeho část,
- c) podmínka vnitřní spotřeby,
- d) podmínka předchozí nebo následující přepravy po vodě nebo vzduchem.

Každou jinou podmínku, vylučující použití vnitřního sníženého tarifu, jest považovati, pokud jde o shora uvedené přepravy, za neplatnou.

¹ Vol. LXXVIII, page 17 ; et vol. C, page 248, de ce recueil.

² Vol. LXXVII, page 367 ; vol. C, page 248 ; vol. CXVII, pages 186/187 ; et vol. CLII, page 296, de ce recueil.

³ Vol. VII, page 11 ; vol. XI, page 406 ; vol. XV, page 304 ; vol. XIX, page 278 ; vol. XXIV, page 154 ; vol. XXXI, page 244 ; vol. XXXV, page 298 ; vol. XXXIX, page 166 ; vol. LIX, page 344 ; vol. LXIX, page 70 ; vol. LXXXIII, page 373 ; vol. XCII, page 363 ; vol. XCVI, page 181 ; vol. CIV, page 495 ; vol. CXXXIV, page 393 ; et vol. CXLII, page 340, de ce recueil.

⁴ Vol. VI, page 51, de ce recueil.

Artykuł XXI.

We wszystkich kwestjach, odnoszących się do komunikacyj kolejowych, Wysokie Układające się Strony będą stosowały we wzajemnych stosunkach postanowienia Konwencji¹ międzynarodowej o przewozie osób i bagażów kolejami żelaznymi (K. M. O.) oraz Konwencji² międzynarodowej o przewozie towarów kolejami żelaznymi (K. M. T.), podpisanych w Bernie w dniu 23 października 1924 r.

We wszystkich kwestjach odnoszących się do tranzytu międzynarodowego Wysokie Układające się Strony będą stosowały we wzajemnych stosunkach postanowienia barcelońskiej Konwencji³ i Statutu o wolności tranzytu z dnia 20 kwietnia 1921 r.

Obie Wysokie Układające się Strony ożywione życzeniem urzeczywistnienia w granicach możliwości zamierzeń artykułu 23 p. e Paktu Ligi Narodów, odnoszących się do utrzymania wolności komunikacji i tranzytu, oraz biorąc pod uwagę swą sytuację geograficzną, zobowiązują się wzajemnie zabezpieczyć transportom przeznaczonym do ich państw wolność komunikacji i tranzytu, ustanowioną przez Statut Barceloński w ten sposób, że Wysokie Układające się Strony nie będą powoływały się na art. 7 rzonego Statutu w wypadku naprężenia politycznego i że tę wolność komunikacji i tranzytu utrzyma się nawet na wypadek wojny, przy czym wszelako rozumie się, że zarządzenia te nie będą mogły się sprzeciwiać prawom i obowiązkom Stron jako członków Ligi Narodów.

Czechosłowacja przyjmuje do wiadomości paragraf 4 artykułu XXII Traktatu⁴ Pokoju, podpisanego w Rydze dnia 18 marca 1921 r.

Artykuł XXII.

Wysokie Układające się Strony zobowiązują się wzajemnie stosować politykę taryfową ożywioną duchem jak największej życzliwości.

Artykuł XXIII.

Towary nadane do przewozu na terytorjum celnem jednej z Wysokich Układających się Stron a przewożone do terytorjum celnego drugiej Układającej się Strony albo przez to terytorjum do państwa trzeciego, nie będą, przy wypełnieniu tych samych warunków, traktowane na kolejach drugiej Układającej się Strony w zakresie odprawy, przewozu, obliczenia przewoźnego według taryf wewnętrznych (lokalnych albo związkowych) oraz opłat publicznych związanych z przewozem, mniej korzystnie aniżeli towary tego samego rodzaju nadane na terytorjum celnem drugiej Układającej się Strony a przewożone w tym samym kierunku i na tym samym przebiegu.

Obie Wysokie Układające się Strony zgadzają się jednak, że przy przewozie towarów tego samego rodzaju z terytorjum celnego jednej z Układających się Stron do terytorjum celnego drugiej Układającej się Strony lub przez to terytorjum do państwa trzeciego, są dopuszczalne następujące warunki stosowania kolejowych taryf, zniżek, lub innych udogodnień :

- a) warunek nadania do przewozu w określonym czasie pewnej minimalnej ilości towarów,
- b) warunek jednoczesnego nadania do przewozu towaru w ilości wystarczającej na utworzenie całego pociągu lub też określonej grupy wagonów,
- c) warunek spożycia wewnętrznego,
- d) warunek poprzedniego lub dalszego przewozu drogą wodną lub powietrzną.

Każdy inny warunek wykluczający korzystanie z wewnętrznych taryf ulgowych winien być uważany za nieistniejący odnośnie do transportów wyżej wzmiankowanych.

¹ Vol. LXXVIII, page 17 ; and Vol. C, page 248, of this Series.

² Vol. LXXVII, page 367 ; Vol. C, page 248 ; Vol. CXVII, pages 186/187 ; and Vol. CLII, page 296, of this Series.

³ Vol. VII, page 11 ; Vol. XI, page 407 ; Vol. XV, page 305 ; Vol. XIX, page 279 ; Vol. XXIV, page 155 ; Vol. XXXI, page 245 ; Vol. XXXV, page 299 ; Vol. XXXIX, page 166 ; Vol. LIX, page 344 ; Vol. LXIX, page 70 ; Vol. LXXXIII, page 373 ; Vol. XCII, page 363 ; Vol. XCVI, page 181 ; Vol. CIV, page 495 ; Vol. CXXXIV, page 393 ; and Vol. CXLII, page 340, of this Series.

⁴ Vol. VI, page 51, of this Series.

Článek XXIV.

Na železnicích nebude se v přepravě cestujících, zavazadel a spěšnin, pokud jde o vypravení, přepravu, použití sazeb a poplatků a veřejné dávky s touto přepravou související, činiti žádného rozdílu mezi příslušníky vysokých smluvních stran. Příslušné úřady obou vysokých smluvních stran budou povinny zajistiti zřízení vhodných přípojí osobních vlaků a oběh přímých vozů. Budou též usilovati o to, aby provádění celních a pasových formalit bylo zjednodušeno a urychleno a budou pečovati o zajištění rychlé a pravidelné přepravy zboží.

Článek XXV.

Ustanovení článků XXIII. a XXIV. nevztahují se na slevy, přiznané z důvodů dobročinnosti, ani na slevy poskytnuté v případě veřejné pohromy, ani na slevy přiznané veřejným zaměstnancům, zaměstnancům dopravních podniků aneb obchodním cestujícím, ani na slevy dané pro přepravu vzorkových kufrů, ani na přepravu pro správy železniční nebo veřejnou správu civilní nebo pro správu vojenskou.

Článek XXVI.

Vysoké smluvní strany souhlasí se sjednáním dohod, o nichž jest řeč v § 2 článku 4. Mezinárodní úmluvy o přepravě zboží po železnicích (M. Ú. Z.), aby byly stanoveny příznivější podmínky pro přepravu jistých předmětů, vyloučených z přepravy nebo podmíněčně ku přepravě připuštěných.

Článek XXVII.

Obě smluvní strany se zavazují, že připustí lodi a lodní náklady druhé smluvní strany v námořní plavbě za týchž podmínek, za tytéž poplatky a ve všech ostatních právních vztazích jako lodi a lodní náklady vlastní. Státní příslušnost lodí obou vysokých smluvních stran budiž posuzována podle zákonodárství domova.

Obě vysoké smluvní strany budou vzájemné uznávati výměrné listy námořních lodí, vydané příslušnými úřady každé vysoké smluvní strany.

Pokud jde o plavbu na mezinárodních řekách, jsou pro vzájemnou plavbu obou vysokých smluvních stran směrodatny příslušné mezinárodní plavební úmluvy, které obě vysoké smluvní strany přijaly.

Článek XXVIII.

K této úmluvě připojená veterinární úmluva s příslušným závěrečným protokolem tvoří nedílnou součást této úmluvy a zůstanou stejně dlouho jako ona v účinnosti, při čemž se rozumí, že mohou býti případně pozměněny i za trvání obchodní a plavební úmluvy, avšak pouze po společné dohodě.

Článek XXIX.

Vysoké smluvní strany se zavazují, že co nejdříve sjednají zvláštní úmluvu, upravující vzájemnou podporu při celním projednávání, při zamezování, stíhání a trestání přestupků celních předpisů, jakož i vzájemnou právní pomoc v celních trestních věcech.

Článek XXX.

Vláda polská, již ve smyslu článku 104 smlouvy Versailleské a článků 2 a 6 Pařížské úmluvy mezi Polskem a Svobodným městem Gdanskem ze dne 9. listopadu 1920¹ náleží péče

¹ Vol. VI, page 189 ; vol. CVII, page 459 ; et vol. CXVI, de ce recueil.

Artykuł XXIV.

Przy przewozie kolejami żelaznymi podróźnych, bagażu i przesyłek ekspresowych nie będzie się czyniło w zakresie odprawy, przewozu, stosowania stawek i opłat oraz danin publicznych, związanych z tym przewozem żadnej różnicy między obywatelami Wysokich Układających się Stron. Właściwe urzędy obu Wysokich Układających się Stron powinny zapewnić dogodnie połączenia pociągów pasażerskich i ruch bezpośrednich wagonów. Będą się one starały również uprościć i przyspieszyć wykonywanie formalności celnych i paszportowych oraz będą troszczyć się o zapewnienie szybkiego i regularnego przewozu towarów.

Artykuł XXV.

Postanowienia artykułów XXIII i XXIV nie dotyczą zniżek przyznanych dla celów dobroczynności, ani też zniżek udzielonych w wypadku publicznej klęski, ani też zniżek przyznanych funkcjonariuszom publicznym, pracownikom przedsiębiorstw przewozowych albo podróżującym kupcom, ani też zniżek przyznanych na przewóz kufrów z próbkami i wzorami, ani na przewozy Zarządu Kolejowego albo publicznej administracji cywilnej lub wojskowej.

Artykuł XXVI.

Wysokie Układające się Strony zgadzają się zawrzeć umowy przewidziane w § 2 art. 4 międzynarodowej Konwencji o przewozie towarów kolejami żelaznymi (K. M. T.) a to w celu ustalenia dogodniejszych warunków dla przewozu pewnych przedmiotów, wyłączonych od przewozu lub przyjmowanych pod pewnymi warunkami.

Artykuł XXVII.

Obie Wysokie Układające się Strony zobowiązują się dopuścić w żegludze morskiej okręty i ładunki okrętowe Strony drugiej pod takimi samymi warunkami, za takimi samymi opłatami i we wszystkich innych zagadnieniach prawnych, tak jak okręty i ładunki okrętowe własne. Przynależność państwowa okrętów obu Wysokich Układających się Stron będzie oceniana według ustawodawstwa krajowego.

Obie Wysokie Układające się Strony będą wzajemnie uznawać listy pomiarowe okrętów morskich, wydane przez właściwe urzędy każdej z Wysokich Układających się Stron.

Co się tyczy żeglugi na rzekach międzynarodowych, to we wzajemnych stosunkach obu Wysokich Układających się Stron będą miarodajne odpowiednie międzynarodowe umowy nawigacyjne, które zostały przyjęte przez obydwie Wysokie Układające się Strony.

Artykuł XXVIII.

Załączona do niniejszej Konwencji Umowa Weterynaryjna wraz z przynależnym do niej Protokółem Końcowym, stanowią nierozdzielną część tej Konwencji i pozostaną w mocy tak długo jak i ona, przyczem rozumie się, że ewentualnie mogą one być zmienione i podczas trwania Konwencji Handlowej i Nawigacyjnej, lecz jedynie za wspólnem porozumieniem.

Artykuł XXIX.

Wysokie Układające się Strony zobowiązują się, że jaknajszybciej przystąpią do zawarcia specjalnej umowy, regulującej wzajemną pomoc przy odprawie celnej, przy zapobieganiu, ściganiu i karaniu wykroczeń przeciw przepisom celnym jakoteż i wzajemną pomoc prawną w celnych sprawach karnych.

Artykuł XXX.

Rząd Polski, któremu zostało powierzone prowadzenie spraw zewnętrznych Wolnego Miasta Gdańska, zgodnie z artykułem 104 Traktatu Wersalskiego i artykułami 2 i 6 Konwencji¹ Paryskiej

¹ Vol. VI, page 189; Vol. CVII, page 459; and Vol. CXVI, of this Series.

o vedení zahraničních věcí Svobodného města Gdanska, vyhrazuje si právo prohlásiti, že Svobodné město jest smluvní stranou v této úmluvě a že přejímá závasky a nabývá práv z ní plynoucích.

Tato výhrada nevztahuje se an ta ustanovení této úmluvy, která republika Polská sjednává, pokud jde o Svobodné město Gdansko, v souhlasu se svými právy, vyplývajícími z příslušných smluv.

Článek XXXI.

Tato úmluva bude ratifikována a ratifikační listiny budou vyměněny ve Varšavě, jakmile to bude možné.

Nabude účinnosti patnáctého dne po výměně ratifikací.

Avšak obě vlády mohou se dohodnouti o jejím dřívějším uvedení v účinnost, jestliže jejich příslušná zákonodárství je k tomu opravňují.

Pozbude účinnosti tři měsíce po dni výpovědi, dané jednou z vysokých smluvních stran. Uvedená lhůta může býti zkrácena za souhlasu vlád obou vysokých smluvních stran.

Úmluva byla vynhotovena ve dvou originálech, každý v jazyku československém i polském ; oba texty jsou autentické.

Tomu na svědomí shora jmenovaní plnomocníci tuto úmluvu podepsali a opatřili ji svými pečeti.

Dáno v Praze dne 10. února 1934.

(L. S.) Dr. Edvard BENEŠ v. r.

PŘÍLOHA A K ČLÁNKU X.

LISTINA A

SMLUVNÍ CLA PŘI DOVOZU DO CELNÍHO ÚZEMÍ ČESKOSLOVENSKÉHO.

Číslo celního sazebníku československého	Pojmenování zboží	Celní sazba Kč
		za 100 kg
ex 20	Cukr jiného druhu, na př. glykosa, cukr škrobový, hroznový, ovocný, mléčný a podobné cukry ; pálený cukr (cukrový a pivní kulér [karamel]) :	
	cukr jiného druhu, na př. glykosa, cukr škrobový, hroznový, ovocný, mléčný a podobné cukry	260.—
21	Melasa	30.—
ex 31	Boby, hrách, čočka :	
	ex a) hrách, čočka :	
	hrách	34.—
	b) boby	9.—
32	Vikev, vlčí bob (lupina) :	
	a) vikev	22.—
	b) vlčí bob (lupina)	2.—

między Polską i Wolnym Miastem Gdańskim z 9 listopada 1920 roku, zastrzega sobie prawo oświadczenia, że Wolne Miasto jest Stroną Kontraktującą w niniejszej Konwencji i że bierze na siebie obowiązki oraz nabywa prawa z niej wypływające.

Zastrzeżenie to nie dotyczy tych postanowień niniejszej Konwencji, które Rzeczpospolita Polska zawiera w odniesieniu do Wolnego Miasta Gdańska zgodnie ze swojemi prawami, wypływającemi z odnośnych Traktatów.

Artykuł XXXI.

Konwencja ta będzie ratyfikowana a dokumenty ratyfikacyjne zostaną wymienione w Warszawie, jak tylko to będzie możliwe. Wejdzie ona w życie piętnastego dnia po wymianie dokumentów ratyfikacyjnych. Jednakże oba rządy mogą się porozumieć co do jej wcześniejszego wejścia w życie, jeśli ich dotyczące ustawodawstwa je do tego upoważniają.

Konwencja ta przestanie obowiązywać w trzy miesiące po dniu jej wypowiedzenia przez jedną z Wysokich Układających się Stron. Powyższy termin może być skrócony za zgodą rządów obu Wysokich Układających się Stron.

Konwencja ta została sporządzona w dwóch oryginałach, każdy w języku polskim i czeskosłowackim ; oba teksty są autentyczne.

Na dowód czego wyżej wymienieni Pełnomocnicy Konwencję tę podpisali i przyłożyli swe pieczęcie.

Sporządzono w Pradze dnia 10 lutego 1934.

(L. S.) Dr. Waław GRZYBOWSKI *m. p.*

(L. S.) Mieczysław SOKOŁOWSKI *m. p.*

ZAŁĄCZNIK A DO ART. X.

LISTA A

CŁA KONWENCYJNE PRZYWOZOWE DO OBSZARU CELNEGO CZESKOSŁOWACKIEGO.

Pozycja czeskosłowackiej taryfy celnej	Nazwa towaru	Stawka celna Kč
		za 100 kg
ex 20	Cukier innego rodzaju, np. glukoza, cukier krochmalowy, winogronowy, owocowy, mleczny i tp. cukry ; cukier palony (barwnik cukrowy i piwny [karmel]) : cukier innego rodzaju, np. glukoza, cukier krochmalowy, winogronowy, owocowy, mleczny i tp. cukry	260.—
21	Melasa	30.—
ex 31	Bób, groch, soczewica : ex a) groch, soczewica : groch	34.—
	b) bób	9.—
32	Wyka, łubin : a) wyka	22.—
	b) łubin	2.—

Číslo celního sazebníku československého	Pojmenování zboží	Celní sazba Kč
		za 100 kg
ex 40	Brambory, řepa cukrová, řepa krmná (burák) : ex a) brambory : ex 2. od 1. srpna do 31 ledna : <i>Poznámka.</i> Bramborová sáď (brambory k sázení), od 16. září do 15. listopadu, na osvědčení minister- stva zemědělství	15.—
ex 44	Všechny druhy zeleniny (mimo lanýže) a jiné rostliny pro kuchyňskou potřebu, upravené (sušené, stlačené, krá- jené, na prach rozmělněné jinak rozdrobené) : ex a) sušená zelenina, též solená : bramborové vločky	140.—
ex 45	Řepka a podobná semena olejnatá : a) řepka : 1. do 28. února 1934 2. od 1. března 1934	beze cla 35.— do 31. prosince 1934 150.—
46	Mák (též zralé makovice)	27.—
ex 47	Semeno lněné a konopné (semeneček), semena olejnatá, jině nezařaděná : a) semeno lněné a konopné (semeneček)	30.—
48	Semeno hořčičné (též mleté, v sudech)	35.—
ex 49	Semeno jetelové : a) vičenec ex b) jiné : červený jetel bílý jetel	168.— 180.—
50	Semena travní	250.—
		z hrubé váhy
ex 52	Semena výslovně nejmenovaná : semena řepy krmné	110.—
ex 68	Ovce a kozy (též berani, skopci a kozli) : ovce (též berani a skopci)	za kus 22.—
ex 70	Vepřový dobytek : a) vážící do 120 kg ex b) těžší než 120 kg : těžší než 120 kg až 130 kg	za 100 kg živé váhy { Celní sazba s pří- padnou celní přířá- zkou, obě v nejnižší výměře přípustné podle vl. nař. č. 96/1933 Sb. z. a n.
73	Veškerá drůbež (mimo zvěř pernatou) : ex a) živá : husy b) mrtvá, též vykuchaná, oškubaná neb bez končetin.	za 100 kg 33.60 125.—
ex 75	Ryby, raci sladkovodní, pozemní hlemýžďi, scampi, vše čerstvé : ex b) ostatní : raci sladkovodní	50.—
ex 79	Vejce drůbeží, též žloutek a bílek, tekutý : a) vejce drůbeží	200.—
84	Chlupy, vlasy a žíně veškeré, surové nebo upravené (a to vochlované, vyvařené, barvené nebo mořené, též kade- řené); štětiny	beze cla

Pozycja czeskosłowackiej taryfy celnej	Pojmenování zboží	Stawka celna Kč
		za 100 kg
ex 40	Ziemniaki, buraki cukrowe, buraki pastewne : ex a) ziemniaki : ex 2. od 1 sierpnia do 31 stycznia : <i>Uwaga.</i> Sadzeniaki (ziemniaki do sadzenia), od 16 września do 15 listopada, na podstawie zaświadczeń Ministerstwa Rolnictwa	15.—
ex 44	Jarzyny wszelkiego rodzaju (oprócz trufli) i inne rośliny dla potrzeb kuchennych, przyrządzone (suszone, prasowa- wane, krajane, zmielone lub inaczej rozdrobnione) : ex a) jarzyny suszone, również solone : płatki ziemniaczane	140.—
ex 45	Rzepak i podobne nasiona oleiste : a) rzepak : 1. do 28 lutego 1934 2. od 1 marca 1934	b. c. 35.— do 31. grudnia 1934
46	Mak (także dojrzałe makówki)	150.—
ex 47	Nasiona lnu i konopi (siemię), nasiona oleiste, niepodpa- dające pod inną pozycję : a) nasiona lnu i konopi (siemię)	27.—
48	Nasiona gorczycy (także mielone, w beczkach)	30.—
ex 49	Nasiona koniczyn : a) esparceta ex b) inne : koniczyna czerwona koniczyna biała	35.— 168.— 180.—
50	Nasiona traw	250.— z wagi brutto
ex 52	Nasiona osobno niewymienione : nasiona buraków pastewnych	110.—
ex 68	Owce i kozy (także barany, skopy i kozły) : owce (także barany i skopy)	od sztuki 22.—
ex 70	Trzoda chlewna : a) wagi do 120 kg ex b) wagi powyżej 120 kg : wagi powyżej 120 kg do 130 kg	za 100 kg żywej wagi Stawka celna z ewentualnym celnym dodatkiem, jedno i drugie w najniższym wymiarze, wynikają- cym z rozporządzenia Rządu Nr. 96/1933 Sb. z. a n.
73	Drób wszelki (z wyjątkiem ptactwa dzikiego) : ex a) żywy : gęsi b) bity, także bez wnętrzości, oskubany lub bez kończyn	za 100 kg 33.60 125.—
ex 75	Ryby, raki słodkowodne, ślimaki, scampi, wszystko świeże : ex b) inne : raki słodkowodne	50.—
ex 79	Jaja drobiu, także żółtka i białko, płynne : a) jaja drobiu	200.—
84	Sierść, włosy i wszelkie, surowe lub wyprawione (jak trzepane, wygotowane, barwione lub trawione, także skręcane) ; szczecina	b. c.

Číslo celního sazebníku československého	Pojmenování zboží	Celní sazba Kč
		za 100 kg
ex 85	Peří výslovně nejmenované (též peří drané, pápěrky a brky); péra ozdobná, neupravená :	
	peří výslovně nejmenované (též peří drané, pápěrky a brky)	beze cla
ex 86	Měchýře a střeva, čerstvé, solené nebo sušené ; blány zlato-tepecké ; střevové provazy :	
	měchýře a střeva, čerstvé, solené nebo sušené	18.—
88	Máslo přírodní, čerstvé nebo solené, též přepouštěné	500.—
ex 96	Parafin :	
	ex a) nečistý, také parafinové šupiny :	
	parafin nečistý	80.—
	ex b) jiný :	
	parafin čištěný	100.—
100	Kolomaz :	
	a) s přísadou minerálních olejů nebo minerálních tuků	112.—
	b) jiná	50.—
118	Masité droby	850.—
ex 134	Dříví stavební a užitkové ; korek :	
	ex a) dříví stavební a užitkové, evropské, tvrdé nebo měkké, kulaté, přitesané, řezané pilou nebo jinak ořezávané, štípané, mimo dyhy, bez dalšího opracování, též železniční pražce :	
	ex 1. kulatina loupaná a neloupaná :	
	ex β) z jehličnatých dřevin :	
	důlní dříví	4.—
	ex δ) ostatní :	
	habrová, osyková, topolová a vrbová	beze cla
	ex 2. dříví přitesané, řezané pilou nebo jinak ořezávané, štípané, mimo dyhy, bez dalšího opracování, též železniční pražce :	
	β) sudovina dubová	beze cla
	δ) dříví z jehličnatých dřevin	8.—
	ex ε) dříví dubové, jasanové, jilmové, akátové :	
	dříví dubové	6.—
	ex <i>Poznámky</i> k pol. 134 a) 1—2.	
	ex 1. Dříví brusné a pilařské odřezky, dovážené továrnami k výrobě celulosy, vzdálenými nejvýše 50 km od celní hranice, do množství 650.000 q ročně, na zvláštní povolení, pod dozorem a za podmínek stanovených nařízením :	
	dříví brusné a pilařské odřezky, dovážení továrnami k výrobě celulosy, vzdálenými nejvýše 50 km od celní hranice, do množství 325.000 q ročně, na zvláštní povolení, pod dozorem a za podmínek stanovených nařízením	beze cla
ex 135	Dřevěné uhlí, rašelina a rašelinové uhlí, lignit a kamenné uhlí, koks a všechno pevné palivo uměle z těchto hmot vyrobené :	
	ex a) dřevěné uhlí a rašelina (též brikety z nich) :	
	dřevěné uhlí	15.—
ex 150	Zeminy a látky nerostné, výslovně nejmenované, přírodní, pálené, mleté nebo plavené :	
	ex b) ostatní :	
	dolomit (též pálený)	beze cla

Pozycja czeskosłowackiej taryfy celnej	Nazwa towaru	Stawka celna Kč
		za 100 kg
ex 85	Pierze osobno niewymienione (także pierze darte, szypułki i pióra); pióra ozdobne, niewyprawione : pierze osobno niewymienione (także pierze darte, szypułki i pióra)	b. c.
ex 86	Pęcherze i jelita, świeże, solone lub suszone; błony do klepania złota; liny z żył zwierzęcych : pęcherze i jelita, świeże, solone lub suszone	18.—
88	Masło naturalne, świeże lub solone, też topione	500.—
ex 96	Parafina : ex a) nieoczyszczona, także łuski parafinowe : parafina nieoczyszczona ex b) inna : parafina oczyszczona	80.— 100.—
100	Smar do wozów : a) z dodatkiem mineralnych olejów lub mineralnych tłuszczów b) inny	112.— 50.—
118	Kiełbasy	850.—
ex 134	Drewno budowlane i użytkowe; korek : ex a) drewno budowlane i użytkowe, europejskie, twarde lub miękkie, okrągłe, ciosane, tarte lub inaczej cięte, łupane, oprócz fornierów, bez dalszego obrobienia, także podkłady kolejowe : ex 1. okrągłaki okorowane i nieokorowane : ex β) z drzew iglastych : kopalniaki ex δ) inne : grabowe, osikowe, topolowe i wierzbowe ex 2. drewno ciosane, tarte lub inaczej cięte, łupane, oprócz fornierów, bez dalszego obrobienia, także podkłady kolejowe : β) klepki dębowe δ) drewno z drzew iglastych ex 3) drewno dębowe, jesionowe, wiązowe, akacjowe : drewno dębowe	4.— b. c. b. c. 8.— 6.—
	ex Uwagi do poz. 134 a) 1—2.	
	ex 1. Papierówka i odpadki tartaczne, sprowadzane do wyrobu celulozy przez fabryki, oddalone od granicy celnej najwyżej o 50 km, do ilości 650.000 q rocznie, według specjalnego zezwolenia, pod kontrolą i na warunkach ustalonych rozporządzeniem : Papierówka i odpadki tartaczne, sprowadzane do wyrobu celulozy przez fabryki, oddalone od granicy celnej najwyżej p 50 km. do ilości 325.000 q rocznie, według specjalnego zezwolenia, pod kontrolą i na warunkach ustalonych rozporządzeniem	b. c.
ex 135	Węgiel drzewny, torf i węgiel torfowy, węgiel brunatny i węgiel kamienny, koks i wszelkie stałe paliwo sztucznie z tych materiałów sporządzone : ex a) węgiel drzewny i torf (także brykiety z nich) : węgiel drzewny	15.—
ex 150	Ziemie i materiały mineralne, osobno niewymienione, naturalne, palone, mielone lub szlamowane : ex b) inne : dolomit (także palony)	b. c.

Číslo celního sazebníku československého	Pojmenování zboží	Celní sazba Kč
172 ex 173	Ozokerit (zemní vosk, skalní vosk), surový Terpentýn, olej terpentýnový, olej smolný (pryskyřičný) ; surový olej jantarový, z rohu a kaučukový, pak oleje řady benzolové z kamenouhelného dehtu ; ptačí lep :	za 100 kg beze cla
ex Poznámka za saz. tř. XXI.	ex b) ostatní : terpentýn, olej terpentýnový Minerální oleje, dovážené rafineriemi minerálních olejů k dalšímu průmyslovému zpracování destilací nebo rafi- nací na zvláštní povolení, za podmínek stanovených nařízením :	beze cla
ex 183	c) benzin surový saz. čís. 177 d) destilát petrolejový saz. čís. 177 e) destilát mazacích olejů saz. čís. 178 f) parafinový olej saz. čís. 177 a 178 a zbytky destilace minerálních olejů saz. čís. 179	20.— z vlastní váhy 15.— z vlastní váhy 20.— z vlastní váhy 1.— z vlastní váhy
ex Poznámky.	Bavlněná příze jednoduchá, surová : a) do čís. 12 po anglicku b) přes čís. 12 až čís. 29 po anglicku c) přes čís. 29 až čís. 50 po anglicku d) přes čís. 50 až čís. 70 po anglicku	126.— 171.— 297.— 456.—
ex 202	1. Bavlněná příze útková, jednoduchá, surová, ve způsobě potáčů na krátkých nebo prostupujících cívkách, které nejsou přes 13 cm dlouhé a přes 22 mm tlusté, dovážená na dovolovací list pro tkalcovny látek polohedvábných, pod dozorem a za podmínek stanovených nařízením : z c) přes čís. 29 až čís. 50 po anglicku. z d) přes čís. 50 až čís. 70 po anglicku. ex 2. Jednoduchá surová příze bavlněná, dovážená na do- volovací list, k výrobě tylu, záclon, výšivek a krajek, pod dozorem a za podmínek stanovených nařízením : z c) přes čís. 29 až čís. 50 po anglicku. z d) přes čís. 50 až čís. 60 po anglicku.	207.— 336.— 207.— 336.—
282	Len, konopí, juta a jiná výslovně nejmenovaná přediva rostlinná, vesměs surové, močené (rosené), třené, vochlou- vané, bílé, barvené a jich odpadky : len	beze cla
	Zboží košíkářské (též z vrbového proutí upletené) : a) obyčejné (hrubé koše k balení, nůše, košatiny, koše na prádlo, vrše a podobné věci) z neoloupaných neb oloupaných prutů atd., nemořené, nebarvené, nepo- kostované, nelakované, též spojené se dřevem, železem nebo obecnými kovy b) jemné, t. j. všecko ostatní zboží, pokud nepatří do položky c), též spojené s obyčejnými nebo jemnými hmotami c) velmi jemné, t. j. zboží spojené s velmi jemnými hmotami	120.— 1,200.— 3,120.—

Pozycja czeskosłowackiej taryfy celnej	Nazwa towaru	Stawka celna Kč
172 ex 173	Ozokeryt (wosk ziemny, wosk skalny), surowy Terpentyna, olej terpentynowy, olej smołowy (żywiczny); surowy olej bursztynowy, rogowy i kauczukowy, następnie oleje grupy benzolowej ze smoły z węgla kamiennego; lep na ptaki: ex b) inne:	za 100 kg b. c.
ex Uwaga po grupie tar. XXI.	terpentyna, olej terpentynowy Oleje mineralne, przywożone przez rafinerje olejów mine- ralnych celem dalszej przemysłowej przeróbki przez destylację lub rafinowanie za specjalnem pozwoleniem, na warunkach ustalonych rozporządzeniem: c) benzyna surowa z poz. 177 d) destylat naftowy z poz. 177 e) destylat olejów smarowych z poz. 178 f) olej parafinowy z poz. 177 i 178 oraz pozostałości z destylacji olejów mineralnych z poz. 179	b. c. 20.— z własnej wagi 15.— z własnej wagi 20.— z własnej wagi 1.— z własnej wagi
ex 183	Przędza bawełniana pojedyncza, surowa: a) do Nr. 12 numeracji angielskiej b) powyżej Nr. 12 do Nr. 29 numeracji angielskiej c) powyżej Nr. 29 do Nr. 50 numeracji angielskiej d) powyżej Nr. 50 do Nr. 70 numeracji angielskiej	126.— 171.— 297.— 456.—
ex Uwagi.	1. Przędza bawełniana wątkowa, pojedyncza, surowa, w kształcie zwojów, na krótkich lub przechdzących na wylot cewkach, długości nie większej niż 13 cm i grubości nie większej niż 22 mm, przywożona na podstawie ze- zwoleń dla tkalni tkanin półjedwabnych, pod kontrolą i na warunkach ustalonych rozporządzeniem: z c) powyżej Nr. 29 do Nr. 50 numeracji angielskiej z d) powyżej Nr. 50 do Nr. 70 numeracji angielskiej ex 2. Przędza bawełniana pojedyncza surowa, przywożona na podstawie zezwoleń, do wyrobu tiulu, franek, haftów i koronek, pod kontrolą i na warunkach ustalonych roz- porządzeniem: z c) powyżej Nr. 29 do Nr. 50 numeracji angielskiej z d) powyżej Nr. 50 do Nr. 60 numeracji angielskiej	207.— 336.— 207.— 336.—
ex 202	Len, konopie, juta i inne osobno niewymienione przedziwo roślinne, wszystko surowe, moczone (roszone), miedlone, trzepane, bielone, barwione i ich odpadki: len	b. c.
282	Wyroby koszykarskie (też plecione z prętów wierzbowych): a) pospolite (grube kosze do pakowania, kosze do noszenia, półkosze do wozów, kosze do bielizny, kosze do łowienia ryb itp.) z nieokorowanych lub okorowanych prętów itd., niebejcowane, niebarwione, niepokostowane, nie- lakierowane, też w połączeniu z drzewem, żelazem lub pospolitemi metalami b) kosztowne, t. j. wszelkie inne wyroby, o ile nie pod- padają pod p. c), też w połączeniu z pospolitemi lub kosztownymi materiałami c) bardzo kosztowne, t. j. wyroby w połączeniu z bardzo kosztownymi materiałami	120.— 1.200.— 3.120.—

Číslo celního sazebníku československého	Pojmenování zboží	Celní sazba Kč
ex 287	Papír balicí, váží-li čtvereční metr aspoň 30 gramů : ex a) nebarvený : jednostranně hlazený	za 100 kg 90.— z hrubé váhy
ex 296	Papír výslovně nejmenovaný : ex a) hladký :	
ex 300	I. novinový papír tiskařský v kotoučích	84.—
	Zboží z papíru, lepenky nebo papíroviny, výslovně nejmenované : ex a) z papíroviny, lepenky, papíru, mimo z papíru čísla 290 b), 294 a 296 c) : ex 3. ostatní : papír cigaretový, upravený k přímému použití (v knížkách a pod.) ; dutinky cigaretové ; cívky a dutinky k navíjení příze ex b) z papíru nebo s papírem čísla 290 b), 294 a 296 c), potom všechno zboží s obrázky nebo s malbami : ex 2. ostatní : papír cigaretový, upravený k přímému použití (v knížkách a pod.) ; dutinky cigaretové	350.— 720.—
	<i>Poznámka</i> k saz. čís. 298, 299 a 300. Oznámení, plakáty a brožury, doporučující návštěvu polských turistických míst, lázní nebo propagující cizinecký ruch v Polsku výbec, projednávají se bez ohledu na rozsah anonční části beze cla podle saz. čís. 647.	
ex 344	Technické potřeby : ex d) technické potřeby výslovně nejmenované, z vydělané nebo surové kůže, jako kapsy k transportérům, babky stavové, ozubená kola, manšety, kotouče a kruhy těsnící a pod. : řemínky k rozdělovači rouna	1,310.—
ex 350	Vlysy, obruby, příčky a výplně, hoblované, jakož i parkety (desky klížené, nebo jinak spojené) ; vše ani dyhované ani vykládané : ex a) surové :	50.—
ex 351	Dyhy, jakož i desky ze sklížených dyh : ex a) nevykládané : I. surové	105.—
ex 361	Zboží výslovně nejmenované z jiných surovin soustružnických a řezbářských než ze dřeva : ex d) z pravého nebo napodobeného jantaru, gagatu, též spojené s obyčejnými, jemnými nebo s jinými velmi jemnými hmotami : z pravého jantaru, též spojené s obyčejnými, jemnými nebo s jinými velmi jemnými hmotami	2,500.—
ex 370	Duté sklo obyčejné, t. j. nebroušené, nevzorkované, nezabroušené, nelisované : ex a) přírodní barvy, nikoli však bílé : balony o obsahu 25 až 65 litrů	65.— z hrubé váhy

Pozycja czeskosłowackiej taryfy celnej	Nazwa towaru	Stawka celna Kč
ex 287	Papier do pakowania, którego metr kwadratowy waży najmniej 30 g : ex a) niebarwiony : gładzony jednostronnie	za 100 kg 90.— z wagi brutto
ex 296	Papier osobno niewymieniony : ex a) gładki :	84.—
ex 300	Wyroby z papieru, papy lub masy papierowej, osobno niewymienione : ex a) z masy papierowej, papy, papieru, oprócz z papieru z pozycji 290 b), 293 i 296 c) : ex 3. inne : bibułka papierosowa, przystosowana do użytku (w książeczkach itp.) ; tutki do papierosów ; cewki i tutki do nawijania przędzy ex b) z papieru lub z papierem z poz. 290 b), 294 i 296 c), oraz wszelkie wyroby z rysunkami lub malowidłami : ex 2. inne : bibułka papierosowa, przystosowana do użytku (w książeczkach itp.) ; tutki do papierosów	350.— 720.—
	<i>Uwaga</i> do poz. 298, 299 i 300. Ogłoszenia, plakaty i broszury, zachęcające do zwiedzania polskich turystycznych lub kąpielowych miejscowości, lub dotyczące propagandy ruchu cudzoziemskiego w Polsce w ogólności, podlegają odprawie bez cła, bez względu na objętość części ogłoszeniowej, według poz. 647.	
ex 344	Przybory techniczne : ex d) przybory techniczne osobno niewymienione, ze skóry wyprawionej lub surowej, jak kubły przenośnikowe, gońce czółenkowe, koła zębate, manszety, pierścienie i tarcze uszczelniające itp. : rzemyki rozdzielcze	1.310.—
ex 350	Fryzy, krawędzie, poprzeczki oraz wypełnienia, heblowane, jak również tafle posadzkowe (płyty skleione lub inaczej połączone) ; wszystko nieformierowane i nieinkrustowane : ex a) surowe :	50.—
ex 351	Fornierzy, jak również płyty z klejonych fornierów : ex a) nieinkrustowane : I. surowe	105.—
ex 361	Wyroby osobno niewymienione z materiałów tokarskich i rzeźbiarskich, innych niż drewno : ex d) z prawdziwego lub naśladownictwa bursztynu, gagatu, również w połączeniu z pospolitemi, kosztownymi lub innymi bardzo kosztownymi materiałami : z prawdziwego bursztynu, również w połączeniu z pospolitemi, kosztownymi lub innymi bardzo kosztownymi materiałami	2.500.—
ex 370	Dęte szkło zwyczajne, t. j. nieszlifowane, bez deseni, z nieoszlifowanymi częściami, nieprasowane : ex a) barwy naturalnej, jednakże nie białe : balony o pojemności od 25 do 65 litrów	65.— z wagi brutto

Číslo celního sazebníku československého	Pojmenování zboží	Celní sazba Kč
399	Cement	za 100 kg 16.20
ex 467	Mykací povlaky všeho druhu; tkalcovské paprsky a zuby na tkalcovské paprsky, též ve svazcích nebo v kotoučích; drátěné tkalcovské nitěnky; drátěná nebo plechová ouška k nitěnkám (maillons); mykací povlaky všeho druhu	1,200.—
ex 488	Obecné kovy, surové, staré přelámané nebo v odpadcích: a) olovo, též slitiny olova s antimonem, arsenem, cínem nebo zinkem ex c) zinek, též slitiny zinku s olovem nebo cínem: surový zinek	14.40 24.—
ex 491	<i>Poznámka.</i> Zinkové odpadky na zvláštní povolení za podmínek stanovených nařízením	beze cla
ex 492	Plechý a desky (válcované, vykované), dále neopracované: c) zinkové	130.—
ex 597	Plechý a desky, hloubené nebo dirkované: c) zinkové	180.—
ex 598	Kysličníky a zásady, výslovně jmenované: ex g) zinková běloba (kysličník zinečnatý bílý); zinková šed' (nečistý kysličník zinečnatý, šedý); zinková běloba (kysličník zinečnatý bílý)	144.—
ex 600	Kyseliny výslovně jmenované: ex c) kyselina sírová (monohydrát kyseliny sírové): i. komorová (anglická, nedýmavá)	18.20 do 31. prosince 1934
ex 617	Sloučeniny vápníku, strontia, barya a hořčíku, výslovně jmenované: m) dusíkaté vápno (kalciumcyanamid)	30.— do 31. prosince 1934
ex 621	Fosfáty kyselinami rozložené (superfosfáty)	14.— do 31. prosince 1934
ex 653	Plyny zkapalněné, výslovně nejmenované: kysličník siřičitý (kyselina siřičitá)	39.—
ex 654	Otruby (též mandlové); rýžové odpadky; sladový květ; plevy; tuhé zbytky po výrobě mastných olejů, též mleté; výpalky, pomeje; vyloužené řepné řízky: ex b) ostatní: otruby pšeničné a žitné; vyloužené řepné řízky	beze cla
ex 654	Mláto a matoliny: ex b) jiné: pevné zbytky bramborové po výrobě škrobu (sušené bramborové zdrtky)	beze cla

Pozycja czeskosłowackiej taryfy celnej	Nazwa towaru	Stawka celna Kč
399 ex 467	Cement Gremple wszelkiego rodzaju ; zgrzebła tkackie i zęby do zgrzebeł tkackich, również w wiązках lub rolach ; niciel- nice tkackie druciane ; przewodniki nitek (maillons) :	za 100 kg 16.20
ex 488	gremple wszelkiego rodzaju Metale pospolite, surowe, stare połamane lub w odpadkach : a) ołów, również stopy ołowiu z antymonem, arsenem, cyną lub cynkiem ex c) cynk, również stopy cynku z ołowiem lub cyną : cynk surowy	1.200.— 14.40 24.—
	<i>Uwaga.</i> Cynkowe odpadki za specjalnem zezwoleniem na warunkach ustanowionych rozporządzeniem	b. c.
ex 491	Blachy i płyty (walcowane, kute), bez dalszej obróbki :	
	c) cynkowe	130.—
ex 492	Blachy i płyty, wyginane lub dziurkowane :	
	c) cynkowe	180.—
ex 597	Tlenki i zasady, specjalnie wymienione : ex g) biel cynkowa (tlenek cynku biały) ; szarzeń cyn- kowy (nieczysty tlenek cynku, szary) : biel cynkowa (tlenek cynku biały)	144.—
ex 598	Kwasy specjalnie wymienione : ex c) kwas siarkowy (monohydrat kwasu siarkowego) : i. niedymiący (angielski)	18.20 do 31. grudnia 1934
ex 600	Połączenia wapnia, strontu, barytu i magnezu, specjalnie wymienione : m) azotniak (kalciumcyanamid)	30.— do 31. grudnia 1934
ex 617	Fosfaty rozłożone kwasami (superfosfaty)	14.— do 31. grudnia 1934
ex 621	Gazy skroplone, osobno niewymienione :	
	dwutlenek siarki (bezwodnik kwasu siarkawego)	39.—
ex 653	Otręby (także migdałowe) ; odpadki ryżowe ; kielki słodowe ; plewy ; pozostałości stałe przy wyrobie olejów tłuszczo- wych, także mielone ; wywar, pomyje ; wyługowane wysłodki buraczane : ex b) inne :	
	otręby pszeniczne i żytnie ; wyługowane wysłodki buraczane	b. c.
ex 654	Wytłoki i wytłoczyny : ex b) inne : stałe pozostałości ziemniaczane przy produkcji krochmalu (suszona pulpa ziemniaczana)	b. c.

PŘÍLOHA B K ČLÁNKU X.

LISTINA B

SMLUVNÍ CLA PŘI DOVOZU DO CELNÍHO ÚZEMÍ POLSKÉHO.

Sazební číslo polského celního sazebníku	Označení zboží	Celní sazba za 100 kg Zl
35	Slad, kromě uvedeného v saz. čís. 76, 77	10.— Pro roční množství = 80.18 % dovozu sladu z Českoslo- venska do Polska v r. 1931 podle polské statistiky, t. j. pro 12.500 q.
51/1	Do tohoto sazebního čísla patří slad připravený zlaté barvy, t. zv. barevný, dovážený pivovary k výrobě piva na základě osvědčení Svazu polských pivovarů ve Varšavě. Chmel	200.— Pro roční množství = 74.63 % dovozu chmele z Českoslo- venska do Polska v r. 1931 podle polské statistiky, t. j. pro 500 q.
57	Vinné hrozny, čerstvé — v balení : 1. více než 5 kg od 1. IX. do 30. XI 2. 5 kg a méně od 1. IX. do 30. XI	45.— 78.—
77 ex 2	Pražný a nemletý slad, dovážený pivovary k výrobě piva na základě osvědčení Svazu polských pivovarů ve Varšavě	15.— Pro roční množství = 2.56 % dovozu sladu z Českoslo- venska do Polska v r. 1931 podle polské statistiky, t. j. pro 400 q.
128/2	a) Brynza b) tvarůžky (olomoucké)	30.— 15.—
137 ex 2 b)	Do tohoto sazebního čísla a položky patří umělá střeva vyrobená z želatiny, viskosy a pod. náhražek a budou proclívána celní sazbou	300.—
ex 159/2 162	Živec mletý Kameny stavební, kromě zvlášť jmenovaných : 1. zhruba osekané, ve formě bloků a desek, neotesané, neopilované. 2. bloky, desky, — opilované nebo otesané ve celku neb jen částečně, kromě zvlášť jmenovaných, o síle : a) nad 15 cm b) 15 cm a méně	2.30 0.50 1.— 3.—

ZAŁĄCZNIK B DO ART. X.

LISTA B

CŁA KONWENCYJNE PRZYWOZOWE DO OBSZARU CELNEGO POLSKIEGO.

Pozycja taryfy celnej polskiej	Nazwa towaru	Cło od 100 kg złotych
35	Słód, oprócz objętego poz. 76, 77 To tej pozycji zalicza się słód podprażony koloru złotostego, t. zw. barwiony, sprowadzany przez browary do wyrobu piwa na zasadzie zaświadczeń Związku Browarów Polskich w Warszawie.	10.— Dla ilości rocznej = 80,18 % przywozu słodu z Czechosłowacji do Polski w r. 1931 według statystyki polskiej, j. dla 12.500 q.
51 p. 1	Chmiel	200.— Dla ilości rocznej = 74,63 % przywozu chmielu z Czechosłowacji do Polski w r. 1931 według statystyki polskiej, t. j. dla 500 q.
57	Winogrona świeże w opakowaniu : p. 1. powyżej 5 kg w terminie od 1. IX. do 30. XI	45.—
77 z p. 2	p. 2. 5 kg i mniej w terminie od 1. IX. do 30. XI Słód palony i nierozdrobniony, sprowadzany przez browary do wyrobu piwa na zasadzie zaświadczeń Związku Browarów Polskich w Warszawie	78.—
128 p. 2	a) Bryndza	15.— Dla ilości rocznej = 2,56 % przywozu słodu z Czechosłowacji do Polski w r. 1931 według statystyki polskiej, t. j. dla 400 q.
137 z p. 2 b)	b) serki ołomunieckie (kwargle) Według tego punktu i podpunktu podlegają cłu jelita sztuczne, wykonane z żelatyny, wiskozy i tp. namiastek, ze stawką	30.— 15.—
z 159 p. 2	Skaleń mielony	300.—
162	Kamienie budowlane, oprócz osobno wymienionych : p. 1. z gruba obtłuczone, w kształcie brył i płyt bez obciosania, opiłowania p. 2. bloki, płyty, — opiłowane lub obciosane w całości lub tylko częściowo, oprócz osobno wymienionych, grubości : a) powyżej 15 cm b) 15 cm i mniej	2.30 0.50 1.— 3.—

Sazební číslo polského celního sazebníku	Označení zboží	Celní sazba za 100 kg Zł
	3. stupně na schody všech rozměrů	2.—
	4. desky na chodníky a okraje k chodníkům všech rozměrů	1.50
	5. kostky a poloviční kostky dlažební	1.—
ex 165/3	Mletý křemen	2.30
171 ex 2	Tuha mletá, též zcelená v hrudkách	5.—
ex 175	Minerální bahno píšťanské nebo trenčansko-teplické :	
	1. nad 50 kg	7.—
	2. 50 kg a méně v původním balení s váhou bezprostředního obalu	15.—
177 ex I a) II	Železné rudy s obsahem železa 50% a méně přes celní úřad Zebrzydowice	
		beze cla pro roční kontingent = 100.000 q.
185	Odbarvovací rostlinné uhlí	12.— do 31. prosince 1934
224	Tuky na vydělávání koží	15.—
229/2	Macesy	60.—
ex 236/1	Přírodní malinová a višňová šťáva bez cukru, též v sudech, spolu s váhou bezprostředního obalu	52.—
269	Minerální vody :	
	ex 1. tyto vody léčivé :	
	Karlovy Vary ze zřídél : Vřídlo, Mlýnský pramen, Zámecký pramen, Tržní pramen, Sadový pramen, Skalní pramen ; Mariánské Lázně ze zřídél : Mariánsko-lázeňské minerální prameny, zřídla s Glauberovou solí, Křížovka a Ferdinandův pramen, Alkalicko-salinická Lesní pramen, zemitá kyselka Rudolfka, železitá kyselka Ambrožka ; Šaratice ; Luhačovice ; Poděbrady ; Bilina	6.—
ex 272/1	2. vody jiné	52.—
	Pivo pšeničné v sudech, v soudkách z dřeva, železa, ocele	18.—
337 ex 2	Kyselina citronová	220.—
346	Sírouhlík	1.30
ex 356	Tresti ovocné	do 31. prosince 1934 280.—
ex 382	Přírodní léčebné minerální soli ze zřídél v Karlových Varech, Mariánských Lázních a v Darkově v původním balení :	
	1. nedosované	80.—
ex 383	2. dosované	600.—
	Hotové kompresy z bavlněných tkanin, též šité, naplněné bahnem píšťanským nebo trenčansko-teplickým — v původním balení	90.—
388/2	Gázy, obvazy, — sterilisované	600.—
	Do tohoto čísla sazebního i položky patří též menstruační pásky (tampony), rovněž nesterilisované, s celní sazbou	550.—
389/2	Gázy, obvazy, — napuštěné léčebnými prostředky	800.—
418	Upravené barvy tiskařské, litografické a k jiným účelům grafickým i k rozmnožování :	
	1. čern, balená :	
	a) více než 75 kg	80.—
	b) 75 kg a méně	160.—

Pozycja tarify celnej polskiej	Nazwa towaru	Cio od 100 kg złotych
	p. 3. stopnie na schody wszelkich wymiarów.	2.—
	p. 4. płyty i krawężniki na chodniki wszelkich wymiarów	1.50
	p. 5. kostki i półkostki brukowe	1.—
z 165 p. 3	Krzemień mielony.	2.30
171 z p. 2	Grafit zmielony, również zespolony w grudki	5.—
z 175	Szlamy mineralne z Piszczan, Trenczyńskich Teplic w opakowaniu :	
	p. 1. powyżej 50 kg	7.—
	p. 2. 50 kg i mniej w oryginalnem opakowaniu z bezpośredniem opakowaniem	15.—
177 z p. I a) II	Rudy żelazne o zawartości żelaza 50% i mniej, sprowadzane przez urząd celny Zebrzydowice	b. c. dla kontyngentu rocznego = 100.000 q. 12.— do 31 grudnia 1934
185	Węgiel aktywowany	15.—
224	Tłuszcze garbarskie	60.—
229 p. 2	Mace	52.—
z 236 p. I	Sok naturalny malinowy i wiśniowy bez cukru, również w beczkach, łącznie z wagą bezpośredniego opakowania	
269	Wody mineralne :	
	z p. 1. wody lecznicze :	
	Karlovy Vary ze źródeł: Vřídlo, Mlýnský pramen, Skalní pramen; Mariánské Lázně ze źródeł: Mariánsko-lázeňské minerální prameny, Zřídla s Glauberovou solí, Křížovka a Ferdinandův pramen, Alkalicko-salinická kyselka Lesní pramen zemitá, kyselka Rudolfka, železitá kyselka Ambrožka; Šaratica; Luhačovice; Poděbrady; Bilina	6.—
	p. 2. wody inne	52.—
z 272 p. I	Piwo pilzeńskie w beczkach, beczułkach z drewna, żelaza, stali	18.—
337 z p. 2	Kwas cytrynowy	220.—
346	Siarczek węgla	1.30 do 31 grudnia 1934
z 356	Estry owocowe	280.—
z 382	Sole lecznicze mineralne naturalne ze źródeł w Karlových Varech, Mariánských Lázních i Darkově w opakowaniu oryginalnem :	
	p. 1. niedawkowane	80.—
	p. 2. dawkowane	600.—
z 383	Gotowe kompresy z tkanin bawełnianych, również szyte, napełnione szlamiem z Piszczan lub z Trenczyńskich Teplic, — w opakowaniu oryginalnem	90.—
388 p. 2	Gazy, bandaże, — wyjałowione	600.—
	Według tej pozycji i tego punktu podlegają cłu tampony-poduszczki menstruacyjne, chociażby niewyjałowione, ze stawką	550.—
389 p. 2	Gazy, bandaże, — nasycone środkami leczniczymi	800.—
418	Przyrządzone farby drukarskie, litograficzne i do innych celów graficznych oraz do powielania :	
	p. 1. czarne farby w opakowaniu :	
	a) powyżej 75 kg	80.—
	b) 75 kg i mniej	160.—

Sazební číslo polského celního sazebníku	Označení zboží	Celní sazba za 100 kg Zł
ex 423 ex 3 426 459	2. jiné barvy : a) neobsahující organického barviva b) obsahující organická barviva Laky z derivátů celulosy Třísloviny syntetické tekuté i těstovité Prostředky k čištění, k mazání, leštění a broušení, — vše s příměsí tuku, vosku, mýdla a pod. — pasty na obuv :	200.— 300.— 340.— 25.—
ex 462 465	I. v jakémkoli balení, vyjma tuby : a) více než 2 kg : I. černé pasty na obuv II. ostatní b) 2 kg a méně s váhou bezprostředního obalu : I. černé pasty na obuv II. ostatní Smola pivovarská Glazura na kávu v balení :	70.— 125.— 90.— 150.— 20.—
469/2 488	I. více než 2 kg 2. 2 kg a méně s váhou bezprostředního obalu Klíž z kostí, koží a j. odpadků zvířecích Umělé hmoty plastické vyrobené na podkladě kaseinovém, želatinovém, škrobovém, fenolovém, močovinnovém, for- malinovém a pod, jako galalit, bakelit, trollit a pod. :	30.— 30.— 40.—
	I. bakelit : b) v blocích, plátech, listech, prutech, rourách : I. neopracovaných II. broušených, leštěných, kližených, s vytisknutým vzorem	100.— do 31. prosince 1934 120.— do 31. prosince 1934
	2. jiné umělé hmoty plastické : b) v blocích, plátech, listech, prutech, rourách : I. neopracovaných II. broušených, leštěných, lepených, s vytisknutým vzorem	100.— do 31. prosince 1934 120.— do 31. prosince 1934
497 499	Kůže tvrdé, vydělané na podešve, řemeny, stelky : 3. celé, půlky, nebo části, kromě zvlášť jmenovaných, — činěné : a) tříslem rostlinným b) minerální soli 4. hřebety, krupony, — činěné : a) látkami rostlinnými b) minerální soli Juchty : I. přírodní barvy, černěné, rovněž hráškované : a) v celku, v půlkách : I. černěné nehráškované II. přírodní barvy, také hráškované, černěné hráš- kované b) výkrojky, kusy : I. černěné nehráškované II. přírodní barvy, také hráškované, černěné hráš- kované	210.— 235.— 250.— 275.— 140.— 170.— 170.— 200.—

Pozycja taryfy celnej polskiej	Nazwa towaru	Cło od 100 kg złotych
	p. 2. inne :	
	a) niezawierające barwnika organicznego	200.—
	b) zawierające barwnik organiczny	300.—
z 423 z p. 3	Lakiery z pochodnych celulozy	340.—
426	Garbniki syntetyczne płynne i ciastowate	25.—
459	Środki do czyszczenia, smarowania, polerowania i szlifowania, — wszystko z domieszką tłuszczu, wosku, mydła i t p.; pasty do obuwia :	
	p. 1. we wszelkiem opakowaniu, oprócz tubek :	
	a) powyżej 2 kg :	
	I. czarna pasta do obuwia	70.—
	II. wszystko inne	125.—
	b) 2 kg i mniej z bezpośrednim opakowaniem :	
	I. czarna pasta do obuwia	90.—
	II. wszystko inne	150.—
z 462	Smola dla piwowarstwa	20.—
465	Glazura do kawy w opakowaniu :	
	p. 1. powyżej 2 kg	30.—
	p. 2. 2 kg i mniej z bezpośrednim opakowaniem	30.—
469 p. 2	Klej z kości, skór i innych zwierzęcych odpadków	40.—
488	Materiały plastyczne sztuczne na podstawie kazeiny, żelatyny, krochmalu, fenoli, mocznika, formaliny i t. p., jak galalit, bakelit, trolit i t. p. :	
	p. 1. bakelit :	
	b) w blokach, płytach, arkuszach, prętach, rurach :	
	I. nieobrobionych	100.—
	II. szlifowanych, polerowanych, sklejaných, z wyciętym wzorem	120.—
	p. 2. inne :	
	b) w blokach, płytach, arkuszach, prętach, rurach :	
	I. nieobrobionych	100.—
	II. szlifowanych, polerowanych, sklejaných, z wyciętym wzorem	120.—
497	Skóry twarde wyprawione na podeszwy, pasy, brandzle :	
	p. 3. w całości, połówkach lub częściach, oprócz osobno wymienionych, — wyprawy :	
	a) roślinnej	210.—
	b) mineralnej	235.—
	p. 4. w słupcach, kruponach, — wyprawy :	
	a) roślinnej	250.—
	b) mineralnej	275.—
499	Juchty :	
	p. 1. koloru naturalnego, czernione, chociażby groszkowane :	
	a) w całości, połówkach :	
	I. czernione niegroszkowane	140.—
	II. koloru naturalnego, chociażby groszkowane, czernione groszkowane	170.—
	b) w wykrojach, kawałkach :	
	I. czernione niegroszkowane	170.—
	II. koloru naturalnego, chociażby groszkowane, czernione groszkowane	200.—

Sazební číslo polského celního sazebníku	Označení zboží	Celní sazba za 100 kg Zł
	2. barevné, též veškeré s vytlačeným vzorkem :	
	a) v celku, v půlkách	280.—
	b) výkrojky, kusy	350.—
502	Kůže hlazenicová :	
	1. celé, půlky	270.—
	2. výkrojky, kusy	300.—
503	Kůže činěné látkami rostlinnými, kromě zvlášť jmenovaných, přírodní barvy nebo černěné, též s vytlačeným vzorkem :	
	1. celé, půlky, ve váze celé kůže :	
	a) více než 2 kg	600.—
	b) 2 kg. a méně	1,300.—
	2. výkrojky, kusy	1,500.—
504	Kůže činěné rostlinnými látkami, kromě zvlášť jmenovaných, barvené, též s vytlačeným vzorem :	
	1. celé, půlky, ve váze celé kůže :	
	a) více než 2 kg	900.—
	b) 2 kg a méně	1,600.—
	2. výkrojky, kusy	1,800.—
505	Kůže činěné minerální solí, kromě zvlášť jmenovaných, přírodní barvy, černěné :	
	1. celé, půlky, ve váze celé kůže :	
	a) více než 1.2 kg	850.—
	b) 1.2 kg a méně	1,250.—
	2. výkrojky, kusy	1,450.—
506	Kůže činěné minerální solí, kromě zvlášť jmenovaných, barevné :	
	1. celé, půlky, ve váze celé kůže :	
	a) více než 1.2 kg	1,000.—
	b) 1.2 kg a méně	1,400.—
	2. výkrojky, kusy	1,600.—
553	Obuv juchtová, z kraviny, barvy přírodní neb černěná, váží-li pár :	
	2. výše 800 g do 1200 g	900.—
	3. 800 g a méně	1,100.—
554	Obuv z kůže chromové, váží-li pár :	
	1. více než 900 g	1,000.—
	2. výše 600 g do 900 g	1,400.—
	3. 600 g a méně	1,500.—
555	Obuv z kůže kamzičí, ševrové, ševretu nebo imitace kůže kamzičí, váží-li pár :	
	1. více než 600 g	1,200.—
	2. výše 405 g do 600 g	1,500.—
	3. 450 g a méně	1,600.—
556	Obuv kožená zvlášť nejmenovaná :	
	1. laková černá, váží-li pár :	
	a) výše 750 g	1,400.—
	b) 750 g a méně	1,500.—
	2. A jiná, než uvedená pod saz. čís. 554 a 555 — s raženým vzorkem, váží-li pár :	
	a) více než 900 g	1,400.—
	b) výše 600 g do 900 g	1,500.—
	c) 600 g a méně	1,600.—

Pozycja taryfy celnej polskiej	Nazwa towaru	Cło od 100 kg złotych
	p. 2. kolorowe oraz wszelkie z wyciśniętym deseniem :	
	<i>a)</i> w całości, połówkach	280.—
	<i>b)</i> w wykrojach, kawałkach	350.—
502	Skóry blankowe :	
	p. 1. w całości, połówkach	270.—
	p. 2. w wykrojach, kawałkach	300.—
503	Skóry wyprawy roślinnej, oprócz osobno wymienionych, naturalnego koloru lub czernione, chociażby z wyciśnię- tym deseniem :	
	p. 1. w całości, połówkach, wagi w całej skórze :	
	<i>a)</i> powyżej 2 kg	600.—
	<i>b)</i> 2 kg i mniej	1,300.—
	p. 2. w wykrojach, kawałkach	1,500.—
504	Skóry wyprawy roślinnej, oprócz osobno wymienionych, kolorowe, chociażby z wyciśniętym deseniem :	
	p. 1. w całości, połówkach, wagi w całej skórze :	
	<i>a)</i> powyżej 2 kg	900.—
	<i>b)</i> 2 kg i mniej	1,600.—
	p. 2. w wykrojach, kawałkach	1,800.—
505	Skóry wyprawy mineralnej, oprócz osobno wymienionych, koloru naturalnego, czernione :	
	p. 1. w całości, połówkach, wagi w całej skórze :	
	<i>a)</i> powyżej 1,2 kg	850.—
	<i>b)</i> 1,2 kg i mniej	1,250.—
	p. 2. w wykrojach, kawałkach	1,450.—
506	Skóry wyprawy mineralnej, oprócz osobno wymienionych, kolorowe :	
	p. 1. w całości, połówkach, wagi w całej skórze :	
	<i>a)</i> powyżej 1,2 kg	1,000.—
	<i>b)</i> 1,2 kg i mniej	1,400.—
	p. 2. w wykrojach, kawałkach	1,600.—
553	Obuwie juchtowe, faledrowe, koloru naturalnego lub czar- nego, którego para waży :	
	p. 2. powyżej 800 g do 1.200 g	900.—
	p. 3. 800 g i mniej	1,100.—
554	Obuwie ze skóry chromowej, którego para waży :	
	p. 1. powyżej 900 g	1,000.—
	p. 2. powyżej 600 g do 900 g	1,400.—
	p. 3. 600 g i mniej	1,500.—
555	Obuwie ze skóry gemzowej, chevreaux, chevrette lub imita- cji gemzy, którego para waży :	
	p. 1. powyżej 600 g	1,200.—
	p. 2. powyżej 450 g do 600 g	1,500.—
	p. 3. 450 g i mniej	1,600.—
556	Obuwie skórzane osobno niewymienione :	
	p. 1. lakierowane czarne, którego para waży :	
	<i>a)</i> powyżej 750 g	1,400.—
	<i>b)</i> 750 g i mniej	1,500.—
	p. 2. A. inne, oprócz objętego poz. 554 i 555 z wyci- śniętym deseniem, którego para waży :	
	<i>a)</i> powyżej 900 g	1,400.—
	<i>b)</i> powyżej 600 g do 900 g	1,500.—
	<i>c)</i> 600 g i mniej	1,600.—

Sazební číslo polského celního sazebníku	Označení zboží	Celní sazba za 100 kg Zł
	B obuv z kůže chromové s raženým vzorkem, váží-li pár :	
	a) více než 900 g	1,000.—
	b) výše 600 g do 900 g	1,400.—
	c) 600 g a méně	1,500.—
	C obuv z kůže kamzičí, ševrové, ševretu nebo imitace kůže kamzičí, všechna s raženým vzorkem, váží-li pár :	
	a), b) výše 600 g	1,200.—
	c) I výše 450 g do 600 g	1,500.—
	II 450 g a méně	1,600.—
557	Obuv z tkanin vlněných, bavlněných, lněných, konopných, plstí, — vesměs s koženou podešví, rovněž s dodatkem kůže na svršku :	
	1. z látek vlněných	700.—
	2. jiné	700.—
ex 559/1	Obuv z tkanin hedvábných neb tkanin, jež mají dodatek hedvábí, atlasová	2,500.—
Pozn. 1.	Obuv z různých hmot podléhá clu podle sazebního čísla příslušného pro obuv z materiálu, který převládá na svršku obuvi (bez ohledu na podrážky a podpatky).	
Pozn. 3.	Obuv nálešející do sazebního čísla 553, hráškovaná, vylívá se podle příslušných položek bez přírážky.	
Pozn. 4.	Obuv kožená, rovněž z jiných hmot, kromě gumy, s gumou, plstěnou a pod. podrážkou vylívá se podle přísluš- ného sazebního čísla bez přírážky.	
593	Příze vlněná mykaná, až včetně čís. 33 metricky :	
	1. jednoduchá :	
	a) nebarvená	190.—
	b) bílená, barvená	235.—
	2. skaná :	
	a) nebarvená	210.—
	b) bílená, barvená	250.—
	3. ozdobná :	
	a) nebarvená	260.—
	b) bílená, barvená	300.—
598	Tkaniny vlněné z příze nečesané, váží-li 1 m ² :	
	1. veškeré, kromě potištěných po tkání :	
	a) přes 500 g	935.—
	b) přes 250 do 500 g	1,060.—
	c) 250 g a méně	1,600.—
	2. potištěné po tkání :	
	a) přes 500 g	1,120.—
	b) přes 250 do 500 g	1,270.—
	c) 250 g a méně	1,920.—
599	Tkaniny vlněné z česané příze, váží-li 1 m ² :	
	1. veškeré, kromě potištěných po tkání :	
	a) přejs 500 g	2,200.—
	b) přes 250 do 500 g	2,400.—
	c) 250 g a méně	2,600.—
	2. potištěné po tkání :	
	a) přes 500 g	2,640.—
	b) přes 250 do 500 g	2,880.—
	c) 250 g a méně	3,120.—

Pozycja taryfy celnej polskiej	Nazwa towaru	Cło od 100 kg złotych
	B. Obuwie ze skóry chromowej z wyciśniętym deseniem, którego para waży :	
	a) powyżej 900 g	1,000.—
	b) powyżej 600 g do 900 g	1,400.—
	c) 600 g i mniej	1,500.—
	C. Obuwie ze skóry gemzowej, chevreaux, chevrette lub imitacji gemzy, z wyciśniętym deseniem, którego para waży :	
	a), b) powyżej 600 g	1,200.—
	c) I. powyżej 450 g do 600 g	1,500.—
	II. 450 g i mniej	1,600.—
557	Obuwie z tkanin wełnianych, bawełnianych, lnianych, konopnych, filcu, wołoku, — wszystko z podeszwą skórną, chociażby z dodatkiem skóry na wierzchu :	
	p. 1. z materiałów wełnianych	700.—
	p. 2. inne	700.—
z 559/I	Obuwie z tkanin jedwabnych oraz z materiałów, zawierających domieszkę jedwabiu, atlasowe	2,500.—
Uwaga 1.	Obuwie wykonane z różnych materiałów podlega cłu według pozycji dla obuwia z tego materiału, który zajmuje największą powierzchnię (bez uwzględnienia podeszwy i obcasów).	
Uwaga 3.	Obuwie, objęte poz. 553, z wyciśniętym groszkiem podlega cłu według odpowiednich punktów bez dodatku.	
Uwaga 4.	Obuwie skórzane oraz z innych materiałów, oprócz gumy, z podeszwą gumową, wołokową i t p. podlega cłu według odpowiednich pozycji bez dodatku.	
593	Przędza wełniana zgrzebna Nr. 33 i mniej num. metr. :	
	p. 1. pojedyncza :	
	a) niebarwiona	190.—
	b) bielona, barwiona	235.—
	p. 2. nitkowana :	
	a) niebarwiona	210.—
	b) bielona, barwiona	250.—
	p. 3. ozdobnie nitkowana :	
	a) niebarwiona	260.—
	b) bielona, barwiona	300.—
598	Tkaniny wełniane z przędzy nieczesankowej o wadze 1 m ² :	
	p. 1. wszelkie, oprócz drukowanych po utkaniu :	
	a) powyżej 500 g	935.—
	b) powyżej 250 do 500 g	1,060.—
	c) 250 g i mniej	1,600.—
	p. 2. drukowane po utkaniu :	
	a) powyżej 500 g	1,120.—
	b) powyżej 250 do 500 g	1,270.—
	c) 250 g i mniej	1,920.—
599	Tkaniny wełniane z przędzy czesankowej o wadze 1 m ² :	
	p. 1. wszelkie, oprócz drukowanych po utkaniu :	
	a) powyżej 500 g	2,200.—
	b) powyżej 250 do 500 g	2,400.—
	c) 250 g i mniej	2,600.—
	p. 2. drukowane po utkaniu :	
	a) powyżej 500 g	2,640.—
	b) powyżej 250 do 500 g	2,880.—
	c) 250 g i mniej	3,120.—

Sazební číslo polského celního sazebníku	Označení zboží	Celní sazba za 100 kg Zl
603	Šátky, šály, — vlněné, — žinilkové, tkané	700.—
ex 605	Koberce, běhouny, — vlněné nebo polovlněné : 2. tkané se spodem kobercovým, též veškeré žinilkové : a) nestřižené b) střižené a veškeré žinilkové ex 3. střižené, kromě zvlášť jmenovaných	600.— 1,500.— 2,000.—
608/1	Hydroskopická vata v balení : a) více než 1 kg. b) výše 250 g do 1 kg c) 250 g a méně	260.— 280.— 300.—
611	Příze bavlněná surová : 1. jednoduchá : a) čís. 9 a nižší po anglicku b) přes čís. 9 až 19 po anglicku c) přes čís. 19 až 29 po anglicku d) přes čís. 29 až 38 po anglicku e) přes čís. 38 až 53 po anglicku 2. skané : a) čís. 9 a nižší po anglicku b) přes čís. 9 až 19 po anglicku c) přes čís. 19 až 29 po anglicku d) přes čís. 29 až 38 po anglicku e) přes čís. 38 až 53 po anglicku	90.— 105.— 115.— 125.— 140.— 120.— 145.— 160.— 180.— 225.—
Pozn. 2.	Příze bavlněná bílená, mercerisovaná, barvená, potištěná podléhá clu podle příslušných bodů pro přízi surovou s přírážkou, při čemž použití přírážky vyšší vylučuje použití přírážky nižší : 1. za bílení 2. za mercerisování, hlazení 3. za barvení, potištění	20.— 50.— 60.—
612	Niti bavlněné bílené mercerisované, hlazené, barvené, — k šití, háčkování, vyšívání a pod., v zevnější úpravě pro drobný prodej, váží-li niti včetně cívky, papírové rourky a pod. 70 g a méně s bezprostředním balením : 1. na dřevěných cívkách 2. jiné	360.— 525.—
613	Tkaniny bavlněné surové : 1. váží-li 1 m ² více než 160 g a o hustotě osnovy a útku v 1 cm ² : a) do 40 nití ex 2. váží-li 1 m ² přes 100 do 160 g a o hustotě osnovy a útku v 1 cm ² , s plátňovou vazbou : d) přes 70 nití	200.— 270.—
614	Tkaniny bavlněné bílené : ex 1. váží-li 1 m ² přes 160 g a o hustotě osnovy a útku v 1 cm ² , s plátňovou vazbou : a) do 40 nití b) přes 40 do 55 nití c) přes 55 do 70 nití d) přes 70 nití	230.— 275.— 315.— 360.—

Pozycja taryfy celnej polskiej	Nazwa towaru	Cło od 100 kg złotych
603	Chustki, szale, — wałniane, — szenilowe tkane	700.—
z 605	Dywany, chodniki, — wełniane lub półwełniane : p. 2. ze spodem dywanowym tkane oraz wszelkie szeni- lowe : a) niestrzyżone b) strzyżone oraz szenilowe wszelkie z. p. 3. strzyżone, oprócz osobno wymienionych	600.— 1,500.— 2,000.—
608 p 1	Wata hygroskopijna w opakowaniu : a) powyżej 1 kg b) powyżej 250 g do 1 kg. c) 250 g i mniej	260.— 280.— 300.—
611	Przędza bawełniana surowa : p. 1. pojedyncza : a) Nr. 9 i mniej num. ang. b) powyżej Nr. 9 do 19 num. ang. c) powyżej Nr. 19 do 29 num. ang. d) powyżej Nr. 29 do 38 num. ang. e) powyżej Nr. 38 do 53 num. ang. p. 2. nitkowana : a) Nr. 9 i mniej num. ang. b) powyżej Nr. 9 do 19 num. ang. c) powyżej Nr. 19 do 29 num. ang. d) powyżej Nr. 29 do 38 num. ang. e) powyżej Nr. 38 do 53 num. ang.	90.— 105.— 115.— 125.— 140.— 120.— 145.— 160.— 180.— 225.—
z Uwagi 2.	Przędza bawełniana bielona, merceryzowana, barwiona, drukowana podlega cłu według odpowiednich punktów dla przędzy surowej z dodatkiem, przyczem zastosowanie do- daku wyższego wyklucza zastosowanie dodatku niższego : 1. za bielenie 2. za merceryzowanie, glansowanie 3. za barwienie, drukowanie	20.— 50.— 60.—
612	Nici bawełniane bielone, merceryzowane, glansowane, bar- wione, — do szycia, haftowania, wyszywania itp., w przy- stosowaniu zewnętrznem do detalicznej sprzedaży, o wa- dze nici wraz ze szpulką, kartonem itp. 70 g i mniej z bez- pośredniem opakowaniem : 1. na drewnianych szpulkach 2. inne	360.— 525.—
613	Tkaniny bawełniane surowe : p. 1. o wadze 1 m ² powyżej 160 g i o gęstości osnowy i wątku w 1 cm ² : a) do 40 nitek z p. 2. o wadze 1 m ² powyżej 100 do 160 g i o gęstości osnowy i wątku w 1 cm ² , o splocie płóciennym : d) powyżej 70 nitek	200.— 270.—
614	Tkaniny bawełniane bielone : z p. 1. o wadze 1 m ² powyżej 160 g i o gęstości osnowy i wątku w 1 cm ² , o splocie płóciennym : a) do 40 nitek b) powyżej 40 do 55 nitek c) powyżej 55 do 70 nitek d) powyżej 70 nitek	230.— 275.— 315.— 360.—

Sazební číslo polského celního sazebníku	Označení zboží	Celní sazba za 100 kg Zł
	ex 2. váží-li 1 m ² přes 100 do 160 g a o hustotě osnovy a útku v 1 cm ² , s plátňovou vazbou : <ul style="list-style-type: none"> a) do 40 nití 290.— b) přes 40 do 55 nití 290.— c) přes 55 do 70 nití 320.— d) přes 70 nití 370.— 	
	3. váží-li 1 m ² přes 60 do 100 g a o hustotě osnovy a útku v 1 cm ² : <ul style="list-style-type: none"> a) do 55 nití 500.— b) přes 55 do 70 nití 520.— c) přes 70 do 85 nití 600.— d) přes 85 nití 500.— 	
615	Tkaniny bavlněné barvené, mercerisované : <ul style="list-style-type: none"> 2. váží-li 1 m² přes 100 do 160 g a o hustotě osnovy a útku v 1 cm² : <ul style="list-style-type: none"> c) přes 55 do 70 nití 560.— d) přes 70 nití 560.— 3. váží-li 1 m² přes 60 do 100 g a o hustotě osnovy a útku v 1 cm² : <ul style="list-style-type: none"> b) přes 55 do 70 nití 800.— c) přes 70 do 85 nití 800.— d) přes 85 nití 850.— 	
616	Tkaniny bavlněné vzorkovaně-tkané, pestře-tkané, potištěné, též mercerisované : <ul style="list-style-type: none"> I. váží-li 1 m² přes 160 g a o hustotě osnovy a útku v 1 cm² : <ul style="list-style-type: none"> a) do 40 nití 290.— b) přes 40 do 55 nití 350.— c) přes 55 do 70 nití 405.— d) přes 70 nití 520.— 2. váží-li 1 m² přes 100 do 160 g a o hustotě osnovy a útku v 1 cm² : <ul style="list-style-type: none"> c) přes 55 do 70 nití 560.— d) přes 70 nití : I. potištěné 600.— II. ostatní 650.— 3. váží-li 1 m² přes 60 do 100 g a o hustotě osnovy a útku v 1 cm² : <ul style="list-style-type: none"> b) přes 55 do 70 nití 800.— c) přes 70 do 85 nití 850.— d) přes 85 nití 900.— 	
619	Velvety, aksamity, plyše, — bavlněné, váží-li 1 m ² : <ul style="list-style-type: none"> I. hladké : <ul style="list-style-type: none"> a) 300 g a méně 1,360.— b) přes 300 g 680.— 2. tlačené, vzorkované, potištěné : <ul style="list-style-type: none"> a) 300 g a méně 1,630.— b) přes 300 g 815.— 	
620	Stuhy, vložky, porty, — bavlněné tkané, kromě zvlášť jmenovaných : <ul style="list-style-type: none"> I. hladké : <ul style="list-style-type: none"> a) surové, bílé 1,000.— b) mercerisované, hlazené, barvené 1,200.— 2. vzorkované : mercerisované, hlazené, barvené, pestře tkané, potištěné 2,000.— 3. proužky slepované z bavlněné příze, též s tiskem 400.— 	

Pozycja taryfy celnej polskiej	Nazwa towaru	Cło od 100 kg złotych
	z p. 2. o wadze 1 m ² powyżej 100 do 160 g i o gęstości osnowy i wątku w 1 cm ² , o splocie płóciennym :	
	a) do 40 nitek	290.—
	b) powyżej 40 do 55 nitek	290.—
	c) powyżej 55 do 70 nitek	320.—
	d) powyżej 70 nitek	370.—
	p. 3. o wadze 1 m ² powyżej 60 do 100 g i o gęstości osnowy i wątku w 1 cm ² :	
	a) do 55 nitek	500.—
	b) powyżej 55 do 70 nitek	520.—
	c) powyżej 70 do 85 nitek	600.—
	d) powyżej 85 nitek	500.—
615	Tkaniny bawełniane barwione, merceryzowane :	
	p. 2. o wadze 1 m ² powyżej 100 do 160 g i o gęstości osnowy i wątku w 1 cm ² :	
	c) powyżej 55 do 70 nitek	560.—
	d) powyżej 70 nitek	560.—
	p. 3. o wadze 1 m ² powyżej 60 do 100 g i o gęstości osnowy i wątku w 1 cm ² :	
	b) powyżej 55 do 70 nitek	800.—
	c) powyżej 70 do 85 nitek	800.—
	d) powyżej 85 nitek	850.—
616	Tkaniny bawełniane wzorzysto-tkane, kolorowo-tkane, drukowane, chociażby merceryzowane :	
	p. 1. o wadze 1 m ² powyżej 160 g i o gęstości osnowy i wątku w 1 cm ² :	
	a) do 40 nitek	290.—
	b) powyżej 40 do 55 nitek	350.—
	c) powyżej 55 do 70 nitek	405.—
	d) powyżej 70 nitek	520.—
	p. 2. o wadze 1 m ² powyżej 100 do 160 g i o gęstości osnowy i wątku w 1 cm ² :	
	c) powyżej 55 do 70 nitek	560.—
	d) powyżej 70 nitek : I. drukowane	600.—
	II. inne	650.—
	p. 3. o wadze 1 m ² powyżej 60 do 100 g i o gęstości osnowy i wątku w 1 cm ² :	
	b) powyżej 55 do 70 nitek	800.—
	c) powyżej 70 do 85 nitek	850.—
	d) powyżej 85 nitek	900.—
619	Welwety, aksamity, plusze, — bawełniane, o wadze 1 m ² :	
	p. 1. gładkie :	
	a) 300 g i mniej	1,360.—
	b) powyżej 300 g	680.—
	p. 2. wytłaczane, wzorzyste, drukowane :	
	a) 300 g i mniej	1,630.—
	b) powyżej 300 g	815.—
620	Wstążki, wstawki, taśmy, — bawełniane tkane, oprócz osobno wymienionych :	
	p. 1. gładkie :	
	a) surowe, bielone	1,000.—
	b) merceryzowane, glansowane, barwione	1,200.—
	p. 2. deseniowe : merceryzowane, glansowane, barwione, kolorowo-tkane, drukowane	2,000.—
	p. 3. taśmy sklejane z przędzy bawełnianej, chociażby z nadrukiem	400.—

Sazební číslo polského celního sazebníku	Označení zboží	Celní sazba za 100 kg Zł
622	šátky, šály, — bavlněné, — žinilkové tkané	600.—
630	<p>Příze lněná, konopná, ramiová, manilová, sisalová a z jiných rostlinných vláken zvláště nejmenovaných, také s příměsí juty, do čís. 35 exclusive, v přadenech o váze 1 přadena přes 100 g, jakož i příze čís. 35 a vyšší čísla v přadenech o váze přadena přes 50 g :</p> <p>1. jednoduchá surová :</p> <p>a) čís. 8 a méně po anglicku 200.—</p> <p>b) přes čís. 8 do čís. 20 po anglicku 150.—</p> <p>c) přes čís. 20 do čís. 35 po anglicku 180.—</p> <p>d) přes čís. 35 po anglicku 210.—</p> <p>ex Poznámka 1. Příze jednoduchá surová čís. 8 a méně po anglicku k účelům tkalcovským — na povolení ministerstva financí :</p> <p>I. konopná 75.—</p> <p>II. lněná 100.—</p> <p>2. jednoduchá bílená, barvená :</p> <p>a) čís. 8 a méně po anglicku 230.—</p> <p>b) přes čís. 8 až do čís. 20 po anglicku 180.—</p> <p>c) přes čís. 20 až do čís. 35 po anglicku 210.—</p> <p>d) přes čís. 35 po anglicku 240.—</p> <p>3. skaná surová :</p> <p>a) čís. 8 a méně po anglicku 230.—</p> <p>b) přes čís. 8 do čís. 20 po anglicku 180.—</p> <p>c) přes čís. 20 do čís. 35 po anglicku 210.—</p> <p>d) přes čís. 35 po anglicku 240.—</p> <p>4. skaná bílená, barvená :</p> <p>a) čís. 8 a méně po anglicku 260.—</p> <p>b) přes čís. 8 do čís. 20 po anglicku 210.—</p> <p>c) přes čís. 20 do čís. 35 po anglicku 240.—</p> <p>d) přes čís. 35 po anglicku 270.—</p>	
631	Příze uvedená v sazebním čís. 630 do čís. 35 (exclusive) v přadenech o váze přadena 100 g a méně, příze čís. 35 a výše v přadenech ve váze 50 g a méně, jakož i veškerá příze v klubkách, na cívkách, dutinkách a pod. včetně váhy klubka, cívky, dutinky a pod.	350.—
633	<p>Tkaniny lněné, konopné, ramiové a z jiných vláken rostlinných, kromě zvláště jmenovaných, o hustotě osnovy a útku v 1 cm² :</p> <p>2. bílené, barvené, potištěné :</p> <p>a) 40 nití a méně 730.—</p> <p>b) I. přes 40 do 60 nití 900.—</p> <p>II. přes 60 nití 1,000.—</p>	
634	<p>Tkaniny lněné, konopné, ramiové, jutové a z jiných vláken rostlinných, kromě zvláště jmenovaných, pestře-tkané, též s uzavřeným vzorem — o hustotě osnovy a útku v 1 cm² :</p> <p>1. 40 nití a méně 750.—</p> <p>2. přes 40 do 60 nití 1,000.—</p> <p>3. přes 60 nití 1,250.—</p>	
ex 636	Běhouny, koberce, — veškeré z vláken rostlinných zvláště nejmenovaných, kromě koberců lněných, podléhajících clu podle sazebního čísla 633 a 634 :	

Pozycja taryfy celnej polskiej	Nazwa towaru	Cło od 100 kg złotych
622	Chustki, szale, — bawełniane, — szenilowe tkane	600.—
630	Przędza ze lnu, konopi, rami, manilli, sisalu i innych materiałów włóknistych roślinnych osobno niewymienionych, chociażby z domieszką juty, do Nr. 35 (wyłącznie) w motkach o wadze motka powyżej 100 g oraz przędza Nr. 35 i wyżej w motkach o wadze motka powyżej 50 g : p. 1. pojedyncza surowa : a) Nr. 8 i mniej num. ang. b) powyżej Nr. 8 do 20 num. ang. c) powyżej Nr. 20 do 35 num. ang. d) powyżej Nr. 35 num. ang.	200.— 150.— 180.— 210.—
	z <i>Uwagi</i> 1. Przędza pojedyncza surowa Nr. 8 i mniej numeracji angielskiej do celów tkackich za pozwoleniem Ministra Skarbu : I. konopna II. lniana	75.— 100.—
	p. 2. pojedyncza bielona, barwiona : a) Nr. 8 i mniej num. ang. b) powyżej Nr. 8 do 20 num. ang. c) powyżej Nr. 20 do 35 num. ang. d) powyżej Nr. 35 num. ang. p. 3. nitkowana surowa : a) Nr. 8 i mniej num. ang. b) powyżej Nr. 8 do 20 num. ang. c) powyżej Nr. 20 do 35 num. ang. d) powyżej Nr. 35 num. ang. p. 4. nitkowana bielona, barwiona : a) Nr. 8 i mniej num. ang. b) powyżej Nr. 8 do 20 num. ang. c) powyżej Nr. 20 do 35 num. ang. d) powyżej Nr. 35 num. ang.	230.— 180.— 210.— 240.— 230.— 180.— 210.— 240.— 260.— 210.— 240.— 270.—
631	Przędza, objęta poz. 630, do Nr. 35 (wyłącznie) w motkach o wadze motka 100 g i mniej, przędza Nr. 35 i wyżej w motkach o wadze motka 50 g i mniej oraz wszelka w kłębkach, na szpulkach, gilzach itp. opakowaniu łącznie z wagą kłębków, szpułek, gilz i t. p.	350.—
633	Tkaniny ze lnu, konopi, rami i innych materiałów włóknistych roślinnych, oprócz osobno wymienionych, o gęstości osnowy i wątku w 1 cm ² : p. 2. bielone, barwione, drukowane : a) 40 nitek i mniej b) I. powyżej 40 do 60 nitek II. powyżej 60 nitek	730.— 900.— 1,000.—
634	Tkaniny ze lnu, konopi, rami, juty i innych materiałów włóknistych roślinnych, oprócz osobno wymienionych, wzorzysto-tkane, również z zakończonymi deseniami — o gęstości osnowy i wątku w 1 cm ² : p. 1. 40 nitek i mniej p. 2. powyżej 40 do 60 nitek p. 3. powyżej 60 nitek	750.— 1,000.— 1,250.—
z 636	Chodniki, dywany, — wszystko z materiałów włóknistych roślinnych osobno niewymienionych, oprócz chodników lnianych, podlegających cłu według poz. 633 i 634 :	

Sazební číslo polského celního sazebníku	Označení zboží	Celní sazba za 100 kg Zl
	2. z jiných vláknin rostlinných, kromě zvlášť jmenovaných :	
	b) se spodkem kobercovým :	
	I. nestřižené	360.—
	II. střižené, rovněž žinilkové	420.—
645/1	Plstf, zboží plstěné, — ze srsti :	
	a) bez příměsí jiných vláken	70.—
	b) s příměsí vlny neb rostlinných vláknin	260.—
669	Napuštěné tkaniny :	
	2. lněné, konopné ; plachty	400.—
674	Kruhy, desky, kotouče, — z vláken, příze, tkanin, plsti, — šité nebo lisované :	
	2. z vlny, žíní nebo srsti :	
	a) vlněné	300.—
	b) z žíní, ze srsti	150.—
ex 687/1	Plstěné rukavičky s palcem nezdobené za 1 tucet	4.—
707 ex 10	Límce, manšety, — z vláknin rostlinných	1,300.—
	<i>Všeobecné poznámky k VIII. dílu celního sazebníku :</i>	
	1. Tkaniny shotovené z lněné neb konopné příze, jakož i z bavlněné příze, obsahují-li lněné neb konopné příze nejvýše 50%, vylívají se jako tkaniny bavlněné.	
	21 I. Tkaniny, výrobky z tkanin — bavlněné, lněné, konopné — obroubené tkaninou také jiné barvy, avšak téže jakosti tarifní pokud se týče počtu nití a zhotovení tkaniny, též opatřené strojním prolamováním, — budou pokládány za lemovaná ve smyslu třetího odstavce poznámky 21 všeobecných poznámek.	
	II. Lemování výrobků jedno-, dvou- nebo třířadovým prolamováním, jestliže jedna řada vykazuje i jiné prolamování než žebříčkové (sloupkové) v šíři nejvýše 2 cm, pokládá se rovněž za lemování.	
721/1	Regenerat gumový	10.—
726	Gumové nitě	250.—
737	Gumové rukavice :	
	1. průsvitné a z proužkované gummy	1,150.—
	2. jiné	1,150.—
ex 739	Ochranné prostředky gumové	1,150.—
782	Desky, pásy, kostky, — z kůry korkových stromů, o tloušťce přes 1 mm bez spojení s jinými látkami :	
	1. z kůry rozmělněné a slepené	60.—
787	Výrobky korkové :	
	1. kolénka, tvárnice, roury	60.—
	2. desky ve spojení s jinými látkami	80.—
	3. kotouče, kola, kruhy, válce	120.—
	4. předložky do koupelen, dlaždice, podložky ke strojům	150.—
	5. jiné, kromě zvlášť jmenovaných	200.—

Pozycja taryfy celnej polskiej	Nazwa towaru	Cło od 100 kg złotych
	p. 2. z innych materiałów roślinnych, oprócz osobno wymienionych :	
	b) ze spodem dywanowym :	
	I. niestrzyżone	360.—
	II. strzyżone oraz szenilowe	420.—
645 p. I	Wojłoki, materje wojłokowe, — z sierści :	
	a) bez domieszki innych włókien	70.—
	b) z domieszką wełny lub materiałów włókni- roślinnych	260.—
669	Tkaniny impregnowane :	
	p. 2. lniane, konopne ; opony, żagle	400.—
674	Krażki, tafle, tarcze, — z włókien, przędzy, tkanin, woj- łoku, — szyte lub prasowane :	
	p. 2. wełniane, włosiane, z sierści :	
	a) wełniane	300.—
	b) włosiane, z sierści	150.—
z 687 p. I	Rękawiczki filcowe o jednym palcu nieprzybrane od 1 tu- zina par	4.—
707 z p. 10	Kołnierzyki, mankiety, — z tkanin z materiałów włókni- stych roślinnych	1,300.—
	<i>Uwagi ogólne do działu VIII taryfy celnej :</i>	
	I. Tkaniny wykonane z przędzy lnianej lub konopnej oraz z przędzy bawełnianej, przy zawartości przędzy lnianej lub konopnej do 50% włącznie, clone są jako tkaniny bawełniane.	
	21. I. Tkaniny, wyroby z tkanin — bawełniane, lniane, ko- nopne — obszyte z brzegów tkaniną nawet o odmien- nym kolorze, lecz o takiej samej jakości taryfowej co do ilości nitki i wykonania tkaniny, chociażby zaopatrzone w mereżkę maszynową, przewidzianą w ustępie trzecim uwagi 21 uwag ogólnych, uważa się za obrębiecie.	
	II. Zakończenie wyrobu jedno-, dwu-, trzyczędową me- reżką, przyczem jeden rząd mereżki może być inny, aniżeli słupkowa maszynowa, jednak nie szerszy niż 2 cm, uważa się za obrębiecie.	
721 p. I	Regenerat gumowy	10.—
726	Nici gumowe	250.—
737	Rękawice gumowe :	
	p. 1. przezroczyste i z gumy prążkowanej	1,150.—
	p. 2. inne	1,150.—
z 739	Ochronniki gumowe	1,150.—
782	Płyty, paski, kostki, — z kory drzewa korkowego, grubości powyżej 1 mm, bez dodatku innych materiałów :	
	p. 1. z kory rozdrobnionej i zespojonej	60.—
787	Wyroby korkowe :	
	p. 1. kolanka, kształtki, rury	60.—
	p. 2. płyty z dodatkiem innych materiałów	80.—
	p. 3. tarcze, koła, kregi, walce	120.—
	p. 4. dywaniki kąpielowe, płyty chodnikowe, podkładki do maszyn	150.—
	p. 5. inne, oprócz osobno wymienionych	200.—

Sazební číslo polského celního sazebníku	Označení zboží	Celní sazba za 100 kg Zł
ex 790	Veškeré výrobky košíkářské, výrobky pletené, kromě zvlášť jmenovaných, výrobky z luffy, — rovněž bílé, barvené, malované, lakované :	
	1. z vrbového proutí neloupaného	25.—
	2. z vrbového proutí loupaného, kůry	60.—
	ex 3. krabice, bedny, košíky — z loubků	32.—
	4. výrobky z luffy	325.—
	Do tohoto sazebního čísla i položky patří též vložky do bot z luffy, rovněž podšité a obšité tkaninami, stuhou, obroubené.	
794	Celulosa :	
	1. nebílená s obsahem vody :	
	a) přes 50%	3.—
	b) 50% a méně	6.—
	2. bílená s obsahem vody :	
	a) přes 50%	4.—
	ex b) 50% a méně, pro papírny k výrobě papíru na po-	
	volení ministerstva financí	8.—
796	Vata z celulosy k obvazům, k balení :	
	1. nebarvená v balení :	
	a) přes 2 kg	30.—
	b) 2 kg a méně	40.—
799	Lepenka s lisovaným vraccjícím se vzorem :	
	1. nebarvená	45.—
	2. barvená	50.—
	3. lakovaná	60.—
803	Papír a lepenka vlnitá balicí ; papír a lepenka balicí, zesílená nitěmi neb řídkou tkaninou :	
	1. vlnité, též polepené po jedné straně balicím papírem	70.—
	2. jiné	110.—
804	Lepenka lisovaná (lisovací listy), též hlazená :	
	1. nebarvená	80.—
	2. barvená	90.—
809	Papír novinový s obsahem dřevoviny přes 60% a ve váze 1 m ² od 45 do 55 g, nehlazený, nebarvený, neklížený, anebo slabě klížený :	
	1. v kotoučích o průměru 700 mm a výše, o šířce 240 mm a výše	20.—
810	Papír balicí nebarvený z vařené slámy, vařeného dřeva, dřevné drti, hadrů — nehlazený nebo hlazený jednostranně	22.—
811	Balicí papír nebarvený z celulosy, též s příměsí dřevoviny, slámy a podobných látek :	
	1. z nebílené celulosy :	
	a) hlazený na jedné straně	21.—
	b) nehlazený	35.—
	2. z bílené celulosy :	
	a) hlazený na jedné straně	33.—
	b) nehlazený	50.—
ex 814	Papír pergamenový váží-li 1 m ² přes 28 g :	
	1. nebarvený	80.—
	2. barvený	100.—
ex 814	Papír « Havana » podle uložených vzorů, dovážený přes celní úřady v Krakově, Lvov, Varšavě, Zembrzydowicach	60.—

Pozycja taryfy celnej polskiej	Nazwa towaru	Cło od 100 kg złotych
z 790	<p>Wszelkie wyroby koszykarskie, wyroby plecione, oprócz osobno wymienionych, wyroby z lufy, — chociażby bielone, farbowane, malowane, lakierowane :</p> <p>p. 1. z wikliny nieokorowanej 25.—</p> <p>p. 2. z wikliny okorowanej, łubu 60.—</p> <p>z p. 3. pudełka, skrzynki, koszyki, — z wiórów drzewnych</p> <p>p. 4. wyroby z lufy 32.—</p> <p>325.—</p> <p>Według tej pozycji i tego punktu podlegają cłu wkładki do obuwia z lufy, chociażby podszyte lub obszyte tkaninami, tasiemką, obrębione.</p>	
794	<p>Celuloza :</p> <p>p. 1. niebielona o zawartości wody :</p> <p>a) powyżej 50% 3.—</p> <p>b) 50% i mniej 6.—</p> <p>p. 2. bielona o zawartości wody :</p> <p>a) powyżej 50% 4.—</p> <p>z b) 50% i mniej, dla papierni do wyrobu papieru za pozwoleniem Ministra Skarbu 8.—</p>	
796	<p>Wata z celulozy do celów opatrunkowych, do pakowania :</p> <p>p. 1. niebarwiona w opakowaniu :</p> <p>a) powyżej 2 kg 30.—</p> <p>b) 2 kg i mniej 40.—</p>	
799	<p>Tektura z wyciśniętym ciągłym deseniem :</p> <p>p. 1. niebarwiona 45.—</p> <p>p. 2. barwiona 50.—</p> <p>p. 3. lakierowana 60.—</p>	
803	<p>Papier i tektura falista do pakowania ; papier i tektura do pakowania, wzmocnione nitkami lub rzadką tkaniną :</p> <p>p. 1. faliste, również oklejone papierem pakowym z jednej strony 70.—</p> <p>p. 2. inne 110.—</p>	
804	<p>Tektura prasowana (preszpan), chociażby wygładzana :</p> <p>p. 1. niebarwiona 80.—</p> <p>p. 2. barwiona 90.—</p>	
809	<p>Papier gazetowy o zawartości miazgi drzewnej powyżej 60% i o wadze 1 m² od 45 do 55 g, niewygładzany, niebarwiony, nieklejony lub słabo klejony :</p> <p>p. 1. w rolach o średnicy 700 mm i powyżej, przy szerokości 240 mm i powyżej 20.—</p>	
810	<p>Papier pakowy niebarwiony z gotowanej słomy, gotowanego drzewa, miazgi drzewnej, szmat — niegładzony lub gładzony jednostronnie 22.—</p>	
811	<p>Papier pakowy niebarwiony z celulozy, chociażby z dodatkiem miazgi drzewnej, słomy i t. p. materiałów :</p> <p>p. 1. z niebielonej celulozy :</p> <p>a) gładzony jednostronnie 21.—</p> <p>b) niegładzony 35.—</p> <p>p. 2. z bielonej celulozy :</p> <p>a) gładzony jednostronnie 33.—</p> <p>b) niegładzony 50.—</p>	
z 814	<p>Papier pergaminowy o wadze powyżej 28 g w 1 m² :</p> <p>p. 1. niebarwiony 80.—</p> <p>p. 2. barwiony 100.—</p>	
z 814	<p>Papier Havanna według zdeponowanych wzorów, sprawdzani przez Urzędy Celne w Krakowie, Lwowie, Warszawie, Zebrzydowicach 60.—</p>	

Sazební číslo polského celního sazebníku	Označení zboží	Celní sazba za 100 kg Zł
815	Papír všeho druhu, kromě zvlášť jmenovaného, váží-li 1 m ² přes 28 g :	
	1. s obsahem dřevoviny více jak 30% :	
	a) nebarvený	28.—
	b) barvený ve hmotě	38.—
	2. bez obsahu dřevoviny neb s obsahem této v množství 30% a méně :	
	a) nebarvený	55.—
	b) barvený ve hmotě	65.—
816	Píjavý a filtrační papír, váží-li 1 m ² přes 28 g :	
	1. s obsahem dřevoviny přes 30% :	
	a) nebarvený	40.—
	b) barvený	50.—
	2. bez dřevoviny anebo s obsahem této v množství 30% a méně :	
	a) nebarvený	75.—
	b) barvený	85.—
Pozn. po saz. čís. 821	Rýhovaný papír podléhá clu podle příslušných sazebních čísel s přírůžkou za :	
	3. a) žebrování vodním tiskem	8.—
	b) žebrování plstí	3.—
827	Rourky, cívky, člunky — k navlčení příže :	
	1. z papíru, rovněž klíženého	84.—
	2. z papíru lisovaného, lepenky, kartonu, různě impregnované, lakované	100.—
ex 838	České knižní kalendáře s literárním obsahem na povolení ministra financí	beze cla
848	Kameny k broušení, leštění, ostření :	
	1. přírodní domácí, umělé pískovcové, též slepované ; brousky, kotouče a pod	5.—
	2. umělé, kromě zvlášť jmenovaných, desky, kroužky, brousky, pilníky a pod. :	
	a) smirkové, též z umělého smirku	120.—
	b) jiné	150.—
851	Mlýnské kameny :	
	1. z jednoho kusu přírodního kamene bez obručí	5.—
	2. složené a jednotlivých kusů kamene, křemence, křemenu v železných obručích, též s vrstvou pískovcovou, cementovou a pod	15.—
	3. z umělé jednotné hmoty pískovcové, křemencové, křemenové, smirkové a pod., též v obručích, rovněž s vrstvou pískovcovou, cementovou a pod.	20.—
859	Obyčejné výrobky kamenické z kamenů všeho druhu, kromě drahokamů a polodrahokamů, bez řezeb a ozdob, též se zaoblenými konci :	
	1. nebroušené, nehlazené	20.—
	2. broušené, hlazené — v celku neb částečně	30.—
869	Malta ohnivzdorná, cement ohnivzdorný	3.—
870	Cihly, desky, tvárnice, — ohnivzdorné :	
	1. šamotové :	
	a) cihly, desky, — přímoúhlé	6.—
	b) cihly, desky, — klínové	6.—
	c) tvárnice	6.—

Pozycja taryfy celnej polskiej	Nazwa towaru	Cło od 100 kg złotych
815	Papier wszelki, oprócz osobno wymienionego, o wadze 1 m ² powyżej 28 g :	
	p. 1. o zawartości miazgi drzewnej powyżej 30% :	
	a) niebarwiony	28.—
	b) barwiony w masie	38.—
	p. 2. bez zawartości miazgi drzewnej lub z zawartością jej w ilości 30% i mniej :	
	a) niebarwiony	55.—
	b) barwiony w masie	65.—
816	Bibuła do atramentu, filtrowania o wadze 1 m ² powyżej 28 g :	
	p. 1. z zawartością miazgi drzewnej powyżej 30% :	
	a) niebarwiona	40.—
	b) barwiona	50.—
	p. 2. bez zawartości miazgi drzewnej lub z zawartością jej w ilości 30% i mniej :	
	a) niebarwiona	75.—
	b) barwiona	85.—
z Uwagi po poz. 821.	Papier żerberkowany podlega cłu według odpowiednich pozycji z dodatkiem za :	
	p. 3. a) żerberkowanie wodne	8.—
	b) żerberkowanie filcowane	3.—
827	Rurki, szpulki, kanetki, — do nawijania przędzy :	
	p. 1. z papieru, chociażby klejonego	84.—
	p. 2. z papieru zbitego, tektury, kartonu, wszelkie impregnowane, lakierowane	100.—
z 838	Kalendarze książkowe z działem literackim w języku czeskim za pozwoleniem Ministra Skarbu	b. c.
848	Kamienie do szlifowania, polerowania, ostrzenia :	
	p. 1. rodzime, piaskowcowe sztuczne, chociażby sklepane ; oselki, krążki i t. p.	5.—
	p. 2. sztuczne, oprócz osobno wymienionych, w płytach, krążkach, ośelkach, pilnikach i t. p. :	
	a) pumeksowe, również ze sztucznego pumeksu	120.—
	b) inne	150.—
851	Kamienie młyńskie :	
	p. 1. z jednej sztuki naturalnego kamienia bez obręczy	5.—
	p. 2. złożone z oddzielnych sztuk kamienia, kwarcu, krzemu w obręczach żelaznych, chociażby z nakładką piaskowcową, cementową i t. p.	15.—
	p. 3. ze sztucznej jednolitej masy piaskowcowej, kwarcowej, krzemowej, szmerglowej i t. p., również w obręczach, chociażby z nakładką piaskowcową, cementową i t. p.	20.—
859	Wyroby zwyczajne kamieniarskie z kamieni wszelkiego gatunku, oprócz szlachetnych i półszlachetnych, bez rzeźb i ozdób, chociażby z zaokrąglonemi zakończeniami :	
	p. 1. nieszlifowane, niepolerowane	20.—
	p. 2. szlifowane, polerowane — w całości lub częściach	30.—
869	Zaprawy ogniotrwałe, cement ogniowy	3.—
870	Cegły, płyty, kształtki, — ogniotrwałe :	
	p. 1. szamotowe :	
	a) cegły, płyty, — prostokątne	6.—
	b) cegły, płyty, — klinowe	6.—
	c) kształtki	6.—

Sazební číslo polského celního sazebníku	Označení zboží	Celní sazba za 100 kg Zł
	2. křemenné :	
	a) cihly, desky, — přímoúhlé	5.—
	b) cihly, desky, — klínové	5.—
	c) tvárnice	5.—
	3. magnetitové, dolomitové a j., kromě zvlášť jmeno- vaných	0.60
871	Plynové retorty	12.—
874	Kachle na kamna, kachlové části kamen, kachlová kamna, — vesměs též polévané :	
	1. bílé, jednobarevné :	
	a) obyčejné bez obrub	22.—
	b) s obrubou v jedné barvě	22.—
	c) s opracovanými obrubami	22.—
	2. vícebarevné	35.—
	3. s malbami, se slacenými neb jinými ozdobami než vypouklými nebo prohloubenými	60.—
876	Desky, cihly, tvárnice, — hliněné nepolévané, silné méně než 30 mm, — z hmoty tavené, též s nehlazeným povrchem :	
	1. jednobarevné silné :	
	a) více než 15 mm	12.—
	b) 15 mm a méně	20.—
	2. vícebarevné	30.—
877	Veškeré hliněné polévané desky, dlaždičky, též oboustranné, cihly oboustranné, — z hmoty všech barev, — vesměs tavené neb vodu vsakující, hladké, též s ozdobami vypouklými :	
	1. jednobarevné :	
	a) bílé, krémové	20.—
	b) jiné, kromě zvlášť jmenovaných	20.—
	2. vícebarevné	40.—
	3. s malbami, zlacené neb s jinými ozdobami než vypouklými	50.—
878	Nádobí, výrobky hrnčířské, — hliněné, neohnivzdorné, kromě zvlášť jmenovaných, též polévané :	
	1. bez vzorku a ozdob :	
	a) nepolévané	7.50
	b) polévané	12.—
	2. s malbami, řezbami, též vícebarevné	40.—
879	Nádoby, výrobky hrnčířské, — ohnivzdorné, kameninové, kromě zvlášť jmenovaných :	
	1. nepolévané	20.—
	2. polévané	30.—
880	Roury, tvárnice rourové, — hliněné, kameninové, kromě zvlášť jmenovaných ; roury tvárnice všech tvarů, kaná- lové žlaby, pobočné vložky, lapače písku	12.—
881	Kameninové výrobky, kromě zvlášť jmenovaných :	
	1. a) žlaby, koryta, rovněž púlené	12.—
	b) komínové nástavce, ventilační tahy, mísy kloset- tové, rovněž hliněné	20.—
	2. nádrže, láhve, chladiče, spojovací roury k aparátům, kohoutky a podobná technická zařízení, též vzdorující kyselinám	20.—

Pozycja taryfy celnej polskiej	Nazwa towaru	Cło od 100 kg złotych
	p. 2. krzemionkowe :	
	a) cegły, płyty, — prostokątne	5.—
	b) cegły, płyty, — klinowe	5.—
	c) kształtki	5.—
	p. 3. magnezytowe, dolomitowe i inne, oprócz osobno wymienionych	0.60
871	Retorty gazowe	12.—
874	Kafle do pieców, kafłowe części pieców, piece kafłowe, — wszystko również szkliwione :	
	p. 1. białe, jednobarwne :	
	a) zwykle bez obramowania	22.—
	b) z obramowaniem jednej barwy	22.—
	c) z obrobionymi krawędziami	22.—
	p. 2. wielobarwne	35.—
	p. 3. z malowidłami, złoceniami lub ozdobami innemi, niż wypukłości lub wgłębienia	60.—
876	Płyty, cegły, kształtki, — gliniane nieszkliwione, grubości poniżej 30 mm, — z masy stopionej, również z niegładką powierzchnią :	
	p. 1. jednobarwne grubości :	
	a) powyżej 15 mm	12.—
	b) 15 mm i mniej	20.—
	p. 2. wielobarwne	30.—
877	Wszelkie gliniane szkliwione płyty, płytki, chociażby dwulicowe, cegły dwulicowe — z mas wszelkiej barwy — wszystko stopione lub chłoneące wodę, gładkie, również z ozdobami wypukłemi :	
	p. 1. jednobarwne :	
	a) białe, kremowe	20.—
	b) inne, oprócz osobno wymienionych	20.—
	p. 2. wielobarwne	40.—
	p. 3. z malowidłami, złoceniami lub ozdobami innemi, niż wypukłości	50.—
878	Naczynia, wyroby garncarskie, — gliniane, nieogniotrwałe, oprócz osobno wymienionych, również szkliwione :	
	p. 1. bez deseni i ozdób :	
	a) nieszkliwione	7.50
	b) szkliwione	12.—
	p. 2. z malowidłami, rzeźbami, również wielobarwne	40.—
879	Naczynia, wyroby garncarskie, ogniotrwałe, kamionkowe, oprócz osobno wymienionych :	
	p. 1. nieszkliwione	20.—
	p. 2. szkliwione	30.—
880	Rury, kształtki do rur, — gliniane, kamionkowe, oprócz osobno wymienionych ; rury fasonowe wszelkich form, podeszwy i spody kanałowe, wpusty boczne, osadniki do kanałów	12.—
881	Kamionkowe wyroby, oprócz osobno wymienionych :	
	p. 1. a) żłoby, koryta, półrury	12.—
	b) nasady kominowe, wyciągi do wentylatorów, gańce kamionkowe, również gliniane	20.—
	p. 2. zbiorniki, butle, chłodnice, rury do łączenia aparatów, krany i tym podobne przyrządy techniczne, również odporne na kwasy	20.—

Sazební číslo polského celního sazebníku	Označení zboží	Celní sazba za 100 kg Zl
884	<p>Výrobky z hliněných hmot, kromě zvlášť jmenovaných, jako : kariatidy, medailony, poprsí, sochy, figury, svícny, poličky, vázy, bonboniery a pod. výrobky, též polévané, zlacené, malované, lakované, váží-li kus :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. přes 50 kg 2. přes 5 do 50 kg 3. přes 1 do 5 kg 4. 1 kg a méně 	<p>50.— 60.— 100.— 250.—</p>
885	Sanitní zboží : mísy, též klosetové, umyvadla, vany, pis-soiry, sedací vany	33.—
886	<p>Nádoby fajansové, kromě zvlášť jmenovaného :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. bílé a jednobarevné bez ozdob, též s opracovanými vzory 2. s jednobarevnými vzory, obrubami, proužky 3. s malbami, zlacené, s vícebarevnými vzory, též veškeré s ochranným okrajem z obyčejných kovů, rovněž pozlacených, postříbřených, neb z jiných obyčejných hmot 	<p>30.— 45.— 75.—</p>
887	<p>Výrobky porcelánové, dovážené za podmínek stanovených v závěrečném protokolu :</p> <ol style="list-style-type: none"> 2. výrobky bílé, kromě zvlášť jmenovaných ; hřebíky s porcelánovými hlavičkami 3. výrobky bílé s obrubou, výrobky s jednobarevným povrchem, rovněž s obrubou, — veškeré, kromě zvlášť jmenovaných : <ol style="list-style-type: none"> a) se zlacenými obrubami b) jiné 4. výrobky, kromě zvlášť jmenovaných, s malbami, malovanými vzory, proužky, arabeskami, květy a pod. ozdobami : <ol style="list-style-type: none"> a) bez zlacení b) s obyčejným zlacením c) leptané zlacené nebo barvené kobaltem 6. nádobí lékárnické s nápisy, rovněž orámované, avšak bez ozdob, též s uzávěrkami z obyčejných hmot nestříbřenými, nezlacenými 7. výrobky k účelům laboratorním, váží-li kus : <ol style="list-style-type: none"> a) přes 100 g b) 100 g a méně 	<p>100.— 130.— 120.— 200.— 220.— 240.— 150.— 150.— 200.—</p>
897/3	Email v kusech neb prášku, kromě zvlášť jmenovaného	30.—
898	Cihly, též duté, desky, dlaždice, tašky, — skleněné	30.—
899	<p>Láhve, demijony, nádoby a pod., sloužící k trvalému přechovávání tekutin a jiných výrobků, rovněž i s odlitými nebo vytisknutými písmenami, nápisy, znaky, ale bez jiných ozdob, — neřezané, nebroušené, kromě zvlášť jmenovaných :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. ze skla přírodní lahvové barvy, kromě zvlášť uvedené, bez přibroušených hrdel, zátek, bez vyrovnaných den a okrajů 2. ze skla polobílého, bílého, mléčného, hnědého, barveného (v hmotě zbarveného), — bez přibroušených hrdel, zátek, vyrovnaných den a okrajů : <ol style="list-style-type: none"> a) I. ze skla polobílého II. ze skla bílého 	<p>11.— 22.— 35.—</p>

Pozycja taryfy celnej polskiej	Nazwa towaru	Cło od 100 kg złotych
884	Wyroby z mas glinianych, oprócz osobno wymienionych, jako to : karjatydy, medaljony, popiersia, posągi, figury, lichtarze, patery, wazony, bombonierki i tym podobne wyroby, również polewane, złożone, malowane, lakierowane, o wadze sztuki : p. 1. powyżej 50 kg p. 2. powyżej 5 do 50 kg p. 3. powyżej 1 do 5 kg p. 4. 1 kg i mniej	50.— 60.— 100.— 250.—
885	Przybory sanitarne : miski, również klozetowe, umywalnie, wanny, pisuary, nasiadówki	33.—
886	Naczynia fajansowe, oprócz osobno wymienionych : p. 1. białe i jednobarwne bez ozdób, również z wyrobionymi wzorami p. 2. z jednobarwnymi wzorami, obwódkami, szlakami p. 3. z malowidłami, złoceniami, wielobarwnymi wzorami oraz wszelkie z brzegiem ochronnym z metali nieszlachetnych, chociażby połączanych, posrebrzanych, lub z innych materiałów pospolitych	30.— 45.— 75.—
887	Wyroby porcelanowe, sprowadzane na podstawie warunków, ustanowionych w protokóle końcowym : p. 2. wyroby białe, oprócz osobno wymienionych ; gwóźdź z główkami porcelanowymi p. 3. wyroby białe z obwódkami, wyroby o powierzchni jednolicie barwionej, chociażby z obwódkami, — wszystko oprócz osobno wymienionych : a) z obwódkami złożonemi b) inne p. 4. wyroby, oprócz osobno wymienionych, z malowidłami, z malowanymi wzorami, szlakami, arabeskami, kwiatami i t. p. ozdobami : a) bez złocenia b) ze złoceniem zwykłym c) ze złoceniem trawionem lub barwione kobaltem p. 6. naczynia apteczne z napisami, chociażby w obwódkach, lecz bez ozdób, również z pokrywkami z materiałów pospolitych niesrebrzonych, niezłożonych p. 7. wyroby do celów laboratoryjnych o wadze sztuki : a) powyżej 100 g b) 100 g i mniej	100.— 130.— 120.— 200.— 220.— 240.— 150.— 150.— 200.—
897 p. 3	Emalja w kawałkach lub proszku, oprócz osobno wymienionych	30.—
898	Cegielki, pustaki, płyty, płytki, dachówki, — ze szkła	30.—
899	Butelki, gąsiory, słoje i t. p., służące do stałego przechowywania płynów i innych towarów, chociażby z odlanami lub wyciskanymi literami, napisami, godłami, lecz bez innych ozdób, — nierźnięte, nieszlifowane, oprócz osobno wymienionych : p. 1. ze szkła naturalnej barwy butelkowej, oprócz osobno wymienionych, bez przyszlifowanych szyjek, korków, wyrównanych denek i brzegów p. 2. ze szkła półbiałego, białego, mlecznego, brązowego, barwnego (w masie zabarwionego), — bez przyszlifowanych szyjek, korków, wyrównanych denek i brzegów : a) I. ze szkła półbiałego II. ze szkła białego	11.— 22.— 35.—

Sazební číslo polského celního sazebníku	Označení zboží	Celní sazba za 100 kg Zl
	<ul style="list-style-type: none"> b) z jiného skla : <ul style="list-style-type: none"> I. láhve z hnědého skla II. ostatní 	<ul style="list-style-type: none"> 20.— 50.—
900	<ul style="list-style-type: none"> 3. ze skla všech barev s přibroušenými hrdly, zátkami, s vyrovnanými okraji, dny; konservové nádoby; sifony, rovněž s kovovými a jinými částmi; skleněné výrobky, uvedené v tomto sazebním čísle, s použitím korku nebo jiných obyčejných hmot, jakož i opletené slamou, rákosem, drátem a pod. : <ul style="list-style-type: none"> a) sifony b) ostatní Výrobky, kromě zvlášť jmenovaných, z bílého, polobílého skla — nebroušené, neřezané, rovněž s přibroušenými hrdly, zátkami, víky, jakož i vyrovnanými dny, okraji a s odlitými neb vytisknutými vzorky, znaky, nápisy, avšak bez jiných ozdob : <ul style="list-style-type: none"> 1. lisované nebo lité 2. duté : <ul style="list-style-type: none"> a) hladké o síle stěn přes 4 mm b) jiné : <ul style="list-style-type: none"> I. kalíšky, poháry, pohárky, sklenice, gobelety, pokály, mísy, misky, talíře, slánky, popelníčky, cylindry k lampám II. ostatní výrobky 4. veškeré nádoby pro laboratoře, rovněž s rozdělením; ampulky a pod. výrobky z rourek, kromě zvlášť jmenovaných : <ul style="list-style-type: none"> a) baňky, válce, kromě odměrných; odlivky, nálevky, trychtýře, zkumavky b) jiné 	<ul style="list-style-type: none"> 60.— 80.— 55.— 220.— 100.— 150.— 300.— 300.—
901	Nádoby na voňavky a kosmetické výrobky ze skla bílého, mléčného a barevného :	
	<ul style="list-style-type: none"> 1. bez přibroušených hrdel, zátek, vík a bez vyrovnaných den, okrajů 2. s obroušenými hrdly, zátkami, víky, s vyrovnanými okraji, dny 	<ul style="list-style-type: none"> 100.— 130.—
903	Výrobky z bílého skla, broušené, hlazené, řezané, avšak bez jiných ozdob :	
	<ul style="list-style-type: none"> 1. ve tvary řezanku, šmelcu, korálů 2. jiné 	<ul style="list-style-type: none"> 500.— 800.—
904	Výrobky ze skla v masě barvené, ve dvou vrstvách, ze skla mléčného, matovaného, kromě zvlášť jmenovaného, vroubkovaného, s povrchem jakoby popukaným (craquelé), ledovým :	
	<ul style="list-style-type: none"> 2. b) všechny výrobky, kromě z rourek, nebroušené, neřezané, rovněž s přibroušenými hrdly, zátkami, víky, s přihlazenými dny, okraji, jakož i s lisovanými nebo odlitými nápisy, znaky, vzory, avšak bez jiných ozdob 3. výrobky broušené, leštěné, řezané, avšak bez jiných ozdob 	<ul style="list-style-type: none"> 400.— 500.—
905	Do tohoto sazeb. čísla patří rozprašovače montované se skleněnými nádobami sazebních čísel 901 a 902, kromě náležejících do sazeb. čís. 906.	

Pozycja taryfy celnej polskiej	Nazwa towaru	Cło od 100 kg złotych
	<ul style="list-style-type: none"> b) ze szkła innego : <ul style="list-style-type: none"> I. butelki ze szkła brązowego II. inne 	<ul style="list-style-type: none"> 20.— 50.—
900	<ul style="list-style-type: none"> p. 3. ze szkła wszelkiej barwy z przyszlifowanemi szyjkami, korkami, wyrównanemi brzegami, denkami; naczynia do konserw; syfony, chociażby z częściami metalowemi i innemi; wyroby szklane, objęte niniejszą pozycją, z dodatkiem korka lub innych popolitych materiałów, również oplecione słomą, trzcina, drutem i t. p. : <ul style="list-style-type: none"> a) syfony b) inne Wyroby, oprócz osobno wymienionych, ze szkła białego, półbiałego, nieszlifowane, nierźnięte, chociażby z przyszlifowanemi szyjkami, korkami, pokrywkami, także wyrównanemi dnami, brzegami oraz z odlanemi lub wyciskanemi deseniami, godłami, napisami, lecz bez innych ozdób : <ul style="list-style-type: none"> p. 1. prasowane lub lane p. 2. dęte : <ul style="list-style-type: none"> a) gładkie o grubości ścianek powyżej 4 mm b) inne : <ul style="list-style-type: none"> I. kieliszki, puhary, puharki, szklanki, szklaneczki, miseczki, spodki, talerze, solniczki, popielniczki, cylindry do lamp II. inne wyroby p. 4. wszelkie naczynia laboratoryjne, chociażby z podziałkami; ampułki i t. p. wyroby z rurek, oprócz osobno wymienionych : <ul style="list-style-type: none"> a) kolby, cylindry, oprócz miarowych; zlewki, lejki, próbówki b) inne 	<ul style="list-style-type: none"> 60.— 80.— 55.— 220.— 100.— 150.— 300.— 300.—
901	<ul style="list-style-type: none"> Naczynia do przechowywania wyrobów perfumeryjnych i kosmetycznych ze szkła białego, mlecznego, barwnego : <ul style="list-style-type: none"> p. 1. bez przyszlifowanych szyjek, korków, pokrywek oraz bez wyrównanych denek, brzegów p. 2. z przyszlifowanemi szyjkami, korkami, pokrywkami, z wyrównanemi brzegami, denkami 	<ul style="list-style-type: none"> 100.— 130.—
903	<ul style="list-style-type: none"> Wyroby ze szkła białego szlifowane, polerowane, rźnięte, lecz bez innych ozdób : <ul style="list-style-type: none"> 1. w kształcie sieczki, paciorków, korali 2. inne 	<ul style="list-style-type: none"> 500.— 800.—
904	<ul style="list-style-type: none"> Wyroby ze szkła w masie zabarwionego, dwuwarstwowego, mlecznego, matowanego, oprócz osobno wymienionych, karbowanego, z powierzchnią splekaną (craquelé), lodową : <ul style="list-style-type: none"> p. 2. b) wszelkie nieszlifowane, oprócz wyrobów z rurek, nierźnięte, chociażby z przyszlifowanemi szyjkami, korkami, pokrywkami, wyrównanemi dnami, brzegami oraz z odlanemi lub wyciskanemi napisami, godłami, wzorami, lecz bez innych ozdób p. 3. wyroby szlifowane, polerowane, rźnięte, lecz bez innych ozdób 	<ul style="list-style-type: none"> 400.— 500.—
905	<ul style="list-style-type: none"> Według tej pozycji clone są rozpylacze z naczyniami szklanemi, objęte poz. 901, 902, montowane, oprócz objętych poz. 906. 	

Sazební číslo polského celního sazebníku	Označení zboží	Celní sazba za 100 kg Zl
906	Ozdobné výrobky ze skla všeho druhu, kromě zvlášť jmenovaných, jako : s vyleptanými, matovanými nebo malovanými vzory, s malbami, s emailem, se zlacením, stříbřením, s ozdobami z obyčejných nebo drahých hmot :	
	1. sklenice na pivo a na vodu s uchem — s vyleptanými, matovanými nebo guillochovanými proužky, nápisy, kresbami, znaky, avšak bez jiných ozdob, jakož i s výjimkou jmenovaných pod saz. čís. 903 a 904/3 2. kalíšky, poháry, pohárky, sklenice, skleničky, sklenice na pivo bez ucha, láhve na konzervy, mísy, misky, talíře, slánky, popelníčky, — s leptanými, matovanými neb guillochovanými proužky, kresbami, nápisy a znaky, avšak bez jiných ozdob, jakož i s výjimkou jmenovaných pod saz. čís. 903 a 904/3 3. ostatní	180.— 360.— 1,500.—
ex 907	Čočky pro kapesní elektrické svítily nebroušené, rovněž s přibroušeným okrajem	70.—
913	Sklo tabulové nebroušené, neleštěné, v síle 5 mm a méně :	
	1. hladké, bílé, polobílé, přírodní barvy, bez vzorů a ozdob — o povrchu : a) 0.25 m ² a méně b) přes 0.25 m ² do 0.5 m ² c) přes 0.5 m ² 2. hladké, barvené, mléčné, — bez vzorů a ozdob 3. všech barev vypouklé, vlnité, vroubkované, vzorkované, žilkované, matové 4. s ozdobami, malované ; sklo skládané s olověnými nebo měděnými obrubami a pod.	25.— 30.— 35.— 40.— 60.— 150.—
914	Sklo tabulové přes 5 mm silné, nebroušené neleštěné, nematové — o povrchu :	
	1. 1.000 cm ² a méně 2. přes 1.000 do 4.000 cm ² 3. přes 4.000 do 10.000 cm ² 4. přes 10.000 do 20.000 cm ² 5. přes 20.000 do 40.000 cm ² 6. přes 40.000 do 70.000 cm ² 7. přes 70.000 cm ²	24.— 40.— 68.— 88.— 120.— 148.— 172.—
915	Tabule zrcadlové, broušené, leštěné, rovněž matované o povrchu :	
	1. 1.000 cm ² a méně 2. přes 1.000 do 4.000 cm ² 3. přes 4.000 do 10.000 cm ² 4. přes 10.000 do 20.000 cm ² 5. přes 20.000 do 40.000 cm ² 6. přes 40.000 do 70.000 cm ² 7. přes 70.000 cm ²	30.— 50.— 85.— 110.— 150.— 185.— 215.—
922	Sklo tabulové se zalitou drátěnou sítkou neb se zalitým drátem — jakékoli síly :	
	1. přírodní barvy bílé 2. broušené, rovněž barvené v hmotě	40.— 50.—
923	Tabulové sklo tmelené, rovněž s vložkou celuloidovou nebo z jiných podobných hmot	210.—

Pozycja taryfy celnej polskiej	Nazwa towaru	Cło od 100 kg złotych
906	Wyroby ze szkła wszelkiego gatunku ozdobne, oprócz osobno wymienionych, jako to : z wytrawionemi, matowanemi lub malowanemi wzorami, malowidłami, emalją, złoceniem, srebrzeniem, ozdobami z pospolitych lub kosztownych materiałów :	
	1. kufle do piwa i do wody z rączkami — z paskami, napisami, deseniami i herbami wytrawionemi, matowanemi lub giloszowanemi, lecz bez innych ozdób oraz z wyjątkiem objętych poz. 903 i 904 p. 3	180.—
	2. kieliszki, puhary, puharki, szklanki, szklaneczki, kufle do piwa bez rączek, stoiki do konserw, miseczki, spodki, talerze, solniczki, popielniczki, — z paskami, deseniami, napisami i herbami wytrawionemi, matowanemi lub giloszowanemi, lecz bez innych ozdób oraz z wyjątkiem objętych poz. 903 i 904 p. 3	360.—
	3. inne	1,500.—
z 907	Soczewki do kieszonkowych lamp elektrycznych nieszlifowane, chociażby z oszlifowanym brzegiem	70.—
913	Szkło tafłowe nieszlifowane, niepolerowane grubości 5 mm i mniej :	
	p. 1. gładkie, białe, półbiałe, barwy naturalnej, bez wzorów i ozdób — o powierzchni :	
	a) 0,25 m ² i mniej	25.—
	b) powyżej 0,25 m ² do 0,5 m ²	30.—
	c) powyżej 0,5 m ²	35.—
	p. 2. gładkie, barwne, mleczne — bez wzorów i ozdób	40.—
	p. 3. wszelkich barw wypukłe, faliste, karbowane, wzorzyste, żyłkowane, matowane.	60.—
	p. 4. z upiększeniami, malowidłami ; szkła składane wprawie ołowianej, miedzianej i t. p.	150.—
914	Szkło tafłowe grubości powyżej 5 mm nieszlifowane, niepolerowane, niematomowane — o powierzchni :	
	p. 1. 1.000 cm ² i mniej	24.—
	p. 2. powyżej 1.000 do 4.000 cm ²	40.—
	p. 3. powyżej 4.000 do 10.000 cm ²	68.—
	p. 4. powyżej 10.000 do 20.000 cm ²	88.—
	p. 5. powyżej 20.000 do 40.000 cm ²	120.—
	p. 6. powyżej 40.000 do 70.000 cm ²	148.—
	p. 7. powyżej 70.000 cm ²	172.—
915	Szyby lustrzane szlifowane, polerowane, również matowane o powierzchni :	
	p. 1. 1.000 cm ² o mniej	30.—
	p. 2. powyżej 1.000 do 4.000 cm ²	50.—
	p. 3. powyżej 4.000 do 10.000 cm ²	85.—
	p. 4. powyżej 10.000 do 20.000 cm ²	110.—
	p. 5. powyżej 20.000 do 40.000 cm ²	150.—
	p. 6. powyżej 40.000 do 70.000 cm ²	185.—
	p. 7. powyżej 70.000 cm ²	215.—
922	Szkło tafłowe z wtopioną siatką drucianą lub z wtopionym drutem — wszelkiej grubości :	
	p. 1. koloru naturalnego, białe	40.—
	p. 2. szlifowane, również zabarwione w masie	50.—
923	Szkło tafłowe sklepane, chociażby z dodatkiem wkładki celuloidowej lub z innych temu podobnych materiałów	210.—

Sazební číslo polského celního sazebníku	Označení zboží	Celní sazba za 100 kg Zl
ex 930/ex 1 poznámka 3 a)	Páskové železo, potažené obecnými kovy, kromě pozinkovaných, poolovněných a pocínovaných — o síle :	
	d) méně než 1 do 0.5 mm	24.—
	e) méně než 0.5 do 0.3 mm	28.—
931	f) méně než 0.3 mm	32.—
	Ušlechtilá ocel s obsahem uhlíku a legovaná, o pevnosti přes 55 kg na 1 mm ² :	
	2. v tyčích libovolného tvaru, průřezu a délky :	
	a) uhlíková a manganová ocel o složení, jak uvedeno v položce 1. lit. a	25.—
		Pro roční kontingent = 700 q.
	b) legovaná ocel o složení, jak uvedeno v položce 1. lit. b	40.—
		Pro roční kontingent = 800 q.
933	Výrobky kované, ražené, lisované, kromě zvlášt jmenovaných, ze železa, obyčejné oceli, rovněž s opilovanými krají, stranami, avšak bez jiného opracování, váží-li kus :	
	1. přes 1.000 kg	22.—
Poznámka b)	2. přes 100 do 1.000 kg	30.—
	Tyto výrobky z oceli uhlíkové a legované o pevnosti nad 70 kg na 1 mm ² , podléhají clu podle příslušných bodů tohoto sazebního čísla s přírážkou	75.—
934	Výrobky z kujného železa neopracované, váží-li kus :	
	1. přes 25 kg	20.—
935	Odličky ocelové surové, váží-li kus :	
	1. přes 500 kg	26.—
	2. přes 100 do 500 kg	30.—
943/ex 3 e)	Výrobky z litiny, kromě zvlášt jmenovaných, smaltované, váží-li kus 1 kg a méně	100.—
945	Mlýnské válce a jiné strojní, kromě zvlášt jmenovaných, litinové, rovněž kalené :	
	1. neopracované, váží-li kus :	
	a) přes 600 kg	28.—
	b) přes 250 do 600 kg	30.—
	c) 250 kg a méně	35.—
	2. opracované, váží-li kus :	
	a) přes 600 kg	60.—
	b) přes 250 do 600 kg	70.—
	c) 250 kg a méně	80.—
947	Drát železný, ocelový — v kotoučích — při největším průřezu :	
	1. přes 3 do 6 mm	22.—
	2. přes 1 do 3 mm	32.50
	3. přes 0.5 do 1 mm	48.—
	4. přes 0.3 do 0.5 mm	75.—
	5. 0.3 mm a méně	105.—
Poznámka 4.	Drát povlečený netrvalou vrstvou mědi, jež vzniká při tažení drátu roztokem soli mědi, nepovažuje se za povlečený mědí.	
951/2	Podkováky všeho druhu	50.—
954	Mykadla, mykačí povlaky :	
	1. na tkaninách, zpracovaných s elastickou gumou bez plsti	340.—
	2. jiné	360.—

Pozycja taryfy celnej polskiej	Nazwa towaru	Cło od 100 kg złotych
z 930 z p. 1 uwaga 3 a)	Żelazo płaskie (taśmowe), powleczone nieszlachtnymi metalami, oprócz ocynkowanego, obołowionego, ocynowanego — grubości :	
	d) poniżej 1 do 0,5 mm	24.—
	e) poniżej 0,5 do 0,3 mm	28.—
	f) poniżej 0,3 mm	32.—
931	Stal szlachetna, węglista i stopowa o wytrzymałości powyżej 55 kg/mm ² : p. 2. w prętach o dowolnej formie przekroju i długości : a) stal węglista i manganowa o składzie, jak w p. 1 lit. a	25.— dla kontyngentu rocznego = 700 q
	b) stal stopowa o składzie, jak w punkcie 1 lit. b	40.— dla kontyngentu rocznego = 800 q
933	Wyroby kute, tłoczone, wyciskane, oprócz osobno wymienionych, z żelaza, stali zwykłej, również z opłowanymi brzołkami, bokami, lecz bez innego obróbenia, o wadze sztuki : p. 1. powyżej 1.00 kg p. 2. powyżej 100 do 1.000 kg	22.— 30.—
Uwaga b)	Takież wyroby ze stali węglistej i stopowej o wytrzymałości powyżej 70 kg/mm ² podlegają cłu według odpowiednich punktów nin. pozycji z dodatkiem	75.—
934	Wyroby z żeliwa kowalnego nieobrobione o wadze sztuki : p. 1. powyżej 25 kg	20.—
935	Odlewy stalowe surowe o wadze sztuki : p. 1. powyżej 500 kg p. 2. powyżej 100 do 500 kg	26.— 30.—
943 z p. 3. e)	Wyroby z żeliwa, oprócz osobno wymienionych, pokryte emalją o wadze sztuki 1 kg i mniej	100.—
945	Walce młyńskie i inne maszynowe, oprócz osobno wymienionych, żeliwne, chociażby utwardzane : p. 1. nieobrobione o wadze sztuki : a) powyżej 600 kg b) powyżej 250 do 600 kg c) 250 kg i mniej p. 2. obrobione o wadze sztuki : a) powyżej 600 kg b) powyżej 250 do 600 kg c) 250 kg i mniej	28.— 30.— 35.— 60.— 70.— 80.—
947	Drut żelazny, stalowy — w kęgach — o największym wymiarze przekroju : p. 1. powyżej 3 do 6 mm p. 2. powyżej 1 do 3 mm p. 3. powyżej 0,5 do 1 mm p. 4. powyżej 0,3 do 0,5 mm p. 5. 0,3 mm i mniej	22.— 32,50 48.— 75.— 105.—
Uwaga 4.	Pokrycie drutu nietrwałą warstwą miedzi, otrzymaną przy przeciąganiu drutu przez sole miedzi, nie uważa się za pokrycie miedzią.	
951 p. 2	Kopytniki wszelkie	50.—
954	Gremple, taśmy gremplowe : p. 1. na tkaninach przerabianych gumelastyką bez wołoku p. 2. inne	340.— 360.—

Sazební číslo polského celního sazebníku	Označení zboží	Celní sazba za 100 kg Zl
955/4 b)	Trouby vlnité železné, ocelové — válcované, tažené, svařované, rovněž se závitem, s připevněnými přírubami, spojkami, — o nejmenším vnitřním průměru 800 mm a méně :	
	I. o přímé ose : aa) o nejmenším vnitřním průměru přes 600 mm do 800 mm včetně	40.— 70.—
960	II. ohýbané, vlnité a polovlnité Výrobky ze železného a ocelového plechu o síle 4 mm a méně, kromě zvlášť jmenovaných : I. nepokryté o váze 1 kusu :	110.— 50.— 70.— 90.— 100.—
961/ex 3	Niple na kola, železné, ocelové — se závitem nebo bez něho — surové, odrhnuté — o průměru otvoru : c) přes 4 do 7 mm d) přes 2.5 do 4 mm e) 2.5 mm a méně	170.— 200.— 300.—
Ex Poznámka.	Niple na kola, celé neb částečně opracované, modře zbarvené, potažené obyčejnými kovy, podléhají clu s přírážkou 30%.	
964	Výrobky železné a ocelové, leštěné, broušené nebo jinak opracované, rovněž s příměsí obyčejných hmot, kromě zvlášť jmenovaných : I. osoustruhované, vrtané, frézované, hoblované, broušené, leštěné — váží-li kus : a) přes 100 kg b) přes 5 do 100 kg c) 5 kg a méně 2. jinak opracované než v položce I	100.— 150.— 190.— 70.—
997/2	Folie bílé, žluté, vyjma hliníkových : a) v kotoučích, nepotažené b) v kotoučích, potažené barvou, lakem c) nařezané, jakož i všeho druhu opatřené nápisy vzorky	150.— 210.— 320.—
1000/5 1005/3	Vidle, rovněž mořené, lakované, s násadou nebo bez ní . Závítníky, řezací čelisti, výstružníky, kruže (frézy), číselníky, písmena a jiné zvlášť nejmenované kalené nástroje, — váží-li kus :	45.— 850.— 1,000.— 3,000.—
1006	Nástroje a nářadí k vrtání, nárazové vrtáky a rotační vrtáky pro vrtání do země : vrtáky, rozšiřovací vrtáky, přítěžné tyče, nože k nůžkám, spojovací tyče, lžice, koncové závitky pro nástroje a vedení, svorky, záchranné šrouby, korunky, kruhy na potahování šroubů, trubkové šrouby, řezadla a rozparovávky (rozřezávače) trubek a pod., mimo zvlášť nejmenovaných, — bez ohledu na stupeň opracování, — váží-li kus : I. přes 500 kg 2. přes 300 do 500 kg 3. přes 100 do 300 kg 4. 100 kg a méně	60.— 100.— 150.— 190.—

Pozycja taryfy celnej polskiej	Nazwa towaru	Cło od 100 kg złotych
955 p. 4. b)	Rury faliste żelazne, stalowe — walcowane, ciągnięte, spawane, również z gwintem, przymocowanymi kołnierzami, łącznikami, — o najmniejszej średnicy wewnętrznej 800 mm i mniej : I. o osi prostej : aa) o najmniejszej średnicy wewnętrznej powyżej 600 mm do 800 mm włącznie bb) o najmniejszej średnicy wewnętrznej 600 mm i mniej	40.— 70.— 110.—
960	II. gięte faliste i półfaliste Wyroby z blachy żelaznej i stalowej o grubości 4 mm i mniej, oprócz osobno wymienionych : p. 1. niepokryte o wadze sztuki : a) powyżej 10 kg b) powyżej 1 do 10 kg c) powyżej 50 g do 1 kg d) 50 g i mniej	50.— 70.— 90.— 100.—
961 z p. 3.	Niple do kół żelazne, stalowe — z gwintem lub bez — surowe, szorowane — o średnicy otworu : c) powyżej 4 do 7 mm d) powyżej 2,5 do 4 mm e) 2,5 mm i mniej	170.— 200.— 300.—
z Uwagi	Niple do kół całkowicie lub częściowo obrobione, niebieszczone, pokryte nieszlachtnymi metalami podlegającemu z dodatkiem 30%.	
964	Wyroby żelazne i stalowe polerowane, szlifowane lub inaczej obrobione, również z dodatkiem pospolitych materiałów, oprócz osobno wymienionych : p. 1. toczone, wiercone, frezowane, heblowane, szlifowane, polerowane — o wadze sztuki : a) powyżej 100 kg b) powyżej 5 do 100 kg c) 5 kg i mniej p. 2. inaczej obrobione niż w p. 1	100.— 150.— 190.— 70.—
997 p. 2	Metal płatkowy, biały, żółty, z wyjątkiem aluminjowego : a) w rolach niczem niepokryty b) w rolach pokryty farbą, lakierem c) nacięty oraz wszelki z napisami, wzorami	150.— 210.— 320.—
1000 p. 5. 1005 p. 3.	Widły, chociażby bejcowane, lakierowane, z trzonami lub bez Gwintowniki, narzynki, rozwiertniki, gryzy, numerki, alfabety i inne osobno niewymienione narzędzia hartowane — o wadze sztuki : a) powyżej 500 g b) powyżej 150 do 500 g c) 150 g i mniej	45.— 850.— 1,000.— 3,000.—
1006	Narzędzia i przybory wiertnicze, udarowe i obrotowe do wierceń ziemnych, jako to : świdry, rozszerzacze, obciążniki, nożyce, łączniki, łyżki, końce gwintowe do narzędzi i przewodów, ściski, śruby ratunkowe, korony, raki, gruszki rurowe, ucinacze i rozpruwacze rur i t. p., oprócz osobno wymienionych, bez względu na stopień obrobienia, o wadze sztuki : p. 1. powyżej 500 kg p. 2. powyżej 300 do 500 kg p. 3. powyżej 100 do 300 kg p. 4. 100 kg i mniej	60.— 100.— 150.— 190.—

Sazební číslo polského celního sazebníku	Označení zboží	Celní sazba za 100 kg Zł
ex 1016	Špice ke kolům, z drátu o průměru neb síle 6 mm a méně, rovněž niklované : I. železné, ocelové :	
1018/4 b)	a) bez jiných hmot Nože kapesní, zavírací, kromě zahradnických, — rovněž se stříškami z obyčejných hmot : I. o jedné nebo 2 čepelích neb nástrojích II. skládající se ze 3 čepelí nebo nástrojů a více	200.— 800.— 900.—
Ex Poznámka 2.	Výrobky nožičské, uvedené v položce 4 b), se stříškami perleťovými neb s ozdobami perleťovými podléhají clu s přírůzkou 50%.	
1019 ex 4 a)	Kovové stolní příbory, uvedené v položkách 1. a 2., po- stříbřené, též částečně	1,700.—
1036	Armatury pro páru, tekutiny, plyny, vzduch atd. : 2. železné, ocelové, rovněž s obsahem 10% a méně kovů a slitin, jmenovaných v sazeb. čís. 977—981, váží-li kus : a) přes 100 kg b) přes 10 do 100 kg	130.— 180.—
	Do sazeb. čís. 1036 a položky 2. patří též armatury t. zv. neochromové.	
1040	Komorové skřínky pro vodotrubné kotle : 1. neopracované 2. opracované, též s troukami	80.— 110.—
1041 ex 2	Vlnité roury, kompensátory vlnité — z rour o nejmenším vnitřním průměru přes 800 mm : a) neopracované	40.—
ex 1042	Vypouklá kotlová dna : 1. neopracované 2. opracované	50.— 80.—
1046	Motory pístové, kromě zvlášť jmenovaných : 2. spalovací stabilní a pojízdné, váží-li kus : a) I. přes 70.000 kg II. přes 10.000 do 70.000 kg b) přes 3.000 do 10.000 kg	50.— 55.— 65.—
1049/3	Parní turbíny, také poháněné stlačenými plyny, váží-li kus : a) přes 15.000 kg b) přes 3.000 do 15.000 kg	30.— 45.—
1050	Stroje a přístroje na zdvihání, spouštění, k posouvání a k přenášení nákladů, kromě zvlášť jmenovaných, úplně zmontované, neb jejich mechanismy a pod., — vše bez motorů a součástí elektrických : 2. pro mechanický pohon, váží-li kus : A. pro cukrovary, lihovary, sladovny a pivovary podle ustanovení podmínek v závěrečném protokolu : a) přes 3.000 kg b) přes 1.000 do 3.000 kg c) přes 300 do 1.000 kg d) 300 kg a méně B. ostatní : a) přes 3.000 kg b) přes 1.000 do 3.000 kg c) přes 300 do 1.000 kg d) 300 kg a méně	40.— 50.— 60.— 100.— 100.— 130.— 160.— 200.—

Pozycja taryfy celnej polskiej	Nazwa towaru	Cło od 100 kg złoty
z 1016	Szprychy do kół z drutu o średnicy lub grubości 6 mm i mniej, chociażby niklowane :	
	p. 1. żelazne, stalowe :	
	a) bez dodatku innych materiałów	200.—
1018 p. 4. b)	Szczyorki, noże składane, oprócz ogrodniczych, również w oprawach z materiałów pospolitych :	
	I. o jednym i 2 ostrzach lub narzędziach	800.—
	II. zawierające 3 ostrza lub narzędzia i więcej	900.—
z Uwagi 2.	Wyroby nożownicze, objęte p. 4 b), w oprawie z masy perłowej lub z ozdobami z masy perłowej podlegają cłu z dodatkiem 50%.	
1019 z p. 4. a)	Nakrycia i zastawy stołowe metalowe, objęte pp. 1 i 2, posrebrzane, chociażby częściowo	1,700.—
1036	Osprzęt (armatura) do pary, płynów, gazów, powietrza i t. d. :	
	p. 2. żelazny, stalowy, również z zawartością 10% i mniej metali i stopów, objętych poz. 977—981, o wadze sztuki :	
	a) powyżej 100 kg	130.—
	b) powyżej 10 do 100 kg	180.—
	Według poz. 1036 p. 2 podlega cłu osprzęt tak zwany neochromowy.	
1040	Skrzynki sekcyjne kotłów wodnorurkowych :	
	p. 1. nieobrobione	80.—
	p. 2. obrobione, również z rurami	110.—
1041 z p. 2.	Płomienice faliste, kompensatory faliste — z rur o najmniejszej średnicy wewnętrznej powyżej 800 mm :	
	a) nieobrobione	40.—
z 1042	Dna wygięte kotłowe :	
	p. 1. nieobrobione	50.—
	p. 2. obrobione	80.—
1046	Silniki tłokowe, oprócz osobno wymienionych :	
	p. 2. spalinowe stałe i przewoźne o wadze sztuki :	
	a) I. powyżej 70.000 kg	50.—
	II. powyżej 10.000 do 70.000 kg	55.—
	b) powyżej 3.000 do 10.000 kg	65.—
1049 p. 3.	Turbiny parowe, również napędzane sprężonemi gazami, o wadze sztuki :	
	a) powyżej 15.000 kg	30.—
	b) powyżej 3.000 do 15.000 kg	45.—
1050	Maszyny i przyrządy do podnoszenia, opuszczania, przesuwania i przenoszenia ciężarów, oprócz osobno wymienionych, zmontowane w całości lub ich mechanizmy i t. d., — wszystko bez silników i części elektrycznych :	
	p. 2. do napędu mechanicznego o wadze sztuki :	
	A. dla cukrowni, gorzelnii, słodowni i browarów według ustanowionych w protokóle końcowym warunków :	
	a) powyżej 3.000 kg	40.—
	b) powyżej 1.000 do 3.000 kg	50.—
	c) powyżej 300 do 1.000 kg	60.—
	d) 300 kg i mniej	100.—
	B. inne :	
	a) powyżej 3.000 kg	100.—
	b) powyżej 1.000 do 3.000 kg	130.—
	c) powyżej 300 do 1.000 kg	160.—
	d) 300 kg i mniej	200.—

Sazební číslo polského celního sazebníku	Označení zboží	Celní sazba za 100 kg Zl
1051	<p>Čerpadla, kompresory, kromě zvlášť jmenovaných :</p> <p>1. ruční, váží-li kus :</p> <p>a) přes 750 kg</p> <p>b) přes 300 do 750 kg</p> <p>c) přes 75 kg do 300 kg</p> <p>d) 75 kg a méně</p> <p>2. na tlak — parní, transmisní — váží-li kus :</p> <p>a) přes 5.000 kg</p> <p>b) přes 3.000 do 5.000 kg</p> <p>c) přes 1.500 do 3.000 kg</p> <p>d) přes 750 do 1.500 kg</p> <p>e) přes 300 do 750 kg</p> <p>f) přes 120 do 300 kg</p> <p>g) 120 kg a méně</p> <p>3. odstředivé, váží-li kus :</p> <p>a) přes 4.000 kg</p> <p>b) přes 2.000 do 4.000 kg</p> <p>c) přes 750 do 2.000 kg</p> <p>d) přes 300 do 750 kg</p> <p>e) přes 75 do 300 kg</p> <p>f) 75 kg a méně</p>	<p>60.—</p> <p>65.—</p> <p>120.—</p> <p>150.—</p> <p>50.—</p> <p>55.—</p> <p>70.—</p> <p>95.—</p> <p>130.—</p> <p>160.—</p> <p>230.—</p> <p>80.—</p> <p>100.—</p> <p>140.—</p> <p>165.—</p> <p>180.—</p> <p>280.—</p>
1053	<p>Ventilátory, dmychadla, ssací stroje na plyny (vyssavače) exhaustory odstředivé, šroubové, kromě zvlášť jmenovaných, váží-li kus :</p> <p>1. přes 2.000 kg</p> <p>2. přes 750 do 2.000 kg</p>	<p>90.—</p> <p>130.—</p>
1054	<p>Hydraulické lisy, váží-li kus :</p> <p>1. výše než 5.000 kg</p> <p>2. přes 1.000 do 5.000 kg</p> <p>3. 1.000 kg a méně</p>	<p>75.—</p> <p>80.—</p> <p>90.—</p>
1056/1	<p>Obráběcí stroje na kovy, sloužící k ubírání hmoty, jako : soustruhy, vrtačky, frézovací, hoblovací stroje, razicí, broušící stroje, pily a pod., váží-li kus :</p> <p>d) přes 750 do 2.000 kg</p> <p>e) přes 300 do 750 kg</p> <p>2. obráběcí stroje na kovy ku : kování, lisování, válcování, ohýbání, protahování, řezání, vykrajování atd. ; — váží-li kus :</p> <p>a) přes 50.000 kg</p> <p>b) přes 10.000 do 50.000 kg</p>	<p>195.—</p> <p>230.—</p> <p>65.—</p> <p>75.—</p>
1057	<p>Pneumatické nástroje jako : kladiva, vrtačky, řezačky, pýchovačky a pod., — váží-li kus 25 kg a méně :</p> <p>1. přes 15 do 25 kg</p> <p>2. přes 7 do 15 kg</p> <p>3. 7 kg a méně</p>	<p>300.—</p> <p>350.—</p> <p>600.—</p>
1066/1	<p>Šicí stroje k domácí potřebě, krejčovské :</p> <p>a) hlavy šicích strojů</p> <p>b) celé stroje a hotové podstavce</p>	<p>200.—</p> <p>150.—</p>
1067	<p>Stroje mlýnské :</p> <p>1. válcové stolice</p> <p>2. a) stroje k čištění a prosívání krup</p> <p>b) aspirátory, vylušťovače, vylušťovače automatické ; loupací složení na proso a jáhly</p> <p>3. prosévače, plochá síta vaková, podsívačky, válce a jiné mlýnské stroje zvlášť nejmenované</p>	<p>100.—</p> <p>100.—</p> <p>130.—</p> <p>160.—</p>

Pozycja taryfy celnej polskiej	Nazwa towaru	Cło od 100 kg złotych
1051	Pompy, sprężarki, oprócz osobno wymienionych : p. 1. ręczne o wadze sztuki : a) powyżej 750 kg 60.— b) powyżej 300 do 750 kg 65.— c) powyżej 75 do 300 kg 120.— d) 75 kg i mniej 150.— p. 2. tłokowe — parowe, transmisyjne — o wadze sztuki : a) powyżej 5.000 kg 50.— b) powyżej 3.000 do 5.000 kg 55.— c) powyżej 1.500 do 3.000 kg 70.— d) powyżej 750 do 1.500 kg 95.— e) powyżej 300 do 750 kg 130.— f) powyżej 120 do 300 kg 160.— g) 120 kg i mniej 230.— p. 3. odśrodkowe o wadze sztuki : a) powyżej 4.000 kg 80.— b) powyżej 2.000 do 4.000 kg 100.— c) powyżej 750 do 2.000 kg 140.— d) powyżej 300 do 750 kg 165.— e) powyżej 75 do 300 kg 180.— f) 75 kg i mniej 280.—	
1053	Wentylatory, dmuchawy, ssaki gazowe, ekshaustory odśrodkowe, śrubowe, oprócz osobno wymienionych — o wadze sztuki : p. 1. powyżej 2.000 kg 90.— p. 2. powyżej 750 do 2.000 kg 130.—	
1054	Prasy hydrauliczne o wadze sztuki : p. 1. powyżej 5.000 75.— p. 2. powyżej 1.000 do 5.000 kg 80.— p. 3. 1.000 kg i mniej 90.—	
1056 p. 1	Obrabiarki do metali, pracujące zapomocą skrawania wióra, jak tokarki, wiertarki, gryzarki, wytaczarki, strugarki, dłutownice, szlifierki, piły i t. p., — o wadze sztuki : d) powyżej 750 do 2.000 kg 195.— e) powyżej 300 do 750 kg 230.— p. 2. obrabiarki do metali, pracujące zapomocą kucia, tłoczenia, walcowania, gięcia, przeciągania, cięcia, wycinania i t. d., — o wadze sztuki : a) powyżej 50.000 kg 65.— b) powyżej 10.000 do 50.000 kg 75.—	
1057	Narzędzia pneumatyczne, jako to : młotki, wiertarki, ścinkarki, ubijarki i t. p., — o wadze sztuki 25 kg i mniej : p. 1. powyżej 15 do 25 kg 300.— p. 2. powyżej 7 do 15 kg 350.— p. 3. 7 kg i mniej 600.—	
1066 p. 1.	Maszyny do szycia do domowego użytku, krawieckie : a) główki do maszyn 200.— b) maszyny w całości oraz gotowe podstawy 150.—	
1067	Maszyny młynarskie : p. 1. postawy walcowe 100.— p. 2. a) maszyny do czyszczenia i odsiewania kaszek 100.— b) aspiratory, łuszczarki, łuszczarki-perlaki automatyczne, jagielniki 130.— p. 3. odsiewacze, pytle płaskie, zychtmaszyny, cylindry i inne maszyny młynarskie osobno niewymienione 160.—	

Sazební číslo polského celního sazebníku	Označení zboží	Celní sazba za 100 kg Zl
1070	Stroje k lámání a drcení tvrdých hmot, kromě zvlášť jmenovaných, jako : kulové mlýny, mačkadla, drtiče, rozdrobňovače, dezintegratory a pod. stroje, — váží-li kus : 1. přes 10.000 kg 2. přes 2.500 do 10.000 kg 3. 2.500 kg a méně	70.— 80.— 100.—
1078	Přístroje destilační, rektifikační : 1. z železné litiny, železné, ocelové, rovněž s 10 % a méně kovů a slitin, uvedených v sazebních číslech 977—981, váží-li kus : a) přes 150 kg 2. z kovů a slitin uvedených v sazebních číslech 977—981, jakož i uvedené v bodě 1. s více jak 10 % těchto kovů a slitin, — váží-li kus : a) přes 150 kg	120.— 200.—
1080	Průmyslové pece pevné i pohyblivé, plynové generátory, splynovače, kromě zvlášť jmenovaných, — váží-li kus : 1. přes 500 kg	70.—
ex 1081	Strojky pro domácí potřebu, kromě zvlášť jmenovaných, rovněž s 10 % a méně kovů a slitin, uvedených v sazebních číslech 977—981 : A. lisy na ovoce, strojky na zmrzlinu, mlýnky na koření, struhadla, šrotovníky a pod., — váží-li kus : 3. přes 5 do 25 kg 4. přes 1.5 do 5 kg B. makovníky, váží-li kus : 3. přes 5 do 25 kg 4. přes 1.5 do 5 kg 5. 1.5 kg a méně C. masořezky, váží-li kus : 3. přes 5 do 25 kg 4. přes 1.5 do 5 kg 5. 1.5 kg a méně	120.— 120.— 120.— 120.— 140.— 120.— 110.— 140.—
1082	Stroje kromě zvlášť jmenovaných, rovněž s 10 % a méně kovů a slitin, uvedených v sazebních číslech 977—981, váží-li kus : 1. přes 5.000 kg : a) stroje pro průmysl keramický b) ostatní 2. přes 2.000 do 5.000 kg : a) stroje pro průmysl keramický b) ostatní 3. přes 500 do 2.000 kg : a) stroje pro průmysl keramický b) ostatní	45.— 70.— 75.— 90.— 95.— 110.—
ex 1082/4 1083	Stroje šramací, váží-li kus přes 25 do 500 kg Přístroje kromě zvlášť jmenovaných, rovněž pro domácí potřebu : 1. litinové, železné, ocelové, rovněž obsahující 10 % a méně kovů a slitin, uvedených v sazebních číslech 977—981, váží-li kus :	130.—

Pozycja taryfy celnej polskiej	Nazwa towaru	Cło od 100 kg złotych
1070	Maszyny do łamania i rozdrabniania twardych materiałów, oprócz osobno wymienionych, jako to: młyny kulowe, gniotowniki, łamacze, rozdrabniacze, dezyntegratory i t. p. maszyny, — o wadze sztuki : p. 1. powyżej 10.000 kg p. 2. powyżej 2.500 do 10.000 kg p. 3. 2.500 kg i mniej.	70.— 80.— 100.—
1078	Aparaty destylacyjne, rektyfikacyjne : p. 1. żeliwne, żelazne, stalowe, chociażby z zawartością 10% i mniej metali i stopów, objętych poz. 977—981, o wadze sztuki : a) powyżej 150 kg p. 2. metali i stopów, objętych poz. 977—981, oraz wymienione w p. 1 z zawartością tych metali i stopów powyżej 10%, — o wadze sztuki : a) powyżej 150 kg	120.— 200.—
1080	Piece przemysłowe stałe i obrotowe, generatory gazowe, karburatory, oprócz osobno wymienionych, — o wadze sztuki : p. 1. powyżej 500 kg	70.—
z 1081	Maszyny do domowego użytku, oprócz osobno wymienionych, chociażby z zawartością 10% i mniej metali i stopów, objętych poz. 977—981 : A. prasy do owoców, maszynki do lodów, maszynki do mielenia przypraw korzennych, maszynki do tarcia bulki, warzyw i t. p., — o wadze sztuki : p. 3. powyżej 5 do 25 kg p. 4. powyżej 1,5 do 5 kg B. maszynki do mielenia maku o wadze sztuki : p. 3. powyżej 5 do 25 kg p. 4. powyżej 1,5 do 5 kg p. 5. 1,5 kg i mniej. C. maszynki do mięsa o wadze sztuki : p. 3. powyżej 5 do 25 kg p. 4. powyżej 1,5 do 5 kg p. 5. 1,5 kg i mniej.	120.— 120.— 120.— 120.— 140.— 120.— 110.— 140.—
1082	Maszyny, oprócz osobno wymienionych, chociażby z zawartością 10% i mniej metali i stopów, objętych poz. 977—981, o wadze sztuki : p. 1. powyżej 5.000 kg : a) maszyny ceramiczne b) inne p. 2. powyżej 2.000 do 5.000 kg : a) maszyny ceramiczne b) inne p. 3. powyżej 500 do 2.000 kg : a) maszyny ceramiczne b) inne	45.— 70.— 75.— 90.— 95.— 110.—
z 1082 p. 4. 1083	Wrębówki o wadze sztuki powyżej 25 do 500 kg Aparaty, oprócz osobno wymienionych, również do domowego użytku : p. 1. żeliwne, żelazne, stalowe, chociażby z zawartością 10% i mniej metali i stopów, objętych poz. 977—981, o wadze sztuki :	130.—

Sazební číslo polského celního sazebníku	Označení zboží	Celní sazba za 100 kg Zl
	a) přes 500 kg :	
	I. pro pivovary podle specifikace a za podmínek stanovených v závěrečném protokolu	45.—
	II. jiné	70.—
	b) přes 100 do 500 kg :	
	I. pro pivovary podle specifikace a za podmínek stanovených v závěrečném protokolu	75.—
	II. jiné	90.—
	2. z kovů a slitin, uvedených v sazebních číslech 977—981, jakož i jmenované v bodě 1. s více jak 10 % těchto kovů a slitin, váží-li kus :	
	a) přes 500 kg :	
	I. pro pivovary podle specifikace a za podmínek stanovených v závěrečném protokolu	70.—
	II. jiné	140.—
	b) přes 100 do 500 kg :	
	I. pro pivovary podle specifikace a za podmínek stanovených v závěrečném protokolu	100.—
	II. jiné	180.—
1084/8	Ozubená kola, šneková, řetězová :	
	b) litinová, železná, ocelová — se zuby opracovanými, váží-li kus :	
	I. aa) přes 30 kg	60.—
	bb) přes 15 do 30 kg	80.—
	II. přes 5 do 15 kg	100.—
	III. přes 2 do 5 kg	150.—
	IV. 2 kg a méně	350.—
9	ozubená soukolí s ozubenými koly, šnekovými, zamontovaná v ochranných skříních, kromě zvlášť jmenovaných, váží-li kus :	
	a) přes 300 kg	75.—
	b) přes 50 do 300 kg	120.—
	c) 50 kg a méně	200.—
1085	Části strojů a přístrojů :	
	10. jiné, kromě zvlášť jmenovaných, váží-li kus :	
	a) z litiny, železa, oceli, rovněž s 10 % a méně kovů a slitin uvedených v sazebních číslech 977—981 :	
	I. přes 100 kg	140.—
	II. přes 25 do 100 kg	230.—
	III. 25 kg a méně	300.—
1090/1	Mlátičky na obilí, váží-li kus :	
	a) přes 3.000 kg	50.—
	b) přes 1.000 do 3.000 kg	50.—
	c) 1.000 kg a méně	50.—
1094/2	Odstředivky na mléko :	
	a) s ručním pohonem, váží-li kus :	
	I. přes 30 kg	30.—
	II. 30 kg a méně	70.—
1094/3	chladiče na mléko, smetanu, váží-li kus :	
	a) přes 50 kg	50.—
ex 1099	Elektrické stroje rotační : elektrické generátory, elektrické motory, rotační transformátory, — váží-li kus :	
	1. přes 10.000 kg	140.—
	2. přes 6.000 do 10.000 kg	150.—
	3. přes 3.000 do 6.000 kg	160.—
	4. přes 500 do 3.000 kg	300.—

Pozycja taryfy celnej polskiej	Nazwa towaru	Cło od 100 kg złotych
	a) powyżej 500 kg :	
	I. dla browarów według wyszczególnienia i ustanowionych w protokóle końcowym warunków . . .	45.—
	II. inne	70.—
	b) powyżej 100 do 500 kg :	
	I. dla browarów według wyszczególnienia i ustanowionych w protokóle końcowym warunków . . .	75.—
	II. inne	90.—
	p. 2. z metali i stopów, objętych poz. 977—981, oraz wymienione w p. 1 z zawartością tych metali i stopów powyżej 10%, o wadze sztuki :	
	a) powyżej 500 kg :	
	I. dla browarów według wyszczególnienia i ustanowionych w protokóle końcowym warunków . . .	70.—
	II. inne	140.—
	b) powyżej 100 do 500 kg :	
	I. dla browarów według wyszczególnienia i ustanowionych w protokóle końcowym warunków . . .	100.—
	II. inne	180.—
1084 p. 8.	Koła zębate, ślimakowe, łańcuchowe :	
	b) żeliwne, żelazne, stalowe — z zębami obrobionymi o wadze sztuki :	
	I. aa) powyżej 30 kg	60.—
	bb) powyżej 15 do 30 kg	80.—
	II. powyżej 5 do 15 kg	100.—
	III. powyżej 2 do 5 kg	150.—
	IV. 2 kg i mniej	350.—
p. 9.	Zespoły kół zębatach, ślimakowych, zmontowane w skrzyniach, ochronnych, oprócz osobno wymienionych, o wadze sztuki :	
	a) powyżej 300 kg	75.—
	b) powyżej 50 do 300 kg	120.—
	c) 50 kg i mniej	200.—
1085	Części maszyn i aparatów :	
	p. 10. inne, oprócz osobno wymienionych, o wadze sztuki :	
	a) żeliwne, żelazne, stalowe, chociażby z zawartością 10% i mniej metali i stopów, objętych poz 977—981 :	
	I. powyżej 100 kg	140.—
	II. powyżej 25 do 100 kg	230.—
	III. 25 kg i mniej	300.—
1090 p. 1.	Młocarnie do zbóż o wadze sztuki :	
	a) powyżej 3.000 kg	50.—
	b) powyżej 1.000 do 3.000 kg	50.—
	c) 1.000 kg i mniej	50.—
1094 p. 2.	Wirówki do odtuszczania mleka :	
	a) do napędu ręcznego o wadze sztuki :	
	I. powyżej 30 kg	30.—
	II. 30 kg i mniej	70.—
1094 p. 3.	Oziębiacze do mleka, śmietanki o wadze sztuki :	
	a) powyżej 50 kg	50.—
z 1099	Maszyny elektryczne wirujące : prądnice, silniki, przetwornice, — o wadze sztuki :	
	p. 1. powyżej 10.000 kg	140.—
	p. 2. powyżej 6.000 do 10.000 kg	150.—
	p. 3. powyżej 3.000 do 6.000 kg	160.—
	p. 4. powyżej 500 do 3.000 kg	300.—

Sazební číslo polského celního sazebníku	Označení zboží	Celní sazba za 100 kg Z ¹
1101	Transformátory, elektromagnety, cívky, rovněž bez jádra, kromě zvlášť jmenovaných, spojky, zdvihadla elektromagnetická a pod. zařízení, jejich části, — váží-li kus :	
	1. přes 50.000 kg	145.—
	2. přes 10.000 do 50.000 kg	160.—
	3. přes 3.000 do 10.000 kg	180.—
	4. přes 500 do 3.000 kg	320.—
	5. přes 250 do 500 kg	400.—
ex 1101/6	Transformátory k Roentgenovým přístrojům, jsou-li současně zaslány, váží-li kus přes 100 do 250 kg	500.—
ex 1101/7	Transformátory k Roentgenovým přístrojům, jsou-li současně zaslány, váží-li kus přes 50 do 100 kg	600.—
ex 1101/8	Transformátory k Roentgenovým přístrojům, jsou-li současně zaslány váží-li kus přes 20 do 50 kg	700.—
ex 1120/1, 2, 3, 4	Lékařské přístroje elektrické nevyroběné v tuzemsku na povolení ministra financí se slevou 80 %.	
1122	Isolátory, váží-li kus :	
	1. nespojené s háky, svorkami a kovovými částmi :	
	b) jiné, jak skleněné :	
	I. aa) přes 2.5 kg	60.—
	bb) přes 2 do 2.5 kg	80.—
	II. přes 100 g do 2 kg	150.—
	III. 100 g a méně	260.—
1123	Keramické výrobky pro účely elektrotechnické bez spojení jinými hmotami, váží-li kus :	
	1. a) přes 2.5 kg	60.—
	b) přes 2 do 2.5 kg	80.—
	2. přes 100 g do 2 kg	150.—
	3. 100 g a méně	260.—
ex 1131	Krabice, zásuvky, zástrčky, odbočnice, pojistkové zátky, zátky, tavné a trubkové vložky pojistkové, svíčky pro motory,bleskojistky, rovněž vakuové vložky, malé objímky, objímky, odbočnice pro stoupačí vedení, bloky, svorky lustrové, závěry, isolační niple, dotykové šrouby s izolací, isolační lišty, isolační deštičky a podobné elektrotechnické výrobky z isolačních hmot s kovými částmi, kromě zvlášť jmenovaných, — váží-li kus :	
	2. přes 250 do 500 g :	
	a) porculánové	450.—
	b) bakelitové	650.—
	3. přes 100 do 250 g :	
	a) porculánové	700.—
	b) bakelitové	850.—
	4. přes 25 do 100 g :	
	a) porculánové	800.—
	b) bakelitové	1,100.—
	5. 25 g a méně :	
	a) porculánové	900.—
	b) bakelitové	1,300.—
1135 ex 5/c)	Součástky automatických brzd, vyjma spojma spojkové hadice :	
	III. přesné přístroje brzdové, jako speciální stroj-vůdcovská záklopka, trojcestný kohout, rychločinný rozváděč	400.—

Pozycja taryfy celnej polskiej	Nazwa towaru	Cło od 100 kg złotych
1101	Transformatory, elektromagnesy, cewki, również bez rdzenia, oprócz osobno wymienionych, sprzęgła, podnośniki elektromagnetyczne i t. p. przyrządy, ich części, — o wadze sztuki : p. 1. powyżej 50.000 kg p. 2. powyżej 10.000 do 50.000 kg p. 3. powyżej 3.000 do 10.000 kg p. 4. powyżej 500 do 3.000 kg p. 5. powyżej 250 do 500 kg	145.— 160.— 180.— 320.— 400.—
z 1101 p. 6.	Transformatory do aparatów rentgenowskich, nadchodzące razem z aparatami, o wadze sztuki powyżej 100 do 250 kg	500.—
z 1101 p. 7.	Transformatory do aparatów rentgenowskich, nadchodzące razem z aparatami, o wadze sztuki powyżej 50 do 100 kg	600.—
z 1101 p. 8.	Transformatory do aparatów rentgenowskich, nadchodzące razem z aparatami, o wadze sztuki powyżej 20 do 50 kg	700.—
z 1120 pp. 1, 2, 3, 4 1122	Przyrządy elektromedyczne niewyrabiane w kraju za pozwoleniem Ministra Skarbu ze zniżką 80%. Izolatory o wadze sztuki : p. 1. niepołączone z hakami, sworzniami i częściami metalowymi : a) porcelanowe b) inne, oprócz szklanych : I. aa) powyżej 2,5 kg bb) powyżej 2 do 2,5 kg II. powyżej 100 g do 2 kg III. 100 g i mniej	60.— 80.— 150.— 260.—
1123	Wyroby ceramiczne do celów elektrotechnicznych bez dodatku innych materiałów o wadze sztuki : p. 1. a) powyżej 2,5 kg b) powyżej 2 do 2,5 kg p. 2. powyżej 100 g do 2 kg p. 3. 100 g i mniej	60.— 80.— 150.— 260.—
z 1131	Wyłączniki pokrętne, gniazda wtykowe, wtyczki, gniazda odgałęźne, bezpieczniki, korkowe, korki, wstawki, topikowe i rurkowe, wstawki odgromnikowe, również próżniowe, oprawki, oprawy, rozgałęźniki, bloczki, złącza świecznikowe, wieszaki, trzpienki izolacyjne, śruby wtykowe w izolacji, boksy, plinty i t. p. wyroby elektrotechniczne z materiałów izolacyjnych z częściami metalowymi, oprócz osobno wymienionych, — o wadze sztuki : p. 2. powyżej 250 do 500 kg : a) porcelanowe b) bakelitowe p. 3. powyżej 100 do 250 g : a) porcelanowe b) bakelitowe p. 4. powyżej 25 do 100 g : a) porcelanowe b) bakelitowe p. 5. 25 i mniej : a) porcelanowe b) bakelitowe	450.— 650.— 700.— 850.— 800.— 1,100.— 900.— 1,300.—
1135 z p. 5. c)	Części hamulców automatycznych, oprócz węży sprzęgowych : III. precyzyjne aparaty hamulcowe, jak specjalny kran maszynisty, trójwentyle, przyspieszacze	400.—

Sazební číslo polského celního sazebníku	Označení zboží	Celní sazba za 100 kg Zl
1175/1	Pianina za kus	550.—
2	Pianina za kus	1,000.—
1177/1	Tahací harmoniky jedno- a víceřadové	150.—
1179	Hudební nástroje dechové :	
	1. trubky signálové a myslivecké	150.—
	2. trubky alarmové s kovovými hlasy	150.—
	3. kovové nástroje, kromě zvlášť jmenovaných	150.—
	4. dechové nástroje dřevěné	150.—
1180	Hudební nástroje bicí :	
	1. bubny, kotly	150.—
	2. jiné	150.—
1181	Hudební nástroje strunové :	
	1. harfy	450.—
	2. čela, basy	150.—
	3. mandoliny, kytáry a jiné strunové nástroje	150.—
	4. housle a violy	150.—
1188/2	Roznětky, kromě hornických	800.—
5	Nábojnice, rovněž s roznětkami a prachem	1,250.—
1189	Kloboukové šišáky a pod., — k výrobě klobouků, nemajících znaků zahrnutí, — neapreturované, nežehlené :	
	2. z plsti, z vlněné plsti, ze srsti a tkanin, kromě zvlášť jmenovaných za kus	2.—
1191/2	Barety :	
	a) vlněné, polovlněné za kus	0.60
1192	Klobouky :	
	2. z plsti, z vlněné plsti, ze srsti, jakož i z tkanin zvlášť neuvezených :	
	a) nehotové za kus	2.—
	b) hotové za kus	3.—
1210	Výrobky z celuloidu, bakelitu, galalitu a jim pod. umělých plastických hmot, kromě zvlášť jmenovaných, rovněž nedohotovené :	
	1. hřebeny, vlásenky, sponky, — na vlasy :	
	a) bez spojení s cennými hmotami, rovněž pozlacené, postříbřené	500.— do 31. prosince 1934
	2. cigarové a cigaretové špičky, tabatěrky, dýmky :	
	a) bez spojení s cennými hmotami, rovněž pozlacené a postříbřené	500.— do 31. prosince 1934
	3. brože, náramky, přívěsky a pod. bižuterie :	
	a) bez spojení s cennými hmotami, rovněž pozlacené, postříbřené	500.— do 31. prosince 1934
	4. jiné, kromě zvlášť jmenovaných :	
	a) bez spojení s cennými hmotami, rovněž pozlacené, postříbřené	500.— do 31. prosince 1934
1213	Knoflíky ze dřeva, ze stlačené papírové masy — bez spojení s jinými hmotami	260.—
1214	Knoflíky porculánové, fajansové, skleněné — bez spojení s jinými hmotami, také pokryté barvou, lakem	230.—

Pozycja taryfy celnej polskiej	Nazwa towaru	Cło od 100 kg złotych
1175 p. 1.	Pianina od sztuki	550.—
p. 2.	fortepiany od sztuki	1,000.—
1177 p. 1.	Harmonje jedno i wielorzędowe	150.—
1179	Instrumenty dęte :	
	p. 1. trąby sygnałowe i myśliwskie, sygnałówki	150.—
	p. 2. trąby alarmowe z głosami metalowymi	150.—
	p. 3. instrumenty dęte metalowe, oprócz osobno wymie- nionych	150.—
	p. 4. instrumenty dęte drewniane	150.—
1180	Instrumenty perkusyjne :	
	p. 1. bębny, kotły	150.—
	p. 2. inne	150.—
1181	Instrumenty strunowe :	
	p. 1. harfy	450.—
	p. 2. wiolonczele, kontrabasy	150.—
	p. 3. mandoliny, gitary i inne instrumenty strunowe	150.—
	p. 4. skrzypce, altówki	150.—
1188 p. 2.	Splonki, oprócz górniczych	800.—
p. 5.	łuski, chociażby ze splonką i prochem	1,250.—
1189	Krażki, leje, stożki i t. p., — do wyrobu kapeluszy, — nie- posiadające znaków zagięcia, nieapreturowane, niepra- sowane :	
	p. 2. wołokowe, z filcu wełnianego, z sierści oraz z tka- nin, oprócz osobno wymienionych, od sztuki	2.—
1191 p. 2.	Berety :	
	a) wełniane, półwełniane od sztuki	0.60
1192	Kapelusze :	
	p. 2. wołokowe, z filcu wełnianego, z sierści oraz z tka- nin osobno niewymienionych :	
	a) niewykończone od sztuki	2.—
	b) wykończone od sztuki	3.—
1210	Wyroby z celuloidu, bakelitu, galalitu i tym podobnych sztucznych materiałów plastycznych, oprócz osobno wy- mienionych, chociażby niewykończone :	
	p. 1. grzebienie, szpilki, zapinki, — do włosów :	
	a) bez dodatku kosztownych materiałów, chociażby pozlacane, posrebrzane	500.— do 31 grudnia 1934
	p. 2. cygarniczki, papierośnice, fajki :	
	a) bez dodatku kosztownych materiałów, chociażby pozlacane, posrebrzane	500.— do 31 grudnia 1934
	p. 3. broszki, bransoletki, breloki i t. p. wyroby biżu- teryjne :	
	a) bez dodatku kosztownych materiałów, chociażby pozlacane, posrebrzane	500.— do 31 grudnia 1934
	p. 4. inne, oprócz osobno wymienionych :	
	a) bez dodatku kosztownych materiałów, chociażby pozlacane, posrebrzane	500.— do 31 grudnia 1934
1213	Guziki z drewna, masy papierowej zbitej — bez dodatku innych materiałów	260.—
1214	Guziki porcelanowe, fajansowe, szklane — bez dodatku innych materiałów, chociażby malowane, lakierowane .	230.—

Sazební číslo polského celního sazebníku	Označení zboží	Celní sazba za 100 kg Zł
1215	Knoflíky koštěné, kromě z kostí cenných : 1. přírodní 2. barvené	230.— 250.—
1216	Knoflíky z obyčejných kovů : 1. kalhotové, skládající se z jednoho nebo dvou plíšků 2. stiskací 3. jiné	250.— 400.— 400.—
1217/1	Kamenáčové knoflíky, z dumu	1,600.—
1218	Knoflíky pokryté látkou, nitěné knoflíky : 1. z obyčejných tkanin : a) nitěné b) pokryté látkou 2. z hedvábí, z nepravého stříbra nebo zlata	550.— 700.— 1,200.—
1226	Stiskací knoflíky z obyčejných kovů na rukavice, oděvy a pod. : 1. bez použití jiných hmot : a) ze železa, oceli, rovněž lakované, barvené, pokryté obyčejnými kovy b) jiné, rovněž lakované, barvené, pokryté obyčejnými kovy 2. spojené s obyčejnými hmotami, pozlacené, postříb- řené, emailované	250.— 400.— 1,600.—
ex 1229	Kartáče z rostlinných hmot, vystrojené dřevem, bez ozdob :	
	1. nebarvené, nelakované, neleštěné	80.—
1230	Kartáče z chlupů, štětín — vystrojené dřevem, obyčejným kovem — bez ozdob, — kromě zvlášť jmenovaných : 1. nebarvené, nelakované, neleštěné 2. barvené, lakované, leštěné, potažené obyčejnými kovy	120.— 160.—
1231	Kartáče z chlupů a štětín, z rostlinných látek — vystrojené jinými obyčejnými hmotami než dřevem a obyčejnými kovy — bez ozdob z cenných látek	1,300.—
1232	Kartáčky na zuby vystrojené : 2. s jinými obyčejnými hmotami než kost obyčejná	1,200.—
1234	Kartáče pro technické účely z chlupů a štětín vystrojené tkaninami, dřevem, obyčejnými kovy a jinými obyčej- nými látkami	100.—
1249/3	Násadky k plnicím pěrům stylografové, také nedohotovené a jejich části : a) z obyčejných hmot, rovněž ve spojení s obyčejnými kovy : I. bez pera nebo s perem z obyčejných kovů, jejich části	3,000.—
1251	Tužky : 1. černé a tuhové o síle přes 5 mm zasazené v dřevě, rovněž z hlavičkami z obyčejných látek 2. barevné a inkoustové o síle přes 5 mm zasazené v dřevě, rovněž s hlavičkami z obyčejných látek	800.— 1,400.—

Pozycja taryfy celnej polskiej	Nazwa towaru	Cło od 100 kg złotych
1215	Guziki z kości, oprócz cennej :	
	p. 1. naturalne	230.—
	p. 2. barwione	250.—
1216	Guziki z metali pospolitych :	
	p. 1. spodniowe, składające się z jednej lub dwu blaszek	250.—
	p. 2. zaciskowe	400.—
	p. 3. inne	400.—
1217 p. 1.	Guziki z orzecha kamiennego, dum	1,600.—
1218	Guziki pokryte tkaninami, guziki niciane :	
	p. 1. z materiałów pospolitych :	
	a) niciane	550.—
	b) pokryte tkaninami	700.—
	p. 2. z jedwabiu, szychu	1,200.—
1226	Zatrzaski z metali pospolitych do rękawiczek, ubrań i t. p. :	
	p. 1. bez dodatku innych materiałów :	
	a) żelazne, stalowe, chociażby lakierowane, malowane, pokryte nieszlachetnymi metalami	250.—
	b) inne, chociażby lakierowane, malowane, pokryte nieszlachetnymi metalami	400.—
	p. 2. z dodatkiem pospolitych materiałów, połączone, posrebrzane, emaljowane	1,600.—
z 1229	Szczotki z materiałów roślinnych w oprawie z drewna, bez ozdób :	
	p. 1. niefarbowane, nielakierowane, niepoliturowane . .	80.—
1230	Szczotki z włosów, szczeciny — w oprawie z drewna, metali nieszlachetnych — bez ozdób, — oprócz osobno wymienionych :	
	p. 1. niefarbowane, nielakierowane, niepoliturowane . .	120.—
	p. 2. farbowane, lakierowane, politurowane, pokryte nieszlachetnymi metalami	160.—
1231	Szczotki z włosów, szczeciny, materiałów roślinnych — w oprawie z materiałów pospolitych innych, niż drewno i metale nieszlachetne — bez ozdób z kosztownych materiałów	1,300.—
1232	Szczoteczki do zębów w oprawie :	
	p. 2. z innych pospolitych materiałów, niż kość zwyczajna	1,200.—
1234	Szczotki techniczne z włosów i szczeciny w oprawie z tkanin, drewna, metali nieszlachetnych i innych pospolitych materiałów	100.—
1249 p. 3.	Obsadki do napełniania, stylografy, również niewykończone, ich części :	
	a) z pospolitych materiałów, chociażby z dodatkiem nieszlachetnych metali :	
	I. bez góra lub z piórem z metali nieszlachetnych, ich części	3,000.—
1251	Ołówki :	
	p. 1. czarne i grafitowe grubości powyżej 5 mm w oprawie z drewna, chociażby z główkami z pospolitych materiałów	800.—
	p. 2. kolorowe i chemiczne grubości powyżej 5 mm w oprawie z drewna, chociażby z główkami z pospolitych materiałów	1,400.—

Sazební číslo polského celního sazebníku	Označení zboží	Celní sazba za 100 kg Zł
	6. náhradní tuhy :	
	a) černé, grafitové	800.—
	b) barevné, inkoustové	1,400.—
	7. automatické, s držátky z obyčejných látek :	
	a) z galalitu, bakelitu a pod. obyčejných látek, z obyčejných kovů	1,800.—
	b) z obyčejných kovů, postříbřené, pozlacené	2,000.—
1254	Skleněný šmelc a korále ze skla, ze dřeva a jiných obyčej- ných řezbářských hmot, obyčejných kovů, kamenáčových ořechů a jiných obyčejných hmot — nenavlékané nebo navlékané na nitě, rovněž hedvábné, z nepravého stříbra nebo zlata, pokud jsou stejného tvaru, velikosti, barvy	60.—
1255	Nepravé perly skleněné, jakož i z jiných obyčejných hmot, též navlečené na nitích, rovněž hedvábných, z nepravého stříbra nebo zlata, pokud jsou stejného tvaru, velikosti, barvy	60.—
1256	Výrobky ze skleněného šmelce, z korálů a nepravých perel, rovněž se zavíracími sponami, též postříbřenými, pozla- cenými	250.—
ex 1258	Bížuterie nepravá jablonecká, jako brože, řetízky a pod., za podmínek stanovených v závěrečném protokolu :	
	1. z obyčejných hmot, kromě zvláště jmenovaných, z obyčejných kovů	500.—
	ex 2. z broušených napodobenin drahých kamenů a polo- drahokamů, nezasazených neb zasazených v kovu, rovněž postříbřeném, pozlaceném	500.—
ex 1266/2	Zlato lístkové s bezprostředním balením a proloženými papírky	4,000.—
1270	Výrobky z obyčejné kosti, rohu, velrybí kosti, gagatu, mořské pěny, lávy, obyčejných lastur, kamenáčového ořechu, mosaiky, kromě zvláště jmenovaných, rovněž nedohotovené :	
	1. hřebeny, vlásenky, sponky, — na vlasy :	
	a) bez spojení s drahými hmotami, rovněž pozlacené, postříbřené	500.—
	2. špičky, cigárové a cigaretové, tabatěrky, dýmky :	
	a) bez spojení s drahými hmotami, rovněž pozlacené, postříbřené	500.—
	3. brože, náramky, přívěsky a podobná bižuterie :	
	a) bez spojení s drahými hmotami, rovněž pozlacené, postříbřené	500.—
	4. jiné, kromě zvláště jmenovaných :	
	a) bez spojení s drahými hmotami, rovněž postříbřené, pozlacené	500.—

Pozycja taryfy celnej polskiej	Nazwa towaru	Cło od 100 kg złotych
	p. 6. pręciki ołówkowe :	
	a) czarne, grafitowe	800.—
	b) kolorowe, chemiczne	1,400.—
	p. 7. automatyczne w oprawach z materiałów pospolitych :	
	a) z galalitu, bakelitu i t. p. pospolitych materiałów, z metali nieszlachetnych	1,800.—
	b) z metali nieszlachetnych posrebrzane, pozłacane	2,000.—
1254	Sieczka i paciorki ze szkła, drewna, sztucznych materia- łów plastycznych, metali nieszlachetnych, orzecha ka- miennego i innych pospolitych materiałów — nienani- zane oraz nanizane na nitki, chociażby jedwabne, szy- chowe, o ile są jednakowego kształtu, wielkości, barwy	60.—
1255	Perły nieprawdziwe zarówno ze szkła, jak i innych pospo- litych materiałów, również nanizane na nitki, chociażby jedwabne, suchowe, o ile są jednakowego kształtu, wiel- kości, barwy	60.—
1256	Wyroby z sieczki, paciorków i pereł nieprawdziwych, również z zameczkami, chociażby posrebrzanymi, pozła- canymi	250.—
z 1258	Bijuterja nieprawdziwa jabłoniecka, jak broszki, łańcuszki i t. p. na podstawie warunków ustanowionych w proto- kole końcowym :	
	p. 1. z materiałów pospolitych, oprócz osobno wymienio- nych, metali nieszlachetnych	500.—
	z p. 2. ze szlifowanych naśladownictw kamieni szlachet- nych i półszlachetnych, bez oprawy lub w oprawie metalowej, również posrebrzanej, pozłacanej	500.—
z 1266 p. 2.	Folja złota łącznie z wagą bezpośredniego opakowania i przekładających papierów	4,000.—
1270	Wyroby z kości pospolitej, rogu, fiszbinu, gagatu, morskiej pianki, ławy, muszli zwykłych, orzecha kamiennego, mozaiki, oprócz osobno wymienionych, chociażby nie- wykończone :	
	p. 1. grzebienie, szpilki, zapinki, — do włosów :	
	a) bez dodatku kosztownych materiałów, chociażby pozlacane, posrebrzane.	500.—
	p. 2. cygarniczki, papierośnice, fajki :	
	a) bez dodatku kosztownych materiałów, chociażby pozlacane, posrebrzane.	500.—
	p. 3. broszki, bransoletki, breloki i t. p. wyroby biżute- ryjne :	
	a) bez dodatku kosztownych materiałów, chociażby pozlacane, posrebrzane.	500.—
	p. 4. inne, oprócz osobno wymienionych :	
	a) bez dodatku kosztownych materiałów, chociażby pozlacane, posrebrzane	500.—

Textes officiels en polonais, tchécoslovaque, français et anglais.

PŘÍLOHA C K ČLÁNKŮM II. A VII.

(Strana 1.)

REPUBLIKA ČESKOSLOVENSKÁ.
(VYDÁVAJÍCÍ ÚŘAD.)
(AUTORITÉ DE DÉLIVRANCE.) — (ISSUING OFFICE.)

LEGITIMACE PRO OBCHODNÍ CESTUJÍCÍ
CARTE DE LÉGITIMATION POUR VOYAGEURS DE COMMERCE
IDENTITY CARD FOR COMMERCIAL TRAVELLERS

Platná na dvanáct měsíců ode dne vydání.
Valable pendant douze mois à compter de la date de délivrance.
Valid for twelve months including the day of issue.

Platí pro
Bon pour
Good for

Č. listu
N° de la carte
No. of identity card

(Strana 2.)

Tímto se osvědčuje, že majitel tohoto listu
Il est certifié par la présente que le porteur de cette carte
It is hereby certified that the bearer of this card

Pan
M. — Mr.

narozený v
né à — born at

bydlící v
demeurant à — living at

..... ul., č.
rue N° — street No.

má¹
possède² — is the owner of³

v
à — at

Polish, Czech, French and English official texts.

ZAAŁĄCZNIK C DO ARTYKUŁÓW II I VII.

(Strona 1.)

RZECZPOSPOLITA POLSKA.
(WŁADZA WYSTAWIAJĄCA LEGITYMACJĘ.)
(AUTORITÉ DE DÉLIVRANCE.) — (ISSUING OFFICE.)

KARTA LEGITYMACYJNA DLA KOMIWOJAŻERÓW
CARTE DE LÉGITIMATION POUR VOYAGEURS DE COMMERCE
IDENTITY CARD FOR COMMERCIAL TRAVELLERS

Ważna w ciągu 12 miesięcy od daty wystawienia.
Valable pendant douze mois à compter de la date de délivrance.
Valid for twelve months including the day of issue.

Ważne w
Bon pour
Good for

Nr. karty
N° de la carte
No. of identity card

(Strona 2.)

Zaświadcza się niniejszem, że okaziciel karty tej
Il est certifié par la présente que le porteur de cette carte
It is hereby certified that the bearer of this card

Pan
M. — Mr.

urodzony w
né à — born at

zamieszkały w
demeurant à — living at

..... ulica, Nr.
rue N° — street No.

posiada¹
possède² — is the owner of³

w
à — at

No. 4238

pod firmou
 sous la raison de commerce — for the purpose of trade

(nebo) je obchodním cestujícím ve službách firmy (firm)
 (ou) est commis voyageur au service de la (des) maison(s)
 (or) is a commercial traveller employed by the firm(s) of

v
 à — at

která má (které mají) ¹
 qui possède(nt) ² — which possess(es) ³

pod firmou
 sous la raison de commerce — for the purpose of trade

¹ Označení továrny nebo obchodu.

² Indication de la fabrique ou du commerce.

³ State the articles or nature of the trade.

(Strana 3.)

Jelikož majitel tohoto listu zamýšlí v zemích výše označených vyhledávati zakázky na zboží a kupovati zboží pro zmíněnou firmu (firmy), osvědčuje se, že jmenovaná(é) firma(y) je (jsou) oprávněna(y) provozovati svou (své) živnost(i) a obchod(y) v a platí tam daně za tím účelem zákonem předepsané.

Le porteur de cette carte se proposant de recueillir des commandes dans les pays susvisés et de faire des achats pour la (les) maison(s) dont il s'agit, il est certifié que ladite (lesdites) maison(s) est (sont) autorisée(s) à pratiquer son (leurs) industrie(s) et son (leurs) commerce(s) à et y paie(nt) les contributions légales à cet effet.

The bearer of this card intends to solicit orders in the above-mentioned countries and to make purchases for the firm(s) referred to. It is hereby certified that the said firm(s) is (are) authorized to carry out its (their) business and trade at and that it pays (they pay) the taxes as provided by law, for that purpose.

..... dne 19...
 le
 the

Podpis šéfa firmy (firm) :
 Signature du chef de la (des) maison(s) :
 Signature of the head of the firm(s) :

pod firmą handlową
 sous la raison de commerce — for the purpose of trade

(lub) jest komiwojazerem w służbie firmy (firm)
 (ou) est commis voyageur au service de la (des) maison(s)
 (or) is a commercial traveller employed by the firm(s) of

w
 à — at

która posiada (które posiadają) ¹
 qui possède(nt) ² — which possess(es) ³

pod firmą
 sous la raison de commerce — for the purpose of trade

¹ Oznaczenie fabryki lub handlu.

² Indication de la fabrique ou du commerce.

³ State the articles or nature of the trade.

(Strona 3.)

Wobec tego, że okaziciel niniejszej karty chce poszukiwać zamówień w wyżej wymienionych krajach i czynić zakupy na rachunek wspomnianej (wspomnianych) firmy (firm), zaświadcza się, iż rzeczona firma (rzeczone firmy) jest upoważniona (są upoważnione) do wykonywania swego przemysłu i swego handlu w i płaci (płacą) należne z tego tytułu podatki.

Le porteur de cette carte se proposant de recueillir des commandes dans les pays susvisés et de faire des achats pour la (les) maison(s) dont il s'agit, il est certifié que ladite (lesdites) maison(s) est (sont) autorisée(s) à pratiquer son (leurs) industrie(s) et son (leurs) commerce(s) à et y paie(nt) les contributions légales à cet effet.

The bearer of this card intends to solicit orders in the above-mentioned countries and to make purchases for the firm(s) referred to. It is hereby certified that the said firm(s) is (are) authorized to carry out its (their) business and trade at and that it pays (they pay) the taxes as provided by law, for that purpose.

dnia

le

the

19...

Podpis kierownika firmy :

Signature du chef de la (des) maison(s) :

Signature of the head of the firm(s) :

(Strana 4.)

Popis majitele :
 Signalement du porteur :
 Description of the bearer :

Věk :
 Age :
 Age :
 Postava :
 Taille :
 Height :
 Vlasy :
 Cheveux :
 Hair :
 Zvláštní znamení :
 Signes particuliers :
 Special marks :

(Strana 5.)

Podpis majitele :
 Signature du porteur :
 Signature of the bearer :

.....

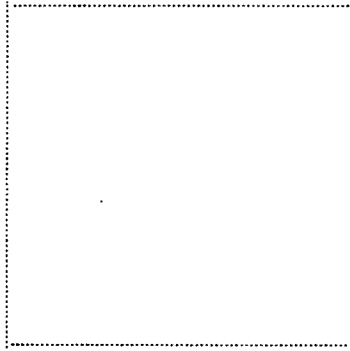
..... dne 19...
 le
 the

.....
 Podpis vydávajícího úřadu :
 Signature de l'autorité de délivrance :
 Signature of the issuing office :

- N. B. Rubriku 1. Formuláře dlužno vyplniti pouze jde-li o šéfa obchodního nebo průmyslového závodu.
 N. B. On ne doit remplir que la rubrique 1 du formulaire lorsqu'il s'agit du chef d'un établissement commercial ou industriel.
 N. B. The first entry should only be completed for heads of commercial or manufacturing businesses.

(Strona 4.)

Rysopis okaziciela :
 Signalement du porteur :
 Description of the bearer :



Wiek :
 Age :
 Age :
 Wzrost :
 Taille :
 Height :
 Włosy :
 Cheveux :
 Hair :
 Znaki szczególne :
 Signes particuliers :
 Special marks :

(Strona 5.)

Podpis okaziciela :
 Signature du porteur :
 Signature of the bearer :

.....

..... dnia 19...
 le
 the

Podpis władzy wystawiającej :
 Signature de l'autorité de délivrance :
 Signature of the issuing office :

- N. B. Rubrykę 1 formularza należy wypełnić tylko w wypadku, o ile chodzi o kierownika przedsiębiorstwa handlowego lub przemysłowego.
- N. B. On ne doit remplir que la rubrique 1 du formulaire, lorsqu'il s'agit du chef d'un établissement commercial ou industriel.
- N. B. The first entry should only be completed for heads of commercial or manufacturing businesses.

Textes officiels en polonais et tchécoslovaque.

PŘÍLOHA D K ČLÁNKU XVIII.

ZAAŁĄCZNIK D DO ARTYKUŁU XVIII.

Wzór.

Nr. porządkowy
Poř. čís. :

Vydává se níže uvedené firmě k
průkazu před cizozemskými úřady
při dovozu zboží do ciziny.

ŚWIADECTWO POCHODZENIA
OSVĚDČENÍ O PŮVODU

Czeskosłowacki urząd celny w na podstawie wiarogodnych dokumentów,
Československý celní úřad v na podkladě hodnověrných listin,

przedstawionych przez p. zamieszkałego w
předložených p. bytem v

stwierdza, że poniżej wyszczególnione towary, wysyłane do Polski pod adresem :
potvrzuje, že níže uvedené zboží zasílané do Polska na adresu :

..... drogą lądową — statkiem (nazwa statku) *
po souši — lodí (název lodi) *

a) * są pochodzenia czeskosłowackiego
je původu československého

b) * są przetworzone w Czechosłowacji i niemniej jak 50 % ogólnej wartości towaru przypada
jest zpracováno v Československu i ne méně než 50 % celkové hodnoty zboží připadá na

na koszty robocizny i surowców czeskosłowackich.
výlohy za práci a suroviny československé.

Znaki i numery Značky a čísla	Ilość i rodzaj przesyłek Počet a druh nákladových kusů	Wyszczególnienie towaru Pojmenování zboží	Waga brutto Hrubá váha	Waga netto Čistá váha	Wartość Hodnota

Dnia
Dne

* niepotrzebne skreślić.
* nehodící se škrtně nebo vynechá.

Podpis i pieczęć urzędu celnego.
Podpis a razítko celního úřadu, jenž vydává osvědčení
o původu.

Polish and Czech official texts.

PŘÍLOHA E K ČLÁNKU XVIII.
ZAŘAČENÍ E DO ARTYKULU XVIII.

No.

ŚWIADECTWO POCHODZENIA
OSVĚDČENÍ O PŮVODU

Izba Handlowa i Przemysłowa w
 Obchodní a živnostenská komora v
 Obchodní, živnostenská a průmyslová ústředna v
 na podstawie wiarygodnych dokumentów przedłożonych przez p.
 na základě hodnověrných listin předložených p.
 kupca (obchodníkem) zamieszkałego
 przemysłowca (průmyslníkem) bytem ve
 stwierdza, że poniżej wyszczególnione towary wysyłane do Polski pod adresem p.
 potvrzuje, že níže uvedené zboží, odesílané do Polska na adresu p.
 kupca (obchodníka) w
 przemysłowca (průmyslníka) v
 drogą lądową (cestou suchozemskou)
 statkiem (nazwa statku) lodí (název lodí)
 sa produktami a) pochodzenia (původu) (nazwa kraju)
 jest wýtobkem a) przemysłu (průmyslu) (země)
 b) przetworzonymi w i nie mniej jak 50 % ogólnej wartości
 zpracowaným v a że najmniej 50 % jejich veskeré
 towaru przypada na koszta robocizny i surowców (nazwa kraju)
 hodnoty činí hodnota materiálu a hodnota práce na nich wykonané (země)

Znaki i numery Značka a číslo	Ilość i rodzaj przesyłek Množství a druh zášek	Wyszczególnienie towaru Označení zboží	Waga brutto Váha hrubá	Waga netto Váha čistá	Wartość Hodnota

Správni komise obchodní a živnostenské komory v
 Obchodní, živnostenská a průmyslová ústředna v

President :

Sekretář :

..... dnia 193...

dne

PRÍLOHA F K ČLÁNKU XXVIII.

VETERINÁRNÍ ÚMLUVA.

Článek 1.

Dovoz zvířat (jednokopytníků, přežvýkavců, vepřového bravu, drůbeže), zvířecích surovin a produktů a vůbec všech předmětů, jimiž lze přenést nakažlivinu zvířecích nákaz, jakož i dovoz masa čerstvého nebo konzervovaného a masných výrobků určených k požívání z území jedné vysoké smluvní strany na území druhé může býti omezen na určité vyjmenované vstupní stanice a podroben zvěrolékařské prohlídce státem, na jehož území dovoz se má díti.

Článek 2.

1. Při dopravě zvířat z území jedné vysoké smluvní strany na území druhé dlužno předložiti osvědčení původu (dobytčí pas) vydané příslušným místním úřadem. Toto osvědčení budiž takové, aby mohlo býti přesně zjištěno místo původu zvířat (obec původu, okres, širší administrativní, území-země, województwo). Dále osvědčení původu má obsahovati počet, druh, přesný popis zvířat, jakož i jméno a adresu majitele.

2. Osvědčení mají býti opatřena stvrzením státního zvěrolékaře, že zvířata jsou zdravá a nepodezřelá a že v obci původu, jakož i v oněch, kterými event. zvířata musí projíti, aby se dostala na místo naložení, nebylo v době odeslání nákaz, které dlužno oznámiti a jež jsou přenosné na příslušný druh zvířat, s výjimkou tuberkulosity u jiných zvířat, než o která jde. V osvědčení budiž ještě uvedeno jméno nakládací stanice, datum naložení, číslo prohlídkového protokolu a místo určení.

3. Jde-li o vývoz zvířat, u nichž se může vyskytnouti :

- a) mor skotu a plicní nákaza skotu,
- b) nákaza hřebčů, mor vepřů, nákaza vepřů a neštovice ovčí,
- c) slintavka a kulhavka, cholera drůbeže a mor slepic,

má býti v osvědčení kromě toho potvrzeno, že shora uvedené nemoci nevyskytly se ani v obci původu ani v obcích sousedních, a to u nemocí uvedených pod písm. a) v posledních 6 měsících ; pod písm. b) v posledních 40 dnech ; pod písm. c) nejméně v posledních 30 dnech.

4. Osvědčení státního veterináře kromě toho musí potvrzovati u skotu, který není určen na porážku, a to :

u jalovic, krav a býků, že byli bezprostředně před odesláním při podkožním očkování tuberkulínem uznány za prosté tuberkulosity a že pocházejí přímo z podniku chovatelského prostého nakažlivého zmetání, nebo že zkouška krevní, provedená v některé státní laboratoři, neukázala přítomnost této nemoci.

5. U krav, které nejsou určeny k porážce, v osvědčení budiž kromě toho potvrzeno, že byly chovány a ošetřovány v podniku prostém nakažlivého zánětu vemene, vyvolaného streptokokky, nebo že zkouška mléka, provedená v některé státní laboratoři, neukázala přítomnost této nemoci.

6. U koní, kteří nejsou určeni k porážce, budiž v osvědčení potvrzeno, že pocházejí z obcí, kde nebyla zjištěna infekční anaemie koní ani v době odeslání, ani během posledních 6 měsíců.

7. Pro jednokopytníky a skot budou se vydávati jednotlivá osvědčení. Pro ovce, kozy, brav vepřový a drůbež jsou přípustná hromadná osvědčení původu (dobytčí pasy) ; tyto listiny mohou

ZAŁĄCZNIK F DO ARTYKUŁU XXVIII.

KONWENCJA SANITARNO-WETERYNARYJNA.

Artykuł 1.

Przywóz zwierząt (jednokopytowych, przeżuwaczy, świń i drobiu), przetworów i produktów surowych pochodzenia zwierzęcego oraz wogóle wszelkich przedmiotów, mogących być przenośnikami zaraźliwych chorób zwierzęcych, jak i przywóz mięsa świeżego lub konserwowanego i przetworów mięsnych, przeznaczonych do spożycia, z obszaru jednej z Wysokich Układających się Stron na obszar drugiej, może być ograniczony do pewnych wyznaczonych stacyj wejściowych i poddany kontroli weterynaryjnej, wykonywanej przez Państwo, na obszar którego ma mieć miejsce przywóz.

Artykuł 2.

1. Przy obrocie zwierzętami z obszaru jednej z Wysokich Układających się Stron na obszar drugiej, będzie potrzebne okazanie świadectwa pochodzenia (paszportu zwierzęcego), wydanego przez właściwą władzę miejscową. Świadectwo to będzie sporządzone w sposób umożliwiający dokładne stwierdzenie miejsca pochodzenia zwierząt (gmina pochodzenia, powiat, szerszy obszar administracyjny — země, województwo). Oprócz tego świadectwo pochodzenia winno wskazywać ilość, rodzaj, dokładny opis zwierząt, jak i nazwisko i adres posiadacza.

2. Świadectwa winny zawierać zaświadczenie państwowego lekarza weterynaryjnego, stwierdzające, że zwierzęta są zdrowe i niepodejrzane i że gmina pochodzenia, jak gminy, przez które ewentualnie zwierzęta są przeprowadzone do miejsca załadowania, są wolne w chwili wysłania zwierząt od wszelkich chorób zaraźliwych, podlegających obowiązkowi zgłoszenia, przenoszących się na odnośny gatunek zwierząt, z wyjątkiem gruźlicy u zwierząt innych, niż te, o które chodzi. Świadectwo będzie zawierać również nazwę stacji załadowania, datę załadowania, numer protokołu oględzin i miejsce przeznaczenia.

3. Jeśli chodzi o wywóz zwierząt wrażliwych na :

- a) księgosusz, zarazę płucną bydła rogatego,
- b) zarazę stadniczą, pomór i zarazę świń, ospę owczą,
- c) pryszczycę, cholera drobiu i pomór kur,

świadectwo winno nadto stwierdzić, że powyższe zaraźliwe choroby zwierzęce nie ujawniły się ani w gminie pochodzenia, ani w gminach sąsiednich : dla chorób wymienionych pod literą a) — od 6 miesięcy, pod literą b) — od 40 dni, pod literą c) — conajmniej od 30 dni.

4. Zaświadczenie państwowego lekarza weterynaryjnego winno nadto zawierać dla bydła nieprzeznaczonego na rzeź, następujące dane :

dla jałówek, krów i buhajów, że bezpośrednio przed wysłaniem zostały one uznane za wolne od gruźlicy na podstawie podskórnej próby tuberkulinowej i że pochodzą bezpośrednio z gospodarstwa hodowlanego, wolnego od ronienia zakaźnego, lub że badanie krwi, dokonane w laboratorium państwowem, nie wykazało istnienia tej choroby.

5. Dla krów nieprzeznaczonych na rzeź świadectwo stwierdzi nadto, że były one hodowane i utrzymywane w gospodarstwie wolnem od paciorkowcowego zapalenia wymienia, lub że badanie mleka wykonane w laboratorium państwowem nie wykazało obecności tej choroby.

6. Dla koni nieprzeznaczonych na rzeź, świadectwo winno stwierdzać, że pochodzą one z gminy, w której niedokrztliwość zakaźna koni nie została stwierdzona ani w chwili wysłania, ani w ciągu ostatnich 6 miesięcy.

7. Dla zwierząt jednokopytowych i dla bydła świadectwa winny być jednostkowe. Dla zwierząt z gatunku owiec, kóz, świń oraz dla drobiu będą dopuszczalne świadectwa pochodzenia

se týkati pouze zvířat téhož druhu, pocházejících z téhož podniku, naložených do téhož vagonu a odeslaných témuž příjemci.

8. Potvrzení státního zvěrolékaře na osvědčení původu má platnost 10 dnů. Uplyne-li tato doba za dopravy, platnost osvědčení bude moci býti prodloužena na stejnou dobu po prohlídce státním zvěrolékařem. Výsledek prohlídky a důvod prodloužení platnosti zaznamená se na osvědčení.

9. Při dopravě zvířat železnicí budiž provedena bezprostředně před naložením prohlídka státním zvěrolékařem a nález prohlídky zapsán do osvědčení.

10. Vznik vztekliny u psů a koček nebude překážeti vydání osvědčení o původu a zdravotním stavu pro jiné druhy zvířat ; rovněž vznik prašiviny ovcí a koz nebude překážeti vydání zmíněných osvědčení pro jednokopytníky a naopak.

11. Ojedinéle případy sněti slezinné, sněti šelestivé, puchýřiny a červenky vepřového bravu nepřekáží, aby bylo vydáno osvědčení pro jatečná zvířata, jestliže tyto nemoci nevyskytují se v hospodářstvích, ze kterých zvířata mají býti dovezena.

Článek 3.

Zabitá zvířata, maso čerstvé nebo konzervované mražením, lůj, sádlo a všechny masné výrobky určené k požívání musí býti, aby mohly býti připuštěny k dovozu, provázeny osvědčením o původu a zdravotním stavu, vydaným státním nebo k tomu státem zmocněným zvěrolékařem a potvrzujícím, že zvířata, z nichž pocházejí, byla za živa i po porážce podle příslušných předpisů zvěrolékařsky prohlédnuta a že byla shledána zdravá a nepodezřelá a že jejich maso jest bezpodmínečně způsobilým k požívání.

U masných výrobků osvědčení kromě toho musí potvrzovati, že neobsahují žádných látek, jichž používání jest zakázáno předpisy země určené.

Osvědčení budou vystavována podle vzoru připojeného k této úmluvě.

Maso čerstvé nebo mražením konzervované opatří státní zvěrolékař razítkem, kterým se zaručuje, že maso bylo shledáno bezpodmínečně způsobilým k požívání a že, pokud jde o vepřové maso, bylo toto přezkoušeno na trichiny s negativním výsledkem. Razítko jest připojiti též na příslušné osvědčení.

Článek 4.

Zvířecí suroviny a živočišné produkty, které byly připuštěny k dovozu, musí býti provázeny osvědčením o původu a zdravotním stavu, vydaným státním zvěrolékařem, jež potvrzuje, že pocházejí ze zvířat domácího původu prostých nakažlivých nemocí. V osvědčení bude též prohlášeno, že suroviny a produkty zvířecího původu, které jsou v něm uvedeny, mohou býti vyvezeny bez nebezpečí přenosu nakažlivých nemocí.

Výše uvedené osvědčení nepotřebují tyto zvířecí suroviny a výrobky : suché kůže všeho druhu ; suchá, solená nebo vyvápňená klišovka ; vlna vyvápňená nebo po továrensku prána, odpadky vlny, vlna jirchářská, vše v uzavřených pytlích nebo balících ; štětiny, zvířecí chlupy (žíně, hrívy atd.), peří, vše úlpně suché, vyvařené nebo vyvápňené ; rohy, kopyta, paznehty, kosti a zuby vyvařené, odtučněné nebo suché a zbavené měkkých částí ; kostní a rybí moučka sterilisovaná vodní parou pod vysokým tlakem ; suchá střeva, suché žaludky a měchýře, řádně zabalené v uzavřených bednách nebo sudech, nebo dobře uložené v jiných obalech.

(paszporty) zbiorowe ; powyższe dokumenty będą mogły się odnosić tylko do zwierząt tego samego gatunku, pochodzących z tego samego gospodarstwa, załadowanych do tego samego wagonu i przesyłanych do tego samego odbiorcy.

8. Czas ważności zaświadczenia państwowego lekarza weterynaryjnego na świadectwach pochodzenia wynosi 10 dni. Jeśli ten termin upływa w czasie transportu, ważność zaświadczenia będzie mogła być przedłużona na równy przeciąg czasu po badaniu dokonane przez państwowego lekarza weterynaryjnego. Wynik badania i powód przedłużenia ważności będą uwidocznione na świadectwie.

9. Zwierzęta transportowane koleją będą badane bezpośrednio przed załadowaniem przez państwowego lekarza weterynaryjnego, który uwidoczni wynik badania na świadectwie.

10. Stwierdzenie wścieklizny u psów i kotów nie przeszkodzi wydaniu świadectwa pochodzenia i zdrowia dla zwierząt innych gatunków ; również stwierdzenie świerzbu u owiec i kóz nie będzie mogło przeszkodzić wydaniu świadectw powyższych dla zwierząt jednokopytowych i odwrotnie.

11. Rozproszone przypadki węgliką, szelestnicy, otrętu i różycy świń nie przeszkadzają w wydaniu świadectw dla zwierząt rzeźnych, jeśli te choroby nie występują w gospodarstwach, z których zwierzęta mają być wywiezione.

Artykuł 3.

Celem dopuszczenia do przywozu — zwierzęta bite, mięso świeże lub konserwowane przez ochłodzenie, łój, sadło i wszelkie przetwory mięsne, przeznaczone do spożycia, winny być zaopatrzone w świadectwo pochodzenia i zdrowotności, wydane przez państwowego lekarza weterynaryjnego lub w tym celu upoważnionego przez Państwo, stwierdzające, że zwierzęta, z których one pochodzą, były poddane przed i po uboju badaniu weterynaryjnemu zgodnie z dotyczącymi przepisami, oraz że były uznane za zdrowe i niepodejrzane i że ich mięso jest zdadne bez zastrzeżeń do spożycia dla ludzi.

Dla przetworów mięsnych świadectwo winno ponadto stwierdzać, że nie zawierają one żadnej substancji, której użycie jest zakazane przez przepisy kraju przeznaczenia.

Świadectwa winny być sporządzone według wzoru załączonego do niniejszej konwencji.

Mięso świeże lub konserwowane przez chłodzenie ma być oznakowane pieczęcią przez państwowego lekarza weterynaryjnego, stwierdzającą, że mięso zostało uznane za zdadne bez zastrzeżeń do spożycia dla ludzi, zaś o ile chodzi o mięso wieprzowe, — że było ono poddane badaniu co do włośni z wynikiem ujemnym. Pieczęć będzie również umieszczona na odpowiednim świadectwie.

Artykuł 4.

Przetwory i produkty surowe pochodzenia zwierzęcego celem dopuszczenia do przywozu winny być zaopatrzone w świadectwo pochodzenia i zdrowotności, wydane przez państwowego lekarza weterynaryjnego, stwierdzające, że pochodzą one ze zwierząt pochodzenia krajowego i wolnych od chorób zaraźliwych. Świadectwo będzie również zaopatrzone w oświadczenie, że przetwory i produkty pochodzenia zwierzęcego, których ono dotyczy, mogą być wywiezione bez niebezpieczeństwa przeniesienia chorób zaraźliwych.

Powyższe świadectwo nie jest wymagane dla następujących przetworów i produktów surowych pochodzenia zwierzęcego : skóry suszone wszystkich gatunków, odpadki skór do wyrobu kleju suszone, solone lub wywapnione ; wełna wywapniona lub myta w sposób fabryczny, odpadki wełny, wełna pochodząca z garbarni, — wszystko pakowane w worki lub paczki zamknięte ; szczecina, sierść zwierząt (ogony, grzywy i t. p.), pióra, — wszystko zupełnie wysuszone, gotowane lub wywapnione ; rogi, kopyta, racice, kości i zęby gotowane, odtłuszczone, suszone i pozbawione części miękkich ; mączka kostna i rybna, wyjałowiona parą wodną pod silnym ciśnieniem ; jelita suszone, żołądki i pęcherze suszone i pakowane odpowiednio w skrzyniach lub baryłkach zamkniętych lub też umieszczone w innym opakowaniu.

Článek 5.

Zásilky, jež neodpovídají požadavkům shora uvedeným, a zvířata, která státní zvěrolékař při prohlídce na hranici uzná za nemocná, nakažená nebo podezřelá z nakažlivé nemoci, kterou dlužno hlásiti, mohou býti vráceny. Pohraniční zvěrolékař poznamená na osvědčení důvod vrácení a podepíše své prohlášení. Vyrozumí o tom neprodleně a nejkratší cestou pohraničního zvěrolékaře vývozního státu.

Vrácení podezřelých zvířat bude omezeno na zvířata, která byla ve styku se zvířetem nemocným nebo podezřelým.

Nebyla-li zásilka vrácena a zjistí-li se u dovážených zvířat některá nakažlivá nemoc, až když zvířata prošla pohraniční stanicí dovozní země, podléhají zásilky příslušným ustanovením zdravotně-policejním.

V každém případě sepíše státní zvěrolékař protokol o tom, co bylo zjištěno a uvede učiněná veterinární opatření, která odůvodní, a zašle jej ústřednímu veterinárnímu úřadu své země, který vyrozumí o tom ústřední veterinární úřad země původu. Ke zprávě připojí se osvědčení, jež provázelo zvířata.

O případech, o nichž mluví tento článek, vyrozumí se přímo a bez prodlení delegát druhé smluvní strany, pokud je jmenován podle článku 8.

Článek 6.

Zjistí-li se na území jedné vysoké smluvní strany mor skotu, má druhá strana právo zakázati nebo omeziti na tak dlouho, pokud trvá nebezpečí nákazy, dovoz a průvoz přežvýkavců, vepřů, surovin, a výrobků pocházejících z těchto zvířat a vůbec všech předmětů, jimiž lze přenést nakažlivinu.

Článek 7.

Byla-li přenesena dopravou dobytka z území jedné vysoké smluvní strany na území druhé některá z nakažlivých nemocí zvířat, nebo nabude-li některá z těchto nemocí nebezpečného rázu na území jedné ze smluvních stran, má druhá strana právo omeziti nebo zakázati po dobu trvání nebezpečí nákazy dovoz a průvoz vnímavých zvířat, která pocházejí z území zamořených nebo ohrožených, jakož i dovoz a průvoz masa, zvířecích surovin a předmětů, kterými lze přenést nakažlivinu.

Tyto zákazy a omezení mohou se vztahovati jen na území zamořené nákazou, odkud zvířata pocházejí, a na území sousední; pokud jde o maso a živočišné výrobky, omezení a zákazy mohou se týkati pouze masa a výrobků pocházejících ze zvířat, jež mohou onemocněti některou z těchto chorob.

Za území se považuje politický okres — powiat.

Doba trvání nebezpečí nákazy u nemocí vyznačených v článku 2. lit *a)*, *b)*, *c)*, mimo mor skotu, plicní nákazu skotu a hřebčí nákazu bude omezena na dobu stanovenou v témže článku. Tato doba počíná dnem, kdy nákaza byla vývozním státem prohlášena úředně za zaniklou.

Dovoz nemůže býti zakázán v případech sněti slezinné, sněti šelestivé, nákazy zvěře a skotu u velkých přežvýkavců a divokých zvířat, vztekliny, prašiviny a puchýřiny jednokopytníků a skotu, červenky vepřového bravu, jakož i v případech tuberkulózy.

V případě vyskytnutí se nakažlivé nemoci zvířat na hranicích nebo v okolí, podléhá doprava mezi sousedními pohraničními okresy obou států určitým omezením a zákazům podle ustanovení

Artykuł 5.

Przesyłki, które nie odpowiadają powyższym wymogom, oraz zwierzęta, które państwowy lekarz weterynaryjny przy badaniu na granicy uzna za chore, zarażone lub podejrzane o jedną z zaraźliwych chorób, podlegających obowiązkowi zgłoszenia, mogą być cofnięte. Graniczny lekarz weterynaryjny zaznaczy na świadectwie powód cofnięcia, stwierdzając to swym podpisem. Zawiadomi on o tem bez zwłoki w najkrótszej drodze granicznego lekarza weterynaryjnego kraju wywożącego.

Cofnięcie zwierząt podejrzanych będzie ograniczone do zwierząt, które były narażone na zetknięcie ze zwierzęciem chorem lub podejrzaniem.

Jeśli przesyłka nie została cofnięta i jeśli dopiero po przebyciu stacji granicznej kraju importującego zostanie stwierdzona wśród zwierząt przywiezionych jedna z chorób zaraźliwych, przesyłka zostanie poddana odpowiednim zarządzeniom policji weterynaryjnej.

W każdym razie protokół zawierający stwierdzone fakty, zarządzenia weterynaryjne oraz powód ich zastosowania, zostanie sporządzony przez państwowego lekarza weterynaryjnego i przesłany przez niego do centralnej władzy weterynaryjnej jego kraju, która treść protokołu poda bezpośrednio do wiadomości centralnej władzy weterynaryjnej kraju pochodzenia. Do tego dokumentu zostanie dołączone świadectwo, w które zwierzęta były zaopatrzone.

W wypadkach przewidzianych w niniejszym artykule delegat drugiej Wysokiej Układającej się Strony, o ile taki byłby mianowany stosownie do artykułu 8, będzie powiadomiony w drodze najkrótszej i natychmiastowo.

Artykuł 6.

Jeśli księgosusz jest stwierdzony na obszarze jednej z Wysokich Układających się Stron, druga Strona będzie miała prawo ograniczyć lub zakazać na tak długo, jak trwa niebezpieczeństwo zarazy, przywóz i przewóz zwierząt przeżuujących, świń, przetworów i produktów pochodzących z tych zwierząt i wogóle wszelkich przedmiotów, mogących służyć jako przenośniki zarazy.

Artykuł 7.

Jeśli wskutek obrotu zwierzętami zaraźliwa choroba zwierzęca, podlegająca obowiązkowi zgłoszenia, została przeniesiona z obszaru jednej z Wysokich Układających się Stron na obszar drugiej, lub jeśli jedna z tych chorób grasuje w sposób groźny na obszarze jednej z Wysokich Układających się Stron druga Strona będzie miała prawo ograniczyć lub zakazać na tak długo, jak trwa niebezpieczeństwo zarazy, przywóz i przewóz zwierząt wrażliwych na zarazę, pochodzących z obszarów objętych lub zagrożonych, jak również mięsa, produktów surowych pochodzenia zwierzęcego, oraz przedmiotów mogących być przenośnikami zarazy.

Te ograniczenia i zakazy mogą odnosić się tylko do obszarów objętych zaraźliwą chorobą zwierzęcą, z których zwierzęta pochodzą i do obszarów z niemi graniczących, zaś jeśli chodzi o mięso i przetwory pochodzenia zwierzęcego, te ograniczenia i zakazy mogą się odnosić jedynie do mięsa i przetworów, pochodzących ze zwierząt wrażliwych na jedną z chorób, o które idzie.

Jako obszary będą uważane okręgi (politickü okres — powiat).

Czas trwania okresu niebezpieczeństwa zarazy dla chorób przewidzianych w artykule 2, litera *a*), *b*) i *c*), z wyjątkiem księgosuszu, zarazy płucnej i zarazy stadniczej będzie ograniczony do okresów przewidzianych w tym samym artykule. Czas ten będzie liczony od dnia urzędowego oświadczenia ze strony kraju wywożącego, stwierdzającego wygaśnięcie choroby.

Przywóz nie będzie mógł być wzbroniony z powodu wąglika, szelestnicy, zarazy dzicyzny i bydła rogatego, wścieklizny i świerzbu, otrętu koni i bydła rogatego, różycy, jak i z powodu gruźlicy.

W chwili ukazania się na granicy lub w okolicy jednej z zaraźliwych chorób zwierzęcych, obrót między okręgami graniczącymi obu krajów będzie mógł być poddany pewnym ograniczeniom

příslušných veterinárních zákonů vysokých smluvních stran, aby se tak čelilo nákaze a tato se potlačila.

Zákazy a omezení uvedené v tomto článku netýkají se zásilek provážených uzavřenými kraji železnici ve vagonech uzavřených a zaplombovaných, avšak jakékoli nakládání, vykládání, nebo zbytečné zdržování v krajích zamořených jest zakázáno.

Článek 8.

Obě vysoké smluvní strany přiznávají si právo po dohodě vyslati na území druhého státu nebo tam trvale přiděliti zvěrolékařské zástupce, aby se informovali o zařízeních, opatřeních a podmínkách týkajících se provádění této úmluvy.

Obě vysoké smluvní strany vyzvou své příslušné úřady, aby poskytly pomoc a daly všechny žádané informace zvěrolékařským delegátům druhé strany, jakmile o to požádají a jako takoví se legitimují.

Článek 9.

Každá vysoká smluvní strana se zavazuje uveřejniti v době co nejkratší zprávu o zdravotně-veterinárním stavu k 1. a 15. každého měsíce. Tato zpráva bude ihned po uveřejnění zaslána přímo zvěrolékařské ústřední službě druhé strany.

Zvěrolékařské úřady sousedních pohraničních okresů (powiat — politický okres) sdělí si vzájemně a přímo případy nakažlivých nemocí, jakmile se objeví, a to :

telegraficky — každý případ moru skotu a plicní nákazy skotu, dále případy slintavky a kulhavky, jež by snad opravňovaly k omezení pohraničního styku zvířat ;

písemně — jiné případy slintavky a kulhavky, dále případy sněti slezinné, hřebčí nákazy, vozňřivky, vztekliny, moru vepřů, nákazy vepřů, cholery drůbeže a moru slepic, jakmile byly zjištěny.

Kromě toho zvěrolékařské úřady sousedních pohraničních okresů sdělí si vzájemně prvního každého měsíce stav nákaz hlášením povinných v pohraničním okresu, dále obce zamořené, počet zamořených dvorů a počet nemocných zvířat. Nebyla-li zjištěna v příslušném měsíci nákaza, není třeba sdělení.

Jakmile se zjistí na území jedné vysoké smluvní strany mor skotu, plicní nákaza skotu, hřebčí nákaza, nebo slintavka a kulhavka, poslední ve shoubné formě s vysokou úmrtností, bude ihned a přímo zpraven ústřední zvěrolékařský úřad druhé strany telegraficky o vzniku a rozsahu nákazy.

Článek 10.

Železniční vozy, lodí, části lodí, kterými byly dopravovány jednokopytníci, přežvýkavci, vepřový brav a drůbež, jakož i nářadí, patřící k těmto dopravním prostředkům, budou čištěny a desinfikovány bezprostředně po použití a to podle předpisů platných v příslušných zemích. Rampy, můstky a použité nářadí budou rovněž čištěny po každé zásilce a podle potřeby desinfikovány. Není námitek, aby bylo používáno při desinfekci roztoku sodného louhu (žiravé sody).

Zmíněná desinfekce, provedená podle ustanovení 1. odst. na území jedné vysoké smluvní strany, bude uznána druhou za dostatečnou.

lub pewnym zakazom w celu zapobieżenia i zwalczania zarazy stosownie do odpowiedniego ustawodawstwa Wysokich Układających się Stron, w zakresie policji sanitarno-weterynaryjnej.

Zakazy i ograniczenia wymienione w niniejszym artykule nie odnoszą się do transportów, przewożonych przez obszary podlegające zakazowi, kolejną w wagonach zamkniętych i zaplombowanych, jednak wszelkie ładowanie, wyładowanie lub zbyt długie zatrzymanie na objętych zarazą obszarach jest wzbronione.

Artykuł 8.

Obie Wysokie Układające się Strony zapewniają sobie prawo do wysyłania, po porozumieniu, na obszar drugiej Strony lub do ustanawiania na stałe delegatów weterynaryjnych, w celu zbierania informacji, dotyczących urzędzeń, zarządzeń i warunków, odnoszących się do wykonania niniejszej Konwencji.

Obie Wysokie Układające się Strony polecą swym odnośnym władzom udzielać pomocy i informacji delegatom weterynaryjnym drugiej Strony, skoro tylko tego zażądata i wykażą się swemi uprawnieniami.

Artykuł 9.

Każda z Wysokich Układających się Stron zobowiązuje się do wydawania 1-go i 15-go każdego miesiąca, możliwie rychło, biuletynu o sytuacji sanitarno-weterynaryjnej. Biuletyn ten natychmiast po ogłoszeniu zostanie przekazany bezpośrednio centralnemu urzędowi weterynaryjnemu drugiej Strony.

Urzędy weterynaryjne sąsiednich okręgów granicznych (powiat, politickü okres) podadzą sobie bezpośrednio do wiadomości przypadki zaraźliwych chorób zwierzęcych, skoro się one tylko ukazaą, a mianowicie :

w drodze telegraficznej : — każdy przypadek księgosuszu, zarazy płucnej bydła rogatego i każdy przypadek pryszczycy, które mogłyby usprawiedliwiać ograniczenia granicznego obrotu zwierzętami,

pisemnie — inne przypadki pryszczycy, a pozatem przypadki wągliką, zarazy stadniczej, nosaczyny, wścieklizny, pomoru i zarazy świń, cholery drobiu i pomoru kur, skoro tylko zostaną stwierdzone.

Pozatem urzędy weterynaryjne sąsiednich okręgów granicznych będą zawiadamiały się wzajemnie pierwszego każdego miesiąca o stanie zaraźliwych chorób zwierzęcych, podlegających obowiązkowi zgłoszenia, w okręgach granicznych, o gminach objętych zarazą, o ilości gospodarstw zarażonych i ilości zwierząt chorych. Zawiadomienie jest zbyt długie, jeśli w ciągu danego miesiąca żadna zaraźliwa choroba zwierzęca się nie ukazała.

Jeśli na obszarze jednej z Wysokich Układających się Stron stwierdzi się księgosusz, zarazę płucną bydła rogatego, zarazę stadniczą lub pryszczycę, tę ostatnią w postaci złośliwej z wysoką śmiertelnością, centralna władza weterynaryjna drugiej Strony będzie poinformowana natychmiastowo i bezpośrednio, w drodze telegraficznej o ukazaniu się i o rozszerzeniu się choroby.

Artykuł 10.

Wagony, statki, części statków, które służyły do przewozu zwierząt jednokopytowych, przezuwających, świń i drobiu, jak i przyrządy, stanowiące części wymienionych środków przewozu, będą czyszczone i odkażane natychmiast po użyciu, stosownie do przepisów obowiązujących w danym kraju. Rampy załadowcze, mostki i przyrządy, któremi się posługiwano, winny również być czyszczone po każdym transporcie, w razie potrzeby zaś odkażane. Nie będzie można się sprzeciwić dokonywaniu dezynfekcji ługiem sodowym (wodorotlenkiem sodowym).

Powyższa dezynfekcja, przeprowadzana stosownie do pierwszego ustępu na obszarze jednej z Wysokich Układających się Stron, będzie uznana za wystarczającą przez drugą Stronę.

Článek II.

Pokud není jinak stanoveno, ustanovení této úmluvy týkají se dopravy dobytka mezi pohraničními pásmy ve smyslu úmluvy o usnadnění pohraničního styku, sjednané mezi oběma vysokými smluvními stranami.

I. Přechod zvířat na pastvu z území jedné vysoké smluvní strany na území druhé strany bude prováděn za těchto podmínek :

Vlastníci stád předloží při přechodu hranice celnímu úřadu ku přezkoušení a ku potvrzení ve dvou exemplářích seznam zvířat, která chtějí hnáti na pastvu. Seznam bude vydávati místní obecní úřad s udáním jména vlastníka (průvodce), druhu, pohlaví, počtu, jakož i podstatných vnějších známek zvířat.

Úřady místa původu, jakož i obcí, kterými snad zvířata budou hnána, potvrdí, že na jejich území nevyskytla se žádná na dotyčná zvířata přenosná nákaza, kterou dlužno hlásiti.

V seznamech zvířat, jež mají zůstati na pastvině více než 7 dní, budiž však potvrzeno státním zvěrolékařem, že zvířata v seznamu uvedená byla prohlédnuta bezprostředně před vyhnáním na pastvu a shledána zdravými a že ani v obci, z níž mají býti zvířata hnána na pastvu, a budou-li hnána územím jiné obce, ani v této se nevyskytuje nákaza, kterou dlužno hlásiti a jež jest přenosná na druh zvířat, o něž jde. Při návratu z pastvy budiž potvrzeno příslušným státním zvěrolékařem druhé smluvní strany kromě zdravotního stavu těchto zvířat, že v obci, kde zvířata byla na pastvě, jakož i v obcích, jejímž územím budou snad zvířata hnána, nevyskytuje se nákaza, kterou sluší ohlásiti a jež jest přenosná na druh zvířat, o něž jde.

2. Doprava zvířat pracovních, k tahu, nebo jezdeckých, zvířat určených ke kastraci, k vážení nebo zvěrolékařskému ošetření, jakož i jednotlivých zvířat (nejvýše 5 kusů), která jsou hnána každodenně na pastvu, a konečně zvířat, která jsou hnána k napájení a plavení, jest povolena oběma směry za podmínky, že platné celní předpisy budou zachovány a zvířata budou opatřena osvědčením (dobyčtím pasem) starosty obce, kde se nalézá stáj. Jde-li o více zvířat, může býti vydáno hromadné osvědčení (dobyčtí pas). V osvědčení (dobyčtím pase) bude uvedeno místo určení, důvod překročení hranice, jakož i označení, kde zvířata mají pracovati. Kromě toho místní úřad potvrdí, že není v obci původu a budou-li zvířata hnána územím některé jiné obce, ani v této žádné nemoci, jež jest přenosná na druh zvířat, o něž jde, a kterou dlužno hlásiti.

V nutných případech (požár, povodeň nebo jakákoli pohroma, pomoc duchovní, lékařská nebo zvěrolékařská) dobytčí pasy nebudou žádány.

3. Ojedinelé případy sněti slezinné, sněti sělestivé, nákazy zvěře a skotu, vztekliny, červenky vepřového bravu, tuberkulosity, prašiviny a puchýřiny v obci původu nejsou na závalu vydání dotyčných potvrzení pro zvířata uvedená v bodech 1 a 2, jestliže tato zvířata nepocházejí z nakažených hospodářství. Takové onemocnění budiž však v osvědčeních poznamenáno.

4. Osvědčení, kterým se potvrzuje, že obce jsou prosty nákaz, platí, pokud jde o zvířata určená k práci a na pastvu, jakož i u zvířat, která jsou napájena a plavena — jde-li o častější přecházení hranic — po dobu 30 dnů a pokud jde o zvířata k tahu a zvířata určená ke kastraci, zvěrolékařskému ošetření a k vážení po dobu 10 dnů s podmínkou, že během této doby nevyskytne se nákaza, která by vyžadovala zrušení těchto osvědčení. Po uplynutí lhůt shora uvedených, mohou býti osvědčení prodloužena.

Artykuł II.

Jeśli nie postanowiono inaczej, postanowienia niniejszej Konwencji dotyczą obrotu zwierzętami między pasami pogranicznymi, w myśl umowy o ułatwieniu ruchu granicznego, zawartej między obiema Układającymi się Stronami.

1. Przepęd zwierząt z obszaru jednej z Wysokich Układających się Stron na obszar drugiej Strony, na pastwisko, będzie dozwolony pod następującymi warunkami :

W chwili przejścia przez granicę właściciele stad przedstawią w biurze celnem, w celu zbadania i sprawdzenia, w dwóch egzemplarzach listę zwierząt, które chcą przepędzić na pastwisko. Lista zostanie wydana przez miejscową władzę gminną i będzie zawierała nazwisko właściciela (prowadzącego), gatunek, płeć, ilość oraz oznaki zewnętrzne, charakterystyczne zwierząt.

Władza miejsca pochodzenia i gminy, przez które ewentualnie zwierzęta przejdą, winny stwierdzić, że żadna z chorób, udzielających się danemu gatunkowi zwierząt, podlegająca obowiązkowi zgłoszenia, nie ukazała się na obszarze tych gmin.

Na spisach zwierząt, które mają pozostać na pastwiskach dłużej, niż 7 dni, winno być jednak zaświadczone przez państwowego lekarza weterynaryjnego, że zwierzęta wymienione w spisie były badane bezpośrednio przed ich odejściem na pastwisko i że uznane zostały za zdrowe, oraz że w gminie, z której zwierzęta mają być wyprowadzone na pastwisko, w razie zaś przeprowadzania ich przez obszar innej gminy, również w tej ostatniej, niema żadnej z chorób, podlegających obowiązkowi zgłoszenia, udzielających się danemu gatunkowi zwierząt. Przy powrocie tych zwierząt z pastwiska właściwy państwowy lekarz weterynaryjny drugiej Strony stwierdzi, prócz stanu zdrowia, również okoliczność, że ani w gminie, w której zwierzęta były na pastwisku, ani w gminach, przez których obszar ewentualnie musiały być prowadzone, niema żadnej z chorób, podlegających obowiązkowi zgłoszenia i udzielających się danemu gatunkowi zwierząt.

2. Obrót zwierzętami roboczymi, pociągowymi i wierzchowemi, przeznaczonemi do trzebień, do ważenia, lub do leczenia, jak również zwierzętami odosobnionemi (najwyżej 5 głów), pędzonemi codzień na pastwisko, wreszcie zwierzętami pędzonemi do pojenia lub kąpieli, jest dozwolony w obu kierunkach pod warunkiem, że obowiązujące przepisy celne będą zachowane i że zwierzęta są zaopatrzone w świadectwo (paszport zwierzęcy), wydane przez naczelnika gminy, w której znajduje się obora lub stajnia. Jeśli chodzi o kilka zwierząt, będzie mogło być wydane świadectwo (paszport zwierzęcy) zbiorowe. W świadectwie (paszporcie zwierzęcym) będzie podane miejsce przeznaczenia, powód przejścia przez granicę, jak również wskazane, gdzie zwierzęta mają pracować. Nadto władza miejscowa winna zaświadczyć, że w gminie pochodzenia, w wypadku zaś przeprowadzania przez obszar innej gminy — nawet w tej ostatniej, niema żadnej z chorób, podlegających obowiązkowi zgłoszenia, udzielających się danemu gatunkowi zwierząt.

W wypadkach koniecznej potrzeby (pożar, wylew lub jakakolwiek katastrofa, postuga religijna, lekarska lub weterynaryjna), paszporty zwierzęce nie będą wymagane.

3. Rozproszone w gminie przypadki wąglika, szelestnicy, posocznicy krwotocznej, wściekliczny, różycy, gruźlicy, świerzbu, otrętu, nie przeszkodzą wydaniu powyższych świadectw dla zwierząt wymienionych w punktach 1 i 2, jeśli nie pochodzą one z gospodarstw zarażonych. Jednak takie przypadki choroby winny być zaznaczone na zaświadczeniach.

4. Świadectwa stwierdzające, że gminy są wolne od chorób, są ważne w stosunku do zwierząt przeznaczonych do robót i na pastwisko, jak również w stosunku do zwierząt, które mają, być pojone i kąpane — w wypadku, gdy chodzi o częstsze przekroczenia granicy — na przeciąg 30 dni ; o ile zaś dotyczą zwierząt pociagowych, zwierząt przeznaczonych do trzebień, do leczenia weterynaryjnego i do ważenia — na przeciąg 10 dni, pod warunkiem, że w ciągu tego czasu żadna zaraźliwa choroba zwierzęca, która pociąga za sobą unieważnienie tych świadectw, nie wzbuchłaby ; po upływie powyższych terminów świadectwa winny być przedłużone.

5. Vznikne-li však v době pastvy nebo práce nemoc, která jest nakažlivou pro druh zvířat, o něž jde, buď u části stád na pastvě, nebo u pracovních zvířat, nebo na území obce, kde jsou zvířata, anebo na cestě, kterou se mají vrátiti, bude návrat zvířat na území druhého státu zakázán, pokud z vyšší moci (nedostatek krmiva, špatné počasí atd.) nebude nutno učiniti výjimku. V tomto případě vrátí se zvířata jen, bude-li se dbáti zajišťovacích opatření, na nichž se dohodnou příslušné úřady dotyčných okresů, aby se zamezil přenos nákaz.

6. Zvířata uvedená v bodech 1 a 2 nebudou podrobena při přechodu hranice pohraniční zvěrolékařské prohlídce. Aby bylo možno zjistiti jejich totožnost, zvířata musí se vrátiti touž pohraniční stanicí, kde překročila hranici.

7. Zvláštní předpisy, kterých snad bude potřeba pro zabezpečení provozního hospodářství v pohraničních pásmech, budou v takových případech stanoveny společnou dohodou ministerstev zemědělství obou států, po slyšení příslušných ministerstev financí.

Článek 12.

Omezení a zákazy, které snad by mohly ještě býti v účinnosti v okamžiku vstupu v platnost této úmluvy a které by nebyly s těmito ustanoveními v soulase, budou zrušena.

Článek 13.

Vznikne-li při provádění této úmluvy mezi smluvními stranami neshoda výkladu a požádá-li o to jedna ze smluvních stran, bude zvolena smíšená komise, jejíž mínění bude vzato v úvahu při rozhodnutí.

Každá z vysokých smluvních stran jmenuje dva členy, aby utvořili komisi, která bude míti právo přibrati si pátého člena, nebude-li lze dosíci dohody.

Na první schůzi, na níž má býti jmenován pátý člen, bude tento vybrán mezi příslušníky vysoké smluvní strany, určené losem. Na příští schůzi bude pátý člen vybrán mezi příslušníky druhé strany.

5. Jeśli jednak w czasie przebywania na pastwisku lub pracy wybuchnie choroba zaraźliwa, udzielająca się danemu gatunkowi zwierząt, bądź w części stada na pastwisku lub zwierząt pracujących, bądź na obszarze gminy, w której zwierzęta się znajdują, bądź na drodze, przez którą mają wracać, powrót zwierząt na obszar drugiego Państwa będzie wzbroniony, jeżeli tylko siła wyższa (brak paszy, niepogoda i t. d.) nie zmusi do uczynienia wyjątku. W tym wypadku powrót zwierząt będzie mógł się odbyć tylko pod warunkiem zachowania środków ochronnych, uzgodnionych przez władze właściwych okręgów, w celu zapobieżenia zawleczeniu zaraźliwych chorób zwierzęcych.

6. Zwierzęta wymienione w punktach 1 i 2 nie będą poddane w chwili przejścia przez granicę, weterynaryjnej kontroli granicznej. W celu umożliwienia stwierdzenia ich tożsamości, powrót zwierząt winien być dokonany przez tę samą stację graniczną, przez którą miało miejsce wyjście.

7. Przepisy specjalne, które ewentualnie będą potrzebne w celu zachowania gospodarstw w pasach granicznych, będą wydane za wspólnym porozumieniem Ministerstw Rolnictwa obu Państw, po zasięgnięciu opinii właściwych Ministerstw Skarbu.

Artykuł 12.

Ograniczenia i zakazy, któreby ewentualnie istniały jeszcze w chwili wejścia w życie niniejszej Konwencji, a które byłyby sprzeczne z jej postanowieniami, zostaną zniesione.

Artykuł 13.

Jeśli wyniknie spór między obiema Wysokimi Układającymi się Stronami co do stosowania niniejszej Konwencji, dokonane zostanie na żądanie jednej z Wysokich Układających się Stron mianowanie komisji mieszanej, której opinia będzie wzięta pod uwagę przy powzięciu decyzji.

Każda z Wysokich Układających się Stron zamianuje dwóch członków do udziału w komisji, która będzie miała prawo kooptowania piątego członka w wypadku, gdyby porozumienia nie dało się osiągnąć.

Podczas pierwszego zebrania, na którym piąty członek ma być mianowany, zostanie on wybrany z pośród obywateli Wysokiej Układającej się Strony, wyznaczonej przez losowanie; na następnym zebraniu piąty członek będzie wybrany z pośród obywateli drugiej Strony.

WZCR

Kraj pochodzenia :
(zemle-województwo) :

Stacja załadowania :

Pieczęć stacji :

Data załadowania :

ŚWIADECTWO POCHODZENIA I ZDROWOTNOŚCI

DLA MIĘSA, PRZETWORÓW I PRODUKTÓW POCHODZENIA ZWIERZĘCEGO.

Rodzaj towaru :	Ilość pakunków :	Waga brutto ogólna :
.....
.....
.....

Oznaki specjalne, plomby i t. d.

Pochodzenie towaru ¹

Polityczny okres :

Powiat :

Nazwisko, imiona i adres wysyłającego :

Nazwisko, imiona i adres odbiorcy :

Środek przewozu :

ZAŚWIADCZENIE LEKARZA WETERYNARYJNEGO : ²

(a) Dla mięsa i wyrobów mięsnych :

Ja niżej podpisany stwierdzam że mięso (wyroby mięsne), o które chodzi, pochodzą ze zwierząt, które były poddane badaniu weterynaryjnemu przed i po uboju i że uznane zostały za zdrowe i że mięso jest zdatne bez zastrzeżeń do spożycia ludzkiego.

Miejsce na pieczęć rzeźni pochodzenia, która będzie również umieszczona na mięsie. *

Zaświadczam nadto, że przetwory mięsne nie zawierają żadnej substancji, której użycie jest zakazane przez przepisy kraju przeznaczenia.

b) Dla przetworów i produktów pochodzenia zwierzęcego :

Ja niżej podpisany stwierdzam, że towar powyżej wymieniony pochodzi ze zwierząt wolnych od chorób zaraźliwych i pochodzenia krajowego. Zaświadczam nadto, że towar ten może być wywożony bez niebezpieczeństwa choroby zaraźliwej.

Wydano, dnia 193...

Pieczęć lekarza weterynaryjnego : Podpis państwowego lekarza weterynaryjnego :

* Uwaga : O ile chodzi o świeże mięso wieprzowe, chłodzone lub mrożone, pieczęć stwierdza, że mięso było poddane badaniu na włośnię z wynikiem ujemnym.

¹ Będą uważane jako miejsce pochodzenia :

a) dla mięsa i przetworów mięsnych, rzeźnia lub fabryka, z której pochodzą,

b) dla innych przetworów, miejsca, gdzie one były produkowane lub magazynowane.

² Zbędne skreślić.

ZÁVĚREČNÝ PROTOKOL K VETERINÁRNÍ ÚMLUVĚ.

1. Ustanovení veterinární úmluvy týká se jen zboží původu jedné z vyzokých smluvních stran.

2. a) Dovoz zvířat, produktů a předmětů vyjmenovaných v článku 1. veterinární úmluvy do území jedné z vysokých smluvních stran a pocházejících z území strany druhé děje se bez předběžného povolení s výjimkou zvířat chovných a užitkových.

b) Zvířata chovná a užitková připustí se k dovozu jen na zvláštní povolení státu dovozního. Jestliže povolení dovozu jinak nestanoví, bude použito při dovozu zvířat chovných a užitkových ustanovení článku 2. veterinární úmluvy. Kromě toho prodlužuje se lhůta, po kterou nesmí býti vydáno žádné osvědčení při slintavce a kulhavce, na 40 dní a to jak pro místo původu, tak i pro sousední obce.

c) Dovoz zvířat určených pro vědecké účely, zoologické zahrady, obory, cirkusy, zvěřince a jiné podobné podniky řídí se ustanovením bodu 17. závěrečného protokolu.

d) Dovoz králíků, zajíců, divokých masožravců, raků, holubů, pernaté zvěře, divokých ptáků, ptáků chovaných pro zábavu v klecích a ryb určených ke konsumu jest dovolen bez jakéhokoliv předběžného veterinárního povolení a osvědčení o původu a zdravotním stavu s vyhradou, že budou splněny předmětné předpisy, které by mohly býti vydány a jež by byly oznámeny druhé vysoké smluvní straně.

e) Předběžné veterinární povolení může býti žádáno při dovozu papoušků, včel, medu, vosku a upotřebeného včelařského nářadí. Pro vzorky medu do hrubé váhy 350 gr, vzorky včelího vosku do hrubé váhy 500 gr, jakož i zásilky medu do 5 kg, sloužící k soukromé potřebě příjemcově, není však třeba předběžného veterinárního povolení ani osvědčení o původu a zdravotním stavu.

f) Psi a kočky mohou býti dováženi bez předběžného povolení jen za podmínky, že budou provázeni osvědčením o původu a zdravotním stavu příslušného státního zvěrolékaře, který potvrdí, že zvíře jest zdravé, že bylo v obci původu od svého narození nebo nejméně 3 měsíce a že nebyl zjištěn žádný případ vztekliny v téže době ani v obci původu, ani v obcích sousedních

3. Osvědčení o původu a zdravotním stavu (dobyččí pas) může býti vydáno pouze pro zvířata, která byla na území jedné z vysokých smluvních stran od svého narození nebo nejméně 6 měsíců, pokud jde o přežvýkavce a vepřový brav, a nejméně jeden měsíc, pokud jde o jednokopytníky.

Osvědčení o původu a zdravotním stavu u drůbeže mohou býti vystavována též zmocněným zvěrolékařem; takové osvědčení musí nezbytně obsahovati: počet, druh, pohlaví zvířat a podobná označení.

4. Prohlídky nebo kontroly veterinární předepsané veterinární úmluvou mohou prováděti jen státní zvěrolékaři. Rovněž protokoly a osvědčení mohou býti sepsány pouze státním zvěrolékařem. Totéž platí o osvědčeních o původu a zdravotním stavu.

5. Pohraniční vstupní stanice s pohraniční veterinární službou budou stanoveny dohodou před uvedením v platnost veterinární úmluvy a nebudou moci býti měněny leč společnou dohodou.

Určené vstupní stanice budou opatřeny potřebným zařízením, aby veterinární služba mohla býti bez průtahů prováděna. Veterinární služba bude tam tak organisována, aby vyhovovala všem obchodním potřebám obou států.

Dovoz a průvoz zvířat a masa čerstvého a zmrzlého připouští se jen drahou, vyjímaje obchod v pohraničním styku.

PROTOKOŁ KOŃCOWY DO KONWENCJI WETERYNARYJNEJ.

1. Zarządzenia Konwencji Weterynaryjnej będą stosowane tylko do towarów pochodzących z jednej z Wysokich Układających się Stron.

2. a) Przywóz na obszar jednej z Wysokich Układających się Stron zwierząt, produktów i przedmiotów wymienionych w artykule pierwszym Konwencji Weterynaryjnej i pochodzących z obszaru drugiej Strony nie będzie wymagał żadnego uprzedniego zezwolenia z wyjątkiem zwierząt hodowlanych i użytkowych.

b) Zwierzęta hodowlane i użytkowe będą dopuszczone do przywozu tylko za zezwoleniem specjalnem Państwa przywożącego. Jeśli zezwolenie przywozu nie zarządza inaczej, przywóz zwierząt hodowlanych i użytkowych dokonywany jest zgodnie z przepisami art. 2 Konwencji Weterynaryjnej. Przyczem przeciąg czasu, w ciągu którego żadne świadectwo nie może być wydane, o ile chodzi o przyszcycę, zostanie przedłużony do 40 dni zarówno dla miejsca pochodzenia, jak dla gmin sąsiadujących.

c) Przywóz zwierząt przeznaczonych na cele naukowe, do ogrodów zoologicznych, do parków, do cyrków, do menażeryj oraz do innych analogicznych zakładów jest normowany przepisami p. 17 protokołu końcowego.

d) Przywóz królików, zajęcy, zwierząt drapieżnych, raków, gołębi ptactwa łownego, ptaków dzikich, ptaków rozrywkowych w klatkach i ryb przeznaczonych do spożycia, jest dozwolony bez żadnego uprzedniego zezwolenia i bez świadectwa pochodzenia i zdrowia, pod warunkiem zachowania przepisów, które mogłyby być wydane w tym względzie i byłyby notyfikowane drugiej Wysokiej Układającej się Stronie.

e) Przy przywozie papug, pszczoł, miodu, wosku oraz przyrządów pszczelarskich używanych może być wymagane uprzednie zezwolenie weterynaryjne. Niemniej próbki miodu nie przekraczające wagi brutto 350 gr. próbki wosku pszczelnego, nieprzekraczające wagi brutto 500 gr., jak i przesyłki miodu do 5 kg do własnego spożycia odbiorcy, są wolne od uprzedniego zezwolenia weterynaryjnego i świadectwa pochodzenia i zdrowotności.

f) Koty i psy będą mogły być przywożone bez uprzedniego zezwolenia tylko pod warunkiem, że będą zaopatrzone w świadectwo pochodzenia i zdrowia, wydane przez państwowego lekarza weterynaryjnego, stwierdzające, że zwierzę jest zdrowe, że przebywało w gminie pochodzenia od urodzenia lub od trzech miesięcy i że żaden przypadek wścieklizny nie został stwierdzony w ciągu tego samego czasu ani w miejscu pochodzenia ani w gminach sąsiadujących.

3. Świadectwo pochodzenia i zdrowia (paszport) może być wydane tylko dla zwierząt, które przebywały na obszarze jednej z Wysokich Układających się Stron, od urodzenia lub od 6 miesięcy dla przeżuwaczy i świń i przynajmniej od miesiąca dla jednokopytowych.

Świadectwa pochodzenia i zdrowia dla drobiu mogą być wydawane również przez lekarza weterynaryjnego upoważnionego; świadectwa winny zawierać koniecznie liczbę, rodzaj, płeć zwierząt i podobne wzmianki.

4. Badanie i kontrola weterynaryjna, przewidziane Konwencją Weterynaryjną, mogą być dokonywane tylko przez państwowego lekarza weterynaryjnego. Również protokoły i zaświadczenia mogą być sporządzone tylko przez państwowego lekarza weterynaryjnego. Tosamo dotyczy świadectw pochodzenia i zdrowotności.

5. Stacje wejściowe otwarte dla badania weterynaryjnego na granicy, będą wyznaczone w drodze wspólnego porozumienia przed wejściem w życie Konwencji Weterynaryjnej i nie będą mogły być zmienione, jak tylko w drodze wspólnego porozumienia.

Wyznaczone punkty wejściowe będą zaopatrzone w urządzenia potrzebne do szybkiego wykonywania służby weterynaryjnej. Służba weterynaryjna będzie zorganizowana w sposób, czyniący zadość wszelkim potrzebom handlowym obu krajów.

Przywóz i przewóz zwierząt i mięsa świeżego i mrożonego będzie dopuszczony, z wyjątkiem transportów w obrocie granicznym, tylko koleją żelazną.

V předpokladu, že v úvahu pohly by přijíti jiné dopravní prostředky, dohodnou se obě vysoké smluvní strany o podmínkách přepravy těmito prostředky.

6. Všechna zvířata, zvířecí suroviny a produkty, jakož i maso a masné výrobky podléhají po jich přípuštění veterinárním předpisům země dovozní, které jsou tam v platnosti.

7. Doprava má se díti bez přerušení.

Během dopravy jest zakázáno zvířata odstraniti nebo jiná přikládati, jest též zakázáno zvířata překládati vyjma případy vyšší moci. V takovém případě přeložení musí býti provedeno v přítomnosti státního zvěrolékaře, který se o tom zmíní v osvědčení provázejícím zásilku.

Uhyne-li jedno nebo více zvířat během dopravy, příslušný státní zvěrolékař učiní nutná opatření a poznamená nález v osvědčení.

8. Živá jatečná zvířata, včetně drůbeže, dovezená z území jedné vysoké smluvní strany, uznaná zdravými a odpovídající podmínkám stanoveným touto úmluvou, mohou na území druhé smluvní strany býti poslána jen na veřejná tržiště a jatky, které jsou přímo spojeny kolejnicemi se železnicí a vyhrazeny jatečnému dobytku. Jatečná drůbež může býti dovážena též do výkrmen a jatek na to zařízených. Tato zvířata, jakož i drůbež, podléhají předpisům platným pro tato tržiště a jatky. Dovážená zvířata, která pocházejí z trhů na jatečný dobytek, nesmějí býti dopravována do trhů, nýbrž přímo do jatek.

Seznamy těchto jatek a trhů budou vyměněny mezi příslušnými úřady vysokých smluvních stran.

9. Zvířata, která nejsou určena na porážku (skot, ovce, kozy a vepřový brav), musí býti dovážena přímo do hospodářství, kam jsou určena, a kde budou dále chována. Taková zvířata nesmí býti postavena do stájí obchodníků dobyt看em.

Dovážená zvířata, jiná než jatečná, mohou býti podrobena na útraty zájemcovy na hranici nebo v místě určení zdravotním opatřením neb diagnostickým zkouškám, stanoveným předpisy státu určení.

Tato ustanovení se netýkají zvířat provážených.

10. Veterinární opatření a formality, předepsané snad jednou z vysokých smluvních stran pro dovoz dobytka, budou omezeny na nejmenší nutnou míru.

II. Dovoz poražených zvířat, masa čerstvého nebo konzervovaného mražením z určitých vývozních jatek, připouští se jen do jatek a trhů, které byly stanoveny podle bodu 8. tohoto protokolu.

Všechny závody, které vyvážejí maso nebo masné výrobky na území druhé strany, musí odpovídati s hlediska veterinárního a zdravotního všem nezbytným požadavkům.

Čerstvé maso může býti dováženo jen z veřejných jatek, kde jest zajištěna stálá veterinární služba, nebo z exportních jatek, kde veterinární služba jest pod stálým dohledem státního zvěrolékaře.

12. Pro pohraniční dopravu drůbeže až do 5 kusů nežádá se osvědčení o původu a zdravotním stavu.

Doprava drůbeže až do 25 kusů jest povolena v pohraničním styku, předloží-li se osvědčení původu vydané příslušným obecním úřadem. Ostatní ustanovení článku 2. nevztahují se na tyto zásilky. Tyto úlevy budou platiti, pokud správní úřady z důvodů veterinárních nevydají jiných předpisů.

Jest rzeczą ułożoną, że na wypadek, gdyby inne środki przewozu weszły w rachubę, obie Wysokie Układające się Strony porozumieją się co do warunków obrotu przy pomocy omawianych środków przewozowych.

6. Wszystkie zwierzęta, przetwory surowe i produkty pochodzenia zwierzęcego, jak również mięso i produkty mięsne, będą poddane od chwili ich przyjęcia, obowiązującym przepisom policji sanitarno-weterynaryjnej kraju importującego.

7. Transport winien być dokonany bez przerwy.

W czasie transportu zakazane jest usuwać zwierzęta lub wprowadzać inne. Również jest zakazane przeladowywać zwierzęta z wyjątkiem wypadków siły wyższej. W tym wypadku, przeladowanie winno być dokonane w obecności państwowego lekarza weterynaryjnego, który odnotuje to na świadectwie, w które transport jest zaopatrzony.

W razie padnięcia jednego lub kilku zwierząt w czasie transportu, właściwy państwowy lekarz weterynaryjny wyda konieczne zarządzenia i stwierdzi to na świadectwie.

8. Zwierzęta żywe, nie wyłączając drobiu, przywiezione z obszaru jednej z Wysokich Układających się Stron, uznane za zdrowe i odpowiadające warunkom przewidzianym niniejszą Konwencją, jeśli są przeznaczone na rzeź, będą mogły być na obszarze drugiej Układającej się Strony skierowane tylko na targi i rzeźnie publiczne, połączone bezpośrednią linią kolei żelaznej i przeznaczone dla zwierząt rzeźnych. Drób rzeźny może również być wprowadzony do zakładów tuczenia oraz rzeźni na ten cel przeznaczonych. Zwierzęta te, nie wyłączając drobiu, będą poddane postępowaniu obowiązującemu na tych targach i rzeźniach. Zwierzęta transportowane lub pochodzące z targów dla zwierząt rzeźnych nie będą mogły być wprowadzone na targi, lecz będą przywożone z bezpośrednim przeznaczeniem do rzeźni.

Listy tych rzeźni i targów zostaną wymienione między właściwymi władzami obu Wysokich Układających się Stron.

9. Zwierzęta nie przeznaczone na rzeź (bydło, owce, kozy, trzoda) będą musiały być przywiezione bezpośrednio do gospodarstw, do których są przeznaczone i w których mają pozostać. Zwierzęta te nie będą mogły być wprowadzone do stajen handlarzy zwierząt.

Zwierzęta przywożone inne, niż rzeźne, mogą być na granicy lub w miejscu przeznaczenia poddane, na koszt zainteresowanej strony, zabiegom sanitarnym lub badaniom diagnostycznym, przewidzianym przez przepisy kraju przeznaczenia.

Przepisy te nie dotyczą zwierząt przewożonych tranzytem.

10. Zabiegi i formalności weterynaryjne, które mają być zastosowane przez jedną z Wysokich Układających się Stron, o ile chodzi o zwierzęta przywożone, będą ograniczone do koniecznego minimum.

11. Przywóz zwierząt bitych, mięsa świeżego lub konserwowanego sposobem chłodzenia z pewnych rzeźni wywozowych, będzie dopuszczony tylko do rzeźni i na rynki wyznaczone w punkcie 8 niniejszego protokołu.

Wszystkie zakłady, z których wywozi się na obszar drugiej Strony mięso lub produkty mięsne, winny odpowiadać z punktu widzenia weterynaryjnego i policji sanitarnej wszelkim koniecznym wymaganiom.

Mięso świeże może być przywożone tylko, o ile pochodzi z rzeźni publicznych, gdzie stała służba weterynaryjna jest zapewnioną, lub z rzeźni wywozowych, gdzie służba weterynaryjna jest poddana stałemu nadzorowi państwowego lekarza weterynaryjnego.

12. Dla przewozu w ruchu granicznym drobiu do pięciu sztuk, świadectwo pochodzenia i zdrowia nie jest potrzebne.

Transporty drobiu do dwudziestu pięciu sztuk będą dopuszczone w ruchu granicznym pod warunkiem przedstawienia świadectwa pochodzenia, wydanego przez właściwą władzę gminną. Inne zarządzenia, przewidziane w artykule 2, nie odnoszą się do tych transportów. Te ułatwienia będą stosowane o tyle, o ile władza administracyjna nie będzie miała do przeciwstawienia im innych zarządzeń z punktu widzenia weterynaryjnego.

13. Mimo ustanovení odst. 2. článku 4. veterinární úmluvy nepotřebuje zboží níže uvedené při dopravě osvědčení původu :

zabitá drůbež ;
mrtvé ryby ;
masné výrobky ve váze do 10 kg a určené k soukromé potřebě příjemce ;

maso a masné výrobky do 3 kg, určené v pohraničním styku k potřebě obyvatelstva na obou stranách hranice ;
připravené maso a masné výrobky, dovážené v potřebném množství cestujícími pro jejich vlastní potřebu během cesty ;
zvířecí tuky nehodící se k výživě, která jsou určeny výhradně k průmyslovým účelům a uznané za takové příslušným celním úřadem, jakož i denaturované škvarky ;

poštovní zásilky zvířecích surovin a živočišných výrobků ;
mléko, mléčné výrobky a vedlejší výrobky mléka a vejce ;
peří všeho druhu a vůbec všechno zboží, jako : seno, sláma, plevy atd. ;
hnůj v pohraničním styku.

14. Úlevy, povolené pro dopravu masa v pohraničním pásmu, týkají se masa pocházejícího ze zvířat poražených na jatkách se stálou zvěrolékařskou službou.

15. Pro zásilky zvířat, masa čerstvého nebo konzervovaného, masných výrobků, zvířecích produktů a surovin, jakož i všech předmětů, jimiž lze přenést nakažlivinu zvířecích nákaz, které pocházejí z území jedné vysoké smluvní strany a jsou prováženy územím druhé strany, nebude požadováno povolení země průvozní.

Avšak zásilky zvířat, masa čerstvého a chlazeného budou připuštěny, zaváže-li se sousední země určení nebo nejbližší země průvozní, že v žádném případě nevrátí zvířata a maso provážené. Generální prohlášení příslušné země v takovém případě jest postačující.

Volný jest průvoz masných výrobků, surovin a produktů, jimiž lze přenést nakažlivinu zvířecích nákaz, které pocházejí z území jedné z vysokých smluvních stran a jsou prováženy územím druhé strany.

Průvoz zvířat chovných a užitkových se připouští, jsou-li splněny podmínky stanovené ve veterinární úmluvě pro jatečná zvířata.

V tomto bodě zmíněný průvoz bude připuštěn s výhradou omezení a zákazů, uvedených v článku 6. a 7. veterinární úmluvy.

16. Omezení nebo zákazy následkem vyskytnutí nebo přenosu nákazy mají býti vydány jen tehdy, vyžaduje-li toho nezbytně veterinární ochrana chovů, aby byl odvrácen přenos nákazy a v důsledku toho nebezpečí jejího rozšíření.

17. Dovoz jednokopytníků, přežvýkavců, vepřového bravu a drůbeže, určených pro vědecké účely nebo zoologické zahrady, obory, cirkusy a pro zvěřince, nebo pro podobné podniky, řídí se těmito předpisy :

a) K dovozu přežvýkavců a vepřů jest třeba v každém případě zvláštního povolení země určení ; dovoz jiných zvířat děje se bez povolení.

b) Při dovozu zvířat pro cirkusy nebo zvěřince (jednokopytníci, přežvýkavci, vepřový brav a drůbež), která dopravují se po železnici odděleně od ostatních zvířat určených pro volný obchod a která budou v místě určení (místo pohostinského vystoupení) umístěna ve vlastních stájích, postačí, předloží-li dovozce jejich hromadný soupis, ve kterém jest uvedeno přesné popsání zvířat s udáním jejich zvláštních znamení. Takový soupis musí býti dále opatřen potvrzením státního nebo státním úřadem k tomu zvláště zmocněného

13. Oprócz zarządzeń ustępu 2 art. 4 Konwencji Weterynaryjnej świadectwo pochodzenia nie będzie wymagane dla przewozu poniżej wymienionych towarów :

drobiu białego,
ryb śnieży,
produktów mięsnych, nieprzekraczających wagi 10 kg i przeznaczonych do własnego spożycia odbiorcy,
mięsa i produktów mięsnych do 3 kg, przeznaczonych w obrocie granicznym do użytku mieszkańców obu stron granicy,
mięsa przyrządzonego i produktów mięsnych, przywożonych w niezbędnej ilości przez podróżnych dla ich własnego spożycia w czasie podróży,
tłuszczów zwierzęcych, niezdatnych dla spożycia, przeznaczonych wyłącznie do użytku przemysłowego i uznanych jako takie przez odpowiednią władzę celną, jak również skwarek denaturowanych,
przesyłek pocztowych, produktów surowych i produktów pochodzenia zwierzęcego, mleka, produktów i pobocznych produktów mleka i jaj,
piór wszelkiego rodzaju i wogóle przedmiotów takich jak siano, słoma, plewy i t. d., nawozu w obrocie granicznym.

14. Ułatwienia przyznawane w obrocie mięsa w pasie granicznym odnoszą się do mięsa pochodzącego ze zwierząt, które zostały ubite w rzeźniach, posiadających stałą służbę weterynaryjną.

15. Przy przewozie zwierząt, mięsa świeżego lub konserwowanego, wyrobów mięsnych, wyrobów i produktów pochodzenia zwierzęcego, jak i wszelkich przedmiotów, mogących być przenośnikami zarazy, pochodzących z obszaru jednej z Wysokich Układających się Stron i przesyłanych tranzytem przez obszar drugiej Strony, nie będzie wymagane żadne zezwolenie ze strony kraju przewozu.

Jednak przewóz zwierząt i mięsa świeżego i chłodzonego będzie dozwolony pod warunkiem, że kraj przeznaczenia, sąsiadujący lub najbliższy kraj przewozu weźmie na siebie zobowiązanie w żadnym wypadku nie odsyłać zwierząt i mięsa przesłanego tranzytem. W tym celu wystarczy deklaracja ogólna ze strony odnośnego kraju.

Przewóz wyrobów mięsnych, wyrobów i produktów, mogących być przenośnikami zarazy, pochodzących z obszaru jednej z Wysokich Układających się Stron i przewożonych przez obszar drugiej Strony, będzie wolny.

Dla dopuszczenia do przewozu zwierząt hodowlanych i użytkowych wystarczy, aby warunki przewidziane Konwencją Weterynaryjną dla zwierząt rzeźnych były wypełnione.

Wymieniony przewóz w tym punkcie będzie dopuszczony, z zachowaniem ograniczeń i zakazów, przewidzianych w art. 6 i 7 Konwencji Weterynaryjnej.

16. Ograniczenia lub zakazy z powodu ujawnienia lub przeniesienia jednej z zaraźliwych chorób zwierzęcych będą powzięte tylko, jeśli ochrona weterynaryjna inwentarza żywego wymaga bezwzględnie tych zarządzeń dla zapobieżenia przeniesieniu się choroby i niebezpieczeństwu jej rozszerzenia się.

17. Dla przywozu jednokopytowych, przeżuwaczy, trzody i drobiu, przeznaczonych na cele naukowe, do ogrodów zoologicznych, do parków, do cyrków, do menażeryj i do podobnych zakładów będą stosowane następujące zarządzenia :

a) Przywóz przeżuwaczy i świń będzie wymagał we wszystkich wypadkach specjalnego zezwolenia kraju przeznaczenia, przywóz innych zwierząt będzie się mógł odbywać bez zezwolenia.

b) Przy przywozie zwierząt, należących do cyrków lub menażeryj (jednokopytowe, przeżuwacze, świnie, drób), które są przewożone koleją, oddzielnie od zwierząt przeznaczonych do transportu zwykłego i są umieszczane w ich własnych stajniach w miejscu przeznaczenia (miejsce przedstawień) wysyłający będzie mógł również przedstawić listy, zawierające dokładny opis i znaki szczególne zwierząt, zaopatrzone w zaświadczenie państwowego lekarza weterynaryjnego lub lekarza weterynaryjnego upoważnionego

zvěrolékaře, že zvířata byla před naložením prohlédnuta, zdravými shledána a že s hlediska veterinárního mohou být dopravována bez nebezpečí přenosu nákazy.

c) V pohraniční stanici budou zvířata (jednokopytníci, přežvýkavci, vepřový brav) zvěrolékařsky prohlédnuta; pokud taková prohlídka nedala by se provést podle příslušných předpisů, budiž opakována bezprostředně po dojití zvířat v místě určení.

d) Doprava zvířat od hranice do místa určení, jakož i opatření, jichž má být dbáno za dopravy, řídí se příslušnými ustanoveními platnými v zemi dovozní.

18. Koně dostihoví, koně určené k soutěžím a sportovním zkouškám, mohou být dováženi, jsou-li provázeni, místo osvědčením uvedeným ve veterinární úmluvě, osvědčením vydaným předsedy jezdeckých společností, které k tomu budou zmocněny vzájemnou dohodou. Toto osvědčení musí být opatřeno razítkem a visem klubu anebo spolku a obsahovati jméno a příjmení majitele, přesný popis zvířete, jeho původ a místo určení, jakož i prohlášení státního zvěrolékaře, o dobrém zdravotním stavu zvířete s potvrzením, že podnik, odlud zvíře pochází, je nejméně v posledních 40 dnech prost nákaz. Dovoz koní opatřených takovýmto osvědčením děje se bez předběžného veterinárního povolení.

19. Průvoz živých zvířat, masa, jakož i zvířecích surovin a produktů z třetího státu územím jedné z vysokých smluvních stran do území druhé strany připustí se za těchto podmínek :

Že vysoká smluvní strana průvozní neomezila s hlediska veterinárního dopravu z území státu původu ;

že při zvěrolékařské prohlídce na hranici vysoké smluvní strany průvozní nebylo zjištěno v zásilce podezření nakažlivé nemoci ;

že jest zajištěno bezpodmínečné přijetí zásilky na území vysoké smluvní strany.

Doprava kusových zásilek může se díti také v neplombovaných vagoněch, je-li zboží v obalech dobře uzavřených. Při průvozu třeba opatřiti obaly vhodnými uzávěry (plombami atd.), aby byla vyloučena možnost zásilku otevřítí.

Zjistí-li se některá nakažlivá nemoc povinná hlášením ve vstupní stanici průvozní země a jde-li o transport pocházející z třetí země, sdělí se toto zjištění a učiněná opatření co možná nejrychleji ústřední veterinární správě dovozní země.

Jedna z vysokých smluvních stran nemůže odmítnouti přijetí zvířat, masa a zvířecích surovin a produktů, jichž průvoz byl dovolen druhou smluvní stranou, jsou-li splněny všechny výše stanovené podmínky.

20. Přežvýkavci a vepři smí být zásadně dopravováni jen ve vozech tak zařízených, aby bylo zabráněno vypadávání nebo odtékání látek pevných nebo tekutých (vykaly zvířat, nečistota a látky všeho druhu, jež mohou být nosiči nákazy). Avšak doprava může být také povolena ve vozech, které neodpovídají plně požadavkům výše uvedeným, když po přezkoušení poměrů vývozní země, může se souditi, že není nijakého nebezpečí. V tom případě všechny otvory ve vagoněch musí být zakryty prkny do příslušné výšky a to tak, že ani při otvírání dveří nemohou potraviny, stelivo, výkaly atd. vypadávati a vytékati z vozu. Za stelivo nesmí být použito ani země, ani slámy; připouští se však dřevěné piliny nebo čistá rašelina a nejsou-li tyto látky po ruce, použije se dostatečně silné vrstvy jemného písku.

przez Państwo, że zwierzęta były badane przed załadowaniem i że uznane zostały za zdrowe, oraz że z punktu widzenia policji sanitarno-weterynaryjnej mogą być transportowane bez niebezpieczeństwa przeniesienia chorób zaraźliwych.

c) Zwierzęta (jednokopytowe, przeżuwacze, świnie) są poddane badaniu weterynaryjnemu, które winno być dokonane w punkcie przejścia granicy, o ile to badanie nie może być dokonane zgodnie z odnośnymi przepisami, będzie ono powtórzone w miejscu przeznaczenia bezpośrednio po przybyciu zwierząt.

d) Do transportu zwierząt z punktu granicznego do miejsca przeznaczenia, jak i do środków, które winny być zachowane — będą miały zastosowanie odnośne zarządzenia kraju przywożącego.

18. Konie wyścigowe, konie przeznaczone na konkursy i zawody sportowe, będą mogły być przyjęte do przywozu, jeżeli są zaopatrzone zamiast świadectwa, przewidzianego Konwencją Weterynaryjną, w świadectwo wydane przez prezesów towarzystw hippicznych, upoważnionych do tego na podstawie wspólnego porozumienia. Świadectwo to winno być zaopatrzone w pieczęć i w wizę klubu lub towarzystwa i winno zawierać imię i nazwisko właściciela, dokładny opis zwierzęcia, jego pochodzenie i miejsce przeznaczenia, jak i oświadczenie państwowego lekarza weterynaryjnego, zaświadczone pomyślny stan zdrowia zwierzęcia i stwierdzające, że zakład, z którego ono pochodzi, jest wolny od chorób zaraźliwych przynajmniej od 40 dni. Przywóz koni, które są zaopatrzone w wyżej wymienione świadectwa odbywać się będzie bez uprzedniego zezwolenia weterynaryjnego.

19. Przewóz przez obszar jednej z Wysokich Układających się Stron zwierząt żywych, mięsa, jak również przetworów i produktów surowych pochodzenia zwierzęcego, pochodzących z państwa trzeciego i przeznaczonych do obszaru drugiej Strony, będzie przyjęty pod następującymi warunkami :

- że Wysoka Układająca się Strona przewozu nie powzięła żadnego ograniczenia weterynaryjnego, dotyczącego przewozu z obszaru kraju pochodzenia ;
- że badanie weterynaryjne, dokonane na granicy Wysokiej Układającej się Strony przewozu, nie stwierdziło żadnego podejrzenia zaraźliwej choroby w transporcie ;
- że przyjęcie transportu na obszar Wysokiej Układającej się Strony jest bezwarunkowo zapewnione.

Transporty w paczkach mogą być również dokonywane w wagonach niezaplombowanych, skoro towar znajduje się w opakowaniach dobrze zamkniętych. Przy przewozie należy zaopatrzyć opakowanie w odpowiednie zamknięcia (plomby i t. d.), aby uniemożliwić otwarcie się przesyłki.

Jeżeli jedna z chorób zaraźliwych, podlegających obowiązkowi zgłoszenia, jest stwierdzona na stacji wejściowej kraju przewozu i jeśli chodzi o transport pochodzący z kraju trzeciego, to stwierdzenie i zastosowanie środków będą notyfikowane możliwie jaknajprędzej centralnemu zarządowi weterynaryjnemu kraju przywożącego.

Jedna z Wysokich Układających się Stron nie będzie mogła odmówić przyjęcia zwierząt, mięsa, przetworów i produktów surowych pochodzenia zwierzęcego, których przewóz był dozwolony przez drugą Stronę, skoro wszystkie powyżej umówione warunki były zachowane.

20. Zwierzęta przeżuwające i świnie winny w zasadzie być przewożone tylko w wozach urządzonych w sposób niedopuszczający, aby jakiegokolwiek przedmioty stałe lub płynne (wydaliny zwierząt, nieczystości i wszelkiego rodzaju przedmioty, mogące być przenośnikami zarazy) wypadły lub wypływały na ziemię. Transport może również być dozwolony w wozach, nieodpowiadających całkowicie wymogom wymienionym powyżej, skoro po zbadaniu warunków kraju wywożącego ten sposób transportu wydaje się nie przedstawiać żadnego niebezpieczeństwa. W tym wypadku otwory, które będą mogły się znajdować w wagonach, winny być przykryte deskami do odpowiedniej wysokości i w ten sposób, że nawet przy otwieraniu drzwi karna, ściółka, wydaliny i t. d. nie mogłyby wypaść lub wypłynąć na ziemię. Nie będzie można użyć jako ściółki ani ziemi, ani słomy, natomiast należy użyć trocin lub czystego torfu, zaś w razie braku tych produktów dostatecznie gęstą warstwę drobnego piasku.

Rovněž při dopravě drůbeže bude dbáno toho, aby podlaha vagonů, sloužících k takové dopravě, nebyla poškozena a aby bylo také zabráněno vypadávání a vytékání výkalů, odpadků potravin, steliva atd.

21. Jest shoda, že ustanovení veterinární úmluvy mohou býti případně rozšířena novou dohodou mezi vysokými smluvními stranami i na jiné nemoce známé nebo neznámé, jichž přenesení by mohlo býti jednou obáváno.

2. Nutná sdělení o provádění veterinární úmluvy mohou býti vyměněna přímo mezi příslušnými ústředními veterinárními úřady obou vysokých smluvních stran.

ZÁVĚREČNÝ PROTOKOL.

Přistupující k podpisu obchodní a plavební úmluvy, uzavřené dnešního dne, podepsaní plnomocníci učinili tyto výhrady a tato prohlášení, jež budou tvořiti nedílnou část této úmluvy.

K článku I.

Rozumí se, že ustanovení článku I. nedotýká se v ničem zákonů a předpisů žádné vysoké smluvní strany o vstupu na území a o cizinecké policii, jakož i práva vypovídání. Vysoké smluvní strany se však shodují v tom, že se těchto zákonů a předpisů nebude používatí takovým způsobem, že by celé kategorie osob byly vylučovány z výhod úmluvy.

K článku II.

Obě vysoké smluvní strany se shodují v tom, že ustanovení článku II. se nedotýkají předpisů o psech.

K článku III., odst. 2.

Ustanovením tohoto odstavce jest rozuměti tak, že neupravují skládání žalobní jistoty a práva chudých; tyto věci jsou upraveny ve zvláštní úmluvě.

K článku IV.

Rozumí se, že příslušníkům každé z vysokých smluvních stran nebude se nikterak brániti ve výkonu jejich vojenské povinnosti ve vlastním státě, a že slovem « rekvisice » rozumějí se všechna hmotná plnění ve prospěch vojenské správy, pokud nenahrazují plnění uložená náhradou za osobní službu.

K článkům I. až VI.

Rozumí se, že ustanovení článků I. až VI., pokud zaručují nakládání podle zásady nejvyšších výhod, nedotýkají se nikterak zvláštních zákonů, nařízení a předpisů v oboru obchodu, živností, policie, veřejné bezpečnosti a výkonu určitých řemesel a živností, které jsou nebo budou platiti na území vysokých smluvních stran a vztahují se všeobecně na všechny cizince.

K článku X.

Celní sazby československého celního sazebníku, stanovené v příloze A, se rozumějí v československých korunách. Poměr československé koruny ke zlatu jest stanoven opatřením Stáhélo výboru ze dne 7. listopadu 1929 (Sbírka zákonů a nařízení čís. 166 z roku 1929).

Również przy transporcie drobiu doloży się starań, aby podłogi wagonów, służące do tego transportu, nie były zniszczone, aby uniknąć wypadania i wypływania na ziemię wydaliny, odpadków pożywienia, ściółki i. t. d.

21. Jest rzeczą ułożoną, że przepisy Konwencji Weterynaryjnej będą mogły być rozszerzone w razie potrzeby przez nowe porozumienie między Wysokimi Układającymi się Stronami na inne choroby znane lub nieznanne w chwili obecnej, których przenoszenia możnaby się obawiać.

22. Pilne doniesienia, dotyczące stosowania Konwencji Weterynaryjnej, będą mogły być wymieniane bezpośrednio między odnośnymi centralnymi władzami weterynaryjnymi obu Wysokich Układających się Stron.

PROTOKÓŁ KOŃCOWY.

Przystępując do podpisania Konwencji Handlowej i Nawigacyjnej zawartej dnia dzisiejszego, podpisani Pełnomocnicy złożyli następujące zastrzeżenia i oświadczenia, które stanowić będą część nierozdzielnej niniejszej Konwencji :

Do artykułu I.

Rozumie się, że postanowienia artykułu I nie naruszają w niczem ustaw i przepisów żadnej z Wysokich Układających się Stron, odnośnie wstępu na terytorjum i policji cudzoziemców, zarówno jak prawa wydalania. Wysokie Układające się Strony zgadzają się jednak, aby te ustawy i przepisy nie były stosowane w taki sposób, który pozbawiałby całe kategorie osób korzyści wynikających z postanowień Konwencji.

Do artykułu II.

Obie Wysokie Układające się Strony zgadzają się co do tego, że postanowienia artykułu II nie dotyczą przepisów paszportowych.

Do artykułu III ust. 2.

Postanowienia tego ustępu należy rozumieć w ten sposób, że nie załatwiają one sprawy kaucji aktyrcyjnej i prawa ubogich ; przedmiot ten uregulowany jest osobną umową.

Do artykułu IV.

Rozumie się, że obywatelom każdej z Wysokich Układających się Stron nie będzie się czynić żadnych przeszkód w wykonywaniu ich obowiązku wojskowego w ich własnym państwie i że pod słowem « rekwizycja » należy rozumieć wszelkie świadczenia materialne na korzyść administracji wojskowej, o ile nie zastępują one świadczeń nałożonych w miejsce służby osobistej.

Do artykułów I do VI.

Rozumie się, że postanowienia artykułów I do VI, o ile zapewniają one traktowanie na stopie państwa najbardziej uprzywilejowanego, nie naruszają w niczem ustaw, rozporządzeń i przepisów specjalnych w dziedzinie handlu, przemysłu, policji, bezpieczeństwa publicznego i wykonywania pewnych rzemiosł i zawodów, które obowiązują lub będą obowiązywać na terytorjum Wysokich Układających się Stron i dotyczą wogóle wszystkich cudzoziemców.

Do artykułu X.

Stawki celne czeskosłowackiej taryfy celnej, ustalone w liście A, rozumieją się w koronach czeskosłowackich. Stosunek czeskosłowackiej korony do złota ustalony został Zarządzeniem Stałej Komisji z dnia 7 listopada 1929 r. (Sbirka zákonů a nařízení Nr. 166 z 1929 r.).

Celní sazby polského celního sazebníku, stanovené v příloze B, se rozumějí ve zlotých ve zlatě, podle poměru, stanoveného nařízením presidenta Polské republiky ze dne 13. října 1927 o stabilisaci zlatého (Dziennik Ustaw Nr 88, poz. 790 z 1927 r.).

K článku XVI. bodu 1.

Rozumí se, že přídatky v cizině přibylé, podléhají dovoznímu clu.

K článku XVIII.

Kdyby jedna z vysokých smluvních stran poskytla později třetímu státu osvobození nebo jakékoli úlevy ve věci osvědčení původu, užívání těchto výhod bylo by ihned pod podmínkou vzájemnosti rozšířeno na dovoz z druhé strany.

K článku XIX.

Rozumí se, že ustanovení článku XIX., jakož i ustanovení článků VII. odstavec 6. a XVI. bod 6., nedotýkají se nijak výhrad, učiněných vládou republiky Polské při podpisu uvedené úmluvy o zjednodušení celních formalit.

K článku XX.

Vláda polská, ve snaze zajistiti ochranu označení « Plzeňské pivo » (« Piwo pilzeńskie ») podle svého vnitřního zákonodárství, prohlašuje, že pokládá označení « Plzeňské pivo » (« Piwo pilzeńskie ») za označení okrskové, příslušející pivovarům plzeňským, a zavazuje se zajistiti tomuto označení stejnou ochranu, kterou podle svého zákonodárství může poskytnouti výrobkům s okrskovým pojmenováním vůbec.

Poskytnutí této ochrany je podmíněno tím, že československá vláda oznámí polské vládě seznam plzeňských pivovarů, jimž ochrana tato podle československého zákonodárství přísluší.

Stejným způsobem poskytne polská vláda ochranu také názvům československého chmele, československých minerálních vod i vín, jež jí budou československou vládou oznámeny.

Chemický preparát, který není vyroben z přírodní minerální vody podle druhého odstavce článku XX. chráněné, nesmí býti označován chráněným názvem této vody, leč by k tomuto názvu bylo připojeno nápadně a zřetelně slovo « umělý » (« umělá ») a bylo vyznačeno místo výrobní na vinetě, jež se podstatně liší formou, tiskem i barvou od vinět užívaných pro příslušné přírodní minerální vody.

K článku XXVII.

Obě smluvní strany budou vzájemně podporovati styk dopravní a transitní, zejména pokud jde o přístavy na Dunaji v Bratislavě a Komárně, i o námořní přístavy v Gdyni a v Gdanskú.

Otázky vnitrozemské plavby budou upraveny zvláštní úmluvou.

K článku XXVIII.

Pokud se týká textu veterinární úmluvy spolu se závěrečným protokolem, stanoví se, že vzhledem k tomu, že tato úmluva byla sepsána ve jazyku francouzském, bude rozhodujícím pro výklad text francouzský, uložený v archivech ministerstev zahraničních věcí obou smluvních stran.

Stawki celne polskiej taryfy celnej, ustalone w liście B rozumieją się w słotych w złocie, według stosunku ustalonego w Rozporządzeniu Prezydenta Rzeczypospolitej z dnia 13 października 1927 r. o stabilizacji złotego. (Dziennik Ustaw Nr. 88 poz. 790 z 1927 r.).

Do artykułu XVI p. 1.

Rozumie się, że dodatki dodane zagranicą podlegają cłu przywozowemu.

Do artykułu XVIII.

Gdyby jedna z Wysokich Układających się Stron udzieliła później państwu trzeciemu zwolnienia lub jakiegokolwiek ulgi odnośnie do świadectw pochodzenia, korzystanie z tych przywilejów będzie natychmiast, pod warunkiem wzajemności, rozszerzone na przywóz ze Strony drugiej.

Do artykułu XIX.

Rozumie się, że postanowienia artykułu XIX, jak również postanowienia artykułów VII ustęp 6 oraz XVI p. 6 nie uchybiają w niczem zastrzeżeniom zgłoszonym przez Rząd Rzeczypospolitej Polskiej przy podpisaniu wspomnianej Konwencji o uproszczeniu formalności celnych.

Do artykułu XX.

Rząd Polski chcąc zapewnić, stosownie do swego własnego ustawodawstwa wewnętrznego, ochronę nazwie « Plzenske pivo » (« Piwo pilzeńskie ») oświadcza, że uważa nazwę « Plzenské pivo » (« Piwo pilzeńskie ») za nazwę regionalną, do której browary w Pilźnie mają prawo i zobowiązuje się zapewnić tej nazwie ochronę taką samą, jaką się powszechnie przyznaje, stosownie do ustawodawstwa, produktom mającym prawo do nazwy regionalnej.

Ta ochrona przyznana będzie jedynie pod warunkiem, że Rząd Czeskosłowacki przedłoży Rządowi Polskiemu listę tych browarów w Pilźnie, które korzystają z tej ochrony stosownie do ustawodawstwa czeskosłowackiego.

Rząd Polski przyzna w ten sam sposób swą ochronę również nazwom czeskosłowackiego chmielu, czeskosłowackich wód mineralnych i win, które mu zostaną przez Rząd Czeskosłowacki podane do wiadomości.

Preparat chemiczny, niewytworzony z naturalnej wody mineralnej chronionej według ustępu drugiego artykułu XX, nie może być oznaczany chronioną nazwą tej wody, chyba że dodanemby było do tej nazwy, w sposób zwracający uwagę i wyraźny, słowo « sztuczny » (« sztuczna ») i zaznaczonemby było na etykiecie miejsce wyrobu, przyczem etykieta taka musi istotnie różnić się formą, drukiem i barwą od etykiet używanych dla odpowiednich wód mineralnych.

Do artykułu XXVII.

Obie Wysokie Układające się Strony popierać będą wzajemnie ruch komunikacyjny i tranzytowy, zwłaszcza o ile chodzi o porty na Dunaju w Bratisławie i Komarnie i o porty morskie w Gdyni i w Gdańsku.

Zagadnienia żeglugi śródlądowej będą uregulowane specjalną umową.

Do artykułu XXVIII.

O ile chodzi o tekst Konwencji Sanitarno-Weterynaryjnej wraz z dodatkowemi postanowieniami, to ustala się, że ze względu na to, że Konwencja ta opracowana została w języku francuskim, miarodajnym będzie przy interpretacji tekst francuski, przechowywany w archiwach Ministerstw Spraw Zagranicznych obydwuch Układających się Stron.

K ÚMLUVĚ O USNADNĚNÍ POHRANIČNÍHO STYKU.

Úmluva mezi Československem a Polskem o usnadnění pohraničního styku, podepsaná v Praze dne 30. května 1925¹, doplňuje se tímto ustanovením :

Veškeré dříví (vyjma vrbové proutí) ex saz. čís. 133 československého celního sazebníku, vytěžené v lesích státního statku v Istebné, ležících nejdále 15 km od hranice, dopravované přes Československý celní úřad v Bukovci povozy (nikoli též motorovými vozidly) nebo ručními vozíky, pro spotřebu v československém pohraničním pásmu, bude až do nejvyššího množství 10.000 q ročně vylíváno za přiměřených kontrolních podmínek celní sazbou 3.— Kč za 100 kg hrubé váhy, pod podmínkou, že každá zásilka bude provázena osvědčením, vydaným obecním úřadem v Istebné o tom, že dovážené dříví bylo vskutku vytěženo v lesích státního statku v Istebné, ležících nejdále 15 km of hranice.

POKUD JDE O POUŽÍVÁNÍ CELNÍHO SAZEBNÍKU ČESKOSLOVENSKÉHO.

K. s. č. 31.

Jako boby saz. pol. 31 b) vylívají se nejen boby (vicia faba), nýbrž i jedlé fazole (phaseolus multiflorus, phaseolus vulgaris).

K. s. č. 40.

Bramborová sáď bude vylčena smluvní sazbou 15 Kč za 100 kg jen tehdy, předloží-li dovozce s celní prohláškou osvědčení československého ministerstva zemědělství tohoto znění :

« OSVĚDČENÍ.

Ministerstvo zemědělství osvědčuje, že zásilka bramborů (počet a druh obalů), ve váze kg, dovážená (jméno a bydliště dovozce), jest určena k sázení. »

Výše uvedená osvědčení budou vydávána československým ministerstvem zemědělství co možno urychleně.

Pokud jde o podmínky fytoosanitární, budou až do uzavření zvláštní úmluvy fytoosanitární platiti pro dovoz bramborů předpisy autonomní.

Mimo to, pokud jde o sáď bramborovou, každá zásilka dovážené sáďe bramborové (bramborů k sázení) bude provázena :

A. osvědčením příslušného oficiálního zemědělského ústavu (stanice), v němž bude potvrzeno, že jde :

1. o bramborovou sáď uznanou za takovou podle příslušných předpisů země původu o uznávání sáďe s udáním jména, odrůdy a šlechtitele,
2. o sadbu originální nebo první přesadbu,
3. o odrůdy rané, nejvýše polopozdní,
4. o sadbu tříděnou (také co do velikosti) podle pěstitelských zvyklostí,
5. o odrůdu se žlutou dužinou,
6. o hlízy mechanicky čisté a nepoškozené,
7. o hlízy prosté jiných chorob než rakovina bramborů (hniloba, kroužkovitost, strupovitost, svinutka atd.) ;

¹ Vol. XLVIII, page 397, de ce recueil.

DO UMOWY O UŁATWIENIU RUCHU POGRANICZNEGO.

Umowę¹ między Polską a Czechosłowacją o ułatwieniu ruchu pogranicznego, podpisaną w Pradze dnia 30 maja 1925 r., uzupełnia się postanowieniem jak następuje.

Wszelkie drewno (z wyjątkiem prętów wierzbowych) z poz. 133 czechosłowackiej taryfy celnej, wyprodukowane w lasach państwowych w Istebnej, położonych najdalej 15 km od granicy, przywożone przez czechosłowacki urząd celny w Bukovci wozami (w żadnym razie nie mechanicznymi środkami lokomocji) lub ręcznymi workami, celem zużycia w czechosłowackim pasie granicznym, będzie clone do najwyższej ilości 10.000 q rocznie, z uwzględnieniem odnośnych warunków kontroli, według stawki 3.— Kč za 100 kg wagi brutto, pod warunkiem, że każda przesyłka będzie zaopatrzona w zaświadczenie, wydane przez Urząd Gminny w Istebnej, stwierdzające, że przywożone drewno było istotnie wyprodukowane w lasach państwowych w Istebnej, leżących najdalej 15 km od granicy.

DOTYCZY ZASTOSOWANIA TARYFY CELNEJ CZESKOSŁOWACKIEJ.

Do poz. 31.

Jako boby, poz. 31 b), będzie clone nietylko bób (*vicia faba*), lecz także fasola jadalna (*phaseolus multiflorus*, *phaseolus vulgaris*).

Do poz. 40.

Ziemniaki sadzeniaki będą clone według stawki konwencyjnej 15 Kč za 100 kg tylko wtedy, jeżeli przywozący przedłoży wraz z deklaracją celną zaświadczenie czechosłowackiego Ministerstwa Rolnictwa o następującem brzmieniu :

« ZAŚWIADCZENIE.

Ministerstwo Rolnictwa stwierdza, że przesyłka ziemniaków (ilość i rodzaj opakowania) o wadze kg, przywożona (imię i miejsce zamieszkania przywożącego), jest przeznaczona do sadzenia. »

Powyzsze zaświadczenia wydawane będą przez czechosłowackie Ministerstwo Rolnictwa możliwie śpiesznie.

Jeżeli chodzi o warunki fitosanitarne, to aż do czasu zawarcia specjalnej umowy fitosanitarnej obowiązywać będą dla przywozu ziemniaków przepisy autonomiczne. Oprócz tego, o ile chodzi o ziemniaki sadzeniaki, to do każdej przesyłki ziemniaków sadzaniaków (ziemniaków do sadzenia) powinno być dołączone :

A. zaświadczenie właściwego urzędowego zakładu rolniczego (stacji), w którym będzie zaświadczone, że chodzi :

1. o ziemniaki sadzeniaki, uznane jako takie stosownie do właściwych przepisów kraju pochodzenia o uznawaniu sadzaniaków, z podaniem nazwy, odmiany i hodowcy,
2. o ziemniaki sadzeniaki oryginalne lub o pierwsze przesadzenie,
3. o odmiany wczesne, najwyżej średniopóźne,
4. o sadzeniaki klasyfikowane (także co do wielkości) według zwyczajów hodowlanych,
5. o odmianę z żółtym mięszem,
6. o ziemniaki mechanicznie oczyszczone i nieuszkodzone,
7. o ziemniaki wolne od innych chorób poza rakiem ziemniaczanym (mokra zgnilizna kłębów, bacteriosa pierścieniowa, parch zwykły, liściozwoj i t. p.) ;

¹ Vol. XLVIII, page 397, of this Series.

B. prohlášením úředníka oficiálního fytopatologického ústavu (stanice), v němž bude potvrzeno, že sáček bramborová (brambory k sázení) k vývozu určená náleží odrůdě (s označením jména jejího a šlechtitele), která byla ústavem (stanicí) fytopatologickým zkoušena na rakovinu bramborů a zjištěna jako úplně vzdorná (imunní) proti rakovině bramborů (*Synchytrium endobioticum*).

Současně se stanoví, že s bramborovou sádkou polského původu nebude při dovozu do Československa nakládáno nepříznivěji, než s bramborovou sádkou kteréhokoli třetího státu.

K. s. č. 45.

Do saz. pol. 45 a) patří semena řepky (olejky) i semena řepice.

K. s. č. 49.

Při dovozu semene červeného jetele a bílého jetele projedná celní úřad tato semena podle sazby autonomní a vrátí straně rozdíl cla mezi sazbou autonomní a smluvní, bude-li nálezem příslušné kontrolní stanice semenářské zjištěno, že dovezené semeno je skutečně semeno červeného, pokud se týče bílého jetele. Toto řízení bude prováděno se vším urychlením.

K. s. č. 52.

Při dovozu semene řepy krmné projedná celní úřad toto semeno podle sazby autonomní a vrátí straně rozdíl cla mezi sazbou autonomní a smluvní, bude-li nálezem příslušné kontrolní stanice semenářské zjištěno, že dovezené semeno je skutečně semeno řepy krmné. Toto řízení bude prováděno se vším urychlením.

K. s. č. 118.

Každá sleva cla, kterou by Československá republika poskytla třetímu státu pro salámy s. č. 118, bude platit pro krakovský salám a všechny ostatní druhy masitých drobů s. č. 118 polského původu.

Ustanovení předešlého odstavce se nevztahuje na slevy cla, poskytnuté italským salámovým specialitám. Nicméně však polské výrobky, jež svojí povahou jsou totožny s těmito salámovými specialitami, budou požívati příslušného smluvního cla po dobu jeho platnosti.

K. saz. pol. 134 a) 1/β.

Důlní dříví jest kulatina borová, smrková neb jedlová, zbavená zcela neb z části kůry, po případě i lýka, o průměru na slabším konci nejvýše 20 cm a o délce nejvýše 7½ m.

K saz. pol. 134 a) 2 ε).

Dubová prkénka jiných rozměrů, než jaké jsou vysvětlivkami k československému celnímu sazebníku předepsány pro vlysy, patří do saz. pol. 134 a) 2ε), pokud nejsou opracována jiným způsobem, než jest dovoleno zněním saz. pol. 134 a) 2.

K poznámce 1. k pol. 134 a) 1—2.

Dovoz brusného dříví a pilařských odřezků polského původu do množství 325.000 q ročně s celní výhodou podle poznámky 1. k pol. 134 a) 1—2 bude povolován na žádost příslušných továren o dovoz těchto druhů dříví z Polska za podmínek platných pro dovozní styk s celní výhodou, při čemž se rozumí, že tyto podmínky nebudou méně příznivé, než při dovozu z kteréhokoli třetího státu.

B. zaświadczenie urzędnika urzędowego zakładu fitopatologicznego (stacji), w którym będzie stwierdzone, że ziemniaki sadzeniaki (ziemniaki do sadzenia), przeznaczone do wywozu, należą do odmiany (z podaniem ich nazwy i hodowcy), która była zbadana przez zakład fitopatologiczny (stację) na raka ziemniaczanego i stwierdzona jako całkowicie odporna (imunizowana) przeciwko rakowi ziemniaczanemu (*Synchytrium endobioticum*).

Jednocześnie ustala się, że ziemniaki sadzeniaki pochodzenia polskiego nie będą przy przywozie do Czechosłowacji traktowane gorzej, niż ziemniaki sadzeniaki, pochodzące z jakiegokolwiek bądź państwa trzeciego.

Do poz. 45 a).

Do poz. 45 a) należą nasiona rzepaku i nasiona rzepiku.

Do poz. 49.

Przy przywozie nasion koniczyny czerwonej i koniczyny białej będzie urząd celny clił te nasiona według stawki autonomicznej i zwróci stronie różnicę między stawką autonomiczną a stawką konwencyjną, jeżeli na podstawie zaświadczenia właściwej stacji kontroli nasion będzie stwierdzone, że przywożone nasiona są rzeczywiście nasionami czerwonej, względnie białej koniczyny. Takie postępowanie będzie prowadzone z całym pośpiechem.

Do poz. 52.

Przy przywozie nasion buraka pastewnego urząd celny będzie clił te nasiona według stawki autonomicznej i zwróci stronie różnicę między stawką autonomiczną a stawką konwencyjną, jeżeli na podstawie zaświadczenia właściwej stacji kontroli nasion będzie stwierdzone, że przywożone nasiona są rzeczywiście nasionami buraka pastewnego. Takie postępowanie będzie prowadzone z całym pośpiechem.

Do poz. 118.

Każda zniżka cła, którą Republika Czechosłowacka udzieli trzeciemu państwu na kielbasy z poz. 118, będzie stosowana do kielbasy krakowskiej i wszelkich innych rodzajów kielbas z poz. 118 polskiego pochodzenia.

Wyżej podane postanowienie jednak nie odnosi się do zniżki cła, udzielonego na włoskie specjalne kielbasy.

Niemniej jednak polskie wyroby, o ile swym charakterem są identyczne z temi specjalnymi kielbasami, będą korzystały z odpowiedniej stawki konwencyjnej, jak długo będzie ona obowiązywała.

Do poz. 134 a) 1 β.

Drewno kopalniane jest to drewno ogrągle sosnowe, świerkowe lub jodłowe, pozbawione całkowicie lub częściowo kory ew. i łyka o średnicy w cieńszym końcu najwyżej 20 cm i o długości najwyżej 7 ½ m.

Do poz. 134 a) 2 ε.

Dębowe deszczułki innych wymiarów, niż ustanowione w wyjaśnieniach do czeskosłowackiej taryfy celnej dla fryrów, należą do poz. 134 a) 2 ε, o ile nie są obrobione innym sposobem, niż to dozwala tekst poz. 134 a) 2.

Do uwagi 1. do poz. 134 a) 1—2.

Przywóz papierówki i odpadków tartacznych polskiego pochodzenia do ilości 325.000 q rocznie z ulgą celną według uwagi 1 do poz. 134 a) 1—2 będzie dopuszczony na żądanie odnośnych fabryk o przywóz tego gatunku drewna z Polski na warunkach obowiązujących dla przywozu z ulgą celną, przyczem rozumie się, że te warunki nie będą mniej dogodne, niż stosowane przy przywozie z któregośkolwiek trzeciego państwa.

Nebude-li ostatní část autonomního kontingentu vyčerpána, jest československá vláda ochotna vzíti blahovolně v úvahu žádosti za zvýhodnění dovoz dalšího množství zmíněného zboží polského původu.

Za brusné dříví ve smyslu shora uvedené poznámky se pokládá kulatina (též štěpiny), zbavená kůry, případně též lýka, o průměru na tenčím konci nejvýše 24 cm a o délce nejvýše 2 m.

K poznámce za saz. tř. XXI.

Poplatek za povolení dovozu minerálních olejů, uvedených v poznámce za saz. tř. XXI československého celního sazebníku (surtaxa), jenž do 14. července 1933 byl vybírán se clem, však vyhláškou ministra obchodu ze dne 11. července 1933, č. 125.381/33 byl zrušen, nebude napříště obnoven.

K s. č. 291.

Viskosový papír povahy vzorku předloženého polskou delegací při jednání, zvaný « tomofan », nebude podroben vyššímu clu, než jiný papír viskosový stejné povahy, bez ohledu na jeho obchodní název (na př. « celophan »).

K s. č. 488.

Zinkový prach patří podle vysvětlivek k celnímu sazebníku československému do saz. položky 488 c).

K s. č. 621.

Kysličník siřičitý (kyselina siřičitá) vycíl se smluvním clem 39.— Kč jen tehdy, bude-li zásilka doprovázena osvědčením, vydaným úřadem příslušného vojevodstva, potvrzujícím obsah nádob, v nichž se zboží doveze.

K s. č. 653.

Se lněnými pokrutinami polského původu nebude v Československé republice nakládáno v oboru celním méně příznivě, než s pokrutinami jiného druhu pocházejícími z kteréhokoli třetího státu.

POKUD JDE O POUŽÍVÁNÍ CELNÍHO SAZEBNÍKU POLSKÉHO.

Zboží podléhající clu s přírážkami nebo slevami ať procentními nebo pevnými, které se podle ustanovení polského celního sazebníku mají počítati ze sazeb platných pro zboží, pro něž jsou v této smlouvě sjednána smluvní cla, bude požívati rovněž výhod těchto smluvních cel v ten způsob, že za základ pro počítání výše cla budou brána příslušná cla konvenční.

K saz. čis. 53.

Poskytne-li republika Polská nižší celní sazbu, než která jest stanovena v této smlouvě, kterémukoli třetímu státu na jakékoli odrůdy jablek za stejných podmínek dovážených, bude se vztahovati stejné clo na jablka původu československého.

K saz. čis. 57.

Poskytne-li republika Polská celní sazbu nižší, než která jest stanovena v této smlouvě, kterémukoli třetímu státu pro jakoukoli odrůdu stolních hroznů, dovážených za stejných podmínek, bude stejné clo poskytnuto v témže období pro stolní hrozny původu československého.

K saz. čis. 128.

Každé snížení cla, poskytnuté Polskem kterémukoli třetímu státu pro jakýkoli druh nebo specialitu sýra tvrdého nebo měkkého, bude se vztahovati na československé podobné sýry.

Ukáže-li se to nutným, oznámí československá vláda podle potřeby označení a popis sýrů a po př. zašle také vzorky sýrů za účelem jich tarifikace.

Jeśli pozostała część autonomicznego kontyngentu nie będzie wyczerpana, Rząd Czesko-słowacki zgadza się wziąć zyczliwie pod uwagę podania o ulgowy przywóz dalszych ilości wymienionego drewna polskiego pochodzenia.

Za papierówkę w myśl wyżej podanej uwagi uważa się okrągłaki pozbawione kory ew. i łyka (również szczapy) o średnicy w cieńszym końcu najwyżej 24 cm i o długości najwyżej dwa metry.

Do uwagi po grupie XXI.

Oplata za pozwolenia przywozu olejów mineralnych, objętych uwagą po grupie XXI czesko-słowackiej taryfy celnej (surtaxe), która do 14 lipca 1933 r. była pobierana łącznie z cłem, lecz rozporządzeniem Ministra Handlu z d. 11. lipca 1933 r. N. 125.381/33 została zniesiona, nie będzie na przyszłość wznowiona.

Do poz. 291.

Papier wiskozowy rodzaju przedłożonego przez polską delegację przy pertraktacjach, tak zw. « tomoфан », nie będzie podlegał wyższemu cłu, niż inny papier wiskozowy tego samego rodzaju, bez względu na jego handlową nazwę (n. p. « celophan »).

Do poz. 488.

Pył cynkowy, stosownie do wyjaśnień do taryfy celnej czesko-słowackiej, należy do poz. 488 c).

Do poz. 621.

Dwutlenek siarki (bezwodnik kwasu siarkowego) będzie cłony według cła konwencyjnego 39 Kč — tylko wtedy, jeżeli do przesyłki dołączone będzie świadectwo, wydane przez urząd jednostronnego Województwa, potwierdzające zawartość naczyń, w których towar się przywozi.

Do poz. 653.

Makuchy lniane polskiego pochodzenia nie będą traktowane w Czechosłowacji pod względem celnym gorzej, niż makuchy innego rodzaju, pochodzące z jakiegokolwiek państwa trzeciego.

DOTYCZY ZASTOSOWANIA TARYFY CELNEJ POLSKIEJ.

Towary, podlegające cłu według dodatków lub zniżek, zarówno procentowych, jak i stałych, które według postanowień taryfy polskiej mają, być obliczane od stawek dla towarów, dla których w tej umowie są ustanowione cła konwencyjne, korzystają również ze zniżek konwencyjnych w ten sposób, że za podstawę do obliczenia wysokości cła będą brane odpowiednie cła konwencyjne.

Do poz. 53.

Jeżeli Polska udzieli jakimkolwiek trzeciemu państwu stawkę celną niższą niż jest ustalona w tej umowie na jakiegokolwiek odmiany jabłek, przywożonych na tych samych warunkach, to takie same cło będzie stosowane do jabłek pochodzenia czesko-słowackiego.

Do poz. 57.

Jeżeli Polska udzieli jakimkolwiek trzeciemu państwu stawkę celną niższą, niż jest ustalona w tej umowie na jakąkolwiek odmianę winogron stołowych, przywożonych na tych samych warunkach, to takie same cło będzie stosowane do winogron stołowych pochodzenia czesko-słowackiego.

Do poz. 128.

Każde obniżenie cła, udzielone przez Polskę jakimkolwiek trzeciemu państwu na jakikolwiek rodzaj lub specjalność sera twardego lub miękkiego, stosować się będzie do podobnych serów pochodzenia czesko-słowackiego.

Jeżeli okaże się koniecznym, Rząd czesko-słowacki w miarę potrzeby będzie komunikować nazwy i opis serów i ewentualnie prześle również próbki serów, w celu ich taryfikacji.

K saz. čís. 137/2 b).

Každé snížení cla na přírodní sušená střeva bude se vztahovati rovněž na umělá střeva.

K saz. čís. 162/5.

Dlažební kostky patří do tohoto čísla a položky též, jsou-li tvaru krychlového.

K saz. čís. 272/1.

Při celním projednávání piva, patřícího do saz. čís. 272, pol. 1, bude použito příslušných předpisů o vylívání ve vagonu bez vyložení do skladiště.

K saz. čís. 382/1, 2.

S přirozenými minerálními léčivými solemi ze zřidel v Karlových Varech, Mariánských Lázních a Darkově v původním balení, nedosovanými a dosovanými, nebude nakládáno v oboru celním méně příznivě, než s podobnými solemi, pocházejícími z kteréhokoli třetího státu.

K saz. čís. 553 až 559.

Sazby těchto sazebních čísel rozumějí se za 100 kg zboží váhy netto podle nařízení presidenta republiky Polské ze dne 23. srpna 1930/Dz. U. R. P. č. 85/1932, č. 732.

K saz. čís. 716.

Do tohoto sazebního čísla patří ručníky, utěrky.

K poznámce 6. všeobecných poznámek k VIII. dílu celního sazebníku.

Vazba plátěná, atlasová a satinová pokládá se za vazbu hladkou.

K saz. čís. 814.

Pergamenový papír (nepravý pergamen) má téměř stejnou průsvitnost jako rostlinný pergamen (pravý pergamen) a svým vzhledem se od něho liší nepatrně, jest však celkem tenčí.

Od rostlinného pergamenu (pravého pergamenu) se liší tím, že na přetrženém místě jsou znatelná vlákna, zvláště tehdy, byl-li papír napřed ponořen do vody.

Nepravý pergamen se po delším vaření mění v kaši.

Pravý pergamen se rozeznává od nepravého pergamenu ještě tím, že po dvacetiminutovém vaření ve zředěné 3% žíravé sodě a při intensivním míchání může býti vyňat v celku, to jest v takovém kousku, v jakém byl před vařením.

K saz. čís. 815.

Vyskytnou-li se při celním projednávání jednotlivých dodávek papíru, patřícího do tohoto saz. čís., pochybnosti, zda obsah dřevoviny skutečně převyšuje předepsanou hranici 30%, budou nicméně celní úřady vylívatí sazbou pol. 1. saz. čís. 815, pokud bude možno přispustiti, že průměrný obsah dřevoviny jest aspoň 29%. Kdyby se úchylka při výpočtu obsahu dřevoviny v zásilkách jedné a téže firmy často opakovala, budou celní úřady oprávněny neříditi se tímto ustanovením.

K saz. čís. 887/p. 2, 3, 4, 6, 7.

Smluvní sazby pro porculánové výrobky, které patří do výše uvedených položek, budou platiti za těchto podmínek :

1. V celním úřadě předložen bude účet, na němž Československá národní komise potvrdila, že účet odpovídá ustanovením úmluvy mezi československým a polským průmyslem porculánovým ;

2. celní odbavení dítí se bude v těchto celních úřadech : Gdaňsk, Gdyně, Lvov, Poznaň, Varšava, Zbrzydowice.

Do poz. 137 p. 2 b).

Każda zniżka cła na naturalne jelita suszone będzie stosowana również i do jelit sztucznych.

Do poz. 162 p. 5.

Do tej pozycji i tego punktu zaliczają się kostki brukowe, nawet gdy mają kształt równoległocianów.

Do poz. 272 p. 1.

Przy odprawie piwa, objętego poz. 272 p. 1, będą stosowane odpowiednie przepisy o cleniu na wagonach bez wyładowania do składu.

Do poz. 382 pp. 1, 2.

Sole lecznicze mineralne naturalne ze źródeł w Karlových Varech, Mariánských Lázních i Darkově w opakowaniu oryginalnem, niedawkowane oraz dawkowane, nie będą traktowane pod względem celnym gorzej, aniżeli podobne sole, pochodzące z jakiegokolwiek trzeciego państwa.

Do poz. 553—559.

Stawki wymienionych pozycji rozumieją się od 100 kg towaru wagi netto, w rozumieniu Rozporządzenia Prezydenta Rzeczypospolitej z d. 23 sierpnia 1932 r. (Dz. U. R. P. No. 85-1932 r. poz. 732).

Do poz. 716.

Do tej pozycji zaliczają się ręczniki, ścierki.

Do uwagi 6 uwag ogólnych do działu VIII taryfy celnej.

Splot płócienny, atlasowy i satynowy uważa się za splot gładki.

Do poz. 814.

Papiery pergaminowe posiadają prawie taką samą przezroczystość, jak pergaminy roślinne i pod względem wyglądu nie wiele różnią się od tych ostatnich, są jednak od nich przeważnie cieńsze. Od pergaminów roślinnych różnią się tem, że w miejscu przedarcia włókno jest widoczne, szczególnie wtedy, jeżeli papier poprzednio był zanurzony w wodzie.

Papier pergaminowy po dłuższem gotowaniu zamienia się w papkę.

Pergaminy roślinne różnią się tem jeszcze od papierów pergaminowych, że po dwudziestominutowem gotowaniu w rozcieńczonej 3 % sodzie gryzącej i przy intensywnem poruszaniu mogą być wyjęte w całości, t. j. w kawałku takim, w jakim były przed gotowaniem.

Do poz. 815.

Jeżeli przy cleniu poszczególnych partij papieru, objętego tą pozycją, zajdzie wątpliwość, czy zawartość miazgi drzewnej rzeczywiście przekracza ustanowioną granicę 30 %, urzędy celne będą stosowały stawki p. 1 poz. 815, o ile zachodzić będzie przypuszczenie, że przeciętna zawartość miazgi drzewnej wynosi co najmniej 29 %. Częste powtarzanie się odchyień przy obliczaniu zawartości masy drzewnej w przesyłkach jednej i tej samej firmy upoważni urzędy celne do niestosowania powyższego postanowienia.

Do poz. 887 pp. 2, 3, 4, 6, 7.

Stawki konwencyjne dla wyrobów porcelanowych, objętych wskazanemi punktami, będą stosowane przy zachowaniu następujących warunków :

1. Ułożenia w Urzędzie Celnym faktury, poświadczonej przez Československé Národní Komise, że faktura odpowiada postanowieniom umowy między przemysłem porcelanowym polskim i czeskosłowackim ;

2. załatwienia odprawy celnej w następujących Urzędach Celnym : Gdańsk, Gdynia, Lwów, Poznań, Warszawa, Zebrzydowice.

K saz. čís. 931.

Údaje procentního obsahu jednotlivých přísad ocele v osvědčení musejí obsahovati název jednotlivých přísad, obsažených v dovážené oceli, jakož i přesný obsah celkového množství přísad.

Přesný obsah množství jednotlivých přísad nemusí býti udáván, pokud může vzniknouti obava, že by výrobní tajemství bylo prozrazeno.

K saz. čís. 1050/p. 2.

Pro stroje a přístroje, které patří do tohoto sazebního čísla a položky, budou platiti smluvní cla za těchto podmínek :

1. V celním úřadě předloží prohlášku jak výrobce, tak dovozce, kterou potvrzují, že jde o výše uvedené stroje neb přístroje, určené pro cukrovary, lihovary, sladovny a pivovary ;

2. celní odbavení bude vyhrazeno těmto celním úřadům : Bilsko, Těšín, Gdaňsk, Gdyně, Krakov, Lvov, Poznaň, Varšava, Vilno, Zebrzydowice.

K saz. čís. 1066.

Ke každému šicímu stroji může býti připojeno 10 jehel k šití.

K saz. čís. 1083/p. 1a, b, p. 2a, b.

Pro přístroje v příloze specifikované a patřící do tohoto sazebního čísla a položek, platí smluvní cla za těchto podmínek :

1. V celním úřadě předloží prohlášku jak výrobce, tak dovozce, kterou potvrzují, že jde o výše uvedené přístroje, určené pro pivovary ;

2. celní odbavení bude vyhrazeno těmto celním úřadům : Bilsko, Těšín, Gdaňsk, Gdyně, Krakov, Lvov, Poznaň, Varšava, Vilno, Zebrzydowice.

SPECIFIKACE PŘÍSTROJŮ PRO PIVOVARY :

Přístroje na zkoušení sudů,
 přístroje na vysmolování sudů,
 vystírací kádě na zcukerňování rmutu,
 scezovací kádě na filtrování,
 cízy na chmel,
 pánve na vaření rmutu,
 pánve na vaření mladinky,
 monžíky na chmel nebo mláto,
 chladičí kádě,
 přístroje na plnění sudů,
 přístroje na plnění lahví,
 přístroje na mytí lahví,
 přístroje pasteurisační,
 filtrační lisy pro rmuty,
 sprchové chladiče,
 kondensátory protiproudové a sprchové,
 refrigerátory,
 filtry na vzduch,
 filtry na prach,
 pивní filtry.

Do poz. 931.

Przy podawaniu procentowej zawartości poszczególnych składników stali powinna być podana nazwa poszczególnych składników, wchodzących w skład przywożonej stali oraz dokładna zawartość łącznej ilości składników.

Dokładna zawartość ilości poszczególnych składników może być nie podawana, o ile może zachodzić obawa ujawnienia tajemnicy wyrobu.

Do poz. 1050 p. 2.

Do maszyn i przyrządów, objętych tą pozycją i punktem, stosuje się cła konwencyjne przy zachowaniu następujących warunków :

1. złożenia w Urzędzie Celnym deklaracji fabrykanta i deklaracji odbiorcy, stwierdzających, że chodzi o powyższe maszyny lub przyrządy do użytku w cukrowniach, gorzelniach, słodowniach i browarach ;

2. załatwienie odprawy celnej w jednym z następujących Urzędów Celnych :
Bielsko, Cieszyn, Gdańsk, Gdynia, Kraków, Lwów, Poznań, Warszawa, Wilno, Zebrzydowice.

Do poz. 1066.

Do każdej maszyny do szycia może być dołączone 10 igieł do szycia.

Do poz. 1083 p. 1 a), b), p. 2 a), b).

Do aparatów podług załączonego wyszczególnienia, objętych tą pozycją i temi punktami, stosuje się cła konwencyjne przy zachowaniu następujących warunków :

1. złożenia w Urzędzie Celnym deklaracji fabrykanta i deklaracji odbiorcy, stwierdzających, że chodzi o powyższe aparaty do użytku w browarach ;

2. załatwienia odprawy celnej w jednym z następujących Urzędów Celnych :
Bielsko, Cieszyn, Gdańsk, Gdynia, Kraków, Lwów, Poznań, Warszawa, Wilno, Zebrzydowice.

WYSZCZEGÓLNIENIE APARATÓW DLA BROWARÓW :

Aparaty do próbowania szczelności beczek,
aparaty do smołowania beczek,
aparaty kadziowe do ekstrahowania brzezki i do wysładzania,
aparaty klarownice do filtrowania,
aparaty panwiowe do chmielenia,
aparaty kadzie do gotowania brzezki,
aparaty kadzie do gotowania zaprawy,
aparaty przetłoczniki do chmielu lub wysłodzin,
aparaty kadzie chłodzące,
aparaty do napełniania beczek,
aparaty do napełniania butelek,
aparaty do mycia butelek,
aparaty do pasteryzowania piwa,
filtry do brzezki (prasy filtracyjne),
chłodnice ociekowe,
kondensatory przeciwprądowe i ociekowe,
ozębniacze (refrigeratory),
filtry powietrzne,
filtry do kurzu,
filtry piwne.

K třídě 67, 68 a k saz. čís. 1099, 1101.

Stroje a přístroje rozebrané se vyclívají podle příslušných položek pro stroje a přístroje nerozebrané, též když různé jejich části jsou zaslány současně nebo postupně v různých zásilkách.

Veškeré dílčí zásilky musí býti prohlášeny u téhož celního úřadu ve lhůtě, která nesmí překročovati 4 měsíce ode dne první prohlášky.

Současně s prohláškou první dílčí zásilky dovozce předloží celnímu úřadu příslušnou žádost s plánem anebo s konstruktivním výkresem dováženého stroje nebo přístroje a se soupisem obsahujícím hlavní součástky, jejich povahu a u každé zvláště přibližnou váhu. Tento soupis musí též obsahovati celkovou přibližnou váhu vedlejších součástí.

K saz. čís. 1136 a 1138.

Přízná-li republika Polská kterémukoli třetímu státu celní slevu na jakýkoli druh automobilů a podvozků, bude tato sleva okamžitě platiti pro všechny automobily a podvozky československých značek, vyclíváné podle týchž položek, bodů a písmen polského celního sazebníku.

K saz. čís. 1258.

Nepravá bižuterie, uvedená ve smluvním textu, bude vyclívána smluvní sazbou s podmínkou, že ke každé zásilce bude přiloženo osvědčení o původu, vydané Obchodní a živnostenskou komorou v Praze, Liberci neb Hradci Králové, jímž se potvrzuje, že uvedené výrobky, podléhající clu podle saz. čís. 1258, patří do jablonecké bižuterie, vyráběné v obvodu výše uvedených obchodních komor.

K celnímu sazebníku vývoznímu.

Bude-li polskou vládou jako v minulých letech stanoven vývozní kontingent se sníženým clem pro olšové dříví, budou žádosti vývozců o vývoz této suroviny do Československa vyřizovány příznivě nejméně do výše 40% všeobecného kontingentu.

Vývozní clo nebude vyšší než clo, které bude vybíráno z olšového dříví při vyvozu do kteréhokoliv třetího státu.

Dr. Edvard BENEŠ v. r.

Copie certifiée conforme :

Praha, le 27 novembre 1937.

Dr. Jaroslav Papoušek,
Directeur des Archives.

DODATKOVÝ PROTOKOL¹ (1)

K OBCHODNÍ A PLOVEBNÍ UMLUVĚ MEZI REPUBLIKOU POLSKOU A REPUBLIKOU ČESKOSLOVENSKOU,
PODEPSANÉ DNE 10. ÚNORA 1934. PODEPSANÝ VE VARŠAVĚ DNE 8. ÚNORA 1935.

Podepsaní plnomocníci, náležitě zmocnění, prohlašují, že se shodli pozměniti a doplniti obchodní a plavební úmluvu mezi republikou Československou a republikou Polskou, podepsanou dne 10. února 1934, takto :

Platnost smluvních celních sazeb sjednaných s účinností do dne 31. prosince 1934 pro zboží ex saz. pol. 598 c/1, saz. pol. 600/m a saz. čís. 617 československého celního sazebníku,

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Varsovie, le 24 février 1937.

Ce protocole additionnel a été mis provisoirement en vigueur le 8 février 1935.

Do grupy 67, 68 oraz do poz. 1099, 1101.

Maszyny i aparaty rozłożone cli się według odnośnych pozycji dla maszyn i aparatów złożonych, nawet gdyby różne ich części wysyłane były jednocześnie lub stopniowo, jako oddzielne przesyłki.

Wszystkie przesyłki częściowe muszą być zgłoszone w jednym i tym samym Urzędzie Celnym w terminie, który nie powinien przekraczać czterech miesięcy od czasu pierwszego zgłoszenia. Deklarując pierwszą przesyłkę częściową, importer składa w Urzędzie Celnym podanie w tej sprawie z planem lub konstrukcyjnym rysunkiem sprowadzanej maszyny lub aparatu, z wyszczególnieniem części głównych, ich rodzaju, przybliżonej wagi każdej z nich. Wyszczególnienie to powinno również wykazywać w przybliżeniu ogólną wagę części składowych.

Do poz. 1136 i 1138.

Jeżeli Polska udzieli zniżkę celną jakiemukolwiek trzeciemu państwu na jakikolwiek rodzaj samochodów i podwozi, zniżka ta będzie natychmiast stosowana do wszelkich samochodów i podwozi marek czeskosłowackich, clonych według tych samych pozycji, punktów i liter polskiej taryfy celnej.

Do poz. 1258.

Bizuterja nieprawdziwa, objęta tekstem konwencyjnym, będzie clona według stawki konwencyjnej pod warunkiem, że do każdej przesyłki będzie załączone świadectwo pochodzenia, wydane przez Izbę Przemysłowo-Handlową w Pradze, Liberci lub Hradci Králove, stwierdzające, że wzmiankowany towar, podlegający cłu według poz. 1258, należy do bizuterji jabłonieckiej, wykonanej w okręgach powyższych Izb Przemysłowo-Handlowych.

Do taryfy celnej wywozowej.

Jeżeli Rząd Polski ustali, jak w latach poprzednich, kontyngent ulgowy na wywóz zagranicę drewna olszowego, to podania eksportowe o wywóz tego surowca do Czechosłowacji będą uwzględniane conajmniej do wysokości 40 % ogólnego kontyngentu.

Cło wywozowe nie będzie wyższe od cła stosowanego do drewna olszowego przy wywozie do jakiegokolwiek trzeciego państwa.

Dr. Waclaw GRZYBOWSKI *m. p.*

Mieczyslaw SOKOŁOWSKI *m. p.*

Copie certifiée conforme :

Praha, le 27 novembre 1937.

Dr Jaroslav Papoušek,

Directeur des Archives.

PROTOKÓŁ DODATKOWY ¹ (1)

DO KONWENCJI HANDLOWEJ I NAWIGACYJNEJ MIĘDZY RZECZĄSPOLITĄ POLSKĄ A REPUBLIKĄ CZESKOSŁOWACKĄ PODPISANEJ DNIA 10 LUTEGO 1934 R. PODPISANY W WARSZAWIE, DNIA 8 LUTEGO 1935 R.

Podpisani pełnomocnicy, posiadający pełnomocnictwa w należytej formie, oświadczają, że zgodzili się zmienić i uzupełnić Konwencję Handlową i Nawigacyjną między Republiką Czeskosłowacką a Rzeczpospolitą Polską, podpisaną w dniu 10-go lutego 1934, jak następuje :

Ważność konwencyjnych stawek celnych, ustanowionych z ważnością do dnia 31 grudnia 1934 r. dla towarów z poz. 598 c/1, poz. 600 m/ i poz. 617 czeskosłowackiej taryfy

¹ The exchange of ratifications took place at Warsaw, February 24th, 1937.

This Additional Protocol was put provisionally into force on February 8th, 1935.

jakož i pro zboží saz. čís. 185, 346, 488 pp. 1b, 2b a 1210 pp. 1a, 2a, 3a a 4a polského celního sazebníku se obnovuje pro dobu od 10. února do 30. června 1935.

Tento protokol bude ratifikován a výměna ratifikačních listin bude provedena současně s výměnou ratifikačních listin výše uvedené obchodní úmluvy.

Protokol nabude účinnosti současně se zmíněnou úmluvou a bude platiti po dobu jejího trvání.

Avšak obě vlády mohou se dohodnouti o dřívějším uvedení v účinnost protokolu, jestliže jejich příslušná zákonodárství je k tomu oprávnějí.

Vyhotoveno ve dvou exemplářích, každý v jazyku československém a polském, při čemž oba texty jsou autentické.

Ve VARŠAVĚ dne 8. února 1935.

(L. S.) Dr. V. GIRSA.

(L. S.) SZEMBEK.

Copie certifiée conforme :

Praha, le 27 novembre 1937.

Dr. Jaroslav Papoušek,

Directeur des Archives.

DODATKOVÝ PROTOKOL¹ (2).

K OBCHODNÍ A PLAVEBNÍ ÚMLUVĚ MEZI REPUBLIKOU POLSKOU A REPUBLIKOU ČESKOSLOVENSKOU, PODEPSANÉ DNE 10. ÚNORA 1934. PODEPSANÝ VE VARŠAVĚ DNE 5. ZÁŘÍ 1935.

Podepsaní plnomocníci, náležitě zmocnění, prohlašují, že se shodli pozměnití a doplnití obchodní a plavební úmluvy mezi republikou Československou a republikou Polskou, podepsanou dne 10. února 1934, takto :

Platnost terminovaných smluvních celních sazeb, stanovených v seznamech A a B. které jsou přílohami k čl. X. výše uvedené úmluvy, sjednaných podle dodatkového protokolu k téže úmluvě ze dne 8. února 1935 s účinností do 30. června 1935, se obnovuje pro dobu od 10. září 1935 do 30. června 1936.

Celní sazby, uvedené ve výše zmíněných seznamech, se týkají zboží ex sazeb. čís. 598c/1, sazeb. čís. 600 m) a sazeb. čís. 617 československého celního sazebníku, jakož i zboží sazeb. čís. 185, 346, 488 pol. 2b a 1210 pol. 1a, 2a, 3a a 4a polského celního sazebníku, při čemž celní sazba, stanovená pro sazební číslo 346 polského celního sazebníku, se zvyšuje na zř 2,60 za 100 kg.

Tento protokol bude ratifikován a výměna ratifikačních listin bude provedena současně s výměnou ratifikačních listin výše uvedené obchodní úmluvy a dodatkového protokolu ze dne 8. února 1935.

Tento protokol nabude účinnosti současně se zmíněnou úmluvou a dodatkovým protokolem ze dne 8. února 1935 a bude platiti po dobu trvání téže úmluvy.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Varsovie, le 24 février 1937.

Ce protocole additionnel a été mis provisoirement en vigueur le 9 septembre 1935.

celnej oraz dla towarów z pozycyj 185, 346, 488 pp. 1b, 2b oraz 1210 pp. 1a, 2a, 3a i 4a polskiej taryfy celnej wznawia się na okres od 10 lutego do 30 czerwca 1935 r.

Niniejszy protokół będzie ratyfikowany i wymiana dokumentów ratyfikacyjnych nastąpi równocześnie z wymianą dokumentów ratyfikacyjnych powyższej Konwencji Handlowej.

Protokół wejdzie w życie równocześnie z wspomnianą Konwencją i będzie obowiązywał przez czas trwania tejże.

Jednakże obydwaj Rządy mogą się porozumieć co do wcześniejszego wejścia w życie Protokołu, jeśli ich odnośne ustawodawstwa je do tego upoważniają.

Sporządzono w dwóch egzemplarzach, każdy w języku czeskosłowackim i polskim, przyczem obydwaj teksty są autentyczne.

WARSZAWA, dnia 8 lutego 1935 r.

(L. S.) Dr. V. GIRSA.

(L. S.) SZEMBEK.

Copie certifiée conforme :
Praha, le 27 novembre 1937.

Dr Jaroslav Papoušek,
Directeur des Archives.

PROTOKÓŁ DODATKOWY¹ (2)

DO KONWENCJI HANDLOWEJ I NAWIGACYJNEJ MIĘDZY RZECZĄSPOLITĄ POLSKĄ A REPUBLIKĄ CZESKOSŁOWACKĄ, PODPISANEJ DNIA 10-GO LUTEGO 1934 R. PODPISANY W WARSZAWIE, DNIA 5 WRZEŚNIA 1935 R.

Podpisani pełnomocnicy, posiadający pełnomocnictwa w należytej formie, oświadczają, że zgodzili się zmienić i uzupełnić Konwencję Handlową i Nawigacyjną między Republiką Czeskosłowacką a Rzeczpospolitą Polską, podpisaną w dniu 10 lutego 1934 r. jak następuje :

Ważność terminowych konwencyjnych stawek celnych, wymienionych w listach A i B, stanowiących załączniki do art. X powyższej Konwencji a obowiązujących do dnia 30-go czerwca 1935 r. zgodnie z Protokołem Dodatkowym z dnia 8 lutego 1935 r. do tejże Konwencji, wznawia się na okres od 10-go września 1935 r. do 30-go czerwca 1936 r.

Wymienione w powyższych listach stawki celne dotyczą towarów z poz. 598 c/1, poz. 600 m) i poz. 617 czeskosłowackiej taryfy celnej oraz dla towarów z poz. 185, 346, 488 p. 2b i 1210 pp. 1a, 2a, 3a i 4a polskiej taryfy celnej, przyczem stawka celna przewidziana dla pozycji 346 polskiej taryfy celnej zostaje podwyższona do złp. 2.60 od 100 kg.

Niniejszy Protokół będzie ratyfikowany i wymiana dokumentów ratyfikacyjnych nastąpi równocześnie z wymianą dokumentów ratyfikacyjnych powyższej Konwencji Handlowej i Protokołu Dodatkowego z dnia 8-go lutego 1935 r.

Niniejszy Protokół wejdzie w życie równocześnie z wspomnianą Konwencją oraz Protokołem Dodatkowym z dnia 8-go lutego 1935 r. i będzie obowiązywał przez czas trwania tej Konwencji.

¹ The exchange of ratifications took place at Warsaw, February 24th, 1937.

This Additional Protocol was put provisionally into force on September 9th, 1935.

Avšak obě vlády mohou se dohodnouti o dřívějším uvedení v účinnost ustanovení tohoto protokolu, jestliže příslušná zákonodárství je k tomu opravňují.

Vyhotoveno ve dvou exemplářích, každý v jazyku československém a polském, při čemž oba texty jsou autentické.

Ve VARŠAVĚ dne 5. září 1935.

SMUTNÝ.
SZEMBEK.

Copie certifiée conforme :
Praha, le 27 novembre 1937.

D^r Jaroslav Papoušek,
Directeur des Archives.

DODATKOVÝ PROTOKOL¹ (3)

K OBCHODNÍ A PLAVEBNÍ ÚMLUVĚ MEZI REPUBLIKOU POLSKOU A REPUBLIKOU ČESKOSLOVENSKOU, PODEPSANÉ DNE 10. ÚNORA 1934. PODEPSANÝ VE VARŠAVĚ DNE 12. SRPNA 1936.

Podepsaní plnomocníci, náležitě zmocnění, prohlašují, že se shodli pozměnit a doplnit obchodní a plavební úmluvu mezi republikou Československou a republikou Polskou, podepsanou dne 10. února 1935, takto :

Platnost terminovaných smluvních celních sazeb, stanovených v seznamech A a B, které jsou přílohami k čl. X. výše uvedené úmluvy, sjednaných podle dodatkového protokolu k téže úmluvě ze dne 5. září 1935 s účinností do 30. června 1936, se obnovuje pro dobu od 20. srpna 1936 do 20. února 1937.

Celní sazby, uvedené ve výše zmíněných seznamech, se týkají zboží ex sazeb. čís. 598 c/1, sazeb. čís. 600 m) a sazeb. čís. 617 československého celního sazebníku, jakož i zboží sazeb. čís. 185, 346, 488 pol. 2b a 1210 pol. 1a, 2a, 3a a 4a polského celního sazebníku, při čemž celní sazba, stanovená pro sazební číslo 346 polského celního sazebníku, se zvyšuje na Zł 2.60 za 100 kg.

Tento protokol bude ratifikován a výměna ratifikačních listin bude provedena v Praze ; nabude účinnosti třicátého dne po dni výměny ratifikačních listin.

Vyhotoveno ve dvou exemplářích, každý v jazyku československém a polském, při čemž oba texty jsou autentické.

Ve VARŠAVĚ dne 12. srpna 1936.

(L. S.) J. SMUTNÝ.

(L. S.) R. DĘBICKI.

Copie certifiée conforme :
Praha, le 30 septembre 1937.

D^r Jaroslav Papoušek,
Directeur des Archives.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Prague, le 13 août 1937.
Ce protocole additionnel a été mis provisoirement en vigueur le 19 août 1936.

Jednakże obydwie Rządy mogą się porozumieć co do wcześniejszego wejścia w życie postanowień niniejszego Protokołu, jeśli odnośne ustawodawstwa ich do tego upoważniają.

Sporządzono w dwóch egzemplarzach, każdy w języku czeskosłowackim i polskim, przyczem obydwie teksty są autentyczne.

WARSZAWA, dnia 5 września 1935 r.

SZEMBEK.
SMUTNÝ.

Copie certifiée conforme :
Praha, le 27 novembre 1937.

Dr Jaroslav Papoušek,
Directeur des Archives.

PROTOKÓŁ DODATKOWY ¹ (3)

DO KONWENCJI HANDLOWEJ I NAWIGACYJNEJ MIĘDZY RZECZĄSPOLITĄ POLSKĄ A REPUBLIKĄ CZESKOSŁOWACKĄ, PODPISANEJ DNIA 10-GO LUTEGO 1934 R. PODPISANY W WARSZAWIE, DNIA 12 SIERPNI 1936 R.

Podpisani pełnomocnicy, należycie upoważnieni, oświadczają, że zgodzili się zmienić i uzupełnić Konwencję Handlową i Nawigacyjną między Republiką Czeskosłowacką a Rzeczpospolitą Polską, podpisaną w dniu 10 lutego 1934 r. jak następuje :

Ważność terminowych konwencyjnych stawek celnych, wymienionych w listach A i B, stanowiących załączniki do art. X powyższej Konwencji a obowiązujących do dnia 30 czerwca 1936 r. zgodnie z Protokołem Dodatkowym z dnia 5-go września 1935 r. do tejże Konwencji, wznawia się na okres od 20 sierpnia 1936 r. do dnia 20 lutego 1937 r.

Wymienione w powyższych listach stawki celne dotyczą towarów z poz. 598c/1, poz. 600 m) i poz. 617 czeskosłowackiej taryfy celnej oraz towarów z poz. 185, 346, 488 p. 2b i 1210 pp. 1a, 2a, 3a i 4a polskiej taryfy celnej, przyczem stawka celna przewidziana dla pozycji 346 polskiej taryfy celnej zostaje podwyższona do złp. 2.60 od 100 kg.

Niniejszy protokół będzie ratyfikowany i wymiana dokumentów ratyfikacyjnych nastąpi w Pradze ; wejdzie on w życie trzydziestego dnia po dniu wymiany dokumentów ratyfikacyjnych.

Sporządzono w dwóch egzemplarzach, każdy w języku czeskosłowackim i polskim, przyczem obydwie teksty są autentyczne.

WARSZAWA, dnia 12 sierpnia 1936 r.

(L. S.) J. SMUTNÝ.

(L. S.) R. DĘBICKI.

Copie certifiée conforme :
Praha, le 30 septembre 1937.

Dr Jaroslav Papoušek,
Directeur des Archives.

¹ The exchange of ratifications took place at Prague, August 13th, 1937.

This Additional Protocol was put provisionally into force on August 19th, 1936.

DODATKOVY PROKOTOL¹ (4)

K OBCHODNÍ A PLAVEBNÍ ÚMLUVĚ MEZI REPUBLIKOU POLSKOU A REPUBLIKOU ČESKOSLOVENSKOU, PODEPSANÉ DNE 10. ÚNORA 1934. PODEPSANÝ VE VARŠAVĚ DNE 18. SRPNA 1937.

Enregistré le 28 février 1938, à la demande du chargé d'Affaires a. i. de la légation de la République tchécoslovaque à Berne.

Podepsaní plnomocníci, náležitě szmocnění, prohlašují, že se shodli pozměnití a doplnití obchodní a plavební úmluvu mezi republikou Československou a republikou Polskou, podepsanou dne 10. února 1934, takto :

Platnost termínovaných smluvních celních sazeb, stanovených v seznamech A a B, které jsou přílohami k čl. X výše uvedené úmluvy, sjednaných podle dodatkového protokolu k téže úmluvě ze dne 12. srpna 1936 s účinností do 20. února 1937, se obnovuje pro dobu od 1. března 1937 do 31. prosince 1937.

Celní sazby, uvedené ve výše zmíněných seznamech, se týkají zboží ex sazeb. čís. 598 c) 1, sazeb. čís. 600 m) a sazeb. čís. 617 československého celního sazebníku, jakož i zboží sazeb. čís. 185, 346, 488 pol. 2b a 1210 pol. 1 a 2a, 3a a 4a polského celního sazebníku, při čemž celní sazba, stanovená pro sazební číslo 346 polského celního sazebníku se zvyšuje na Zl. 2.60 za 100 kg.

Tento protokol bude ratifikován a výměna ratifikačních listin bude provedena v Praze ; nabude účinnosti třicátého dne po dni výměny ratifikačních listin.

Vyhotoveno ve dvou exemplářích, každý v jazyku československém a polském, při čemž oba texty jsou autentické.

Ve VARŠAVĚ dne 18. února 1937.

Dr. Juraj SLÁVIK.
J. SZEMBEK.

Copie certifiée conforme :
Praha, le 29 janvier 1938.

Dr Jar. Papoušek,
Directeur des Archives.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Prague, le 20 janvier 1938.
Ce protocole additionnel a été mis provisoirement en vigueur le 18 février 1937.

PROTOKÓŁ DODATKOWY¹ (4)

DO KONWENCJI HANDLOWEJ I NAWIGACYJNEJ MIĘDZY RZECZĄPOSPOLITĄ POLSKĄ A REPUBLIKĄ CZESKOSŁOWACKĄ, PODPISANEJ DNIA 10-GO LUTEGO 1934 R. PODPISANY W WARSZAWIE, DNIA 18 LUTEGO 1937 R.

Registered on February 28th, 1938, at the request of the Chargé d'Affaires a. i. of the Legation of the Czechoslovak Republic at Berne.

Podpisani pełnomocnicy, należycie upoważnieni, oświadczają, że zgodzili się zmienić i uzupełnić Konwencję Handlową i Nawigacyjną między Republiką Czeskosłowacką a Rzeczpospolitą Polską, podpisaną w dniu 10 lutego 1934 r. jak następuje :

Ważność terminowych konwencyjnych stawek celnych, wymienionych w listach A i B, stanowiących załączniki do art. X powyższej Konwencji a obowiązujących do dnia 20 lutego 1937 r. zgodnie z Protokółem Dodatkowym z dnia 12 sierpnia 1936 r. do tejże Konwencji, wznawia się na okres od 1 marca 1937 r. do dnia 31 grudnia 1937 r.

Wymienione w powyższych listach stawki celne dotyczą towarów z poz. 598c/I, poz. 600 m) i poz. 617 czeskosłowackiej taryfy celnej oraz towarów z poz. 185, 346, 488 p. 2b, i 1210 pp. 1a, 2a, 3a i 4a polskiej taryfy celnej, przyczem stawka przewidziana dla pozycji 346 polskiej taryfy celnej zostaje podwyższona do złp. 2.60 od 100 kg.

Niniejszy protokół będzie ratyfikowany i wymiana dokumentów ratyfikacyjnych nastąpi w Pradze ; wejdzie on w życie trzydziestego dnia po dniu wymiany dokumentów ratyfikacyjnych.

Sporządzono w dwóch egzemplarzach, każdy w języku czeskosłowackim i polskim, przyczem obydwa teksty są autentyczne.

WARSZAWA, dnia 18 lutego 1937 r.

J. SZEMBEK.

Dr. Juraj SLÁVIK.

Copie certifiée conforme :
Praha, le 29 janvier 1938.

Dr Jar. Papoušek,
Directeur des Archives.

¹ The exchange of ratifications took place at Prague, January 20th, 1938.

This Additional Protocol was put provisionally into force on February 18th, 1937.

¹ TRADUCTION.

N^o 4238. — CONVENTION DE COMMERCE ET DE NAVIGATION ENTRE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE ET LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE. SIGNÉE A PRAGUE, LE 10 FÉVRIER 1934.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE, également désireux de faciliter et de développer les relations commerciales entre les deux Etats, ont résolu de conclure une convention de commerce et de navigation et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE :

Le D^r Waclaw GRZYBOWSKI, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire ; et
M. Mieczyslaw SOKOŁOWSKI, directeur au Ministère de l'Industrie et du Commerce ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

Le D^r Edvard BENEŠ, ministre des Affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes jouiront dans le territoire de l'autre Haute Partie contractante, en ce qui concerne l'établissement et l'exercice du commerce et de l'industrie, de tous les privilèges, immunités et faveurs accordés aux ressortissants de la nation la plus favorisée.

Article II.

Les ressortissants de l'une des Hautes Parties contractantes se rendant aux foires et marchés sur le territoire de l'autre Haute Partie contractante pour y exercer leur commerce, seront traités comme les nationaux de cette dernière Partie, s'ils peuvent présenter une carte d'identité conforme au modèle annexé à la présente convention et délivrée par les autorités de l'Etat dont ils sont les ressortissants.

Article III.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes recevront sur le territoire de l'autre Haute Partie contractante, en ce qui concerne leur statut légal, leurs biens meubles et immeubles, leurs droits et intérêts, un traitement aussi favorable que celui qui est accordé aux ressortissants de tout Etat tiers. Ils pourront exercer leur commerce dans le territoire de l'autre Haute Partie contractante, soit personnellement, soit par l'intermédiaire de mandataires de leur choix, sans être soumis à cet égard à d'autres restrictions que celles prévues par les lois et règlements en vigueur dans ledit territoire.

Ils auront libre accès, soit personnellement, soit par mandataires, auprès des autorités judiciaires et administratives de l'autre Haute Partie contractante, sans être soumis à d'autres restrictions

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATION.

No. 4238. — CONVENTION OF COMMERCE AND NAVIGATION
BETWEEN THE REPUBLIC OF POLAND AND THE CZECHO-
SLOVAK REPUBLIC. SIGNED AT PRAGUE, FEBRUARY 10TH, 1934.

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF POLAND and THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC, being equally desirous of promoting and developing trade relations between the two States, have resolved to conclude a Convention of Commerce and Navigation, and have appointed as their Plenipotentiaries for that purpose :

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF POLAND :

Dr. Waclaw GRZYBOWSKI, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary; and
M. Mieczyslaw SOKOŁOWSKI, Head of Department in the Ministry of Industry and
Commerce ;

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC :

Dr. Edvard BENEŠ, Minister for Foreign Affairs ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following Articles :

Article I.

Nationals of either High Contracting Party shall, in respect of establishment and the conduct of commerce and industry, enjoy in the territory of the other High Contracting Party all the privileges, immunities and favours granted to nationals of the most-favoured nation.

Article II.

Nationals of one of the High Contracting Parties travelling to fairs and markets in the territory of the other High Contracting Party for the purpose of trading there shall be treated in the same manner as nationals of that Party, if they can produce an identity card corresponding to the model appended to the present Convention and issued by the authorities of the State whose nationals they are.

Article III.

Nationals of either High Contracting Party shall be treated in the territory of the other High Contracting Party, as regards their legal status, movable and immovable property, rights and interests, as favourably as the nationals of any third State. They shall be free to carry on their business in the territory of the other High Contracting Party, either personally or through agents of their own choice, without being subject in this respect to other restrictions than those provided for under the laws and regulations in force in the said territory.

They shall be entitled to appear personally or through attorneys before the judicial and administrative authorities of the other High Contracting Party, and shall not be subject to any

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

que celles prévues par les lois et règlements en vigueur sur le territoire en question et seront traités à tous égards de la même manière que les ressortissants d'un autre Etat quelconque.

Article IV.

Les ressortissants de l'une des Hautes Parties contractantes seront exempts, sur le territoire de l'autre Partie, de tout service obligatoire, soit dans l'armée, soit dans la marine, soit dans la garde nationale ou la milice.

Ils seront exempts de toute taxe quelle qu'elle soit, imposée en lieu et place du service militaire personnel, et de toute contribution et réquisition militaire personnelle; ils seront toutefois soumis, sur les biens meubles et immeubles qu'ils possèdent dans le pays, aux réquisitions militaires et à l'obligation de loger les troupes aux mêmes conditions que les nationaux.

Article V.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes n'auront à payer sur le territoire de l'autre Partie, pour leur personne et leurs biens ainsi que pour l'exercice de toutes sortes de commerces, industries, métiers et professions, aucun impôt, taxe ou charge, de quelque nature que ce soit, autre ou plus élevé que ceux perçus sur les nationaux.

Ces dispositions ne s'opposeront pas à la perception d'une taxe de séjour ou de droits relatifs à l'accomplissement des formalités de police. Les ressortissants des deux Hautes Parties contractantes bénéficieront à cet égard du traitement qui est accordé aux ressortissants de la nation la plus favorisée.

Article VI.

Les sociétés anonymes et les autres sociétés commerciales, industrielles ou financières, d'assurance et de transport, dont le siège social se trouve sur le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes et qui y sont constituées en vertu des lois de ce pays, seront reconnues légales sur le territoire de l'autre. Elles y pourront ester en justice, soit comme demanderesse, soit comme défenderesse.

L'admission desdites sociétés à l'exercice de leur commerce ou de leur industrie sur le territoire de l'autre Haute Partie contractante sera régie par les lois et règlements qui sont ou pourront être ultérieurement en vigueur sur ce territoire.

Les opérations des sociétés constituées conformément à la législation de l'une des Hautes Parties contractantes, lorsqu'elles seront effectuées sur le territoire de l'autre Partie, seront soumises aux lois et règlements de cette dernière Partie. Lesdites sociétés, lorsqu'elles auront été admises à exercer leur activité, jouiront à tous égards des mêmes droits que ceux qui sont ou pourront être ultérieurement accordés en la matière aux sociétés similaires de la nation la plus favorisée. Toutefois, cette disposition ne s'appliquera pas aux décisions prises en vertu d'un système de concession ou du pouvoir discrétionnaire de l'administration.

Les sociétés susmentionnées n'acquitteront, sur le territoire de l'autre Partie, pour l'exercice de leur commerce ou de leur industrie, aucun droit, taxe ou impôt, autre ou plus élevé que ceux imposés aux sociétés nationales.

En ce qui concerne le statut juridique de ces sociétés, leurs biens meubles et immeubles ou leurs droits et intérêts sur le territoire de l'autre Partie, les dispositions de l'article III s'appliqueront *mutatis mutandis*.

Article VII.

Les négociants, fabricants et autres industriels, qui prouveront par la présentation d'une carte de légitimation conforme au modèle ci-annexé, délivrée par les autorités compétentes de leur pays, qu'ils y sont régulièrement autorisés à exercer leur commerce ou leur industrie et qu'ils y paient les taxes et impôts établis par la loi, auront le droit, soit personnellement, soit par des voyageurs à leur service, de faire des achats dans le territoire de l'autre Haute Partie contractante auprès des négociants ou producteurs ou dans les locaux de vente publique. Ils pourront aussi prendre des commandes, sur échantillons ou autrement, chez les négociants ou autres personnes

restrictions other than those which are provided for under the laws and regulations in force in the territory in question, and they shall be treated in every respect in the same manner as nationals of any other State.

Article IV.

Nationals of one High Contracting Party shall not be obliged in the territory of the other Party to perform any compulsory service either in the army or navy, or in the national guard or militia.

They shall be exempt from all taxes whatsoever imposed in lieu of personal military service, and from all personal military contributions and requisitions, but they shall be subject, notwithstanding, in respect of such movable or immovable property as they possess in the country, to military requisitions and military billeting liabilities on the same conditions as nationals of the country itself.

Article V.

Nationals of either High Contracting Party shall not pay in the territory of the other Party, in respect of their persons or property or in respect of the conduct of any kind of commerce, industry, trade or profession, any taxes, fees or contributions of any kind whatsoever, other or higher than those levied on nationals of the country itself.

These provisions shall not preclude the collection of residence taxes or charges connected with the completion of police formalities. The nationals of both High Contracting Parties shall enjoy in this respect the treatment accorded to nationals of the most-favoured nation.

Article VI.

Joint stock companies and other commercial, industrial, financial, insurance and transport companies, which have their head offices in the territory of one of the High Contracting Parties and are legally constituted therein according to its laws, shall be recognised in the territory of the other Party as having a legal existence. They shall have free access to the courts and the right to sue or be sued.

The admission of such companies to carry on their commerce or industry in the territory of the other High Contracting Party shall be governed by the laws and regulations which are or may hereafter be in force in that territory.

The operations of companies constituted in accordance with the legislation of one of the High Contracting Parties shall, so far as they are carried out in the territory of the other Party, be subject to the laws and regulations of that Party. In any case, the aforementioned companies shall, once admitted to operate, enjoy the same rights as are or may hereafter be granted in such matters to similar companies of the most-favoured nation; this, however, shall not apply to decisions issued under a concession system or in the exercise of free discretion in administrative matters.

The above companies shall not pay in the territory of the other Party, for the conduct of their commerce or industry, any duties, fees or contributions other or higher than those imposed on national companies.

In the matter of the legal status of such companies, their movable and immovable property, or their rights and interests in the territory of the other Party, the provisions of Article III shall apply *mutatis mutandis*.

Article VII.

Merchants, manufacturers and other industrialists who prove by the production of an identity card, corresponding to the annexed model issued by the competent authorities of their country, that they are authorised to carry on their trade or industry in that country and that they pay therein the taxes and charges laid down by law, may, either personally or through commercial travellers in their employ, make purchases in the territory of the other High Contracting Party from merchants or manufacturers or in places of public sale. They shall further be permitted to accept orders, on the basis of samples or otherwise, from merchants or other persons who in

qui, pour leur commerce ou leur industrie, utilisent des marchandises correspondant à ces échantillons. En aucun cas, ils ne seront soumis à ce titre au paiement d'une taxe spéciale.

Les dispositions ci-dessus ne s'appliquent pas aux industries ambulantes, au colportage et à la recherche de commandes auprès de personnes n'exerçant pas une industrie ou un commerce, et les Hautes Parties contractantes se réservent à cet égard l'entière liberté de leur législation.

Les négociants, les industriels, et les voyageurs de commerce à leur service, régulièrement munis d'une carte de légitimation, auront le droit de transporter avec eux des échantillons ou des modèles, mais non des marchandises.

Les Hautes Parties contractantes se donneront réciproquement connaissance des autorités chargées de délivrer les cartes de légitimation ainsi que des dispositions auxquelles les personnes susnommées doivent se conformer dans l'exercice de leur profession.

Les cartes de légitimation seront exemptes de visa consulaire ou autre.

Les dispositions de la Convention internationale relative à la simplification des formalités douanières, signée à Genève le 3 novembre 1923, s'appliqueront à l'importation et à la réexportation des échantillons et modèles.

A cet égard, aussi bien que sur tous les autres points prévus dans le présent article, les Hautes Parties contractantes s'accorderont réciproquement le traitement de la nation la plus favorisée.

Article VIII.

Les droits intérieurs qui sont ou pourront être ultérieurement perçus pour le compte de qui que ce soit, et grevant la production, la fabrication, la circulation ou la consommation d'un article dans le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes, ne frapperont, sous aucun motif, les produits de l'autre Partie d'une manière plus forte ou plus gênante que les produits indigènes de même espèce ou, à défaut de ces produits, ceux de la nation la plus favorisée.

Article IX.

Les produits naturels ou fabriqués, originaires et provenant du territoire douanier de l'une des Hautes Parties contractantes, ne seront pas soumis, lors de leur importation dans le territoire douanier de l'autre Partie, à un traitement douanier autre ou moins favorable que celui auquel sont soumis les mêmes produits originaires et provenant de la nation la plus favorisée, et, en particulier, ils ne seront pas soumis à des droits ou taxes autres ou plus élevés, y compris toutes les taxes supplémentaires et les surtaxes, que ceux qui frappent ou pourront ultérieurement frapper les produits similaires d'un tiers pays quelconque.

Le traitement de la nation la plus favorisée prévu au premier alinéa s'appliquera aussi à l'exportation des produits naturels ou fabriqués de l'une des Hautes Parties contractantes de son territoire douanier à destination du territoire douanier de l'autre Partie.

Les dispositions ci-dessus s'appliqueront également à l'application des prescriptions douanières, au traitement douanier des marchandises, aux procédés de vérification et d'analyse des marchandises importées, aux conditions du paiement des droits de douane et des taxes, à la classification et à l'interprétation des tarifs douaniers.

Les produits fabriqués dans le territoire douanier de l'une des Hautes Parties contractantes par la transformation de matières étrangères, même sous le régime de l'admission temporaire, seront également considérés comme produits industriels de cette Partie, à condition qu'ils aient été substantiellement modifiés par cette transformation. Le degré de modification entraînant pour un article fabriqué à l'aide de matières étrangères la qualification de produit de la Haute Partie contractante sera déterminé par les règlements autonomes en vigueur à un moment quelconque sur le territoire douanier du pays importateur, sous réserve que le traitement de la nation la plus favorisée sera toujours accordé.

Article X.

Les produits naturels et fabriqués, originaires et en provenance du territoire douanier polonais et énumérés dans la liste A ci-annexée n'acquitteront pas, à l'importation sur le territoire douanier tchécoslovaque, de droits calculés à un taux plus élevé que celui spécifié dans ladite liste.

their trade or industry use goods corresponding to the said samples. In neither case shall they be liable to any special tax on this account.

The above provisions shall not apply to itinerant trading, hawking or the soliciting of orders from persons not engaged in industry or trade, and in this respect the High Contracting Parties reserve full freedom for their legislation.

Merchants, industrialists and commercial travellers in their employ, if duly provided with an identity card, shall have the right to carry with them samples or specimens, but not goods.

The High Contracting Parties shall inform one another which authorities are responsible for the issue of identity cards, and shall state the regulations with which the above-mentioned parties must comply in the conduct of their trade.

Identity cards shall be exempt from consular or other visas.

The provisions of the International Convention relating to the Simplification of Customs Formalities signed at Geneva on November 3rd, 1923, shall apply to the import and re-export of samples and specimens.

In this respect, as well as in all other matters provided for in this Article, the High Contracting Parties shall accord one another most-favoured-nation treatment.

Article VIII.

Internal duties which are or may hereafter be imposed, on account of anyone whomsoever, on the production, manufacture, distribution or consumption of any article within the territory of one of the High Contracting Parties, shall on no pretext be levied on the products of the other Party at a higher rate or in a more burdensome manner than on similar goods of the country itself, or, if there be no such goods, on those of the most-favoured nation.

Article IX.

Natural and manufactured products originating in and coming from the Customs territory of one of the High Contracting Parties shall not be subject, on import into the Customs territory of the other Party, to Customs treatment other or less favourable than the same products originating in and coming from the most-favoured nation, and, in particular, shall not be subject to other or higher duties or charges, including all additional charges and surtaxes, than those which are or may hereafter be levied on similar products of any third country.

The most-favoured-nation treatment provided for in paragraph 1 shall also be applied to the export of the natural and manufactured products of one of the High Contracting Parties from its Customs territory to the Customs territory of the other Party.

The above provisions shall also apply to the enforcement of Customs regulations, the Customs treatment of merchandise, the method of testing or analysing imported goods, the conditions of payment of Customs duties and charges, and the classification of goods and the interpretation of the Customs tariff.

Goods manufactured in the Customs territory of one of the High Contracting Parties by processing foreign materials, even under the regime of temporary admission, shall also be regarded as the industrial products of that Party, provided that the goods have been substantially altered by this process. The extent of the alteration which would lead to an article produced from foreign materials being considered as a product of the Contracting Party shall be determined by the autonomous regulations at any time in force in the Customs territory of the importing country, provided always that most-favoured-nation treatment is granted.

Article X.

The natural and manufactured products originating in and coming from Polish Customs territory which are enumerated in Schedule A annexed shall, on importation into Czechoslovak Customs territory, pay duty at rates not higher than those specified in the said schedule.

Les produits naturels et fabriqués, originaires et en provenance du territoire douanier tchécoslovaque, énumérés dans la liste B ci-annexée n'acquitteront pas, à leur importation sur le territoire douanier polonais, de droits calculés à un taux plus élevé que celui spécifié dans ladite liste.

Les dispositions des paragraphes précédents n'affecteront en aucune façon le traitement plus favorable qui pourrait résulter de l'application de l'article IX.

Article XI.

Le traitement de la nation la plus favorisée mentionné à l'article IX ne s'appliquera pas :

1^o Aux privilèges qui ont été ou pourront être ultérieurement accordés par l'une des Hautes Parties contractantes en vue de faciliter le trafic frontalier avec des pays limitrophes dans une zone de 15 kilomètres au maximum de chaque côté de la frontière ;

2^o Aux avantages résultant d'une union douanière ;

3^o Au régime douanier provisoire établi entre la Haute-Silésie polonaise et la Haute-Silésie allemande en vertu de la Convention germano-polonaise relative à la Haute-Silésie, signée à Genève le 15 mai 1922 ;

4^o Aux privilèges, faveurs ou exemptions que la Pologne a accordés ou pourra ultérieurement accorder aux Pays baltes, à savoir la Lettonie, l'Estonie, la Lithuanie et la Finlande, aussi longtemps qu'elle ne les accordera à aucun autre Etat.

Article XII.

La clause de la nation la plus favorisée ne s'appliquera pas aux dispositions spéciales d'accords conclus entre l'une des Hautes Parties contractantes et un Etat tiers en vue d'harmoniser les impôts intérieurs et les impôts étrangers, de délimiter les pouvoirs souverains des deux Etats en matière fiscale et plus particulièrement d'éviter les doubles impositions.

Article XIII.

Jusqu'à ce que l'on puisse établir entre les deux Hautes Parties contractantes l'entière liberté du commerce, les prohibitions ou restrictions d'importation ou d'exportation qui sont ou pourront être ultérieurement en vigueur dans le territoire douanier de l'une des Hautes Parties contractantes ne pourront s'appliquer au commerce de l'autre Partie que si ces prohibitions ou restrictions frappent également tous les autres Etats.

Article XIV.

Les obligations énumérées dans l'article précédent n'affecteront pas les prohibitions ou restrictions suivantes, sous réserve, toutefois, que ces prohibitions ou restrictions ne soient pas appliquées de façon à établir une discrimination arbitraire entre des Etats étrangers où la situation est la même, ou de façon à imposer au trafic mutuel des marchandises une restriction voilée :

1^o Prohibitions ou restrictions relatives à la sécurité publique ;

2^o Prohibitions ou restrictions imposées pour des raisons morales ou humanitaires ;

3^o Prohibitions ou restrictions concernant le trafic des armes, munitions et matériels de guerre ou, dans des circonstances exceptionnelles, de tous autres approvisionnements de guerre ;

4^o Prohibitions ou restrictions édictées en vue de protéger la santé publique ou d'assurer la protection des animaux ou des plantes contre les maladies et les parasites nuisibles, à condition que ces questions ne soient pas réglées par des accords spéciaux ;

5^o Prohibitions ou restrictions d'exportation ayant pour but la protection du patrimoine national artistique, historique ou archéologique ;

The natural and manufactured products originating in and coming from Czechoslovak Customs territory which are enumerated in Schedule B annexed shall, on importation into Polish Customs territory, pay duty at rates not higher than those specified in the said schedule.

The provisions of the foregoing paragraphs shall in no way affect any more favourable treatment which might result from the application of Article IX.

Article XI.

The most-favoured-nation clause referred to in Article IX shall not apply to :

1. Privileges that have been, or may hereafter be, granted by one of the High Contracting Parties with the object of facilitating frontier traffic with contiguous countries within a zone not exceeding 15 km. on either side of the frontier ;
2. Advantages accruing from a Customs Union ;
3. The provisional Customs regime instituted between Polish and German Upper Silesia, under the German-Polish Convention concerning Upper Silesia, signed at Geneva on May 15th, 1922 ;
4. The privileges, favours or exemptions which Poland has granted, or may grant, to the Baltic countries, namely, Latvia, Estonia, Lithuania and Finland, so long as she does not grant them also to any other State.

Article XII.

The most-favoured-nation clause shall not apply to the special provisions of agreements concluded between one of the High Contracting Parties and a third State with a view to equalising domestic with foreign taxation, delimiting the sovereign powers of both States in the matter of taxation, and, more particularly, to avoiding double taxation.

Article XIII.

Until complete freedom of trade between the two High Contracting Parties can be introduced, the import or export prohibitions or restrictions which are or may hereafter be in force in the Customs territory of one of the High Contracting Parties may only be applied to the trade of the other Party if such prohibitions or restrictions affect all other States also.

Article XIV.

The undertakings stated in the foregoing Article shall not apply to the following prohibitions or restrictions, always provided, however, that they are not applied in such a way as to constitute arbitrary discrimination between foreign States where the same conditions prevail, or in such a way as to constitute a veiled restriction on the mutual trade in goods :

1. Prohibitions or restrictions relating to public security ;
2. Prohibitions or restrictions imposed on moral or humanitarian grounds ;
3. Prohibitions or restrictions on the traffic in arms, ammunition and implements of war, or, in exceptional circumstances, all other war supplies ;
4. Prohibitions or restrictions imposed on the ground of public health, or the protection of animals or plants from diseases and harmful parasites, provided such questions are not regulated by special agreements ;
5. Export prohibitions or restrictions designed to protect national artistic, historical or archæological treasures ;

6° Prohibitions ou restrictions applicables à l'or, à l'argent, aux espèces, au papier-monnaie et aux titres ;

7° Prohibitions ou restrictions ayant pour but d'étendre aux produits étrangers le régime établi à l'intérieur du pays concernant la production, le commerce, le transport et la consommation des produits nationaux similaires ;

8° Prohibitions ou restrictions appliquées à des produits dont la production ou le commerce font ou feront à l'intérieur du pays l'objet d'un monopole d'Etat ou de monopoles exercés sous le contrôle de l'Etat.

Article XV.

Il est entendu que les dispositions des articles XIII et XIV n'affecteront en aucune manière le droit des deux Hautes Parties contractantes de prendre toutes les mesures nécessaires pour sauvegarder les intérêts vitaux du pays dans des circonstances exceptionnelles ou extraordinaires.

Article XVI.

Sous réserve de réexportation ou de réimportation et du maintien de la surveillance nécessaire, de l'observation des règlements en vigueur et de la consignation de garanties destinées à assurer le paiement des taxes qui seraient éventuellement dues, pourront entrer et sortir en franchise de toute taxe d'importation ou d'exportation, dans les limites de la législation en vigueur :

1° Les objets destinés à être réparés ;

2° Les outils, les instruments et machines-outils qu'un entrepreneur ou une entreprise de l'une des Hautes Parties contractantes exporte sur le territoire de l'autre afin de faire exécuter par des employés des opérations de montage, d'épreuve ou de réparation lorsque ces articles sont transportés par une entreprise de transport ou par les employés eux-mêmes ;

3° Les articles expédiés d'un Etat à l'autre en vue d'épreuve ;

4° Les marchandises (sauf les articles de consommation) destinées aux expositions, foires, concours ;

5° Les voitures de déménagement qui traversent la frontière pour transporter des articles du territoire de l'une des Hautes Parties contractantes sur le territoire de l'autre, même si elles prennent en quelque lieu que ce soit un autre chargement pour leur retour, à condition que pendant leur séjour temporaire sur le territoire de l'autre Partie contractante on n'en fasse pas usage pour le trafic intérieur ; il est convenu que ces véhicules comprennent les pièces essentielles utilisées au cours du transport, et qu'un délai de six mois est accordé pour la réexportation ;

6° Les échantillons et modèles, conformément à la Convention internationale relative à la simplification des formalités douanières, signée à Genève le 3 novembre 1923 ; un délai de six mois est accordé pour la réexportation et il est convenu que ce délai pourra être porté à douze mois sur demande de l'importateur.

Article XVII.

Si des marchandises exportées de l'un des deux pays dans l'autre sont réexportées à la demande de l'expéditeur originaire pour cause de non-acceptation par le destinataire ou pour d'autres raisons, il ne sera perçu, lors de la réexportation, aucun droit d'exportation ou taxe accessoire, les droits d'importation ainsi que toutes autres taxes accessoires déjà payés seront remboursés, et l'on renoncera à exiger le paiement de ces droits et taxes dus, à condition que les marchandises soient restées jusqu'à leur réexportation sous le contrôle du service des douanes, que la réexportation ait lieu au moyen de la même lettre de voiture dans un délai de trois mois à compter de l'importation, et que les marchandises n'aient subi aucune espèce de transformation.

6. Prohibitions or restrictions applicable to gold, silver, coins, paper money and securities ;

7. Prohibitions or restrictions designed to extend to foreign products the regime established within the country itself for the production of, trade in and transport and consumption of national goods of the same kind ;

8. Prohibitions or restrictions applied to products which, as regards production or trade, are or may hereafter be subject to State monopoly or to monopolies exercised under State control.

Article XV.

It is understood that the provisions of Articles XIII and XIV shall in no way affect the rights of both High Contracting Parties to take any steps necessary to safeguard the vital interests of the State in exceptional or extraordinary circumstances.

Article XVI.

Subject to re-export or re-import and to the maintenance of the necessary supervision, to compliance with the provisions in force and to the deposit of a bond guaranteeing payment of any charges that may be payable, exemption shall be granted from all import and export charges within the limits of existing legislation in the case of :

1. Articles intended for repair ;

2. Tools, instruments and machine tools which an entrepreneur or firm of one of the High Contracting Parties exports to the territory of the other Party, in order to have fitting, testing or repair operations carried out by employees, where such articles are conveyed by a transport enterprise or by the employees themselves ;

3. Articles sent from one State to the other for testing ;

4. Goods (except articles of consumption) which are sent to fairs, exhibitions or competitions ;

5. Furniture vans (removal vans) which cross the frontier in order to transport articles from the territory of one of the High Contracting Parties to the territory of the other Party, even if they return with a fresh load, and irrespective of where the freight was loaded, always provided, however, that they have not in the interval been used for purely local transport ; it is agreed that such vehicles include the essential fittings utilised during transport, and that a six months' period is granted for re-export ;

6. Samples and specimens, in accordance with the International Convention relating to the Simplification of Customs Formalities, signed at Geneva on November 3rd, 1923 ; a period of six months is allowed for re-export and it is agreed that such period may, at the request of the importer, be extended to twelve months.

Article XVII.

If goods exported from one country to the other country are returned at the request of the exporter concerned, on the ground that the consignee has not accepted them, or for other reasons, no export duty nor any additional charges shall be levied on re-exportation, any import duty or additional charges already paid shall be refunded, and no claim made for such duty or charges, provided that the goods remain until re-exportation under the control of the Customs department and that re-exportation is effected on the same waybill within three months from the date of import, and provided that the goods have undergone no change of any kind.

Dans les autres cas de réexportation de marchandises non couverts par le présent article, chaque Haute Partie contractante accordera aux expéditions de l'autre Haute Partie contractante le traitement le plus favorable, dans les limites des dispositions en vigueur.

Article XVIII.

Afin d'assurer au commerce entre les deux pays le bénéfice d'un traitement conforme aux dispositions de la présente convention et d'éviter en même temps tous les abus possibles, chacune des Hautes Parties contractantes pourra demander que les produits naturels ou fabriqués de l'autre Partie soient accompagnés, lors de leur importation, de certificats d'origine conformes aux modèles ci-annexés.

Les certificats d'origine seront délivrés par les bureaux des douanes, la Chambre de commerce dont relève l'exportateur ou tout autre organisme d'Etat, association économique ou autre institution reconnue par le pays de destination.

Les autorités du pays de destination auront le droit d'exiger que le certificat d'origine soit légalisé par leur agent diplomatique ou consulaire, sauf si ce certificat a été délivré par un organisme d'Etat.

Article XIX.

Les deux Hautes Parties contractantes conviennent que, dans leurs rapports mutuels, elles s'inspireront des dispositions de la Convention internationale relative à la simplification des formalités douanières, signée à Genève le 3 novembre 1923.

Article XX.

Chaque Haute Partie contractante assurera, dans la limite des droits et règlements en vigueur, aux entreprises de l'autre Haute Partie contractante une protection efficace contre la concurrence déloyale sur son territoire, et traitera ces entreprises à cet égard de la même manière que les entreprises nationales.

Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage en particulier à prendre toutes les mesures nécessaires en vue de réprimer sur son territoire l'emploi abusif des appellations géographiques d'origine, notamment en ce qui concerne le houblon, les produits vinicoles, la bière, les eaux minérales et les produits d'eaux minérales, pourvu que ces appellations soient protégées par la législation de l'autre Haute Partie contractante et lui aient été dûment notifiées.

La notification ci-dessus prévue devra préciser notamment les dispositions des lois et règlements respectifs de ce pays constatant le droit à l'appellation d'origine.

Sont considérées comme employées abusivement les appellations géographiques d'origine de chacun des deux pays lorsqu'elles sont appliquées à des produits auxquels les dispositions légales de ce pays en refusent le bénéfice.

Ne pourront être mis dans le commerce en Pologne sous la dénomination de « houblon de Bohême » (« houblon de Žatec », « houblon de Roudnice », « houblon de Dubá », « houblon d'Ústěck ») ou sous la dénomination de « houblon de Moravie » (« houblon de Tršice ») que les houblons munis de marquage et accompagnés d'un certificat de vérification de l'un des offices publics tchécoslovaques de marquage, conformément aux prescriptions législatives concernant l'appellation d'origine du houblon en vigueur dans la République tchécoslovaque. Ces houblons doivent en outre être vendus dans l'emballage originaire, c'est-à-dire avec le certificat d'origine, le cachet et le plomb, conformément auxdites prescriptions tchécoslovaques.

Les dispositions contenues dans le présent article ne s'appliqueront pas aux marchandises en transit.

Article XXI.

Pour tout ce qui concerne les communications par chemin de fer, les Hautes Parties contractantes appliqueront dans leurs rapports mutuels les dispositions de la Convention

In other cases of the re-exportation of goods, not covered by this Article, each High Contracting Party shall extend the most favourable treatment, within the limits of the provisions in force, to the consignments of the other High Contracting Party.

Article XVIII.

In order to ensure that trade between the two countries enjoys the advantages of treatment in accordance with the provisions of the present Convention, and simultaneously to prevent any possible abuses, each of the High Contracting Parties may require that the natural or manufactured products of the other Party shall, on importation, be accompanied by certificates of origin corresponding to the models annexed.

Certificates of origin shall be issued by Customs offices, by the Chamber of Commerce to which the exporter belongs, or by any other Government body, economic association or other institution recognised by the country of destination.

The authorities of the country of destination shall have the right to require that the certificate of origin be certified by their diplomatic or consular representative, save where such certificates are issued by Government bodies.

Article XIX.

The two High Contracting Parties agree that in their mutual relations they will be guided by the provisions of the International Convention relating to the Simplification of Customs Formalities, signed at Geneva on November 3rd, 1923.

Article XX.

Each High Contracting Party shall, to the extent of the laws and regulations in force, effectively protect undertakings of the other High Contracting Party against unfair competition in its territory, and shall treat such undertakings in this respect in the same way as its own.

Each High Contracting Party agrees in particular to take all necessary steps to prevent in its territory the improper use of regional appellations of origin, especially in the case of hops, products of the vine, beer, mineral waters and mineral water products, if the other High Contracting Party protects such appellations by legislation and has notified them to the former Party.

Such notification must in particular specify the provisions of the relevant laws and regulations of that country establishing the right to the appellation of origin.

Regional appellations of origin of either country shall be regarded as improperly used when they are applied to products to which the legislation of that country does not permit them to be applied.

Hops may not be placed on the market in Poland as "Bohemian hops" (from Žatec, Roudnice, Ústěck or Dubá) or "Moravian hops" (from Tršice) unless they are marked and accompanied by a verification certificate issued by a Czechoslovak public marking office in accordance with the legislative provisions in force in Czechoslovakia regarding appellations of origin for hops. Further, such hops must be sold in their original packing, *i.e.*, with certificate of origin, stamp and seal in conformity with the said Czechoslovak regulations.

The provisions of this Article shall not apply to goods in transit.

Article XXI.

In all questions relating to railway communications, the High Contracting Parties shall, in their mutual relations, apply the provisions of the International Convention concerning

internationale concernant le transport des voyageurs et des bagages par chemin de fer (C.I.V.) et de la Convention internationale concernant le transport des marchandises par chemin de fer (C.I.M.) signées à Berne le 23 octobre 1924.

Pour tout ce qui concerne le transit international, les Hautes Parties contractantes appliqueront dans leurs rapports mutuels les dispositions de la Convention et du Statut de Barcelone concernant la liberté du transit, en date du 20 avril 1921.

Les deux Hautes Parties contractantes, désireuses de donner effet dans toute la mesure du possible aux principes de l'article 23 *e*) du Pacte de la Société des Nations relatif au maintien de la liberté des communications et du transit, et compte tenu de leur situation géographique respective, s'engagent à assurer au trafic à destination de leurs pays respectifs la liberté des communications et du transit prévue dans le Statut de Barcelone en ce sens que les Hautes Parties contractantes n'invoqueront pas l'article 7 dudit Statut en cas de tension politique et maintiendront la liberté des communications et du transit même en cas de guerre, à condition toutefois que ces mesures ne soient pas en contradiction avec les droits et obligations des Parties en tant que Membres de la Société des Nations.

La Tchécoslovaquie prend acte de l'alinéa 4 de l'article XXII du Traité de paix signé à Riga le 18 mars 1921.

Article XXII.

Les Hautes Parties contractantes conviennent d'appliquer dans leurs relations mutuelles une politique tarifaire des plus bienveillantes.

Article XXIII.

Les marchandises consignées pour expédition dans le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes et expédiées à destination du territoire douanier de l'autre Partie contractante ou, à travers ce territoire, à destination d'un Etat tiers, ne seront pas soumises, à conditions égales, sur les chemins de fer de l'autre Partie contractante, en ce qui concerne les conditions d'expédition, le transport, le calcul du prix de transport résultant de l'application des tarifs intérieurs (locaux ou combinés) et les contributions publiques se rattachant à ce transport, à un régime moins favorable que celui qui est appliqué aux marchandises similaires consignées pour expédition dans le territoire de l'autre Partie contractante et expédiées pour la même destination et par le même itinéraire.

Toutefois, les deux Hautes Parties contractantes conviennent qu'en ce qui concerne le transport de marchandises de même nature en provenance du territoire douanier de l'une des Hautes Parties contractantes à destination du territoire douanier de l'autre ou, à travers ce territoire, à destination d'un Etat tiers, l'application des tarifs de chemins de fer, des réductions de tarifs ou autres facilités pourra être subordonnée aux conditions suivantes :

a) A la condition qu'une quantité minimum de marchandises soit présentée à l'expédition dans un délai spécifié ;

b) A la condition que les marchandises soient expédiées simultanément en quantité suffisante pour former un train complet ou un nombre déterminé de wagons ;

c) A la condition que les marchandises soient destinées à la consommation intérieure ;

d) A la condition que les marchandises aient été antérieurement transportées par eau ou par air ou doivent l'être ultérieurement.

Toute autre condition excluant l'application de tarifs intérieurs préférentiels sera réputée non écrite dans le cas des expéditions ci-dessus mentionnées.

Article XXIV.

Dans le transport par chemin de fer des voyageurs, bagages et colis-messageries, il ne sera fait aucune distinction entre les ressortissants des Hautes Parties contractantes pour tout

Transport of Passengers and Baggage by Rail (C.I.V.) and the International Convention concerning the Transport of Goods by Rail (C.I.M.) signed at Berne on October 23rd, 1924.

In all questions relating to international transit, the High Contracting Parties shall, in their mutual relations, apply the provisions of the Barcelona Convention and Statute concerning Freedom of Transit, dated April 20th, 1921.

Being desirous of giving effect as far as possible to the intentions of Article 23 (*e*) of the Covenant of the League of Nations concerning the maintenance of freedom of communications and transit, and in consideration of their geographical situation, both the High Contracting Parties undertake to secure for traffic consigned to their respective countries the freedom of communications and transit provided for in the Barcelona Statute, in such a manner that the High Contracting Parties will not invoke Article 7 of the said Statute in the event of political tension, and will maintain freedom of communications and transit even in case of war, always provided, however, that such measures shall not conflict with the rights and obligations of the Parties as Members of the League of Nations.

Czechoslovakia takes note of paragraph 4 of Article XXII of the Treaty of Peace signed at Riga on March 18th, 1921.

Article XXII.

The High Contracting Parties agree to apply in their mutual relations a tariff policy of the most benevolent character.

Article XXIII.

Goods consigned for transport in the territory of one of the High Contracting Parties and despatched to the Customs territory of the other Contracting Party or through that territory to a third State shall not, provided the conditions are equal, be treated on the railways of the other Contracting Party less favourably as regards clearing or forwarding, transport, the calculation of freight under the internal tariffs (local or combined), and the public charges connected with transport, than similar goods consigned in the territory of the other Contracting Party and despatched in the same direction and on the same route.

The two High Contracting Parties agree, however, that in the transport of goods of the same kind from the Customs territory of one of the Contracting Parties to the Customs territory of the other Contracting Party, or through that territory to a third State, the following conditions for the application of railway tariffs, reduced rates or other facilities shall be admissible:

(*a*) The condition that a certain minimum quantity of goods shall be presented for transport within a specified period;

(*b*) The condition that goods shall be simultaneously consigned for transport in sufficient quantity to form a complete train-load or a specified number of trucks;

(*c*) The condition that the goods must be for domestic consumption;

(*d*) The condition that the goods have previously been, or are subsequently to be, conveyed by water or air.

Any other condition which excludes the application of internal preferential tariffs shall be deemed non-existent in the case of the consignments above mentioned.

Article XXIV.

In the transport of passengers, luggage and express freight by rail, no distinction whatever shall be made between the nationals of the High Contracting Parties in respect of the clearing

ce qui a trait aux conditions d'expédition, au transport, à l'application des tarifs et des droits et aux contributions publiques se rattachant audit transport. Les autorités compétentes des deux Hautes Parties contractantes devront assurer l'établissement de correspondances appropriées pour les trains de voyageurs et l'admission à la circulation de voitures directes. Elles s'efforceront de simplifier et d'accélérer l'accomplissement des formalités de douane et de passeports et assureront dans le trafic des marchandises l'exécution rapide et régulière des transports.

Article XXV.

Les dispositions des articles XXIII et XXIV ne visent pas les réductions de tarifs accordées en faveur des œuvres de bienfaisance, ni les réductions accordées en cas de calamité publique, ni celles consenties aux fonctionnaires publics et aux employés des entreprises de transports ou aux voyageurs de commerce, ni les réductions accordées au transport de colis d'échantillons et modèles ou aux marchandises transportées pour le compte du Service des chemins de fer ou de l'administration civile ou militaire.

Article XXVI.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à conclure les accords visés au § 2 de l'article IV de la Convention internationale sur le transport des marchandises par chemin de fer (C.I.M.) dans le but particulier de fixer des conditions plus favorables au transport de certains articles non acceptés à l'expédition ou acceptés à l'expédition sous certaines conditions.

Article XXVII.

Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à admettre à la navigation les navires et cargaisons de l'autre Partie aux mêmes conditions et aux mêmes tarifs et à les traiter, en ce qui touche toutes les autres questions juridiques, de la même façon que les navires et cargaisons nationaux. La nationalité des navires de chacune des Hautes Parties contractantes sera déterminée conformément à la législation intérieure de ces dernières.

Les deux Hautes Parties contractantes reconnaîtront mutuellement les certificats de jaugeage des navires de haute mer délivrés par les autorités compétentes de chacune des Hautes Parties contractantes.

En ce qui concerne la navigation sur les cours d'eau internationaux, les Parties contractantes appliqueront dans leurs relations mutuelles les dispositions pertinentes des conventions internationales de navigation auxquelles auront adhéré les deux Hautes Parties contractantes.

Article XXVIII.

L'accord vétérinaire et le protocole final dudit accord annexés à la présente convention formeront partie intégrante de la présente convention et demeureront en vigueur pendant la même durée que la présente convention, étant entendu qu'ils pourront être amendés alors même que la convention de commerce et de navigation restera en vigueur, mais seulement du consentement des deux Parties.

Article XXIX.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à conclure aussitôt que possible un accord spécial relatif à l'assistance mutuelle en matière de dédouanement et de prévention, de poursuite et de répression des délits douaniers, ainsi qu'à la coopération de leurs autorités judiciaires respectives en matière de délits douaniers.

Article XXX.

Le Gouvernement polonais, auquel il appartient d'assurer la conduite des affaires extérieures de la Ville libre de Dantzig en vertu de l'article 104 du Traité de Versailles et des articles 2 et 6

or forwarding, transport, application of tariffs and duties and the public charges connected with such transport. The competent departments of the two High Contracting Parties shall arrange for suitable passenger train connections and through carriage services. They shall also endeavour to simplify and expedite the discharge of Customs and passport formalities, and shall make provision for the prompt and regular transport of goods.

Article XXV.

The provisions of Articles XXIII and XXIV shall not apply to reductions of tariffs in favour of charitable institutions, or to reductions granted in the case of a public calamity, or to reductions allowed to public officials, the employees of transport undertakings, or travelling dealers, or to reductions allowed for the transport of cases with samples and specimens, or to freight carried for the Railway Administration or the official civil or military authorities.

Article XXVI.

The High Contracting Parties undertake to conclude the agreements referred to in Article IV, § 2, of the International Convention concerning the Transport of Goods by Rail (C.I.M.) with the particular purpose of fixing more favourable conditions for the transport of certain articles not accepted for transport or accepted for transport under certain conditions.

Article XXVII.

Each of the High Contracting Parties undertakes to admit the vessels and cargoes of the other Party to navigation on the same conditions and at the same rates, and to treat them in all other legal matters in the same way, as national vessels and cargoes. The nationality of the vessels of both the High Contracting Parties shall be determined in accordance with their domestic legislation.

The two High Contracting Parties shall mutually recognise the tonnage-measurement certificates of ocean steamers issued by the competent authorities of each of the High Contracting Parties.

So far as concerns navigation on international rivers, the Contracting Parties shall, in their mutual relations, apply the relevant international navigation agreements which have been accepted by both the High Contracting Parties.

Article XXVIII.

The Veterinary Agreement, together with the Final Protocol appended to it, annexed to the present Convention, shall form an integral part of this Convention, and shall remain in force for the same period as the Convention, on the understanding that they may be amended even while the Convention of Commerce and Navigation is in force, but only with the consent of both Parties.

Article XXIX.

The High Contracting Parties undertake to conclude as soon as possible a special agreement regulating mutual assistance in Customs clearance matters and in the prevention, prosecution and punishment of offences against Customs regulations, and also mutual judicial assistance in the matter of Customs offences.

Article XXX.

The Polish Government, which is responsible for the conduct of the foreign relations of the Free City of Danzig in virtue of Article 104 of the Treaty of Versailles and of Articles 2 and 6

de la Convention de Paris entre la Pologne et la Ville libre de Dantzig, en date du 9 novembre 1920, se réserve le droit de déclarer que la Ville libre de Dantzig est Partie contractante de la présente convention et qu'elle accepte les obligations et acquiert les droits qui en découlent.

Cette réserve ne se rapporte pas aux dispositions de la présente convention que la République de Pologne contracte en ce qui concerne la Ville libre de Dantzig, conformément à ses droits découlant des traités y relatifs.

Article XXXI.

La présente convention sera ratifiée et les instruments de ratification en seront échangés à Varsovie aussitôt que faire se pourra. Elle entrera en vigueur quinze jours après l'échange des ratifications. Néanmoins, les deux gouvernements pourront s'entendre pour sa mise en vigueur anticipée si leur législation respective les y autorise.

La présente convention cessera de produire ses effets trois mois après sa dénonciation par l'une des Hautes Parties contractantes. Cette période pourra être abrégée du consentement des gouvernements des deux Hautes Parties contractantes.

La présente convention a été établie en double original, rédigé dans les langues polonaise et tchécoslovaque ; les deux textes font également foi.

En foi de quoi les plénipotentiaires mentionnés ci-dessus ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Prague, le 10 février 1934.

(L. S.) D^r Edvard BENEŠ, *m. p.*

(L. S.) D^r Waclaw GRZYBOWSKI, *m. p.*

(L. S.) Mieczysław SOKOŁOWSKI, *m. p.*

ANNEXE A A L'ARTICLE X.

LISTE A

DROITS CONVENTIONNELS A L'IMPORTATION DANS LE TERRITOIRE DOUANIER TCHÉCOSLOVAQUE.

Numéro du tarif douanier tchécoslovaque	Désignation des marchandises	Droit en couronnes tchécoslovaques
		par 100 kg.
ex 20	Sucres d'autres sortes, tels que glucose, sucre de fécule, sucre de raisin, sucre de fruit, sucre de lait et similaires ; sucre brûlé (colorant du sucre et de la bière (caramel)) : Autres sortes de sucre, telles que glucose, sucre de fécule, de raisin, de fruit, de lait et similaires	260,—
21	Mélasse	30,—
ex 31	Haricots, pois et lentilles : ex a) Pois, lentilles : Pois	34,— 9,—
32	b) Haricots Vescés, lupins : a) Vescés b) Lupins	22,— 2,—

of the Paris Convention concluded between Poland and the Free City of Danzig on November 9th, 1920, reserves the right to declare that the Free City is a Contracting Party to the present Convention and that it accepts the obligations and acquires the rights derived therefrom.

The above reservation shall not apply to those provisions of the present Convention which the Polish Republic is concluding on behalf of the Free City of Danzig in conformity with its rights under the treaties relating thereto.

Article XXXI.

The present Convention shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged at Warsaw as soon as possible. It shall come into force on the fifteenth day after the exchange of ratifications. Nevertheless, the two Governments may agree to put it into force sooner, if their respective legislations authorise them to do so.

The present Convention shall cease to apply three months after it is denounced by one of the High Contracting Parties. The above period may be shortened with the consent of the Governments of the two High Contracting Parties.

The present Convention has been drawn up in two original copies, each in the Polish and Czechoslovak languages ; both texts are authentic.

In faith whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done at Prague, this 10th day of February, 1934.

(L. S.) Dr. Edvard BENEŠ, *m. p.*

(L. S.) Dr. Waclaw GRZYBOWSKI, *m. p.*

(L. S.) Mieczyslaw SOKOŁOWSKI, *m. p.*

ANNEX A TO ARTICLE X.

SCHEDULE A.

CONVENTIONAL DUTIES ON IMPORTATION INTO CZECHOSLOVAK CUSTOMS TERRITORY.

Number in Czechoslovak Customs tariff	Description of goods	Duty in Czechoslovak Crowns
		per 100 kg.
ex 20	Sugar of other kinds, e. g., glucose, starch sugar, grape sugar, fruit sugar, milk sugar and the like ; burnt sugar (colouring matter of sugar and beer (caramel)) :	
	Other kinds of sugar, e. g., glucose, starch, grape, fruit, milk sugars and the like	260.—
21	Molasses	30.—
ex 31	Beans, peas, lentils :	
	ex (a) Peas, lentils :	
	Peas	34.—
	(b) Beans	9.—
32	Vetches, lupines :	
	(a) Vetches	22.—
	(b) Lupines	2.—

Numéro du tarif douanier tchécoslovaque	Désignation des marchandises	Droit en couronnes tchécoslovaques
		par 100 kg.
ex 40	Pommes de terre, betterave sucrière, betterave : ex a) Pommes de terre : ex 2. Du 1 ^{er} août au 31 janvier : Note : Pommes de terre de semence, du 16 septembre au 15 novembre, avec certificats délivrés par le Ministère de l'Agriculture	15,—
ex 44	Légumes de toute sorte (à l'exception des truffes) et autres produits végétaux pour la cuisine, préparés (séchés, comprimés, coupés, en poudre ou autrement réduits en morceaux) : ex a) Légumes séchés, même salés : Flocons de pommes de terre	140,—
ex 45	Colza et graines oléagineuses similaires : a) Graine de colza : 1. Jusqu'au 28 février 1934 2. A partir du 1 ^{er} mars 1934	Exempte 35,— jusqu'au 31 décembre 1934 150,—
46	Graine de pavot (mêmes têtes de pavot mûres)	27,—
ex 47	Graines de lin et de chanvre ; graines oléagineuses non tarifées ailleurs : a) Graines de lin et de chanvre	30,—
48	Graine de moutarde (même moulue, en tonneaux)	35,—
ex 49	Semence de trèfle : a) Semence d'esparcette ex b) Autres : Semence de trèfle rouge Semence de trèfle blanc	168,— 180,— 250,—
50	Semences de graminées	d'après le poids brut
ex 52	Semences non spécialement dénommées : Semence de betterave	110,—
ex 68	Brebis et chèvres (y compris les béliers, les moutons et les boucs) : Brebis (y compris les béliers et les moutons)	par tête 22,—
ex 70	Porcs : a) Pesant jusqu'à 120 kg. ex b) Pesant plus de 120 kg. : Pesant plus de 120 et jusqu'à 130 kg.	par 100 kg. poids vif Droits et toutes surtaxes douanières, au tarif le plus bas autorisé par le Décret gouvernemental N° 96/1933. Collection de Lois et Décrets.
73	Volailles de toute espèce (excepté le gibier à plumes) : ex a) Vivantes : Oies b) Abattues, même vidées, plumées, ou privées des extrémités	par 100 kg. 33,60 125,—
ex 75	Poissons, écrevisses, escargots, <i>scampi</i> , frais : ex b) Autres : Ecrevisses	50,—
ex 79	Œufs de volaille, ainsi que jaunes et blancs d'œufs liquides : a) Œufs de volaille	200,—
84	Poils d'origine animale et poils de toute sorte, bruts ou apprêtés (sérancés, bouillis, teints ou blanchis ainsi que retors) ; soies animales	Exempts

Number in Czechoslovak Customs tariff	Description of goods	Duty in Czechoslovak Crowns
		per 100 kg.
ex 40	Potatoes, sugar beet, beetroot : ex (a) Potatoes : ex 2. From August 1st to January 31st : Note : Seed potatoes from September 16th to November 15th, subject to certificates from the Ministry of Agriculture	15.—
ex 44	Vegetables of all kinds (except truffles) and other produce for kitchen use, prepared (dried, pressed, cut up, powdered or otherwise reduced) : ex (a) Dried vegetables, salted or not : Potato flakes	140.—
ex 45	Rape and similar oil seeds : (a) Rape seed : 1. Up to February 28th, 1934 2. From March 1st, 1934	Free 35.— up to December 31st, 1934
46	Poppy seed (also ripe poppy heads)	150.—
ex 47	Linseed and hempseed ; oil seeds not coming under another item : (a) Linseed and hempseed	27.— 30.—
48	Mustard seed (also ground, in casks)	35.—
ex 49	Clover seed : (a) Esparcet seed ex (b) Other : Red clover seed White clover seed	168.— 180.— 250.—
50	Grass seed	on the gross weight
ex 52	Seeds not specially mentioned : Seeds of beetroot	110.—
ex 68	Sheep and goats (also rams, wethers and bucks) : Sheep (also rams and wethers)	per head 22.—
ex 70	Swine : (a) Weighing up to 120 kg. ex (b) Weighing over 120 kg. : Weighing over 120 and up to 130 kg.	per 100 kg. live weight { Duty and any Customs surtax, both at the lowest assessment permitted under Govt. Decree No. 96/1933. Collection of Laws and Decrees.
73	Poultry of all kinds (except feathered game) : ex (a) Live : Geese (b) Dead, also cleaned, plucked, or with extremities removed	per 100 kg. 33.60 125.—
ex 75	Fish, crayfish, landsnails, <i>scampi</i> , fresh : ex (b) Other : Crayfish	50.—
ex 79	Birds' eggs, also yolk and white of egg, liquid : (a) Birds' eggs	200.—
84	Animal hair and all kinds of hair, raw or prepared (heckled, boiled, dyed or bleached, also twisted) ; bristles	Free

Numéro du tarif douanier tchécoslovaque	Désignation des marchandises	Droit en couronnes tchécoslovaques
		par 100 kg.
ex 85	Plumes non spécialement dénommées (y compris les plumes à lit et les tuyaux de plumes) ; plumes de parure, non apprêtées :	
	Plumes n. s. d. (y compris les plumes à lit et les tuyaux de plumes)	Exemptes
ex 86	Vessies et boyaux, frais, salés et séchés ; baudruches ; cordages en boyaux :	
	Vessies et boyaux, frais, salés ou séchés	18,—
88	Beurre naturel, frais ou salé, même fondu	500,—
ex 96	Paraffine :	
	ex a) Impure ; même écailles de paraffine :	
	Paraffine impure	80,—
	ex b) Autres :	
	Paraffine pure	100,—
100	Graisse pour essieux :	
	a) Avec de l'huile ou de la graisse minérale	112,—
	b) Autres	50,—
118	Saucissons de viande	850,—
ex 134	Bois de construction et bois d'œuvre ; écorce :	
	ex a) Bois de construction et bois d'œuvre, européen, dur ou tendre, rond, dégrossi, scié, coupé, fendu, à l'exception des feuilles de placage, non autrement ouvré, ainsi que traverses pour chemin de fer :	
	ex 1. Billes rondes, dépourvues ou non de leur écorce :	
	ex β) De conifères :	
	Bois de mines	4,—
	ex δ) Autres :	
	Charme, tremble, peuplier et saule	Exemptes
	ex 2. Bois de construction, dégrossi, scié, coupé, fendu, à l'exception des feuilles de placage, non autrement ouvré, ainsi que traverses pour chemins de fer :	
	β) Bois de chêne	Exempt
	δ) Bois de construction de conifères	8,—
	ex ε) Chêne, frêne, orme et acacia :	
	Chêne	6,—
	ex Note ad N° 134 a) 1-2.	
	ex 1. Pulpe de bois et déchets de scierie, importés en vue de la fabrication de la cellulose par des usines qui ne sont pas éloignées de plus de 50 km. de la frontière douanière, jusqu'à concurrence d'un montant annuel de 650.000 quintaux, sur permis spécial, sous contrôle, et aux conditions prévues par arrêté :	
	Pulpe de bois et déchets de scierie importés en vue de la fabrication de la cellulose par des usines qui ne sont pas éloignées de plus de 50 km. de la frontière douanière, jusqu'à concurrence d'un montant annuel de 325.000 quintaux, sur permis spécial, sous contrôle, et aux conditions prévues par arrêté . . .	exemptes
ex 135	Charbon de bois, tourbe et charbon de tourbe, lignite et charbon de terre, coke et combustibles artificiels solides fabriqués avec ces matières :	
	ex a) Charbon de bois et tourbe (ainsi que les briquettes faites avec du charbon de bois ou de la tourbe) :	
	Charbon de bois	15,—

Number in Czechoslovak Customs tariff	Description of goods	Duty in Czechoslovak Crowns
		per 100 kg.
ex 85	Feathers not specially mentioned (also feathers for beds and quills) ; ornamental feathers, not dressed :	
	Feathers not specially mentioned (also feathers for beds and quills)	Free
ex 86	Bladders and guts, fresh, salted or dried ; goldbeater's skin ; gut-strings :	
	Bladders and guts, fresh, salted or dried	18.—
88	Natural butter, fresh or salted, melted down or not	500.—
ex 96	Paraffin :	
	ex (a) Unrefined, also paraffin scales :	
	Unrefined paraffin	80.—
	ex (b) Other :	
	Refined paraffin	100.—
100	Axle grease :	
	(a) Mixed with mineral oil or mineral grease	112.—
	(b) Other	50.—
118	Meat sausages	850.—
ex 134	Timber for building and decorative uses ; bark :	
	ex (a) Timber for building and decorative use, European, hard or soft, rounded, hewn, sawn, or otherwise cut, split, except veneers, not further worked, also railway sleepers :	
	ex 1. Rounded logs, barked and unbarked :	
	ex (β) Of conifers :	
	Pit-props	4.—
	ex (δ) Other :	
	Hornbeam, aspen, poplar and willow	Free
	ex 2. Timber, hewn, sawn or otherwise cut, split, except veneers, not further worked, also railway sleepers :	
	(β) Oak staves	Free
	(δ) Timber of conifers	8.—
	ex (ε) Oak, ash, elm, and acacia wood :	
	Oak	6.—
	ex Note to No. 134 (a), 1-2.	
	ex 1. Wood-pulp and sawmill waste, imported for the manufacture of cellulose by factories not more than 50 km. distant from the Customs frontier, up to an annual amount of 650,000 quintals, subject to special permission, under supervision and on the conditions laid down by decree :	
	Wood-pulp and sawmill waste imported for the manufacture of cellulose by factories not more than 50 km. distant from the Customs frontier, up to an annual amount of 325,000 quintals, subject to special permission, under supervision and on the conditions laid down by decree	Free
ex 135	Charcoal, turf and turf charcoal, lignite and coal, coke and all hard fuel artificially prepared from these substances :	
	ex (a) Charcoal and turf (also briquettes made therefrom) :	
	Charcoal	15.—

Numéro du tarif douanier tchécoslovaque	Désignation des marchandises	Droit en couronnes tchécoslovaques
		par 100 kg.
ex 150	Terres et matières minérales non spécialement dénommées, brutes, calcinées, broyées ou lavées :	
	ex b) Autres :	
	Dolomite (même calcinée)	exempte
172	Ozokérite (cire fossile), brute	exempte
ex 173	Térébenthine, huile de térébenthine, huile de poix (huile de résine), huile d'ambre, de corne de cerf et de caoutchouc, brutes, de même qu'huiles de goudron de houille de la série du benzol ; glu :	
	ex b) Autres :	
	Térébenthine, huile de térébenthine	exemptes
Ex Note ad groupe tarifaire XXI	Huiles minérales importées par des raffineries d'huiles minérales en vue de nouvelles transformations industrielles, par distillation ou raffinage, sur permis spécial et moyennant les conditions établies par arrêté :	
	c) Benzine brute ex N° 177	20,— poids net
	d) Distillat d'huile de pétrole ex N° 177	15,— poids net
	e) Distillat d'huile lubrifiante ex N° 178	20,— poids net
	f) Huile de paraffine ex N°s 177 et 178 ainsi que les résidus de la distillation des huiles minérales ex N° 179	1,— poids net
ex 183	Fils de coton, simples, écrus :	
	a) Jusqu'au N° 12 anglais	126,—
	b) Au-dessus du N° 12 anglais jusqu'au N° 29 anglais	171,—
	c) Au-dessus du N° 29 jusqu'au N° 50 anglais	297,—
	d) Au-dessus du N° 50 jusqu'au N° 70 anglais	456,—
Ex Note	1. Fils de coton pour trame, simples, écrus, sur canettes courtes ou canettes circulant sur toute leur longueur, ne dépassant pas en longueur 13 cm. et en épaisseur 22 mm. (pincops), sur permis, pour le tissage de la mi-soie, sous contrôle, et aux conditions établies par arrêté :	
	ex c) Au-dessus du N° 29 jusqu'au N° 50 anglais	207,—
	ex d) Au-dessus du N° 50 jusqu'au N° 70 anglais	336,—
	ex 2. Fils de coton, simples, écrus, sur permis, pour la fabrication des tulles, des rideaux et dentelles, sous contrôle, et aux conditions établies par arrêté :	
	ex c) Au-dessus du N° 29 jusqu'au N° 50 anglais	207,—
	ex d) Au-dessus du N° 50 jusqu'au N° 60 anglais	336,—
ex 202	Lin, chanvre, jute et autres matières textiles végétales non spécialement dénommées, bruts, rouis, teillés, sérancés, blanchis, teints et en déchets :	
	Lin	exempt
282	Vannerie (même en osier) :	
	a) Commune (paniers d'emballage, paniers portatifs, paniers pour porteurs ou pour le linge, nasses pour la pêche et similaires, grossiers), en osier, décortiqué ou non, non passé au mordant, non teint, non verni, non laqué, même combiné avec du bois, du fer ou des métaux communs	120,—

Number in Czechoslovak Customs tariff	Description of goods	Duty in Czechoslovak Crowns
		per 100 kg.
ex 150	Earths and mineral substances not specially mentioned, raw, burnt, ground or washed :	
	ex (b) Other :	
	Dolomite (also burnt)	Free
172	Ozokerite (mineral wax), raw :	Free
ex 173	Turpentine, turpentine oil, pitch oil (resinous) ; raw oil of amber, hartshorn and caoutchouc, also coal-tar oils of the benzol group ; birdlime :	
	ex (b) Other :	
	Turpentine, turpentine oil	Free
ex Note to tariff group XXI	Mineral oils imported by mineral oil refineries for further industrial transformation by distillation or refining, subject to special permission and on the conditions laid down by decree :	
	(c) Crude benzine ex No. 177	20.— net weight
	(d) Petroleum distillate ex No. 177.	15.— net weight
	(e) Lubricating oil distillate ex No. 178	20.— net weight
	(f) Paraffin oil ex Nos. 177 and 178, also the residues from the distillation of mineral oils ex No. 179	1.— net weight
ex 183	Cotton yarn, single, unbleached :	
	(a) Up to No. 12 English	126.—
	(b) Over No. 12 and up to No. 29 English	171.—
	(c) Over No. 29 and up to No. 50 English	297.—
	(d) Over No. 50 and up to No. 70 English	456.—
ex Note	1. Cotton weft yarn, single, unbleached, in the form of pincops, on short bobbins or bobbins running through their whole length, not more than 13 cm. long or 22 mm. thick, imported under permit for weaving-mills producing half-silk tissues, under control and on the conditions laid down by decree :	
	ex (c) Over No. 29 and up to No. 50 English	207.—
	ex (d) Over No. 50 and up to No. 70 English	336.—
	ex 2. Cotton yarn, single, unbleached, imported under permit, for the manufacture of tulle, curtains or lace, under control and on the conditions laid down by decree :	
	ex (c) Over No. 29 and up to No. 50 English	207.—
	ex (d) Over No. 50 and up to No. 60 English	336.—
ex 202	Flax, hemp, jute and other vegetable textile materials not specially mentioned, raw, retted, broken, hackled, bleached, dyed, and their waste :	
	Flax	Free
282	Basket-makers' wares (also plaited with osiers) :	
	(a) Common (coarse hampers for packing or transport of goods, carriage and linen baskets, fish pots and the like) of twigs, etc., peeled or not, neither stained, dyed, varnished nor lacquered, combined or not with wood, iron or base metals	120.—

Numéro du tarif douanier tchécoslovaque	Désignation des marchandises	Droit en couronnes tchécoslovaques
		par 100 kg.
	b) Fine, c'est-à-dire tous autres articles ne rentrant pas sous la lettre c), même combinés avec des matières communes ou fines	1.200,—
	c) Très fine, c'est-à-dire combinée avec des matières très fines	3.120,—
ex 287	Papier d'emballage pesant 30 gr. et plus par m ² :	
	ex a) Non teint :	
	Glacé d'un côté	90,—
ex 296	Papier non spécialement dénommé :	poinds brut
	ex a) Uni :	
	1. Papier pour journaux en rouleaux	84,—
ex 300	Articles en papier, carton ou pâte à papier non spécialement dénommés :	
	ex a) En pâte à papier, en carton, en papier, sauf le papier des Nos 290 b), 294 et 296 c) :	
	ex 3. Autres :	
	Papier à cigarettes, prêt à l'usage (en carnets, etc.) ; tubes à cigarettes ; tubes et canettes pour l'enroulage du fil	350,—
	ex b) De ou avec papier des Nos 290 b), 294 et 296 c), et tout article avec dessin ou peinture :	
	ex 2. Autres :	
	Papier à cigarettes prêt à l'usage (en carnets, etc.) ; tubes à cigarettes	720,—
	<i>Remarque ad Nos 298, 299 et 300 :</i> Les annonces, affiches et brochures recommandant la visite des stations touristiques ou balnéaires polonaises ou faisant de la propagande en général pour le trafic des voyageurs en Pologne, seront admises, sans égard à l'étendue de la partie d'annonces, en franchise de droits de douane, d'après le N° 647.	
ex 344	Articles pour usages techniques :	
	ex d) Articles pour usages techniques, non spécialement dénommés, en cuir ou en peau brute, tels que godets transporteurs, chasse-navettes, roues dentées, manchons, rondelles, anneaux, etc. :	
	Courroies de distribution	1.310,—
ex 350	Corniches, baguettes, étrépillons et panneaux, rabotés, de même que parquets (planches collées ou autrement assemblées) ; tous ces articles ni plaqués ni marquetés :	
	ex a) Bruts :	
	Corniches, baguettes, étrépillons et panneaux rabotés.	50,—
ex 351	Feuilles de placage, ainsi que planches en feuilles de placage collées ensemble :	
	ex a) Non marquetées :	
	1. Brutes	105,—
ex 361	Articles non spécialement dénommés en matières à tourner et à sculpter autres que le bois :	
	ex d) En ambre ou jais véritables ou faux, même combinés avec des matières ordinaires, fines ou d'autres matières très fines :	
	En ambre véritable, même combinés avec des matières ordinaires, fines ou d'autres matières très fines . . .	2.500,—

Number in Czechoslovak Customs tariff	Description of goods	Duty in Czechoslovak Crowns
		per 100 kg.
	(b) Fine, i. e., all other wares, if not coming under (c), combined or not with common or fine materials . . .	1,200.—
	(c) Superfine, i. e., wares combined with very fine materials	3,120.—
ex 287	Packing-paper, weighing 30 grammes or more per square metre : ex (a) Not dyed : Glazed on one side	90.— gross weight
ex 296	Paper not specially mentioned : ex (a) Plain :	
	1. Newsprint in rolls	84.—
ex 300	Wares of paper, pasteboard or paperpulp, not specially mentioned : ex (a) Of paperpulp, cardboard, paper, except paper coming under Nos. 290 (b), 294 and 296 (c) : ex 3 Other : Cigarette paper, prepared for use (in booklets, etc.) ; cigarette tubes ; cops and tubes for winding yarn.	350.—
	ex (b) Of or with paper coming under Nos. 290 (b), 294 and 296 (c) and all articles with pictures or painting: ex 2. Other : Cigarette paper, prepared for use (in booklets, etc.) ; cigarette tubes	720.—
	<i>Note ad Nos. 298, 299 and 300.</i> Advertisements, posters and pamphlets recommending visits to Polish tourist resorts or watering-places or containing propaganda in favour of tourist traffic in Poland generally are, irrespective of the amount of space occupied by the advertising matter, exempt from duty under No. 647.	
ex 344	Articles for technical purposes : ex (d) Articles for technical purposes, not specially mentioned, of leather or raw hide, such as travelling buckets, pickers, cog wheels, sockets, packing washers, rings, etc. :	
	Distributor belts	1,310.—
ex 350	Friezes, reglets, struts and panels, planed, also parquet flooring (blocks, glued or otherwise joined) ; all these neither veneered nor inlaid : ex (a) Rough :	
	Friezes, reglets, struts and panels, planed	50.—
ex 351	Veneers, also boards made from glued veneers :	
	ex (a) Not inlaid : 1. Rough	105.—
ex 361	Wares, not specially mentioned, of materials, other than wood, for turning and carving : ex (d) Of real or imitation amber or jet, combined or not with common, fine or other very fine materials : Of real amber, combined or not with common, fine or other very fine materials	2,500.—

Numéro du tarif douanier tchécoslovaque	Désignation des marchandises	Droit en couronnes tchécoslovaques
ex 370	Gobeletterie, commune, c'est-à-dire non taillée, sans dessin, non passée à la meule ni moulée : ex a) De couleur naturelle mais non blanche : Bonbonnes contenant de 25 à 65 litres	par 100 kg. 65,— poids brut 16,20
399 ex 467	Ciment Cartes de toute espèce ; peignes de tisserand et dents pour lesdits peignes, même en paquets ou torches ; lices de tisserand en fil de fer ; maillons : Cartes de toute sorte	1.200,—
ex 488	Métaux communs bruts, vieux, en débris ou en déchets : a) Plomb, même allié à de l'antimoine, de l'arsenic, de l'étain ou du zinc ex c) Zinc, même allié à du plomb ou de l'étain : Zinc brut	14,40 24,—
ex 491	<i>Note</i> : Déchets de zinc, sur permis spécial et aux conditions fixées par arrêté Tôles et plaques (laminées, étendues), non autrement travaillées : c) De zinc	exempts 130,—
ex 492	Tôles et plaques, embouties ou perforées : c) De zinc	180,—
ex 597	Oxydes et bases, spécialement dénommés : ex g) Blanc de zinc (oxyde de zinc, blanc) ; gris de zinc (oxyde de zinc, gris, impur) : Blanc de zinc (oxyde de zinc, blanc)	144,—
ex 598	Acides spécialement dénommés : ex c) Acide sulfurique (acide sulfurique hydraté) : 1. Non fumant (anglais)	18,20 jusqu'au 31 décembre 1934
ex 600	Composés de chaux, de strontium, de baryte et de magnésium, spécialement dénommés : m) Chaux azotée (cyanamide calcique)	30,— jusqu'au 31 décembre 1934
ex 617	Phosphates traités avec des acides (superphosphates)	14,— jusqu'au 31 décembre 1934
ex 621	Gaz liquéfiés non spécialement dénommés : Bioxyde de soufre (anhydride sulfureux)	39,—
ex 653	Son (même son d'amandes) ; déchets de riz ; germes de malt ; balle ; résidus solides de la fabrication des huiles fines, même moulus ; vinasses, rinçures, cossettes de betteraves épuisées : ex b) Autres : Son de froment et de seigle, cossettes de betteraves épuisées	exempts
ex 654	Marcs et drèches : ex b) Autres : Résidus durs de pommes de terre après fabrication de la féculé (pulpe de pommes de terre séchée)	exempts

Number in Czechoslovak Customs tariff	Description of goods	Duty in Czechoslovak Crowns
		per 100 kg.
ex 370	Hollow glass, common, i. e., neither cut, figured, ground nor moulded : ex (a) Natural colour but not white : Carboys containing from 25 to 65 litres	65.— gross weight 16.20
399	Cement	
ex 467	Carding machines of all kinds ; weavers' reeds and reed teeth, also in bundles or rings ; weavers' healds of wire ; thread guides (<i>maillons</i>) : Carding machines of all kinds	1,200.—
ex 488	Base metals, crude, scrap or waste : (a) Lead, alloyed or not with antimony, arsenic, tin or zinc ex (c) Zinc, alloyed or not with lead or tin : Crude zinc	14.40 24.—
	<i>Note.</i> Zinc waste, subject to special permit and on the conditions laid down by decree	Free
ex 491	Sheets and plates (rolled, flattened), not further worked :	
	(c) Of zinc	130.—
ex 492	Sheets and plates, hollowed or perforated :	
	(c) Of zinc	180.—
ex 597	Oxides and bases, specially mentioned : ex (g) Zinc white (white zinc oxide) ; zinc grey (impure grey zinc oxide) : Zinc white (white zinc oxide)	144.—
ex 598	Acids specially mentioned : ex (c) Sulphuric acid (monohydrate of sulphuric acid) : i. Not fuming (English)	18.20 up to December 31st, 1934
ex 600	Compounds of lime, strontium, baryta and magnesium, specially mentioned : (m) Nitrogenous lime (calcium cyanamide)	30.— up to December 31st, 1934
ex 617	Phosphates treated with acids (superphosphates)	14.— up to December 31st, 1934
ex 621	Liquefied gases, not specially mentioned : Sulphur dioxide (anhydrous sulphuric acid)	39.—
ex 653	Bran (also almond bran) ; rice waste ; malt germs ; chaff ; solid residue from the manufacture of fatty oils, ground up or not ; distillers' wash ; swill, exhausted beet slices : ex (b) Other : Wheat and rye bran, exhausted beet slices	Free
ex 654	Skins, husks and dregs : ex (b) Other : Hard residue of potatoes from starch manufacture (dried potatopulp).	Free

ANNEXE B A L'ARTICLE X

LISTE B

DROITS CONVENTIONNELS A L'IMPORTATION DANS LE TERRITOIRE DOUANIER POLONAIS.

Numéro du tarif douanier polonais	Désignation des marchandises	Droit par 100 kg. en zlotys
35	Malt à l'exception de celui compris dans les Nos 76 et 77. Est rangé sous cette position le malt torréfié de couleur dorée, dit malt coloré, importé par des brasseries pour la fabrication de la bière moyennant certificat de l'Union des Brasseries polonaises de Varsovie	10,— Pour un montant annuel égal à 80,18 % du malt importé de Tchécoslovaquie en Pologne en 1931 d'après les statistiques polonaises, c'est-à-dire 12.500 quintaux.
51/1	Houblon	200,— Pour un montant annuel égal à 74,63 % du houblon importé de Tchécoslovaquie en Pologne en 1931 d'après les statistiques polonaises, c'est-à-dire 500 quintaux.
57	Raisin frais, en emballages : 1. De plus de 5 kg ; du 1 ^{er} septembre au 30 novembre.	45,—
77/ ex 2	2. De 5 kg. ou moins ; du 1 ^{er} septembre au 30 novembre. Malt, torréfié mais non broyé, importé par des brasseries pour la fabrication de la bière moyennant certificat de l'Union des Brasseries polonaises de Varsovie	78,—
128/2	a) Fromage de brebis b) Petit fromage d'Olmütz (<i>kwargle</i>)	15,— Pour un montant annuel égal à 2,56 % du malt importé de Tchécoslovaquie en Pologne en 1931 d'après les statistiques polonaises, c'est-à-dire 400 quintaux.
137 ex 2 b)	Les boyaux artificiels en gélatine, viscoses et succédanés similaires sont taxables sous cette position et cette sous-position au taux de	30,— 15,—
ex 159/2	Feldspath moulu	300,— 2,30

ANNEX B TO ARTICLE X.

SCHEDULE B.

CONVENTIONAL DUTIES ON IMPORTATION INTO POLISH CUSTOMS TERRITORY.

Number in Polish Customs tariff	Description of goods	Duty per 100 kg. in zlotys
35	Malt, except malt included in Nos. 76 and 77	10.— For an annual amount = 80.18 % of the malt imported from Czechoslovakia into Poland in 1931 according to Polish statistics, viz., 12,500 quintals.
51/1.	This item includes roasted malt, gilt coloured, called coloured malt, imported by breweries for making beer, subject to a certificate from the Union of Polish Breweries, Warsaw. Hops	200.— For an annual amount = 74.63 % of the hops imported from Czechoslovakia into Poland in 1931 according to Polish statistics, viz., 500 quintals.
57	Grapes, fresh, in packages weighing : 1. More than 5 kg., from September 1st to November 30th 2. 5 kg. or less, from September 1st to November 30th.	45.— 78.—
77/ ex 2	Malt, roasted but uncrushed, imported by breweries for brewing beer, subject to a certificate from the Union of Polish Breweries, Warsaw	15.— For an annual amount = 2.56 % of the malt imported from Czechoslovakia into Poland in 1931 according to Polish statistics, viz., 400 quintals.
128/2	(a) Sheep's-milk cheese (b) Small Olmutz cheeses (<i>kwargle</i>)	30.— 15.—
137 ex 2(b)	Artificial guts of gelatine, viscose, and similar substitutes are dutiable under this item and sub-item at the rate of	300.—
ex 159/2	Ground feldspar.	2.30

Numéro du tarif douanier polonais	Désignation des marchandises	Droit par 100 kg. en zlotys
162	Pierres de construction n. s. d. : 1. Grossièrement taillées, en forme de blocs et de dalles non équarries ni sciées 2. Blocs et dalles, entièrement ou partiellement équarris ou sciés, n. s. d., ayant en épaisseur : a) Plus de 15 cm. b) 15 cm. et moins 3. Marches d'escalier de toutes dimensions 4. Dalles et bordures de trottoir de toutes dimensions. 5. Pavés et demi-pavés	0,50 1,— 3,— 2,— 1,50 1,—
ex 165/3	Silex moulu	2,30
171 ex 2	Graphite moulu même aggloméré en masses	5,—
ex 175	Boue minérale de Pistyan et de Trenčansko-Teplice, en emballages : 1. De plus de 50 kg. 2. De 50 kg. et moins, en emballages d'origine avec emballage intérieur	7,— 15,—
177 ex 1 a) II	Minerais de fer d'une teneur en fer de 50% ou moins, importés par le bureau de douane de Zebrzydowice.	Exempts, à concurrence d'une quantité annuelle de 100.000 quintaux.
185	Charbon activé	12,— jusqu'au 31 décembre 1934
224	Dégras	15,—
229/2	Pain azyme pour la pâque israélite	60,—
ex 236/1	Jus naturel de framboises et de cerises sans sucre, même en futailes, y compris le poids de l'enveloppe immédiate	52,—
269	Eaux minérales : ex 1. Eaux médicinales : De Carlsbad, des sources Vřídlo, Mlýnský Zámecký, Tržní, Sadový et Skalní; de Marienbad, des sources minérales de Marienbad, salines de Glauber, de Křížovka et Ferdinand; de la source alcalino-saline ferrugineuse de Lesní, des sources ferrugineuses et argileuses Rudolph, et des sources ferrugineuses Ambroise; de Šaratice, Luháčovice, Poděbrady, Bílina. 2. Autres eaux	6,— 52,—
ex 272/1	Bière de Pilsen en fûts ou barils de bois, de fer ou d'acier	18,—
337 ex 2	Acide citrique	220,—
346	Sulfure de carbone	1,30
		jusqu'au 31 décembre 1934
ex 356	Esters de fruits	280,—
ex 382	Sels médicinaux minéraux naturels des sources de Carlsbad, Marienbad et Darkově en emballage original : 1. Non dosés 2. Dosés	80,— 600,—
ex 383	Compresses de boue préparées en tissus coton, même cousus, renfermant de la boue de Pistyan et de Trenčansko-Teplice, en emballage original	90,—
388/2	Gazes et bandages, stérilisés Les serviettes hygiéniques, même non stérilisées, sont taxables d'après cette position et cette sous-position au taux de	600,— 550,—

Number in Polish Customs tariff	Description of goods	Duty per 100 kg. in zlotys
162	Building-stones, not specially mentioned : 1. Rough-hewn, in the form of blocks or slabs, unsquared and unsawn 2. Blocks and slabs, wholly or partly sawn or squared, not specially mentioned, thickness being : (a) More than 15 cm. (b) 15 cm. or less 3. Stair-steps of any size 4. Flagstones and kerbstones of any size 5. Paving-blocks and semi-blocks.	0.50 1.— 3.— 2.— 1.50 1.—
ex 165/3	Ground silex	2.30
171 ex 2	Graphite, ground, even agglomerated into masses	5.—
ex 175	Mineral mud from Pistany and Trenčansko-Teplice, in packages weighing : 1. More than 50 kg. 2. 50 kg. or less in the original packages with the imme- diate wrapping	7.— 15.—
177 ex I (a) II	Iron ores, containing 50% or less of iron, imported through the Zebrydowice Custom House	Free, up to an annual quantity of 100,000 quintals.
185	Coal, activated	12.— Until December 31st, 1934
224	Degras	15.—
ex 229/2	Unleavened Jewish Passover bread	60.—
ex 236/1	Natural juice of raspberries and cherries without sugar, even in casks, including the weight of the immediate wrapping	52.—
269	Mineral waters : ex 1. Medicinal waters : Carlsbad from the : Vřídlo, Mlýnský, Zámecký, Tržní, Sadový and Skalní springs ; Marienbad from the : Marienbad mineral, Glauber salts, Křřžovka and Ferdinand springs, the Lesní alkalinesaline chaly- beate spring, Rudolph clay and Ambrose iron chaly- beate springs ; Šaraticce ; Luháčovice ; Poděbrady ; Bílina 2. Other waters	6.— 52.—
ex 272/1	Pilsen beer in casks or barrels of wood, iron or steel	18.—
337 ex 2	Citric acid	220.—
346	Carbon sulphide	1.30
ex 356	Fruit esters	Up to December 31st, 1934
ex 382	Mineral health salts, natural, from the Carlsbad, Marienbad and Darkově springs, in the original packages : 1. Not dosed 2. Dosed	280.— 80.— 600.—
ex 383	Mud-packs prepared from cotton fabrics, even sewn up, containing Pistany and Trenčansko-Teplice mud, in the original packages	90.—
388/2	Gauze and bandages, sterilised Sanitary towels, even non-sterilised, are dutiable according to this item and sub-item at the rate of	600.— 550.—

Numéro du tarif douanier polonais	Désignation des marchandises	Droit par 100 kg. en zlotys
389/2 418	Gazes et bandages imprégnés de produits médicinaux Couleurs préparées pour l'imprimerie, la lithographie et pour d'autres usages typographiques ainsi que pour duplica- teurs :	800,—
	1. Couleur noire, en emballage :	
	a) De plus de 75 kg.	80,—
	b) De 75 kg. et moins	160,—
	2. Autres :	
	a) Sans matières colorantes organiques	200,—
	b) Contenant des matières colorantes organiques	300,—
ex 423 ex 3 426 459	Vernis dérivés de la cellulose Matières tannantes synthétiques, liquides ou pâteuses	340,— 25,—
	Produits pour nettoyer, enduire, polir ou émoudre — mêlés de graisse, de cire, de savon et similaires ; crèmes pour chaussures :	
	En emballages de toute sorte, à l'exception des tubes :	
	a) De plus de 2 kg. :	
	I. Crème noire pour chaussures	70,—
	II. Toutes autres	125,—
	b) De 2 kg. et moins, avec l'enveloppe immédiate :	
	I. Crème noire pour chaussures	90,—
	II. Toutes autres	150,—
ex 462 465	Poix de brasseur Brillant pour le café, en emballages :	20,—
	1. De plus de 2 kg.	30,—
	2. De 2 kg. et moins, avec l'enveloppe immédiate	30,—
469/2 488	Colle d'os, de peaux et d'autres déchets animaux Matières plastiques artificielles, à base de caséine, gélatine, amidon, phénol, urée, formoline et similaires, telles que galalithe, bakélite, trolithe et analogues :	40,—
	1. Bakélite :	
	b) En blocs, plaques, feuilles, barres ou tubes :	
	I. Non ouvrés	100,—
		jusqu'au 31 décembre 1934
	II. Meulés, polis, collés ou avec dessins estampés	120,—
		jusqu'au 31 décembre 1934
	2. Autres :	
	b) En blocs, plaques, feuilles, barres ou tubes :	
	I. Non ouvrés	100,—
		jusqu'au 31 décembre 1934
	II. Meulés, polis, collés ou avec dessins estampés	120,—
		jusqu'au 31 décembre 1934
497	Cuir dur tanné pour semelles, courroies et semelles intérieures :	
	3. Peaux entières, demi-peaux ou morceaux n. s. d. :	
	a) Obtenus par tannage végétal	210,—
	b) Obtenus par tannage minéral	235,—
	4. Pièces centrales et croupons :	
	a) Obtenus par tannage végétal	250,—
	b) Obtenus par tannage minéral	275,—

Number in Polish Customs tariff	Description of goods	Duty per 100 kg. in zlotys
389/2 418	Gauze and bandages, impregnated with medical products . . Prepared colours for printing, lithography and other typographic uses, and for duplicating purposes :	800.—
	1. Black colours, in packages weighing :	
	(a) More than 75 kg.	80.—
	(b) 75 kg. or less	160.—
	2. Other :	
	(a) Not containing organic colouring matters	200.—
	(b) Containing organic colouring matters	300.—
ex 423 ex 3	Cellulose varnish	340.—
426	Synthetic tanning materials, liquid or paste	25.—
459	Products for cleaning, greasing, polishing and smoothing, with admixture of fat, wax, soap, etc. ; boot polish :	
	1. In any packing, except tubes, weighing :	
	(a) Over 2 kg. :	
	I. Black boot polish	70.—
	II. All other	125.—
	(b) 2 kg. or less, with the immediate wrapping :	
	I. Black boot polish	90.—
	II. All other	150.—
ex 462	Brewers' pitch	20.—
465	Coffee lustre, in packages weighing :	
	1. More than 2 kg.	30.—
	2. 2 kg. or less with the immediate wrapping	30.—
469/2	Bone glue, hide glue, and other animal offal glue	40.—
488	Artificial plastic materials with a base of casein, gelatine, starch, phenol, urea, formalin and the like, such as galalith, bakelite, trolith and the like :	
	1. Bakelite :	
	(b) In block, plates, sheets, sticks or tubes :	
	I. Unworked	100.—
		Up to December 31st, 1934
	II. Ground, polished, glued, or with stamped patterns	120.—
		Up to December 31st, 1934
	2. Other :	
	(b) In blocks, plates, sheets, sticks or tubes :	
	I. Unworked	100.—
		Up to December 31st, 1934
	II. Ground, polished, glued, or with stamped patterns	120.—
		Up to December 31st, 1934
	3. Whole hides, half hides, or pieces, not specially mentioned :	
	(a) Vegetable-tanned	210.—
	(b) Mineral-tanned	235.—
	4. Central parts and backs :	
	(a) Vegetable-tanned	250.—
	(b) Mineral-tanned	275.—
497	Hard tanned leather for boot soles, belting and insoles :	

Numéro du tarif douanier polonais	Désignation des marchandises	Droit par 100 kg. en zlotys
499	Cuir de Russie : 1. De couleur naturelle, noirci, même grainé : a) Peaux entières et demi-peaux : I. Noirci, non grainé II. De couleur naturelle, même grainé, noirci, grainé b) Découpures et morceaux : I. Noirci, non grainé II. De couleur naturelle, même grainé, noirci, grainé 2. Coloré, ainsi que tout cuir de Russie avec dessins estampés : a) Peaux entières et demi-peaux b) Découpures et morceaux	140,— 170,— 170,— 200,— 280,— 350,—
502	Cuir avivé : 1. Peaux entières et demi-peaux 2. Découpures et morceaux	270,— 300,—
503	Peaux obtenues par tannage végétal, n. s. d., de couleur naturelle ou noircies, même avec dessins estampés : 1. Peaux entières et demi-peaux, pesant par peau entière : a) Plus de 2 kg. b) 2 kg. ou moins 2. Découpures et morceaux	600,— 1.300,— 1.500,—
504	Peaux obtenues par tannage végétal, n. s. d., colorées, même avec dessins estampés : 1. Peaux entières et demi-peaux, pesant par peau entière : a) Plus de 2 kg. b) 2 kg. ou moins 2. Découpures et morceaux	900,— 1.600,— 1.800,—
505	Peaux obtenues par tannage minéral, n. s. d., de couleur naturelle ou noircies : 1. Peaux et demi-peaux, pesant par peau entière : a) Plus de 1,2 kg. b) 1,2 kg. ou moins 2. Découpures et morceaux	850,— 1.250,— 1.450,—
506	Peaux obtenues par tannage minéral, n. s. d., colorées : 1. Peaux et demi-peaux, pesant par peau entière : a) Plus de 1,2 kg. b) 1,2 kg. ou moins 2. Découpures et morceaux	1.000,— 1.400,— 1.600,—
553	Chaussures en cuir de Russie ou en cuir à œuvre, de couleur naturelle ou noire, pesant par paire : 2. Plus de 800 gr. jusqu'à 1.200 gr. 3. 800 gr. ou moins	900,— 1.100,—
554	Chaussures en cuir chromé, pesant par paire : 1. Plus de 900 gr. 2. Plus de 600 et jusqu'à 900 gr. 3. 600 gr. ou moins	1.000,— 1.400,— 1.500,—
555	Chaussures en peau chamoisée, en chevreau, en chevrette ou en peau imitation de chamois, pesant par paire : 1. Plus de 600 gr. 2. Plus de 450 et jusqu'à 600 gr. 3. 450 gr. ou moins	1.200,— 1.500,— 1.600,—
556	Chaussures en cuir, n. s. d. : 1. Vernies, noires, pesant par paire : a) Plus de 750 gr. b) 750 gr. ou moins	1.400,— 1.500,—

Number in Polish Customs tariff	Description of goods	Duty per 100 kg. in zlotys
499	Russia leather : 1. Natural colour, blackened, even grained : (a) Whole or half skins : I. Blackened, non-grained II. Natural colour, even grained, blackened, grained (b) Cuttings and pieces : I. Blackened, non-grained II. Natural colour, even grained, blackened, grained 2. Coloured, also all Russia leather with stamped patterns : (a) Whole or half skins (b) Cuttings and pieces	140.— 170.— 170.— 200.— 280.— 350.—
502	Harness leather : 1. Whole or half hides 2. Cuttings and pieces	270.— 300.—
503	Hides or skins, vegetable-tanned, not specially mentioned, of natural colour or blackened, even with stamped patterns : 1. Whole or half hides or skins, the whole skin weighing : (a) More than 2 kg. (b) 2 kg. or less 2. Cuttings and pieces	600.— 1,300.— 1,500.—
504	Hides or skins, vegetable-tanned, not specially mentioned, coloured, even with stamped patterns : 1. Whole or half hides or skins, the whole skin weighing : (a) More than 2 kg. (b) 2 kg. or less 2. Cuttings and pieces	900.— 1,600.— 1,800.—
505	Hides or skins, mineral-tanned, not specially mentioned, natural colour or blackened : 1. Whole or half hides or skins, the whole skin weighing : (a) More than 1.2 kg. (b) 1.2 kg. or less 2. Cuttings and pieces	850.— 1,250.— 1,450.—
506	Hides or skins, mineral-tanned, not specially mentioned, coloured : 1. Whole or half hides or skins, the whole skin weighing : (a) More than 1.2 kg. (b) 1.2 kg. or less 2. Cuttings and pieces	1,000.— 1,400.— 1,600.—
553	Footwear of Russia leather or of vamp leather, natural colour or black, weighing per pair : 2. More than 800 and up to 1,200 gr. 3. 800 gr. or less	900.— 1,100.—
554	Footwear of chromium-tanned leather, weighing per pair : 1. More than 900 gr. 2. More than 600 and up to 900 gr. 3. 600 gr. or less	1,000.— 1,400.— 1,500.—
555	Footwear of chamois, kid, chevrette, or imitation chamois leather, weighing per pair : 1. More than 600 gr. 2. More than 450 and up to 600 gr. 3. 450 gr. or less	1,200.— 1,500.— 1,600.—
556	Footwear of leather, not specially mentioned : 1. Varnished, black, weighing per pair : (a) More than 750 gr. (b) 750 gr. or less	1,400.— 1,500.—

Numéro du tarif douanier polonais	Désignation des marchandises	Droit par 100 kg. en zlotys
	2. A. Autres, sauf les chaussures mentionnées aux Nos 554 et 555, avec dessins estampés, pesant par paire :	
	a) Plus de 900 gr.	1.400,—
	b) Plus de 600 et jusqu'à 900 gr.	1.500,—
	c) 600 gr. ou moins	1.600,—
	B. Chaussures en cuir chromé, avec dessins estampés, pesant par paire :	
	a) Plus de 900 gr.	1.000,—
	b) Plus de 600 et jusqu'à 900 gr.	1.400,—
	c) 600 gr. ou moins	1.500,—
	C. Chaussures en peau chamoisée, en chevreau, en chevrette ou peau imitation de chamois, avec dessins estampés, pesant par paire :	
	a) b) Plus de 600 gr.	1.200,—
	c) I. Plus de 450 jusqu'à 600 gr.	1.500,—
	II. 450 gr. ou moins	1.600,—
557	Chaussures en tissus de laine, de coton, de lin ou de chanvre, en feutre ou en tissu feutré, avec semelles de cuir, même avec addition extérieure de cuir :	
	1. En articles de laine	700,—
	2. Autres.	700,—
ex 559/1	Chaussures en tissus de soie ainsi qu'en matières contenant de la soie, chaussures de satin	2.500,—
Note 1	Les chaussures confectionnées de diverses matières suivent le régime de la position correspondant aux chaussures en la matière qui occupe la plus grande surface (sans tenir compte des semelles ni des talons).	
Note 3	Les chaussures du N° 553, grainées par estampage, suivent le régime des sous-positions respectives, sans surtaxe.	
Note 4	Les chaussures en cuir ou en matière autre que le caoutchouc, avec semelles en caoutchouc, en tissu feutré ou autres, suivent le régime des positions correspondantes, sans surtaxe.	
593	Fils de laine, cardés, jusqu'au N° 33 métrique :	
	1. Simples :	
	a) Non teints	190,—
	b) Blanchis, teints	235,—
	2. Retors :	
	a) Non teints.	210,—
	b) Blanchis, teints	250,—
	3. Retors avec ornements :	
	a) Non teints	260,—
	b) Blanchis, teints	300,—
598	Tissus de laine, en fils non peignés, pesant par m ² :	
	1. De toute sorte, non imprimés après le tissage :	
	a) Plus de 500 gr.	935,—
	b) Plus de 250 jusqu'à 500 gr.	1.060,—
	c) 250 gr. ou moins	1.600,—
	2. Imprimés après le tissage :	
	a) Plus de 500 gr.	1.120,—
	b) Plus de 250 jusqu'à 500 gr.	1.270,—
	c) 250 gr. ou moins	1.920,—

Number in Polish Customs tariff	Description of goods	Duty per 100 kg. in zlotys
	2. A. Other, except footwear mentioned under Nos. 554 and 555, with stamped patterns, weighing per pair :	
	(a) More than 900 gr.	1,400.—
	(b) More than 600 and up to 900 gr.	1,500.—
	(c) 600 gr. or less	1,600.—
	B. Footwear of chromium-tanned leather, with stamped patterns, weighing per pair :	
	(a) More than 900 gr.	1,000.—
	(b) More than 600 and up to 900 gr.	1,400.—
	(c) 600 gr. or less	1,500.—
	C. Footwear of chamois, kid, chevrette, or imitation chamois leather, with stamped patterns, weighing per pair :	
	(a), (b) More than 600 gr.	1,200.—
	(c) I. More than 450 and up to 600 gr.	1,500.—
	II. 450 gr. or less	1,600.—
557	Footwear of woollen, cotton, flax, hempen, felt or felted fabrics, with leather soles, even with external addition of leather :	
	1. Of woollen materials	700.—
	2. Other	700.—
ex 559/1	Footwear of silk fabrics, also of materials containing silk admixture, satin footwear	2,500.—
Note 1	Footwear made of various materials is dutiable under the item corresponding to footwear of the material occupying the largest surface (soles and heels not being taken into account).	
Note 3	Footwear mentioned in No. 553, grained by stamping, is dutiable under the respective sub-items, without surtax.	
Note 4	Footwear of leather or of other materials, except rubber, with rubber, felted or other soles, is dutiable under the corresponding items, without surtax.	
593	Carded wool yarn up to No. 33 metric :	
	1. Single :	
	(a) Undyed	190.—
	(b) Bleached, dyed	235.—
	2. Twisted :	
	(a) Undyed	210.—
	(b) Bleached, dyed	250.—
	3. Fancy-twisted :	
	(a) Undyed	260.—
	(b) Bleached, dyed	300.—
598	Tissues of wool made from uncombed yarn, weighing per 1 m ² :	
	1. All kinds, except those printed after weaving :	
	(a) Over 500 gr.	935.—
	(b) Over 250 up to 500 gr.	1,060.—
	(c) 250 gr. or less	1,600.—
	2. Printed after weaving :	
	(a) Over 500 gr.	1,120.—
	(b) Over 250 up to 500 gr.	1,270.—
	(c) 250 gr. or less	1,920.—

Numéro du tarif douanier polonais	Désignation des marchandises	Droit par 100 kg. en zlotys
599	Tissus de laine, en fils peignés, pesant par m ² : 1. De toute sorte, non imprimés après le tissage : a) Plus de 500 gr. b) Plus de 250 jusqu'à 500 gr. c) 250 gr. ou moins 2. Imprimés après le tissage : a) Plus de 500 gr. b) Plus de 250 jusqu'à 500 gr. c) 250 gr. ou moins	2.200,— 2.400,— 2.600,— 2.640,— 2.880,— 3.120,—
603	Fichus et châles, en laine, tissés en chenille	700,—
ex 605	Tapis et passages, en laine ou demi-laine : 2. Tissés sur fond de tapis, ainsi que de toute sorte en chenille : a) Non rasés b) Rasés ainsi que de toute sorte en chenille. Ex. 3. Rasés, n. s. d.	600,— 1.500,— 2.000,—
608/1	Ouate hydrophile, en emballages : a) De plus de 1 kg. b) De plus de 250 gr. et jusqu'à 1 kg. c) De 250 gr. ou moins	260,— 280,— 300,—
611	Fils de coton écreu : 1. Simples : a) Jusqu'au N ^o 9 anglais b) Au-dessus du N ^o 9 jusqu'au N ^o 19 anglais c) Au-dessus du N ^o 19 jusqu'au N ^o 29 anglais d) Au-dessus du N ^o 29 jusqu'au N ^o 38 anglais e) Au-dessus du N ^o 38 jusqu'au N ^o 53 anglais 2. Retors : a) Jusqu'au N ^o 9 anglais b) Au-dessus du N ^o 9 jusqu'au N ^o 19 anglais c) Au-dessus du N ^o 19 jusqu'au N ^o 29 anglais d) Au-dessus du N ^o 29 jusqu'au N ^o 38 anglais e) Au-dessus du N ^o 38 jusqu'au N ^o 53 anglais	90,— 105,— 115,— 125,— 140,— 120,— 145,— 160,— 180,— 225,—
ex Note 2	Les fils de coton, blanchis, mercerisés, teints ou imprimés, suivent le régime des sous-positions respectives pour les fils écreus avec une surtaxe, l'application de la surtaxe supérieure excluant l'application de la surtaxe inférieure : 1. Pour blanchiment 2. Pour mercerisage ou glaçage. 3. Pour teinture ou impression	20,— 50,— 60,—
612	Fils de coton, blanchis, mercerisés, glacés ou teints — à coudre, à broder, etc., conditionnés extérieurement pour la vente au détail, ne pesant pas plus de 70 gr. y compris la bobine, le carton et l'enveloppe immédiate : 1. Sur bobines de bois 2. Autres.	360,— 525,—
613	Tissus de coton écreu : 1. Pesant plus de 160 gr. par m ² et présentant en chaîne et en trame par cm ² : a) Jusqu'à 40 fils. ex 2. Pesant plus de 100 jusqu'à 160 gr. par m ² et présentant en chaîne et en trame dans 1 cm ² à armure toile : d) Plus de 70 fils	200,— 270,—

Number in Polish Customs tariff	Description of goods	Duty per 100 kg. in zlotys
599	Tissues of combed wool yarn, weighing per 1 m ² : 1. All kinds, except those printed after weaving : (a) Over 500 gr. (b) Over 250 up to 500 gr. (c) 250 gr. or less 2. Printed after weaving : (a) Over 500 gr. (b) Over 250 up to 500 gr. (c) 250 gr. or less	2,200.— 2,400.— 2,600.— 2,640.— 2,880.— 3,120.—
603	Wraps and shawls, woollen, chenille woven	700.—
ex 605	Floor and stair carpets, woollen or half-woollen : 2. Woven on carpet base, also all kinds of chenille : (a) Uncut pile (b) Cut pile, also all kinds chenille woven Ex 3. Cut pile, not specially mentioned	600.— 1,500.— 2,000.—
608/1	Absorbent cotton wool, in packages, weighing : (a) Over 1 kg. (b) Over 250 gr. and up to 1 kg. (c) 250 gr. or less	260.— 280.— 300.—
611	Cotton yarn, unbleached : 1. Single : (a) Up to No. 9 English (b) Over No. 9 and up to No. 19 English (c) Over No. 19 and up to No. 29 English (d) Over No. 29 and up to No. 38 English (e) Over No. 38 and up to No. 53 English 2. Twisted : (a) Up to No. 9 English (b) Over No. 9 and up to No. 19 English (c) Over No. 19 and up to No. 29 English (d) Over No. 29 and up to No. 38 English (e) Over No. 38 and up to No. 53 English	90.— 105.— 115.— 125.— 140.— 120.— 145.— 160.— 180.— 225.—
ex Note 2	Cotton yarn, bleached, mercerised, dyed or printed, is dutiable according to the respective sub-items for unbleached yarn, with a surtax ; the application of a higher excludes the application of a lower surtax : 1. For bleaching 2. For mercerising, glazing 3. For dyeing, printing	20.— 50.— 60.—
612	Cotton thread, bleached, mercerised, glazed or dyed, for sewing, embroidering, etc., externally conditioned for retail sale, weighing together with reel, card, etc., 70 gr. or less, with the immediate wrapping : 1. On wooden reels 2. Other	360.— 525.—
613	Cotton fabrics, unbleached : 1. Weighing over 160 gr. per 1 m ² , and containing in warp and weft per 1 cm ² : (a) Up to 40 threads Ex 2. Weighing over 100 and up to 160 gr. per 1 m ² and containing in warp and weft per 1 cm ² , plain weave : (d) Over 70 threads	200.— 270.—

Numéro du tarif douanier polonais	Désignation des marchandises	Droit par 100 kg. en zlotys
614	Tissus de coton, blanchis : ex 1. Pesant plus de 160 gr. par m ² et présentant en chaîne et en trame dans 1 cm ² à armure toile : a) Jusqu'à 40 fils 230,— b) Plus de 40 jusqu'à 55 fils 275,— c) Plus de 55 jusqu'à 70 fils 315,— d) Plus de 70 fils 360,— ex 2. Pesant plus de 100 jusqu'à 160 gr. par m ² et pré- sentant en chaîne et en trame dans 1 cm ² , à armure toile : a) Jusqu'à 40 fils 290,— b) Plus de 40 jusqu'à 55 fils 290,— c) Plus de 55 fils jusqu'à 70 fils 320,— d) Plus de 70 fils 370,— 3. Pesant plus de 60 jusqu'à 100 gr. par m ² et présentant en chaîne et en trame dans 1 cm ² : a) Jusqu'à 55 fils 500,— b) Plus de 55 jusqu'à 70 fils 520,— c) Plus de 70 jusqu'à 85 fils 600,— d) Plus de 85 fils 500,—	
615	Tissus de coton, teints ou mercerisés : 2. Pesant plus de 100 jusqu'à 160 gr. par m ² et présentant en chaîne et en trame dans 1 cm ² : c) Plus de 55 jusqu'à 70 fils 560,— d) Plus de 70 fils 560,— 3. Pesant plus de 60 jusqu'à 100 gr. par m ² et présentant en chaîne et en trame dans 1 cm ² : b) Plus de 55 jusqu'à 70 fils 800,— c) Plus de 70 jusqu'à 85 fils 800,— d) Plus de 85 fils 850,—	
616	Tissus de coton façonnés, tissés avec des fils de couleur ou imprimés, même mercerisés : 1. Pesant plus de 160 gr. par m ² et présentant en chaîne et en trame dans 1 cm ² : a) Jusqu'à 40 fils 290,— b) Plus de 40 jusqu'à 55 fils 350,— c) Plus de 55 jusqu'à 70 fils 405,— d) Plus de 70 fils 520,— 2. Pesant plus de 100 jusqu'à 160 gr. par m ² et pré- sentant en chaîne et en trame dans 1 cm ² : c) Plus de 55 jusqu'à 70 fils 560,— d) Plus de 70 fils : I. Imprimés 600,— II. Autres 650,— 3. Pesant plus de 60 jusqu'à 100 gr. par m ² et présentant en chaîne et en trame dans 1 cm ² : b) Plus de 55 jusqu'à 70 fils 800,— c) Plus de 70 jusqu'à 85 fils 850,— d) Plus de 85 fils 900,—	
619	Velvets, velours et peluches, de coton, pesant par m ² : 1. Unis : a) 300 gr. ou moins 1.360,— b) Plus de 300 gr. 680,— 2. Gaufrés, façonnés ou imprimés : a) 300 gr. ou moins 1.630,— b) Plus de 300 gr. 815,—	

Number in Polish Customs tariff	Description of goods	Duty per 100 kg. in zlotys
614	Cotton fabrics, bleached : Ex 1. Weighing over 160 gr. per 1 m ² and containing in warp and weft per 1 cm ² , plain weave : (a) Up to 40 threads (b) Over 40 and up to 55 threads (c) Over 55 and up to 70 threads (d) Over 70 threads Ex 2. Weighing over 100 and up to 160 gr. per 1 m ² and containing in warp and weft per 1 cm ² , plain weave : (a) Up to 40 threads (b) Over 40 and up to 55 threads (c) Over 55 and up to 70 threads (d) Over 70 threads 3. Weighing over 60 and up to 100 gr. per 1 m ² and containing in warp and weft per 1 cm ² : (a) Up to 55 threads (b) Over 55 and up to 70 threads (c) Over 70 and up to 85 threads (d) Over 85 threads	230.— 275.— 315.— 360.— 290.— 290.— 320.— 370.— 500.— 520.— 600.— 500.—
615	Cotton fabrics, dyed or mercerised : 2. Weighing over 100 and up to 160 gr. per 1 m ² and containing in warp and weft per 1 cm ² : (c) Over 55 and up to 70 threads (d) Over 70 threads 3. Weighing over 60 and up to 100 gr. per 1 m ² and con- taining in warp and weft per 1 cm ² : (b) Over 55 and up to 70 threads (c) Over 70 and up to 85 threads (d) Over 85 threads	560.— 560.— 800.— 800.— 850.—
616	Cotton fabrics, fancy-woven, colour-woven, printed, whether mercerised or not : I. Weighing over 160 gr. per 1 m ² and containing in warp and weft per 1 cm ² : (a) Up to 40 threads (b) Over 40 and up to 55 threads (c) Over 55 and up to 70 threads (d) Over 70 threads 2. Weighing over 100 and up to 160 gr. per 1 m ² and con- taining in warp and weft per 1 cm ² : (c) Over 55 and up to 70 threads (d) Over 70 threads : I. Printed II. Other 3. Weighing over 60 and up to 100 gr. per 1 m ² and containing in warp and weft per 1 cm ² : (b) Over 55 and up to 70 threads (c) Over 70 and up to 85 threads (d) Over 85 threads	290.— 350.— 405.— 520.— 560.— 600.— 650.— 800.— 850.— 900.—
619	Velvetten, velvet and plush, of cotton, weighing per 1 m ² : I. Plain : (a) Up to 300 gr. (b) Over 300 gr. 2. Goffered, figured or printed : (a) Up to 300 gr. (b) Over 300 gr.	1,360.— 680.— 1,630.— 815.—

Numéro du tarif douanier polonais	Désignation des marchandises	Droit par 100 kg. en zlotys
620	Rubans, entre-deux et galons — tissés, de coton, n. s. d. :	
	1. Unis :	
	a) Ecrus ou blanchis	1.000,—
	b) Mercerisés, glacés ou teints	1.200,—
	2. A dessins : mercerisés, glacés, teints, tissés avec des fils de couleur ou imprimés	2.000,—
	3. Galons en fils de coton collés ensemble, même avec impression	400,—
622	Fichus et châles — de coton, tissés en chenille	600,—
630	Fils de lin, de chanvre, de ramie, de chanvre de Manille, de sisal et d'autres matières textiles végétales, n. s. d., même avec addition de jute (jusqu'au N° 35 exclusi- vement), en écheveaux pesant plus de 100 gr., ainsi que fils du N° 35 et au-dessus, en écheveaux pesant plus de 50 gr. :	
	1. Simples, écrus :	
	a) Jusqu'au N° 8 anglais	200,—
	b) Au-dessus du N° 8 jusqu'au N° 20 anglais	150,—
	c) Au-dessus du N° 20 jusqu'au N° 35 anglais	180,—
	d) Au-dessus du N° 35 anglais	210,—
	ex Note 1. Fils simples, écrus, jusqu'au N° 8 anglais, pour le tissage, sur permis du Ministère des Finances :	
	I. De chanvre	75,—
	II. De lin	100,—
	2. Simples, blanchis ou teints :	
	a) Jusqu'au N° 8 anglais	230,—
	b) Au-dessus du N° 8 jusqu'au N° 20 anglais	180,—
	c) Au-dessus du N° 20 jusqu'au N° 35 anglais	210,—
	d) Au-dessus du N° 35 anglais	240,—
	3. Retors, écrus :	
	a) Jusqu'au N° 8 anglais	230,—
	b) Au-dessus du N° 8 jusqu'au N° 20 anglais	180,—
	c) Au-dessus du N° 20 jusqu'au N° 35 anglais	210,—
	d) Au-dessus du N° 35 anglais	240,—
	4. Retors, blanchis ou teints :	
	a) Jusqu'au N° 8 anglais	260,—
	b) Au-dessus du N° 8 jusqu'au N° 20 anglais	210,—
	c) Au-dessus du N° 20 jusqu'au N° 35 anglais	240,—
	d) Au-dessus du N° 35 anglais	270,—
631	Fils du N° 630 jusqu'au N° 35 (exclusivement), en éche- veaux pesant 100 gr. ou moins chacun ; fils du N° 35 et au- dessus en écheveaux pesant 50 gr. ou moins, ainsi que toutes sortes de fils en pelotes, sur bobines, sur tubes et en conditionnements similaires (y compris le poids des pelotes, bobines, tubes et similaires)	350,—
633	Tissus de lin, de chanvre, de ramie et d'autres matières textiles végétales, n. s. d., présentant en chaîne et en trame, dans 1 cm ² :	
	2. Blanchis, teints ou imprimés :	
	a) Jusqu'à 40 fils	730,—
	b) I. Plus de 40 fils jusqu'à 60 fils	900,—
	II. Plus de 60 fils	1.000,—

Number in Polish Customs tariff	Description of goods	Duty per 100 kg. in zlotys
620	Ribbons, insertions, tapes, woven, of cotton, not specially mentioned :	
	1. Plain :	
	(a) Unbleached, bleached	1,000.—
	(b) Mercerised, glazed, dyed	1,200.—
	2. With patterns : mercerised, glazed, dyed, colour-woven, printed	2,000.—
	3. Tapes of cotton thread, glued together, printed on or not	400.—
622	Wraps, shawls, of cotton, chenille woven	600.—
630	Yarn of flax, hemp, ramie, Manila hemp, sisal, and other vegetable textile materials, not specially mentioned, with or without admixture of jute (up to No. 35 exclusive), in skeins weighing over 100 gr., also yarn No. 35 and over in skeins weighing more than 50 gr. :	
	1. Single, unbleached :	
	(a) Up to No. 8 English	200.—
	(b) Over No. 8 and up to No. 20 English	150.—
	(c) Over No. 20 and up to No. 35 English	180.—
	(d) Over No. 35 English	210.—
	Ex Note 1. Single yarn, unbleached, up to No. 8 English, for weaving purposes, under permit from the Ministry of Finance :	
	I. Of hemp	75.—
	II. Of flax	100.—
	2. Single, bleached, dyed :	
	(a) Up to No. 8 English	230.—
	(b) Over No. 8 and up to No. 20 English	180.—
	(c) Over No. 20 and up to No. 35 English	210.—
	(d) Over No. 35 English	240.—
	3. Twisted, unbleached :	
	(a) Up to No. 8 English	230.—
	(b) Over No. 8 and up to No. 20 English	180.—
	(c) Over No. 20 and up to No. 35 English	210.—
	(d) Over No. 35 English	240.—
	4. Twisted, bleached, dyed :	
	(a) Up to No. 8 English	260.—
	(b) Over No. 8 and up to No. 20 English	210.—
	(c) Over No. 20 and up to No. 35 English	240.—
	(d) Over No. 35 English	270.—
631	Yarn coming under No. 630, up to No. 35 (exclusive), in skeins weighing 100 gr. or less each, yarn of No. 35 or over in skeins weighing 50 gr. or less, also all kinds of yarn in balls, on spools, cops and the like (including weight of balls, spools, cops, etc).	350.—
633	Tissues of flax, hemp, ramie, and other vegetable textile materials not specially mentioned, containing in warp and weft per 1 cm ² :	
	2. Bleached, dyed, printed :	
	(a) Up to 40 threads	730.—
	(b) I. Over 40 and up to 60 threads	900.—
	II. Over 60 threads	1,000.—

Numéro du tarif douanier polonais	Désignation des marchandises	Droit par 100 kg. en zlotys
634	Tissus de lin, de chanvre, de ramie, de jute et d'autres matières textiles végétales n. s. d., façonnés, même avec dessin encadré, présentant en chaîne et en trame, dans 1 cm ² :	
	1. Jusqu'au 40 fils	750,—
	2. Plus de 40 jusqu'à 60 fils	1.000,—
	3. Plus de 60 fils	1.250,—
ex 636	Passages et tapis en matières textiles végétales n. s. d., à l'exception des passages en lin, qui suivent le régime des N ^{os} 633 et 634 :	
	2. En autres matières végétales n. s. d. :	
	b) Avec fond de tapis :	
	I. Non rasés	360,—
	II. Rasés ainsi qu'en chenille	420,—
645/1	Feutres et étoffes feutrées — de poils :	
	a) Sans addition d'autres fibres	70,—
	b) Avec addition de laine ou de matières textiles végétales	260,—
669	Tissus imprégnés :	
	2. En lin et en chanvre ; bâches et voiles	400,—
674	Rondelles, plaques et disques — en fibres, fils, tissus ou feutres — cousus ou pressés :	
	2. En laine, en crin ou en poils :	
	a) En laine	300,—
	b) En crin ou en poils	150,—
ex 687/1 707 ex 10	Mouffles en feutre, non garnies, par douzaine de paires . Cols et manchettes — en tissus de matières textiles végétales	4,— 1.300,—
	<i>Notes générales relatives à la Section VIII du tarif douanier :</i>	
	I. Les tissus en fils de lin ou de chanvre et en fils de coton renfermant jusqu'à 50% (inclusivement) de fils de lin ou de chanvre suivent le régime des tissus de coton.	
	21. I. Sont considérés comme ourlés les tissus et articles en tissus — de coton, lin ou chanvre — avec un tissu cousu sur les bords, même si ce tissu est de couleur différente mais de la même espèce tarifaire quant au nombre de fils et à sa fabrication, même si les tissus ou articles en tissus comportent un ourlet à jour mécanique prévu dans le troisième alinéa du N ^o 21 des notes générales.	
	II. L'achèvement d'un article par un, deux ou trois rangs de jours, un rang pouvant affecter une forme autre que celle des barrettes à la mécanique, mais d'une largeur inférieure à 2 cm., est considéré comme ourlet.	
721/1	Caoutchouc régénéré	10,—
726	Fils en caoutchouc	250,—
737	Gants en caoutchouc :	
	1. Transparents ou en caoutchouc à côtes	1.150,—
	2. Autres	1.150,—
ex 739	Préservatifs en caoutchouc	1.150,—
782	Plaques, bandes ou cubes — en écorce de liège ayant plus d'un millimètre d'épaisseur, sans addition d'autres matières :	
	1. En écorce concassée et agglomérée	60,—
787	Ouvrages en liège :	
	1. Coudes, pièces façonnées et tubes	60,—
	2. Plaques avec addition d'autres matières	80,—
	3. Disques, roues, rondelles et cylindres	120,—

Number in Polish Customs tariff	Description of goods	Duty per 100 kg. in zlotys
634	Tissues of flax, hemp, ramie, jute, and other vegetable textile materials not specially mentioned, figured, even with bordered designs, containing in warp and weft per 1 cm ² :	
	1. Up to 40 threads	750.—
	2. Over 40 and up to 60 threads	1,000.—
	3. Over 60 threads	1,250.—
ex 636	Stair carpets and floor carpets, of vegetable textile materials not specially mentioned, except stair carpets of flax, dutiable under Nos. 633 and 634 :	
	2. Of other vegetable materials not specially mentioned :	
	(b) With carpet foundation :	
	I. Uncut pile	360.—
	II. Cut pile, also chenille woven	420.—
645/1	Felts and felted stuffs, of animal hair :	
	(a) Without addition of other fibres	70.—
	(b) With addition of wool or vegetable textile materials	260.—
669	Impregnated tissues :	
	2. Of flax or hemp ; awnings and sails	400.—
674	Washers, plates, discs, of fibres, thread, fabrics, felt, sewn or pressed :	
	2. Of wool, horsehair, animal hair :	
	(a) Of wool	300.—
	(b) Of horsehair, animal hair	150.—
ex 687/1	Mittens of felt, untrimmed, per dozen pairs	4.—
707 ex 10	Collars, cuffs, of vegetable textile materials	1,300.—
	<i>General Notes to Section VIII of the Customs tariff :</i>	
	1. Tissues of linen or hempen thread and of cotton thread, containing up to 50% inclusive of linen or hempen thread, pay duty as cotton tissues.	
	21. I. The following are considered as being hemmed : fabrics and articles of fabrics, cotton, linen, or hemp, with a fabric sewn on to the edges, even if of a different colour, but of the same type from the tariff standpoint both as regards the number of threads and the manufacture, even though having machined open-work hem as provided in the third paragraph of No. 21 of the General Notes.	
	II. The finishing of an article by one, two or three rows of openwork, one row of which may be in a form other than machine-made bars but not more than 2 cm. wide, is considered as a hem.	
721/1	Reclaimed rubber	10.—
726	Rubber threads	250.—
737	Rubber gloves :	
	1. Transparent and of ribbed rubber	1,150.—
	2. Others	1,150.—
ex 739	Rubber preservatives	1,150.—
782	Plates, strips, blocks, of cork, more than 1 mm. thick, without addition of other materials :	
	1. Of crushed and agglomerated cork	60.—
787	Cork wares :	
	1. Bends, worked pieces, and tubes	60.—
	2. Plates with the addition of other materials	80.—
	3. Discs, wheels, washers, cylinders	120.—

Numéro du tarif douanier polonais	Désignation des marchandises	Droit par 100 kg. en zlotys
ex 790	4. Descentes de bain, plaques pour passage et plaques pour dessous de machines 5. Autres, n. s. d. Vannerie de toute sorte, ouvrages tressés n. s. d., ouvrages en lufa — même blanchis, teints, peints ou vernis : 1. En osier non écorcé 2. En osier écorcé ou en liber ex 3. Boîtes, caisses et paniers en copeaux de bois 4. Ouvrages en lufa	150,— 200,— 25,— 60,— 32,— 325,—
794	Les semelles intérieures pour chaussures faites en lufa, même doublées ou bordées de tissu ou de lisière, ourlées, suivent le régime de cette position et sous-position. Cellulose : 1. Non blanchie, contenant : a) Plus de 50% d'eau b) 50% ou moins d'eau 2. Blanchie, contenant : a) Plus de 50% d'eau ex b) Jusqu'à 50% d'eau, destinée à des fabriques de papier pour la fabrication du papier — avec l'autorisation du Ministère des Finances	3,— 6,— 4,— 8,—
796	Ouate de cellulose pour pansements ou pour emballage : 1. Non teinte, en emballages : a) De plus de 2 kg. b) De 2 kg. ou moins	30,— 40,—
799	Carton à dessins continus et estampés : 1. Non teint 2. Teint 3. Verni	45,— 50,— 60,—
803	Papier et carton ondulé pour emballage; papier et carton d'emballage renforcés de fils ou de tissu peu serré : 1. Ondulés, même avec papier d'emballage collé sur une face 2. Autres	70,— 110,—
804	Cartons à presser les draps (<i>Presspan</i>), même lissé : 1. Non teint 2. Teint	80,— 90,—
809	Papier pour journaux contenant plus de 60% de pâte de bois et pesant de 45 à 55 gr. par m ² , non lissé, non teint, non collé ou légèrement collé :	20,—
810	1. En rouleaux ayant 700 mm. et plus de diamètre et 240 mm. et plus de largeur Papier d'emballage non teint, en paille cuite, en bois cuit, en pâte de bois ou en chiffons — non lissé ou lissé sur une seule face	22,—
811	Papier d'emballage non teint, en cellulose, même avec addition de pâte de bois, de paille ou de matières similaires : 1. En cellulose non blanchie : a) Lissé sur une seule face b) Non lissé 2. En cellulose blanchie : a) Lissé sur une seule face b) Non lissé	21,— 35,— 33,— 50,—

Number in Polish Customs tariff	Description of goods	Duty per 100 kg. in zlotys
ex 790	4. Bath mats, tiles for passages, and slabs for placing under machines 5. Other, not specially mentioned All kinds of basket work, plaited wares not specially mentioned, loofah wares, even bleached, dyed, painted or varnished : 1. Of unstripped osiers 2. Of stripped osiers or bast. Ex 3. Boxes, small cases, baskets, of wood shavings 4. Loofah wares	150.— 200.— 25.— 60.— 32.— 325.—
794.	Insoles for footwear made of loofah, even though lined or edged with tissues or tape, hemmed, are dutiable under this item and sub-item. Cellulose : 1. Not bleached, containing : (a) More than 50% of water (b) Up to 50% of water 2. Bleached, containing : (a) More than 50% of water Ex (b) Up to 50% of water, for papermills for the manufacture of paper under Treasury permit . . .	3.— 6.— 4.— 8.—
796	Cellulose wadding for dressings or for packing : 1. Undyed in packages, weighing : (a) More than 2 kg. (b) Up to 2 kg.	30.— 40.—
799	Cardboard, with a running stamped design : 1. Undyed 2. Dyed 3. Varnished	45.— 50.— 60.—
803	Paper and corrugated cardboard for packing purposes ; packing paper and cardboard reinforced with threads or loose woven fabrics : 1. Corrugated, even with packing paper glued on the surface 2. Other	70.— 110.—
804	Pressed cardboard (<i>Presspan</i>), even glazed : 1. Undyed 2. Dyed	80.— 90.—
809	Newsprint, containing more than 60% of wood-pulp and weighing 45 to 55 gr. per 1 m ² , unglazed, undyed, unsized or slightly sized : 1. In rolls at least 700 mm. in diameter and at least 240 mm. wide	20.—
810	Undyed packing paper of boiled straw, boiled wood, or paper-pulp or of rags, not glazed, or glazed on one side only	22.—
811	Undyed packing paper of cellulose, even with the addition of paper-pulp, straw or similar materials : 1. Of unbleached cellulose : (a) Glazed on one side only (b) Not glazed 2. Of bleached cellulose : (a) Glazed on one side only (b) Not glazed	21.— 35.— 33.— 50.—

Numéro du tarif douanier polonais	Désignation des marchandises	Droit par 100 kg. en zlotys
ex 814	Parchemin végétal pesant plus de 28 gr. par m ² : 1. Non teint	80,—
ex 814	2. Teint	100,—
815	Papier havane, conforme aux échantillons déposés, importé par les douanes de Cracowie, Lwów, Varsovie et Zebrzydowice	60,—
815	Papier de toute sorte n. s. d. pesant plus de 28 gr. par m ² :	
	1. Contenant plus de 30% de pâte de bois :	
	a) Non teint	28,—
	b) Teint en pâte	38,—
	2. Ne contenant pas de pâte de bois ou en contenant 30% ou moins :	
	a) Non teint	55,—
816	b) Teint en pâte	65,—
816	Papier buvard et papier filtre pesant plus de 28 gr. par m ² :	
	1. Contenant plus de 30% de pâte de bois :	
	a) Non teints	40,—
	b) Teints en pâte	50,—
	2. ne contenant pas de pâte de bois ou en contenant 30% ou moins :	
	a) Non teints	75,—
	b) Teints en pâte	85,—
ex Note ad N° 821	Le papier vergé suit le régime des numéros respectifs, avec une surtaxe pour :	
	3. a) Vergeures à l'eau	8,—
	b) Vergeures au feutre	3,—
827	Tubes, bobines et canettes — pour filatures :	
	1. En papier, même collé	84,—
	2. En papier mâché, en carton ou en carte — imprégnés ou vernis	100,—
ex 838	Calendriers-livres ayant une partie littéraire en langue tchécoslovaque, sur permis du Ministère des Finances	exempts
848	Pierres à émoudre, à polir et à aiguiser :	
	1. Naturelles, en grès artificiel, même collées ; pierres à aiguiser, meules et similaires	5,—
	2. Artificielles, n. s. d., en plaques, meules, pierres à aiguiser, lames et similaires :	
	a) En pierre ponce ainsi qu'en pierre ponce artificielle	120,—
851	b) Autres	150,—
851	Meules à moudre :	
	1. En pierre naturelle, d'une seule pièce, sans cercle	5,—
	2. Composées de plusieurs morceaux de pierre, quartz ou silicate, avec cercle en fer, même avec une couche de grès, ciment et similaires	15,—
	3. En masse artificielle uniforme de grès, quartz, silicate, émeri et similaires, même avec une couche de grès, ciment et similaires	20,—
859	Ouvrages communs de tailleurs de pierres en pierres de toute sorte autres que précieuses et semi-précieuses, sans sculpture ni ornements, même avec extrémités arrondies :	
	1. Non adoucies ni polies	20,—
	2. Adoucies et polies entièrement ou partiellement	30,—

Number in Polish Customs tariff	Description of goods	Duty per 100 kg. in zlotys
ex 814	Vegetable parchment weighing more than 28 gr. per 1 m ² 1. Undyed 2. Dyed	80.—
ex 814	Havana paper, according to samples deposited, imported through the Customs Houses of Cracow, Lwów, Warsaw, and Zbrzydowice	100.—
815	All kinds of paper not specially mentioned, weighing more than 28 gr. per 1 m ² : 1. Containing more than 30% of wood-pulp: (a) Undyed (b) Dyed in the pulp 2. Not containing wood-pulp, or containing 30% or less of the latter: (a) Undyed (b) Dyed in the pulp	60.— 28.— 38.— 55.— 65.—
816	Blotting-paper and filter-paper weighing more than 28 gr. per 1 m ² : 1. Containing more than 30% of wood-pulp: (a) Undyed (b) Dyed in the pulp 2. Not containing wood-pulp, or containing 30% or less of the latter: (a) Undyed (b) Dyed in the pulp	65.— 40.— 50.— 75.— 85.—
ex Note to No. 821	Laid paper is dutiable according to the respective items with a surtax, viz.: 3. (a) When water wire-ribbed (b) When felt wire-ribbed	8.— 3.—
827	Tubes, bobbins and cops, for winding yarn: 1. Of paper, even sized 2. Of papier-maché, cardboard, paper-board, impregnated or varnished	84.— 100.—
ex 838	Book calendars with a literary text in the Czech language under Treasury permit	Free
848	Grindstones, polishing and whetting stones: 1. Natural, of artificial sandstone, even cemented; whetting stones, grindstones and the like 2. Artificial, not specially mentioned, in plates, grindstones, whetting stones, files or the like: (a) Of pumice-stone and also artificial pumice-stone (b) Other	5.— 120.— 150.—
851	Grindstones: 1. Of natural stone, in one piece, without rims 2. Composed of several pieces of stone, quartz, silicate, with iron rims, even with a coating of sandstone, cement and the like 3. Of a uniform artificial mass of sandstone, quartz, silicate, emery and the like, even with a coating of sandstone, cement and the like	5.— 15.— 20.—
859	Common stonecutters' wares of all kinds of stone other than precious and semi-precious stone, without carvings or ornaments, even with rounded ends: 1. Neither smooth nor polished 2. Wholly or partly smoothly polished	20.— 30.—

Numéro du tarif douanier polonais	Désignation des marchandises	Droit par 100 kg. en zlotys
869	Mortiers réfractaires et ciment à feu	3,—
870	Briques, plaques et pièces façonnées — réfractaires : 1. De chamotte : <i>a)</i> Briques et plaques — rectangulaires <i>b)</i> Briques et plaques — cunéiformes <i>c)</i> Pièces façonnées 2. De silice : <i>a)</i> Briques et plaques — rectangulaires <i>b)</i> Briques et plaques — cunéiformes <i>c)</i> Pièces façonnées 3. De magnésite, de dolomite et autres n. s. d.	6,— 6,— 6,— 5,— 5,— 5,— 0,60
871	Cornues à gaz	12,—
874	Catelles pour poêle, parties de poêle et poêles en catelles — même émaillés : 1. Blancs ou unicolores : <i>a)</i> Communs, sans ornements <i>b)</i> Avec encadrement d'une seule couleur <i>c)</i> Avec bord ouvré 2. Multicolores 3. Avec peintures, dorures ou ornements autres qu'en relief ou en creux	22,— 22,— 22,— 35,— 60,—
876	Carreaux, briques et pièces façonnées en terre, non émaillés, de moins de 30 mm. d'épaisseur — en masse fondue, même avec surface non unie : 1. Unicolores, d'une épaisseur : <i>a)</i> Supérieure à 15 mm. <i>b)</i> De 15 mm. et moins 2. Multicolores	12,— 20,— 30,—
877	Carreaux et dalles de toute sorte en terre, émaillés, même à double face, briques à double face, en pâte de toute couleur — fondus ou absorbant l'eau, unis, même avec ornements en relief : 1. Unicolores : <i>a)</i> Blancs ou crèmes <i>b)</i> Autres, n. s. d. 2. Multicolores 3. Avec peintures, dorures ou ornements autres qu'en relief	20,— 20,— 40,— 50,—
878	Ustensiles et ouvrages en poterie, en argile non réfractaire, n. s. d., même émaillés : 1. Sans dessins ni ornements : <i>a)</i> Non émaillés <i>b)</i> Émaillés 2. Avec peintures ou sculptures, même multicolores . . .	7,50 12,— 40,—
879	Ustensiles et ouvrages en poterie réfractaire, en grès, n. s. d. : 1. Non émaillés 2. Émaillés	20,— 30,—
880	Tuyaux et raccords pour tuyaux — en argile ou en grès, n. s. d. ; tuyaux façonnés de toute forme, semelles et fonds de canalisations, embranchements, séparateurs de boue pour canalisations	12,—

Number in Polish Customs tariff	Description of goods	Duty per 100 kg. in zlotys
869	Fireproof mortar and fireproof cement	3.—
870	Fireproof bricks, tiles and shapes : 1. Of chamotte clay : (a) Bricks and tiles, rectangular (b) Bricks and tiles, wedge-shaped (c) Shaped pieces 2. Of silica : (a) Bricks and tiles, rectangular (b) Bricks and tiles, wedge-shaped (c) Shaped pieces 3. Of magnesite, dolomite, and others, not specially mentioned	6.— 6.— 6.— 5.— 5.— 5.— 0.60
871	Gas retorts	12.—
874	Dutch tiles for stoves, parts of stoves and stoves, of Dutch tiles, even glazed : 1. White or single-coloured : (a) Common, without frame. (b) With single-coloured frame (c) With worked edges 2. Multi-coloured 3. With paintings, gilding or ornaments other than in relief or hollowed	22.— 22.— 22.— 35.— 60.—
876	Earthenware tiles, bricks or shaped pieces unglazed, less than 30 mm. thick, of cast mass, even with a non- uniform surface : 1. Single-coloured, having a thickness of : (a) over 15 mm. (b) 15 mm. or less 2. Multi-coloured	12.— 20.— 30.—
877	All kinds of earthenware tiles or flagstones, glazed, even double-faced, double-faced bricks in all kinds of coloured paste, cast or absorbent, uniform, even with ornaments in relief : 1. Single-coloured : (a) White or cream (b) Other, not specially mentioned. 2. Multi-coloured 3. With paintings, gilding or ornaments other than in relief.	20.— 20.— 40.— 50.—
878	Utensils and wares of pottery, of non-fireproof clay, not specially mentioned, even glazed : 1. Without designs or ornaments : (a) Unglazed (b) Glazed 2. With painting or carving, even multi-coloured. . .	7.50 12.— 40.—
879	Utensils and wares of pottery, fireproof, of stoneware, not specially mentioned : 1. Unglazed 2. Glazed	20.— 30.—
880	Pipes and pipe joints, of clay or stoneware, not specially mentioned ; all shapes of worked-up pipes, piping soles and bottoms, branchings, mud separators for piping . .	12.—

Numéro du tarif douanier polonais	Désignation des marchandises	Droit par 100 kg. en zlotys
881 .	Ouvrages en grès n. s. d. : 1. a) Mangeoires, auges et demi-tuyaux. b) Mitres de cheminée, conduites de ventilateur et cuvettes de water-closet, même en terre. 2. Réservoirs, bonbonnes, réfrigérants, tuyaux pour jonctions d'appareils, robinets et appareils techniques similaires, même à l'épreuve des acides.	12,— 20,— 20,—
884	Ouvrages en pâte d'argile, n. s. d., tels que cariatides, médaillons, bustes, statues, figurines, chandeliers, coupes, vases, bonbonnières et ouvrages similaires, même émaillés, dorés, peints ou vernissés, pesant par pièce : 1. Plus de 50 kg. 2. Plus de 5 kg. jusqu'à 50 kg. 3. Plus de 1 kg. jusqu'à 5 kg. 4. 1 kg. et moins.	50,— 60,— 100,— 250,—
885	Appareils sanitaires : bassins, y compris ceux des water-closets, lavabos, baignoires, urinaux et bains de siège .	33,—
886	Ustensiles en faïence n. s. d. : 1. Blancs, unicolores, sans ornements, même avec dessins moulés 2. Avec dessins, bords ou bordures unicolores 3. Avec peintures, dorures, dessins multicolores et ceux avec bordure protectrice en métaux communs, même dorés ou argentés, ou en autres matières communes .	30,— 45,— 75,—
887	Ouvrages en porcelaine, importés aux conditions fixées dans le protocole final : 2. Ouvrages blancs, n. s. d., clous à tête de porcelaine 3. Ouvrages blancs à bordure, ouvrages à surface uniformément colorée, même avec bordure n. s. d. : a) Avec bordure dorée b) Autres 4. Ouvrages n. s. d., avec peintures et dessins, bordure, arabesques, fleurs et ornements similaires, peints : a) Sans dorure b) Avec dorure ordinaire c) Avec dorure gravée ou teintée au cobalt 6. Bocal de pharmacie avec inscriptions, même avec bordures, mais sans ornements, même avec couvercles en matières communes non argentées ni dorées 7. Ouvrages de laboratoires pesant par pièce : a) Plus de 100 gr. b) 100 gr. et moins.	100,— 130,— 120,— 200,— 220,— 240,— 150,— 150,— 200,—
897/3	Email en morceaux ou en poudre n. s. d.	30,—
898	Briques, briques creuses, plaques, carreaux et tuiles — en verre	30,—
899	Bouteilles, bonbonnes, bocal et similaires pour la conservation permanente de liquides ou d'autres marchandises, même avec des lettres, inscriptions ou marques estampées ou moulées, mais sans autres ornements — non taillés et non égrisés, n. s. d. : 1. En verre à bouteilles de couleur naturelle, n. s. d., avec goulot et bouchon non passés à l'émeri, ainsi qu'avec fond et bord non égalisés	11,—

Number in Polish Customs tariff	Description of goods	Duty per 100 kg. in zlotys
881	Stoneware, not specially mentioned : 1. (a) Mangers, troughs and pipe half-sections (b) Chimney pots, ventilator ducts and W.C. pans, even of earthenware 2. Tanks, carboys, coolers, connecting pipes for apparatus, cocks and similar technical fittings, even acid-proof .	12.— 20.— 20.—
884	Wares of clay paste, not specially mentioned, such as : caryatides, medallions, busts, statues, figurines, candle- sticks, cups, vases, sweet boxes and similar wares, even enamelled, gilded, painted or varnished, weighing each : 1. Over 50 kg. 2. Over 5 and up to 50 kg. 3. Over 1 and up to 5 kg. 4. Up to 1 kg.	50.— 60.— 100.— 250.—
885	Sanitary wares : Basins, including those for W.C.'s, lavatories, baths, urinals and hip-baths	33.—
886	Earthenware utensils, not specially mentioned : 1. White, single-coloured, without ornaments, even with moulded designs 2. With single-coloured designs, edges or borders 3. With painting, gilding, multi-coloured designs and all ware with a protective border of common metal, even gilded or silvered, or of other common materials	30.— 45.— 75.—
887	Porcelain wares, imported under the conditions defined in the Final Protocol : 2. White wares not specially mentioned ; porcelain-headed nails 3. Bordered white wares, wares having uniformly coloured surfaces, even with borders not specially mentioned : (a) With gilded borders (b) Other 4. Wares, not specially mentioned, with paintings and painted designs, borders, arabesques, flowers and similar ornaments : (a) Without gilding (b) With ordinary gilding (c) With engraved gilding or dyed with cobalt 6. Chemists' jars with inscriptions, even with borders, but without ornaments, even with lids of common materials neither silvered nor gilded 7. Laboratory wares, weighing each : (a) Over 100 gr. (b) Up to 100 gr.	100.— 130.— 120.— 200.— 220.— 240.— 150.— 150.— 200.—
897/3	Enamel in pieces or powder, not specially mentioned . .	30.—
898	Bricks, hollow bricks, plates, tiles and roofing tiles, of glass .	30.—
899	Bottles, carboys, jars and the like, for permanently preserving liquids or other goods, even with stamped or moulded letters, inscriptions or marks but without other ornaments, not cut and not ground, not specially mentioned : 1. Of natural-coloured bottle glass, not specially mentioned, without emery-ground necks and stoppers, rounded bottoms and edges	11.—

Numéro du tarif douanier polonais	Désignation des marchandises	Droit par 100 kg. en zlotys
	2. En verre blanc et mi-blanc, laiteux, bronzé, colorié (colorié dans la masse) — avec goulot et bouchon non passés à l'émeri, ainsi qu'avec fond et bord non égalisés :	
	a) I. En verre mi-blanc	22,—
	II. En verre blanc	35,—
	b) En autre verre :	
	I. Bouteilles en verre bronzé	20,—
	II. Autres	50,—
	3. En verre de toute couleur avec goulot et bouchon passés à l'émeri et avec fond et bord égalisés ; récipients à conserves ; siphons, même avec parties en métal et autres ; ouvrages en verre du présent numéro, avec addition de liège ou d'autres matières communes, même avec clisses en paille, jonc, fil métallique et similaires :	
	a) Siphons	60,—
	b) Autres	80,—
900	Ouvrages n. s. d. en verre blanc ou mi-blanc — non égrisés et non taillés, même avec goulot, bouchon et couvercle passés à l'émeri, ainsi qu'avec fond et bord égalisés et avec dessins, marques et inscriptions moulés ou estampés, mais sans autres ornements :	
	1. Pressés ou moulés	55,—
	2. Soufflés :	
	a) Unis, avec parois ayant plus de 4 mm. d'épaisseur	220,—
	b) Autres :	
	I. Verres à vin, pintes, gobelets, verres à boire, verres à liqueur, coupes, soucoupes, assiettes, salières, cendriers et verres de lampe	100,—
	II. Autres ouvrages	150,—
	4. Tous ustensiles de laboratoire, même gradués ; ampoules et ouvrages similaires en tubes, n. s. d. :	
	a) Cornues et cylindres, autres qu'à mesurer ; verres, entonnoirs et éprouvettes	300,—
	b) Autres	300,—
901	Récipients pour conserver les produits de parfumerie et cosmétiques, en verre blanc, laiteux ou colorié :	
	1. Avec goulot, bouchon et couvercle non passés à l'émeri, ainsi qu'avec fond et bord non égalisés	100,—
	2. Avec goulot, bouchon et couvercle passés à l'émeri, ainsi qu'avec fond et bord égalisés	130,—
903	Ouvrages en verre blanc, égrisés, polis ou taillés, mais sans autres ornements :	
	1. Sous forme d'émail, de billes ou de coraux	500,—
	2. Autres	800,—
904	Ouvrages en verre colorié dans la masse, à deux couches, laiteux ou rendu mat, n. s. d., gaufrés, avec surface craquelée ou givrée :	
	2. b) Ouvrages non égrisés, excepté les tubes, non taillés, même avec goulot, bouchon et couvercle passés à l'émeri et avec fond et bord égalisés, ainsi qu'avec inscriptions, marques ou dessins moulés ou estampés, mais sans autres ornements	400,—
	3. Ouvrages égrisés, polis ou taillés, mais sans autres ornements	500,—

Number in Polish Customs tariff	Description of goods	Duty per 100 kg. in zlotys
	2. Of transparent and semi-transparent glass, milky, bronzed or coloured glass (coloured throughout), without emery-ground necks, stoppers, rounded bottoms and edges :	
	(a) I. Of semi-transparent glass	22.—
	II. Of transparent glass	35.—
	(b) Of other glass :	
	I. Bottles of bronzed glass	20.—
	II. Others	50.—
	3. Of any coloured glass, with emery-ground necks, stoppers, rounded edges or bottoms ; receptacles for preserves ; syphons, even with metal or other parts ; glassware coming under this item, with addition of cork or other common materials, even bound with straw, rush, wire and the like :	
	(a) Syphons	60.—
	(b) Others	80.—
900	Wares not specially mentioned, of transparent or semi-transparent glass, neither ground nor cut, even with emery-ground necks, stoppers, lids, also with rounded bottoms, edges, and with moulded or stamped designs, marks and inscriptions, but without other ornaments :	
	1. Pressed or moulded	55.—
	2. Blown :	
	(a) Plain, with sides more than 4 mm. thick	220.—
	(b) Others :	
	I. Wine-glasses, tumblers, mugs, drinking glasses, liqueur glasses, cups, saucers, plates, salt-cellars, ashtrays and lamp-glasses	100.—
	II. Other wares	150.—
	4. All laboratory wares, even graduated ; ampoules and similar wares of tubing, not specially mentioned :	
	(a) Retorts and cylinders, other than those used for measuring purposes ; glasses, funnels and test-tubes	300.—
	(b) Others	300.—
901	Receptacles for preserving perfumery and cosmetic products, of transparent, milky or coloured glass :	
	1. Without emery-ground necks, stoppers, lids or rounded bottoms and edges	100.—
	2. With emery-ground necks, stoppers, lids, rounded edges and bottoms	130.—
903	Wares of transparent glass, ground, polished or cut, but without other ornaments :	
	1. In the form of enamel, beads or coral	500.—
	2. Others	800.—
904	Wares of glass, coloured throughout, with a double layer, milky or dulled, not specially mentioned, goffered, with crackled or frosted surface :	
	2. (b) Wares, neither ground, except tubing, nor cut, even with emery-ground necks, stoppers, lids, rounded bottoms or edges, as well as with moulded or stamped inscriptions, marks or designs, but without other ornamentation	400.—
	3. Ground, polished or cut wares, but without other ornamentation	500.—

Numéro du tarif douanier polonais	Désignation des marchandises	Droit par 100 kg. en zlotys
905	Les vaporisateurs avec contenants en verre rentrant sous les Nos 901 et 902, montés, suivent le régime de cette position, mais non pas les ouvrages prévus sous le No 906.	
906	Ouvrages ornementaux en verre de toute sorte, n. s. d., tels que ceux avec dessins gravés, rendus mats ou peints, avec peinture, émail, dorure, argenture ou ornements en matière commune ou précieuse :	
	1. Verres à bière et à eau avec anse — avec raies, inscriptions, dessins ou armoiries gravés, rendus mats ou guilochés, mais sans autres ornements, et à l'exception de ceux repris aux Nos 903 et 904/3	180,—
	2. Verres à vin, pintes, gobelets, verres à boire, verres à liqueur, verres à bière sans anse, récipients à conserves, coupes, soucoupes, assiettes, salières et cendriers — avec raies, inscriptions, dessins et armoiries gravés, rendus mats ou guilochés, mais sans autres ornements, et à l'exception de ceux repris aux Nos 903 et 904/3.	360,—
ex 907	3. Autres	1.500,—
913	Lentilles pour lampes électriques de poche, non égrissées, même avec bord égrisé	70,—
	Verre à vitres non égrisé et non poli de 5 mm. d'épaisseur et moins :	
	1. Uni, blanc, mi-blanc ou de couleur naturelle, sans dessins ni ornements, d'une superficie :	
	a) De 0,25 m ² et moins	25,—
	b) De plus de 0,25 m ² jusqu'à 0,5 m ²	30,—
	c) De plus de 0,5 m ²	35,—
	2. Uni, coloré ou laiteux — sans dessins ni ornements	40,—
	3. De toute couleur, bombé, ondulé, gaufré, ornementé, strié ou rendu mat	60,—
914	4. Avec ornements ou peintures, vitraux, montés en plomb, cuivre et similaires	150,—
	Verre à vitres de plus de 5 mm. d'épaisseur, non égrisé, non poli et non rendu mat — d'une superficie :	
	1. De 1.000 cm ² et moins	24,—
	2. De plus de 1.000 jusqu'à 4.000 cm ²	40,—
	3. De plus de 4.000 jusqu'à 10.000 cm ²	68,—
	4. De plus de 10.000 jusqu'à 20.000 cm ²	88,—
	5. De plus de 20.000 jusqu'à 40.000 cm ²	120,—
	6. De plus de 40.000 jusqu'à 70.000 cm ²	148,—
	7. De plus de 70.000 cm ²	172,—
915	Verre à glaces égrisé, poli, même rendu mat, d'une superficie :	
	1. De 1.000 cm ² et moins	30,—
	2. De plus de 1.000 jusqu'à 4.000 cm ²	50,—
	3. De plus de 4.000 jusqu'à 10.000 cm ²	85,—
	4. De plus de 10.000 jusqu'à 20.000 cm ²	110,—
	5. De plus de 20.000 jusqu'à 40.000 cm ²	150,—
	6. De plus de 40.000 jusqu'à 70.000 cm ²	185,—
	7. De plus de 70.000 cm ²	215,—
922	Verre en feuilles armé (coulé sur treillis ou fils métalliques) de toute épaisseur :	
	1. De couleur naturelle ou blanc	40,—
	2. Égrisé, même coloré en pâte	50,—

Number in Polish Customs tariff	Description of goods	Duty per 100 kg. in zlotys
905	Sprays, with glass containers, coming under Nos. 901 and 902, mounted, but not wares coming under No. 906 are dutiable under this item.	
906	Ornamental wares of all kinds of glass, not specially mentioned, such as those with engraved, dulled or painted designs, with painting, enamel, gilding, silvering or ornaments of common or precious materials :	
	1. Beer and water mugs, with handles, with engraved, dulled or engine-turned stripes, inscriptions, designs or coats-of-arms, but without other ornaments, and excepting those coming under Nos. 903 and 904/3 .	180.—
	2. Wine-glasses, tumblers, mugs, drinking and liqueur glasses and beer mugs without handles, jam jars, cups, saucers, plates, salt-cellars and ashtrays, with engraved, dulled or engine-turned stripes, inscriptions, designs and coats-of-arms, but without other ornamentation, except those coming under Nos. 903 and 904/3	360.—
	3. Others	1,500.—
ex 907	Lenses for electric pocket-lamps, not ground, even with ground edges	70.—
913	Window glass, neither ground nor polished, not more than 5 mm. thick :	
	1. Plain, transparent, semi-transparent or natural coloured, without designs or ornamentation, with a surface area of :	
	(a) Up to 0.25 m ²	25.—
	(b) Over 0.25 and up to 0.5 m ²	30.—
	(c) Over 0.5 m ²	35.—
	2. Plain, coloured or milky, without designs or ornamentation	40.—
	3. Of all colours, curved, corrugated, goffered, ornamented, striped or dulled	60.—
	4. With decorations or paintings, stained glass set in lead, copper, etc.	150.—
914	Window glass, neither ground, polished nor dulled, more than 5 mm. thick, with a surface area of :	
	1. Up to 1,000 cm ²	24.—
	2. Over 1,000 and up to 4,000 cm ²	40.—
	3. Over 4,000 and up to 10,000 cm ²	68.—
	4. Over 10,000 and up to 20,000 cm ²	88.—
	5. Over 20,000 and up to 40,000 cm ²	120.—
	6. Over 40,000 and up to 70,000 cm ²	148.—
	7. Over 70,000 cm ²	172.—
915	Plate glass, ground, polished, even dulled, with a surface area of :	
	1. Up to 1,000 cm ²	30.—
	2. Over 1,000 and up to 4,000 cm ²	50.—
	3. Over 4,000 and up to 10,000 cm ²	85.—
	4. Over 10,000 and up to 20,000 cm ²	110.—
	5. Over 20,000 and up to 40,000 cm ²	150.—
	6. Over 40,000 and up to 70,000 cm ²	185.—
	7. Over 70,000 cm ²	215.—
922	Sheet glass, reinforced (cast on network or metal wire), of all thicknesses :	
	1. Natural colour or white	40.—
	2. Ground, even coloured throughout	50.—

Numéro du tarif douanier polonais	Désignation des marchandises	Droit par 100 kg. en zlotys
923	Verre en feuilles, collé, même avec intercalation de celluloid ou d'autres matières similaires	210,—
ex 930/ex I Note 3 a)	Fer en feuilles (feuillards) recouvert de métaux communs, mais non zingué, plombé ni étamé — d'une épaisseur : d) De moins de 1 jusqu'à 0,5 mm e) De moins de 0,5 jusqu'à 0,3 mm. f) De moins de 0,3 mm.	24,— 28,— 32,—
931	Acier fin au carbone et acier d'alliage, d'une résistance supérieure à 55 kg./mm ² : 2. En barres de n'importe quelle forme de section et de n'importe quelle longueur : a) Acier au carbone et au manganèse d'une composition conforme au paragraphe 1, litt. a) b) Acier d'alliage d'une composition conforme au paragraphe 1, litt. b)	25,— jusqu'à concurrence d'un contingent annuel de 700 quintaux 40,— jusqu'à concurrence d'un contingent annuel de 800 quintaux
933	Ouvrages forgés, estampés et étampés, n. s. d., en fer ou acier ordinaires, même avec bord et côtés limés, mais sans autre ouvraison, pesant par pièce : 1. Plus de 1.000 kg. 2. Plus de 100 jusqu'à 1.000 kg.	22,— 30,—
Note b)	Les mêmes ouvrages en acier au carbone ou d'alliage, d'une résistance supérieure à 70 kg./mm ² , sont assujettis aux droits des paragraphes correspondants du présent numéro, avec une surtaxe de	75,—
934	Ouvrages en fonte malléable, non ouvrés, pesant par pièce : 1. Plus de 25 kg.	20,—
935	Moulages bruts d'acier pesant par pièce : 1. Plus de 500 kg. 2. Plus de 100 jusqu'à 500 kg.	26,— 30,—
943/ex 3 e)	Ouvrages en fonte, n. s. d., émaillés, pesant 1 kg. ou moins.	100,—
945	Cylindres pour moulins et autres machines, n. s. d.; en fonte, même trempée : 1. Bruts, pesant par pièce : a) Plus de 600 kg. b) Plus de 250 jusqu'à 600 kg. c) 250 kg. et moins 2. Ouvrés, pesant par pièce : a) Plus de 600 kg. b) De 250 jusqu'à 600 kg. c) 250 kg. et moins	28,— 30,— 35,— 60,— 70,— 80,—
947	Fil de fer ou d'acier — enroulé — ayant comme plus grande dimension de section : 1. Plus de 3 jusqu'à 6 mm. 2. Plus de 1 jusqu'à 3 mm. 3. Plus de 0,5 jusqu'à 1 mm. 4. Plus de 0,3 jusqu'à 0,5 mm. 5. 0,3 mm. et moins	22,— 32,50 48,— 75,— 105,—

Number in Polish Customs tariff	Description of goods	Duty per 100 kg. in zlotys
923 ex 930/ex 1 Note 3 (a)	Sheet glass, cemented, even with insertion of celluloid or other similar materials	210.—
	Sheet (hoop) iron, coated with base metals, except zincked, leaded or tinned, in thicknesses :	
	(d) Under 1 and down to 0.5 mm.	24.—
	(e) Under 0.5 and down to 0.3 mm.	28.—
	(f) Under 0.3 mm.	32.—
931	Refined carbon steel and alloy steel, of a strength exceeding 55 kg./mm ² :	
	2. In bars of any section, shape and length :	
	(a) Carbon or manganese steel of composition as in 1 (a)	25.— up to an annual quota of 700 quintals.
	(b) Alloy steel of composition as in 1 (b)	40.— up to an annual quota of 800 quintals.
933	Forged, stamped or swaged wares, not specially mentioned, of common iron and steel, even with filed edges and sides, but not otherwise worked, weighing each :	
	1. Over 1,000 kg.	22.—
	2. Over 100 and up to 1,000 kg.	30.—
Note (b)	The same wares of carbon or alloy steel, of strength exceeding 70 kg./mm ² , are dutiable under the corresponding sub-items of this item, with a surtax of	75.—
934	Wares of malleable cast iron, unworked, weighing each :	
	1. Over 25 kg.	20.—
935	Rough steel castings, weighing each :	
	1. Over 500 kg.	26.—
	2. Over 100 and up to 500 kg.	30.—
943/ex 3(e)	Cast-iron wares, not specially mentioned, enamelled, weighing up to 1 kg.	100.—
945	Cast-iron cylinders for mills and other machines, not specially mentioned, even tempered :	
	1. Unworked, weighing each :	
	(a) Over 600 kg.	28.—
	(b) Over 250 and up to 600 kg.	30.—
	(c) Up to 250 kg.	35.—
	2. Worked, weighing each :	
	(a) Over 600 kg.	60.—
	(b) Over 250 and up to 600 kg.	70.—
	(c) Up to 250 kg.	80.—
947	Iron or steel wire, in coils, having a maximum cross-section of :	
	1. Over 3 and up to 6 mm.	22.—
	2. Over 1 and up to 3 mm.	32.50
	3. Over 0.5 and up to 1 mm.	48.—
	4. Over 0.3 and up to 0.5 mm.	75.—
	5. Up to 0.3 mm.	105.—

Numéro du tarif douanier polonais	Désignation des marchandises	Droit par 100 kg. en zlotys
Note 4	Le fil recouvert d'une couche non durable de cuivre, obtenue par l'étrirage à travers un sel de cuivre, n'est pas considéré comme recouvert de cuivre.	
951/2 954	Clous de toute sorte pour ferrer les animaux Cartes et rubans de cartes : 1. Sur tissu ou caoutchouc, sans feutre 2. Autres	50,— 340,— 360,—
955/4 b)	Tuyaux ondulés en fer ou en acier — laminés, étirés ou soudés, même filetés, avec brides et manchons fixés — dont le plus petit diamètre intérieur ne dépasse pas 800 mm. : I. A axe droit : aa) Dont le plus petit diamètre intérieur est supérieur à 600, mais ne dépasse pas 800 mm. bb) Dont le plus petit diamètre intérieur mesure 600 mm. ou moins	40,— 70,— 110,—
960	II. Recourbés, ondulés ou semi-ondulés Ouvrages en tôle de fer ou d'acier, d'une épaisseur de 4 mm. ou moins, n. s. d. : 1. Non recouverts, pesant par pièce : a) Plus de 10 kg. b) Plus de 1 jusqu'à 10 kg. c) Plus de 50 gr. jusqu'à 1 kg. d) 50 gr. et moins.	50,— 70,— 90,— 100,—
961/ex 3	Nipples de fer ou d'acier pour roues — filetés ou non — bruts ou nettoyés au tambour — l'ouverture ayant en diamètre : c) Plus de 4 jusqu'à 7 mm. d) Plus de 2,5 jusqu'à 4 mm. e) 2,5 mm. et moins	170,— 200,— 300,—
ex Note	Les nipples pour roues, entièrement ou partiellement ouvrés, bleuis ou recouverts de métaux communs, acquittent une surtaxe de 30%.	
964	Ouvrages en fer ou en acier, polis, passés à la meule ou autrement ouvrés, même avec addition de matières communes, n. s. d. : 1. Tournés, percés, fraisés, rabotés, passés à la meule ou polis, pesant par pièce : a) Plus de 100 kg. b) Plus de 5 jusqu'à 100 kg. c) 5 kg. et moins 2. Ouvrés autrement qu'au paragraphe 1	100,— 150,— 190,— 70,—
997/2	Feuilles minces de métaux, blanches ou jaunes, à l'exception de celles d'aluminium : a) En rouleaux, non recouvertes b) En rouleaux, peintes ou vernies c) Découpées, y compris celles de toute sorte, avec inscriptions ou dessins	150,— 210,— 320,—
1000/5 1005/3	Fourches, même décapées ou vernies, même emmanchées. Tarauds, coussinets de filières, alésoirs, fraises, alphabets et autres outils trempés n. s. d., pesant par pièce : a) Plus de 500 gr. b) Plus de 150 jusqu'à 500 gr. c) 150 gr. et moins	45,— 850,— 1.000,— 3.000,—

Number in Polish Customs tariff	Description of goods	Duty per 100 kg. in zlotys
<i>Note 4</i>	Wire coated with a non-permanent layer of copper, obtained by drawing it through copper salts, is not considered as coated with copper.	
951/2	All kinds of nails for shoeing	50.—
954	Cards and card clothing :	
	1. On cloth, worked with rubber, without felt	340.—
	2. Others	360.—
955/4 (b)	Iron or steel pipes, corrugated, rolled, drawn, welded, even threaded, fitted with couplings and flanges, with a minimum internal diameter of 800 mm. or less :	
	I. Straight :	
	(aa) With a minimum internal diameter exceeding 600 mm. but not exceeding 800 mm. inclusive	40.—
	(bb) With a minimum internal diameter of 600 mm. or less	70.—
	II. Bent, corrugated or semi-corrugated	110.—
960	Wares of sheet iron or sheet steel 4 mm. or less thick, not specially mentioned :	
	I. Uncoated, weighing each :	
	(a) Over 10 kg.	50.—
	(b) Over 1 and up to 10 kg.	70.—
	(c) Over 50 gr. and up to 1 kg.	90.—
	(d) Up to 50 gr.	100.—
961/ex 3	Wheel nipples of iron or steel, with or without thread, rough or drum-cleaned, the opening having a diameter of :	
	(c) Over 4 and up to 7 mm.	170.—
	(d) Over 2.5 and up to 4 mm.	200.—
	(e) Up to 2.5 mm.	300.—
ex <i>Note</i>	Wheel nipples, wholly or partly worked, blued or plated with base metals, pay a surtax of 30%.	
964	Iron or steel wares, polished, ground or otherwise worked, even with addition of common materials, not specially mentioned :	
	1. Lathe-turned, pierced, milled, planed, ground or polished, weighing each :	
	(a) Over 100 kg.	100.—
	(b) Over 5 and up to 100 kg.	150.—
	(c) Up to 5 kg.	190.—
	2. Worked otherwise than in 1	70.—
997/2	Metal foil, white or yellow, except aluminium foil :	
	(a) In rolls, not coated	150.—
	(b) In rolls, painted or varnished	210.—
	(c) Cut out and all kinds with inscriptions or patterns.	320.—
1000/5	Forks, even stained or varnished, with or without handles.	45.—
1005/3	Taps, dies for screw-stocks, reamers, milling-cutters, letter and figure punches and other tempered tools not specially mentioned, weighing each :	
	(a) Over 500 gr.	850.—
	(b) Over 150 and up to 500 gr.	1,000.—
	(c) Up to 150 gr.	3,000.—

Numéro du tarif douanier polonais	Désignation des marchandises	Droit par 100 kg. en zlotys
1006	Outils et engins de sondage du sol par percussion ou par rotation, pour forer des puits, tels que : trépan, élargisseurs, tiges lourdes, cisailles, raccords, cuillères, bouts à vis pour outils et conduites, colliers de serrage, vis de récupération, couronnes, cloches, arrache-tuyaux, coupe-tuyaux, fendeurs de tuyaux et similaires, n. s. d. — quel que soit le degré d'achèvement, pesant par pièce : 1. Plus de 500 kg. 2. Plus de 300 jusqu'à 500 kg. 3. Plus de 100 jusqu'à 300 kg. 4. 100 kg. ou moins	60,— 100,— 150,— 190,—
ex 1016	Rayons de roues en fil métallique d'un diamètre ou d'une épaisseur de 6 mm. ou moins, même nickelés : 1. En fer ou en acier : a) Sans addition d'autres matières	200,—
1018/4 b)	Canifs et couteaux pliants, à l'exception des couteaux de jardinier, même avec manche en matières communes : I. A une ou deux lames ou outils II. A plus de deux lames ou outils	800,— 900,—
ex Note 2	Les ouvrages de coutellerie mentionnés sous 4 b), avec monture ou ornements de nacre, acquittent une surtaxe de 50%.	
1019 ex 4 a)	Objets pour le service de la table et coutellerie de métal des paragraphes 1 et 2, argentés, même partiellement.	1.700,—
1036	Armatures pour vapeur, liquides, gaz, air, etc. : 2. En fer ou acier, même contenant 10% ou moins des métaux et alliages des Nos 977-981 et pesant par pièce : a) Plus de 100 kg. b) Plus de 10 et jusqu'à 100 kg.	130,— 180,—
1040	Les ouvrages dits néo-chromés suivent le régime du No 1036/2. Chambres sectionnelles de chaudières à tubes d'eau : 1. Non ouvrées 2. Ouvrées, même avec tubes	80,— 110,—
1041 ex 2	Tubes-foyers ondulés et compensateurs ondulés — en tubes ayant plus de 800 mm. comme plus petit diamètre intérieur : a) Non ouvrés	40,—
ex 1042	Fonds emboutis pour chaudières : 1. Non ouvrés 2. Ouvrés	50,— 80,—
1046	Moteurs à piston, n. s. d. : 2. A combustion interne, fixes ou mobiles, pesant par pièce : a) I. Plus de 70.000 kg. II. Plus de 10.000 jusqu'à 70.000 kg. b) Plus de 3.000 jusqu'à 10.000 kg.	50,— 55,— 65,—
1049/3	Turbines à vapeur, même actionnées par des gaz comprimés, pesant par pièce : a) Plus de 15.000 kg. b) Plus de 3.000 jusqu'à 15.000 kg.	30,— 45,—

Number in Polish Customs tariff	Description of goods	Duty per 100 kg. in zlotys
1006	Tools and implements for boring by percussion and rotation for sinking shafts, such as : drills, enlarging borers, heavy stakes, shears, joints, gougers, wimble ends for tools and pipes, clamps, recovery screws, crowns, bells, pipe drawers, cutters and splitters and the like, not specially mentioned, whatever the degree of finish, weighing each :	
	1. Over 500 kg.	60.—
	2. Over 300 and up to 500 kg.	100.—
	3. Over 100 and up to 300 kg.	150.—
	4. Up to 100 kg.	190.—
ex 1016	Wheel spokes, of wire having a diameter or thickness up to 6 mm., even nickelled :	
	1. Of iron or steel :	
	(a) Without addition of other materials	200.—
1018/4 (b)	Pocket and folding knives, except garden knives, even with handles of common materials :	
	I. With one or two blades or tools	800.—
	II. With three or more blades or tools	900.—
ex Note 2	The cutlery included in 4 (b) with mountings or ornaments of mother-of-pearl are liable to a surtax of 50%.	
1019 ex 4(a)	Table ware and cutlery of metal, coming under 1 and 2, silvered, even partly	1,700.—
1036	Fittings for steam, liquids, gases, air, etc. :	
	2. Of iron or steel, even containing up to 10% of the metals and alloys mentioned in Nos. 977-981, weighing each :	
	(a) Over 100 kg.	130.—
	(b) Over 10 and up to 100 kg.	180.—
	So-called neo-chrome fittings are dutiable under No. 1036/2.	
1040	Sectional chambers for water-tube boilers :	
	1. Unworked	80.—
	2. Worked, even with tubes	110.—
1041 ex 2	Corrugated fire tubes and corrugated compensators, of tubes having a minimum internal diameter of over 800 mm.:	
	(a) Unworked	40.—
ex 1042	Pressed end-plates for boilers :	
	1. Unworked	50.—
	2. Worked	80.—
1046	Piston engines, not specially mentioned :	
	2. Internal combustion, stationary or portable, weighing each :	
	(a) I. Over 70,000 kg.	50.—
	II. Over 10,000 and up to 70,000 kg.	55.—
	(b) Over 3,000 and up to 10,000 kg.	65.—
1049/3	Steam turbines, even worked by compressed gas, weighing each :	
	(a) Over 15,000 kg.	30.—
	(b) Over 3,000 and up to 15,000 kg.	45.—

Numéro du tarif douanier polonais	Désignation des marchandises	Droit par 100 kg. en zlotys
1050	<p>Machines et appareils de levage, de descente, de déplacement et de transport de charges, n. s. d., entièrement montés, ainsi que leurs mécanismes, etc. — sans moteurs et sans parties électriques :</p> <p>2. A commande mécanique, pesant par pièce :</p> <p>A. Pour sucreries, distilleries, malteries et brasseries, conformément aux conditions définies dans le Protocole final :</p> <p>a) Plus de 3.000 kg.</p> <p>b) Plus de 1.000 jusqu'à 3.000 kg.</p> <p>c) Plus de 300 et jusqu'à 1.000 kg.</p> <p>d) 300 kg. ou moins</p> <p>B. Autres :</p> <p>a) Plus de 3.000 kg.</p> <p>b) Plus de 1.000 jusqu'à 3.000 kg.</p> <p>c) Plus de 300 jusqu'à 1.000 kg.</p> <p>d) 300 kg. ou moins</p>	<p>40,—</p> <p>50,—</p> <p>60,—</p> <p>100,—</p> <p>100,—</p> <p>130,—</p> <p>160,—</p> <p>200,—</p>
1051	<p>Pompes et compresseurs n. s. d. :</p> <p>1. A main, pesant par pièce :</p> <p>a) Plus de 750 kg.</p> <p>b) Plus de 300 jusqu'à 750 kg.</p> <p>c) Plus de 75 jusqu'à 300 kg.</p> <p>d) 75 kg. et moins</p> <p>2. A pistons — à vapeur ou mus autrement — pesant par pièce :</p> <p>a) Plus de 5.000 kg.</p> <p>b) Plus de 3.000 jusqu'à 5.000 kg.</p> <p>c) Plus de 1.500 jusqu'à 3.000 kg.</p> <p>d) Plus de 750 jusqu'à 1.500 kg.</p> <p>e) Plus de 300 jusqu'à 750 kg.</p> <p>f) Plus de 120 jusqu'à 300 kg.</p> <p>g) 120 kg. ou moins</p> <p>3. Centrifuges, pesant par pièce :</p> <p>a) Plus de 4.000 kg.</p> <p>b) Plus de 2.000 jusqu'à 4.000 kg.</p> <p>c) Plus de 750 jusqu'à 2.000 kg.</p> <p>d) Plus de 300 jusqu'à 750 kg.</p> <p>e) Plus de 75 jusqu'à 300 kg.</p> <p>f) 75 kg. ou moins</p>	<p>60,—</p> <p>65,—</p> <p>120,—</p> <p>150,—</p> <p>50,—</p> <p>55,—</p> <p>70,—</p> <p>95,—</p> <p>130,—</p> <p>160,—</p> <p>230,—</p> <p>80,—</p> <p>100,—</p> <p>140,—</p> <p>165,—</p> <p>180,—</p> <p>280,—</p>
1053	<p>Ventilateurs, machines soufflantes, aspirateurs pour gaz, exhauteurs centrifuges ou hélicoïdaux, n. s. d., pesant par pièce :</p> <p>1. Plus de 2.000 kg.</p> <p>2. Plus de 750 jusqu'à 2.000 kg.</p>	<p>90,—</p> <p>130,—</p>
1054	<p>Presses hydrauliques, pesant par pièce :</p> <p>1. Plus de 5.000 kg.</p> <p>2. Plus de 1.000 jusqu'à 5.000 kg.</p> <p>3. 1.000 kg. ou moins</p>	<p>75,—</p> <p>80,—</p> <p>90,—</p>
1056/1	<p>Machines-outils pour le travail des métaux opérant par enlèvement de copeaux, tels que tours, foreuses, fraiseuses, aléseuses, raboteuses, mortaiseuses, machines à meuler, scies et similaires, pesant par pièce :</p> <p>d) Plus de 750 jusqu'à 2.000 kg.</p> <p>e) Plus de 300 jusqu'à 750 kg.</p>	<p>195,—</p> <p>230,—</p>

Numéro du tarif douanier polonais	Désignation des marchandises	Droit par 100 kg. en zlotys
	2. Machines-outils pour le travail des métaux opérant par forgeage, estampage, laminage, emboutissage, tréfilage, cisaillement ou découpage, etc., pesant par pièce :	
	a) Plus de 50.000 kg.	65,—
	b) Plus de 10.000 jusqu'à 50.000 kg.	75,—
1057	Outils pneumatiques, tels que marteaux, foreuses, découpeuses, pilonneuses et similaires, pesant par pièce jusqu'à 25 kg. :	
	1. Plus de 15 jusqu'à 25 kg.	300,—
	2. Plus de 7 jusqu'à 15 kg.	350,—
	3. 7 kg. ou moins	600,—
1066/1	Machines à coudre de ménage et pour tailleurs :	
	a) Têtes de machines	200,—
	b) Machines complètes et bâtis finis	150,—
1067	Machines de meunerie :	
	1. Appareils à cylindres	100,—
	2. a) Machines à nettoyer et à cribler les gruaux	100,—
	b) Aspirateurs, décortiqueurs, décortiqueurs-perleurs automatiques et moulins à millet	130,—
	3. Cribleurs, plansichters, blutoirs, cylindres et autres machines de meunerie n. s. d.	160,—
1070	Machines à concasser et à broyer les matières dures, n. s. d., telles que moulins à boulets, concasseurs, diviseurs, broyeurs, désintégrateurs et machines similaires, pesant par pièce :	
	1. Plus de 10.000 kg.	70,—
	2. Plus de 2.500 jusqu'à 10.000 kg.	80,—
	3. 2.500 kg. ou moins	100,—
1078	Appareils de distillation et de rectification :	
	1. En fonte, fer ou acier, même contenant 10 % et moins des métaux et alliages des Nos 977 à 981, pesant par pièce :	
	a) Plus de 150 kg.	120,—
	2. En métaux et alliages des Nos 977-981, ainsi qu'appareils du paragraphe 1 contenant plus de 10 % desdits métaux et alliages, pesant par pièce :	
	a) Plus de 150 kg.	200,—
1080	Fours industriels fixes et rotatifs, gazogènes et carburateurs, n. s. d., pesant par pièce :	
	1. Plus de 500 kg.	70,—
ex 1081	Machines de ménage n. s. d., même contenant 10 % et moins des métaux et alliages des Nos 977-981 :	
	A. Presses à fruits, sorbetières, moulins à épices, machines à râper les petits pains, à découper les légumes et similaires, pesant par pièce :	
	3. Plus de 5 jusqu'à 25 kg.	120,—
	4. Plus de 1,5 jusqu'à 5 kg.	120,—
	B. Moulins à pavot, pesant par pièce :	
	3. Plus de 5 jusqu'à 25 kg.	120,—
	4. Plus de 1,5 jusqu'à 5 kg.	120,—
	5. 1,5 kg. ou moins	140,—
	C. Hache-viande, pesant par pièce :	
	3. Plus de 5 jusqu'à 25 kg.	120,—
	4. Plus de 1,5 jusqu'à 5 kg.	110,—
	5. 1,5 kg. ou moins	140,—

Number in Polish Customs tariff	Description of goods	Duty per 100 kg. in zlotys
1057	2. Machine-tools for metals, operating by a process of forging, stamping, rolling, pressing, drawing, shearing, cutting, etc., weighing each : (a) Over 50,000 kg. (b) Over 10,000 and up to 50,000 kg. Pneumatic tools, such as hammers, drills, cutters, pile-drivers and the like, weighing up to 25 kg. each :	65.— 75.—
1066/1	1. Over 15 and up to 25 kg. 2. Over 7 and up to 15 kg. 3. Up to 7 kg. Household and tailors' sewing machines : (a) Machine-heads (b) Complete machines and finished frames	300.— 350.— 600.—
1067	Milling machinery : 1. Cylinder frames 2. (a) Machines for cleaning and sifting groats (b) Suction machines, huskers, automatic husking pearlers and maize-mills 3. Sifters, screening and bolting mills, cylinders and other milling machinery not specially mentioned	100.— 100.— 130.— 160.—
1070	Machines for crushing and pounding hard materials, not specially mentioned, such as ball-mills, crushers, breakers, pounders, disintegrators and similar machines, weighing each : 1. Over 10,000 kg. 2. Over 2,500 and up to 10,000 kg. 3. Up to 2,500 kg.	70.— 80.— 100.—
1078	Distilling and rectifying apparatus : 1. Of cast iron, iron or steel, even containing up to 10 % of the metals or alloys coming under Nos. 977-981, weighing each : (a) Over 150 kg. 2. Of the metals and alloys coming under Nos. 977-981, as well as apparatus referred to in 1, containing over 10 % of the said metals and alloys, weighing each : (a) Over 150 kg.	120.— 200.—
1080	Fixed or rotary industrial ovens, gas generators and carburettors, not specially mentioned, weighing each : 1. Over 500 kg.	70.—
ex 1081	Machinery for household purposes, not specially mentioned, even containing up to 10 % of the metals and alloys coming under Nos. 977-981 : A. Fruit-pressers, ice-making machines, spice-mills, machines for making breadcrumbs, chopping vegetables, etc., weighing each : 3. Over 5 and up to 25 kg. 4. Over 1.5 and up to 5 kg. B. Poppy-seed mills, weighing each : 3. Over 5 and up to 25 kg. 4. Over 1.5 and up to 5 kg. 5. Up to 1.5 kg. C. Meat-mincers, weighing each : 3. Over 5 and up to 25 kg. 4. Over 1.5 and up to 5 kg. 5. Up to 1.5 kg.	120.— 120.— 120.— 120.— 140.— 120.— 110.— 140.—

Numéro du tarif douanier polonais	Désignation des marchandises	Droit par 100 kg. en zlotys
1082	Machines n. s. d., même contenant 10% et moins des métaux et alliages des Nos 977-981, pesant par pièce :	
	1. Plus de 5.000 kg. :	
	a) Machines céramiques	45,—
	b) Autres	70,—
	2. Plus de 2.000 jusqu'à 5.000 kg. :	
	a) Machines céramiques	75,—
	b) Autres	90,—
	3. Plus de 500 jusqu'à 2.000 kg. :	
	a) Machines céramiques	95,—
	b) Autres	110,—
ex 1082/4 1083	Haveuses, pesant par pièce plus de 25 jusqu'à 500 kg. . .	130,—
	Appareils n. s. d., même de ménage :	
	1. En fonte, fer ou acier, même contenant 10 % et moins des métaux et alliages des Nos 977-981, pesant par pièce :	
	a) Plus de 500 kg. :	
	I. Pour brasseries, selon la spécification et les conditions fixées dans le Protocole final	45,—
	II. Autres	70,—
	b) Plus de 100 jusqu'à 500 kg. :	
	I. Pour brasseries, selon la spécification et les conditions fixées dans le Protocole final	75,—
	II. Autres	90,—
	2. En métaux et alliages des Nos 977-981 ainsi qu'appareils du paragraphe 1 contenant plus de 10 % desdits métaux et alliages, pesant par pièce :	
	a) Plus de 500 kg. :	
	I. Pour brasseries, selon la spécification et les conditions fixées dans le Protocole final	70,—
	II. Autres	140,—
	b) Plus de 100 jusqu'à 500 kg. :	
	I. Pour brasseries, selon la spécification et les conditions fixées dans le Protocole final	100,—
	II. Autres	180,—
1084/8	Roues dentées, à vis sans fin ou à chaîne :	
	b) En fonte, fer ou acier — avec dents ouvrées, pesant par pièce :	
	I. aa) Plus de 30 kg.	60,—
	bb) Plus de 15 jusqu'à 30 kg.	80,—
	II. Plus de 5 jusqu'à 15 kg.	100,—
	III. Plus de 2 jusqu'à 5 kg.	150,—
	IV. 2 kg. et moins	350,—
9	Groupes de roues dentées ou à vis sans fin montées dans des boîtes de protection, n. s. d., pesant par pièce :	
	a) Plus de 300 kg.	75,—
	b) Plus de 50 jusqu'à 300 kg.	120,—
	c) 50 kg. et moins	200,—
1085	Parties de machines et d'appareils :	
	10. Autres, n. s. d., pesant par pièce :	
	a) En fonte, fer ou acier, même contenant 10 % et moins des métaux et alliages des Nos 977-981 :	
	I. Plus de 100 kg.	140,—
	II. Plus de 25 jusqu'à 100 kg.	230,—
	III. 25 kg et moins	300,—

Number in Polish Customs tariff	Description of goods	Duty per 100 kg. in zlotys
1082	Machines not specially mentioned, even containing up to 10 % of the metals and alloys coming under Nos. 977-981, weighing each :	
	1. Over 5,000 kg. :	
	(a) Ceramic machines	45.—
	(b) Others	70.—
	2. Over 2,000 and up to 5,000 kg. :	
	(a) Ceramic machines	75.—
	(b) Others	90.—
	3. Over 500 and up to 2,000 kg. :	
	(a) Ceramic machines	95.—
	(b) Others	110.—
ex 1082/4 1083	Coal-cutting machines, weighing over 25 and up to 500 kg. each	130.—
	Apparatus, not specially mentioned, even for domestic purposes :	
	1. Of cast iron, iron or steel, even containing up to 10 % of the metals and alloys coming under Nos. 977-981, weighing each :	
	(a) Over 500 kg. :	
	I. For breweries, according to the specification and on the conditions laid down in the Final Protocol	45.—
	II. Others	70.—
	(b) Over 100 and up to 500 kg. :	
	I. For breweries, according to the specification and on the conditions laid down in the Final Protocol .	75.—
	II. Others	90.—
	2. Of the metals and alloys coming under Nos. 977-981 and those mentioned in 1, containing over 10 % of the said metals and alloys, weighing each :	
	(a) Over 500 kg. :	
	I. For breweries, according to the specification and on the conditions laid down in the Final Protocol .	70.—
	II. Others	140.—
	(b) Over 100 and up to 500 kg. :	
	I. For breweries, according to the specification and on the conditions laid down in the Final Protocol .	100.—
	II. Others	180.—
1084/8	Toothed, worm or chain wheels :	
	(b) Of cast iron, iron or steel, with worked teeth, weighing each :	
	I. (aa) Over 30 kg.	60.—
	(bb) Over 15 and up to 30 kg.	80.—
	II. Over 5 and up to 15 kg.	100.—
	III. Over 2 and up to 5 kg.	150.—
	IV. Up to 2 kg.	350.—
9	Groups of toothed or worm wheels, mounted in protective casing, not specially mentioned, weighing each :	
	(a) Over 300 kg.	75.—
	(b) Over 50 and up to 300 kg.	120.—
	(c) Up to 50 kg.	200.—
1085	Parts of machinery and apparatus :	
	10. Others, not specially mentioned, weighing each :	
	(a) Cast iron, iron or steel, even containing up to 10 % of the metals and alloys coming under Nos. 977-981 :	
	I. Over 100 kg.	140.—
	II. Over 25 and up to 100 kg.	230.—
	III. Up to 25 kg.	300.—

Numéro du tarif douanier polonais	Désignation des marchandises	Droit par 100 kg. en zlotys
1090/1	Batteuses à céréales, pesant par pièce : a) Plus de 3.000 kg. b) Plus de 1.000 kg. jusqu'à 3.000 kg. c) 1.000 kg. et moins	50,— 50,— 50,—
1094/2	Ecrémeuses centrifuges : a) A main, pesant par pièce : I. Plus de 30 kg. II. 30 kg. et moins	30,— 70,—
1094/3	Appareils pour réfrigérer le lait et la crème, pesant par pièce : a) Plus de 50 kg.	50,—
ex 1099	Machines électriques rotatives, génératrices, moteurs, convertisseurs, pesant par pièce : 1. Plus de 10.000 kg. 2. Plus de 6.000 jusqu'à 10.000 kg. 3. Plus de 3.000 jusqu'à 6.000 kg. 4. Plus de 500 jusqu'à 3.000 kg.	140,— 150,— 160,— 300,—
1101	Transformateurs, électro-aimants, bobines, même sans noyaux, n. s. d., accouplements, électro-aimants de levage et appareils similaires, ainsi que leurs parties — pesant par pièce : 1. Plus de 50.000 kg. 2. Plus de 10.000 jusqu'à 50.000 kg. 3. Plus de 3.000 jusqu'à 10.000 kg. 4. Plus de 500 jusqu'à 3.000 kg. 5. Plus de 250 jusqu'à 500 kg.	145,— 160,— 180,— 320,— 400,—
ex 1101/6	Transformateurs pour appareils Roentgen, importés en même temps que les appareils, pesant par pièce plus de 100 jusqu'à 250 kg.	500,—
ex 1101/7	Transformateurs pour appareils Roentgen, importés en même temps que les appareils, pesant par pièce plus de 50 jusqu'à 100 kg.	600,—
ex 1101/8	Transformateurs pour appareils Roentgen, importés en même temps que les appareils, pesant par pièce plus de 20 jusqu'à 50 kg.	700,—
ex 1120/1, 2, 3, 4	Appareils électro-médicaux ne se fabricant pas dans le pays, importés avec l'autorisation du ministre des Finances, avec une réduction de 80 %.	
1122	Isolateurs, pesant par pièce : 1. Non combinés avec des crochets, boulons ou parties métalliques : b) Autres, sauf en verre : I. aa) Plus de 2,5 kg. bb) Plus de 2 jusqu'à 2,5 kg. II. Plus de 100 gr. jusqu'à 2 kg. III. 100 gr. ou moins	60,— 80,— 150,— 260,—
1123	Ouvrages céramiques pour usages électro-techniques, sans addition d'autres matières, pesant par pièce : 1. a) Plus de 2,5 kg. b) Plus de 2 jusqu'à 2,5 kg. 2. Plus de 100 gr. jusqu'à 2 kg. 3. 100 gr. ou moins	60,— 80,— 150,— 260,—

Number in Polish Customs tariff	Description of goods	Duty per 100 kg. in zlotys
1090/1	Threshing-machines for grain, weighing each : (a) Over 3,000 kg. (b) Over 1,000 and up to 3,000 kg. (c) Up to 1,000 kg.	50.— 50.— 50.—
1094/2	Centrifugal cream-separators : (a) Hand operated, weighing each : I. Over 30 kg. II. Up to 30 kg.	30.— 70.—
1094/3	Refrigerators for milk and cream, weighing each : (a) Over 50 kg.	50.—
ex 1099	Electric rotary machines, generators, motors, transformers, weighing each : 1. Over 10,000 kg. 2. Over 6,000 and up to 10,000 kg. 3. Over 3,000 and up to 6,000 kg. 4. Over 500 and up to 3,000 kg.	140.— 150.— 160.— 300.—
1101	Transformers, electromagnets, cranes, even without cores, not specially mentioned, couplings, electro-magnetic lifting apparatus and similar apparatus, parts thereof, weighing each : 1. Over 50,000 kg. 2. Over 10,000 and up to 50,000 kg. 3. Over 3,000 and up to 10,000 kg. 4. Over 500 and up to 3,000 kg. 5. Over 250 and up to 500 kg.	145.— 160.— 180.— 320.— 400.—
ex 1101/6	Transformers for X-ray apparatus, imported with the appa- ratus, weighing each over 100 and up to 250 kg.	500.—
ex 1101/7	Transformers for X-ray apparatus, imported with the appa- ratus, weighing each over 50 and up to 100 kg.	600.—
ex 1101/8	Transformers for X-ray apparatus, imported with the appa- ratus, weighing each over 20 and up to 50 kg.	700.—
ex 1120/1, 2, 3, 4	Electro-medical apparatus, not manufactured in the country, under permit from the Minister of Finance, with a reduc- tion of 80 %.	
1122	Insulators, weighing each : I. Not combined with hooks, bolts or metal parts : (b) Others, except glass : I. (aa) Over 2.5 kg. (bb) Over 2 and up to 2.5 kg. II. Over 100 gr. and up to 2 kg. III. Up to 100 gr.	60.— 80.— 150.— 260.—
1123	Ceramic wares for electro-technical purposes, without addi- tion of other materials, weighing each : 1. (a) Over 2.5 kg. (b) Over 2 and up to 2.5 kg. 2. Over 100 gr. and up to 2 kg. 3. Up to 100 gr.	60.— 80.— 150.— 260.—

Numéro du tarif douanier polonais	Désignation des marchandises	Droit par 100 kg. en zlotys
ex 1131	<p>Interrupteurs tournants, boîtes de contact, boutons de contact, prises de courant à embranchements, coupe-circuit à bouchons, bouchons, pièces et tubes fusibles, fusibles pour parafoudres, même à vide, douilles, montures, embranchements, bélières, attaches pour lustres, crochets de suspension, raccords d'isolation, vis de contact avec isolation, bornes, attaches et ouvrages électrotechniques similaires en matière isolante avec parties métalliques, n. s. d. — pesant par pièce :</p> <p>2. Plus de 250 gr. jusqu'à 500 gr. :</p> <p>a) En porcelaine 450,— b) En bakélite 650,—</p> <p>3. Plus de 100 gr. jusqu'à 250 gr. :</p> <p>a) En porcelaine 700,— b) En bakélite 850,—</p> <p>4. Plus de 25 gr. jusqu'à 100 gr. :</p> <p>a) En porcelaine 800,— b) En bakélite 1.100,—</p> <p>5. 25 gr. et moins :</p> <p>a) En porcelaine 900,— b) En bakélite 1.300,—</p>	
1135 ex 5 c)	<p>Parties de freins automatiques à l'exception de tuyaux d'accouplement :</p> <p>III. Appareils de précision pour freins, tels que robinets du mécanicien, triples valves et triples valves à action rapide 400,—</p>	
1175/1	Pianos droits pièce	550,—
2	Pianos à queue pièce	1.000,—
1177/1	Accordéons à un rang ou à plusieurs rangs	150,—
1179	<p>Instruments à vent :</p> <p>1. Trompes de signalisation, cors de chasse et clairons 150,— 2. Trompes d'alarme avec voix métalliques 150,— 3. Instruments à vent en métal, n. s. d. 150,— 4. Instruments à vent en bois 150,—</p>	
1180	<p>Instruments à percussion :</p> <p>1. Tambours et timbales 150,— 2. Autres 150,—</p>	
1181	<p>Instruments à cordes :</p> <p>1. Harpes 450,— 2. Violoncelles et contrebasses 150,— 3. Mandolines, guitares et autres instruments à cordes 150,— 4. Violons et altos 150,—</p>	
1188/2	Amorces autres que pour mines	800,—
5	Douilles, même avec amorce et poudre	1.250,—
1189	<p>Plateaux, bastissages, cloches et similaires — pour la fabrication de chapeaux — non dressés, non apprêtés et non tournurés :</p> <p>2. En feutre grossier, en feutre de laine, en poil ou en tissus n. s. d. par pièce</p>	2,—
1191/2	Bérêts :	
	a) De laine ou de demi-laine par pièce	0,60
1192	<p>Chapeaux :</p> <p>2. De feutre grossier, de feutre de laine, de poils ou de tissus n. s. d. :</p> <p>a) Non finis par pièce 2,— b) Finis par pièce 3,—</p>	

Number in Polish Customs tariff	Description of goods	Duty per 100 kg. in zlotys
ex II3I	Rotary switches, plug boxes, contact plugs, wall plugs, plug fuses, fuse plugs, fusible pieces and tubes, fuses for lightning conductors, even vacuum fuses, lamp sockets, mountings, branch pieces, rollers, chandelier fasteners, suspension clips, insulating joints, insulated contact screws, terminals, fasteners, and similar electro-technical wares of insulated material with metal parts, not specially mentioned, weighing each :	
	2. Over 250 and up to 500 gr. :	
	(a) Of porcelain	450.—
	(b) Of bakelite	650.—
	3. Over 100 and up to 250 gr. :	
	(a) Of porcelain	700.—
	(b) Of bakelite	850.—
	4. Over 25 and up to 100 gr. :	
	(a) Of porcelain	800.—
	(b) Of bakelite	1,100.—
	5. Up to 25 gr. :	
	(a) Of porcelain	900.—
	(b) Of bakelite	1,300.—
II35 ex 5 (c)	Parts of automatic brakes, except coupling pipes :	
	III. Precision brake apparatus, such as driver's valves, triple valves, and high-speed triple valves	400.—
II75/I	Upright pianos each	550.—
2	Grand pianos each	1,000.—
II77/I	Accordions with one or more rows of keys	150.—
II79	Wind instruments :	
	1. Signalling horns, hunting horns, and bugles	150.—
	2. Alarm trumpets with metal reeds	150.—
	3. Metal wind instruments, not specially mentioned	150.—
	4. Wood wind instruments	150.—
II80	Percussion instruments :	
	1. Drums and kettle-drums	150.—
	2. Others	150.—
II8I	String instruments :	
	1. Harps	450.—
	2. Violoncellos and double-basses	150.—
	3. Mandolins, guitars and other stringed instruments	150.—
	4. Violins and violas	150.—
II88/2	Detonators, other than for mines	800.—
5	Cartridge cases, even with priming and powder	1,250.—
II89	Discs, cones, hoods and the like, for the manufacture of hats, neither shaped, sized nor pressed :	
	2. Of rough felt, wool felt, animal hair or of tissues not specially mentioned each	2.—
II9I/2	Berets :	
	(a) Of wool or half-wool each	0.60
II92	Hats :	
	2. Rough felt, wool felt, animal hair or of tissues not specially mentioned :	
	(a) Unfinished each	2.—
	(b) Finished each	3.—

Numéro du tarif douanier polonais	Désignation des marchandises	Droit par 100 kg. en zlotys
1210	Ouvrages en cellulose, bakélite, galalithe ou matières plastiques artificielles similaires, n. s. d., même non finis : 1. Peignes, épingles et attaches à cheveux : a) Sans addition de matières précieuses, même dorés ou argentés 2. Fume-cigare et fume-cigarette et pipes : a) Sans addition de matières précieuses, même dorés ou argentés 3. Broches, bracelets, breloques et bijouterie similaire : a) Sans addition de matières précieuses, même dorés ou argentés 4. Autres n. s. d. : a) Sans addition de matières précieuses, même dorés ou argentés	500,— jusqu'au 31 décembre 1934 500,— jusqu'au 31 décembre 1934 500,— jusqu'au 31 décembre 1934 500,— jusqu'au 31 décembre 1934
1213	Boutons en bois ou papier mâché sans addition, d'autres matières	260,—
1214	Boutons en porcelaine, faïence ou verre, sans addition d'autres matières, même peints ou vernis	230,—
1215	Boutons en os, à l'exception des os particulièrement précieux : 1. Naturels 2. Teints	230,— 250,—
1216	Boutons en métaux communs : 1. De pantalon, composés d'une ou de deux lamelles 2. A serrage mécanique 3. Autres	250,— 400,— 400,—
1217/1	Boutons en corozo ou en dum	1.600,—
1218	Boutons recouverts de tissus et boutons en fils : 1. En matières communes : a) En fil b) Recouverts de tissu 2. En soie ou clinquant	550,— 700,— 1.200,—
1226	Boutons à pression en métaux communs pour gants ou vêtements et similaires : 1. Sans addition d'autres matières : a) En fer ou acier, même vernis, peints ou recouverts de métaux communs b) Autres, même vernis, peints ou recouverts de métaux communs 2. Avec addition de matières communes, dorés, argentés ou émaillés	250,— 400,— 1.600,—
ex 1229	Brosses en matières végétales, montées sur bois, sans ornements : 1. Non peintes, non vernies, non polies	80,—
1230	Brosses en poils ou soies de porc — montées sur bois ou sur métaux communs — sans ornements — n. s. d. : 1. Non peintes, non vernies, non polies 2. Peintes, vernies, polies ou recouvertes de métaux communs	120,— 160,—
1231	Brosses en poils, soies de porc ou matières végétales montées sur matières communes autres que le bois ou les métaux communs — sans ornements en matières précieuses	1.300,—

Number in Polish Customs tariff	Description of goods	Duty per 100 kg. in zlotys
1210	Manufactures of celluloid, bakelite, galalith or similar artificial plastic materials, not specially mentioned, even unfinished : 1. Hair combs, pins and slides : (a) Without addition of precious materials, even gilt or silvered 2. Cigar and cigarette holders, pipes : (a) Without addition of precious materials, even gilt or silvered 3. Brooches, bracelets, charms and similar jewellery : (a) Without addition of precious materials, even gilt or silvered 4. Others not specially mentioned : (a) Without addition of precious materials, even gilt or silvered	500.— up to December 31st, 1934 500.— up to December 31st, 1934 500.— up to December 31st, 1934 500.— up to December 31st, 1934
1213	Wooden or papier-maché buttons, without addition of other materials	260.—
1214	Porcelain, earthenware or glass buttons, without addition of other materials, even painted or varnished	230.—
1215	Buttons of bone, except bone of a valuable nature : 1. Natural 2. Dyed	230.— 250.—
1216	Buttons made of base metals : 1. Trouser buttons, made of one or two layers 2. Bachelors' buttons 3. Others	250.— 400.— 400.—
1217/1	Corozo or <i>dum</i> buttons	1,600.—
1218	Cloth-covered buttons and buttons made of thread : 1. Of common materials : (a) Of thread (b) Cloth-covered 2. Of silk or tinsel	550.— 700.— 1,200.—
1226	Press buttons (snap fasteners) of base metals for gloves, clothing and the like : 1. Without addition of other materials : (a) Iron, steel, even lacquered, painted or coated with base metals. (b) Others, even lacquered, painted or coated with base metals. 2. With addition of common materials, gilt, silvered or enamelled	250.— 400.— 1,600.—
ex 1229	Brushes of vegetable materials, mounted on wood, without ornamentation :	80.—
1230	Brushes of animal hair or pigs' bristles, mounted on wood or base metals, without ornamentation, not specially mentioned : 1. Neither painted, varnished nor polished 2. Painted, varnished, polished or coated with base metals	120.— 160.—
1231	Brushes of animal hair, pigs' bristles, or vegetable materials mounted on common materials other than wood and base metals, without ornamentation of precious materials	1,300.—

Numéro du tarif douanier polonais	Désignation des marchandises	Droit par 100 kg. en zlotys
1232	Brosses à dents : 2. Montées sur matières communes autres que l'os ordinaire	1.200,—
1234	Brosses à usage technique, en poils ou soies de porcs montées sur tissus, bois, métaux communs ou autres matières communes	100,—
1249/3	Porte-plumes à réservoir et stylographes, même non finis, ainsi que leurs parties :	
	a) De matières communes, même avec addition de métaux communs :	
	I. Avec ou sans plumes en métaux communs, ainsi que leurs parties	3.000,—
1251	Crayons :	
	1. Noirs ou en graphite, ayant plus de 5 mm. d'épaisseur, à gaine en bois, même avec têtes en matières communes	800,—
	2. De couleur et chimiques, ayant plus de 5 mm. d'épaisseur, à gaine en bois, même avec têtes en matières communes	1.400,—
	6. Mines pour crayons :	
	a) Noires et en graphite	800,—
	b) De couleur et chimiques	1.400,—
	7. Crayons automatiques à gaine en matières communes :	
	a) En galalithe, bakélite, matières communes similaires ou métaux communs	1.800,—
	b) En métaux communs argentés ou dorés	2.000,—
1254	Rocailles et grains, en verre, bois, matières plastiques artificielles, métaux communs, corozo ou autres matières communes — enfilés ou non sur fils, même de soie ou clinquant, pour autant qu'ils soient de forme, grandeur et couleur uniformes	60,—
1255	Perles fausses en verre ou en autres matières communes, enfilées ou non sur fils, même de soie ou clinquant, pour autant qu'elles soient de forme, grandeur et couleur uniformes	60,—
1256	Ouvrages en rocailles, grains ou perles fausses, même avec fermoirs, même argentés ou dorés	250,—
ex 1258	Fausse bijouterie de Gablonz telle que broches, chaînes et similaires, aux conditions établies dans le Protocole final :	
	1. En matières communes n. s. d. ou en métaux communs	500,—
	ex 2. En imitations de pierres précieuses ou semi-précieuses, taillée, en doublé ou non, même argentée ou dorée	500,—
ex 1266/2	Feuilles minces d'or, y compris le poids de l'emballage immédiat et des feuilles de papier intercalaires	4.000,—
1270	Ouvrages en os, corne, fanons de baleine, jais, écume de mer, lave, coquillages communs, corozo ou mosaïque, n. s. d., même non finis :	
	1. Peignes, épingles et attaches à cheveux :	
	a) Sans addition de matières précieuses, même dorés ou argentés	500,—
	2. Fume-cigare, fume-cigarette et pipes :	
	a) Sans addition de matières précieuses, même dorés ou argentés	500,—
	3. Broches, bracelets, breloques et bijouterie similaire :	
	a) Sans addition de matières précieuses, même dorés ou argentés	500,—
	4. Autres n. s. d. :	
	a) Sans addition de matières précieuses, même dorés ou argentés	500,—

Number in Polish Customs tariff	Description of goods	Duty per 100 kg. in zlotys
1232	Toothbrushes :	
	2. Mounted on common materials other than ordinary bone	1,200.—
1234	Brushes for technical purposes, of animal hair or pigs' bristles, mounted on tissue, wood, base metals or other common materials	100.—
1249/3	Fountain-pen holders and stylographs, even unfinished, and parts thereof :	
	(a) Of common materials, even with addition of base metals :	
	I. With or without base-metal nib, and parts thereof	3,000.—
1251	Pencils :	
	1. Black and graphite pencils, over 5 mm. thick, with wooden sheaths, even with heads of common materials	800.—
	2. Coloured and chemical pencils, over 5 mm. thick, with wooden sheaths, even with heads of common materials	1,400.—
	6. Pencil leads :	
	(a) Black or graphite	800.—
	(b) Coloured or chemical	1,400.—
	7. Automatic pencils, with sheaths of common materials :	
	(a) Of galalith, bakelite and similar common materials or base metals	1,800.—
	(b) Of base metals, silvered or gilt	2,000.—
1254	Large or small beads of glass, wood, artificial plastic materials, base metals, corozo, or other base materials, whether or not strung on thread, even of silk or tinsel, if they are of uniform shape, size and colour	60.—
1255	Imitation pearls of glass or other common materials, whether or not strung on threads, even of silk or tinsel, if they are of uniform shape, size and colour	60.—
1256	Wares of large or small beads or imitation pearls, also with fasteners, even if silvered or gilt	250.—
ex 1258	Jablonec imitation jewellery such as brooches, chains and the like, on the conditions laid down in the Final Protocol :	
	1. Of common materials not specially mentioned or base metals	500.—
	ex 2. Of imitation precious and semi-precious stones, cut, whether or not with metal setting, even silvered or gilt	500.—
ex 1266/2	Gold foil, including the weight of the immediate packing and inserted paper leaves	4,000.—
1270	Manufactures of bone, horn, whalebone, jet, meerschaum, lava, common shells, corozo or mosaic, not specially mentioned, even unfinished :	
	1. Hair combs, pins and slides :	
	(a) Without addition of precious materials, even gilt or silvered	500.—
	2. Cigar and cigarette holders and pipes :	
	(a) Without addition of precious materials, even gilt or silvered	500.—
	3. Brooches, bracelets, charms and similar jewellery :	
	(a) Without addition of precious materials, even gilt or silvered	500.—
	4. Other, not specially mentioned :	
	(a) Without addition of precious materials, even gilt or silvered	500.—

ANNEXE C AD ARTICLES II ET VII (cette annexe est déjà traduite dans le texte original).

ANNEXE D AD ARTICLE XVIII.

Modèle.

Numéro de série

Délivré à la maison mentionnée ci-dessous
pour être présenté aux autorités étrangères
lors de l'exportation de marchandises.

CERTIFICAT D'ORIGINE

Le Bureau des douanes tchécoslovaque de, après examen des documents authentiques présentés par M., résidant à, certifie que les marchandises spécifiées ci-dessous, expédiées en Pologne à (nom et adresse) par terre — par bateau (nom du navire) *,

a) * Sont d'origine tchécoslovaque

b) * Ont été transformées en Tchécoslovaquie et que 50 % au moins de la valeur totale des marchandises représentent le coût de la main-d'œuvre tchécoslovaque et des matières premières tchécoslovaques.

Marques et numéros	Nature et espèce des colis	Désignation des marchandises	Poids brut	Poids net	Valeur

Date :

Signature et cachet du Bureau des douanes.

* Biffer la mention inutile.

ANNEX C AD ARTICLES II AND VII (this Annex is already translated in the original text).

ANNEX D TO ARTICLE XVIII.

Model.

Serial No.

Issued to the under-mentioned firm for
production to foreign authorities on
exporting goods abroad.

CERTIFICATE OF ORIGIN

The Czechoslovak Customs Office at, on the basis of the
authentic documents produced by M. residing at,
certifies that the goods specified hereunder, consigned to Poland to:
(name and address) overland — by steamer (name of vessel) *,

(a) * are of Czechoslovak origin

(b) * have been processed in Czechoslovakia, and that 50 % at least of the total value of the goods
is accounted for by the cost of Czechoslovak labour and raw materials.

Marks and numbers	Nature and kind of packages	Description of goods	Gross weight	Net weight	Value

(Date)

Signature and seal of the Customs Office.

* Delete what does not apply.

ANNEXE E AD ARTICLE XVIII.

N°

CERTIFICAT D'ORIGINE

La Chambre de commerce et d'industrie de, après examen des documents authentiques présentés par M., négociant, résidant à, certifie que les marchandises mentionnées ci-dessous, expédiées en Pologne à l'adresse de M., négociant, à par terre par bateau (nom du navire) sont des produits *a)* de l'industrie de (nom du pays) *b)* transformés à et que 50 % au moins de la valeur totale des marchandises représentent le coût de la main-d'œuvre et des matières premières de (nom du pays).

Marques et numéros	Nature et espèce des colis	Désignation des marchandises	Poids brut	Poids net	Valeur

Commission administrative de la Chambre de commerce et d'industrie de

Le Président.

Le Secrétaire.

....., le..... 193...

ANNEX E TO ARTICLE XVIII.

No.

CERTIFICATE OF ORIGIN

The Chamber of Trade and Industry at, on the basis of the authentic documents produced by M. merchant residing at, certifies that the under-mentioned goods despatched to Poland to the address of M..... merchant, at
 overland
 by steamer (name of vessel)
 are products (a) of the industry of (name of the country)
 (b) transformed in and that 50 % at least of the total value of the goods is accounted for by the cost of the labour and raw materials of
 (name of the country).

Marks and numbers	Nature and kind of packages	Description of goods	Gross weight	Net weight	Value

Administrative Committee of the Chamber of Trade and Industry at

President.

Secretary.

....., the..... 193...

ANNEXE F AD ARTICLE 28.

CONVENTION SANITAIRE VÉTÉRINAIRE

Article premier.

L'importation des animaux (solipèdes, ruminants, porcs, volailles), des matières et produits bruts d'origine animale et, en général, de tous les objets susceptibles d'être des véhicules de la contagion des maladies épizootiques, ainsi que l'importation des viandes fraîches, conservées et des produits carnés destinés à l'alimentation, du territoire de l'une des Hautes Parties contractantes sur le territoire de l'autre, peut être limitée à certains points de frontière nommément désignés et être soumise au contrôle vétérinaire par l'Etat sur le territoire duquel l'importation doit avoir lieu.

Article 2.

1. Pour le trafic des animaux du territoire de l'une des Hautes Parties contractantes sur le territoire de l'autre, il sera nécessaire de produire un certificat d'origine (passeport d'animaux), délivré par l'autorité locale compétente. Ce certificat sera rédigé de façon à permettre la constatation exacte du lieu d'origine des animaux (commune d'origine, district, circonscription administrative plus vaste — province, voïvodie). En outre, le certificat d'origine doit indiquer le nombre, l'espèce des animaux, en donner une description exacte et spécifier le nom et l'adresse du propriétaire.

2. Ces certificats devront porter l'attestation d'un vétérinaire d'Etat que les animaux sont sains et non suspects et que la commune d'origine ainsi que celles éventuellement traversées par les animaux pour rejoindre le lieu d'embarquement sont exemptes, au moment du départ, de toute maladie contagieuse soumise à la déclaration et transmissible à l'espèce en question, à l'exception de la tuberculose chez des animaux autres que les animaux visés. L'attestation doit aussi porter le nom de la station d'embarquement, la date de l'embarquement, le numéro du procès-verbal d'inspection et l'indication du lieu de destination.

3. Dans le cas d'exportation d'animaux susceptibles de contracter :

- a) La peste bovine et la péripneumonie des bovins ;
- b) La dourine, la peste porcine, la péripneumonie contagieuse du porc et la clavelée ;
- c) La fièvre aphteuse, le choléra aviaire et la peste des poules ;

le certificat doit déclarer, en outre, que les maladies animales contagieuses mentionnées ci-dessus ne se sont manifestées ni dans la commune d'origine ni dans les communes limitrophes : pour les maladies visées à la lettre a) depuis au moins six mois ; à la lettre b) depuis au moins quarante jours ; à la lettre c) depuis au moins trente jours.

4. Pour le bétail non destiné à la boucherie, l'attestation du vétérinaire d'Etat devra également contenir les détails suivants :

Pour les génisses, les vaches et les taureaux, qu'ils ont été reconnus indemnes de tuberculose immédiatement avant l'expédition, par une inoculation sous-cutanée de tuberculine, et qu'ils proviennent directement d'une exploitation d'élevage indemne d'avortements épizootiques, ou que l'examen du sang pratiqué dans un laboratoire d'Etat n'a pas révélé l'existence de l'infection.

5. Pour les vaches non destinées à la boucherie, le certificat attestera, en outre, qu'elles ont été élevées et entretenues dans une exploitation indemne de mammites streptococciques contagieuses ou que l'examen du lait pratiqué dans un laboratoire d'Etat n'a pas révélé l'existence de la maladie.

6. Pour les chevaux non destinés à la boucherie, le certificat devra attester qu'ils viennent d'une commune où l'on n'a pas découvert d'anémie contagieuse des chevaux, ni au moment de l'expédition ni au cours des six derniers mois.

ANNEX F TO ARTICLE 28.

VETERINARY SANITARY CONVENTION.

Article 1.

The importation of animals (solipeds, ruminants, swine and poultry), raw materials and products of animal origin, and, in general, all articles liable to spread contagious epizootic diseases, and also the importation of fresh or preserved meat and meat preparations destined for consumption, from the territory of one of the High Contracting Parties into that of the other, may be confined to certain specified points of entry and be subject to veterinary inspection by the State into whose territory they are to be imported.

Article 2.

1. For the traffic in animals from the territory of one of the High Contracting Parties into the territory of the other, a certificate of origin (animal passport), issued by the competent local authorities, shall be required. This certificate shall be drawn up so as to indicate exactly the place of origin of the animals (commune of origin, district, larger administrative area — province, voivodeship). In addition, the certificate of origin must indicate the number, kind and exact description of the animals, and the name and address of the owner.

2. Certificates must contain an attestation by a State veterinary surgeon to the effect that the animals are healthy and not suspect, and that the commune of origin and any communes through which the animals may be brought to the point of loading are free at the time of departure from any compulsorily notifiable contagious diseases communicable to that species of animal, with the exception of tuberculosis in the case of animals other than those concerned. The attestation must also bear the name of the loading station, the date of loading, the number of the protocol of inspection and the place of destination.

3. In the case of the export of animals liable to :

(a) Cattle-plague and pleuropneumonia of cattle,

(b) Dourine, swine-plague, contagious pleuropneumonia of swine, and sheep-pox,

(c) Foot-and-mouth disease, chicken-cholera, and fowl-plague,

the certificate must further state that the above-mentioned contagious diseases of animals have not occurred in the commune of origin or in the neighbouring communes : for the diseases enumerated under (a), for at least 6 months ; for those enumerated under (b), for at least 40 days ; and for those enumerated under (c), for at least 30 days.

4. In the case of cattle not intended for slaughter, the attestation of the State veterinary surgeon must also contain the following particulars :

In the case of heifers, cows and bulls, that they were found to be free from tuberculosis, immediately before despatch, as proved by a subcutaneous tuberculin injection, and that they come direct from a breeding-station which was free from epizootic abortion, or that a blood test made in the State laboratory did not indicate the presence of such disease.

5. In the case of cows not intended for slaughter, the certificate shall further attest that they have been bred and kept in an establishment free from contagious streptococcic mammitis, or that a milk test was made in a State laboratory with a negative result.

6. In the case of horses not intended for slaughter, the certificate shall attest that they come from a commune in which contagious anæmia of horses has not been detected either at the time of despatch or within the past six months.

7. Pour les solipèdes et les bovins, les certificats doivent être individuels. Pour les animaux des espèces ovine, caprine et porcine et pour la volaille, les certificats (passeports) pourront être collectifs ; ces documents ne pourront viser que des animaux d'une même espèce, provenant de la même exploitation, chargés dans un même wagon et expédiés à un même destinataire.

8. La durée de validité de l'attestation du vétérinaire d'Etat sur le certificat d'origine est fixée à dix jours. Si ce délai expire pendant le transport, la validité du certificat pourra être prolongée pour une période égale après visite d'un vétérinaire d'Etat. Les résultats de la visite et le motif de la prolongation de validité seront portés sur le certificat.

9. Les animaux transportés par chemin de fer seront visités immédiatement avant l'embarquement par le vétérinaire d'Etat, qui portera le résultat de la visite sur le certificat.

10. L'apparition de la rage chez les chiens ou les chats n'empêchera pas la délivrance des certificats d'origine et de santé pour les animaux d'autres espèces ; de même, l'apparition de la gale chez les moutons et les chèvres n'empêchera pas la délivrance des certificats mentionnés ci-dessus pour les animaux de l'espèce chevaline et *vice versa*.

11. L'apparition sporadique de l'anthrax, de l'anthrax symptomatique, de l'exanthème coïtal et du rouget des porcs n'empêchera pas la délivrance des certificats relatifs aux animaux de boucherie, si lesdites maladies ne se déclarent pas dans les établissements d'où les animaux doivent être expédiés.

Article 3.

Pour être admis à l'importation, les animaux abattus, les viandes fraîches ou conservées par un procédé frigorifique, les graisses, saindoux et tous les produits carnés destinés à l'alimentation doivent être accompagnés d'un certificat d'origine et de salubrité délivré par un vétérinaire d'Etat ou par un fonctionnaire autorisé à cet effet par l'Etat, attestant que les animaux dont ils proviennent ont été soumis à la visite vétérinaire avant et après l'abatage conformément aux règlements pertinents et ont été reconnus sains et non suspects, et que leur viande est absolument propre à l'alimentation humaine.

Pour les produits carnés, le certificat doit attester en outre qu'ils ne contiennent aucune substance dont l'emploi est prohibé par la réglementation du pays destinataire.

Ces certificats seront conformes au modèle annexé à la présente convention.

La viande fraîche ou conservée par un procédé frigorifique portera une estampille apposée par un vétérinaire d'Etat garantissant que la viande a été reconnue bonne et utilisable sans condition pour l'alimentation humaine et, dans le cas de viande de porc, que l'examen trichinoscopique a été fait et qu'il a été négatif. L'estampille sera également apposée sur le certificat correspondant.

Article 4.

Les matières et produits bruts d'origine animale, pour être admis à l'importation, doivent être accompagnés d'un certificat d'origine et de salubrité délivré par un vétérinaire d'Etat et attestant qu'ils proviennent d'animaux de provenance indigène, indemnes de maladies contagieuses. Le certificat portera également la déclaration que les matières et produits animaux qui y sont visés peuvent être exportés sans danger de transmettre des maladies contagieuses.

Le certificat n'est pas exigé pour les matières et produits bruts d'origine animale suivants : les peaux séchées de tout genre ; les résidus de peaux séchées, salés ou traités à la chaux, pour la fabrication de la colle ; la laine imprégnée de chaux ou lavée industriellement ; les résidus de laine et la laine provenant des tanneries, emballés dans tous les cas dans des sacs ou paquets clos ; les soies de porcs et les poils d'animaux (queues, crinières, etc.), les plumes, tous complètement séchés, bouillis ou traités à la chaux ; les cornes, les sabots, les ongles, les os et les dents bouillis, dégraissés, séchés et dégagés des parties molles ; la poudre d'os et de poisson, stérilisée à la vapeur à haute pression ; les boyaux séchés, les estomacs et les vessies séchés et convenablement emballés dans des caisses ou barils clos, ou autrement enveloppés.

7. In the case of animals of the equine and bovine species, individual certificates must be issued. In the case of sheep, goats, swine and poultry, collective certificates (passports) shall be admissible ; the aforesaid documents may only refer to animals of the same species, coming from the same establishment, loaded in the same wagon, and despatched to the same consignee.

8. The period of validity of the State veterinary surgeon's attestation on the certificate of origin is fixed at ten days. If this period expires during transport, the validity of the attestation may be extended for a similar period after examination by a State veterinary surgeon. The result of the examination and the reason for extending the period of validity shall be entered on the certificate.

9. Animals conveyed by rail shall be examined immediately before loading by the State veterinary surgeon, who shall enter the result of the examination on the certificate.

10. The appearance of rabies in dogs or cats shall not preclude the issue of a certificate of origin and health for animals of other species ; similarly, the appearance of scab in sheep or goats shall not preclude the issue of the above certificates for animals of the equine species, and *vice versa*.

11. Sporadic outbreaks of anthrax, symptomatic anthrax, vesicular exanthema and swine erysipelas shall not preclude the issue of certificates for animals for slaughter, if the said diseases do not occur in the establishments from which the animals are to be exported.

Article 3.

In order to be allowed to be imported, slaughtered animals, fresh or frozen meat, fat, lard, and all animal products intended for consumption must be accompanied by a certificate of origin and health issued by a State veterinary surgeon or official authorised for the purpose by the State, attesting that the animals from which they come have undergone veterinary inspection before and after slaughter in accordance with the relevant regulations, and have been found healthy and not suspect, and that their meat is unconditionally suitable for human consumption.

In the case of meat products, the certificate must further attest that they contain no substance the use of which is forbidden by the regulations of the country of destination.

Certificates shall be drawn up in accordance with the model appended to the present Convention.

Fresh or frozen meat shall bear a stamp affixed by a State veterinary surgeon guaranteeing that the meat has been found to be unconditionally suitable for human consumption, and, in the case of pork, that it has been examined under the trichinoscope with a negative result. The stamp shall also be affixed to the corresponding certificate.

Article 4.

In order to be allowed to be imported, raw materials and products of animal origin must be accompanied by a certificate of origin and health issued by the State veterinary surgeon, attesting that they are derived from home-bred animals free from contagious disease. The certificate shall also state that the materials and products of animal origin referred to therein may be exported without danger of transmitting contagious diseases.

Such a certificate is not demanded in the case of the following raw materials and products of animal origin : dried hides of all kinds ; waste of hides, dried, salted or limed, for glue manufacture ; wool impregnated with lime, or factory washed ; wool waste, and wool from tanneries, all packed in closed sacks or packages ; bristles and animal hair (tails, manes, etc.), feathers, all completely dried, boiled or limed ; horns, hooves, nails, bones, and teeth, boiled, with the fat removed, dried, and without soft parts ; bone and fish meal, sterilised by steam under high pressure ; dried guts, dried stomachs and bladders, and suitably packed in closed cases or barrels, or otherwise wrapped.

Article 5.

Les envois ne répondant pas aux exigences précitées et les animaux que le vétérinaire d'Etat, lors de sa visite à la frontière, reconnaît atteints, contaminés ou suspects d'une des maladies contagieuses dont la déclaration est obligatoire, peuvent être renvoyés. Le vétérinaire de frontière notera sur le certificat le motif du renvoi et signera sa déclaration. Il en avisera également sans retard et par la voie la plus directe le vétérinaire de frontière du pays exportateur.

Le retrait des animaux suspects sera limité aux animaux qui ont été en contact avec un animal malade ou suspect.

Si l'envoi n'est pas repris et si l'on ne découvre la maladie contagieuse chez les animaux importés qu'à l'arrivée à une station frontière du pays importateur, l'envoi sera soumis aux mesures appropriées de police sanitaire.

En tout cas, un procès-verbal contenant les faits constatés et les dispositions vétérinaires prises ainsi que les raisons de leur application sera dressé par un vétérinaire d'Etat et transmis par lui à l'autorité vétérinaire centrale de son pays, qui en donnera directement connaissance à l'autorité vétérinaire centrale du pays d'origine. A ce document sera joint le certificat qui accompagnait les animaux.

Dans les cas qui font l'objet de cet article, le représentant de l'autre Haute Partie contractante, s'il en a été désigné un conformément à l'article 8, sera informé immédiatement par la voie la plus directe.

Article 6.

Si la peste bovine est constatée sur le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes, l'autre Partie aura le droit de prohiber ou de limiter, aussi longtemps que durera le danger de contagion, l'importation et le transit des ruminants, des porcs, des matières et produits bruts provenant de ces animaux et, en général, de tous les objets pouvant servir de véhicule à la contagion.

Article 7.

Si du fait du trafic des animaux, une des maladies épizootiques dont la déclaration est obligatoire venait à être introduite du territoire de l'une des Hautes Parties contractantes sur celui de l'autre, ou bien si l'une de ces maladies revêtait un caractère menaçant dans le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes, l'autre a le droit de limiter ou de prohiber, aussi longtemps que dure le danger, l'importation et le transit des animaux réceptifs en provenance des territoires envahis ou menacés, ainsi que des viandes et produits bruts d'origine animale et des objets pouvant servir de véhicules à la contagion.

Ces restrictions et prohibitions ne peuvent être appliquées qu'aux territoires affectés par les maladies épizootiques contagieuses d'où proviennent les animaux, ainsi qu'aux territoires limitrophes, et, dans le cas de viandes et de produits d'origine animale, les restrictions et prohibitions ne peuvent être appliquées qu'aux viandes et produits provenant d'animaux réceptifs.

Par « territoires », on entend les districts administratifs (en Tchécoslovaquie, *politický okres*; en Pologne, *powiat*).

La durée de la période du danger de contagion dans le cas des maladies énumérées à l'article 2 a), b) et c), à l'exception de la peste bovine, de la péripneumonie et de la dourine, sera limitée aux périodes spécifiées dans cet article. Cette période sera calculée à compter de la date du rapport officiel fait par le pays exportateur constatant la disparition de la maladie.

L'importation ne peut être prohibée en cas d'anthrax, d'anthrax symptomatique, de peste bovine du gibier ou des bêtes à cornes, de rage ou de gale, d'exanthème coïtal des chevaux et des bêtes à cornes, de rouget des porcs ou dans les cas de tuberculose.

Dès l'apparition d'une maladie épizootique contagieuse à la frontière et aux alentours, le trafic entre les circonscriptions administratives limitrophes des deux pays pourra être soumis à

Article 5.

Any consignments which do not comply with the above requirements, as well as any animals which the State veterinary surgeon finds, on examination at the frontier, to be suffering, infected or suspected of suffering from one of the contagious diseases compulsorily notifiable, may be sent back. The frontier veterinary surgeon shall note the grounds of refusal on the certificate and shall sign his statement. He shall also, without delay and through the most direct channel, notify the frontier veterinary surgeon of the exporting country.

The withdrawal of suspect animals shall be confined to animals which have been in contact with a sick or suspect animal.

If the consignment is not taken back, and if a contagious disease is only discovered among imported animals on arrival at a frontier station of the importing country, the consignment shall be subjected to suitable sanitary police measures.

In any case, a record of the facts ascertained and of the veterinary measures taken, and the reason for their application, shall be drawn up by the State veterinary surgeon and forwarded by him to the central veterinary authority of his country, which shall communicate the contents of the report direct to the central veterinary authority of the country of origin. The certificate accompanying the animals shall be attached to this document.

In the cases mentioned in this Article, the representative of the other High Contracting Party, if such has been appointed in accordance with Article 8, shall be immediately informed through the most direct channel.

Article 6.

Should cattle plague be reported in the territory of one of the High Contracting Parties, the other Party shall be entitled to prohibit or restrict, so long as the danger of infection exists, the importation and transit of ruminants, pigs and raw materials and products derived from such animals, and in general any articles likely to transmit infection.

Article 7.

If, in consequence of the traffic in animals, a compulsorily notifiable epizootic disease has been transmitted from the territory of one of the High Contracting Parties into the territory of the other, or if a dangerous outbreak of such a disease should occur in the territory of one of the High Contracting Parties, the other Party shall, so long as there is a danger of infection, be entitled to restrict or prohibit the importation and transit from the infected or threatened areas of animals liable to contract the disease or of any meat, raw products of animal origin or articles liable to transmit infection.

These restrictions and prohibitions may be applied only to the areas affected by contagious epizootic diseases from which the animals originate and areas adjacent thereto, and in the case of meat and products of animal origin the restrictions and prohibitions may only apply to meat and products from animals susceptible to one of the diseases in question.

By "areas" are meant administrative districts (in Czechoslovakia, *politický okres*; in Poland, *powiat*).

The duration of the period of danger of contagion in the case of the diseases enumerated in Article 2 (a), (b) and (c), with the exception of cattle-plague, pleuropneumonia and dourine, shall be restricted to the periods specified in that Article. This period shall be calculated from the date of the official statement made by the exporting country to the effect that the disease has disappeared.

Importation may not be prohibited in cases of anthrax, symptomatic anthrax, cattle-plague in wild game and horned cattle, rabies and scab, vesicular exanthema of horses and horned cattle, or swine erysipelas, or in cases of tuberculosis.

As soon as a contagious epizootic disease breaks out at or in the neighbourhood of the frontier, traffic between the adjacent districts of the two countries may be subjected to certain restrictions

certaines restrictions ou prohibitions en vue de prévenir et de combattre la contagion, conformément à la législation pertinente des Hautes Parties contractantes relative aux mesures de police vétérinaire.

Les prohibitions et restrictions mentionnées dans le présent article ne s'appliqueront pas aux envois en transit, effectués par chemin de fer, en wagons clos et plombés, à travers les circonscriptions interdites, mais toute opération de chargement ou déchargement, ainsi que tout arrêt non indispensable dans les circonscriptions contaminées, sont prohibés.

Article 8.

Les deux Hautes Parties contractantes se reconnaissent réciproquement, moyennant accord préalable, la faculté d'envoyer dans le territoire de l'autre Partie et d'y attacher même en permanence des délégués vétérinaires pour prendre des informations relatives aux dispositions, règlements et conditions concernant l'application de la présente convention.

Les deux Hautes Parties contractantes inviteront leurs autorités respectives à prêter leur concours et à donner les informations requises aux délégués vétérinaires de l'autre Partie dès que ceux-ci en feront la demande et qu'ils justifieront de leur qualité.

Article 9.

Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à publier aussi vite que faire se pourra un bulletin sur la situation sanitaire vétérinaire au 1^{er} et au 15 de chaque mois. Ce bulletin, aussitôt publié, sera transmis directement au service vétérinaire central de l'autre Partie.

Les services vétérinaires des circonscriptions limitrophes de frontière (*powiat, politický okres*) se communiqueront réciproquement et directement les cas de maladies épizootiques contagieuses aussitôt qu'elles seront apparues, à savoir :

Par voie télégraphique, dans tous les cas de peste bovine ou de péripneumonie contagieuse des bovidés et dans tous les cas de fièvre aphteuse qui justifieraient des restrictions du trafic frontalier des animaux ;

Par lettre, dans les autres cas de fièvre aphteuse et, en outre, dans les cas d'anthrax, de dourine, de morve, de rage, de peste porcine ou de péripneumonie contagieuse des porcs, de choléra aviaire et de peste des poules, dès leur constatation.

En outre, les autorités vétérinaires des circonscriptions limitrophes de frontière s'informeront réciproquement, le premier de chaque mois, de la situation en ce qui concerne les maladies épizootiques contagieuses soumises à déclaration dans les circonscriptions frontalières, les communes infectées, le nombre d'établissements atteints et le nombre d'animaux malades. Aucune communication ne sera nécessaire si aucune maladie épizootique contagieuse n'est apparue depuis un mois.

Lorsque, sur le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes, on signalera l'apparition de la peste bovine, de la péripneumonie contagieuse des bovidés, de la dourine, ou de la fièvre aphteuse sous une forme maligne avec mortalité élevée, l'autorité vétérinaire centrale de l'autre Partie sera immédiatement et directement informée par voie télégraphique de l'apparition ou de l'extension de la maladie.

Article 10.

Les wagons, les bateaux, les parties de bateaux dans lesquels s'est effectué le transport des solipèdes, des ruminants, des porcs et de la volaille, ainsi que les accessoires faisant partie desdits moyens de transport, seront nettoyés et désinfectés aussitôt après usage, conformément aux règles en vigueur dans le pays en question. Les quais d'embarquement, les passerelles et les accessoires ayant servi devront également être nettoyés après chaque transport, et, au besoin, ils seront désinfectés. On ne fera pas objection à la désinfection au moyen d'une solution de soude caustique.

La désinfection effectuée sur le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes, conformément aux termes du premier alinéa, sera reconnue suffisante par l'autre Partie.

or prohibitions designed to prevent and arrest the infection, in accordance with the relevant legislation of the High Contracting Parties relating to veterinary police measures.

The prohibitions and restrictions referred to in the present Article shall not apply to transit consignments conveyed by rail in closed and sealed wagons through areas subject to a ban, but any loading, unloading or unnecessary stops in the infected areas are prohibited.

Article 8.

The two High Contracting Parties shall, after due agreement, grant each other the right to send veterinary representatives into the territory of the other Party, or keep them there permanently, for the purpose of procuring information regarding the arrangements, regulations and conditions relating to the enforcement of the present Convention.

The two High Contracting Parties shall instruct their respective authorities to give assistance and information to the veterinary representatives of the other Party whenever they so require and as soon as they prove their status.

Article 9.

Each of the High Contracting Parties undertakes to publish as promptly as possible, on the 1st and 15th of every month, a bulletin regarding the sanitary and veterinary situation. As soon as this bulletin is published, it shall be transmitted direct to the central veterinary service of the other Party.

The veterinary services of adjacent frontier districts (*powiat, politický okres*) shall inform each other direct of cases of contagious epizootic diseases as soon as they occur, namely :

By telegram, of every case of cattle-plague or contagious pleuropneumonia of cattle and every case of foot-and-mouth disease which would justify restrictions in the frontier traffic in animals ;

By letter, of other cases of foot-and-mouth disease, and further of cases of anthrax, dourine, glanders, rabies, swine-plague or contagious pleuropneumonia of swine, chicken-cholera and fowl-plague, as soon as they are detected.

Further, the veterinary authorities of adjacent frontier districts shall inform one another on the 1st of every month of the position with regard to notifiable contagious epizootic diseases in the frontier districts, the communes infected, the number of establishments affected and the number of sick animals. No communication is necessary if in the course of any month there has been no outbreak of a contagious epizootic disease.

If there should be reported in the territory of one of the High Contracting Parties an outbreak of cattle-plague, contagious pleuropneumonia of cattle, dourine or foot-and-mouth disease, the last named in a malignant form with a high death rate, the central veterinary authority of the other Party shall be immediately notified direct by telegram of the outbreak or spread of the disease.

Article 10.

Wagons, vessels and parts of vessels which have been used for the transport of solipeds, ruminants, pigs or poultry, together with the fixtures forming part of such means of transport, must be cleansed and disinfected as soon as they have been used, in accordance with the rules in force in the country in question. The loading ramps, gangways and fixtures used shall also be cleansed after each consignment and, if necessary, disinfected. No objection may be raised to disinfection with a solution of caustic soda.

If the above disinfection has been effected in the territory of either High Contracting Party in accordance with paragraph 1, it shall be recognised as sufficient by the other Party.

Article II.

Sauf stipulations contraires, les dispositions de la présente convention seront applicables au trafic des animaux entre les zones frontières définies par la Convention concernant les facilités à accorder au trafic frontalier conclue entre les deux Parties contractantes.

1. Le passage des animaux du territoire de l'une des Hautes Parties contractantes sur le territoire de l'autre pour le pâturage sera admis aux conditions suivantes :

Lors du passage de la frontière, les propriétaires des troupeaux de gros ou de petit bétail présenteront au bureau de douane pour vérification et contrôle une liste en double exemplaire des animaux qu'ils désirent mener au pâturage. Cette liste sera délivrée par l'autorité communale du lieu et indiquera le nom du propriétaire (conducteur ou berger), l'espèce, le sexe, le nombre, ainsi que les marques extérieures d'identité des animaux.

Les autorités du lieu d'origine et des communes éventuellement traversées doivent attester qu'aucune maladie transmissible à l'espèce en question et soumise à la déclaration, n'a fait son apparition sur le territoire de ces communes.

Sur les listes des animaux qui doivent rester au pâturage pendant plus de sept jours, il doit cependant être certifié par un vétérinaire d'Etat que les animaux consignés dans la liste ont été visités immédiatement avant leur départ et reconnus sains, et qu'il n'existe pas, dans la commune d'où les animaux doivent être menés au pâturage et, en cas de passage à travers le territoire d'une autre commune, dans cette dernière commune également, de maladie soumise à la déclaration et transmissible à l'espèce animale en question. Lors du retour de ces animaux du pâturage, le vétérinaire d'Etat compétent de l'autre Partie certifiera, outre l'état de santé, qu'il n'y a ni dans la commune où les animaux étaient au pâturage ni dans les communes à travers lesquelles les animaux doivent être éventuellement menés, de maladie soumise à la déclaration et transmissible à l'espèce animale en question.

2. Le passage des animaux de travail, de trait ou de selle, des animaux destinés à être castrés, pesés ou traités par un vétérinaire, ainsi que d'animaux isolés (au nombre maximum de cinq) conduits quotidiennement au pâturage, et enfin des animaux conduits à l'abreuvoir ou à la baignade, est permis dans les deux directions, à condition que les prescriptions douanières existantes soient observées et que les animaux soient accompagnés d'un certificat (passeport d'animaux), établi par le maire de la commune où se trouve l'étable ou l'écurie. S'il s'agit de plusieurs animaux, on pourra délivrer un certificat (passeport d'animaux) collectif. Le certificat (passeport d'animaux) contiendra l'indication du lieu de destination, le motif du passage de la frontière, ainsi que l'indication du lieu où les animaux doivent travailler. De plus, l'autorité locale doit certifier qu'aucune maladie soumise à déclaration et communicable à l'espèce animale intéressée n'existe dans la commune d'origine, ni, dans le cas de passage à travers le territoire d'une autre commune, sur le territoire de cette dernière.

Dans les cas d'urgence (incendie, inondation ou calamité quelconque, assistance religieuse, médicale ou vétérinaire), les passeports d'animaux ne seront pas exigés.

3. L'apparition sporadique de l'anthrax, de l'anthrax symptomatique, de la septicémie hémorragique, de la rage, du rouget du porc, de la tuberculose, de la gale et de l'exanthème coïtal n'empêchera pas la délivrance des certificats en question pour les animaux énumérés sous les chiffres 1 et 2 s'ils ne proviennent pas de fermes infectées. Cependant, ces cas de maladie doivent être mentionnés sur les certificats.

4. Les certificats attestant que les communes sont indemnes d'infection sont valables, en ce qui concerne les animaux destinés au travail ou conduits au pâturage, ainsi que pour les animaux que l'on mène à l'abreuvoir ou à la baignade (lorsque ces animaux traversent fréquemment la frontière), pour une période de trente jours ; en ce qui concerne les animaux de trait et les animaux destinés à être castrés, traités par un vétérinaire ou pesés, pour une période de dix jours, à condition que, pendant ce temps, aucune épizootie qui exigerait l'annulation de ces certificats n'ait éclaté ; à l'expiration des délais ci-dessus mentionnés, les certificats pourront être prolongés.

Article II.

Unless otherwise provided, the provisions of the present Convention shall apply to the traffic in animals between frontier zones as defined by the Convention concerning Local Frontier Traffic Facilities concluded between the two Contracting Parties.

1. The movement of animals from the territory of one of the High Contracting Parties to that of the other for grazing purposes shall be allowed under the following conditions :

When crossing the frontier, owners of herds or flocks shall submit to the Customs office, for examination and checking, a list in duplicate of the animals to be driven to pasture. The list shall be issued by the local communal authority, and shall give the name of the owner (drover or shepherd), species, sex, number, and any external marks identifying the animals.

The authorities of the place of origin and the communes through which the animals may have to pass must attest that no outbreak of any notifiable disease communicable to this species of animal has occurred in the territory of those communes.

Lists of animals which are to remain at pasture for more than seven days must, however, contain an endorsement by a State veterinary surgeon to the effect that the animals mentioned on the list were inspected immediately before their departure and found to be in a healthy condition, and that no notifiable disease communicable to the species of animal in question exists in the commune from which they are to be driven to pasture, or, if they are crossing the territory of another commune, in the latter commune also. On the return of the animals from pasture, the competent State veterinary surgeon of the other Party shall certify, in addition to their state of health, the fact also that no notifiable disease communicable to the species of animal in question exists either in the commune where the animals were grazing or in the communes through which they subsequently have to pass.

2. Traffic in animals for working, draught or saddle purposes, animals intended for castration, weighing or treatment, and also segregated animals (not more than five in number) driven daily to pasture and, finally, animals taken to be watered or dipped, is allowed in both directions, provided that the existing Customs regulations are observed and that the animals are accompanied by a certificate (animal passport) issued by the mayor of the commune in which the byre or stable is situated. In the case of several animals, a collective certificate (animal passport) may be issued. The certificate (animal passport) shall indicate the place of destination, the reason for crossing the frontier, and also the place where the animals will have to work. The local authority must in addition certify that no notifiable disease communicable to the species of animal in question exists in the commune of origin nor, if the territory of another commune is crossed, in the latter.

In cases of emergency (fire, flood or any calamity, spiritual, medical or veterinary aid), animal passports shall not be required.

3. Sporadic outbreaks of anthrax, symptomatic anthrax, hæmorrhagic septicæmia, rabies, swine erysipelas, tuberculosis, scab, and vesicular exanthema shall not preclude the issue of the above certificates for the animals specified in 1 and 2, if they do not come from infected farms. Nevertheless, such cases of disease must be mentioned in the certificates.

4. Certificates testifying that communes are free from infection are valid in the case of animals intended for work or being driven to pasture, and also in the case of animals which are to be watered or dipped (where such animals cross the frontier frequently), for a period of thirty days ; in the case of draught animals and animals intended for castration, veterinary treatment or weighing, for a period of ten days, on condition that, during that period, no case of contagious epizootic disease which would entail the cancellation of such certificates has occurred ; on the expiration of the above periods the certificates may be prolonged.

5. Si, toutefois, pendant le pacage ou le travail, une maladie contagieuse communicable à l'espèce animale intéressée venait à éclater, soit dans le troupeau à la pâture, soit parmi les animaux de travail, soit sur le territoire de la commune où se trouvent les animaux, soit sur la route par laquelle ils doivent rentrer, le retour des animaux sur le territoire de l'autre Etat sera interdit, à moins qu'un cas de force majeure (manque de fourrage, intempérie, etc.) ne contraigne à faire une exception. Dans ce cas, le retour des animaux ne pourra s'effectuer qu'à la condition que les mesures de précaution arrêtées par les autorités des circonscriptions administratives intéressées aient été prises en vue d'empêcher l'importation des épizooties.

6. Les animaux visés sous les chiffres 1 et 2 ne seront pas soumis, lors du passage de la frontière, au contrôle vétérinaire. Pour permettre de constater l'identité des animaux, le retour devra s'effectuer par le même poste frontière que celui par lequel a eu lieu la sortie.

7. Toutes les dispositions spéciales qui peuvent devenir nécessaires pour assurer la protection des fermes des zones frontalières seront prises d'un commun accord par les Ministères de l'Agriculture des deux Etats, après consultation des Ministères des Finances respectifs.

Article 12.

Les restrictions et les prohibitions existant à la date de l'entrée en vigueur de la présente convention et contraires aux dispositions de cette dernière sont abrogées.

Article 13.

En cas de différend entre les Hautes Parties contractantes au sujet de l'application de la présente convention, il sera procédé à la nomination d'une commission mixte sur la demande de l'une des Hautes Parties contractantes, et l'avis qu'elle formulera sera pris en considération lors de l'adoption d'une décision.

Chacune des Hautes Parties contractantes nommera deux membres pour siéger à la commission, et ces membres auront la faculté de désigner un cinquième membre par voie de cooptation s'ils ne peuvent tomber d'accord.

Au cours de la première séance où la nomination d'un cinquième membre sera nécessaire, ce dernier sera choisi parmi les nationaux de la Haute Partie contractante désignée par le sort ; à la réunion suivante, le cinquième membre sera choisi parmi les nationaux de l'autre Partie.

5. If, however, while the animals are out at pasture or are working, a contagious disease communicable to that particular species of animal should break out, either among the herd at pasture, or among the animals working, or in the territory of the commune where the animals are, or on the road by which they must return, they shall not be allowed to re-enter the territory of the other State unless reasons of *force majeure* (lack of forage, bad weather, etc.) compel an exception to be made. In such cases the animals may be allowed to return only on condition that precautionary measures, approved by the authorities of the respective districts, are taken to prevent epizootic diseases from being introduced.

6. The animals specified under 1 and 2 shall not be subjected to veterinary inspection when crossing the frontier. In order to enable the identity of the animals to be established, they must recross the frontier at the frontier station where they went out.

7. Any special measures which may be necessary to ensure the protection of farms in the frontier zones shall be taken by mutual agreement between the Ministries of Agriculture of the two States after consulting the respective Finance Ministries.

Article 12.

Any restrictions and prohibitions existing at the date of the coming into force of the present Convention which are at variance with its provisions shall be repealed.

Article 13.

Should any difference arise between the High Contracting Parties as regards the application of the present Convention, a mixed commission shall be appointed at the request of one of the High Contracting Parties, and its opinion shall be taken into consideration when adopting a decision.

Each of the High Contracting Parties shall appoint two members to sit on the Commission, which shall have power to co-opt a fifth member if no agreement can be reached.

At the first meeting at which the fifth member has to be appointed, he shall be selected from among the nationals of the High Contracting Party chosen by drawing of lots ; at the next meeting, the fifth member shall be selected from among the nationals of the other Party.

Modèle.

Pays de provenance Gare d'embarquement
 Cachet de la gare Date de l'embarquement

CERTIFICAT D'ORIGINE ET DE SALUBRITÉ

POUR LA VIANDE ET LES AUTRES MATIÈRES ET PRODUITS D'ORIGINE ANIMALE.

Espèce de la marchandise :	Nombre de colis :	Poids brut total :
.....
.....
.....
Marques particulières, plombs, etc.		
Origine de la marchandise ¹		
Politický Okres } (circonscription administrative)		
Powiat }		
Nom, prénoms et adresse de l'expéditeur		
Nom, prénoms et adresse du destinataire		
Moyen de transport		

ATTESTATION DU VÉTÉRINAIRE ².

- a)* Pour la viande et les produits carnés : Le soussigné certifie que les viandes (produits carnés) dont il s'agit proviennent d'animaux qui ont été soumis à la visite vétérinaire avant et après l'abatage et que ces animaux ont été reconnus sains et les viandes absolument propres à l'alimentation humaine.
- Estampille de l'abattoir de provenance (les viandes doivent également porter cette estampille) *. Il atteste en outre que les produits carnés ne contiennent aucune substance dont l'emploi est prohibé par la réglementation du pays destinataire.
- b)* Pour les matières et produits d'origine animale : Le soussigné certifie que la marchandise désignée ci-dessus provient d'animaux indemnes de maladies contagieuses et de provenance indigène. En outre, il atteste que cette marchandise peut être exportée sans danger de transmission de maladie contagieuse.

Fait à, le 193...

Cachet du vétérinaire.

Signature du vétérinaire d'Etat.
.....

* *Note.* — Dans le cas de viande de porc fraîche réfrigérée ou congelée, l'estampille certifie que l'on a pratiqué l'examen trichinoscopique et qu'il a donné un résultat négatif.

¹ Doivent être considérés comme lieux d'origine :

- a)* Pour la viande et les produits carnés, l'abattoir ou l'usine d'où ils proviennent ;
b) Pour les autres matières, les endroits où elles ont été produites ou stockées.

² Biffer la mention inutile.

Model.

Country of origin Station of loading
 Stamp of the station Date of loading

CERTIFICATE OF ORIGIN AND HEALTH

FOR MEAT AND MATERIALS AND PRODUCTS OF ANIMAL ORIGIN.

Nature of goods :	Number of packages :	Total gross weight :
.....
.....
.....

Special marks, seals, etc.
 Origin of goods¹
 Politický Okres } (administrative district)
 Powiat }
 Name, surname and address of consignor
 Name, surname and address of consignee
 Method of transport

ATTESTATION BY VETERINARY SURGEON².

(a) For meat and meat preparations :

The undersigned certifies that the meat (meat preparations) in question is (are) derived from animals inspected by a veterinary surgeon before and after slaughter, and that the animals have been found to be healthy and the meat unconditionally fit for human consumption.

Stamp of the slaughter-house of origin (to be stamped on the meat also). *

He further certifies that the meat preparations contain no substance the use of which is forbidden by the regulations of the country of destination.

(b) For materials and products of animal origin :

The undersigned certifies that the above-mentioned goods are derived from animals which are free from contagious disease and are home bred. He further certifies that they may be exported without danger of transmitting contagious diseases.

Done at, on 193...

Stamp of Veterinary Surgeon.

Signature of State Veterinary Surgeon.

* Note. — In the case of fresh, chilled or frozen pork, the stamp certifies that a trichinoscopic examination was made and gave a negative result.

¹ The following are to be regarded as the places of origin :

(a) For meat and meat preparations, the slaughter-house or factory from which they come;
 (b) For other materials, the places where they are produced or stocked.

² Strike out what does not apply.

PROTOCOLE FINAL DE LA CONVENTION VÉTÉRINAIRE

1. Les dispositions de la convention vétérinaire ne s'appliquent qu'aux marchandises en provenance de l'une des Hautes Parties contractantes.

2. a) L'importation dans le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes des animaux, produits et articles visés à l'article premier de la convention vétérinaire, en provenance du territoire de l'autre Partie, ne requiert pas d'autorisation préalable, sauf dans le cas d'animaux d'élevage et de rente.

b) Les animaux d'élevage et de rente ne pourront être importés que moyennant une autorisation spéciale du pays importateur. Sauf dispositions contraires de l'autorisation d'importation, l'importation d'animaux d'élevage et de rente se fera conformément aux dispositions de l'article 2 de la convention vétérinaire, mais la durée de la période pendant laquelle aucun certificat ne peut être délivré sera, en ce qui concerne la fièvre aphteuse, portée à 40 jours tant pour le lieu d'origine que pour les communes limitrophes.

c) L'importation d'animaux destinés à des fins scientifiques, à des jardins d'acclimatation, parcs, cirques, ménageries et autres établissements analogues, est régie par les dispositions du paragraphe 17 du Protocole final.

d) L'importation de lapins, lièvres, carnassiers sauvages, écrevisses, pigeons, gibier à plumes, oiseaux sauvages, oiseaux d'agrément tenus en cage et de poissons destinés à la consommation, est permise sans que l'autorisation vétérinaire préalable et le certificat d'origine et de santé soient nécessaires, sous réserve des prescriptions qui pourraient être édictées à cet égard et notifiées à l'autre Haute Partie contractante.

e) Une autorisation vétérinaire préalable peut être exigée pour l'importation des perroquets, des abeilles, du miel, de la cire et des instruments d'apiculture usagés. Toutefois, les échantillons de miel ne dépassant pas le poids brut de 350 grammes, ceux de cire d'abeilles ne dépassant pas le poids brut de 500 grammes, ainsi que les envois de miel jusqu'à 5 kilos pour la consommation particulière du destinataire, sont exempts de l'autorisation préalable vétérinaire et du certificat d'origine et de salubrité.

f) Les chats et les chiens ne peuvent être importés sans autorisation préalable qu'à condition d'être pourvus d'un certificat d'origine et de santé délivré par le vétérinaire d'Etat et attestant que l'animal est sain, qu'il est dans la commune d'origine depuis sa naissance ou depuis trois mois, et que l'on n'a observé aucun cas de rage durant cette période, soit dans le lieu d'origine, soit dans les communes limitrophes.

3. Le certificat d'origine et de santé (passeport) ne peut être délivré que pour des animaux qui se trouvent sur le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes depuis leur naissance, ou depuis six mois en ce qui concerne les ruminants et les porcs, et depuis au moins un mois en ce qui concerne les solipèdes.

Les certificats d'origine et de santé pour la volaille peuvent être également délivrés par un vétérinaire autorisé ; les certificats doivent toujours indiquer le nombre, l'espèce, le sexe des animaux et les détails similaires.

4. La visite vétérinaire prévue dans la convention vétérinaire ne peut être effectuée que par un vétérinaire d'Etat. De même, les documents et attestations ne peuvent être dressés que par un vétérinaire d'Etat. Il en est de même des certificats d'origine et de santé.

5. Les gares d'entrée ouvertes à la visite vétérinaire de frontière seront désignées d'un commun accord avant l'entrée en vigueur de la convention vétérinaire et ne pourront être modifiées que d'un commun accord.

Les points d'entrée désignés seront munis des installations nécessaires pour que le service vétérinaire puisse être assuré promptement. Le service vétérinaire y sera organisé de façon à satisfaire à toutes les nécessités commerciales des deux pays.

Sauf dans le cas d'expéditions ressortissant au trafic frontalier, les animaux, ainsi que la viande fraîche ou congelée, ne peuvent être importés ou expédiés en transit que par chemin de fer.

FINAL PROTOCOL TO THE VETERINARY CONVENTION.

1. The provisions of the Veterinary Convention shall apply only to goods coming from one of the High Contracting Parties.

2. (a) The importation into the territory of one of the High Contracting Parties of the animals, products and articles referred to in Article 1 of the Veterinary Convention and coming from the territory of the other Party shall not require previous authorisation, except in the case of animals for breeding and utility purposes.

(b) Animals for breeding and utility purposes may only be imported with the special permission of the importing country. Unless the import permit otherwise directs, the importation of animals for breeding and utility purposes shall be effected in accordance with the provisions of Article 2 of the Veterinary Convention, but the period during which no certificate may be issued shall, in the case of foot-and-mouth disease, be increased to 40 days both for the place of origin and for the neighbouring communes.

(c) The importation of animals intended for scientific purposes, zoological gardens, parks, circuses, menageries and other similar institutions is governed by the provisions of paragraph 17 of the Final Protocol.

(d) The importation of rabbits, hares, wild carnivora, crayfish, pigeons, feathered game, wild birds, tame birds in cages, and fish intended for consumption is allowed without prior veterinary authorisation or a certificate of origin and health, subject to any regulations which may be issued on this question and notified to the other High Contracting Party.

(e) Prior veterinary authorisation may be required for the importation of parrots, bees, honey, wax, and used instruments for apiculture. Nevertheless, samples of honey not exceeding 350 gr. gross weight, samples of beeswax not exceeding 500 gr. gross weight, and consignments of honey up to 5 kg. for the private consumption of the consignee, may be imported without prior veterinary authorisation or a certificate of origin and health.

(f) Cats and dogs may be imported without prior authorisation only provided that they are accompanied by a certificate of origin and health issued by the State veterinary surgeon attesting that the animal is healthy, that it has been in the commune of origin since birth or for three months past, and that no case of rabies has been observed during that time either in the place of origin or in the neighbouring communes.

3. A certificate of origin and health (passport) may be issued only in the case of animals which have been in the territory of one of the High Contracting Parties since birth, or for six months past in the case of ruminants and pigs, and at least one month in the case of solipeds.

Certificates of origin and health for poultry may be issued also by an approved veterinary surgeon; the certificates must always contain the number, species, sex of the animals and similar particulars.

4. The veterinary examination provided for in the Veterinary Convention may be carried out only by a State veterinary surgeon. Similarly, the records and attestations may be drawn up only by a State veterinary surgeon. The same applies to certificates of origin and health.

5. The entry stations open for veterinary examinations on the frontier shall be jointly designated before the coming into force of the Veterinary Convention and may be changed only by mutual agreement.

The points of entry designated shall be equipped with the plant necessary to enable the veterinary service to be expeditiously carried out. The veterinary service shall be so organised as to meet all the commercial requirements of the two countries.

Except in the case of consignments in frontier traffic, animals and fresh or frozen meat may be imported or conveyed in transit only by rail.

Il est entendu que si d'autres moyens de transport entraînent en ligne de compte, les deux Hautes Parties contractantes se mettraient d'accord sur les conditions applicables au trafic effectué au moyen des formes de transport précitées.

6. Tous les animaux, matières et produits bruts d'origine animale, de même que les viandes et produits carnés, seront soumis, dès leur admission, à toutes les prescriptions de police vétérinaire pertinentes en vigueur dans le pays d'importation.

7. Le transport doit se faire sans interruption.

En cours de transport, il est interdit de retirer des animaux ou d'en introduire d'autres. Il est également interdit de transborder les animaux, sauf en cas de force majeure ; l'opération devra alors être effectuée en présence d'un vétérinaire d'Etat, qui en fera mention sur le certificat accompagnant le transport.

Au cas de mort d'un ou de plusieurs animaux au cours du transport, le vétérinaire d'Etat compétent prendra les mesures nécessaires et fera mention du fait dans le certificat.

8. Les animaux vivants, y compris la volaille, importés du territoire de l'une des Hautes Parties contractantes et reconnus sains et conformes aux conditions établies dans la présente convention, ne peuvent, s'ils sont destinés à l'abatage, être introduits sur le territoire de l'autre Haute Partie contractante qu'à destination de marchés et abattoirs publics reliés par une voie ferrée directe et affectés aux animaux destinés à l'abatage. Les volailles destinées à l'abatage peuvent être également expédiées dans les établissements d'engraissement ou dans les abattoirs affectés à ce service. Ces animaux, y compris la volaille, seront soumis au traitement appliqué dans ces marchés et abattoirs. Les animaux transportés ou en provenance de marchés pour animaux de boucherie ne pourront être acheminés sur les marchés, mais devront être transportés directement aux abattoirs.

Les listes de ces abattoirs et marchés seront échangées entre les autorités compétentes des deux Hautes Parties contractantes.

9. Les animaux non destinés à l'abatage (bovins, moutons, chèvres, porcs) devront être transportés directement aux exploitations auxquelles ils sont destinés ou dans lesquelles ils devront rester. Ces animaux ne devront pas être transportés dans les entrepôts des marchands de bestiaux.

Les animaux importés qui ne sont pas destinés à l'abatage, peuvent être soumis, à la frontière ou au lieu de destination, aux frais de l'intéressé, aux mesures sanitaires ou aux examens diagnostiques prévus par la réglementation du pays destinataire.

Ces dispositions ne concernent pas les animaux en transit.

10. Les mesures et formalités vétérinaires qui seront appliquées par l'une des Hautes Parties contractantes aux animaux importés seront limitées au minimum nécessaire.

11. L'importation des animaux abattus, de la viande fraîche ou conservée par un procédé frigorifique dans certains abattoirs d'exportation, ne sera admise que pour les abattoirs et les marchés désignés au paragraphe 8 du présent protocole.

Tous les établissements d'où sont exportés, à destination du territoire de l'autre Partie, des viandes ou produits carnés, doivent satisfaire à toutes les exigences requises par les règlements vétérinaires et d'hygiène publique.

La viande fraîche ne peut être importée que si elle provient d'abattoirs publics où fonctionne un service vétérinaire permanent, ou d'abattoirs d'exportation où le service vétérinaire est soumis au contrôle constant du vétérinaire d'Etat.

12. Pour le transport de la volaille en trafic frontalier jusqu'à concurrence de cinq pièces, le certificat d'origine et de santé n'est pas nécessaire.

Les transports de volaille jusqu'à concurrence de vingt-cinq pièces seront admis dans le trafic frontalier sur production d'un certificat d'origine délivré par la mairie intéressée. Les autres dispositions de l'article 2 ne s'appliquent pas à ces transports. Ces facilités seront appliquées, à moins que l'autorité administrative n'ait établi d'autres règlements pour des considérations d'ordre vétérinaire.

It is understood that, should there be a question of other forms of conveyance, the two High Contracting Parties shall come to an agreement as to the conditions governing traffic effected by means of the above forms of transport.

6. All animals, raw materials and products of animal origin, and also meat and meat products, shall be subject on admission to the relevant veterinary police regulations of the importing country which are in force.

7. Transport must be effected without interruption.

It is forbidden to remove animals or introduce other animals during transport. It is also forbidden to tranship animals except in case of absolute necessity, when transshipment must be effected in the presence of a State veterinary surgeon, who shall note the fact on the certificate accompanying the consignment.

In the event of the death of one or more animals during transport, the competent State veterinary surgeon shall take the necessary measures and mention the fact in the certificate.

8. Live animals, including poultry, imported from the territory of one of the High Contracting Parties and recognised to be healthy and in accordance with the conditions laid down in the present Convention may, if intended for slaughter, be sent in the territory of the other Contracting Party only to public markets and slaughter-houses connected by a direct railway line and intended for animals for slaughter. Fowls for slaughter may also be brought to the fattening or slaughtering establishments designed for that purpose. Such animals, not excluding poultry, shall be subjected to the treatment in force at such markets and slaughter-houses. Animals transported or coming from markets for slaughter animals may not be taken to markets, but shall be conveyed direct to the slaughter-houses.

Lists of such slaughter-houses and markets shall be exchanged between the competent authorities of the two High Contracting Parties.

9. Animals not intended for slaughter (cattle, sheep, goats, pigs) must be conveyed direct to the establishments for which they are destined or in which they are to remain. Such animals may not be taken to the sheds of cattle dealers.

Imported animals other than animals for slaughter may be subjected at the frontier or place of destination, at the expense of the party concerned, to the sanitary measures or diagnostic examinations provided for in the regulations of the country of destination.

These provisions shall not apply to animals in transit.

10. The veterinary measures and formalities to be applied by any High Contracting Party in the case of imported animals shall be restricted to the necessary minimum.

11. The importation of slaughtered animals or of fresh or frozen meat from certain export slaughter-houses shall only be permitted in respect of the slaughter-houses and markets designated in paragraph 8 of the present Protocol.

All establishments from which meat or meat products are exported to the territory of the other Party must, from the standpoint of veterinary and public health regulations, satisfy all the necessary requirements.

Fresh meat may only be imported if it comes from public slaughter-houses where a permanent veterinary service is maintained or from export slaughter-houses where the veterinary service is under the constant supervision of the State veterinary surgeon.

12. For the transport in frontier traffic of poultry up to five head no certificate of origin and health is required.

Consignments of poultry up to twenty-five head shall be allowed in frontier traffic on production of a certificate of origin issued by the competent communal authority. The other provisions of Article 2 shall not apply to such consignments. These facilities shall be granted unless the administrative authority has made other regulations for veterinary reasons.

13. En dehors des dispositions de l'article 4, paragraphe 2, de la convention vétérinaire, le certificat d'origine ne sera pas non plus exigé pour le transport des marchandises ci-après :

- Volailles abattues ;
- Poissons morts ;
- Produits carnés ne dépassant pas le poids de 10 kg. et destinés à la consommation personnelle du destinataire ;
- Viandes et produits carnés jusqu'à 3 kg., dans le trafic frontalier, à l'usage des habitants des deux côtés de la frontière ;
- Préparations et produits carnés importés en quantités raisonnables par les voyageurs pour leur consommation personnelle pendant le voyage ;
- Graisses animales impropres à l'alimentation, destinées exclusivement à des usages industriels et reconnues telles par les autorités douanières respectives, ainsi que les cretons dénaturés ;
- Colis postaux de matières et produits bruts d'origine animale ;
- Lait, produits et sous-produits du lait, et œufs ;
- Plumes de toute sorte et généralement tous les articles tels que foin, paille, balles, etc. ;
- Fumier dans le trafic de frontière.

14. Les facilités accordées pour le trafic des viandes dans la zone de frontière se rapportent aux viandes provenant d'animaux qui ont été abattus dans des abattoirs pourvus d'un service vétérinaire permanent.

15. Aucune autorisation délivrée par un pays de transit ne sera nécessaire pour le transit d'animaux, de viandes fraîches ou conservées, de produits carnés, de préparations et de produits d'origine animale et de tous articles qui pourraient porter les germes d'une contagion, venant du territoire de l'une des Hautes Parties contractantes ou expédiés en transit à travers le territoire de l'autre Partie.

Le transit d'animaux et de viandes fraîches ou conservées par un procédé frigorifique sera autorisé sous réserve, cependant, que le pays limitrophe de destination, ou le pays de transit le plus proche, prenne l'engagement de ne renvoyer en aucun cas les animaux ou les viandes expédiés en transit. Dans ce but, une déclaration générale du pays intéressé sera suffisante.

Le passage des produits carnés ainsi que des préparations ou produits susceptibles de transmettre la contagion, en provenance du territoire de l'une des Hautes Parties contractantes et expédiés en transit à travers le territoire de l'autre Partie, est admis.

Il suffira, pour que les animaux reproducteurs ou de rente soient admis en transit, que les conditions établies par la convention vétérinaire relativement aux animaux de boucherie soient remplies.

Le trafic en transit mentionné dans le présent paragraphe sera admis sous réserve des restrictions et prohibitions mentionnées dans les articles 6 et 7 de la convention vétérinaire.

16. Les restrictions ou prohibitions provoquées par l'apparition ou l'extension d'une maladie épizootique contagieuse ne seront appliquées que si la protection vétérinaire du cheptel vif rend ces mesures indispensables en vue de combattre l'extension de la maladie ou le danger de sa propagation.

17. Les mesures suivantes s'appliqueront à l'importation des solipèdes, ruminants, porcs et volailles destinés à des fins scientifiques ou à des jardins d'acclimatation, parcs, cirques, ménageries et établissements analogues :

a) L'importation des ruminants et des porcs sera subordonnée dans tous les cas à la production d'une autorisation spéciale du pays de destination ; les autres animaux pourront être importés sans autorisation ;

b) En ce qui concerne l'importation d'animaux appartenant à des cirques ou des ménageries (solipèdes, ruminants, porcs, volailles), qui sont transportés par voie ferrée séparément des animaux destinés au transport ordinaire et qui sont installés dans leurs propres stalles au lieu de destination (lieu de représentation), l'expéditeur peut également soumettre une liste contenant une description exacte indiquant les signes d'identification des animaux. Cette liste doit être munie d'une déclaration du vétérinaire d'Etat ou d'un

13. Apart from the provisions in Article 4, paragraph 2, of the Veterinary Convention, no certificate of origin shall be required for the transport of the following goods :

- Dead poultry,
 - Dead fish,
 - Meat preparations not exceeding 10 kg. in weight and intended for the personal consumption of the consignee,
 - Meat and meat preparations up to 3 kg., in frontier traffic, for the use of inhabitants on both sides of the frontier,
 - Prepared meat and meat products imported in reasonable quantities by travellers for their personal consumption during the journey,
 - Animal fats unfit for food, intended exclusively for industrial purposes and recognised as such by the respective Customs authorities and also the denatured residue of lard,
- Postal packets of raw materials and products of animal origin,
Milk, milk products and by-products, and eggs,
Feathers of all kinds and, in general, all objects such as hay, straw, chaff, etc.,
Droppings, in frontier traffic.

14. The facilities accorded for the traffic in meat in the frontier zone shall apply to meat derived from animals which have been slaughtered in slaughter-houses having a permanent veterinary staff.

15. No permit from the country of transit shall be necessary for the transit of animals, fresh or preserved meat, meat products, preparations and products of animal origin, and also all articles likely to convey infection, coming from the territory of one of the High Contracting Parties and sent in transit through the territory of the other Party.

The transit of animals and fresh or frozen meat shall, however, be permitted, provided that the adjacent country of destination, or the nearest country of transit, undertakes in no case to send back animals or meat forwarded in transit. For this purpose it is sufficient to have a general declaration from the country in question.

The passage of meat products and preparations or products likely to transmit infection coming from the territory of one of the High Contracting Parties and conveyed in transit through the territory of the other Party shall be allowed.

To enable animals for breeding or utility purposes to pass in transit, it is sufficient if the conditions laid down by the Veterinary Convention for slaughter animals are complied with.

The transit traffic referred to in this paragraph shall be permitted subject to the restrictions and prohibitions referred to in Articles 6 and 7 of the Veterinary Convention.

16. Restrictions or prohibitions due to the appearance or spread of any contagious epizootic disease shall only be imposed if veterinary protection of livestock makes such measures indispensable in order to avert the spread of the disease or the danger of its propagation.

17. The following measures shall be applied in the case of the importation of solipeds, ruminants, pigs and poultry intended for scientific purposes or for zoological gardens, parks, circuses, menageries and similar institutions :

(a) The importation of ruminants and pigs shall in every case require a special permit from the country of destination ; other animals may be imported without a permit ;

(b) In the case of the importation of animals belonging to circuses or menageries (solipeds, ruminants, pigs, poultry) which are transported by rail separately from animals intended for ordinary transport and are put in their own stalls at the place of destination (place of performance), the consignor may also submit a list containing an exact description and the special marks of the animals. Such list must contain an endorsement by the State veterinary surgeon or veterinary surgeon approved by the State attesting that the

vétérinaire reconnu par l'Etat, attestant que les animaux ont été visités avant l'embarquement et reconnus sains et que, du point de vue des règlements de police vétérinaire, ils peuvent être transportés sans danger de transmission de maladies contagieuses ;

c) Les animaux (solipèdes, ruminants, porcs) sont soumis à une visite vétérinaire qui devra être effectuée au passage de la frontière ; si cette visite ne peut pas être effectuée conformément aux règlements applicables, elle sera effectuée à nouveau au lieu de destination, immédiatement après l'arrivée des animaux ;

d) Les règlements pertinents du pays d'importation s'appliqueront au transport d'animaux de la frontière au lieu de destination, de même qu'aux mesures à prendre.

18. Les chevaux de course et les chevaux destinés aux concours et aux épreuves sportives pourront être admis à l'importation s'ils sont accompagnés, en lieu et place du certificat prévu par la convention vétérinaire, d'un certificat délivré par les présidents des sociétés hippiques, autorisés à cet effet d'un commun accord. Ce certificat devra porter le timbre et le visa du club ou de la société et contenir les nom et adresse du propriétaire, le signalement exact de l'animal, sa provenance et le lieu de destination, ainsi que la déclaration d'un vétérinaire d'Etat attestant que l'animal est sain et que l'établissement d'où il provient est indemne de maladies contagieuses depuis 40 jours au moins. Les chevaux pourvus des certificats ci-dessus peuvent être importés sans autorisation vétérinaire préalable.

19. Le transit par le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes d'animaux vivants, de viandes et de préparations ou produits bruts d'origine animale en provenance d'un tiers Etat et expédiés sur le territoire de l'autre Partie, est autorisé à condition :

Que la Haute Partie contractante de transit n'ait soumis à aucune restriction vétérinaire les expéditions du pays de provenance ;

Que le contrôle vétérinaire effectué à la frontière de la Haute Partie contractante de transit n'ait révélé aucun symptôme de maladies contagieuses parmi les animaux transportés ;

Que la réception de l'envoi sur le territoire de la Haute Partie contractante de destination soit effectuée sans condition.

Les envois sous forme de colis peuvent être également expédiés dans des wagons non plombés si les marchandises sont convenablement emballées. En cas de trafic en transit, l'emballage doit être fait de telle façon (plombs, etc.) que les colis ne puissent être ouverts.

Si une maladie contagieuse soumise à la déclaration est découverte à la gare d'entrée du pays de transit et si l'expédition est en provenance d'un tiers pays, le fait ainsi que les mesures qui auront été prises devront être notifiés d'urgence à l'autorité vétérinaire centrale du pays d'importation.

Aucune des Hautes Parties contractantes ne pourra refuser d'accepter les animaux, la viande ou les matières ou produits bruts d'origine animale dont le transit aura été autorisé par l'autre Partie, si toutes les conditions stipulées ont été respectées.

20. Les ruminants et les porcs doivent, en principe, être transportés uniquement dans des wagons construits de telle manière qu'aucune matière solide ou liquide (déchets d'animaux, ordures ou autres matières susceptibles de transmettre la contagion) ne puisse s'échapper ou tomber sur le sol. On peut également autoriser le transport dans des wagons ne remplissant pas exactement les conditions ci-dessus si, étant donné la situation dans le pays d'exportation, cette forme de transport paraît ne pas présenter de danger. Dans ce cas, toutes les ouvertures des wagons doivent être aveuglées à l'aide de planches jusqu'à une hauteur convenable et de telle façon que, même lorsque les portes sont ouvertes, le fourrage, la litière, les déchets, etc., ne puissent s'échapper et tomber sur le sol. La litière ne devra pas être faite de terre ni de paille, mais seulement de copeaux ou de tourbe propre, ou, si l'on ne dispose pas de ces matières, d'une couche suffisamment épaisse de sable fin.

Pour le transport des volailles, on devra également prendre soin de ne pas endommager les planchers des wagons utilisés, de façon à éviter que les excréments, les déchets de nourriture, la litière, etc., ne s'échappent ou ne tombent sur le sol.

animals were inspected before loading and were found to be healthy, and that from the standpoint of veterinary police regulations they may be transported without any danger of transmitting infectious diseases ;

(c) Animals (solipeds, ruminants, pigs) are subject to veterinary inspection, which must be carried out when crossing the frontier ; if this inspection cannot be made in accordance with the relevant regulations, it shall be repeated at the place of destination immediately after the animals arrive ;

(d) The relevant regulations of the importing country shall apply to transport of animals from the frontier to the place of destination, and also to the measures which must be taken.

18. Racehorses and horses intended for competitions or sporting events may be admitted if accompanied, in lieu of the certificate provided for in the Veterinary Convention, by a certificate issued by the presidents of horse-show societies, authorised to that effect by mutual agreement. This certificate shall bear the stamp and endorsement of the club or society and contain the name and address of the owner, an exact description of the animal, its place of origin and destination, and an attestation by a State veterinary surgeon to the effect that the animal is healthy and that the establishment from which it comes has been free from contagious disease for at least 40 days. Horses accompanied by the above-mentioned certificates may be imported without prior veterinary authorisation.

19. The conveyance in transit through the territory of one of the High Contracting Parties of live animals, meat and raw preparations or products of animal origin, coming from a third State and consigned to the territory of the other Party, shall be accepted on the following conditions :

That the High Contracting Party through whose territory transit is to be effected has placed no veterinary restrictions on transport from the country of origin ;

That the veterinary examination made at the frontier of the High Contracting Party through whose territory transit is to be effected disclosed no trace of contagious disease in the consignment ;

That the consignment is unconditionally admitted into the territory of the High Contracting Party.

Consignments in packages may also be forwarded in unsealed wagons, if the goods are properly wrapped up. In the case of transit traffic, the wrapping must be closed in such a way (seals, etc.) that the packages cannot be opened.

If a notifiable contagious disease is detected at the entry station of a country of transit, and if the consignment comes from a third country, this fact and the measures taken shall be notified as promptly as possible to the central veterinary authority of the importing country.

A High Contracting Party may not refuse to accept animals, meat or raw materials or products of animal origin, permission for the transit of which has been given by the other Party, if all the above conditions have been observed.

20. Ruminants and pigs must, in principle, be transported only in trucks constructed in such a manner that no solid or liquid matter (animal droppings, dirt or any material likely to transmit infection) can fall out or drop on the ground. Transport may also be permitted in trucks which do not completely satisfy the above requirements if, in consideration of the situation of the exporting country, such form of transport seems to present no danger. In this case, any openings which may be found in the trucks must be closed with boards to a suitable height and in such a manner that, even when the doors are opened, fodder, litter, droppings, etc., cannot fall out or drop on the ground. Earth or straw must not be used as litter, but only shavings or clean turf or, if these materials are not available, a sufficiently thick layer of fine sand.

In transporting poultry, also, care should be taken not to damage the floors of the trucks used for such transport, so as to prevent the falling or dropping to the ground of excrement, remains of food, litter, etc.

21. Il est entendu que les dispositions de la convention vétérinaire pourront, s'il y a lieu, être étendues, par un nouvel accord entre les Hautes Parties contractantes, à d'autres maladies connues ou inconnues à l'heure actuelle et dont la transmission pourrait être redoutée.

22. Les communications urgentes relatives à l'application de la convention vétérinaire pourront être échangées directement entre les autorités vétérinaires centrales de chacune des Hautes Parties contractantes.

PROTOCOLE FINAL

Au moment de signer la Convention de commerce et de navigation conclue ce jour, les plénipotentiaires soussignés ont fait les réserves et les déclarations suivantes, qui formeront partie intégrante de la présente convention.

Ad article premier.

Il est bien entendu que les dispositions de l'article premier n'affectent en aucune façon les lois et règlements des deux Hautes Parties contractantes en ce qui concerne l'admission sur le territoire et le contrôle des étrangers, ainsi que le droit d'expulsion. Les Hautes Parties contractantes conviennent toutefois que lesdits lois et règlements ne seront pas appliqués de façon à exclure des catégories entières de personnes du bénéfice des dispositions de la convention.

Ad article II.

Les deux Hautes Parties contractantes conviennent que les dispositions de l'article II ne modifient pas les règlements relatifs aux passeports.

Ad article III, alinéa 2.

Les dispositions de cet alinéa seront interprétées comme signifiant qu'elles ne règlent pas les questions relatives à la caution *judicatum solvi* et à l'assistance judiciaire aux indigents. Ces matières feront l'objet d'un accord spécial.

Ad article IV.

Il est entendu qu'aucune difficulté ne sera faite aux nationaux de chacune des Hautes Parties contractantes pour l'accomplissement de leurs obligations militaires dans leur propre pays et que le mot « réquisition » sera interprété comme désignant toutes les contributions matérielles au profit des autorités militaires, pourvu qu'elles ne tiennent pas lieu de contributions remplaçant le service personnel.

Ad articles I à VI.

Il est entendu que les dispositions des articles I à VI dans la mesure où elles garantissent le traitement de la nation la plus favorisée n'affecteront en aucune façon les lois, règlements ou dispositions spéciales relatifs au commerce, à l'industrie, à la police ou à la sûreté publique, ou à l'exercice de certains métiers et professions, qui sont appliqués ou pourront ultérieurement être appliqués dans le territoire de la Haute Partie contractante à l'égard de tous les étrangers, d'une façon générale.

Ad article X.

Les droits de douane du tarif douanier tchécoslovaque spécifiés dans la liste A sont exprimés en couronnes tchécoslovaques. Le rapport entre la couronne tchécoslovaque et l'or a été établi par une ordonnance de la Commission permanente en date du 7 novembre 1929 (*Recueil des lois et règlements* N° 166, 1929).

21. It is understood that the provisions of the Veterinary Convention may, if necessary, be extended by a further agreement between the High Contracting Parties to other diseases, whether known or unknown at present, the transmission of which may be feared.

22. Urgent communications relating to the application of the Veterinary Convention may be exchanged direct between the central veterinary authorities of both the High Contracting Parties.

FINAL PROTOCOL.

On proceeding to sign the Convention of Commerce and Navigation concluded this day, the undersigned Plenipotentiaries have made the following reservations and declarations, which shall form an integral part of the present Convention :

Ad Article I.

It is understood that the provisions of Article I shall in no way affect the laws or regulations of either of the High Contracting Parties in regard to the admission to the territory and police control of foreigners or the right of deportation. The High Contracting Parties agree, nevertheless, that the said laws and regulations shall not be applied in such a manner as to exclude whole categories of persons from the benefit of the provisions of the Convention.

Ad Article II.

The two High Contracting Parties agree that the provisions of Article II shall not affect passport regulations.

Ad Article III, Paragraph 2.

The provisions of this paragraph shall be interpreted to mean that they do not settle matters relating to *cautio judicatum solvi* and free legal aid. This question shall be regulated by a special agreement.

Ad Article IV.

It is understood that no obstacles will be offered to nationals of either High Contracting Party in the discharge of their military obligations in their own country, and that the word " requisition " shall be interpreted to mean all material contributions for the benefit of the military authorities, provided they are not a substitute for contributions imposed in lieu of personal service.

Ad Articles I to VI.

It is understood that the provisions of Articles I to VI, in so far as they guarantee most-favoured-nation treatment, shall in no way infringe the laws, regulations or special provisions in respect of commerce, industry, police, or public safety, or the exercise of certain trades and occupations which are or may hereafter be applied in the territory of the High Contracting Parties and affect all foreigners generally.

Ad Article X.

The Customs duty rates of the Czechoslovak Customs Tariff, specified in Schedule A, are to be understood in Czechoslovak crowns. The ratio between the Czechoslovak crown and gold was fixed by an Order of the Permanent Commission dated November 7th, 1929 (*Collection of Laws and Regulations* No. 166, 1929).

Les droits de douane du tarif douanier polonais spécifiés dans la liste B sont exprimés en zlotys-or tels que les définit le décret du Président de la République sur la stabilisation du zloty en date du 13 octobre 1927 (*Bulletin des lois* N° 88, § 790, 1927).

Ad article XVI, alinéa 1.

Il est entendu que les adjonctions effectuées à l'étranger sont soumises aux droits d'entrée.

Ad article XVIII.

Si l'une des Hautes Parties contractantes accorde ultérieurement à un Etat tiers l'exemption des certificats d'origine ou un privilège de quelque nature que ce soit relatif à ces certificats, le bénéfice de ces privilèges sera étendu immédiatement, sous condition de réciprocité, aux importations de l'autre Partie.

Ad article XIX.

Il est entendu que les dispositions de l'article XIX, de même que les dispositions de l'article VII, alinéa 6, et de l'article XVI, alinéa 6, n'affectent en aucune façon les réserves faites par le Gouvernement de la République de Pologne, lors de la signature de ladite Convention relative à la simplification des formalités douanières.

Ad article XX.

Désireux de protéger, conformément à sa propre législation intérieure, l'appellation « bière de Pilsen » (*Plzeňské pivo*) (*Piwo pilzeńskie*), le Gouvernement polonais déclare qu'il considère cette appellation comme une appellation d'origine à laquelle ont droit les brasseries de Pilsen, et s'engage à accorder à cette appellation d'origine la même protection que celle généralement accordée en vertu de sa législation aux produits pourvus d'une appellation d'origine.

Cette protection ne sera accordée qu'à la condition que le Gouvernement tchécoslovaque fournisse au Gouvernement polonais une liste des brasseries de Pilsen qui, en vertu de la législation tchécoslovaque, jouissent de ladite protection.

Le Gouvernement polonais étendra de même sa protection aux appellations des houblons tchécoslovaques, des eaux minérales et des vins tchécoslovaques qui lui seront communiquées par le Gouvernement tchécoslovaque.

Il est interdit de désigner une préparation chimique non fabriquée avec une eau minérale naturelle jouissant de la protection de l'article XX, alinéa 2, par l'appellation que la loi réserve à cette eau minérale, à moins qu'on n'y ajoute le mot « artificielle » de façon claire et évidente et que l'on n'indique le lieu de fabrication sur l'étiquette ; en outre, cette étiquette doit être nettement différente de forme, de caractères et de couleur, des étiquettes employées pour les eaux minérales correspondantes.

Ad article XXVII.

Les deux Hautes Parties contractantes encourageront mutuellement les communications et les transports, plus particulièrement en ce qui concerne les ports danubiens de Bratislava et de Komárno, les ports maritimes de Gdynia et de Dantzig.

Les questions de navigation intérieure seront réglées par un accord spécial.

Ad article XXVIII.

En ce qui concerne le texte de la Convention sanitaire vétérinaire et des dispositions supplémentaires annexes, la convention ayant été rédigée en français, le texte français conservé aux archives des Ministères des Affaires étrangères des deux Parties contractantes fera foi quant à l'interprétation.

The Customs duty rates in the Polish Customs Tariff, specified in Schedule B, are to be understood in gold zlotys as defined in the Decree of the President of the Republic concerning the stabilisation of the zloty, dated October 13th, 1927 (*Journal of Laws* No. 88, § 790, 1927).

Ad Article XVI, Paragraph 1.

It is understood that additions made abroad shall be subject to import duty.

Ad Article XVIII.

Should one of the High Contracting Parties subsequently grant a third State exemption from certificates of origin, or any privilege whatsoever in respect thereof, the benefit of such privilege shall be extended immediately and on condition of reciprocity to imports from the other Party.

Ad Article XIX.

It is understood that the provisions of Article XIX, and also the provisions of Articles VII, paragraph 6, and XVI, paragraph 6, shall in no way affect the reservations made by the Government of the Polish Republic on signing the said Convention relating to the Simplification of Customs Formalities.

Ad Article XX.

Being desirous of protecting, in accordance with its own internal legislation, the appellation "Pilsen Beer" (" *Plzeňské pivo* ") (" *Piwo pilzeńskie* "), the Polish Government declares that it considers the said appellation to be a regional appellation to which breweries in Pilsen are entitled, and undertakes to give this appellation the same protection as is generally accorded under its legislation to products entitled to a regional appellation.

This protection shall be granted solely on condition that the Czechoslovak Government supplies the Polish Government with a list of the breweries in Pilsen which, under Czechoslovak legislation, enjoy the said protection.

The Polish Government shall similarly extend its protection also to the appellations of Czechoslovak hops and Czechoslovak mineral waters and wines which are communicated to it by the Czechoslovak Government.

A chemical preparation not manufactured from natural mineral water protected in accordance with Article XX, paragraph 2, may not be described by the protected appellation of that water, unless the word "artificial" is added to the said appellation in a conspicuous and obvious manner and the place of manufacture is indicated on the label; such label, moreover, must be essentially different in form, print and colour from the labels used for the corresponding mineral waters.

Ad Article XXVII.

The two High Contracting Parties shall mutually encourage communications and transport traffic, more particularly as regards the Danube ports of Bratislava and Komárno and the seaports of Gdynia and Danzig.

Inland navigation questions shall be regulated by a special agreement.

Ad Article XXVIII.

As regards the text of the Veterinary and Sanitary Convention and the additional provisions thereto, it is agreed that, as the Convention was drafted in French, the French text kept in the archives of the Foreign Ministries of both the Contracting Parties shall be the authentic text for interpretation purposes.

AD CONVENTION CONCERNANT LES FACILITÉS DANS LE TRAFIC FRONTIÈRE LOCAL.

Les clauses supplémentaires suivantes seront insérées dans la Convention entre la Pologne et la Tchécoslovaquie concernant les facilités en matière de trafic frontalier, signée à Prague le 30 mai 1925 :

Tous les bois (à l'exception des osiers) ex N° 133 du tarif douanier tchécoslovaque, produits dans les forêts domaniales d'Istebna, situées à 15 km. ou moins de la frontière et introduits par le bureau de douane tchécoslovaque de Bukovice sur des charrettes (à l'exclusion des moyens de transport mécaniques) ou sur des brouettes, et destinés à la consommation dans la zone frontière tchécoslovaque, acquitteront, jusqu'à concurrence d'une quantité maximum de 10.000 quintaux par an, un droit calculé au taux de 3 couronnes par 100 kilos, poids brut, sous réserve de l'observation des conditions de contrôle pertinentes et étant entendu que chaque envoi devra être accompagné d'un certificat délivré par les autorités communales d'Istebna, établissant que le bois transporté provient effectivement des forêts domaniales d'Istebna situées à 15 kilomètres ou moins de la frontière.

APPLICATION DU TARIF DOUANIER TCHÉCOSLOVAQUE.

Ad N° 31.

Le droit de douane sur les haricots, N° 31 b), s'appliquera non seulement aux gros haricots (*vicia faba*), mais aussi aux haricots comestibles (*phaseolus multiflorus*, *phaseolus vulgaris*).

Ad N° 40.

Les pommes de terre de semence ne bénéficieront du droit conventionnel de 15 couronnes par 100 kilos que si l'importateur produit, en même temps que sa déclaration en douane, un certificat délivré par le Ministère tchécoslovaque de l'Agriculture et ainsi conçu :

« CERTIFICAT.

« Le Ministère de l'Agriculture certifie par les présentes que l'envoi de pommes de terre (quantité et nature de l'emballage), pesant kilos, importé par (nom et adresse de l'importateur), est destiné à la semence. »

Le certificat ci-dessus sera délivré par le Ministère tchécoslovaque de l'Agriculture aussi promptement que possible.

En ce qui concerne les conditions phytopathologiques, l'importation des pommes de terre sera soumise, jusqu'à la conclusion d'un accord spécial phytopathologique, aux dispositions autonomes en vigueur. En outre, en ce qui concerne les pommes de terre de semence, chaque envoi de pommes de terre de semence devra être accompagné :

A. D'un certificat de la station agricole officielle compétente attestant qu'il consiste en :

1. Pommes de terre de semence reconnues pour telles en vertu des règlements applicables du pays d'origine relatifs à la définition des pommes de terre de semence, avec indication du nom, de la variété et du cultivateur.
2. Pommes de terre de semence de semis ou transplantées pour la première fois.
3. Pommes de terre précoces ou semi-précoces.
4. Pommes de terre de semence classifiées (suivant la grosseur), conformément aux pratiques agricoles.
5. Variété à pulpe jaune.
6. Pommes de terre nettoyées mécaniquement et intactes.
7. Pommes de terre indemnes de maladies autres que les maladies verruqueuses (pourriture humide, *bacteriosa annulosa*, gale, enrroulement des feuilles, etc.).

AD CONVENTION CONCERNING LOCAL FRONTIER TRAFFIC FACILITIES.

The following additional clause shall be inserted in the Convention between Poland and Czechoslovakia concerning Local Frontier Traffic Facilities signed at Prague on May 30th, 1925 :

All timber (except osiers), ex. No. 133 of the Czechoslovak Customs Tariff, produced in the State forests of Itebna, situated not more than 15 km. from the frontier, and transported through the Czechoslovak Customs Office at Bukovice on carts (but not by mechanical transport) or hand-barrows, for consumption in the Czechoslovak frontier zone, shall, up to a maximum quantity of 10,000 quintals per annum, pay duty at the rate of 3 crowns per 100 kg. gross weight, subject to observance of the relevant conditions of control, and on the understanding that each consignment shall be accompanied by a certificate issued by the communal authorities of Itebna to the effect that the timber transported was actually produced in the State forests of Itebna situated not more than 15 km. from the frontier.

APPLICATION OF THE CZECHOSLOVAK CUSTOMS TARIFF.

Ad No. 31.

The rate of duty on beans, No. 31 (*b*), shall be applicable not only in the case of broad beans (*vicia faba*), but also of edible beans (*phaseolus multiflorus*, *phaseolus vulgaris*).

Ad No. 40.

Seed potatoes shall pay duty at the conventional rate of 15 crowns per 100 kg. only if the importer produces, together with the Customs declaration, a certificate from the Czechoslovak Ministry of Agriculture to the following effect :

" CERTIFICATE.

" The Ministry of Agriculture hereby certifies that the consignment of potatoes (quantity and nature of packing) weighing kg. imported by (name and address of the importer) is intended for planting. "

The above certificate shall be issued by the Czechoslovak Ministry of Agriculture as promptly as possible.

As regards phytopathological conditions, the import of potatoes shall, pending the conclusion of a special phytopathological agreement, be subject to the autonomous provisions in force. Furthermore, as regards seed potatoes, each consignment of seed potatoes (potatoes for planting) must be accompanied by :

A. A certificate from the competent official agricultural establishment (station) attesting that it consists of :

1. Seed potatoes recognised as such under the relevant regulations of the country of origin concerning the definition of seed potatoes, the name, variety and grower being stated.
2. Original or first-transplanting seed potatoes.
3. Early, or at most second early, varieties.
4. Seed potatoes classified (as regards size) in accordance with agricultural practice.
5. A variety with a yellow flesh.
6. Potatoes mechanically cleaned and undamaged.
7. Potatoes free from other diseases than wart disease (wet rot, *bacteriosa annulosa*, scab, leaf roll, etc.).

B. D'un certificat d'un agent de la station phytopathologique officielle attestant que les pommes de terre de semence (pommes de terre à planter) destinées à l'exportation sont d'une variété (avec indication du nom et du cultivateur) qui a été examinée par la station phytopathologique et reconnue réfractaire à la maladie verruqueuse (*synchytrium endobioticum*).

Il est en même temps convenu que les pommes de terre de semence d'origine polonaise ne seront pas traitées, à leur importation en Tchécoslovaquie, moins favorablement que les pommes de terre de semence en provenance d'un Etat tiers quelconque.

Ad N° 45 a).

La position N° 45 a) comprend la semence de colza et d'aigremoine.

Ad N° 49.

A l'importation de semences de trèfle rouge et blanc, le bureau de douane percevra sur ces semences un droit calculé d'après le tarif autonome et remboursera la différence entre le tarif autonome et le tarif conventionnel s'il est établi par un certificat émanant de la station compétente de contrôle des semences que les semences importées sont effectivement des semences de trèfle rouge ou blanc. Cette formalité devra être effectuée d'extrême urgence.

Ad N° 52.

A l'importation de semences de betteraves, le bureau des douanes percevra sur ces semences un droit calculé d'après le tarif autonome et remboursera la différence entre le tarif autonome et le tarif conventionnel s'il est établi par un certificat émanant de la station compétente de contrôle des semences que les semences importées sont effectivement des semences de betteraves. Cette formalité devra être effectuée d'extrême urgence.

Ad N° 118.

Toute réduction de droit accordée par la République tchécoslovaque à un Etat tiers sur les saucissons de viande ex N° 118 sera appliquée aux saucissons de Cracovie et à tous autres saucissons ex N° 118 d'origine polonaise.

Toutefois, la disposition ci-dessus ne s'appliquera pas à la réduction de droit accordée à certains saucissons italiens spéciaux.

Néanmoins, les produits polonais, s'ils sont identiques auxdits saucissons spéciaux, bénéficieront du tarif conventionnel correspondant aussi longtemps qu'il demeurera en vigueur.

Ad N° 134 a) 1 β.

Le bois de construction pour supports de mines comprend les pièces de bois rondes, de pin, d'épicéa ou de sapin, complètement ou partiellement dépouillées d'écorce et de liber, d'un diamètre maximum de 20 cm. à la plus mince extrémité et d'une longueur maximum de 7 m. 5.

Ad N° 134 a) 2 ε.

Les planchettes de chêne pour corniches de dimensions autres que celles indiquées dans les observations annexées au tarif douanier tchécoslovaque suivent le régime du N° 134 a) 2 ε, à moins qu'elles ne soient ouvrées autrement que ne le permet le texte du N° 134 a) 2.

Ad Note 1 du N° 134 a) 1-2.

L'importation de pulpe de bois et de déchets de scierie d'origine polonaise jusqu'à concurrence d'un montant annuel de 325.000 quintaux avec la remise de droits prévue dans la note 1 du N° 134 a) 1-2 sera autorisée, si les usines intéressées demandent la permission d'importer cette catégorie de bois de construction de Pologne, aux conditions applicables aux importations jouissant d'une remise de droits, étant entendu que ces conditions ne seront pas moins favorables que celles appliquées aux importations en provenance d'un Etat tiers quelconque.

B. A certificate from an officer of the official phytopathological department (station) attesting that the seed potatoes (potatoes for planting) intended for export are a variety (stating name and grower) which was tested by the phytopathological department (station) for, and found to be completely immune to, wart disease (*synchytrium endobioticum*).

It is at the same time agreed that seed potatoes of Polish origin shall not, on importation into Czechoslovakia, be treated less favourably than seed potatoes from any third State.

Ad No. 45 (a).

Item No. 45 (*a*) includes rape seed and agrimony seed.

Ad No. 49.

In the case of imports of red and white clover seed, the Customs office shall levy duty on such seed at the autonomous rate and refund the difference between the autonomous and the conventional rates, if it is proved, on the strength of a certificate from the competent seed-controlling station, that the seeds imported are really red or white clover seeds. In this procedure the utmost despatch shall be observed.

Ad No. 52.

In the case of imports of beetroot seed, the Customs office shall levy duty on such seed at the autonomous rate and refund the difference between the autonomous and the conventional rates, if it is proved, on the strength of a certificate from the competent seed-controlling station, that the seeds imported are really beetroot seeds. In this procedure the utmost despatch shall be observed.

Ad No. 118.

Any reduction in duty granted by the Czechoslovak Republic to a third State on meat sausages ex. No. 118 shall be applied to Cracow sausages and all other sausages ex. No. 118 of Polish origin.

The above provision shall not apply, however, to the reduction in the duty granted to special Italian sausages.

Nevertheless, Polish products, if they are identical in character with the said special sausages, shall be given the benefit of the corresponding conventional rate so long as the latter remains in force.

Ad No. 134 (a), 1, β.

Timber for pitprops is rounded timber from pine, spruce or fir trees with the bark and bast completely or partially removed, of maximum diameter 20 cm. at the thinner end, and maximum length 7 $\frac{1}{2}$ metres.

Ad No. 134 (a), 2, ε.

Small oak boards for friezes of other dimensions than those defined in the explanations to the Czechoslovak Customs Tariff come under No. 134 (*a*), 2, ε, unless they are worked otherwise than permitted by the text of No. 134 (*a*), 2.

Ad Note 1 to No. 134 (a), 1-2.

The importation of wood-pulp and sawmill waste of Polish origin up to an annual amount of 325 thousand quintals with a Customs rebate according to Note 1 under No. 134 (*a*), 1-2, shall be permitted, on the application of the factories concerned for permission to import this kind of timber from Poland, on the conditions applicable to imports subject to Customs rebate, on the understanding that these conditions shall not be less favourable than those applied in the case of imports from any third State.

Si le solde du contingent autonome n'est pas épuisé, le Gouvernement tchécoslovaque convient d'examiner avec bienveillance les demandes d'importation préférentielle de quantités supplémentaires desdits bois de construction d'origine polonaise.

Seront assimilées à la pulpe de bois au sens de la note ci-dessus les billes rondes sans écorce ou liber (ainsi que les éclats) d'un diamètre maximum de 24 cm. à la plus mince extrémité et d'une longueur maximum de 2 mètres.

Ad Note au groupe XXI.

On ne rétablira pas à l'avenir le droit (surtaxe) sur les permis d'importation d'huile minérale visés dans la note au groupe XXI du tarif douanier tchécoslovaque, qui, jusqu'au 14 juillet 1933, était perçu en même temps que le droit ordinaire, mais qui a été supprimé par un décret du ministre du Commerce en date du 11 juillet 1933, N° 125381/33.

Ad N° 291.

Il ne sera pas perçu sur le papier de viscosse de l'espèce soumise par la délégation polonaise au cours des négociations et connu sous le nom de « tomofan », de droits plus élevés que ceux frappant tout autre papier de viscosse de la même espèce, quelle qu'en soit la désignation commerciale (par exemple « cellophane »).

Ad N° 488.

Conformément aux observations annexées au tarif douanier tchécoslovaque, la poussière de zinc suit le régime du N° 488 c).

Ad N° 621.

Le bioxyde de soufre (anhydride sulfureux) ne bénéficiera du droit conventionnel de 39 couronnes qu'autant que l'envoi sera accompagné d'une attestation délivrée par les autorités de la voïvodie intéressée certifiant le contenu des récipients dans lesquels les marchandises sont transportées.

Ad N° 653.

Les tourteaux de graine de lin d'origine polonaise ne seront pas soumis, en Tchécoslovaquie, à un traitement douanier moins favorable que celui auquel sont soumis d'autres tourteaux en provenance d'un tiers pays quelconque.

APPLICATION DU TARIF DOUANIER POLONAIS.

Les marchandises frappées d'une majoration ou bénéficiant d'une réduction de droits établies, soit d'après un pourcentage, soit sur une base fixe et qui, aux termes du tarif douanier polonais, doivent se calculer d'après les taux applicables à des marchandises pour lesquelles la présente convention fixe des droits conventionnels, bénéficieront également des réductions conventionnelles en ce sens que les droits conventionnels respectifs seront pris comme base du calcul du montant des droits.

Ad N° 53.

Si la Pologne consent à un tiers pays quelconque un droit de douane inférieur à celui que fixe la présente convention pour une variété quelconque de pommes importées dans les mêmes conditions, ce droit s'appliquera également aux pommes d'origine tchécoslovaque.

Ad N° 57.

Si la Pologne consent à un tiers pays quelconque un droit de douane inférieur à celui qui est établi dans la présente convention pour une variété quelconque de raisins de table importés dans les mêmes conditions, ce droit s'appliquera également aux raisins de table d'origine tchécoslovaque.

If the balance of the autonomous quota is not exhausted, the Czechoslovak Government agrees to give favourable consideration to applications for the preferential import of further quantities of the said timber of Polish origin.

As wood-pulp in the sense of the above note shall be regarded round logs without bark or bast (also chips) of maximum diameter at the thinner end 24 cm. and maximum length 2 metres.

Ad Note to Group XXI.

The charge (surtax) for permits to import the mineral oils referred to in the note to Group XXI of the Czechoslovak Customs Tariff, which up to July 14th, 1933, was levied together with the duty, but was abolished by a Decree of the Minister of Trade dated July 11th, 1933, No. 125381/33, will not in future be renewed.

Ad No. 291.

Viscose paper of the kind submitted by the Polish delegation during the negotiations and known as "tomofan" shall not be liable to a higher duty than any other viscose paper of the same kind, irrespective of its trade name (e.g., "cellophane").

Ad No. 488.

In accordance with the explanations annexed to the Czechoslovak Customs Tariff, zinc dust comes under No. 488 (c).

Ad No. 621.

Sulphur dioxide (anhydrous sulphuric acid) shall pay duty at the conventional rate of 39 crowns only if the consignment is accompanied by an attestation issued by the authorities of the relevant wojewodship certifying the contents of the vessels in which the goods are transported.

Ad No. 653.

Linseed oilcakes of Polish origin shall not be given less favourable Customs treatment in Czechoslovakia than other oilcakes coming from any third country.

APPLICATION OF THE POLISH CUSTOMS TARIFF.

Goods dutiable at the additional or reduced rates, whether on a percentage or fixed basis, which, under the provisions of the Polish Tariff, have to be calculated on the rates for goods for which conventional duties are fixed in the present Convention, shall also enjoy the benefit of the conventional reductions in such a way that the respective conventional duties will be taken as a basis for calculating the amount of duty.

Ad No. 53.

If Poland grants any third country a lower Customs duty than is fixed in the present Convention for any varieties of apples imported on the same conditions, this rate of duty shall be applied to apples of Czechoslovak origin also.

Ad No. 57.

If Poland grants any third country a lower rate of Customs duty than is laid down in the present Convention for any variety of table grapes imported on the same conditions, this rate of duty shall be applied to table grapes of Czechoslovak origin also.

Ad N° 128.

Toute réduction de droit consentie par la Pologne à un Etat tiers quelconque sur une variété ou spécialité quelconque de fromage dur ou tendre s'appliquera aux fromages similaires d'origine tchécoslovaque.

S'il y a lieu, le Gouvernement tchécoslovaque communiquera, dans la mesure requise, les noms et la nature des fromages et enverra également des échantillons de ces fromages en vue de la détermination du droit.

Ad N° 137/2 b).

Toute réduction de droit sur les boyaux naturels séchés s'appliquera aussi aux boyaux artificiels.

Ad N° 162/5.

Les pavés seront compris sous cette position et cette sous-position, même s'ils sont de forme cubique.

Ad N° 272/1.

La bière suivant le régime du N° 272/1 sera dédouanée conformément aux dispositions pertinentes relatives au dédouanement des wagons qui ne sont pas déchargés en entrepôt.

Ad N° 382/1, 2.

Les sels médicinaux minéraux, naturels, des sources de Carlsbad, de Marienbad et de Darkovë, en emballage original, même dosés, ne seront pas traités du point de vue douanier moins favorablement que les sels similaires en provenance d'un Etat tiers quelconque.

Ad Nos 553-559.

Les droits prévus aux positions ci-dessus s'entendent par 100 kilos de marchandises, poids net, conformément au décret du Président de la République en date du 23 août 1932 (*Journal Officiel*, N° 85/1932, paragraphe 732).

Ad N° 716.

Cette position comprend les serviettes et torchons.

Ad Note 6 des Notes générales relatives à la section VIII du tarif douanier.

L'armature toile et l'armature satin sont considérées comme armatures unies.

Ad N° 814.

Le papier parchemin est presque aussi transparent que le parchemin végétal et ne diffère pas beaucoup d'aspect de ce dernier, bien qu'il soit généralement plus mince.

Le papier parchemin se distingue du parchemin végétal en ce que, au point de déchirure, la fibre est visible, surtout si l'on a préalablement plongé le papier dans l'eau.

Après une longue ébullition, le papier parchemin se transforme en pulpe.

Le parchemin végétal se distingue en outre du papier parchemin en ce que, après 20 minutes d'ébullition dans une solution à 3 % de soude caustique et après avoir été vigoureusement agité, il peut être retiré entier, c'est-à-dire de mêmes dimensions qu'avant l'ébullition.

Ad N° 815.

Si, lors du dédouanement d'envois quelconques de papier visé dans la présente position, un doute s'élève sur la question de savoir si la teneur en pulpe de bois dépasse la limite autorisée de 30 %, le bureau de douane appliquera les taux du N° 815/1, lorsque l'on pourra présumer que la teneur moyenne en pulpe de bois s'élève au moins à 29 %. La répétition fréquente de variations d'estimation de la teneur en pulpe de bois dans les envois provenant de la même entreprise autorisera les bureaux de douane à ne pas appliquer la disposition ci-dessus.

Ad No. 128.

Any reduction in duty granted by Poland to any third State on any variety or speciality of hard or soft cheese shall be applied to similar cheeses of Czechoslovak origin.

Should it be necessary, the Czechoslovak Government shall, as the need arises, communicate the names and description of the cheeses and also send samples of the cheeses for assessment purposes.

Ad No. 137/2 (b).

Every reduction of duty on natural dried guts shall apply also to artificial guts.

Ad No. 162/5.

Paving-blocks shall be included under this item and sub-item, even if they are cubical in shape.

Ad No. 272/1.

Beer coming under No. 272/1 shall be cleared in accordance with the relevant provisions for Customs clearance of wagons without discharge to warehouse.

Ad No. 382/1, 2.

Mineral health salts, natural, from the Karlsbad, Marienbad and Darkově springs, in the original packing, not dosed or dosed, shall not be treated from the Customs standpoint less favourably than similar salts from any third State.

Ad Nos. 553-559.

The rates of duty under the above items are to be understood per 100 kg. of merchandise net weight, in accordance with the Decree of the President of the Republic of August 23rd, 1932 (*Official Gazette*, No. 85/1932, paragraph 732).

Ad No. 716.

This item includes towels and dusters.

Ad Note 6 of the General Notes to Section VIII of the Customs Tariff.}

Calico and sateen weaves are considered as plain weaves.

Ad No. 814.

Parchment paper is almost as transparent as vegetable parchment and does not greatly differ from the latter in appearance, except that it is usually thinner.

The difference between parchment paper and vegetable parchment is that at the point of tearing the fibre is visible, particularly if the paper has first been immersed in water.

After protracted boiling, parchment paper changes into pulp.

Vegetable parchment differs further from parchment paper in this respect, that, after 20 minutes' boiling in 3 % solution of caustic soda and after vigorous stirring, it can be lifted out whole, that is, in the same size of piece as before boiling.

Ad No. 815.

If, in the Customs clearing of any particular consignments of paper coming under this item, doubt arises as to whether the wood-pulp content exceeds the 30% limit authorised, Customs offices shall apply the rates of No. 815/1 when there is a presumption that the average wood-pulp content amounts to at least 29 %. The frequent recurrence of variations in the computation of the wood-pulp content in the case of consignments belonging to one and the same firm shall entitle Customs offices not to apply the above provision.

Ad N° 887/2, 3, 4, 6 et 7.

Les droits conventionnels pour ouvrages en porcelaine rentrant dans les positions ci-dessus s'appliqueront sous réserve des conditions suivantes :

1. Dépôt au bureau de douane d'une facture avec une attestation du Comité national tchécoslovaque établissant que la facture est conforme aux dispositions de l'Accord entre les industries de la porcelaine polonaises et tchécoslovaques.
2. Dédouanement par l'un des bureaux de douane suivants : Dantzig, Gdynia, Lwów, Poznań, Varsovie, Zebrzydowice.

Ad N° 931.

L'indication de la teneur de l'acier en éléments divers doit comporter le nom des différents éléments entrant dans la composition de l'acier importé et la teneur exacte de tous ces éléments.

On ne sera pas tenu de spécifier la teneur exacte en tel ou tel de ces éléments s'il y a lieu de craindre qu'un secret de fabrication ne se trouve ainsi divulgué.

Ad N° 1050/2.

Les droits conventionnels s'appliqueront aux machines et appareils rentrant sous cette position et sous-position aux conditions suivantes :

1. Dépôt au bureau de douane d'une déclaration du fabricant et d'une déclaration du destinataire, attestant que l'envoi consiste en machines ou appareils mentionnés ci-dessus destinés à des raffineries de sucre, distilleries, germoirs et brasseries.
2. Dédouanement par l'un des bureaux de douane suivants : Bielsko, Cieszyn, Dantzig, Gdynia, Cracovie, Lwów, Poznań, Varsovie, Vilna, Zebrzydowice.

Ad N° 1066.

Chaque machine à coudre peut être accompagnée de dix aiguilles.

Ad 1083/1 a), b), 2 a), b).

Les droits conventionnels s'appliqueront aux appareils spécifiés ci-dessous rentrant dans les positions et sous-positions ci-dessus aux conditions suivantes :

1. Dépôt au bureau de douane d'une déclaration du fabricant et d'une déclaration du destinataire attestant que l'envoi consiste en appareils mentionnés ci-dessus destinés à des brasseries.
2. Dédouanement par l'un des bureaux de douane suivants : Bielsko, Cieszyn, Dantzig, Gdynia, Cracovie, Lwów, Poznań, Varsovie, Vilna, Zebrzydowice.

SPÉCIFICATION DES APPAREILS POUR BRASSERIES.

Appareils pour vérifier l'étanchéité des tonneaux.
 Appareils pour goudronner les tonneaux.
 Cuves à tremper pour l'extraction et le sucrage du moût.
 Cuves pour clarification et filtrage.
 Tamis à houblon.
 Cuves pour l'ébullition du moût.
 Cuves pour l'ébullition de la liqueur de malt.
 Pressoirs à houblon ou graines.
 Cuves de refroidissement.

Ad No. 887/2, 3, 4, 6 and 7.

The conventional rates for porcelain wares coming under the above items shall be applied subject to the following conditions :

1. The deposit at the Customs office of an invoice with an attestation by the Czechoslovak National Committee to the effect that the invoice is in accordance with the provisions of the agreement between the Polish and Czechoslovak porcelain industries.
2. The effecting of Customs clearance at one of the following Customs offices : Danzig, Gdynia, Lwów, Poznań, Warsaw, Zebrzydowice.

Ad No. 931.

In stating the percentage content of the various components of steel, the names of the various elements entering into the composition of the steel imported and the exact content of the total number of components must be given.

The exact content of a number of the various elements need not be specified if there is any apprehension of manufacturing secrets being disclosed.

Ad No. 1050/2.

Conventional rates of duty shall apply to the machinery and apparatus coming under this item and sub-item, subject to the following conditions :

1. The deposit at the Customs office of a declaration by the manufacturer and a declaration by the consignee attesting that the consignment consists of the above machinery or apparatus for use in sugar-refineries, distilleries, malthouses and breweries.
2. The effecting of Customs clearance at one of the following Customs offices : Bielsko, Cieszyn, Danzig, Gdynia, Cracow, Lwów, Poznań, Warsaw, Wilno, Zebrzydowice.

Ad No. 1066.

Each sewing-machine may be accompanied by 10 needles.

Ad No. 1083/1 (a), (b), 2 (a), (b).

Conventional rates of duty shall apply to apparatus as specified hereunder coming under the above item and sub-items, subject to the following conditions :

1. The deposit at the Customs office of a declaration by the manufacturer and a declaration by the consignee attesting that the consignment consists of the above apparatus for use in breweries.
2. The effecting of Customs clearance at one of the following Customs offices : Bielsko, Cieszyn, Danzig, Gdynia, Cracow, Lwów, Poznań, Warsaw, Wilno, Zebrzydowice.

SPECIFICATION OF APPARATUS FOR BREWERIES.

Apparatus for testing the watertightness of casks.
Apparatus for the tarring of casks.
Mash-tubs for wort extraction and sweetening.
Settling-vats for filtering.
Sieves for hops.
Vats for boiling wort.
Vats for boiling malt liquor.
Presses for hops or grains.
Cooling-vats.

Appareils à remplir les tonneaux.
Appareils à remplir les bouteilles.
Appareils pour le lavage des bouteilles.
Appareils pour la pasteurisation de la bière.
Filtres-presses pour le moût.
Refroidisseurs à jet.
Condenseurs à contre-courant et à jet.
Réfrigérants.
Filtres à air.
Filtres à poussière.
Filtres à bière.

Ad groupes 67 et 68, et Nos 1099 et 1101.

Les machines et appareils non assemblés suivent le régime des positions correspondantes pour machines et appareils assemblés, même si les pièces ont été envoyées simultanément ou par livraisons successives, en envois distincts.

Tous les envois partiels doivent être déclarés au même bureau de douane dans un délai maximum de quatre mois à compter de la date de la première déclaration. En déclarant le premier envoi partiel, l'importateur déposera au bureau de douane une demande à ce sujet, accompagnée d'un plan ou dessin de construction de la machine ou de l'appareil importé, en spécifiant les pièces principales, leur nature et le poids approximatif de chacune d'elles. La spécification doit également indiquer d'une façon approximative le poids total des divers éléments.

Ad Nos 1136 et 1138.

Si la Pologne consent une réduction de droits à un Etat tiers quelconque pour une catégorie quelconque de véhicules à moteur ou de châssis, cette réduction s'appliquera immédiatement à tous les véhicules à moteur et châssis tchécoslovaques rentrant dans les mêmes positions, sous-positions et lettres du tarif douanier polonais.

Ad N° 1258.

La fausse bijouterie visée par la convention acquittera les droits du tarif conventionnel à condition que chaque envoi soit accompagné d'un certificat d'origine délivré par la Chambre d'industrie et de commerce de Prague, Liberec ou Hradec Králové, attestant que les marchandises en question, classées sous le N° 1258, rentrent dans la catégorie des bijoux de Gablonz fabriqués dans le ressort des Chambres d'industrie et de commerce précitées.

Ad tarifs douaniers d'importation.

Si, comme durant les années précédentes, le Gouvernement polonais fixe un contingent préférentiel pour l'exportation du bois d'aune, il sera fait droit aux demandes des exportateurs désireux d'exporter cette matière première en Tchécoslovaquie jusqu'à concurrence de 40 % au moins du contingent total.

Le droit d'exportation ne sera pas supérieur au droit appliqué au bois d'aune exporté à destination d'un Etat tiers quelconque.

D^r Edvard BENEŠ, *m. p.*

D^r Waclaw GRZYBOWSKI, *m. p.*

Miczyslaw SOKOŁOWSKI, *m. p.*

Apparatus for filling casks.
Apparatus for filling bottles.
Apparatus for washing bottles.
Apparatus for pasteurising beer.
Wort-filters (filter-presses).
Drip-coolers.
Counter-current and drip-condensers.
Refrigerators.
Air-filters.
Dust-filters.
Beer-filters.

Ad Groups 67 and 68 and Nos. 1099, 1101.

Machinery and apparatus not assembled is dutiable under the corresponding items for machinery and apparatus assembled, even if the various parts have been sent simultaneously or by instalments as separate consignments.

All partial consignments must be declared at the same Customs office within a period which may not exceed four months from the date of the first declaration. When declaring the first partial consignment, the importer shall deposit with the Customs office an application on the subject with a plan or structural design of the machine or apparatus imported, specifying the main parts, their character, and the approximate weight of each. The specification must also indicate approximately the total weight of the component parts.

Ad Nos. 1136 and 1138.

If Poland grants a reduction of Customs duty to any third State for any kind of motor vehicles or chassis, this reduction shall apply immediately to all Czechoslovak motor vehicles and chassis dutiable under the same items, sub-items and letters of the Polish Customs Tariff.

Ad No. 1258.

Imitation jewellery coming under the conventional text shall pay duty at the conventional rate on condition that each consignment is accompanied by a certificate of origin issued by the Chamber of Industry and Commerce at Prague, Liberec, or Hradec Králové, attesting that the goods in question, dutiable under No. 1258, belong to the category of Jablonec jewellery manufactured in the areas of the above Chambers of Industry and Commerce.

Ad Import Customs Tariff.

If, as in previous years, the Polish Government fixes a preferential quota for the export of alder wood abroad, the applications of exporters for the export of this raw material to Czechoslovakia shall be satisfied at least to the extent of 40 % of the total quota.

The export duty shall not exceed the duty applied to alder wood exported to any third State.

Dr. Edvard BENEŠ, *m. p.*

Dr. Waclaw GRZYBOWSKI, *m. p.*
Mieczyslaw SOKOŁOWSKI, *m. p.*

PROTOCOLE ADDITIONNEL (1)

A LA CONVENTION DE COMMERCE ET DE NAVIGATION ENTRE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE ET LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE, SIGNÉE LE 10 FÉVRIER 1934. SIGNÉ A VARSOVIE, LE 8 FÉVRIER 1935.

Les plénipotentiaires soussignés, munis de pleins pouvoirs en bonne et due forme, déclarent par les présentes qu'ils sont convenus d'amender et de compléter comme suit la Convention de commerce et de navigation entre la République tchécoslovaque et la République de Pologne, signée le 10 février 1934 :

La validité des droits de douane conventionnels qui ont été déclarés applicables jusqu'au 31 décembre 1934 aux marchandises visées aux Nos 598 c/1, 600 m et 617 du tarif douanier tchécoslovaque, et aux marchandises visées aux Nos 185, 346, 488/1b, 2b, et 210/1a, 2a, 3a, 4a du tarif douanier polonais, sera prolongée pour la période allant du 10 février au 30 juin 1935.

Le présent protocole sera ratifié et les instruments de ratification seront échangés en même temps que les instruments de ratification de la convention de commerce précitée.

Le protocole entrera en vigueur en même temps que ladite convention et demeurera en vigueur durant la période de validité de cette dernière.

Toutefois, il sera loisible aux deux gouvernements de convenir de mettre le protocole en vigueur à une date antérieure, si leurs législations respectives les autorisent à le faire.

Fait en double expédition, chacune en langues tchécoslovaque et polonaise, les deux textes faisant également foi.

VARSOVIE, le 8 février 1935.

(L. S.) D^r V. GIRSA.

(L. S.) SZEMBEK.

PROTOCOLE ADDITIONNEL (2)

A LA CONVENTION DE COMMERCE ET DE NAVIGATION ENTRE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE ET LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE, SIGNÉE LE 10 FÉVRIER 1934. SIGNÉ A VARSOVIE, LE 5 SEPTEMBRE 1935.

Les plénipotentiaires soussignés, munis de pleins pouvoirs en bonne et due forme, déclarent par les présentes qu'ils sont convenus d'amender et de compléter comme suit la Convention de commerce et de navigation entre la République tchécoslovaque et la République de Pologne, signée le 10 février 1934 :

La validité des droits de douane conventionnels temporaires spécifiés aux listes A et B annexées à l'article X de ladite convention, et applicables jusqu'au 30 juin 1935, conformément au Protocole additionnel à ladite convention, signé le 8 février 1935, sera prolongée pour la période allant du 10 septembre 1935 au 30 juin 1936.

Les droits mentionnés dans les listes ci-dessus s'appliquent aux marchandises classées sous les Nos 598 c/1, 600 m et 617 du tarif douanier tchécoslovaque, et aux marchandises classées sous les Nos 185, 346, 488/2b et 1210/1a, 2a, 3a, 4a du tarif douanier polonais, le droit de douane prévu à la position N^o 346 du tarif douanier polonais étant porté à 2,60 zlotys par 100 kilos.

ADDITIONAL PROTOCOL (1)

TO THE CONVENTION OF COMMERCE AND NAVIGATION BETWEEN THE REPUBLIC OF POLAND AND THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC, SIGNED ON FEBRUARY 10TH, 1934. SIGNED AT WARSAW, FEBRUARY 8TH, 1935.

The undersigned Plenipotentiaries, holding full powers in good and due form, hereby declare that they have agreed to amend and amplify the Convention of Commerce and Navigation between the Czechoslovak Republic and the Republic of Poland signed on February 10th, 1934, as follows :

The validity of the conventional Customs rates, which were fixed as applicable up to December 31st, 1934, for the goods coming under Nos. 598c/1, 600 m, and 617 of the Czechoslovak Customs Tariff, and goods coming under Nos. 185, 346, 488/1b, 2b, and 1210/1a, 2a, 3a, 4a of the Polish Customs Tariff, shall be prolonged for the period from February 10th to June 30th, 1935.

The present Protocol shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged simultaneously with the instruments of ratification of the aforesaid Convention of Commerce.

The Protocol shall come into force simultaneously with the said Convention and shall remain in force during the latter's validity.

Nevertheless, the two Governments may agree to give effect to the Protocol at an earlier date, if their respective legislations authorise them to do so.

Done in two copies, each in the Czech and Polish languages, both texts being authentic.

WARSAW, *February 8th*, 1935.

(L. S.) DR. V. GIRSA.

(L. S.) SZEMBEK.

ADDITIONAL PROTOCOL (2)

TO THE CONVENTION OF COMMERCE AND NAVIGATION BETWEEN THE REPUBLIC OF POLAND AND THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC, SIGNED ON FEBRUARY 10TH, 1934. SIGNED AT WARSAW, SEPTEMBER 5TH, 1935.

The undersigned Plenipotentiaries, holding full powers in good and due form, hereby declare that they have agreed to amend and amplify the Convention of Commerce and Navigation between the Czechoslovak Republic and the Republic of Poland signed on February 10th, 1934, as follows :

The validity of the temporary conventional Customs rates specified in Schedules A and B constituting Annexes to Article X of the above Convention, and applicable up to June 30th, 1935, in accordance with the Additional Protocol of February 8th, 1935, to the said Convention, shall be prolonged for the period from September 10th, 1935, to June 30th, 1936.

The Customs duty rates referred to in the above Schedules apply to goods coming under Nos. 598c/1, 600 m, and 617 of the Czechoslovak Customs Tariff, and goods coming under Nos. 185, 346, 488/2b and 1210/1a, 2a, 3a, and 4a of the Polish Customs Tariff, the Customs duty rate indicated for item No. 346 of the Polish Customs Tariff being raised to zlotys 2.60 per 100 kg.

Le présent protocole sera ratifié et les instruments de ratification seront échangés en même temps que les instruments de ratification de ladite convention de commerce et du Protocole additionnel du 8 février 1935.

Le présent protocole entrera en vigueur en même temps que ladite convention et que le Protocole additionnel du 8 février 1935, et il restera en vigueur durant la période de validité de cette convention.

Toutefois, il sera loisible aux deux gouvernements de convenir de mettre en vigueur les dispositions du présent protocole à une date antérieure, si leurs législations respectives les autorisent à le faire.

Fait en double expédition, chacune en langues tchécoslovaque et polonaise, les deux textes faisant également foi.

VARSOVIE, le 5 septembre 1935.

SZEMBEK.

SMUTNÝ.

PROTOCOLE ADDITIONNEL (3)

A LA CONVENTION DE COMMERCE ET DE NAVIGATION ENTRE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE ET LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE, SIGNÉE LE 10 FÉVRIER 1934. SIGNÉ A VARSOVIE, LE 12 AOÛT 1936.

Les plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés à cet effet, déclarent qu'ils sont convenus d'amender et de compléter comme suit la Convention de commerce et de navigation entre la République tchécoslovaque et la République de Pologne, signée le 10 février 1934 :

La validité des droits de douane conventionnels temporaires spécifiés aux listes A et B annexées à l'article X de ladite convention, et applicables jusqu'au 30 juin 1936, conformément au Protocole additionnel à ladite convention, signé le 5 septembre 1935, sera prolongée pour la période allant du 20 août 1936 au 20 février 1937.

Les droits mentionnés dans les listes ci-dessus s'appliquent aux marchandises classées sous les Nos 598 c/1, 600 m et 617 du tarif douanier tchécoslovaque, et aux marchandises classées sous les Nos 185, 346, 488/2b et 1210/1a, 2a, 3a, 4a du tarif douanier polonais, le droit de douane prévu à la position N° 346 du tarif douanier polonais étant porté à 2,60 zlotys par 100 kilos.

Le présent protocole sera ratifié et les instruments de ratification seront échangés à Prague ; il entrera en vigueur le trentième jour qui suivra l'échange des instruments de ratification.

Fait en double expédition, chacune en langues tchécoslovaque et polonaise, les deux textes faisant également foi.

VARSOVIE, le 12 août 1936.

(L. S.) J. SMUTNÝ.

(L. S.) R. DĘBICKI.

The present Protocol shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged simultaneously with the instruments of ratification of the aforesaid Convention of Commerce and the Additional Protocol of February 8th, 1935.

The present Protocol shall come into force simultaneously with the aforesaid Convention and the Additional Protocol of February 8th, 1935, and shall remain in force during the validity of that Convention.

Nevertheless, the two Governments may agree to give effect to the provisions of the present Protocol at an earlier date, if their respective legislations authorise them to do so.

Done in two copies, each in the Czech and Polish languages, both texts being authentic.

WARSAW, *September 5th*, 1935.

SZEMBEK.

SMUTNÝ.

ADDITIONAL PROTOCOL (3)

TO THE CONVENTION OF COMMERCE AND NAVIGATION BETWEEN THE REPUBLIC OF POLAND AND THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC, SIGNED ON FEBRUARY 10TH, 1934. SIGNED AT WARSAW, AUGUST 12TH, 1936.

The undersigned Plenipotentiaries, being duly authorised thereto, declare that they have agreed to amend and amplify the Convention of Commerce and Navigation between the Czechoslovak Republic and the Republic of Poland signed on February 10th, 1934, as follows :

The validity of the temporary conventional Customs rates specified in Schedules A and B constituting Annexes to Article X of the above Convention and applicable up to June 30th, 1936, in accordance with the Additional Protocol of September 5th, 1935, to the said Convention, shall be prolonged for the period from August 20th, 1936, to February 20th, 1937.

The Customs duty rates referred to in the above Schedules apply to goods coming under Nos. 598c/1, 600 m, and 617 of the Czechoslovak Customs Tariff, and goods coming under Nos. 185, 346, 488/2b and 1210/1a, 2a, 3a, and 4a of the Polish Customs Tariff, the Customs duty rate indicated for item No. 346 of the Polish Customs Tariff being raised to zlotys 2.60 per 100 kg.

The present Protocol shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged at Prague ; it shall come into force on the thirtieth day after the exchange of the instruments of ratification.

Done in two copies, each in the Czech and Polish languages, both texts being authentic.

WARSAW, *August 12th*, 1936.

(L. S.) J. SMUTNÝ.

(L. S.) R. DĘBICKI.

PROTOCOLE ADDITIONNEL (4)

A LA CONVENTION DE COMMERCE ET DE NAVIGATION ENTRE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE ET LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE, SIGNÉE LE 10 FÉVRIER 1934. SIGNÉ A VARSOVIE, LE 18 FÉVRIER 1937.

Les plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés à cet effet, déclarent qu'ils sont convenus d'amender et de compléter comme suit la Convention de commerce et de navigation entre la République tchécoslovaque et la République de Pologne, signée le 10 février 1934 :

La validité des droits de douane conventionnels temporaires spécifiés aux listes A et B annexées à l'article X de ladite convention, et applicables jusqu'au 20 février 1937, conformément au Protocole additionnel à ladite convention, signé le 12 août 1936, sera prolongée pour la période allant du 1^{er} mars 1937 au 31 décembre 1937.

Les droits mentionnés dans les listes ci-dessus s'appliqueront aux marchandises classées sous les Nos 598 c/1, 600 m et 617 du tarif douanier tchécoslovaque, et aux marchandises classées sous les Nos 185, 346, 488/2b et 1210/1a, 2a, 3a, 4a du tarif douanier polonais, le droit de douane prévu à la position N° 346 du tarif douanier polonais étant élevé à 2,60 zlotys par 100 kilos.

Le présent protocole sera ratifié et les instruments de ratification seront échangés à Prague ; il entrera en vigueur le trentième jour qui suivra l'échange des instruments de ratification.

Fait en double expédition, chacune en langues polonaise et tchèque, les deux textes faisant également foi.

VARSOVIE, le 18 février 1937.

J. SZEMBEK.

D^r Juraj SLÁVIK.

ADDITIONAL PROTOCOL (4)

TO THE CONVENTION OF COMMERCE AND NAVIGATION BETWEEN THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC AND THE REPUBLIC OF POLAND, SIGNED ON FEBRUARY 10TH, 1934. SIGNED AT WARSAW, FEBRUARY 18TH, 1937.

The undersigned Plenipotentiaries, being duly authorised thereto, declare that they have agreed to amend and amplify the Convention of Commerce and Navigation between the Czechoslovak Republic and the Republic of Poland signed on February 10th, 1934, as follows :

The validity of the temporary conventional Customs rates specified in Schedules A and B appended to Article X of the above Convention and applicable up to February 20th, 1937, in accordance with the Additional Protocol of August 12th, 1936, to the said Convention, shall be prolonged for the period from March 1st, 1937, to December 31st, 1937.

The Customs duty rates referred to in the above-mentioned Schedules shall apply to goods coming under Nos. 598c/1, 600 m, and 617 of the Czechoslovak Customs Tariff, and to goods coming under Nos. 185, 346, 488/2b and 1210/1a, 2a, 3a, and 4a of the Polish Customs Tariff, the Customs duty rate indicated for item No. 346 of the Polish Customs Tariff being raised to zlotys 2.60 par 100 kg.

The present Protocol shall be ratified and the instruments of ratification shall be exchanged at Prague ; it shall come into force on the thirtieth day after the exchange of the instruments of ratification.

Done in two copies, each in the Czech and Polish languages, both texts being authentic.

WARSAW, *February 18th*, 1937.

J. SZEMBEK.

Dr. Juraj SLÁVIK.

